



DÉBATS

de

l'Assemblée législative

21^e Législature — 3^e session

Vol. 2 - Séances du 10 avril au 29 mai 1942

1942

Texte établi par Anne Pelletier et Donald Chouinard

**Orateurs : les honorables Bernard Bissonnette
et Valmore Bienvenue**

DÉBATS DE L'ASSEMBLÉE LÉGISLATIVE

21e Législature - 3e session

Vol. 2 - Séances du 10 avril au 29 mai 1942

1942

Séance du vendredi 10 avril 1942

Présidence de l'honorable B. Bissonnette

La séance est ouverte à 3 heures.

Prière.

M. l'Orateur: À l'ordre, Messieurs! Que les portes soient ouvertes!

Questions de privilège:

**Protestation
contre Radio-Canada**

M. Chalout (Lotbinière): Les journaux nous annoncent que Radio-Canada¹ vient de faire savoir qu'elle ne permettra qu'à ceux qui prêchent à la population un vote affirmatif sur le plébiscite de se faire entendre gratuitement sur son réseau, soit les stations de la société Radio-Canada. Les autres orateurs, qui demanderont de voter "non" au prochain plébiscite du 27 avril, à l'effet de libérer le gouvernement fédéral de ses anciennes promesses contre la conscription, devront payer.

Je tiens à protester avec énergie contre cette décision arbitraire. Je rappellerai à M. Frigon et aux autres directeurs de Radio-Canada² que, s'ils veulent combattre ici les méthodes hitlériennes, ils ne devraient pas chercher à commencer à les mettre en application et les instaurer ici, en notre propre pays.

Projets de loi:

Aide à l'A.C.J.C.

L'ordre du jour appelle la prise en considération, en comité plénier, d'un projet de résolution relative au bill 32 pour venir en aide à l'Association catholique de la jeunesse canadienne-française.

L'honorable M. Perrier (Terrebonne) informe l'Assemblée que l'honorable lieutenant-gouverneur a pris connaissance dudit projet de résolution et qu'il en recommande l'objet à la Chambre.

L'honorable M. Perrier (Terrebonne) propose que M. l'Orateur quitte maintenant le fauteuil.
Adopté.

En comité:

Présidence de M. Casgrain (Gaspé-Nord)

L'honorable M. Perrier (Terrebonne) propose: Qu'à la demande du secrétaire de la province, le trésorier de la province soit autorisé à payer, sur le fonds consolidé du revenu, à l'Association catholique de la jeunesse canadienne-française, une somme de vingt-cinq mille dollars en dix versements annuels égaux et consécutifs, dont le premier sera versé au cours de l'année financière 1942-1943.

Ces octrois vont permettre à ce mouvement d'action catholique de réparer le système de chauffage et de tenir en bon état l'édifice de la Palestre nationale sur la rue Cherrier, à Montréal. L'A.C.J.C. se servira de ce montant pour effectuer les réparations urgentes qui s'imposent et dont elle ne peut solder le coût à même le budget de ses revenus ordinaires.

M. Gagnon (Matane): L'honorable secrétaire de la province (l'honorable M. Perrier) a peut-être l'ambition de devenir premier ministre un jour et il soigne sa popularité auprès de la jeunesse. Mais, je suis heureux de lui dire que l'opposition va lui accorder son appui le plus entier dans cette mesure pour aider la jeunesse et lui permettre un vote unanime sur cette question.

C'est la seconde fois cette année que l'opposition accepte de voter sans discussion un projet de loi qui a pour but d'aider l'éducation de la jeunesse. L'opposition est unanime avec le gouvernement sur ce sujet, comme elle l'a été pour accorder d'une subvention de \$100,000 à l'École polytechnique de Montréal. Chaque fois que le gouvernement présentera une loi qui sera de cette nature et qui respectera les institutions³ privées dans le domaine éducatif, nous prendrons toujours cette attitude. Il rappelle que le gouvernement de l'Union nationale avait commencé en 1937 à faire beaucoup de choses pour le mouvement des jeunes de la province et il est heureux que le gouvernement libéral suive cet exemple. Si le gouvernement veut octroyer une subvention plus généreuse, le ministre peut être certain que l'opposition n'y verra pas d'inconvénient.

Il le taquine au sujet d'une rumeur, voulant qu'il ait l'intention de supplémenter le premier

ministre (l'honorable M. Godbout), et soit appelé à le remplacer à la tête du gouvernement.

L'honorable M. Perrier (Terrebonne): Je suis heureux de l'attitude du chef de l'opposition et je le remercie de sa collaboration. Je tiens aussi à remercier nos amis de l'opposition de leur généreux appui. J'espère que c'est le présage de l'attitude, qu'ils prendront devant les autres mesures de la législation, que j'aurai l'honneur de présenter au cours de la session dans l'intérêt de l'éducation.

Cependant, quant à la remarque de l'honorable député de Matane au sujet de prétendues ambitions, je lui dirai en passant que ce sont là des ambitions, que je n'ai pas. Je ne crois pas qu'un seul homme, en cette Chambre et en cette province, ait jamais la prétention de croire ou de songer un seul instant qu'il pourrait avantageusement remplacer, à la tête des affaires publiques, un chef du calibre de l'honorable premier ministre. Je considère qu'il n'y a pas actuellement un seul homme qui puisse le remplacer, pas même l'honorable chef intérimaire de l'opposition, dont je connais la modestie, qui est, comme nous, à cent coudées du premier ministre actuel.

(Applaudissements)

M. Chaloult (Lothbinière): Je suis heureux de féliciter le beau geste de l'honorable secrétaire d'État de la province de la mesure qu'il présente. Comme ancien membre de l'A.C.J.C., j'appuie entièrement ce projet de loi. Il ajoute que ses idées nationales, il les a puisées au sein de l'enseignement acéjiste. Il croit que cet organisme est en mesure de rendre d'immenses services à la jeunesse canadienne-française.

M. Lorrain (Papineau) fait l'éloge de l'A.C.J.C., dont il était autrefois le président à Buckingham. Le gouvernement, dit-il, devrait faire plus et être plus généreux pour une telle œuvre. Il devrait doubler l'octroi de \$2,500 qu'il accorde à cette association de la jeunesse catholique, dont j'ai fait partie, et qui accomplit une grande œuvre. Le gouvernement peut augmenter le montant de la subvention s'il le veut et l'opposition serait d'accord. Il serait prêt à voter une subvention deux fois plus considérable. De plus, il est heureux que le gouvernement suive un bon exemple.

L'honorable M. Perrier (Terrebonne): Mon honorable ami, le représentant de Papineau a dit que l'A.C.J.C. était une grande œuvre. Oui, mais les grandes œuvres n'ont pas toujours produit que des bons sujets.

Le gouvernement fait exactement ce que l'A.C.J.C. demande. Je crois qu'elle connaît mieux ses besoins que le député de Papineau. Depuis son existence, l'A.C.J.C. a eu deux fois des embarras financiers. La première fois, ce fut en 1931 et c'est un gouvernement libéral qui s'est porté à son secours et lui a octroyé une subvention de \$25,000. Pour la deuxième fois au cours de son existence, cette année même, l'A.C.J.C. fait appel à l'aide financière de l'État, et c'est encore un gouvernement libéral qui se porte à son secours et la tire d'embarras.

M. Talbot (Chicoutimi): L'aide n'était pas considérable en 1931.

L'honorable M. Perrier (Terrebonne): Deux mille cinq cents dollars comme cette année! En ce moment, nous donnons exactement à l'Association 100 % de ce qu'elle nous a demandé: \$2,500 par année.

M. Talbot (Chicoutimi): Selon mes renseignements, l'A.C.J.C. demandait davantage et l'honorable secrétaire de la province ne sortira pas l'Association d'embarras et de l'impasse où elle se trouve avec \$2,500 par année. Si l'A.C.J.C. n'a pas demandé davantage, c'est peut-être parce qu'elle connaissait la générosité du secrétaire provincial. Le gouvernement devrait être plus généreux, étant donné qu'il a un budget de \$90,000,000 et qu'il collecte auprès des gens des taxes annuelles de \$30,000,000, ce qui est plus que l'ancien gouvernement.

Le secrétaire de la province semble vouloir faire croire que le Parti libéral est le père de l'A.C.J.C.

M. Lorrain (Papineau) et M. Talbot (Chicoutimi): Le secrétaire de la province n'en fait pas assez et l'octroi est insuffisant pour aider l'A.C.J.C. dans ses difficultés.

L'honorable M. Perrier (Terrebonne): L'honorable chef intérimaire de l'opposition a fait un beau geste. Mais, ses amis, qui semblent ne pouvoir se départir des petites misères de la politique, tentent d'atténuer l'effet du beau geste de leur chef intérimaire, pour des fins électorales. Le gouvernement n'a jamais pensé à la politique en octroyant cette subvention.

L'A.C.J.C. nous a fait une demande et nous l'avons accordée. L'honorable député de Chicoutimi nous dit que nous aurions dû aller au-delà. Nos amis de la gauche aiment à faire des promesses. Lorsqu'il

s'agit d'aider la jeunesse, cette dernière compte plus sur le Parti libéral que sur les déclarations stériles de l'opposition. Car, nous, nous préférons et nous nous contentons de poser des actes.

Si le représentant de Papineau a déjà fait partie de l'A.C.J.C., cela prouve tout simplement qu'on ne réussit pas toujours à faire l'éducation de ceux qu'on a sous sa juridiction.

M. Lorrain (Papineau): L'honorable secrétaire de la province a voulu faire de l'esprit. Il devrait faire plus attention à ses jeux d'esprit, il a bien peu de cette qualité en réserve. Il n'aurait pas dû essayer de faire de l'esprit, quand il est si manifestement incapable d'en faire.

L'honorable M. Perrier (Terrebonne): (Souriant) Je n'ai peut-être pas beaucoup d'esprit. Mais, ce n'est pas au député de Papineau d'en juger.

M. Talbot (Chicoutimi) attaque le secrétaire de la province.

M. Lorrain (Papineau) accuse le gouvernement de vouloir faire de la politique avec cette question. Puisque le secrétaire de la province a l'intention d'éduquer tout le monde de la province, il devrait apprendre pour lui-même quelques leçons de courtoisie.

L'honorable M. Perrier (Terrebonne) ne va certainement pas perdre du temps à essayer d'enseigner quelque chose à l'opposition. Depuis longtemps, il a désespéré de faire l'éducation de l'opposition.

M. Gagnon (Matane): Le secrétaire de la province nous remercie curieusement de l'entière coopération que nous lui avons offerte, à l'occasion de cette mesure. Si c'est comme ça qu'on nous remercie de notre amabilité, j'avertis le secrétaire provincial de se préparer pour le jour où viendra l'étude de ses crédits et de ses estimés budgétaires. Il devra prendre la résolution d'avoir plus de courtoisie.

L'honorable M. Perrier (Terrebonne): Très bien!

M. Jodoin (Montréal-Saint-Jacques): M. le président, j'ai l'honneur d'être le député de la division de Montréal, dans laquelle l'Association de la jeunesse canadienne a ses établissements. La Palestre nationale se trouve dans mon comté. Je suis

heureux de constater que le gouvernement ait souscrit à la demande qui lui a été faite par les autorités de l'Association. Je dis qu'on lui a donné exactement ce qu'elle demandait. Il remercie le gouvernement pour l'acte qu'il pose pour l'A.C.J.C. et se déclare heureux d'appuyer la mesure proposée par le gouvernement.

S'il y en a, (souriant) qui ont mal tourné dans l'A.C.J.C., dit-il, il y en a qui ont bien tourné. Je suis un ancien de cette association et je suis devenu un bon libéral, partisan du gouvernement de l'honorable premier ministre.

Il y a des gens qui ont le talent de ne pas se mêler de leurs affaires, avec le résultat qu'ils peuvent exposer des faits inexacts. C'est à la demande de l'Association catholique de la jeunesse canadienne que le gouvernement présente cette mesure, qui donne parfaitement satisfaction à l'Association.

(Applaudissements)

Rapport du comité plénier:

M. l'Orateur au fauteuil

M. le président fait rapport que le comité a adopté une résolution, laquelle est lue et agréée.

L'honorable M. Perrier (Terrebonne) propose qu'il lui soit permis de présenter le bill 32 pour venir en aide à l'Association catholique de la jeunesse canadienne-française.

Adopté. Le bill est lu une première fois.

L'honorable M. Perrier (Terrebonne) propose que le bill soit maintenant lu une deuxième fois.

Adopté.

L'honorable M. Perrier (Terrebonne) propose que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Adopté.

Il est ordonné que le greffier porte le bill au Conseil législatif et prie les honorables conseillers de l'adopter.

Belleterre

M. Goulet (Témiscamingue) propose, selon l'ordre du jour, que cette Chambre se forme en comité plénier de la Chambre pour étudier le bill 142 constituant en corporation la ville de Belleterre, futur centre minier⁴.

Adopté. M. l'Orateur quitte le fauteuil.

En comité:

Présidence de M. Casgrain (Gaspé-Nord)

M. Gagnon (Matane) demande des explications.

L'honorable M. Rochette (Charlevoix-Saguenay): Il s'agit en somme, d'une loi pour constituer en corporation une région assez étendue autour de la mine de Belleterre, dans le Témiscamingue, et d'organiser le développement urbain de cette région d'après un plan défini et méthodique. Lorsqu'une mine est découverte, il faut du temps pour attirer une population sur le territoire.

Dans le passé, des villes minières ont surgi au petit bonheur et la présente loi a pour but de prévenir et d'éviter les erreurs du passé dans l'organisation des villes minières. En Abitibi, on a laissé s'établir des villages multiples sans leur donner les services de protection et d'hygiène. C'est au prix de grandes difficultés, par exemple, que l'on a créé après coup une ville comme Cadillac, parce qu'il y avait des agglomérations éparpillées. La même chose s'est produite à Rouyn, une belle ville, qui a dû secourir Rouyn-Sud.

La région de Belleterre est prometteuse et pleine d'avenir, mais non encore organisée. Il ne serait pas juste de laisser les gens s'établir sur le territoire sans un plan tracé à l'avance. Actuellement, toutes les compagnies de mines se sont entendues pour choisir un site où une ville future sera érigée.

Avec la loi actuelle, on pourvoit à son organisation, à la nomination d'office par le gouvernement d'un conseil municipal pour une période de cinq ans, jusqu'à ce qu'elle soit assez développée pour être régie par la loi des cités et villes. De cette façon, la création de cette corporation municipale va prévenir bien des maux et des désagréments. L'on veut y faire disparaître les nombreux "squatters" qui s'y trouvent.

M. Gagnon (Matane): J'ai de l'estime pour l'honorable ministre qui, après de brillantes études à l'Université, a passé trois ans en Europe, où il a acquis une grande expérience. J'approuve également le principe de ce bill. Mais, l'honorable ministre des Mines et Pêcheries (l'honorable M. Rochette) s'approprie toute la politique de l'Union nationale dans le domaine minier. Il met à son crédit tout le développement de l'Abitibi et du Témiscamingue, en ignorant totalement ce qu'a fait l'Union nationale et sans lui attribuer sa part de mérite. L'honorable ministre aurait dû au moins admettre que quelque

chose a été fait avant son administration par ses devanciers.

C'est lorsque j'étais ministre des Mines, que se sont développées les villes minières en Abitibi et au Témiscamingue. En 1936, j'ai visité la région du nord-ouest de la province. J'ai été frappé de la situation chaotique dans laquelle se trouvait la ville de Val-d'Or. Il n'y avait pas le moindre service public. L'Union nationale a créé alors la politique des villes et villages miniers. Nous avons mis de l'ordre dans la ville de Val-d'Or. Nous avons établi la ville de Malartic et la ville de Rouyn-Sud.

L'Union nationale a fait surgir plusieurs villes minières, a forcé les compagnies à contribuer à un fonds municipal pour l'exécution de travaux municipaux et a fait cesser la spéculation sur les lots. En 1935, des compagnies minières obtenaient des lots de la couronne pour \$5 et les revendaient jusqu'à \$500 et \$1,000. Ce n'était pas du développement minier, mais de la spéculation. Nous avons fait cesser cet état de choses.

Si le ministre des Mines et Pêcheries a réussi à amener toutes les compagnies à suivre la politique, dont il a parlé, je l'en félicite. Mais, il ne fait que suivre une politique que l'Union nationale a commencée même à Belleterre. En effet, le bill de Belleterre est calqué sur celui de la ville de Malartic, passé par l'Union nationale. De part et d'autre, on vante les œuvres accomplies par mon parti.

Je suis heureux de laisser passer la loi à l'unanimité. C'est le cadeau de l'opposition que j'offrirai à l'honorable député de Témiscamingue (M. Goulet), à l'occasion de la naissance de ses deux jumeaux, ce qui porte le nombre de ses enfants à 14!

(Applaudissements)

Le gouvernement n'a pas voulu féliciter son député, eh bien! moi, je vais le féliciter!

L'honorable M. Rochette (Charlevoix-Saguenay): J'offre mes félicitations non seulement à l'honorable député du Témiscamingue (M. Goulet), mais à Madame Goulet, qu'il ne faudrait pas oublier.

(Applaudissements)

Je remercie l'honorable chef intérimaire de l'opposition. Mais je tiens à relever certaines inexactitudes. Il y a bien des erreurs dans son discours, mais je suis heureux cependant qu'il ait fait ce discours. L'an dernier, l'honorable député de Matane avait inscrit une motion au *Feuilleton* pour provoquer tout un débat sur toute l'administration du ministère des Mines en cette province. Je m'étais préparé. Mais son chef a déclaré qu'il n'y aurait pas de discussion sur cette motion.

Je sais que l'honorable député de Matane a fait quelque chose, quand il était ministre des Mines. Mais le développement minier était commencé depuis près de 20 ans, quand il est arrivé au ministère. Il n'a eu qu'à marcher dans les sillons préparés.

Je ne veux enlever aucun mérite à mon honorable ami et, s'il veut faire un débat sur les mines, il n'a qu'à présenter une nouvelle motion.

M. Gagnon (Matane): Il n'est pas exact de dire que le chef de l'Union nationale m'a empêché de parler. L'honorable ministre dit que tout a été fait par l'honorable M. Perrault au ministère des Mines. Cela aussi est inexact.

Le Parti libéral n'a pas créé les mines. Le bon Dieu y est bien pour quelque chose. Et le développement de l'industrie minière est dû d'abord au travail des ouvriers et au capital des producteurs.

M. Allard (Abitibi): Je suis bien prêt à reconnaître que l'honorable député de Matane a fait quelque chose pour la création des villes minières et qu'il a fait de l'excellent travail lorsqu'il était ministre des Mines. Mais il admettra que le plus difficile était de faire consentir les intéressés à s'annexer à ces villes et c'est l'honorable ministre actuel qui a fait cela.

Je félicite à mon tour mon honorable ami et collègue, le député du Témiscamingue, pour l'heureux événement que l'on a signalé tout à l'heure soit la naissance de deux nouveau-nés.

(Applaudissements)

M. Goulet (Témiscamingue): Je remercie tous mes collègues de leurs félicitations. L'honorable député de Matane semble vouloir que nous lui fassions des compliments. Je lui en fais pour avoir accepté cette bonne loi. L'honorable député de Matane a parlé de la ville de Rouyn-Sud. En prenant la direction des affaires de la province, le gouvernement actuel a eu bien des difficultés avec la ville de Rouyn-Sud. Le gouvernement précédent avait accordé des exemptions de taxes à la mine de Stadacona.

M. Gagnon (Matane): Aucune exemption de taxes n'a été accordée à cette compagnie sous l'Union nationale, car la Stadacona n'est pas dans les limites de Rouyn-Sud.

Les articles 1 à 38, ainsi que le préambule, sont adoptés.

Rapport du comité plénier:

M. l'Orateur au fauteuil

M. le président fait rapport que le comité a adopté le bill 142 sans l'amender.

M. Goulet (Témiscamingue) propose que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Adopté.

Il est ordonné que le greffier porte ce bill au Conseil législatif et prie les honorables conseillers de l'adopter.

Charte de Malartic

M. Allard (Abitibi) propose, selon l'ordre du jour, que cette Chambre se forme en comité plénier pour étudier le bill 113 ratifiant la charte de la ville de Malartic pour annexer certain territoire des cantons de Dubuison et Fournière, comté d'Abitibi.

Adopté. M. l'Orateur quitte le fauteuil.

En comité:

Présidence de M. Casgrain (Gaspé-Nord)

L'honorable M. Rochette (Charlevoix-Saguenay): Cette fois-ci, je n'oublierai pas de féliciter le chef de l'opposition. Je suis heureux de dire que c'est sous son administration que la Ville de Malartic a été incorporée. Mais, par cette loi, nous annexons aujourd'hui à la ville de Malartic les territoires de plusieurs compagnies minières pour agrandir les limites de la ville. Il s'agit d'incorporer à la ville six compagnies minières, qui ne sont pas encore rendues au stage de la production intéressante. Je félicite les compagnies d'avoir consenti à l'annexion.

M. Gagnon (Matane): Eh bien, je suis heureux de me joindre à l'honorable ministre des Mines et Pêcheries pour féliciter les compagnies. Quand elles font bien, il est juste de les féliciter et non de monter le peuple contre elles. Je dirai de plus à l'honorable ministre que je promets mon entière coopération au gouvernement dans tous les efforts qu'il entreprendra pour aider à régler le cas de Roc-d'Or, un village champignon, où les "squatters" ont le beau jeu.

(Applaudissements)

Il sera démontré, d'ici la fin de la session, qui sert les gros intérêts au Parlement de Québec.

Les articles 1 et 2, ainsi que le préambule, sont adoptés.

Rapport du comité plénier:

M. l'Orateur au fauteuil

M. le président fait rapport que le comité a adopté le bill 113 sans l'amender.

M. Allard (Abitibi) propose que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Adopté.

Il est ordonné que le greffier porte le bill au Conseil législatif et prie les honorables conseillers de l'adopter.

Corporation des agronomes

M. Potvin (Roberval) propose, selon l'ordre du jour, que le bill 177 constituant la Corporation des agronomes de la province de Québec soit maintenant lu une deuxième fois⁵.

M. Gagnon (Matane): Le principe de la loi me paraît excellent et nous allons l'adopter en deuxième lecture.

Adopté. Le bill est renvoyé au comité permanent des bills publics en général.

Loi de l'assurance des maris et des parents

M. Gagnon (Matane): Avant l'ajournement, je veux demander à l'honorable trésorier, s'il a l'intention de faire adopter sa loi sur les assurances des maris ou s'il se contentera du jugement de la Cour suprême. Le bill qui a déjà reçu une deuxième lecture permettrait d'utiliser le privilège de rachat d'un contrat d'assurance-vie lorsque l'épouse est le bénéficiaire, sujet à son consentement à cet égard.

L'honorable M. Mathewson (Montréal-Notre-Dame-de-Grâce): J'ai donné à l'honorable député de Matane la copie du jugement et je suis heureux qu'il me la rende, quand il le pourra. En attendant, je lui dirai que nous n'avons pas encore pris de décision finale. S'il y a lieu de faire

approuver le projet pour clarifier la situation, le gouvernement n'hésitera pas à le faire. Toutefois, on ne peut encore se prononcer d'une façon définitive, avant d'avoir lu le récent texte du jugement de la Cour suprême, qui a statué que les compagnies d'assurance n'étaient pas obligées de payer la valeur intégrale d'une police si un prêt a été fait sur cette police avec le consentement de l'épouse qui en est le bénéficiaire.

Ajournement

L'honorable M. Godbout (L'Islet) propose que, lorsque cette Chambre s'ajournera, elle soit ajournée à mardi prochain.

Adopté.

La séance est levée à 4 h 45⁶.

NOTES

1. *La Presse* du 11 avril 1942, à la page 55, et *L'Action catholique* du 11 avril 1942, à la page 3, utilisent le terme de Radio-État, tandis que *Le Devoir* du 11 avril 1942, à la page 3, et *La Patrie* du 11 avril 1942, à la page 23, préfèrent utiliser le terme Radio-Canada.

2. Ici, *Le Devoir* du 11 avril 1942, à la page 3, emploie le terme de Radio-État.

3. Alors que *Le Soleil* du 11 avril 1942, à la page 3, mentionne les institutions, *L'Événement-Journal* du 11 avril 1942, à la page 3, lui, écrit plutôt les initiatives.

4. Le bill 142 constituant en corporation la ville de Belleterre provoque une discussion d'environ une heure. *Le Devoir* du 11 avril 1942, à la page 3.

5. *Le Soleil* du 11 avril 1942, à la page 3, fait remarquer que la deuxième lecture du bill 177 constituant la Corporation des agronomes de la province de Québec n'a suscité aucune discussion.

6. Si le journaliste de *L'Événement-Journal* du 11 avril 1942, à la page 11, propose l'heure de

5 heures moins quart pour la levée de la séance, celui de *La Patrie* du 11 avril 1942, à la page 23, quant à lui, indique 5 heures.

Première séance du mardi 14 avril 1942

Présidence de l'honorable B. Bissonnette

La séance est ouverte à 3 heures.

Prière.

M. l'Orateur: À l'ordre, Messieurs! Que les portes soient ouvertes!

Explications sur des faits publiés:

Démission du représentant
de Québec-Est, l'honorable M. Drouin

M. Gagnon (Matane): J'attire l'attention du gouvernement de la Chambre sur un article de la *Montreal Gazette* de ce matin. L'organe ministériel de langue anglaise a écrit un article¹, où elle demande si, en face des divergences d'opinion dans le ministère sur la question du plébiscite, et qu'après la déclaration qu'il vient de faire, l'honorable député de Québec-Est (l'honorable Oscar Drouin) et ministre des Affaires municipales, de l'Industrie et du Commerce aurait l'intention de démissionner². Est-il vrai qu'il a l'intention de démissionner comme ministre dans le cabinet du gouvernement, étant donné qu'il demande aux gens de voter "non" sur le plébiscite?

L'honorable M. Drouin (Québec-Est): C'est une bonne blague celle-là! Il refuse de répondre.

Rapports des comités permanents:

M. Dumoulin (Montmorency) J'ai l'honneur de présenter à la Chambre le douzième rapport du comité permanent des bills privés en général.

Votre comité a décidé de rapporter, avec des amendements, le bill suivant:

- bill 115 modifiant la charte de la cité de Sherbrooke.

Projets de loi:

Coroners

L'honorable M. Girouard (Arthabaska) demande la permission de présenter le bill 12 concernant les coroners³.

Adopté. Le bill est lu une première fois.

Loi du paiement des témoins de la couronne

L'honorable M. Girouard (Arthabaska) demande la permission de présenter le bill 13 modifiant la loi du paiement des témoins de la couronne.

Adopté. Le bill est lu une première fois.

École normale McGill

L'honorable M. Perrier (Terrebonne) demande la permission de présenter le bill 35 ratifiant une convention entre Sa Majesté et l'Institution royale pour l'avancement des sciences, concernant l'école normale McGill.

Le projet a pour but d'aider cette école normale et de réformer son conseil d'administration. Il ratifie une convention entre le gouvernement et l'Université McGill, signée le 8 avril 1942. En 1907, il y avait déjà eu une convention pour établir et maintenir à Sainte-Anne de Bellevue, une école de formation d'instituteurs pour l'enseignement dans les écoles protestantes placées sous la juridiction du comité protestant du Conseil de l'instruction publique. Le gouvernement payait une somme de \$25,000 par année, dont \$15,000 pour la susdite école et \$10,000 pour des cours de préparation d'aspirants au diplôme conférant le droit d'être instituteur dans un "high school", lesquels cours étaient sous la direction de professeurs de pédagogie de McGill. La nouvelle entente prévoit un octroi supplémentaire de \$20,000 pour l'école de formation d'instituteurs pour l'enseignement dans les écoles protestantes.

Adopté. Le bill est lu une première fois.

Coroners

L'honorable M. Girouard (Arthabaska) propose, selon l'ordre du jour, que la Chambre, à sa prochaine séance, se forme en comité plénier pour prendre en considération un projet de résolution relative au bill 12 concernant les coroners.

Adopté.

Loi du paiement
des témoins de la couronne

L'honorable M. Girouard (Arthabaska) propose que la Chambre, à sa prochaine séance, se

forme en comité plénier pour prendre en considération un projet de résolution relative au bill 13 modifiant la loi du paiement des témoins de la couronne.

Adopté.

Voies et moyens:

Débat sur le budget 1942-1943 (suite et fin)

Conformément à l'ordre du jour, la Chambre reprend le débat ajourné mardi le 7 avril courant, sur la motion du représentant de Notre-Dame-de-Grâce (l'honorable M. Mathewson) proposant que M. l'Orateur quitte maintenant le fauteuil.

M. Paquette (Labelle): M. l'Orateur, l'honorable trésorier nous a présenté un budget, qui ressemble étrangement à tous les budgets de nos honorables amis depuis 20 ans. Depuis 40 ans, on nous dit invariablement que le gouvernement a toujours des surplus. Et, non moins invariablement, ils ont eu des déficits, car à chaque surplus ses adversaires ont découvert, en scrutant les *Comptes publics*, que la dette de la province avait augmenté. Les dossiers de l'administration du Parti libéral présentent des pertes, de l'extravagance et des surplus fictifs. Cette année, on nous affirme que le budget est un budget idéal, car il y a un surplus global. Comment se fait-il, alors, que la dette a augmenté?

Il critique le trésorier, parce qu'on a fait allusion au désordre qui régnait en Chambre au temps de l'Union nationale. Il accuse les ministériels de manquer de courtoisie pour les hommes publics. Le 23 octobre 1939 à Saint-Pamphile dans le comté de L'Islet, le député de L'Islet (l'honorable M. Godbout), en parlant du député de Trois-Rivières (M. Duplessis), avait dit qu'il était un menteur public.

Le problème avec les surplus annuels du Parti libéral, c'est que la dette annuelle augmente en même temps et le député de Berthier (l'honorable M. Bastien) qui a répondu au député de Saint-Jean (M. Beaulieu) a fait un mauvais travail en défendant le budget. L'honorable député de Berthier (l'honorable M. Bastien) a demandé le respect des hommes publics. Mais, n'est-ce pas lui qui disait, le 6 août 1936, de son collègue d'aujourd'hui, l'honorable ministre des Affaires municipales, de l'Industrie et du Commerce (l'honorable M. Drouin): "C'est le plus cruel de l'Union nationale. Il a armé

600 voyous pour casser la tête de ses adversaires et étouffer la vérité!"

L'honorable M. Bastien (Berthier): Je n'ai jamais dit cela.

M. Paquette (Labelle): J'accepte la déclaration de l'honorable ministre. De son côté le député de Québec-Est (l'honorable M. Drouin) disait du député de L'Islet (l'honorable M. Godbout) ce qui suit au collège de Lévis, le 1^{er} novembre 1935: "Le représentant de L'Islet dit que je promène ma honte dans toute la province; le représentant de L'Islet a menti et c'est lui qui portera plutôt le remords de ses actes. Il n'a pas osé agir parce qu'il a peur de son chef et c'est pour étouffer ses remords, qu'il tente d'étrangler ceux qui sont moins lâches que lui.

C'est aussi le représentant de Québec-Est qui disait, le 17 février 1936: "Je défie M. Taschereau ou son successeur de réussir à briser l'Union nationale. Personne chez nous ne sera traître, lâche; personne non plus n'est à vendre!"

Je disais donc, que tous les ans, l'honorable trésorier nous annonce des surplus, bien que la dette de la province augmente de plusieurs millions depuis 1939.

L'honorable M. Mathewson (Montréal-Notre-Dame-de-Grâce): L'honorable député ne peut me prêter des paroles que je n'ai jamais dites. J'ai dit que l'an dernier et cette année, nous avions un surplus global. L'année financière 1941-1942 vient de se terminer avec un surplus de \$1,500,000. Mais, j'ai reconnu que pendant la première année qui a suivi la chute du gouvernement de l'Union nationale, nous avons eu un déficit d'environ \$15,000,000. Il ne veut pas qu'on lui prête une assertion à l'effet qu'il y a toujours des surplus depuis l'avènement du régime.

M. Paquette (Labelle): En tout cas, j'affirme que la dette a certainement augmenté l'an dernier, donc depuis 12 mois. Il est vrai que le gouvernement annonce des surplus, mais le peuple, lui, ne fend pas les cheveux en quatre. Je suis prêt à mettre mon siège en jeu, et je défie nos amis d'en face de prouver le contraire: si l'on peut prouver que la dette n'a pas augmenté au cours de la dernière année. Quand nous payons toutes nos dépenses à même nos revenus, la dette n'augmente pas.

Le trésorier de la province se vante d'un surplus de \$1,500,000. Alors, comment se fait-il que la dette de la province ait dans le même temps

augmenté de \$9,000,000? Et cela, malgré l'imposition de \$30,000,000 de nouvelles taxes? En novembre 1939, la dette nette de la province était de \$277,000,000. Le représentant de Saint-Hyacinthe (l'honorable M. Bouchard) déclarait alors que la province était en banqueroute.

Mais, je ne m'occupe pas de l'augmentation des dettes gouvernementales, quand je vois que la dette consolidée de la province est de \$277,000,000. Et pourtant, la semaine dernière, le gouvernement fédéral vient de faire un cadeau de \$1,000,000,000 à l'Angleterre, un pays allié et ami. Cette somme représente environ quatre fois⁴ la dette de la province. Le Parti libéral a applaudi à ce geste. Et, le député de Montréal-Notre-Dame-de-Grâce (l'honorable M. Mathewson) trouve cela très bien. Il y a quelques semaines, on a même prêté trois fois ce montant, soit \$700,000,000, au même pays allié, la Grande-Bretagne. C'était, semble-t-il encore très bien.

M. l'Orateur: L'honorable député n'a pas le droit de parler de questions concernant le gouvernement fédéral.

M. Paquette (Labelle): Si cela est bien, pourquoi cela était-il mal pour l'Union nationale, et pourquoi lui a-t-on reproché d'avoir dépensé quelques millions afin d'améliorer et de réparer une voirie en retard de 40 ans et des ponts branlants, de venir en aide aux vieillards, aux mères nécessiteuses, aux aveugles, aux cultivateurs? Ça devrait être mal de donner \$1,000,000,000. Soyons logiques: s'il est admissible de donner \$325,000,000, part du Québec, pour œuvres de guerre, admettons tout de même qu'une centaine de millions, pour aider la population québécoise, ne saurait être critiquée censément.

L'administration de l'Union nationale était si saine que le taux d'intérêt au Québec en 1939 était le plus bas de tout le pays. De plus, si l'on examine l'état financier des États-Unis et du Canada, on constate que les États-Unis ont une dette qui est exactement cinq fois plus élevée, *per capita*, que la dette de notre province.

Les ministériels ont affirmé qu'ils taxaient pour payer l'intérêt et l'amortissement de la dette contractée par l'Union nationale. On a établi, à même les propres chiffres du gouvernement, que les intérêts et l'amortissement de la dette de l'Union nationale représentent au plus \$4,000,000 par an. Or, si on examine les revenus tirés des nouvelles taxes imposées par le gouvernement actuel en 1940, on a ceci: \$11,950,000 en taxe de vente; \$2,970,000 en taxe sur le tabac; \$1,900,000 en impôt sur le revenu;

\$6,000,000 en augmentation de la taxe sur les corporations; \$5,000,000 de plus en taxe sur la gazoline et \$2,180,000 en autres taxes. En sorte que le gouvernement a tiré du peuple \$30,000,000 de revenus de plus par an que le régime précédent.

Le transfert des taxes sur le revenu et les corporations va entraîner une lourde perte pour la province, car si cette année, il y a équivalence, celle-ci cessera au profit d'Ottawa, lorsque la recette de ces taxes atteindra de \$40,000,000 à \$50,000,000.

Il trouve mal répartis et souvent exagérés les travaux de voirie. Le gouvernement actuel, affirme-t-il, ne pourra jamais faire croire qu'il est un gouvernement autonome. Le gouvernement actuel dit qu'il fait des économies. Il s'étonne qu'on ait construit un boulevard de 160 pieds de largeur dans le district de Montréal. Si nous avons une dette consolidée de \$277,000,000, dit-il, c'est qu'il a fallu refaire la voirie, vieille de 40 ans. De notre temps, l'on était justifié de faire des travaux publics, parce que le peuple avait faim. Lorsque l'argent était dépensé par le gouvernement de l'Union nationale, il y avait beaucoup de chômage, et le but était de fournir du travail au lieu de donner une allocation de chômage, et ce, pour aider les agriculteurs et les chômeurs.

Alors que des sommes d'argent importantes ont été dépensées pour l'Île-Sainte-Hélène et les jardins botaniques, l'argent a été versé en salaire aux gens affamés. La même raison ne peut pas être utilisée pour expliquer les dépenses du gouvernement. Aujourd'hui, il n'existe plus de chômage. Le gouvernement n'a pas le droit d'entreprendre des grands travaux publics et de favoriser des amis politiques. L'argent est utilisé pour aider des amis.

Les municipalités sont accablées par le gouvernement. Il proteste contre la décision du ministre de la Voirie (l'honorable M. Bouchard) d'obliger les municipalités à payer une partie du coût de l'entretien des ponts situés dans leur territoire, lorsque le gouvernement prend tout le revenu. Je conseille au gouvernement de ne pas faire payer aux municipalités l'entretien des ponts, dit-il. C'est le gouvernement actuel, qui fait payer les municipalités pour les pensions de vieillesse et aux mères nécessiteuses. Le gouvernement sous aucune circonstance ne peut se dire un gouvernement économique. Le peuple sait que le gouvernement actuel n'est pas un gouvernement économe.

Le gouvernement pour lequel il a été un député a fait beaucoup de choses pour aider les professeurs des écoles rurales et il espère que le

gouvernement actuel suivra l'exemple. L'honorable secrétaire de la province (l'honorable M. Perrier) a dit que l'Union nationale n'avait pas augmenté les traitements des institutrices. Or, le secrétaire de la province, sous l'Union nationale, a été le premier à faire voter une somme de \$1,200,000, qui a été payée en octrois aux corporations⁵ scolaires et mise à leur disposition, afin de les aider à augmenter les salaires des institutrices.

Pour l'année scolaire 1935-1936, qui se terminait le 30 juin 1936, avant l'arrivée au pouvoir de l'Union nationale, il y avait dans la province, 6,276 institutrices rurales, qui touchaient moins du salaire minimum de \$300 par année. Mais, à la fin de l'année de 1938-1939, pour l'année qui se terminait le 30 juin 1939, le nombre a été réduit à 780, qui ne touchaient pas le minimum de \$300 et ceci se passait en pleine crise. De même, en 1935-1936, pour l'année qui se terminait le 30 juin 1936, il n'y avait que 815⁶ institutrices rurales, qui recevaient plus de \$300 par an, avant l'avènement de l'Union nationale. Le 30 juin 1939⁷, le nombre de ces institutrices obtenant plus de \$300 était rendu à 6,732⁸.

Nous avons donc amélioré le sort de plus de 10,000 institutrices⁹. Aujourd'hui, les professeurs ruraux ont une garantie salariale de \$300 par année. J'espère que l'honorable secrétaire de la province (l'honorable M. Perrier) pourra aller plus loin et pourra prendre les mesures nécessaires pour que les professeurs ruraux obtiennent au moins un minimum de \$400 comme salaire annuel.

Le gouvernement devrait améliorer les conditions de vie à la campagne du cultivateur, en augmentant son pouvoir d'achat, en lui créant de nouvelles sources de revenu, en améliorant les méthodes de culture et en intensifiant leur production. Dans mon comté, le gouvernement a peu fait en ce domaine. Il faut électrifier les régions rurales, multiplier la création de petites industries rurales, etc. C'est le devoir de tous les gouvernements d'agir ainsi, qu'ils soient libéraux ou d'Union nationale.

Il demande au gouvernement de faire en sorte que l'atmosphère soit plus encourageante à la campagne. Le cultivateur québécois, dit-il, est intelligent, opiniâtre au travail, mais il a le droit d'aspirer à vivre plus convenablement. Il veut être capable de vivre convenablement sur sa terre et offrir à sa famille le bien-être de l'ouvrier des villes. Il ne l'a pas. Le cultivateur est incapable d'offrir à sa famille le bien-être auquel on aurait droit. Je suis convaincu que le patriotisme du gouvernement saura le lui assurer et améliorera encore le sort des cultivateurs.

Nous devons faire disparaître cette mentalité qui règne chez les cultivateurs et les porte à croire qu'ils seraient mieux à la ville. Après la guerre, il y aura des perturbations économiques dans tout le pays. Si l'on ne rend pas l'agriculture plus attrayante avant l'après-guerre, nous aurons des centaines de milliers de jeunes fermiers, de jeunes gens, une fois sortis de l'armée, qui resteront dans les villes. Et il n'y a pas une force au monde qui les en fera partir. Ils ne voudront plus retourner à la campagne, si celle-ci n'est pas plus attirante. Ils encombreront les villes en quête d'un moyen de subsistance. Si le gouvernement ne veut pas faire face à un autre problème du chômage, pire que le premier, il doit s'employer tout de suite à favoriser une politique de relèvement à la campagne. Augmenter le standard de vie de la classe paysanne est le meilleur moyen de prévenir l'exode des campagnes vers les villes.

Je voudrais citer au ministre de la Colonisation (l'honorable M. Godbout) comme exemple de la grande misère qui sévit dans les pays de la colonisation, le cas d'un colon de mon comté, qui est âgé de 84 ans, qui a défriché 19 acres et élevé une grosse famille. Ce dernier vient de perdre son lot, où il cultivait depuis 20 ans. Le vieillard a reçu une lettre du nouveau propriétaire du lot, un vieux garçon, peintre de son métier, qui ne s'est jamais occupé d'agriculture, lui enjoignant d'enlever son ménage et de quitter les lieux, pour qu'il puisse prendre possession de la maison. C'est une chose inhumaine.

L'honorable M. Godbout (L'Islet): Depuis combien de temps ce colon cultivait-il son lot?

M. Paquette (Labelle): Depuis 19 ans.

L'honorable M. Godbout (L'Islet): L'honorable député admettra que si un homme qui a une grosse famille et n'a pas réussi à défricher 20 acres de son lot en 19 ans¹⁰, ce n'est pas un bon et véritable colon.

M. Paquette (Labelle): Voici un crime de la pire espèce, qui mérite la réprobation des honnêtes gens. Je demande à l'honorable premier ministre de ne pas laisser dépouiller ce vieux colon. L'honorable premier ministre est trop un honnête homme pour laisser consacrer le principe qu'un vieillard peut être ainsi dépouillé de ses biens par des gens de son département.

Il parle du libéralisme et du pseudo-régime de liberté des libéraux. La preuve, dit-il, c'est qu'à

Ottawa, on a rejeté les députés qui ont commis le crime de voter selon leur conscience et qu'on a essayé de les faire battre. C'est sous un régime libéral que Montréal a perdu sa liberté, qu'on emprisonne les colons, que les jeunes ne peuvent trouver d'emploi, afin d'être forcés à s'enrôler, etc. Je trouve que l'on s'occupe trop d'affaires fédérales. Le peuple n'est pas content dans la province et les ministres le savent.

L'honorable M. Godbout (L'Islet): Cela a paru dernièrement! Ce n'est pas ce qu'il a dit récemment.

(Applaudissements)

M. Paquette (Labelle): Le gouvernement actuel est un farouche défenseur du Parti libéral, mais il n'est pas le défenseur des intérêts du peuple.

(Applaudissements à gauche)

L'honorable M. Hamel (Saint-Sauveur): M. l'Orateur, je présume que vous pensez que je vais vous parler de dettes, d'actifs, de passifs, de bilans, de budgets, que je vais aligner devant vous des colonnes de chiffres. Non. Telle n'est pas mon intention de jongler avec les chiffres. J'ai écouté avec beaucoup de patience, le discours de l'honorable représentant de Saint-Jean-Napierville (M. Beaulieu). Il nous a tellement parlé de chiffres qu'après son discours, je n'ai pu m'empêcher de répéter ce mot célèbre, en levant les bras au Ciel: "Seigneur, délivrez-nous des experts".

(Rires et applaudissements)

Il n'a pas besoin d'expert, comme le représentant de Saint-Jean-Napierville, pour donner des explications sur les chiffres. Ce que nous voulons tout simplement savoir, dit-il, ce qui nous intéresse, ce qui intéresse le peuple, c'est ceci: Quels sont les revenus que le gouvernement perçoit et comment les dépense-t-il?

Je ne dirai que quelques mots à l'honorable député de Labelle (M. Paquette), qui vient de parler. Dans son discours, il nous a dit: "La dette de la province a augmenté l'an dernier, soit au cours de l'année financière terminée le 31 mars 1942. Je vous défie de dire le contraire et je suis prêt à mettre mon siège en jeu". Que l'honorable député ne mette pas son siège en jeu. Nous ne relèverons pas le défi, parce que nous aimons à conserver nos adversaires d'en face, étant donné que les membres de l'opposition sont de bons garçons. Ils ne sont pas dangereux et nous voulons les conserver.

(Applaudissements)

Que l'honorable député de Labelle ne mette pas son siège en jeu, car son affirmation est inexacte!

L'honorable député de Labelle prétend que la dette a augmenté? Ce n'est pas exact. Au cours de l'année dont il a parlé, la dernière année fiscale, non seulement la dette n'a pas augmenté, mais elle a diminué de \$6,900,000¹¹.

(Applaudissements)

Et, je tiens ce chiffre de l'auditeur de la province. Je demande à l'honorable représentant de Labelle de consulter les documents officiels. Je les ai obtenus du département de l'auditeur. Je ne les ai pas travaillés. Je les soumetts tels qu'ils m'ont été fournis. La dette a diminué et l'honorable député de Labelle a fait erreur.

L'honorable représentant de Labelle nous a dit que des travaux spéciaux étaient faits par le gouvernement pour favoriser des amis. Il n'aurait pas dû tenir ce langage. Nous sommes ici pour remplir un devoir et je ne crois pas qu'il y ait en cette Chambre un seul député qui soit ici dans le but de favoriser et d'aider des amis et qui ait été élu pour autre chose que pour accomplir un devoir.

Tous, tant que nous sommes, nous ne sommes pas ici pour servir notre intérêt personnel. M. l'Orateur, vous-même, vous êtes à votre fauteuil au contraire de vos intérêts personnels, parce qu'en bon citoyen, vous voulez remplir le devoir qui vous a été confié. Je ne crois pas qu'il y ait un seul député, quel que soit son parti, qui soit ici pour aider des amis.

Si je voulais être malin, je pourrais dire que j'ai une liste de cinq députés de l'Union nationale qui, en outre de leur traitement de députés, ont reçu de leur gouvernement des salaires comme membres de commissions. Mais, là encore, je leur donne le bénéfice du doute. Je ne veux pas leur faire l'injure de croire qu'ils n'étaient pas ici pour servir la province d'abord. Si on ne veut pas s'attirer de reproche, qu'on cesse de nous dire que nous sommes ici pour favoriser des amis. Nous ne travaillons pas ici pour faire l'affaire de nos amis. Nous travaillons pour la province, et si nous n'étions pas ici, nous aurions tout autre chose à faire.

(Applaudissements)

M. l'Orateur, on dit quelquefois qu'un bon député, c'est un homme qui peut parler d'une chose qu'il ne connaît pas. Je ne crois pas cela. Et puisque l'on a parlé de colonisation tout à l'heure, je laisserai à l'honorable premier ministre le soin d'en parler. Il connaît la question mieux que personne et j'ai confiance qu'il donnera satisfaction à toute la Chambre.

Je veux maintenant laisser de côté les subtilités de la comptabilité et ne pas discuter des subtilités des experts en chiffres, pour déterminer de façon claire quelle était la dette de la province en 1937, c'est-à-dire un an après l'avènement de l'Union nationale, lorsque les dettes de l'ancien régime libéral étaient payées et que l'Union nationale administrait ses propres affaires. Je veux également établir quelle était la dette après trois ans d'administration de l'Union nationale. Il ne veut parler que de la dette complète de la province, exclusion faite des endossements et des garanties.

Les chiffres que je vais citer, je les ai pris dans le prospectus que l'honorable trésorier a préparé à l'occasion du plus récent emprunt. On ne le soupçonnera pas, par conséquent, d'avoir mis les choses au pire.

La position financière de la province est meilleure actuellement qu'en 1939. Tous l'admettent. Le 30 juin 1937, un an après l'avènement de l'Union nationale, le passif direct, (la dette globale) de la province était de \$212,931,000. Au 30 juin 1939, quelques mois avant la chute de l'Union nationale, il était passé à \$378,113,000. Il y a donc eu augmentation du passif direct, c'est-à-dire de la dette de la province, de \$166,000,000, après trois ans d'administration de l'Union nationale. En trois années, les unionistes, en prenant leurs prospectus, ont donc accru la dette de la province de \$166,000,000 durant ce court espace de temps.

Je pourrais bien ajouter en plus que, lorsque nous sommes arrivés au pouvoir, nous avons trouvé 3,500 cas d'expropriations au coût total d'environ \$3,000,000, mais ne considérons que le passif au 30 juin 1939 pour conclure que nos amis de la gauche ont endetté la province de \$166,000,000.

Permettez-moi, maintenant, de comparer les trois premières années du régime actuel, avec celui qui l'a précédé. Sous l'Union nationale, au cours de ses trois années de pouvoir, il y a eu un déficit administratif de \$3,804,000 pour chaque mois¹² de l'administration Duplessis. Depuis que nous sommes au pouvoir, si l'on prend la moyenne des trois premières années¹³ de notre propre administration, nous avons réduit ce déficit à \$424,000¹⁴ par mois¹⁵ pendant l'exercice 1940-1941. C'est une jolie différence. De plus, le mécanisme est en marche pour changer ce déficit en surplus. En effet, la situation financière est si bien éclaircie, que pour l'année écoulée, nous avons eu un surplus global de \$1,500,000 et, pour l'année en cours, l'honorable trésorier anticipe un surplus global de \$190,000.

(Applaudissements)

M. l'Orateur, je suis satisfait.

(Applaudissements)

L'Union nationale a-t-elle dépensé plus que nous, pour les services les plus importants, en endettant la province d'une somme si élevée? L'Union nationale n'a pas sensiblement dépensé plus que le gouvernement actuel. Mais, la dette a augmenté de façon vertigineuse. Voyons encore les chiffres officiels.

Pour l'éducation et la santé: ils ont dépensé chaque année \$7,954,000 et nous dépensons \$8,736,000. Pour le ministère du Travail, qui comprend les pensions aux vieillards, aux aveugles, les allocations aux mères nécessiteuses; ils ont dépensé en 1938, \$3,528,000 et nous avons dépensé l'an dernier \$5,272,000.

"Vous avez des surplus, mais vous n'avez rien fait pour le chômage", disent nos amis d'en face. Pour la voirie et l'aide aux nécessiteux, ils ont dépensé \$53,933,000 et nous dépensons \$53,760,000. Nous dépensons \$150,000 de moins, mais cela est dû à l'amélioration de la situation économique.

Je suis d'opinion que les pouvoirs publics ne peuvent donner l'aisance aux nécessiteux, mais qu'ils doivent leur donner du pain. L'opposition a prétendu que le gouvernement actuel avait diminué les pensions et les avait enlevées à plusieurs. Voici les faits: En 1937-1938, l'Union nationale a payé 47,090 pensions de vieillesse, ce qui lui a coûté, pour la part de la province, \$2,269,825. En 1940-1941, nous avons payé 48,000 pensions au coût de \$2,100,000. Pour l'année en cours, le budget prévoit une somme de \$3,309,300 pour ces pensions. Pour les pensions aux aveugles: l'Union nationale a payé à 1,494 pensionnaires \$122,000 et nous avons payé à 2,100 pensionnaires \$134,000. Pour les allocations aux mères nécessiteuses, l'Union nationale a alloué 4,800 pensions au coût de \$2,404,000; le gouvernement actuel, 7,400 pensions au coût de \$3,100,000.

Nous dépensons moins et nous soulageons plus de nécessiteux. C'est l'argent du public que le gouvernement met à la disposition de ceux qui sont dans la gêne. Sous le gouvernement libéral, l'argent ne va qu'à ceux qui en ont strictement besoin. C'est l'esprit de la loi et je suis heureux de dire que l'honorable ministre du Travail (l'honorable Edgard Rochette) a fait son devoir.

(Applaudissements)

"Je tâche de montrer à la province, que nous n'avons pas ruiné son crédit", a dit l'honorable député de Saint-Jean-Napierville (M. Beaulieu). Si l'Union nationale n'a pas ruiné le crédit de la province, c'est que celle-ci est riche, qu'elle a des ressources.

Je le disais tout à l'heure: Nous sommes tous des amis en cette Chambre et je ne veux pas chicaner les députés de l'opposition. S'ils ont trop dépensé, c'est à cause de l'ambiance dans laquelle ils vivaient.

"Nous avons dépensé de l'argent, c'est vrai, mais nous avons aidé les chômeurs", disent nos amis d'en face.

Je vais vous citer un cas, M. l'Orateur où l'Union nationale a gaspillé. À cinq milles de Québec, on a ouvert une nouvelle voie vers la route Montréal-Québec. Il y avait une terre à acheter d'un homme, que je connais personnellement et qui s'est montré beaucoup plus fort que l'Union nationale. On lui a dit: "Nous voulons acheter un coin de votre terre, deux arpents". Et, on a signé une option pour \$3,102¹⁶ pour une bande de terrain. Ce n'était pas assez cher.

(Rires)

On a traîné l'affaire pendant un an et, finalement, le ministère de la Voirie a payé \$6,523.90¹⁷ pour les deux arpents expropriés, soit \$3,261.95 par arpent, d'une terre de 85 arpents qui était évaluée à \$95 l'arpent. On fait des affaires, ou on n'en fait pas. Pouvons-nous être surpris que la dette ait été augmentée de \$166,000,000 avec des petites affaires comme celle-là? Il est heureux que l'honorable trésorier ait changé de méthode.

(Applaudissements)

L'honorable député de Matane (M. Gagnon) a trouvé que mes chiffres sur le sanatorium de Mont-Joli étaient exagérés. Je veux répéter que ce sanatorium est construit de travers.

M. Talbot (Chicoutimi): Je soulève un point d'ordre. L'honorable ministre n'a pas le droit de référer à un débat antérieur.

L'honorable M. Hamel (Saint-Sauveur): Je suis à démontrer les causes de l'augmentation de la dette sous le régime des hommes qui sont partis un samedi, un dimanche devrais-je dire, à l'heure où les braves gens s'en allaient à la messe.

M. l'Orateur: L'honorable ministre a le droit de parler du sanatorium de Mont-Joli, mais il ne peut citer le discours d'un autre député prononcé dans un débat antérieur.

L'honorable M. Hamel (Saint-Sauveur): J'étais à dire que les faits que j'ai révélés sont exacts.

M. Gagnon (Matane): L'honorable ministre réfère sûrement à un débat antérieur.

L'honorable M. Godbout (L'Islet): L'honorable ministre cite des faits pour démontrer les causes de la mauvaise administration d'un gouvernement précédent.

L'honorable M. Hamel (Saint-Sauveur): Dire que le sanatorium de Mont-Joli a été bâti à l'envers et par l'Union nationale, ce n'est pas incompatible.

(Rires et applaudissements)

Je comprends que l'honorable représentant de Matane, ait laissé bâtir ce sanatorium de façon à offrir aux malades, non pas la chaleur et le réconfort du soleil, mais la vue et le spectacle des flots bleus, lui, qui a été ministre dans un cabinet Bennett.

(Rires)

Les salles des patients sont au nord-ouest de l'édifice. Le sanatorium a été construit sur un terrain mal choisi, impropre, car il est entendu que l'on doit toujours construire ces établissements sur des terrains sablonneux afin d'éviter l'humidité. C'est l'avis des experts consultés.

M. Gagnon (Matane): Quels sont les experts que l'honorable ministre a consultés?

L'honorable M. Hamel (Saint-Sauveur): Je prends la responsabilité de mes paroles. Si l'honorable chef intérimaire de l'opposition veut essayer de détruire mon argumentation, il en aura l'occasion. Comment mon honorable ami peut-il expliquer qu'après la construction, il a fallu construire un égout du sanatorium au fleuve qui a coûté \$15,000?

M. Gagnon (Matane): Mais, c'est le ministre actuel de la Santé et du Bien-être social (l'honorable M. Groulx), qui l'a construit cet égout, en 1941.

L'honorable M. Hamel (Saint-Sauveur): Je ne pensais pas que mon honorable ami s'enfermerait jusqu'au cou. C'est en effet le ministre actuel qui a bâti cet égout, parce que son prédécesseur de l'Union nationale avait oublié de le construire et que toute la population des environs se plaignait.

(Applaudissements)

M. l'Orateur, nos amis de l'Union nationale avaient promis l'âge d'or. On a dépensé beaucoup d'argent, mais l'âge d'or, la population ne l'a pas connu.

En résumé, l'honorable député de Saint-Jean-Napierville (M. Beaulieu) a fait ce qu'il pouvait avec une mauvaise cause, quand il s'est écrié: "Qu'avez-

vous fait avec les \$30,000,000 de plus de revenus que vous retirez de la province?" Il a oublié que ses amis avaient augmenté les revenus de 52 % dès leur première année pendant que la dette montait.

Si le budget de la province a été porté de \$60,000,000 à \$90,000,000 sous le gouvernement actuel, il avait été porté de \$37,000,000 à \$60,000,000 par le gouvernement précédent.

M. l'Orateur, l'honorable trésorier de la province (l'honorable M. Mathewson) apporte dans l'accomplissement de sa tâche les qualités d'administrateur. Il a bien fait. Nous voyons clair dans les finances de la province. Je l'en félicite.

Grâce à la restauration de nos finances, le gouvernement voit qu'il peut maintenant donner suite à son programme d'envergure, pour que la province connaisse des jours meilleurs.

La confiance que le peuple a donnée au gouvernement de cette province, à l'honorable premier ministre, mon chef, que je suis heureux de saluer, elle la lui a renouvelée tout dernièrement dans quatre élections et je l'en félicite.

(Applaudissements à droite)

M. Bégin (Dorchester)¹⁸: M. l'Orateur, l'honorable député de Saint-Sauveur, qui vient justement de me précéder, nous a dit qu'il avait quelquefois des idées exagérées; nous nous en sommes aperçus cet après-midi lorsqu'il nous a parlé des finances de la province et qu'il a prétendu que l'Union nationale avait endetté la province pour un montant de \$166,000,000. M. l'Orateur, j'ai ici les *Comptes publics* pour l'année 1939, déposés par l'honorable trésorier provincial actuel, et signés par lui, et je trouve à la page 27 le tableau suivant: Dette nette en 1937, \$160,000,000¹⁹. Dette nette en 1939, \$257,000,000. Par conséquent, augmentation de \$97,000,000²⁰ seulement. Relativement à la dette et à ses fluctuations, en 1939, la dette nette à la fin de l'ancien gouvernement était de \$257,000,000 d'après les documents officiels et non de \$378,000,000. Voilà la sincérité des libéraux! Nos honorables amis d'en face devraient accorder leurs violons, car pas un de ceux qui se sont levés pour parler sur le budget n'a cité de chiffres identiques, tant il est vrai qu'à trop essayer de prouver, il arrive souvent qu'on ne prouve rien.

Depuis le retour au pouvoir du Parti libéral, les choses vont de mal en pis. Le député de Saint-Sauveur nous a aussi parlé d'une expropriation à 5 milles de Québec; il n'en est pas sûr, et nous a dit que le terrain avait été payé sur une base de \$3,200 de l'arpent; je ne sais pas si ces avances sont

fondées, pas plus que je ne suis au courant des prix qui ont été payés pour les terrains de l'aéroport de Loretteville, où le ministre sans portefeuille, et député de Saint-Sauveur a des proches parents d'intéressés. Mais je connais une histoire d'expropriation, où, en 1936, le régime qui a précédé l'Union nationale a été jusqu'à payer \$800 pour un pouce de terrain, lors de l'expropriation d'un terrain appartenant à Mme Léonce Cliche²¹.

(Rires)

Et, l'on vient, après cela, nous faire la leçon. Or, si le ministre qui est facile à scandaliser veut bien prendre son crayon, et calculer, il trouvera que, sur cette base de \$800 du pouce, le terrain de madame Cliche a été payé, par nos amis d'en face, au-delà de \$2,000,000 de l'arpent.

Mais, M. l'Orateur, revenons au budget présenté par l'honorable trésorier, qui nous annonce une dépense d'environ \$88,000,000 et des revenus à peu près correspondants. Si nous comparons ce budget avec le dernier présenté par l'Union nationale, nous trouvons qu'il y a une augmentation de taxes de \$30,000,000, c'est d'ailleurs ce qui a été prouvé par l'honorable député de Saint-Jean, qui a fait, en cette Chambre, une analyse claire de ce budget. Donc, \$30,000,000 d'augmentation de taxes annuellement depuis que nos honorables amis ont pris le pouvoir en 1939. Qu'ont-ils fait de ces taxes? Le gouvernement a payé les dettes de l'Union nationale, clament nos grands financiers. En réponse, voici: Tel que prouvé encore par l'honorable député de Saint-Jean, à peine \$3,500,000 sont nécessaires chaque année pour rembourser les emprunts de l'Union nationale, emprunts contractés pour prêter aux cultivateurs et donner du pain aux chômeurs.

Mais il y a une différence de \$26,000,000 à \$27,000,000 de taxes additionnelles qui n'est pas justifiée par le fonds d'amortissement et les intérêts que le peuple doit payer et pour lesquels on ne lui donne rien. Les surplus du gouvernement sont fictifs. Qu'a-t-on fait de ces \$27,000,000 de plus perçus en taxes nouvelles chaque année? Pendant le même temps, le gouvernement diminuait les montants mis à la disposition du crédit agricole. Le peuple a été appelé à sortir de ses goussets une somme additionnelle de \$27,000,000 annuellement avec le gouvernement actuel et, pendant la même période, le gouvernement plaçait moins de colons sur les lots. La population de la province a été obligée de déboursier \$27,000,000 de plus que sous l'Union nationale, mais en même temps, le gouvernement réduisait les pensions de vieillesse accordées sous le régime de l'Union nationale. Les familles

nombreuses ont été forcées de payer plus de taxes pour permettre au gouvernement de toucher ces \$27,000,000 additionnels et, toujours en même temps, les salariés baissaient ou n'étaient pas augmentés proportionnellement à l'augmentation du coût de la vie, des taxes, et de la valeur des produits manufacturés.

Ça a été la manière du gouvernement actuel d'accorder l'allocation familiale en imposant une taxe de 2 % qui frappe surtout les familles nombreuses. Les contribuables de la province ont été appelés à fournir un supplément de taxe au montant de \$27,000,000, et encore en même temps, pendant la même période, le gouvernement réduisait le montant des allocations aux mères nécessiteuses.

M. l'Orateur, je pose la question: Qu'a fait le gouvernement des \$27,000,000 que nous avons payés en taxes additionnelles? L'honorable trésorier nous a dit qu'il avait un surplus de \$1,577,000, mais sait-il que ce surplus, il a été créé par l'Union nationale, et il est très facile de lui prouver: l'Union nationale a prêté \$35,000,000 aux cultivateurs, montant remboursable en 39 ans, sur une base de 4 % par an. Or, cette année, les cultivateurs ont dû rembourser un montant de \$1,500,000, et c'est exactement la somme que mentionne le trésorier de la province dans le surplus de la province pour l'exercice de 1942.

M. l'Orateur, nous voyons encore là la politique de prévoyance et de vision de l'Union nationale. L'honorable trésorier n'aurait pas été capable de parler de surplus si l'Union nationale ne lui avait laissé une belle succession. Y a-t-il un placement plus avantageux que celui des \$35,000,000 prêtés par l'entremise du crédit agricole?

Franchement, le trésorier ne devrait pas s'attribuer le mérite de ce surplus, car les seuls surplus que je lui reconnais, et que je laisse au gouvernement, sont les suivants: surplus de 14 % dans la consommation de l'alcool dans la province à une période où nous devons nous priver de sucre, cette matière indispensable à la vie de tous. Tout est rationné, le sucre et autres premières nécessités de la vie.

Surplus de 14 % dans la consommation de l'alcool à une période où nous sommes rationnés dans les vêtements, et forcés de porter des "Cohen Monkey Business Suits", comme disait un grand journal anglais ces jours derniers.

Il me semble, M. l'Orateur, que le gouvernement devrait adopter une politique de rationnement des liqueurs alcooliques dans la

province, car il est scandaleux que la Commission des liqueurs augmente son chiffre d'affaires, pendant que tous nous sommes obligés de faire le sacrifice de choses essentielles à la vie.

Surplus, M. l'Orateur. Oui, surplus de gros salaires depuis que l'administration actuelle est au pouvoir. Surplus? Oui, je le concède; surplus de lots pillés au bénéfice des compagnies amies et au détriment des colons. Surplus aussi dans les comptes en souffrance, car, M. l'Orateur, le gouvernement actuel paie mal ses dettes. Les octrois de voirie du printemps et de l'été dernier ne sont pas encore payés. Surplus? Bien oui, M. l'Orateur, surplus de crimes de toute nature en cette province depuis l'avènement du présent gouvernement en office. Et surtout, M. l'Orateur, surplus de vantardise de la part du gouvernement actuel et de son trésorier.

Vantardise, quand le trésorier dit que chaque département va continuer de donner à la province des surplus de services économiques, quand on sait que dans tous les départements, les budgets de dépenses sont augmentés. Vantardise, quand on affirme que la colonisation a fait de grands progrès, quand on sait, M. l'Orateur: que le gouvernement place moins de colons que l'Union nationale, et les rapports des départements sont là pour le prouver. Vantardise encore, quand le gouvernement prétend que les ouvriers sont heureux lorsque tout le monde sait que les ouvriers des usines de guerre du Québec reçoivent moins pour le même travail que ceux d'Ontario.

Vantardise toujours, quand le gouvernement dit que les bûcherons sont bien traités. Et l'honorable ministre du Travail qui a essayé de faire croire aux ouvriers que le député de Dorchester les avait attaqués, que fait-il pour les bûcherons, une des classes de travailleurs qui a le plus besoin de l'assistance du gouvernement? Une ordonnance a été passée pour leur venir en aide, ordonnance qui, d'après l'honorable ministre, devait régler à tout jamais le problème et apporter la prospérité à ces bûcherons.

Comme appréciation de cette si fameuse ordonnance, je me permets de citer le journal de l'U.C.C., *La Terre de chez nous*, dans lequel les députés du gouvernement au pouvoir aiment à puiser. Voici donc ce qu'on en dit dans ce journal, celui du 21 mai 1941: "Les législateurs n'ont pas cru devoir publier cette nouvelle ordonnance dans les journaux, parce qu'ils n'ont pas remonté les prix, cette année; alors, c'était une mauvaise politique que de la faire paraître dans les grands quotidiens du pays."

Cependant, l'honorable ministre, constatant lui-même les lacunes de son ordonnance, avait promis au moins qu'elle serait respectée, et nous lisons dans *La Terre de chez nous* à la date plus haut citée, ce qui suit: "La seule consolation que nous a promise le ministre du Travail, l'honorable Edgar Rochette, est que la loi sera respectée et suivie intégralement. Qu'il nous permette de douter que le ministre puisse trouver les moyens de faire suivre l'ordonnance no 39 de la Commission du salaire minimum. Nous avertissons aujourd'hui même la commission que certaines compagnies ne suivent pas la loi sur le flottage du bois."

Donc, M. l'Orateur, de l'aveu même des bûcherons, les premiers intéressés, ceux d'entre eux qui sont revenus des chantiers après que l'ordonnance 39 eut établi leur statut, sont revenus plus pauvres que jamais, et pour appuyer mes dires, je me permets de prendre encore *La Terre de chez nous*, du 4 juin, 1941, et je vous lis ce qui suit: "Tout d'abord, les prix dans l'ensemble sont restés les mêmes que l'an passé parce que, disent les ministres et les députés, les compagnies forestières sont pauvres, qu'elles sont sur le point de faire faillite, et que si les ouvriers ne leur aident pas, elles ne pourront plus faire chantier." Et un peu plus loin: "C'est tellement ridicule de voir les salaires monter partout ailleurs que dans l'industrie forestière que l'on pourrait croire que nos législateurs touchent une part de la galette qui se prépare à nos dépens."

Mais si nous comparons les salaires payés aux bûcherons dans la province de Québec, et ceux payés dans la province d'Ontario, nous trouvons qu'il n'y a pas d'équilibre, et pourtant, les compagnies ont à peu près les mêmes obligations dans l'une ou l'autre province. Dans la province voisine les bûcherons reçoivent \$2.47²² la corde simple, et \$4.40 la corde double. Ces salaires sont sensiblement plus élevés que ceux payés chez nous. Au lieu de compiler des surplus fictifs, on devrait plutôt s'occuper des bûcherons, qui reçoivent \$2 la corde. Leurs salaires sont insuffisants et le gouvernement ne leur a pas accordé de protection adéquate. Les bûcherons sont mécontents et ont droit de l'être.

Cette différence est née exclusivement du fait que le gouvernement actuel ne s'est pas occupé de faire assurer aux bûcherons le traitement équitable et juste qu'ils méritent. Le gouvernement actuel et surtout l'honorable ministre du Travail n'a pas daigné s'occuper de cette importante question. La véritable raison de l'abstention de l'honorable ministre, c'est encore dans *La Terre de chez nous* que je la trouve: "Jamais nous n'avons regardé d'un bon œil le

changement de ministre, et nous avons bien raison, car le ministre du Travail ne connaît absolument rien en matière forestière." Voilà une opinion qui ne manque certainement pas de logique et de bon sens. Les bûcherons en vérité, devraient dépendre du ministère des Terres et Forêts, qui est censé connaître plus exactement leur état de vie et leurs besoins.

L'honorable ministre du Travail nous apporte comme argument, au fait que le salaire des ouvriers de la forêt n'a pas augmenté, le plafond des salaires. Comment se fait-il que seul le salaire des bûcherons n'a pas augmenté, alors que le plafond des salaires existait aussi bien pour les ouvriers des autres industries? Et si le plafond des salaires existe réellement, pourquoi le gouvernement n'a-t-il pas obligé les compagnies forestières à payer le boni de vie chère, alors que le boni est payé partout ailleurs? Cela eût établi un équilibre et aurait donné aux bûcherons la part de justice qui leur est due. Les bûcherons payent les mêmes taxes que n'importe lequel autre travailleur, mais ils ne sont pas récompensés de leurs sacrifices. C'est une injustice flagrante, et qui continuera d'exister tant que le gouvernement au pouvoir sera composé de membres qui se désintéressent des ouvriers auxquels il devrait plus particulièrement s'intéresser.

L'honorable trésorier nous parle de l'après-guerre et dit: "Notre pays peut envisager sans crainte les ajustements qui suivront la guerre si on les examine courageusement et à la lumière de la raison." C'est là une parole encourageante, mais est-elle justifiée par les faits et en ce qui concerne plus particulièrement notre province, j'ai bien peur qu'il ne nous reste pas grand-chose, et qu'il soit difficile de faire les ajustements prévus par l'honorable trésorier. L'honorable trésorier nous dit que des plans de réadaptation avaient été préparés par le gouvernement. Mais, en fait, nous avons le droit de penser qu'au lendemain après la victoire, si nous continuons à céder tous nos droits, il n'y aura plus de gouvernement provincial pour les appliquer. Nous sommes en train de sacrifier tous nos droits et d'abandonner les privilèges acquis.

En effet, l'autorité fédérale tient de plus à s'emparer des droits qui jusqu'ici appartenaient à notre province. Les accaparements du fédéral depuis deux ans sont considérables et ont déjà des répercussions profondes. Le gouvernement actuel a cédé ses droits en matière d'assurance-chômage, et qui nierait qu'aujourd'hui c'est le gouvernement central qui fait la pluie et le beau temps, en tout ce qui concerne l'emplacement? Le gouvernement central fixe le prix des loyers. Le gouvernement

fédéral fixe le prix des marchandises. Le gouvernement fédéral fixe le montant des salaires. Le gouvernement fédéral décide même quel accoutrement nous devons porter. Et ce qui est pire, le gouvernement fédéral s'empare de nos revenus, droits sur les successions, etc., et je me demande si le gouvernement central a le droit de le faire.

J'ai ici une brochure et je désire demander au procureur général (l'honorable M. Girouard) s'il sait qu'on l'a publiée récemment et distribuée dans le public, et qui a pour titre: "Doit-on me fusiller?" l'auteur en est M. R. Rogers Smith, apparemment un personnage très versé dans les questions constitutionnelles. Or, M. Smith prétend dans sa brochure que l'Acte de l'Amérique britannique du Nord est une fraude, et les députés qui siègent au Parlement fédéral n'ont pas le droit de faire des lois et de les appliquer. Il affirme même qu'il a discuté cette question avec l'honorable premier ministre de l'Ontario, l'honorable M. Hepburn, et avec le premier ministre Bracken et d'autres personnalités en vue de la politique canadienne, et qui sont du même avis.

Il affirme que tout ce que nous possédons de l'Acte de l'Amérique britannique du Nord, c'est une photographie de la copie. Plus loin, à la page 4, il dit: "peut-on m'incarcérer ou me fusiller pour avancer qu'aucune banque canadienne n'a souscrit à aucun emprunt de guerre... ou que les banques du Canada détiennent moins de valeurs du dominion aujourd'hui qu'elles n'en détenaient quand les hostilités furent déclarées. C'est naturel, ajoute-t-il, puisque les banques sont convaincues que les obligations de la Victoire ne sont pas garanties par l'actif physique du Canada."

À la page 5, il dit: "Peut-on me jeter en prison ou me fusiller parce que j'affirme qu'aucun membre de la Chambre des communes, du Sénat, ou aucune personne par eux autorisée, n'a l'autorité d'exercer des charges qui leur ont été confiées; s'il prétend qu'il l'a, il est ou trop ignorant pour connaître sa position, ou il est un menteur conscient." À la page 9, il dit ceci: "Nous savons que le Canada ne se gouverne pas lui-même; nous savons qu'il n'y a pas d'unité au Canada; nous savons qu'il n'existe aucune entente qui unisse les provinces; s'il en existait une, ce serait peu de chose que de créer l'unité dans le pays." À la page 10, il affirme encore: "Puis-je être jeté en prison ou être fusillé parce que j'affirme que le gouverneur-général, le comte d'Athlone, est officiellement un imposteur, quand j'ai en ma possession une lettre du département de la Justice à Ottawa, affirmant qu'il n'est pas un vice-roi

de Sa Majesté, et qu'il ne représente aucun département du gouvernement de la Grande-Bretagne". M. l'Orateur, je pourrais continuer la lecture de cette brochure, mais je crois qu'il n'est pas nécessaire de le faire; les affirmations de M. Rogers Smith sont vraies ou fausses. Si elles sont vraies, elles impliquent que le gouvernement fédéral n'a pas le droit de faire ce qu'il fait, en contrôlant tout et en régentant tout dans les provinces; par ailleurs, si ces déclarations sont fausses, je demande au procureur général d'arrêter immédiatement M. Smith; qu'on le traduise en justice, et qu'on lui fasse un procès juste. Si M. Smith peut prouver ce qu'il avance, nous saurons où nous allons; sinon, c'est un criminel dangereux qui sera supprimé de la circulation.

M. Francœur (Montréal-Mercier) soulève un point d'ordre. L'honorable représentant de Dorchester doit bien connaître ce M. Smith, dit-il, puisqu'on l'a vu dans les bureaux de l'opposition. Chaque jour, on peut le voir y aller et venir.

M. Bégin (Dorchester): Je nie catégoriquement que cet homme soit venu aux bureaux de l'opposition. La Gendarmerie royale a saisi 35,000 copies de son pamphlet.

Plus loin, parlant encore de l'après-guerre, notre trésorier dit: "Notre pays est jeune et potentiellement riche; nous disposons de richesses naturelles dans notre agriculture, nos mines, et dans d'autres domaines." Je ne voudrais pas être désagréable au trésorier de la province, car il veut bien, aussi souvent que la chose est possible, faire un geste délicat à l'adresse des Canadiens français, et, en cette Chambre, il s'exprime presque toujours en français. Mais il ne permettra bien d'envisager le point de vue canadien-français, et de déplorer que "cette province riche qui est la nôtre," ses richesses naturelles dont il fait mention, ne nous appartiennent pas à nous, Canadiens français. Et comme le disait M. Victor Barbeau, dans son livre *Mesure de notre taille*: "De la fumée qui monte sur la ville, des machines dont la trépidation scande le labeur de l'homme, des matières premières qui s'entassent sur les quais, des produits qui s'en vont par eau et par terre porter au loin le nom du Canada, en un mot de toutes ces forces qui se dépensent, se renouvellent et ne s'usent jamais entièrement, combien sont le fruit de notre initiative, de notre compétence, de notre vouloir? Dénombrer les usines, les grands établissements de commerce, les banques, les compagnies d'assurances, la réponse est là. Promenez-vous par les rues de Montréal, allez en

province, frappez à toutes les portes, lisez toutes les enseignes. Nous sommes des étrangers chez nous."

Plus loin, M. Barbeau dit: "Non, certes, nos ancêtres n'étaient pas des hommes d'affaires... Ils n'avaient rien? La belle affaire. Ils avaient ce qu'aucune défaite, aucun traité, aucune persécution n'a pu leur arracher: le caractère français. Ils avaient leur idiome, leur religion, leurs défauts, leurs qualités. C'étaient des hommes, non des chiffres, c'étaient des conquérants, non des vaincus; des chefs, non des suiveurs. Qu'avons-nous fait de leur héritage?... nous avons été asservis par les marchands et les industriels. Les voilà, nos vainqueurs.

"Partout où ils se sont installés pour monnayer la nature, nous avons marché derrière eux. Nous sommes devenus bûcherons, flotteurs, journaliers, manœuvres. Nous avons canalisé les rivières pour leurs bateaux, dévasté les forêts pour leurs scieries. À leur contact, nous avons rêvé de bien-être matériel, d'avancement, de place. Nous avons été séduits par leur sens pratique, et, dans l'espérance qu'un jour peut-être nous pourrions commander à notre tour, nous avons pris l'habitude de servir, et nous l'avons gardée jusqu'à ce que la crise nous démontre que l'état de domesticité peut nourrir un homme, non un peuple tout entier."

Or, quel est le remède à cet état de choses? La Suède a répondu à cette question avec la coopération. Pendant que nous débattions avec le chômage, en 1934, par exemple, dans ce pays, les ventes au détail des coopératives augmentaient pour une valeur de \$6,000,000. Les revenus des entreprises d'État: électricité, forêts, transport et communications dépassaient de \$5,000,000 les revenus de 1935. Les biens fabriqués dans les fabriques coopératives augmentaient de volume pour une valeur de \$2,500,000. Pendant que nous nous débattions avec le chômage en 1936, il n'y avait presque plus de chômage dans ce pays. Et tout cela a été réalisé par la coopération.

Pour terminer, M. l'Orateur, j'espère que le gouvernement actuel aura une vision plus large de l'après-guerre. Si notre agriculture est développée davantage, si notre petite industrie est encouragée, si notre artisanat est encouragé, et si les coopératives se forment nombreuses, nous aurons lieu d'espérer des jours meilleurs. Ne nous plaignons pas trop, toutefois, des résultats passés; surtout n'en faisons pas reproche à notre peuple. Bien souvent, il a été mal dirigé, car M. l'Orateur, ce n'est pas en faisant manger du steak de cheval à un peuple et en lui donnant comme idéal le cirage de bottes, que le peuple canadien-français

grandira, et reprendra l'importance économique qu'il n'aurait jamais dû perdre.

M. l'Orateur, j'ai donc l'honneur de proposer, en terminant, appuyé par le représentant de Papineau (M. Lorrain), l'amendement suivant:

Que la motion en discussion soit amendée, en remplaçant tous les mots après le mot "Que" par les suivants:

La Chambre, tout en étant disposée à voter à Sa Majesté les subsides qu'elle a demandés, regrette que:

a) le gouvernement ne prenne aucune mesure pour améliorer le sort des bûcherons, aussi bien que les conditions hygiéniques dans lesquelles ils font leur travail;

b) le gouvernement n'abroge pas la taxe de vente provinciale;

c) le gouvernement ne prenne aucune mesure efficace pour assurer l'accentuation de la production agricole, de manière à subvenir aux besoins de l'heure²³.

La motion d'amendement est mise aux voix et la Chambre se divise.

Les noms sont appelés et inscrits comme suit:

Pour: MM. Barrette, Bégin, Bourque, Élie, Gagnon (Matane), Labbé, Langlais, Lorrain, Paquette, Pouliot, Sauvé (Beauharnois), Talbot, 12.

Contre: MM. Bastien, Beaulac, Beaulieu (Témiscouata), Bonvouloir, Bouchard (Québec-Comté), Boucher, Bullock, Caron (Hull), Caron (Maisonneuve), Casgrain (Gaspé-Nord), Casgrain (Kamouraska-Rivière-du-Loup), Chaloult, Choquette, Comeau, Côté, Dansereau, Dubreuil, Duffy, Dufour, Dumaine, Fortin, Francœur (Lévis), Francœur (Montréal-Mercier), Gagnon (Frontenac), Godbout, Gosselin, Goulet, Guerin, Guibord, Hamel, Hartt, Jodoin, Joyal, Kirkland, Lawn, Marler, Mathewson, Morin (Québec-Centre), Panet, Perrier, Plamondon, Potvin, Robidoux, Rochette, Thisdel, 45.

Ainsi, la motion est rejetée.

La motion principale est mise aux voix et la Chambre l'adopte, comme dans le cas du vote précédent, mais en sens inverse.

La Chambre se forme de nouveau en comité des voies et moyens.

En comité:

Le comité siège durant quelque temps.

Rapport du comité des voies et moyens:

M. l'Orateur au fauteuil

M. le président fait rapport que le comité n'a pas fini de délibérer et demande la permission de siéger de nouveau. Il est ordonné que la Chambre, à sa prochaine séance, se formera de nouveau en comité des voies et moyens.

Ajournement

M. l'Orateur prononce l'ajournement.

La séance est levée à 6 heures.

Deuxième séance du 14 avril 1942**Présidence de l'honorable B. Bissonnette**

La séance est ouverte à 8 h 30.

Prière.

M. l'Orateur: À l'ordre, Messieurs! Que les portes soient ouvertes!

Projets de loi:**Coroners**

L'ordre du jour appelle la prise en considération, en comité plénier, d'un projet de résolution relative au bill 12 concernant les coroners.

L'honorable M. Girouard (Arthabaska) informe l'Assemblée que l'honorable lieutenant-gouverneur a pris connaissance dudit projet de résolution et qu'il en recommande l'objet à la Chambre.

L'honorable M. Girouard (Arthabaska) propose que M. l'Orateur quitte maintenant le fauteuil.
Adopté.

En comité:

Présidence de M. Boucher (Montréal-Saint-Henri)

L'honorable M. Girouard (Arthabaska) propose: Qu'il soit résolu que l'article 58 de la loi des coroners (Statuts refondus, 1941, chapitre 22) soit modifié en remplaçant les paragraphes 2 et 3 par les suivants:

- | | |
|--|---------|
| 2° Au coroner, pour enquête complète et rapport..... | \$15.00 |
| 3° Au coroner, pour recherches afin de savoir s'il y a lieu de tenir une enquête régulière, quand cette enquête n'est pas tenue..... | \$5.00 |

Adopté.

Rapport du comité plénier:

M. l'Orateur au fauteuil

M. le président fait rapport que le comité a adopté une résolution, laquelle est lue et agréée.

Il est ordonné que ladite résolution soit renvoyée au comité plénier de la Chambre chargé d'étudier le bill 12 concernant les coroners.

L'honorable M. Girouard (Arthabaska) propose, selon l'ordre du jour, que le bill 12 concernant les coroners soit maintenant lu une deuxième fois.

Ce projet de loi dispense les coroners de l'obligation de fournir un cautionnement. Autrefois, le coroner pouvait être appelé à remplacer le shérif et, comme tel, être appelé à percevoir, en cette qualité, de l'argent, dont il devait rendre compte, ce qui nécessitait un cautionnement de la part des coroners. Cette disposition est disparue par l'amendement de la loi 4 George VI, qui dit que dans les cas prévus, l'assistant-shérif et non le coroner, remplacera le shérif. Le cautionnement exigé devient donc inutile. Désormais, le coroner n'étant pas plus appelé à remplir de telles fonctions, l'obligation du cautionnement disparaît.

Le bill augmente en plus, de \$10 à \$15 l'honoraire du coroner pour une enquête et de \$3 à \$5 l'honoraire pour recherches, à la suite desquelles une enquête n'est pas nécessaire.

M. Gagnon (Matane): Ce bill n'a rien de répréhensible. Je connais ce qui se passe dans la région du Bas-Saint-Laurent. Des coroners sont obligés de parcourir des distances de 75 et même

100 milles. Ce sont des professionnels. Dans bien des cas, les honoraires sont bien insuffisants.

Adopté. Le bill est lu une deuxième fois et renvoyé à un comité plénier de la Chambre.

L'honorable M. Girouard (Arthabaska) propose que cette Chambre se forme immédiatement en comité.

Adopté. M. l'Orateur quitte le fauteuil.

Le comité étudie le bill article par article et le président fait rapport que le comité a adopté le bill 12 sans l'amender.

L'honorable M. Girouard (Arthabaska) propose que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Adopté.

Il est ordonné que le greffier porte ce bill au Conseil législatif et prie les honorables conseillers de l'adopter.

Loi du paiement des témoins de la couronne

L'ordre du jour appelle la prise en considération, en comité plénier, d'un projet de résolution relative au bill 13 concernant le paiement des témoins de la couronne.

L'honorable M. Girouard (Arthabaska) informe l'Assemblée que l'honorable lieutenant-gouverneur a pris connaissance dudit projet de résolution et qu'il en recommande l'objet à la Chambre.

L'honorable M. Girouard (Arthabaska) propose que M. l'Orateur quitte maintenant le fauteuil.

Adopté.

En comité:

Présidence de M. Boucher (Montréal-Saint-Henri)

L'honorable M. Girouard (Arthabaska) propose: Qu'il soit résolu que l'article 3 de la loi du paiement des témoins de la couronne (Statuts refondus, 1941, chapitre 27) soit modifié en remplaçant les paragraphes 1 et 2 par le suivant:

"1. Le lieutenant-gouverneur en conseil détermine par règlement, pour chaque district,

l'indemnité que doit recevoir chaque témoin de la couronne suivant les circonstances spéciales dont il croit devoir tenir compte."

M. Gagnon (Matane): La loi a du bon et du mauvais. Il n'a aucune objection à améliorer le sort des témoins, mais le tarif devrait être uniforme dans toute la province. Comme c'est le lieutenant-gouverneur en conseil qui aura le pouvoir discrétionnaire pour établir les tarifs, des abus pourront se glisser.

L'honorable M. Girouard (Arthabaska): On recommandera que le lieutenant-gouverneur en conseil fixe un tarif uniforme.

La résolution est adoptée.

Rapport du comité plénier:

M. l'Orateur au fauteuil

M. le président fait rapport que le comité a adopté une résolution, laquelle est lue et agréée.

Il est ordonné que ladite résolution soit renvoyée au comité plénier de la Chambre chargé d'étudier le bill 13 modifiant la loi du paiement des témoins de la couronne.

L'honorable M. Girouard (Arthabaska) propose, selon l'ordre du jour, que le bill 13 modifiant la loi du paiement des témoins de la couronne soit maintenant lu une deuxième fois.

Les témoins de la couronne sont souvent obligés de faire des déboursés personnels pour rendre service à la société et il importe, par cette loi, d'augmenter le tarif de leurs honoraires. La nouvelle loi permet de fixer par règlement les indemnités payables aux témoins de la couronne selon un système analogue qui existe maintenant pour les jurés. La loi donne aux témoins les mêmes avantages que nous avons accordés aux jurés.

Adopté. Le bill est lu une deuxième fois et renvoyé à un comité plénier de la Chambre.

L'honorable M. Girouard (Arthabaska) propose que cette Chambre se forme immédiatement en comité.

Adopté. M. l'Orateur quitte le fauteuil.

Le comité étudie le bill article par article et le président fait rapport que le comité a adopté le bill 13 sans l'amender.

L'honorable M. Girouard (Arthabaska) propose que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Adopté après division.

Il est ordonné que le greffier porte le bill au Conseil législatif et prie les honorables conseillers de l'adopter.

Subsides:

Budget des dépenses 1942-1943

L'honorable M. Mathewson (Montréal-Notre-Dame-de-Grâce) propose, selon l'ordre du jour, que M. l'Orateur quitte maintenant le fauteuil.

Adopté.

En comité:

M. Gagnon (Matane): Nous adopterons les items du budget des divers ministères. Mais, nous en garderons un ou deux dans chaque département avec le droit de discuter tous les devis au retour de l'honorable chef de l'opposition, qui sera bientôt de retour en Chambre, afin de lui permettre de faire des remarques qu'il jugera opportunes.

L'honorable M. Côté (Bonaventure): Très bien, c'est entendu.

L'honorable M. Mathewson (Montréal-Notre-Dame-de-Grâce) propose: 1. Qu'un crédit suffisant soit ouvert à Sa Majesté pour compléter la somme de soixante-cinq mille dollars, nécessaire pour couvrir les dépenses prévues à l'article: "Loi du service civil" (département de la Chasse et de la Pêche), du budget de l'année financière se terminant le 31 mars 1943²⁴.

Adopté.

2. Qu'un crédit suffisant soit ouvert à Sa Majesté pour compléter la somme de six mille dollars, nécessaire pour couvrir les dépenses prévues à l'article: "Dépenses d'administration", du budget de l'année financière se terminant le 31 mars 1943.

Adopté.

3. Qu'un crédit suffisant soit ouvert à Sa Majesté pour compléter la somme de cinquante-cinq mille dollars, nécessaire pour couvrir les dépenses prévues à l'article: "Amélioration des conditions de chasse et de pêche", du budget de l'année financière se terminant le 31 mars 1943.

M. Gagnon (Matane): Combien les permis de chasse et de pêche ont-ils rapporté?

L'honorable M. Côté (Bonaventure): La piastre, exigée des chasseurs et des pêcheurs, a rapporté \$65,000. Ce montant sera dépensé pour accroître la protection du poisson et du gibier et pour des travaux scientifiques.

M. Gagnon (Matane) réclame une échelle à poisson au barrage du lac Métis. Il n'en coûterait que \$10,000 et on assurerait la montée du poisson dans un lac immense et très riche en poisson. À Donnacona, on n'a pas construit d'échelle et le grand lac Jacques-Cartier en a souffert.

M. Bourque (Sherbrooke) demande une protection plus efficace pour les lacs Aylmer et Saint-François.

M. Paquette (Labelle) déplore que la chasse au castor soit en train de dépeupler la province de cet animal, faute de protection suffisante. Certains abus sont commis par les indiens à peau blanche, qui chassent le castor.

M. Langlais (Îles-de-la-Madeleine) réclame des mesures énergétiques pour prévenir la pollution des eaux poissonneuses.

L'honorable M. Côté (Bonaventure): À ce sujet, des mesures très efficaces ont déjà été prises. Dans certains cas, cependant, les installations coûtent jusqu'à \$250,000. C'est un problème très sérieux. Il a été réglé à divers endroits. On continue de chercher les meilleurs moyens d'en arriver à des solutions pratiques.

La résolution est adoptée.

L'honorable M. Mathewson (Montréal-Notre-Dame-de-Grâce) propose: 4. Qu'un crédit suffisant soit ouvert à Sa Majesté pour compléter la somme de cinq mille dollars, nécessaire pour couvrir les dépenses prévues à l'article: "Réserves de pêche de la route Mont-Laurier-Senneterre", du budget de l'année financière se terminant le 31 mars 1943.

M. Paquette (Labelle) demande au ministre de dépenser davantage pour les réserves de pêche de la route Mont-Laurier-Senneterre.

La résolution est adoptée.

L'honorable M. Mathewson (Montréal-Notre-Dame-de-Grâce) propose: 5. Qu'un crédit suffisant soit ouvert à Sa Majesté pour compléter la somme de trente-trois mille dollars, nécessaire pour couvrir les dépenses prévues à l'article: "Jardin zoologique de Québec", du budget de l'année financière se terminant le 31 mars 1943.

L'honorable M. Côté (Bonaventure): Le Jardin zoologique est un excellent moyen d'éducation, surtout pour les jeunes. Quel qu'ait été le coût des édifices, ils rendent de grands services.

M. Gagnon (Matane): M. L.-A. Richard, sous-ministre de la Chasse et de la Pêche, peut être considéré comme le père du Jardin zoologique, parce que c'est lui qui a suggéré le premier sa création et fait les premières démarches pour assurer la réalisation de ce projet²⁵.

La résolution est adoptée.

L'honorable M. Mathewson (Montréal-Notre-Dame-de-Grâce) propose: 6. Qu'un crédit suffisant soit ouvert à Sa Majesté pour compléter la somme de soixante-dix mille dollars, nécessaire pour couvrir les dépenses prévues à l'article: "Pisciculture", du budget de l'année financière se terminant le 31 mars 1943.

Adopté.

7. Qu'un crédit suffisant soit ouvert à Sa Majesté pour compléter la somme de cinquante mille dollars, nécessaire pour couvrir les dépenses prévues à l'article: "Parc national des Laurentides", du budget de l'année financière se terminant le 31 mars 1943.

Adopté.

8. Qu'un crédit suffisant soit ouvert à Sa Majesté pour compléter la somme de douze mille dollars, nécessaire pour couvrir les dépenses prévues à l'article: "Commission sur perception de droit régalien sur fourrure", du budget de l'année financière se terminant le 31 mars 1943.

Adopté.

9. Qu'un crédit suffisant soit ouvert à Sa Majesté pour compléter la somme de quinze mille dollars, nécessaire pour couvrir les dépenses prévues

à l'article: "Parc national de la Gaspésie", du budget de l'année financière se terminant le 31 mars 1943.

Adopté.

10. Qu'un crédit suffisant soit ouvert à Sa Majesté pour compléter la somme de quatre mille dollars, nécessaire pour couvrir les dépenses prévues à l'article: "Parc national du Mont-Orford", du budget de l'année financière se terminant le 31 mars 1943.

Adopté.

Rapport du comité des subsides:

M. l'Orateur au fauteuil

M. le président fait rapport que le comité a adopté plusieurs résolutions et qu'il demande la permission de siéger de nouveau.

Il est résolu que la Chambre, à sa prochaine séance, se formera de nouveau en comité des subsides.

Lesdites résolutions sont lues et adoptées.

Questions et réponses:

Revenu de l'impôt sur les ventes en détail

M. Beaulieu (Saint-Jean-Napierville): Relativement à la loi établissant un impôt sur les ventes en détail dans la province (chapitre 14, 4 George VI),

a) Combien le gouvernement de la province de Québec a-t-il retiré depuis le 30 juin inclusivement jusqu'au 10 mars 1942 inclusivement?

b) Combien est-il dû au gouvernement de la province de Québec à ce sujet?

L'honorable M. Mathewson (Montréal-Notre-Dame-de-Grâce): a) \$17,577,712.39;
b) \$55,122.14, sujet à vérification.

Ajournement

M. l'Orateur prononce l'ajournement.

La séance est levée à 11 heures.

NOTES

1. Voir "Crisis Long Brewing" dans *The Gazette* du 14 avril 1942, à la page 1.
2. Selon tous les journaux sauf *L'Événement-Journal* du 15 avril 1942, à la page 3, qui raconte que le ministre des Affaires municipales, de l'Industrie et du Commerce (l'honorable M. Drouin) "serait prié de démissionner".
3. *L'Action catholique* du 15 avril 1942, à la page 3, fait remarquer que ce projet de loi n'a soulevé aucune objection.
4. Selon tous les journaux, sauf *La Patrie* du 15 avril 1942, à la page 6, qui indique "trois fois plus que la dette de la province".
5. Les journaux *Le Soleil* du 15 avril 1942, à la page 5, et *Le Canada* du 15 avril 1942, à la page 5, emploient le terme de corporations scolaires, tandis que *L'Événement-Journal* du 15 avril 1942, à la page 4, utilise celui de municipalités scolaires.
6. Les journaux *The Gazette* du 15 avril 1942, à la page 10, *Le Devoir* du 15 avril 1942, à la page 7, et *La Presse* du 15 avril 1942, à la page 8, indiquent 895 institutrices.
7. Selon tous les journaux, sauf pour *Le Devoir* et *La Presse* qui spécifient l'année 1938-1939.
8. Selon tous les journaux, sauf *The Chronicle Telegraph* du 15 avril 1942, à la page 3, qui propose que le nombre d'institutrices a augmenté à 6,738 deux ans plus tard.
9. Selon tous les journaux, sauf *L'Événement-Journal* du 15 avril 1942, à la page 4, qui donne le chiffre de 6,000 institutrices.
10. Selon tous les journaux, sauf *L'Événement-Journal* du 15 avril 1942, à la page 4, qui mentionne 20 ans.
11. Les journaux ne font pas l'unanimité pour ce chiffre: \$6,900,000 selon *Le Canada* du 15 avril 1942, à la page 5 et *Le Soleil* du 15 avril 1942, à la page 5; \$6,000,905 selon *Le Devoir* du 15 avril 1942, à la page 7, et *La Presse* du 15 avril 1942, à la page 8; \$6,905,000 pour *L'Événement-Journal* du 15 avril 1942, à la page 4, et finalement \$6,000,000 selon *L'Action catholique* du 15 avril 1942, à la page 13, et *La Patrie* du 15 avril 1942, à la page 6.
12. Selon tous les journaux, sauf *La Patrie* du 15 avril 1942, à la page 6, qui dit que le déficit de l'Union nationale était \$3,804,000 par semaine.
13. *The Chronicle Telegraph* du 15 avril 1942, à la page 3, spécifie 33 mois, le temps pendant lequel le Parti libéral est au pouvoir.
14. Selon tous les journaux, sauf *Le Canada* du 15 avril 1942, à la page 5, qui donne la somme de \$1,424,000 par mois.
15. Selon tous les journaux, sauf *La Patrie* du 15 avril 1942, à la page 6, où il est mentionné que "depuis 1939, le déficit hebdomadaire n'est que de \$424,000."
16. *Le Canada* du 15 avril 1942, à la page 5, et *Le Soleil* du 15 avril 1942, à la page 5, proposent le chiffre de \$3,100 pour une bande de terrain.
17. Selon *Le Canada* du 15 avril 1942, à la page 5, et *L'Événement* du 15 avril 1942, à la page 4, on a payé la somme de \$6,583 pour deux arpents de terre.
18. Selon tous les journaux, ce discours est celui du représentant de Dorchester (M. Bégin). Or, *The Chronicle Telegraph* l'attribue au représentant de Joliette (M. Barrette).
19. *Le Canada* du 15 avril 1942, à la page 5, indique \$168,000,000. Dans *Le Soleil* du 15 avril 1942, à la page 5, \$166,000,000.
20. Selon tous les journaux, sauf *La Patrie* du 15 avril 1942, à la page 6, qui donne le chiffre de \$93,000,000.
21. Mme Léonce Cliche est l'épouse de l'ancien adversaire du représentant de Dorchester (M. Bégin), selon *Le Soleil* du 15 avril 1942, à la page 5. Après avoir pris connaissance des propos du député, elle lui écrit une lettre de protestations, qui fut publiée dans le journal *Le Soleil* du 17 avril 1942, à la page 4.
22. Chiffre du *Soleil* du 15 avril 1942, à la page 5, \$2.45.
23. Selon *Le Soleil* du 15 avril 1942, à la page 3, il est près de 6 heures, lorsque se termine le débat sur le budget.
24. Cet item et le suivant sont adoptés sans discussion, selon *Le Canada* du 15 avril 1942, à la page 5.

25. "M. Richard est assis à côté du représentant de Bonaventure (l'honorable M. Côté) pendant l'étude des devis", selon *Le Canada* du 15 avril 1942, à la page 5.

Première séance du mercredi 15 avril 1942

Présidence de l'honorable B. Bissonnette

La séance est ouverte à 3 heures.

Prière.

M. l'Orateur: À l'ordre, Messieurs! Que les portes soient ouvertes!

Rapports des comités permanents:

L'honorable M. Girouard (Arthabaska): J'ai l'honneur de présenter à la Chambre le sixième rapport du comité permanent des bills publics en général.

Votre comité a décidé de rapporter, avec des amendements, les bills suivants:

- bill 136 concernant la Centrale de Chicoutimi;
- bill 177 constituant la Corporation des agronomes de la province de Québec.

10 charrues;
1 crible;
19 régaleuses (bullgraders);
1 régaleuse (sur roues);
21 tracteurs.
\$169,603.60.
Cusson Frères, Limitée;
Frost & Wood Quebec, Ltd.;
International Harvester Company of Canada,
Ltd.;
La Fonderie de Plessisville;
Les Fonderies Nationales de Pont-Rouge,
Limitée;
Massey-Harris Company, Limited;
Trudel, J.-W.

Pour le ministère de l'Agriculture:
1. 7 tracteurs et 18 autres machines. (Voir le tableau à la page suivante)

Dépôt de documents:

Commission des accidents du travail,
rapport annuel, 1941

L'honorable M. Rochette (Charlevoix-Saguenay) dépose, sur le bureau de la Chambre, le quatorzième rapport annuel de la Commission des accidents du travail de Québec, 1941. (Document de session, no 29)

Questions et réponses:

Machinerie agricole

M. Bégin (Dorchester): Combien de tracteurs ou autres machines ont été achetés depuis le 1^{er} janvier 1940 au 17 mars 1941, inclusivement, pour l'usage des départements de l'Agriculture et de la Colonisation?

Quel a été le prix payé pour ces diverses machines, et de qui ont-elles été achetées?

L'honorable M. Godbout (L'Islet): Pour le ministère de la Colonisation:

- 2 arroseuses;
- 7 batteuses à grain;

<i>Genre de machines</i>	<i>Achetées de</i>	<i>Prix payé</i>
4 tracteurs.....	International Harvester Co., Ltd.....	\$ 31,848.61
2 tracteurs.....	Équipement Universel, Enrg.....	18,193.72
1 tracteur.....	Mussens, Limited.....	8,290.00
1 compresseur.....	C.-O. Monat & Co., Ltd.....	3,597.80
1 herse à tracteur.....	Frost & Wood Co.....	203.00
2 pelles mécaniques.....	C.-O. Monat & Co., Ltd.....	28,150.00
1 pelle mécanique.....	Équipement Universel, Enrg.....	14,075.00
1 pelle mécanique.....	Accessoires & Outillages, Ltée.....	13,298.00
1 pelle mécanique.....	Dominion Hoist & Shovel Co.....	12,692.00
5 concasseurs.....	Fonderie de Plessisville.....	10,000.00
1 pulvérisateur.....	Fonderie de Plessisville.....	3,000.00
3 cribles à patates.....	Les Fonderies Nationales, Ltée.....	2,970.00
2 pompes Pont-Rouge no 25.....	Les Fonderies Nationales, Ltée.....	880.00
		<u>\$147,198.13</u>

Demandes de documents:

Défrichement mécanisé des terres de colonisation

M. Beaulieu (Témiscouata) propose, appuyé par le représentant d'Abitibi (M. Allard):

Attendu l'importance du développement de la colonisation;

Qu'il soit déposé sur le bureau de la Chambre une copie de toute correspondance entre le gouvernement de la province de Québec ou aucun de ses membres, fonctionnaires ou employés et toute personne ou corps public depuis le premier juin 1941 concernant le défrichement mécanisé des terres de colonisation.

M. Beaulieu (Témiscouata): M. l'Orateur, ayant placé à l'ordre du jour une motion devant cette Chambre, c'était bien pour me permettre d'élaborer un plan ou des idées au sujet de la colonisation et pour essayer de convaincre les honorables membres de cette Chambre. Le moment est propice, car nous comptons dans cette Assemblée législative un premier ministre, qui est un agronome et qui connaît les problèmes agricoles. Ou encore, si je puis m'exprimer autrement, retournant mes idées quelque peu en arrière, nous pouvons dire que, depuis 1939, cette Chambre est honorée par la présence d'une vingtaine de cultivateurs pratiques et authentiques, représentant des comtés ruraux, ce qui, je crois, n'a jamais existé à la Législature de la province de Québec. Ils sont heureux de collaborer avec lui.

Ces cultivateurs, tout comme votre humble serviteur, ont à cœur que la colonisation et l'agriculture soient placées à la tête dans ce gouvernement et c'est pourquoi, quelque pénible que soit ma situation actuelle, j'ai à cœur de prendre mes responsabilités.

Au nom de ces députés et en mon nom personnel, je veux tout d'abord féliciter l'honorable premier ministre et son gouvernement d'avoir donné à la province une politique de défrichement et d'avoir créé un système mécanisé ou motorisé pour les colons, pour aider ces défricheurs à se créer un domaine raisonnable.

Les économistes, sociologues, les hommes d'affaires, les membres du clergé et les politiciens soucieux du bien-être de la société, nous ont sans cesse répété que les dépressions économiques et le chômage, qui en est résulté, étaient en partie dus à la désertion des campagnes, qui amena le déséquilibre démographique entre les populations rurales et urbaines. Il est essentiel de maintenir un meilleur équilibre entre les populations rurales et urbaines.

Depuis que les États-Unis ont fermé leurs portes à notre émigration, et que ce pays n'est plus un débouché pour les jeunes comme autrefois, ceci a résulté qu'à partir de 1929, le surplus de notre jeunesse rurale s'est éloigné de la terre et a souvent, et trop souvent, pris le chemin des villes, soit pour grossir les rangs des sans-travail, soit pour déplacer d'autres travailleurs. Le problème du chômage est devenu grave et on a versé des millions pour le régler.

En fait, notre population rurale, qui comptait 60 % de la population il y a 40 ans, est tombée à

moins de 33 %. Tandis que la population, qui vivait directement de la terre, est passée de 49 % à 22 %. Par contre, le pourcentage de notre population vivant ou espérant vivre du salaire annuel s'est élevé de 33 % à 61 %. La dépression économique dans notre province fut le résultat de ce renversement démographique. Or, il ne faut pas se faire d'illusions; le progrès du machinisme, la réduction des marchés, notamment par la quasi-banqueroute de nos anciens clients d'Europe, rendent de plus en plus cette espérance irréalisable chez nous; l'industrie, le commerce et le transport n'absorberont guère qu'une faible partie de nos chômeurs.

Aussi, de tous les remèdes suggérés, la colonisation s'est avérée le moyen le plus efficace pour absorber le surplus de population, de l'aveu même des représentants du gouvernement fédéral chargés de l'application du plan remédiateur du chômage, car les argents ainsi dépensés constituent un placement permanent: que le colon vienne à partir, les améliorations restent pour un autre établissement.

La province a d'immenses territoires fertiles pourvus de ressources naturelles; elle a des mines, des forêts, des cours d'eau, des lacs, etc. qui n'attendent qu'une main-d'œuvre sagement dirigée pour produire abondamment du pain et de la viande. Mais, ces territoires fertiles, il faut d'abord les aménager si on veut les rendre plus attrayants et accessibles à notre jeunesse, à nos fils de cultivateurs.

Pour ne pas voir se répéter la dernière crise qui a coûté en chômage, à la province seule, au-delà de \$240,000,000, dont une grande partie sans profit durable, il serait urgent de prévoir l'après-guerre qui ne manquera pas de nous amener une forte immigration. Au lendemain de la guerre, nous devrons faire face à la démobilisation. Lorsque tout le monde travaille, c'est difficile de prêcher la colonisation. Aujourd'hui, il n'y a plus de chômage, mais nous n'avons aucune police d'assurance pour l'avenir. D'ailleurs, cela est sans compter les 45,000 âmes, que représente l'accroissement normal de la population chaque année. Sans cette immigration, ceci voudrait donc dire que, normalement, la province devrait pourvoir à l'établissement annuel d'une dizaine de mille couples sur des terres nouvelles, afin de maintenir l'équilibre entre les populations urbaines et rurales.

Depuis 1921, la province compte 197 paroisses nouvelles, qui ont été organisées dans la province, soit une population de 150,000 habitants. L'excédent de la population a été dirigé vers elles.

Les statistiques établissent également que c'est dans les périodes de crise que le développement de la colonisation s'est le plus accentué. Depuis le début de la guerre, il faut admettre que, par suite de la rareté de la main-d'œuvre, due à l'effet de guerre, ces développements se sont un peu ralentis, mais il ne faudrait pas malheureusement sombrer dans la torpeur et oublier que cette prospérité factice n'aura pas de lendemain.

Hélas, nous entendons trop souvent répéter par des gens responsables: pourquoi tant prêcher et favoriser la colonisation quand tout le monde travaille; c'est bon en temps de crise, mais aujourd'hui il n'y a pas de colon. Si la période de guerre, en apportant beaucoup de travail, a considérablement ralenti le mouvement de colonisation, il est certain qu'après la guerre les aspirants colons seront légion. D'où la nécessité immédiate et urgente pour le gouvernement de prendre des mesures en conséquence pour faire arpenter de nouveaux cantons, dresser maintenant, dans une belle étude, un vaste plan défini d'établissement afin de faire face à la situation, l'heure venue¹, et de s'occuper du surplus de population rurale dans l'avenir.

On pourra l'utiliser après la guerre afin d'ouvrir de nouvelles paroisses. Sans quoi, il faudra recommencer la coûteuse expérience de 1930 et dépenser des sommes fabuleuses en chômage lorsque la demande d'établissement deviendra grandissante. Pourquoi alors ne pas prendre les devants et préparer l'après-guerre? De cette façon, il sera possible de lutter contre le chômage qui ne manquera pas de sévir après la démobilisation.

Il est donc urgent de nous mettre incessamment à la tâche en vue de dresser des projets de nouvelles paroisses, qui seront alors nécessaires, d'après un plan délimitant les sites de villages, créant des systèmes routiers qui comprendront les artères principales, les ponts et les ponceaux nécessaires, déterminer les régions de défrichement, de drainage. Avec une telle organisation, le colon, dès son arrivée sur le lot sera en mesure d'entrer d'emblée dans une exploitation productive et rationnelle, d'en tirer une bonne partie de sa subsistance, et le terrain étant prêt à recevoir des constructions, celles-ci ne seront pas exposées aux feux de forêt tant à craindre dans les périodes de sécheresse.

L'on me dira peut-être que cela coûtera cher et que la colonisation, dans le passé, n'avait pas de telles exigences. Je l'admets, mais il ne faut pas oublier que les temps ont évolué, que nous ne sommes plus à l'époque où nos ancêtres partaient

avec leur hache et un paqueton sur le dos, sans outil ni voie de communication, pour aller se tailler un domaine dans la forêt vierge. Il faut rationaliser la colonisation. On ne peut pas envoyer les hommes à l'aventure.

Il faut tenir compte de la situation actuelle. On n'a donc pas à hésiter, si l'on veut éviter les désastres qui ont été l'apanage de l'après-guerre. Faisons de la place pour y déverser le surplus de notre population. Organisons de futures paroisses, parce que nous différons aujourd'hui de le faire, nous y serons forcés plus tard, alors qu'il en coûtera beaucoup plus cher et que les résultats dus à une grande précipitation ne seront probablement pas aussi efficaces.

Il en coûte actuellement à la province quelque \$400,000 pour l'organisation d'une paroisse, et si le travail nécessaire à ces besoins ne peut être fait suffisamment à temps, il en résulte des ennuis qui en retardent le développement normal, entraînent une augmentation de prix et sont la cause que les colons demeurent si longtemps une charge pour le gouvernement.

Je félicite le gouvernement actuel de ce qu'on fait pour les colons et j'insiste sur les bons résultats obtenus avec le système des défrichements mécanisés. C'est une amélioration notable dans la situation du colon, qui sera ainsi plus vite transformé en cultivateur indépendant et prospère. Le défrichement motorisé coûte \$5 l'acre, tandis que le défrichement à la mode du temps passé coûte entre \$40 et \$60².

En prévoyant à l'avance, le gouvernement aidera dans une large mesure à la stabilisation de la population rurale, qui sera du fait accrue; en second lieu il favorisera l'augmentation du nombre des artisans et des petits propriétaires ruraux et, enfin, il augmentera les occasions offertes à la jeunesse de se créer un avenir indépendant.

La colonisation est, avant tout, une œuvre sociale. Elle a pour objet l'établissement de cette partie de la population qui désire vivre de l'agriculture. Elle s'adresse donc particulièrement à la population rurale qu'elle contribue à garder à la terre. La colonisation existe ensuite en vue de contribuer à la solution du problème économique.

1. L'agrandissement du domaine agricole confère une plus-value à la province et donc, fournit à l'État des revenus additionnels. 2. L'utilisation rationnelle des ressources naturelles, aux fins d'établir la population, s'ajoute en complément utile de l'agriculture proprement dite et permet ainsi des établissements plus nombreux. Notre pays est avantageusement favorisé du côté "ressources". Si

les ressources terres agricoles sont limitées, les ressources forêts, mines, pêcheries, tourisme, hydrauliques, sont abondantes.

La meilleure formule de colonisation ou d'établissement doit être celle en vertu de laquelle les ressources existantes d'un pays contribuent à l'établissement de la population. Ainsi compris, des établissements nombreux restent possibles dans toutes les régions de la province, tandis que sous la formule agricole exclusive, ils sont non seulement limités mais relégués à la seule région abitibienne.

D'après le recensement de 1931, la population rurale de notre province était, en chiffres ronds, de 1,060,000 âmes et la population urbaine de 1,813,000 âmes, après l'épuisement total des possibilités d'établissements agricoles. Il faut donc se tourner vers des formules d'établissement multiples, basées sur l'exploitation des ressources naturelles, mais mieux adaptées aux conditions des diverses régions de la province. Depuis 11 ans, l'excédent de la population urbaine sur la population rurale s'est considérablement accru. Tout de même, pour les besoins de la cause, rapportons-nous aux données de 1931 qui démontrent que cet excédent de la population urbaine sur celle rurale est d'au-delà de 800,000 âmes.

Par ailleurs, toutes les possibilités futures réunies dans toute la province - en comptant ici les seules possibilités d'établissements agricoles d'après la formule actuelle de lots de 100 acres - n'excèdent pas, si elles les atteignent, 10,000,000 d'acres ou 100,000 lots de 100 acres. C'est donc l'établissement possible de pas plus de 100,000 familles. Supposons ces établissements réalisés à raison d'une famille de six personnes résidant par lot, cela ferait l'établissement en pays rural de 600,000 personnes. Ajoutons ces 600,000 personnes aux chiffres de 1,060,000 âmes qui désignent la population rurale et nous aurions une population rurale de 1,660,000 âmes par rapport à 1,813,000 âmes de population urbaine, et ce, remarquons-le bien, après l'épuisement total des possibilités d'établissements agricoles. D'où la nécessité d'opter pour des formules d'établissements multiples toujours basées sur l'exploitation des ressources naturelles, mais mieux adaptées aux conditions des diverses régions de la province.

J'estime que la formule actuelle de lots de 100 acres est pour le moins désuète; si elle a sûrement répondu aux besoins, jusqu'à il y a quelques années, elle n'est présentement applicable que dans la seule région de l'Abitibi. Une réadaptation s'impose donc dans diverses régions.

Comme on ne peut passer sans transition laborieuse d'un système d'établissement à un autre, je n'insisterai pas sur les diverses formules que pourrait prendre la colonisation dans les régions comme le Lac-Saint-Jean, la Gaspésie, le nord de Montréal, le Saint-Maurice, etc. Les diverses expériences en cours et l'encouragement que le gouvernement continuera vraisemblablement d'accorder à l'adoption de nouveaux modes d'établissement feront le travail. Pour donc, s'en tenir à la seule colonisation agricole, si elle reste la plus importante, elle doit être davantage adaptée aux conditions présentes.

Autrefois, nous, petit peuple de Français, séparé de la mère patrie, abandonné par elle, jeté sur un continent où nous n'avions à attendre de sympathie de personne, nous nous sommes bâti un pays à coup d'héroïsme. La colonisation était une solution inévitable.

Toutefois, depuis 150 ans, les conditions ont quelque peu changé: la vie est devenue plus facile tout à l'entour de nous et nous en avons subi une certaine répercussion. Il n'est pas facile d'exiger d'une classe de la population les sacrifices héroïques d'autrefois. Il ne peut être question d'exiger des colons d'aujourd'hui ce qu'on exigeait de leurs pères.

Les gens sont prêts à entreprendre le dur travail que leurs ancêtres ont exécuté pour défricher la terre, alors que les autres classes de la même population vivent avec un certain confort de vie et une certaine aisance.

Le défrichement des terres est un travail très dur et pas du tout rémunérateur; il ne s'exécute que très lentement puis, une fois exécuté, celui qui a réussi à en vivre, avec les octrois fournis par les gouvernements, n'est pas encore en état de cultiver parce qu'il ne possède ni les animaux, ni les instruments nécessaires. Les difficultés inhérentes au travail de colonisation font que bon nombre de colons qui, théoriquement, six ans après la vente d'un lot, devraient être des cultivateurs, sont colons toute une génération durant, quand ce n'est pas deux ou trois générations.

Ajoutons à cela que le meilleur élément de notre population pour cultiver la terre, ce sont nos fils de cultivateurs qui sont les mieux préparés parce qu'ils sont du métier qu'ils ont appris de leurs parents et que, normalement, ils sont les seuls à avoir pour la terre le respect, l'amour et l'admiration qu'il faut pour y vivre avec bonheur. Qu'on en fasse des colons et eux se chargeront de faire l'agriculture.

Ce qui arrive actuellement, c'est que nous sommes appelés à dire en quelque sorte, à ces jeunes aspirants cultivateurs, que le père ne peut être établi

près de lui: "Tu peux cultiver, voici un lot à 300 milles de chez toi; ce lot est en bois debout, tu devras abattre le bois, brûler ce que tu ne pourras vendre; ramasser les déchets, les brûler de nouveau; arracher les souches; faire le drainage nécessaire, construire une maison et une grange; t'acheter des animaux, t'acheter du roulant, et alors tu seras, comme ton père l'a été, un vrai cultivateur."

N'est-ce pas sortir quelqu'un du milieu où il a grandi pour l'introduire dans un milieu complètement différent dans lequel il ne peut être que dépaycé? N'est-ce pas lui demander une somme de travail telle que s'il ne se décourage pas à y penser seulement, il finira par se décourager au cours de l'exécution, et c'est probablement là la raison pour laquelle les lots changent de propriétaires, deux, trois et quatre fois, avant que les conditions d'établissement y soient remplies?

La colonisation mécanisée arrive à son heure. Aujourd'hui, les colons peuvent s'attendre à ce que le gouvernement leur fournisse de l'aide et des moyens pour défricher la terre et les aider à vivre avec leurs familles jusqu'à la première récolte. Il faut de toute nécessité évoluer vers une colonisation, qui ressemble moins à une Saint-Vincent-de-Paul, colonisation que l'on subit, plutôt que l'on accepte et vers laquelle on ne se dirige que lorsque les moyens ne permettent pas de faire autrement.

Il n'en coûterait pas un sou de plus à la province de défricher 15 ou 20 acres, de construire maison et grange avant l'arrivée du colon; mais cela n'est pas encore assez: il faut mettre en culture 40 à 50 acres, faire les chemins, construire de bons bâtiments et fournir au colon sous forme de prêts nature, ce qu'il faut pour exploiter une ferme: roulant, cheptel, etc. qu'il remboursera par annuités au gouvernement.

Je citerai un cas type, à titre de démonstration et il n'y a en cela rien d'exagéré. On sait qu'actuellement l'établissement d'un colon dans les conditions actuelles, exige de la part de l'État un déboursé de \$2,000 et moins:

Exemple:

Plan fédéral provincial.....	\$1,000
Primes de défrichement et labour	\$ 800
Aides diverses (graines de jardin, grains de semences, octrois divers)	\$ 200
Ce qui fait bien	\$2,000

Or, le défrichement mécanisé a réduit les coûts du défrichage.

Le colon, lorsqu'il a cessé de recevoir, est souvent dans l'impossibilité de cultiver à défaut de matériaux nécessaires.

Supposons maintenant:

40 acres en culture

(culture réalisée mécaniquement) à raison de \$10.

L'acre	\$ 400
Une maison	\$ 600
Une grange	\$ 700
Roulant	\$ 800
Cheptel	<u>\$ 800</u>

Total..... \$3,300

soit un excédent de \$1,300 sur le premier calcul. Avec cette somme, on pourrait mettre à la disposition du colon ce lot. Supposons encore que l'État vende ces lots au prix de \$1,300 payable par annuités dont les premiers paiements à être versés à partir de la cinquième année d'occupation, pour donner une chance au cultivateur de compléter son organisation. De cette façon, la colonisation serait attrayante et vraiment fructueuse.

Il n'y a en cela rien qui soit purement illusoire, mais c'est une question de réalité. Il y a que les déboursés immédiats devront être plus élevés, mais l'établissement lui-même n'en coûtera pas plus cher et nous aurons soustrait le colon à cette vie de peine et de misère qui lui fait regretter de ne pouvoir être autre chose qu'un colon. Il en est chez nous comme ailleurs: il faut avoir souffert d'une situation pour songer à y remédier. L'on a sûrement assez souffert de la situation faite à notre population rurale, pour qu'il soit temps de songer à lui consentir un traitement meilleur que celui qui lui a été fait dans le passé.

Nous devrions mettre une certaine fierté à relever un peu le niveau de la population qui peine, et il est indiscutable que nous n'avons pas à compter sur les sympathies extérieures pour cette réalisation. Il n'y a certainement pas, au sein de la province, d'œuvre qui mérite plus de considération que l'œuvre de l'établissement. Le malheur, c'est que l'on n'a peut-être pas suffisamment de contacts avec la population, on ne sait pas de ce dont elle souffre; on ne s'en préoccupe pas.

Notre patrie n'est pas faite que d'artifices, qui nous procurent la jouissance. Notre patrie, c'est sans doute notre pays, avec tout ce qu'il comporte d'avantages ou d'inconvénients et c'est aussi notre peuple avec ses qualités et ses défauts. Aimer sa

patrie, c'est aimer tout ce qu'il y a de beau et de bon chez elle et chercher à améliorer ce qu'il y a de moins beau et de moins bon.

(Applaudissements)³

M. Dumaine (Bagot): Je propose, appuyé par le représentant de Wolfe (M. Lapointe), l'ajournement du débat.

Adopté. Le débat est ajourné.

Forage de puits de pétrole en Gaspésie

M. Pouliot (Gaspé-Sud) propose, appuyé par le représentant de Joliette (M. Barrette):

Attendu qu'il est nécessaire, et dans l'intérêt public, de pousser activement les travaux de recherche du pétrole en Gaspésie;

Attendu que les travaux commencés en 1936, et poursuivis jusqu'en 1939, ont été discontinués en 1940;

Qu'il soit déposé, sur le bureau de la Chambre une copie de toute la correspondance échangée, et des contrats ou ententes intervenus entre le gouvernement de la province de Québec, ou aucun de ses membres, officiers ou employés, et toute personne, société, compagnie ou corporation, concernant le forage de puits pour la recherche du pétrole, dans la Gaspésie, depuis le premier novembre 1939, à date.

Si j'ai présenté cette motion, c'est parce que je veux attirer l'attention de l'opinion publique sur les prétendues richesses pétrolières de la Gaspésie et l'éveiller à la nécessité de mettre en valeur nos ressources encore inexploitées. Parmi celles-là, il y a l'huile, l'un des principaux facteurs de victoire dans les guerres modernes. Elle existe certainement dans la province de Québec. Des gisements ont été localisés à Saint-Hyacinthe. Dans la péninsule de Gaspé, les géologues et les techniciens font des recherches depuis 75 ans. Il est important de poursuivre avec une nouvelle ardeur ces recherches. Des travaux considérables furent naguère entrepris par une compagnie européenne. Mais, ils n'ont jamais été suffisamment poussés à fond, ni complétés. Pendant 30 ans, les pouvoirs publics se sont désintéressés de la question. Dans les bassins des rivières York, Saint-Jean et Dartmouth, il y a certainement de l'huile.

On a découvert il y a longtemps, du pétrole de bonne qualité en petite quantité près de la surface du sol à divers endroits de la péninsule. Il était

généralement reconnu, particulièrement en ces temps de guerre, qu'il y avait des gisements importants de grande valeur dans la région de Gaspé qui attendent seulement d'être découverts pour être exploités profitablement.

En 1936, le ministre des Mines de l'Union nationale fit préparer une carte des régions supposées pétrolifères. Nous avons réussi à intéresser une compagnie, l'Impérial Oil, qui forma une subsidiaire pour creuser un puits, jusqu'à une profondeur de 5,995⁴ pieds. Rendu là, on s'est découragé et le travail, commencé en 1938 ou 1939, a été abandonné en 1940.

Un puits de 5,000 pieds n'est pas suffisant. C'est à 10,000 pieds qu'il faut creuser et il ne faut pas se contenter de creuser un seul puits. Mais on a eu tort de se laisser décourager par quelques insuccès. En Alberta, malgré les insuccès, on a poursuivi les recherches dans la vallée Turner. C'est après avoir creusé 100 puits et être descendu à une profondeur de 8,000 à 10,200 pieds, qu'on a finalement obtenu des résultats et trouvé des nappes d'huile en 1936. Il y aurait lieu de creuser à une profondeur plus considérable que 5,995 pieds, si l'on veut trouver de l'huile en Gaspésie.

Il rappelle ce qu'a fait l'Union nationale. Elle a voulu, dit-il, que les Canadiens français soient intéressés aux recherches sur les sources pétrolifères et aux exploitations futures, en devenant les partenaires des compagnies exploitantes. Il demande que cette politique soit poursuivie, qu'on creuse à une profondeur suffisante et qu'on laisse les puits intacts, en cas d'abandon des recherches, afin de favoriser les recherches futures. Je demande au gouvernement d'augmenter son effort, ajoute-t-il, et je voudrais que les Canadiens français deviennent des partenaires dans cette industrie nouvelle, qui finira, un jour ou l'autre, par un succès. Il aimerait que les travaux d'exploitation commencent et que les bénéfices aillent aux Canadiens, notamment aux Gaspésiens.

En 1938, en intéressant l'Impérial Oil, nous avons obtenu un nom canadien-français pour la compagnie subsidiaire et un certain nombre d'actions pour les Canadiens français. J'espère que le gouvernement obtiendra le même résultat auprès des compagnies qu'il intéressera.

Il regrette, tout en étant peiné et surpris, d'entendre la déclaration du ministre des Approvisionnements, l'honorable C. D. Howe aux Communes canadiennes, à l'effet qu'en Gaspésie il n'y a pas d'huile en quantité commerciale suffisante, pour que cela vaille la peine qu'on active les

recherches. Alors qu'elle jaillit d'elle-même à la surface et que des recherches adéquates n'ont pas été faites.

Je demande au gouvernement provincial de continuer à s'intéresser aux gisements pétrolifères de la Gaspésie et de continuer les travaux de forage en cours, afin que l'on ne dise pas dans un autre Parlement, soit à Ottawa, qu'il ne se trouve pas d'huile dans la province de Québec. Il s'agit de mettre en valeur l'huile qu'il y a en Gaspésie. Plus que jamais, nous avons besoin d'huile à tous les points de vue.

M. Gagnon (Matane): Le représentant de Gaspé-Sud (M. Pouliot) mérite des félicitations pour la demande qu'il fait en faveur de sa région. Il se dit surpris de constater que le ministre des Mines et Pêcheries (l'honorable M. Rochette) n'a pas daigné répondre à celui-ci. Le ministre des Mines et Pêcheries, dit-il, devrait répondre à la demande légitime du député de Gaspé-Sud (M. Pouliot).

Le comté de Gaspé-Sud est très riche en ressources minières, on y trouve, outre du plomb et du zinc, du cuivre et surtout du pétrole. Les possibilités de trouver des nappes d'huile dans la vallée de la Matapédia seraient assez grandes. Des géologues illustres ont écrit, dès 1850, que la région de Gaspé présente un sol riche en gisements de pétrole, et ces gisements peuvent et seront découverts pour être exploités avantageusement si seulement les recherches pour les découvrir continuaient de façon persistante.

La Gaspésie a toujours été considérée comme une région minière et des études géologiques nombreuses ont été faites. Aussitôt arrivée au pouvoir, en 1936, l'Union nationale fit dresser une carte minière de cette région et fit inscrire dans les Statuts, une loi relative aux sources pétrolifères de la Gaspésie, qui permettait au ministre des Mines d'obliger les concessionnaires à faire des travaux d'excavation ou de recherche sur les terrains qui leur avaient été cédés. On a ainsi obligé les compagnies, qui avaient des "claims", à les exploiter ou à les rétrocéder à la couronne.

Comme question de fait, de vastes étendues ont été rétrocédées. Les terrains ont été arpentés, une carte a été faite et les géologues ont poursuivi leurs études. Un puits fut creusé en 1939. Plus tard, les travaux furent abandonnés. Il rappelle la formation de la Compagnie d'exploitation de Gaspé, en 1938. Mais je suis informé que l'honorable ministre des Mines et Pêcheries continue les travaux de recherche. Tant mieux. Les compagnies devraient être invitées à creuser un plus grand nombre de puits.

Je trouve curieux, que l'honorable ministre C. D. Howe ait déclaré récemment à Ottawa, qu'il n'y pas assez d'huile en quantité commerciale suffisante dans la Gaspésie⁵. Il engage le ministère des Mines à ne rien négliger pour découvrir des gisements pétrolifères en Gaspésie, tout particulièrement quand l'Alberta fait des travaux gigantesques dans le même domaine. Il est, pour le moins, prématuré, pour un ministre fédéral, de faire une telle déclaration, tant que l'enquête ne sera pas terminée en Gaspésie. Tous les touristes qui se rendent en Gaspésie, peuvent affirmer que l'on peut voir de l'huile à fleur de terre. En 1890, une trentaine de puits furent percés, mais à de mauvais endroits. Depuis, on a repris les recherches. Comment peut-il tirer une telle conclusion, lorsque nous sommes encore au stage préliminaire et que des recherches suffisantes n'ont pas été faites?

L'attire l'attention de l'honorable ministre sur un article d'un journal de l'Alberta qui dit qu'à la suite de la perte des Îles néerlandaises du Pacifique, on va développer l'industrie du pétrole en Alberta. Actuellement, la Shell Oil Company regarde vers les champs pétrolifères de l'Alberta. Les Nations Unies, ayant perdu dans le Pacifique leurs centres de ravitaillement, doivent chercher ailleurs. Pourquoi ne pas tout mettre en œuvre pour attirer chez nous les grandes compagnies?

Il cite quelques faits, qui peuvent prouver que les nations font la guerre afin de s'assurer le contrôle des ressources naturelles. Il donne le cas du Reich envahissant la Roumanie et celui du Japon partant en guerre contre les Indes néerlandaises. Il en conclut, qu'il faut intensifier les recherches en Gaspésie et ne rien négliger pour attirer chez nous les grandes compagnies, qui actuellement semblent regarder exclusivement du côté de l'Alberta.

Le gouvernement ne devrait pas se décourager si l'on n'a pas obtenu de résultats pratiques jusqu'à présent dans la recherche de gisements de pétrole en Gaspésie. En Alberta, dans l'Ouest canadien à la fameuse Turner Valley, l'on a creusé plus de 100 puits sans résultat aucun, avant d'obtenir des résultats qui en valaient la peine.

Je demande donc au ministre des Mines et Pêcheries de faire tout son possible et à ne rien négliger, afin que des recherches soient faites pour découvrir des gisements pétrolifères en Gaspésie. J'espère que le gouvernement va poursuivre les recherches afin de décider, si oui ou non, il y a du pétrole en Gaspésie.

La motion n'a rien d'embarrassant pour le gouvernement.

L'honorable M. Rochette (Charlevoix-Saguenay): Je puis déclarer que j'ai été particulièrement heureux, lorsque l'honorable député de Gaspé-Sud (M. Pouliot) a inscrit cette motion au *Feuilleton* de la Chambre. J'ai pris bonne note de ses déclarations. (Souriant) Mais, mon honorable ami, le représentant de Gaspé-Sud⁶, semble croire et a voulu mettre la Chambre sous l'impression que toute la vie économique de la province a commencé avec l'arrivée de l'Union nationale au pouvoir. Il est à noter que le député de Gaspé-Sud est un nouveau converti à l'Union nationale. Il n'aurait pas dû quitter le Parti libéral. Et, il ne l'aurait pas quitté, s'il avait étudié ce qui avait été fait avant 1936. Je vais lui dire ce que le Parti libéral a fait.

En fait, si le représentant de Gaspé-Sud avait étudié l'histoire de la province, il se serait rendu compte qu'on parle des dépôts pétrolifères de la Gaspésie depuis 1860. Le premier puits d'huile, en continent américain, a été creusé en Gaspésie. Il y a 100 ans que l'on parle de pétrole en Gaspésie. Environ 65 puits ont été creusés de 1897 à 1903, par des compagnies anglaises, et cela, sous une administration libérale. Les recherches ont été discontinuées en 1903, à la suite d'un rapport absolument défavorable du géologue M. R. W. Ellis, un expert nommé par le fédéral et chargé par ce dernier de faire enquête. Il a dit qu'il n'y avait pas de pétrole en quantité suffisante.

Mais depuis, la science a évolué. De nouvelles méthodes et des moyens de recherche plus modernes ayant été découverts, le gouvernement de Québec a nommé le meilleur géologue du monde, le Dr. A. W. Parks pour continuer les travaux de recherche. Ce dernier a fait de grandes recherches. Après ce fut au tour du Dr. I. W. Jones, ce géologue du ministère des Mines, de poursuivre les recherches de 1934 à 1936. On n'a pas laissé un coin du voile caché. Et, si l'Impérial Oil est allée trouver l'honorable représentant de Matane (M. Gagnon), lorsqu'il était ministre des Mines et a pu commencer des travaux en 1938, c'est grâce aux travaux préliminaires et aux recherches géologiques faits par le gouvernement libéral.

Les recherches sur les sources pétrolifères se poursuivent en Gaspésie d'une façon méthodique. Le gouvernement du Québec a l'intention d'effectuer tout ce qui est raisonnable de faire pour découvrir des gisements de pétrole importants en Gaspésie. Je sais gré à l'honorable député de Matane d'avoir fait un contrat avec elle. J'ai conclu un nouveau contrat avec l'Impérial Oil en 1942⁷ pour effectuer du forage et, après de nouvelles recherches, on a opté pour le

meilleur et le plus récent site où forer pour trouver du pétrole. Cette compagnie creuse présentement un deuxième puits. Elle fait des creusements ailleurs et est déjà rendue présentement à une profondeur de 3,000 pieds. Le premier puits fut abandonné à une profondeur de 5,995 pieds. Si des richesses pétrolifères existent réellement en Gaspésie, rien ne sera négligé pour les découvrir.

Je dirai cependant que l'honorable député de Gaspé-Sud a tort de conseiller à la population de la Gaspésie et d'inviter les petits capitalistes de la province à investir de l'argent et à risquer leurs biens dans de petites compagnies de recherches pétrolifères et les puits d'huile, parce qu'il y a trop de risques, trop d'incertitude dans une entreprise de la sorte, surtout si hâtivement. Les recherches pétrolifères sont onéreuses. Je crois qu'il vaut mieux laisser le grand capital assumer les risques. Seul un capital important peut possiblement soutenir des pertes énormes généralement entraînées. Il rappelle que des millions avaient été dépensés dans le projet de la Turner Valley avant d'obtenir des résultats.

Nous ne laisserons pas une pierre qui puisse être retournée, afin de découvrir si oui ou non il y a du pétrole en Gaspésie. Si l'honorable député de Gaspé-Sud étudie l'histoire de la province, il verra que son ancien Parti a fait beaucoup dans ce domaine et dans les autres.

(Applaudissements)

M. Pouliot (Gaspé-Sud): Je voudrais que les nôtres soient intéressés dans le développement de cette industrie et je suis heureux des bonnes dispositions de l'honorable ministre. Mais je ne veux pas que ce soient seulement des Américains qui viennent exploiter nos ressources naturelles. Les nôtres, dans l'industrie, ont toujours une place secondaire. Que l'on ouvre donc la porte aux nôtres, au lieu de la leur fermer.

Il demande, une fois de plus, que l'on donne la chance aux petits capitalistes de devenir partenaires des grandes compagnies. Il admet que tout placement dans les mines comporte un risque en soi. Il reconnaît que seules les grandes compagnies ont les ressources voulues pour mener à bien ces sortes d'entreprises. Mais, il croit qu'on pourrait obliger ces compagnies à garder en réserve une liasse de coupons, qui pourraient être vendus à des petits capitalistes aussitôt que les recherches auront donné des résultats concluants. Il n'insiste pas pour que nos petits capitalistes investissent de l'argent dans les puits d'huile, mais pour qu'on leur donne une chance de devenir partenaire.

Projets de loi:

Charte d'East Angus

M. Duffy (Compton) propose, appuyé par le représentant de Lac-Saint-Jean (M. Fillion), que vu que le bill 145 modifiant la charte de la ville d'East Angus a été rejeté, les droits ordinaires et additionnels que les promoteurs de ce bill ont payés leur soient remboursés, après déduction de tous frais d'impression et de traduction.

Adopté.

Commutation de taxes à Canada Steamship Lines Ltd.

M. Morin (Québec-Centre) propose, appuyé par le représentant de Témiscouata (M. Beaulieu), que vu que le bill 139 ratifiant un règlement de la corporation du village de Tadoussac et une résolution des commissaires d'écoles pour la municipalité de Sainte-Croix de Tadoussac, dans le comté de Saguenay, accordant une commutation de taxes à Canada Steamship Lines, Limited a été retiré, les droits ordinaires et additionnels que les promoteurs de ce bill ont payés leur soient remboursés, après déduction de tous frais d'impression et de traduction.

Adopté après division.

Motions des députés:

Loteries

Conformément à l'ordre du jour, la Chambre reprend le débat, ajourné mercredi le 18 mars dernier, sur la motion du représentant de Joliette (M. Barrette), dont elle a été saisie le même jour, proposant:

Que l'Assemblée législative:

Attendu que l'opinion publique de la province de Québec est en faveur de l'établissement de loteries honnêtement organisées et dont le produit serait exclusivement employé pour des fins éducationnelles ou d'assistance publique;

Attendu qu'il y a lieu de pourvoir à de nouvelles ressources en faveur de ces œuvres vitales;

Attendu que le Code criminel du Canada, qui relève de la juridiction fédérale, contient des exemptions en faveur de certaines associations de la Grande-Bretagne et de l'Irlande;

Attendu que la province de Québec, conformément à ses traditions, veut rendre justice à

tous, sans oublier que son premier devoir est de conserver pour elle les revenus qui proviennent de sa population;

Attendu que la loi fédérale de l'observance du dimanche est d'une importance primordiale parce que sa transgression comporte des désavantages dont l'amplitude excède de beaucoup ceux de la transgression de la loi des loteries, et pourtant décrète qu'aucune poursuite en vertu d'icelle ne peut être entreprise sans l'assentiment du procureur général de chaque province;

Attendu que, particulièrement en matière d'éducation, l'autorité de chaque province doit être respectée;

Exprime l'avis que la prohibition de l'article 236 du Code criminel du Canada n'affecte pas les dispositions d'une loi provinciale qui autorise l'organisation et la tenue de loteries pour des fins éducationnelles ou d'assistance publique et que des poursuites pour contravention audit article 236 ne puissent être intentées sans la permission du procureur général de la province de Québec où la contravention a été commise.

Que le greffier de l'Assemblée législative transmette la résolution ci-dessus au très honorable premier ministre du Canada.

L'honorable M. Casgrain (Kamouraska-Rivière-du-Loup): L'honorable député de Joliette (M. Barrette), qui est un des députés les plus sympathiques de la gauche, a bien exposé sa motion. Il n'est pas opposé au principe de la création des loteries. Mais, dit-il, je soumets que ses conclusions sont sans aucun doute illégales, inutiles et inopportunes, parce que le provincial n'a aucune juridiction dans ce domaine.

La motion dit dans ses conclusions: "La Chambre exprime l'avis que la prohibition de l'article 236 du Code criminel du Canada n'affecte pas les dispositions d'une loi provinciale qui autorise l'organisation et la tenue de loteries pour des fins éducationnelles ou d'assistance publique, et que des poursuites pour contravention audit article 236 ne puissent être intentées sans la permission du procureur général de la province de Québec où la contravention a été commise".

Tout le monde sait que les amendements au Code criminel sont du ressort exclusif du gouvernement fédéral. Nous excéderions notre juridiction en adoptant cette motion et notre intervention n'aurait aucun effet quelconque. Notre intervention serait donc inutile. C'est un coup d'épée dans l'eau.

Même si nous exprimons l'avis que l'article 236 du Code criminel ne s'applique pas aux loteries de la province de Québec, je ne crois pas que cela changerait grand-chose. Le Code va s'appliquer quand même, car nous ne pouvons légiférer sur cette question. Je crois qu'il serait inopportun de demander au gouvernement fédéral de rappeler cet article du Code criminel au moment où il consacre tous ses efforts à la poursuite de la guerre.

C'est le Parti libéral qui est le père de l'idée d'établissement de loteries québécoises. La Chambre s'est prononcée sur cette question en 1934. Une motion, proposée par l'honorable Louis-Alexandre Taschereau, secondée par l'honorable représentant de Trois-Rivières (M. Duplessis), chef de l'opposition, a été adoptée à l'unanimité, invitant le gouvernement fédéral à amender le Code criminel, en ce qui concerne l'organisation de loteries. Et une loi a même été votée pour la création de loteries sujette à l'amendement du Code criminel par le fédéral. Vous voyez toute la différence de la motion.

La motion en discussion exprime aussi l'avis que les poursuites pour contravention audit article du Code criminel ne puissent être intentées sans la permission du procureur général. Mais, si l'honorable procureur général (l'honorable M. Girouard) ne fait pas son devoir, l'opposition serait la première à le lui reprocher.

L'honorable député de Joliette n'est pas le père de cette idée. Nous avons tout ce qu'il faut dans nos Statuts pour créer des loteries. Il ne manque que l'assentiment du fédéral. En 1934, le gouvernement libéral a fait voter une loi, présentée par l'honorable Athanase David, créant dans nos Statuts l'organisme voulu pour la tenue de loteries pour fins éducationnelles et d'assistance publique.

Et l'opposition du temps a voté contre la loi. La loi a été soumise au gouvernement fédéral du temps, qui l'a rejetée et a refusé de l'amender. L'honorable député de Matane (M. Gagnon) siégeait à Ottawa à cette époque et il était le disciple préféré de M. Bennett.

Ce n'est pas le moment de présenter une telle motion à Ottawa, car le gouvernement a beaucoup de travail et n'a pas besoin de ce dossier supplémentaire. Ce n'est donc pas le temps d'embarrasser le gouvernement fédéral avec cette question, dans les conditions difficiles de la guerre. La guerre est la préoccupation la plus importante.

Pour ces raisons que j'ai exprimées, je demande donc que la motion telle que présentée soit rejetée.

(Applaudissements)

M. Gagnon (Matane): Je suis surpris de la tournure partisane donnée au débat. Nous sommes en guerre, on nous demande de ne pas faire de politique. La motion de l'honorable représentant de Joliette ne touche pas à la politique et on nous demande de la rejeter, parce qu'elle peut nuire au Parti libéral.

L'honorable M. Casgrain (Kamouraska-Rivière-du-Loup): Je soulève un point d'ordre. Je n'ai jamais demandé le rejet de la motion parce qu'elle peut nuire au Parti libéral. Mais parce que telle que rédigée, elle est illégale.

(Applaudissements)

M. Gagnon (Matane) affirme que ce serait une mauvaise chose qu'un gouvernement administre une loterie nationale et suggère que ce soit des commissions entièrement indépendantes qui la gèrent.

En 1934, lorsque j'étais ministre dans le cabinet Bennett, à Ottawa, il y avait une loi à l'étude devant la Chambre des communes. Elle était présentée par M. Fraser, député de Cariboo (Colombie canadienne), qui m'avait demandé de la seconder. Ce projet de loi visait à amender le Code criminel, conformément au désir de la province de Québec et de la Colombie canadienne. Mais, pour une multitude de raisons, dont les principales touchent au vieil esprit quaker, la grande majorité des députés fédéraux anglais se sont prononcés contre le bill, qui a été battu. Les chefs de parti ont voté non seulement contre le très honorable R. B. Bennett, qui était premier ministre à l'époque, mais aussi contre MM. King et Woodsworth. La question n'a pas été résolue de façon partisane à Ottawa. Or, l'honorable représentant de Kamouraska-Rivière-du-Loup (l'honorable M. Casgrain) dit que c'est mon chef qui a tué le bill.

L'honorable M. Casgrain (Kamouraska-Rivière-du-Loup): L'honorable député sait que je n'ai jamais dit cela. Mais j'ai dit qu'il était le disciple bien-aimé de son chef.

M. Gagnon (Matane): J'ai été le seconder du bill, qui était destiné à aider le gouvernement libéral de Québec à établir des loteries. J'ai fait un discours assez long.

Je sais que les conclusions de la motion du représentant de Joliette ne sont peut-être pas parfaites. Mais si elles réclament en somme une chose illégale, on pourrait l'amender. C'est en répétant notre demande au fédéral que nous finirons

par obtenir quelque chose. Si la rédaction de la motion déplaît aux députés de la droite, l'opposition est disposée à voter une motion de principe; nous sommes prêts à accepter tout amendement, qui serait rédigé dans des termes plus clairs que voudra suggérer le gouvernement. Il sait que le député de Joliette ne s'objecterait pas.

Nous sommes prêts même à laisser tout le mérite de la chose au Parti libéral et à reconnaître que c'est lui qui a eu l'idée de créer des loteries, de mettre l'enfant au monde. Mais nous voulons que l'enfant vive. Il a toujours été en faveur et il a fait tout son possible pour aider ces projets de loteries importantes qui permettraient de financer l'éducation et les œuvres de charité.

En 1934, l'Assemblée a adopté unanimement un bill présenté par le gouvernement libéral du temps à l'effet d'autoriser les loteries dans la province. Pourquoi tuer la motion puisqu'un bill a été adopté unanimement en 1934? Si l'honorable député de Kamouraska-Rivière-du-Loup veut remplacer la motion en discussion par la motion adoptée en 1934 et si on veut remettre sur le tapis la motion Taschereau, qu'on le fasse et nous l'appuierons. Nous allons l'accepter, pour que la Chambre se prononce en faveur du principe de l'établissement des loteries pour fins éducationnelles et d'assistance publique. Je serai surpris si la majorité de la Chambre n'était pas favorable à la création de loteries pour ces fins.

(Applaudissements à gauche)

Nous voulons profiter de cette occasion pour amener la Chambre à dire qu'elle ne s'oppose pas à l'organisation de loteries. L'honorable ministre des Terres et Forêts (l'honorable M. Côté) était à Ottawa en 1908 et je crois qu'il était favorable à la loi présentée.

L'honorable M. Côté (Bonaventure): L'honorable député de Matane (M. Gagnon) admettra que pas un avocat ne peut reconnaître que les conclusions de la motion sont légales.

L'honorable M. Casgrain (Kamouraska-Rivière-du-Loup): C'est tout ce que j'ai dit.

M. Gagnon (Matane): Je concède cela. Nous pourrions ajourner l'étude de la motion et nous entendre sur une rédaction acceptable à tout le monde.

M. Francœur (Montréal-Mercier): Il est contre les loteries, dit-il. Un bon gouvernement peut

facilement trouver d'autres sources de revenus sans créer des loteries. Il se prononce contre l'idée des loteries comme moyen de recueillir des fonds à des fins éducatives et de bienfaisance.

M. Barrette (Joliette): Je suis prêt à m'entendre sur un texte acceptable à tout le monde. Mais, je dirai que les dispositions suggérées dans ma motion sont les mêmes que celles de la loi pour l'observance du dimanche. Il rappelle que le Parti libéral avait présenté en 1934 une loi permettait d'organiser de telles loteries avec la permission du gouvernement fédéral.

Il offre à son tour d'étudier un amendement, qui satisferait les ministériels. Je demande que l'on se prononce sur le principe de ma motion, dit-il. Pourquoi ne pas nous entendre, ministériels et oppositionnistes, pour rédiger les conclusions de façon à satisfaire tout le monde? Puisque nous sommes unanimes, ou presque, il devrait être facile de s'entendre. Plusieurs pays ont organisé des loteries permanentes et ils s'en trouvent très bien.

La province pourrait facilement trouver, dans une loterie nationale, un revenu de \$2,000,000 par année pour aider les universités et les hôpitaux. Il indique qu'il consent à reformuler sa motion et il dit que tout ce qu'il veut c'est que la Chambre soit en faveur des loteries pour les fins déjà mentionnées et de transmettre l'expression de ce point de vue au fédéral.

Un député ministériel demande le vote.

La motion est mise aux voix, et la Chambre se divise.

Les noms sont appelés et inscrits comme suit:

Pour: MM. Barette, Bourque, Élie, Gagnon (Matane), Labbé, Langlais, Lorrain, Paquette, Pouliot, Sauvé (Beauharnois), Talbot, 11.

Contre: MM. Bastien, Beaulieu (Témiscouata), Bienvenue, Bonvouloir, Bouchard (Québec-Comté), Boucher, Bullock, Caron (Maisonnette), Casgrain (Kamouraska-Rivière-du-Loup), Comeau, Côté, Drouin, Dubreuil, Duffy, Dufour, Dumaine, Dumoulin, Duval, Fillion, Fortin, Francoeur (Lévis), Francoeur (Montréal-Mercier), Frégeau, Gagnon (Frontenac), Gauthier, Girouard, Godbout, Gosselin, Groulx, Guerin, Guibord, Hamel, Hartt, Jodoin, Joyal, Kirkland, Lawn, Marler, Mathewson, O'Connor, Perrier, Plamondon, Rajotte, Sabourin, Thisdel, 45.

Ainsi, la motion est rejetée.

Loi de la canalisation du Saint-Laurent

M. Gagnon (Matane) demande au premier ministre de bien vouloir attendre le retour du député de Trois-Rivières (M. Duplessis) pour discuter de ce projet de loi.

L'honorable M. Godbout (L'Islet) accepte.

Subsides:

Budget des dépenses 1942-1943

L'honorable M. Mathewson (Montréal-Notre-Dame-de-Grâce) propose, selon l'ordre du jour, que M. l'Orateur quitte maintenant le fauteuil.

Adopté. La Chambre se forme de nouveau en comité des subsides.

En comité:

L'honorable M. Mathewson (Montréal-Notre-Dame-de-Grâce) propose: 1. Qu'un crédit suffisant soit ouvert à Sa Majesté pour compléter la somme de douze mille dollars, nécessaire pour couvrir les dépenses prévues à l'article: "Dépenses d'administration" (département des Terres et Forêts), du budget de l'année financière se terminant le 31 mars 1943.

Adopté.

2. Qu'un crédit suffisant soit ouvert à Sa Majesté pour compléter la somme de trente-quatre mille dollars, nécessaire pour couvrir les dépenses prévues à l'article: "Dépenses générales", du budget de l'année financière se terminant le 31 mars 1943.

Adopté.

3. Qu'un crédit suffisant soit ouvert à Sa Majesté pour compléter la somme de cinq cent cinquante-cinq mille dollars, nécessaire pour couvrir les dépenses prévues à l'article: "Protection des forêts", du budget de l'année financière se terminant le 31 mars 1943.

Adopté.

4. Qu'un crédit suffisant soit ouvert à Sa Majesté pour compléter la somme de trente mille dollars, nécessaire pour couvrir les dépenses prévues à l'article: "Extinction des incendies forestiers", du budget de l'année financière se terminant le 31 mars 1943.

Adopté.

5. Qu'un crédit suffisant soit ouvert à Sa Majesté pour compléter la somme de dix mille dollars, nécessaire pour couvrir les dépenses prévues à l'article: "Service d'hydroplanes", du budget de l'année financière se terminant le 31 mars 1943.

Adopté.

6. Qu'un crédit suffisant soit ouvert à Sa Majesté pour compléter la somme de quatre cent mille dollars, nécessaire pour couvrir les dépenses prévues à l'article: "Arpentages", du budget de l'année financière se terminant le 31 mars 1943.

Adopté.

Rapport du comité des subsides:

M. l'Orateur au fauteuil

M. le président fait rapport que le comité a adopté plusieurs résolutions et demande la permission de siéger de nouveau.

Il est résolu que la Chambre, à la prochaine séance, se formera de nouveau en comité des subsides.

Les résolutions du comité sont lues et agréées.

Ajournement

M. l'Orateur prononce l'ajournement.

La séance est levée à 6 heures.

Deuxième séance du 15 avril 1942

Présidence de l'honorable B. Bissonnette

La séance est ouverte à 8 h 30.

Prière.

M. l'Orateur: À l'ordre, Messieurs! Que les portes soient ouvertes!

Projets de loi:

Loi des mécaniciens en tuyauterie

L'honorable M. Rochette (Charlevoix-Saguenay) demande la permission de présenter le

bill 37 modifiant la loi concernant les mécaniciens en tuyauterie.

Le bill fait concorder la date d'expiration des licences avec la fin de l'année financière de la province (le 31 mars) et donne droit d'action pour recouvrer l'horaire payable sur un renouvellement de licence, qui n'a pas été effectué, en outre du recours par poursuite pénale. Le projet de loi prévoit des poursuites civiles.

Adopté. Le bill est lu une première fois.

Loi des électriciens

L'honorable M. Rochette (Charlevoix-Saguenay) demande la permission de présenter le bill 38 modifiant la loi concernant les électriciens et les installations électriques.

Ce projet de loi rend l'inspection annuelle gratuite. Il s'agit de modifier la loi concernant les électriciens et les installations électriques. Dans le bill, l'on retranche de la loi générale les installations de paratonnerres, vu que ces dernières sont régies par une loi particulière.

Dans le bill, l'on porte le délai de prescription de 60 jours à 6 mois. De plus, l'on interdit la recherche du dénonciateur, dans le cas de poursuite.

Adopté. Le bill est lu une première fois.

Jewish Hospital of Hope

Conformément à l'ordre du jour, la Chambre se forme de nouveau en comité plénier pour étudier le bill 111 constituant en corporation Jewish Hospital of Hope⁸.

En comité:

Présidence de M. Bienvenue (Bellechasse)

M. Gagnon (Matane) pose une question.

L'honorable M. Drouin (Québec-Est)⁹ : Aucune des clauses n'a été changée, sauf une où un terme a été modifié.

Le comité étudie l'article 4 qui se lit comme suit:

"4. Les fins et buts pour lesquels la corporation est créée par la présente loi sont:

"a) L'exploitation, l'aménagement et l'entretien d'un hôpital pour les incurables et/ou les personnes souffrant de toute autre maladie qui pourrait être déterminée par les règlements de ladite corporation; l'accomplissement et la pratique de ce qui est en usage dans un hôpital de ce genre;

"b) L'admission et le soin des personnes, sous telles restrictions et conditions de paiement qui pourront être établies et prescrites à l'avenir par les règlements de ladite corporation;

"c) L'admission et le soin de tels malades à titre de patients pauvres sous telles restrictions et réglementations qui pourront être établies par lesdits règlements;

"d) L'avancement de la science médicale et chirurgicale, l'établissement et le développement de laboratoires pour cliniques, expériences et recherches scientifiques; l'entente dans ce but avec toute autre corporation; la pratique de la dissection sur les cadavres pour la formation professionnelle des médecins et des chirurgiens sous réserve de l'article 1 et suivants du chapitre 265 des Statuts refondus, 1941 concernant l'anatomie;

"e) L'établissement, l'acquisition et l'exploitation de sanatoriums pour le traitement de la tuberculose ou autres maladies, de maisons pour convalescents, de résidences pour gardes-malades et d'œuvres de même nature."

Un député de l'opposition fait remarquer que cette loi semble donner des pouvoirs discrétionnaires aux autorités de l'hôpital, pouvoirs que d'autres hôpitaux ne possèdent pas.

M. Gagnon (Matane) fait remarquer qu'il ne veut pas qu'on interprète ses remarques comme hostiles à une minorité. Nous voulons accorder aux requérants les mêmes privilèges qu'au reste de la population, ni plus, ni moins, dit-il.

L'honorable M. Godbout (L'Islet) explique qu'on s'était rendu compte, en étudiant de nouveau le bill, qu'on n'accordait aucun privilège spécial au Jewish Hospital of Hope et qu'on lui octroyait le même traitement qu'aux autres institutions du même genre.

Le droit de faire de la dissection existe pour tous et il n'est pas réservé aux seules universités.

L'article 4 est adopté.

Les articles 5 à 9 sont adoptés.

Le comité étudie l'article 10 qui se lit comme suit:

"10. La corporation pourra acquérir tout hôpital ou tous hôpitaux, établissements pour les incurables, sanatoriums pour le traitement de la tuberculose ou autres maladies, maisons de convalescents ou autres établissements de même nature; avec tous ces établissements, elle pourra aussi se fusionner ou s'associer."

M. Paquette (Labelle): Si c'est un hôpital général que l'on veut construire, pourquoi demander tous ces privilèges? Et, si l'on ne veut pas construire d'hôpital, pourquoi le projet de loi? Il s'oppose à cette clause autorisant les autorités de l'hôpital à acquérir ou organiser d'autres établissements connexes, sous prétexte qu'une loi ne peut conférer qu'un seul droit à la fois. Quand on demande le droit de bâtir un cinéma, on n'obtient pas du coup celui de construire un chemin de fer.

L'article 10 est adopté.

L'article 11 est adopté.

Le comité étudie l'article 12 qui se lit comme suit:

"12. Le bureau principal de la corporation sera dans le district de Montréal."

M. Gagnon (Matane): Pourquoi ne pas dire où, dans le district de Montréal? A-t-on quelque chose à cacher?

L'article 12 est adopté.

Les articles 13 à 15, ainsi que le préambule, sont adoptés.

Rapport du comité plénier:

M. l'Orateur au fauteuil

M. le président fait rapport que le comité a adopté le bill 111 sans l'amender.

M. Hartt (Montréal-Saint-Louis) propose que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Adopté après division.

Il est ordonné que le greffier porte ce bill au Conseil législatif et prie les honorables conseillers de l'adopter.

Propagation de la foi

M. Morin (Québec-Centre) propose, selon l'ordre du jour, que cette Chambre se forme en comité plénier pour étudier le bill 151 modifiant la loi constituant en corporation l'Oeuvre de la propagation de la foi de Québec.

Adopté. M. l'Orateur quitte le fauteuil.

Le comité étudie le bill article par article et le président fait rapport que le comité a adopté le bill 151 sans l'amender.

M. Morin (Québec-Centre) propose que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Adopté.

Il est ordonné que le greffier porte ce bill au Conseil législatif et prie les honorables conseillers de l'adopter.

Charte de Sherbrooke

M. Bourque (Sherbrooke) propose, selon l'ordre du jour, que cette Chambre se forme en comité plénier pour étudier le bill 115 modifiant la charte de la cité de Sherbrooke.

Adopté. M. l'Orateur quitte le fauteuil.

Le comité étudie le bill article par article et le président fait rapport que le comité a adopté le bill 115 après l'avoir amendé. Le bill amendé est lu et agréé.

M. Bourque (Sherbrooke) propose que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Adopté.

Il est ordonné que le greffier porte ce bill au Conseil législatif et prie les honorables conseillers de l'adopter.

Centrale de Chicoutimi

M. Talbot (Chicoutimi) propose, selon l'ordre du jour, que cette Chambre se forme en comité plénier pour étudier le bill 136 concernant la Centrale de Chicoutimi.

Adopté. M. l'Orateur quitte le fauteuil.

Le comité étudie le bill article par article et le président fait rapport que le comité a adopté le bill 136 sans l'amender.

M. Talbot (Chicoutimi) propose que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Adopté.

Il est ordonné que le greffier porte ce bill au Conseil législatif et prie les honorables conseillers de l'adopter.

Corporation des agronomes

M. Potvin (Roberval) propose, selon l'ordre du jour, que cette Chambre se forme en comité plénier pour étudier le bill 177 constituant la Corporation des agronomes de la province de Québec.

Adopté. M. l'Orateur quitte le fauteuil.

Le comité étudie le bill article par article et le président fait rapport que le comité a adopté le bill 177 sans l'amender.

M. Potvin (Roberval) propose que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Adopté.

Il est ordonné que le greffier porte ce bill au Conseil législatif et prie les honorables conseillers de l'adopter¹⁰.

Subsides:

Budget des dépenses 1942-1943

L'honorable M. Mathewson (Montréal-Notre-Dame-de-Grâce) propose, selon l'ordre du jour, que M. l'Orateur quitte maintenant le fauteuil.

Adopté. La Chambre se forme de nouveau en comité des subsides.

En comité:

L'honorable M. Mathewson (Montréal-Notre-Dame-de-Grâce) propose: 1. Qu'un crédit suffisant soit ouvert à Sa Majesté pour compléter la somme de cinq cent quatre-vingt-dix dollars, nécessaire pour couvrir les dépenses prévues à l'article: "Service forestier" (département des Terres et Forêts), du budget de l'année financière se terminant le 31 mars 1943.

M. Paquette (Labelle): Le service de protection forestière est inexistant. On ne s'occupe pas du nettoyage de la forêt, du déblaiement des déchets

provenant de l'exploitation de la forêt. Or, ces déchets constituent le pire danger d'incendie et de maladies parasitaires pour nos bois.

Lorsqu'on voyage en Europe, on peut se rendre compte comment la forêt européenne est tenue en excellent ordre. Elle est propre et bien nettoyée et, cependant, les industriels forestiers peuvent concurrencer facilement les nôtres.

On devrait procéder au nettoyage complet de nos forêts et obliger les compagnies à faire disparaître les têtes d'arbres, qui sont des foyers de propagation de la maladie des arbres et un danger constant comme source d'incendies. Tout cela encombre nos forêts. En Gaspésie par exemple, il a été ainsi perdu des millions d'arbres.

L'honorable M. Côté (Bonaventure): L'on étudie le problème depuis longtemps et des expériences ont été faites au cours de l'année. Mais jusqu'ici le principal obstacle au nettoyage de la forêt en ce moment est son coût prohibitif. Il a fait préparer un rapport par des experts de son département et du département de la Colonisation à ce propos. Il donne au député de Labelle (M. Paquette) l'assurance, que si les experts, qui étudient la question, suggèrent un remède applicable, pas trop onéreux, celui-ci sera utilisé cette année même. Il fera entreprendre le nettoyage de débris accumulés en forêt pour faire disparaître les plus grands dangers d'incendies pendant la saison des incendies et les causes de maladies parasitaires.

De nouveaux efforts pour réduire les pertes directement imputables à des incendies et pour promouvoir la santé des forêts de la province seront faits avec la coopération des travailleurs forestiers et de l'administration pour démarrer le programme du ministère des Terres et Forêts.

Il explique le grand projet, qu'il compte mettre à exécution dès cette année. Un nouveau système de protection sera présenté d'ici quelques mois. La province sera divisée en régions forestières, tout comme il y a déjà des régions agronomiques. Chaque district forestier aura à sa tête un ingénieur forestier, qui sera responsable des ressources forestières des districts désignés.

Il aura pour mission de vulgariser les méthodes de sylviculture et de collaborer avec la firme d'ingénieurs dans le travail de protection. J'espère que ces ingénieurs seront accueillis cordialement partout comme des amis, n'ayant d'autre but que celui de protéger la forêt, pour que le cultivateur, ou tout autre exploitant, en retire des revenus additionnels.

On fera en somme le classement de nos forêts et ce travail sera synchronisé avec une campagne d'éducation. Il s'agit de faire comprendre aux gens que la forêt est un bien, une richesse, tout comme les mines et la terre productive. Dans le programme éducatif, il dit espérer obtenir la coopération du clergé dans l'enseignement à la population de la province à l'effet que les arbres sont un facteur vital et que tous les moyens doivent être pris pour les protéger. J'espère que le public nous accordera sa généreuse collaboration pour assurer la conservation de la forêt.

M. Paquette (Labelle): Au cours des 25 dernières années, tous les gouvernements, y compris celui du parti de l'Union nationale, ont promis que ce sera fait, mais leurs promesses n'ont jamais été respectées. Il dit espérer que le ministre des Terres et Forêts (l'honorable M. Côté) est sincère lorsqu'il promet que l'année prochaine, il sera en position de faire part des progrès.

M. Gagnon (Matane) signale l'urgence et la nécessité qu'il y a de prendre des mesures rigoureuses et efficaces pour la protection de nos forêts. Si l'on ne met pas de frein à la convoitise de certains marchands de bois, nos forêts seront bientôt ruinées. C'est surtout vrai, dit-il, pour la rive sud du Saint-Laurent. Il y a là un problème très grave, qui devrait être étudié en dehors de toute considération partisane.

Le gouvernement devrait même convoquer un grand congrès provincial de protection forestière pour intéresser les éducateurs, les membres du clergé et toutes les classes de la société à ce problème, et éveiller leur opinion à la nécessité de sauvegarder ce précieux patrimoine qu'est notre forêt. On y inviterait tous ceux qui peuvent apporter des suggestions pratiques.

La résolution est adoptée.

L'honorable M. Mathewson (Montréal-Notre-Dame-de-Grâce) propose: 2. Qu'un crédit suffisant soit ouvert à Sa Majesté pour compléter la somme de trente-cinq mille dollars, nécessaire pour couvrir les dépenses prévues à l'article: "Pépinière de Berthier (entretien)", du budget de l'année financière se terminant le 31 mars 1943.

Adopté.

3. Qu'un crédit suffisant soit ouvert à Sa Majesté pour compléter la somme de vingt mille dollars, nécessaire pour couvrir les dépenses prévues

à l'article: "École des gardes forestiers (maintien en entretien)", du budget de l'année financière se terminant le 31 mars 1943.

Adopté.

4. Qu'un crédit suffisant soit ouvert à Sa Majesté pour compléter la somme de vingt mille dollars, nécessaire pour couvrir les dépenses prévues à l'article: "Stations et laboratoires de recherches forestières (entretien)", du budget de l'année financière se terminant le 31 mars 1943.

Adopté.

5. Qu'un crédit suffisant soit ouvert à Sa Majesté pour compléter la somme de vingt-huit mille dollars, nécessaire pour couvrir les dépenses prévues à l'article: "Entomologie", du budget de l'année financière se terminant le 31 mars 1943.

Adopté.

6. Qu'un crédit suffisant soit ouvert à Sa Majesté pour compléter la somme de quatre-vingt mille dollars, nécessaire pour couvrir les dépenses prévues à l'article: "Reboisement", du budget de l'année financière se terminant le 31 mars 1943.

Adopté.

7. Qu'un crédit suffisant soit ouvert à Sa Majesté pour compléter la somme de trente-cinq mille cinq cents dollars, nécessaire pour couvrir les dépenses prévues à l'article: "Service d'enregistrement (cadastre)", du budget de l'année financière se terminant le 31 mars 1943.

Adopté.

8. Qu'un crédit suffisant soit ouvert à Sa Majesté pour compléter la somme de trois cents dollars, nécessaire pour couvrir les dépenses prévues à l'article: "La Société de géographie du Québec", du budget de l'année financière se terminant le 31 mars 1943.

Adopté.

9. Qu'un crédit suffisant soit ouvert à Sa Majesté pour compléter la somme de cinq mille huit cents dollars, nécessaire pour couvrir les dépenses prévues à l'article: "Service hydraulique", du budget de l'année financière se terminant le 31 mars 1943.

Adopté.

10. Qu'un crédit suffisant soit ouvert à Sa Majesté pour compléter la somme de dix mille dollars, nécessaire pour couvrir les dépenses prévues à l'article: "Bourses d'études forestières", du budget de l'année financière se terminant le 31 mars 1943.

Adopté.

11. Qu'un crédit suffisant soit ouvert à Sa Majesté pour compléter la somme de deux cent mille dollars, nécessaire pour couvrir les dépenses prévues à l'article: "Commission des eaux courantes de

Québec", du budget de l'année financière se terminant le 31 mars 1943.

Adopté.

12. Qu'un crédit suffisant soit ouvert à Sa Majesté pour compléter la somme de vingt mille dollars, nécessaire pour couvrir les dépenses prévues à l'article: "École d'enseignement forestier et d'arpentage", du budget de l'année financière se terminant le 31 mars 1943.

Adopté.

Rapport du comité des subsides:

M. l'Orateur au fauteuil

M. le président fait rapport que le comité a adopté plusieurs résolutions et demande la permission de siéger de nouveau.

Il est résolu que la Chambre, à la prochaine séance, se formera de nouveau en comité des subsides.

Les résolutions du comité sont lues et agréées.

Questions et réponses:

Service d'aide à la jeunesse

M. Chaloult (Lotbinière): En se basant sur les demandes reçues aux bureaux de Montréal et de Québec de Service d'aide à la jeunesse, combien de candidats avaient atteint les années de scolarité suivantes:

- 4ième?
- 5ième?
- 6ième?
- 7ième?
- 8ième?

L'honorable M. Perrier (Terrebonne):

	Bureau		
	Québec	Montréal	Total
4ième	490	1,612	2,102
5ième	821	2,632	3,453
6ième	1,523	4,547	6,070
7ième	1,247	4,499	5,746
8ième	<u>984</u>	<u>4,881</u>	<u>5,865</u>
	5,065	18,171	23,236

Ajournement

M. l'Orateur prononce l'ajournement.

La séance est levée à 11 heures.

NOTES

1. Le journal *Le Soleil* du 16 avril 1942, à la page 5, utilise une forme interrogative pour ce passage: "Pourquoi ne pas faire arpenter immédiatement de nouveaux cantons? Pourquoi ne pas dresser un plan défini d'établissement afin d'être prêt quand l'heure sera venue?"

2. Si le journal *Le Soleil* du 16 avril 1942, à la page 5, propose un montant entre \$40 et \$60 l'acre pour le défrichement traditionnel, *L'Événement-Journal* du 16 avril 1942, à la page 4, quant à lui, indique un montant entre \$40 et \$50 l'acre.

3. À ce moment, le représentant de L'Islet (l'honorable M. Godbout) se dirige vers le représentant de Témiscouata (M. Beaulieu) pour le féliciter de son discours, selon *Le Canada* du 16 avril 1942, à la page 12.

4. Selon tous les journaux, sauf *Le Canada* du 16 avril 1942, à la page 5, qui écrit que le puits creusé avait une profondeur de 5,495 pieds.

5. Selon tous les journaux, sauf *La Patrie* du 16 avril 1942, à la page 6, qui mentionne qu'il n'y a pas assez d'huile au Canada.

6. Selon tous les journaux, sauf *Le Soleil* du 16 avril 1942, à la page 9, qui confond le représentant de Gaspé-Sud (M. Pouliot) avec le représentant de Matane (M. Gagnon).

7. Selon tous les journaux, sauf *The Gazette* du 16 avril 1942, à la page 10, qui dit que le gouvernement a conclu un contrat en 1941 avec la compagnie Impérial Oil.

8. De tous les bills privés de cette séance, seul, le bill 111 constituant en corporation Jewish Hospital

of Hope a soulevé une longue discussion, selon *Le Devoir* du 16 avril 1942, à la page 3.

9. C'est le ministre des Affaires municipales, de l'Industrie et du Commerce (l'honorable M. Drouin) qui pilote le bill 111 constituant en corporation Jewish Hospital of Hope, selon *L'Action catholique* du 16 avril 1942, à la page 19.

10. La Chambre adopte le bill 177 constituant la Corporation des agronomes de la province de Québec sans discussion et en quelques minutes, selon *Le Soleil* du 16 avril 1942, à la page 3.

Première séance du jeudi 16 avril 1942

Présidence de l'honorable B. Bissonnette

La séance est ouverte à 3 heures.

Prière.

M. l'Orateur: À l'ordre, Messieurs! Que les portes soient ouvertes!

Rapport du comité plénier:

M. Dumoulin (Montmorency): J'ai l'honneur de présenter à la Chambre le treizième rapport du comité permanent des bills privés en général.

Le comité fait rapport que les promoteurs du bill 116, pour inclure la corporation du village de la municipalité de Saint-Jean de Boischatel dans le territoire assujéti à la taxe de vente de la cité de Québec et du bill 122, pour inclure la corporation du village de la municipalité de l'Ange-Gardié dans le territoire assujéti à la taxe de vente de la cité de Québec, ont demandé la permission de retirer leurs bills et que le comité recommande à votre honorable Chambre d'accéder à leur demande.

Votre comité recommande aussi de prolonger au 1^{er} mai prochain, inclusivement, les délais relatifs à la réception des rapports sur bills privés, et de dispenser du paiement des droits additionnels prescrits par le paragraphe 1 de l'article 653 du Règlement, les promoteurs des bills privés qui profiteront de la prolongation de ces délais.

Le rapport est adopté.

M. Delagrave (Québec-Ouest): J'ai l'honneur de présenter à la Chambre le dixième rapport du comité permanent des règlements. Voici le rapport:

Votre comité recommande de prolonger au 1^{er} mai prochain, inclusivement, les délais relatifs à la réception des rapports sur bills privés et de dispenser du paiement des droits additionnels prescrits par le paragraphe 1 de l'article 653 du Règlement, les promoteurs des bills privés qui profiteront de la prolongation de ces délais.

Le rapport est adopté.

Questions et réponses:

Impôt sur
les corporations

M. Beaulieu (Saint-Jean-Napierville): Relativement à la loi de l'impôt sur les corporations (chapitre 17, 4 George VI)

a) Combien le gouvernement de la province de Québec a-t-il retiré depuis le 22 juin 1940 inclusivement jusqu'au 10 mars 1942 inclusivement?

b) Combien est-il dû au gouvernement de Québec à ce sujet?

L'honorable M. Mathewson (Montréal-Notre-Dame-de-Grâce): a) L'information demandée ne peut être fournie parce que la détermination de taxes dues par les corporations a été faite d'après la loi telle qu'amendée et ne montre pas le montant des taxes perçu d'après l'amendement seulement.

b) Même réponse.

Revenus
des ponts à péage

M. Caron (Hull): 1. Quelle somme ont rapporté les ponts à péage:

a) au cours de l'année financière 1940-1941?

b) au cours de l'année financière en cours?

2. Quel en fut le coût d'administration pour chacune de ces périodes?

3. Quelle somme a rapporté la taxe de vente pendant l'année financière 1940-1941:

a) Dans toute la province?

b) Dans la ville de Hull?

Et pendant l'année financière en cours:

a) Dans toute la province?

b) Dans la ville de Hull?

4. Quel en fut le coût d'administration pour chacune de ces périodes:

a) Dans toute la province?

b) Dans la ville de Hull?

L'honorable M. Mathewson (Montréal-Notre-Dame-de-Grâce):

1. a) \$1,049,559.49; b) \$1,427,206.16.

2. a) \$137,732.00; b) \$177,441.92.

(Chiffres fournis par le ministère des Travaux publics).

3. a) \$6,457,905.29;

b) Cette somme est confondue dans a) et impossible à déterminer telle que demandée.

Re: année en cours (1941-1942):

a) \$11,999,899.12; b) Cette somme est confondue dans a) et impossible à déterminer telle que demandée.

4. a) 1940-1941: \$200,939.62;

(Inclut salaires payés sur item service civil ainsi que ce que payé par le département des achats, mais n'inclut pas les loyers, ameublement et entretien de bureaux, payés et compilés en bloc par le département des Travaux publics pour le bureau du revenu.)

1941-1942: Montant impossible à déterminer avant la fermeture des livres pour l'année fiscale.

b) 1940-1941: Confondu dans a) et impossible à déterminer;

1941-1942: Impossible à déterminer.

Projets de loi:

École normale McGill

L'honorable M. Perrier (Terrebonne) propose, selon l'ordre du jour, que le bill 35 ratifiant une convention entre Sa Majesté et l'Institution royale pour l'avancement des sciences, concernant l'école normale McGill, soit maintenant lu une deuxième fois.

La loi a pour objet de ratifier un renouvellement d'accord entre Sa Majesté, représentée par le secrétaire de la province et l'Institut royal, représenté par M. Cyril James, principal de l'Université McGill pour l'avancement des sciences, concernant l'école normale McGill.

Le principal objet du bill et de cette entente, est de porter à l'avenir de \$25,000 par année à \$45,000, l'octroi payé depuis 1907 à l'école de Sainte-Anne-de-Bellevue pour l'établissement et le maintien d'une école de formation d'instituteurs pour l'enseignement dans les écoles soumises à l'autorité du comité protestant du Conseil de l'instruction publique. De plus, le choix des membres du comité de formation des instituteurs est modifié. Il aura pour président le principal de l'Université McGill.

M. Gagnon (Matane): Nous sommes heureux de seconder la mesure de l'honorable secrétaire de la province et de constater que l'Université McGill va recevoir un octroi plus substantiel, comme l'Université de Montréal. Mais,

la loi contient un article qui a trait au choix des membres du comité de formation des instituteurs. Pouvons-nous avoir quelques explications?

L'honorable M. Perrier (Terrebonne): La nomination des professeurs de cette école sera faite par les fidéicommissaires, qui auront aussi le pouvoir de les démettre. L'instruction et l'enseignement pédagogique dans ladite école se feront sous la direction d'un comité, qui sera appelé: "Le Comité de formation des instituteurs". Ce bureau de direction de l'école se composera de huit membres, dont quatre personnes nommées par le comité protestant du Conseil de l'instruction publique, du directeur de l'enseignement protestant dans la province, du principal de l'Université McGill, qui sera *ex officio* président du comité, et deux autres personnes nommées par les gouverneurs de l'Université McGill. Ces personnes ainsi nommées resteront en fonctions pendant un terme de trois ans et seront rééligibles.

M. Gagnon (Matane): Si la loi convient aux gouverneurs de McGill, il est naturel que nous l'acceptons.

Adopté. Le bill est lu une deuxième fois et renvoyé à un comité plénier de la Chambre.

L'honorable M. Perrier (Terrebonne) propose que cette Chambre se forme immédiatement en comité.

Adopté. M. l'Orateur quitte le fauteuil.

Le comité étudie le bill article par article et le président fait rapport que le comité a adopté le bill 35 sans l'amender.

L'honorable M. Perrier (Terrebonne) propose que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Adopté.

Il est ordonné que le greffier porte le bill au Conseil législatif et prie les honorables conseillers de l'adopter.

Questions et réponses:

Société des Artisans canadiens-français

M. Langlais (Îles-de-la-Madeleine): Quels ont été, depuis le 1^{er} janvier 1935 jusqu'au 1^{er} mars 1942:

a) Les membres de la Convention générale de la Société des Artisans canadiens-français?

b) Les membres du Conseil exécutif de la Société des Artisans canadiens-français?

c) Les membres du Conseil général de la Société des Artisans canadiens-français?

L'honorable M. Mathewson (Montréal-Notre-Dame-de-Grâce): Je suis informé que: a) 1. Les personnes dont les noms suivent étaient membres de la Convention générale, du mois d'août 1934 au mois d'août 1938:

MM. Rodolphe Bédard
T. Brassard
Dr. N. Cloutier
Renaldo Guilmette
J.-E.-C. Daoust
Dr. Elz. Hurtubise
Euc. Desjarlais
Dr. J.-D. Gauthier
Rémi Lachance
Eugène Chartier
J.-S. Mathieu
J.-Eug. Bélanger
J.-A. Bélec
C.-M. Léger
Dr. Arthur Leclerc
G.-E. Ladouceur
Zénon Barrette
Honorable G. Lacasse
Agésilas Kirouac
Art.-E. Dupuis
Alfred Lambert
J.-V. Désaulniers
L.-J. Gauthier
Louis Desrosiers
Mme J.-C. Ducharme
M. Dr. J.-M.-A. Valois
Mme Raoul Julien
MM. A.-A. Gagnier
Arthur Lemay
J.-Victor Laurin
J.-Alex. Thérien
Henri Leblanc
W. Smith
J.-T. Béliveau
P.-A. Séguin, M. P.
Émile Dompierre
L.-J.-A. Ménard
L.-O. Perrier
J.-O. Genest
Sigefroid Marin

MM. René Paré
Dr. Jos. Dion
J.-Art. Gouin
J.-A. Plourde
D.-J. Marsan
Eugène Bluteau
Mme Jos. Trépanier
MM. Ernest Lacombe
Georges Paradis
J.-E. Chevrier
Jean-Paul Chiasson
Dr. Geo.-R. Deveau
Mme Berthe Lavoie
MM. Émile Bouffard
Henri Gauthier
Antonio Fontaine
Jos.-L. Poulin
Alfred Bazin
H.-P. Ravenelle
Alp.-J. Houde
Pierre Leblanc
Ludger Dionne
Oscar Fafard
Ovila Forcier
Antonio-N. Roy
N.-A. Chevalier
Mme Marie-A. Duguay
MM. L.-A. Leclerc
Col. Raoul-R. Pellerin

a) 2. Les personnes dont les noms suivent étaient membres de la Convention générale, du mois d'août 1938 au 1^{er} mars 1942:

MM. Rodolphe Bédard
Télesphore Brassard, N. P.
Arthur Leclerc, M. D.
Mlle Hélène Bélanger
MM. Amédée Côté
Philippe Belzile
Sylvio Proulx
Euclide Desjarlais
J.-D. Gauthier, M. D.
J.-Sylvio Mathieu
J.-Eugène Bélanger
J.-Alexandre Thérien
J.-M.-A. Valois
Louis Desrosiers
Eugène St-Jean
C.-M. Léger
Zénon-D. Barrette
Hon. Gustave Lacasse, M. D.
Agésilas Kirouac

MM. Arthur-E. Dupuis
René Paré
J.-A. Plourde, N. P.
J.-V. Désaulniers
C.-A. Vallerand
J.-Eugène Lefrançois
Henri Gratton
Mme J.-Sylvio Mathieu
MM. Paul Bossé
F. Surprenant
J.-B.-G. Beauchamp
Louis Jutras
Edwin Desrosiers
Mmes Art. Piquette
Louis Lauzier
MM. Renaldo Guilmette
Elzéar Hurtubise, M. D.
J.-E. Champoux
L.-O. Perrier
Léopold Giroux
J.-Arthur Dorion
Dollard Robitaille
Mlle Mathilda St-Laurent
MM. C.-Alphonse Beaulieu
Auguste Scott
X. Lamoureux
Rosario Séguin
A.-F. Haché
Mme Ida Lussier
MM. Albert Dubois
Rosario Lavoie
Odias Dufresne
Mme Alice Leblanc
MM. J.-Ovide Letarte
Amable St-Pierre
Oliva Bergeron
Oscar Fafard
Wilfrid Beaulieu
Odias Émond
Mme H.-P. Ravenelle
MM. Jesse-J. Laperrière
W. Arsenault
F.-X. Trinque
Philippe Sicotte
Joseph Rondeau
Édouard Mandeville, Jr
Albert Hamel, M. D.
Charles Demers, M. D.
Elphège-E. Fréchette
Armand Patry
L'abbé J. Dalpé
Camille Ducharme
Zéphirin Vincent

b) Les personnes dont les noms suivent étaient membres du Conseil exécutif, du 1^{er} janvier 1935 au 1^{er} mars 1942, à moins d'indications contraires:

MM. Lt-col. Rodolphe
Bédard..... Démission, 12 janv. 1942
J.-A. Bélec..... Démission, 17 mars 1936
J.-Eug. Bélanger
Télesphore Brassard . Démission, 12 janv. 1942
Euclide Desjarlais..... Démission, août 1938
Louis Desrosiers..... Démission, 30 avril 1940
J.-D. Gauthier, M. D.
Elzéar Hurtubise,
M. D.
J.-Sylvio Mathieu
Lionel Patoine, Nomination, 30 déc. 1940
M. D.
Eugène St-Jean Nomination, 17 mars 1936
J.-F. Surprenant Nomination, août 1938
J.-Alexandre
Therrien..... Démission, 12 mai 1939
C.-A. Vallerand Nomination, août 1938
J.-M.-A. Valois, Démission, août 1938
M. D.
René Paré..... Nomination, 12 janv. 1942

c) Les personnes dont les noms suivent étaient membres du Conseil général, du 1^{er} janvier 1935 au 1^{er} mars 1942, à moins d'indications contraires:

MM. Lt-col. Rodolphe
Bédard..... Démission, 12 janv. 1942
J.-Eug. Bélanger
J.-A. Bélec..... Démission, 17 mars 1936
Télesphore Brassard . Démission, 12 janv. 1942
N. Cloutier, M. D. Décédé, 4 avril 1936
Euclide Desjarlais..... Démission, août 1938
Fernand Despins..... Nomination, août 1938
Louis Desrosiers..... Démission, 30 avril 1940
Arthur-E. Dupuis.....
P.-V. Erard..... Nomination, 2 déc. 1929
Z.-D. Barrette
J.-D. Gauthier, M. D.
Renaldo Guilmette.... Décédé, 13 sept. 1939
Elzéar Hurtubise,
M. D.
Agésilas Kirouac
Gustave Lacasse,
M. D.
Arthur Leclerc,
M. D.
C.-M. Léger..... Démission, août 1938
J.-Sylvio Mathieu
René Paré.....
Lionel Patoine,
M. D. Nomination, 30 déc. 1940

MM. Hector Perrier,	
C. R.	Nomination, 21 mai 1940 et démission, 22 oct. 1940
J.-A. Plourde, N. P.	Nomination, 6 juin 1936
Eugène St-Jean.....	Nomination, 17 mars 1936
J.-F. Surprenant.....	Nomination, août 1938
J.-A. Therrien.....	Démission, 12 mai 1939
C.-A. Vallerand.....	Nomination, août 1938
J.-M.-A. Valois,	
M. D.	Démission, août 1938

Achat de pneus par le gouvernement

M. Sauvé (Beauharnois): Le gouvernement de la province a-t-il acheté des pneus depuis le 1^{er} janvier 1940 au 17 mars 1942? Dans l'affirmative, de quelles personnes, sociétés, compagnies ou corporations, et pour quel montant?

L'honorable M. Mathewson (Montréal-Notre-Dame-de-Grâce): Oui, pour un total de \$161,441.05, comme suit:

Automotive Equipment Co., Québec.....	\$3,009.35
Automobiles, Inc., Québec.....	198.93
Auto Supply & Tire, Reg'd., Montréal	411.84
Ballard, Henri, Roxton Pond.....	443.94
Beaubien, Aurélien, Québec.....	182.40
Beaulieu, A.-M., Lévis.....	150.04
Bédard, J.-F., Québec.....	2,067.17
Bélanger, J.-W., Waterloo.....	450.77
Belzile, C.-E., Lévis.....	764.98
Bentley's Cycles & Sports, Montréal.....	563.95
Bernier, Antoine, Québec.....	924.00
Berthel, J.-D., Buckingham.....	2,402.71
Blais, Gédéon, Lac Mégantic.....	492.92
Boivin, Alex.-A., Québec.....	887.12
Boucher, Jules, Québec.....	716.35
Boucher, Romuald, Beauceville.....	19.17
Boucher & Pigeon, Enr., Québec.....	1,764.39
Bourgeois, Sam, Saint-Hyacinthe.....	187.44
Breton, J.-E., Saint-Charles.....	424.72
Brisebois, Jean, Mont-Laurier.....	798.33
Canadian Tire & Repairs, Québec.....	5,145.10
City Tire Shop, Reg'd., Montréal.....	5,366.11
Clermont Motors, Ltd., Montréal.....	365.90
Cliché Auto, Ltée., J.-L., Valley Jonction...	295.04
Cloutier, Valère, Beauceville.....	1,105.68
Coffin, A.-M., Gaspé.....	872.82
Côté, Lucien, Victoriaville.....	115.17
Côté Sporting Goods, Nap., Québec.....	6,975.80
Côté & Dubois, Charny.....	182.40
Dawson Auto Parts, Sherbrooke.....	1,005.07
Delisle Auto Acc., Ltée., Trois-Rivières.....	461.92
Delisle Auto, Ltée., Rouyn.....	2,944.53

Depeyre, Louis, Québec.....	\$ 263.93
Dionne Auto, Rimouski.....	42.60
Dominion Rubber, Montréal.....	171.84
Dominion Rubber, Québec.....	860.87
Dorval & Fils, F.-X., Amos.....	6,590.40
Dubé, J.-A., Matapédia.....	670.71
Dubois & Côté.....	83.58
Dubois Service Station, Sherbrooke.....	951.94
Duguay, J.-V., La Malbaie.....	157.58
Dupré, Arthur, Belœil.....	972.23
Équipement Universel, Ltée., Québec.....	2,496.74
Gagné, Camille, Québec.....	527.16
Gagné, Joseph, Bagotville.....	19.89
Duval Motors, Ltd., Montréal.....	1,362.22
Garage Ashley, Cookshire.....	14.90
Garage Auger, Saint-Donat.....	8.94
Garage Baie Saint-Paul, Baie Saint-Paul....	67.30
Garage Belzile, L'Islet.....	592.97
Garage Central, Rivière-du-Loup.....	53.90
Garage Central, Enr., Baie Saint-Paul.....	3.45
Garage Central, New Carlisle.....	283.96
Garage Central, Saint-Joseph d'Alma.....	970.41
Garage Charbonneau, Sainte-Rose-de- Laval.....	184.72
Garage Cormier, Marbleton.....	83.35
Garage Deschambault, Deschambault.....	1,221.12
Garage L.-C. Després, Déniau.....	4.00
Garage A. Gagnon, Saint-Épiphanie.....	2.85
Garage Gagné, Cookville.....	14.47
Garage Gauthier, Guigues.....	6.63
Garage Jos. Houle, Plessisville.....	1,079.08
Garage C. Lebrun, Montréal.....	7.35
Garage Maria, Maria.....	175.73
Garage Madore, Enr., Rimouski.....	7.85
Garage Murray-Bay; Enr., Murray Bay.....	949.37
Garage Milot, Trois-Rivières.....	40.10
Garage Morin, Saint-Georges (Beauce).....	33.60
Garage Ouellet, Montréal.....	53.88
Garage Saint-Roch, Québec.....	310.24
Garage Sasseville, Rimouski.....	5.26
Garage Viger, Ltée., Montréal.....	2,987.46
Garant Service, Enr., Gustave, Québec.....	2,427.96
Gaspé Motor Sales, Gaspé.....	54.06
Gaspé Service Station, Gaspé.....	162.15
Gaudet, R., Trois-Rivières.....	1,398.44
Gauthier-Quenneville, Enr., Chicoutimi....	60.30
General Auto Supply, Québec.....	2,737.20
General Equipement, Reg'd., Québec.....	71.07
Généreux Motors, Ltd., Montréal.....	96.24
Giasson Auto, L'Islet.....	645.42
Girard, Henri, Sherbrooke.....	889.38
Goodyear Tire & Rubber Co., Québec.....	698.42
Gravel & Fils, Ltée., L., Montréal.....	6,096.97
Grégoire, Donat, Victoriaville.....	1,309.19
Grenier, Armand, Grand'Mère.....	93.60
Grenier, W., Québec.....	15.00
Hadden W. J., Québec.....	17.90
Hamelin & Frère, Montréal.....	1,615.10

Hodge Auto Parts, Sherbrooke	\$ 562.50	St-Jean Auto Parts, Saint-Jean	197.27
Imperial Oil, Ltd., Nicolet	88.53	Taylor Hardware Company, Montréal	83.89
Jean, Maurice, Québec	4,509.44	Théberge, A., Rivière Bleue	\$ 4.12
Joanis & Fils, M., Maniwaki	70.67	Thibault, François, Matane	73.02
Labrie & Frère, Saint-Charles	280.71	Thibault, R., Rivière-du-Loup	188.24
Landry, J.-A., Mont-Joli	808.26	Tougas Auto, Ltée, Saint-Jean	415.17
Langlois, J.-Léo, Québec	8,573.50	Trudeau, Alcide, Sherbrooke	446.94
Langlois, J.-D., Montréal	373.49	United Auto Parts, Valleyfield	624.19
Larivière & Frères, Ltée, Rouyn	3.39	Vanchesteing, E., Montréal	19.48
Lasnier & Galipeau, Saint-Jean	1,546.05	Vézina & Fils, J.-C., Victoriaville	164.09
Leblanc, H.-A., New Richmond	77.35	Viger, J.-S., Montréal	192.11
Lecours, Fernand, Québec	539.81	Vulcanisation, Limoilou	1,532.18
Lefrançois, J.-G., Rivière-du-Loup	2,441.71	Wakefield Garage, Wakefield	8.63
Leo's Service, Rouyn	7.74	Welden, James, Calumet	1,456.86
Lemieux, Adélard, Mont-Laurier	87.83	Wellington Service Station, Sherbrooke	841.59
Maniwaki Garage, Maniwaki	64.61		
Massicotte & Frère, Cap-de-la-Madeleine ..	743.36		
Lepage, Jos., Cap-Chat	18.15		
Lewis Bros., Montréal	605.49		
Lortie, Ltée., P.-L., Québec	414.69		
Marseille, Garage E., Berthierville	1,510.34		
Martin, Wilfrid, Lévis	1,533.40		
Massicotte & Fils, Cap-de-la-Madeleine	80.02		
McConnery, W. P., Maniwaki	1,944.48		
Michaud Tire Service, Reg'd., Québec	1,596.36		
Millen, Ltd., Saint-Jean	259.43		
Modern Electric Vulcanizing, Sherbrooke ..	1,312.74		
Montreal Tire & Vulcanizing, Montréal	3,751.59		
Moreau, Olivier, Saint-Lin	1,057.63		
Morin, R.-L., Maria	71.04		
M. & M. Auto Parts, Amos	152.85		
O'Connell, Ltd., H.-J., Armtfield	3.11		
Ostiguy, R., Québec	228.62		
Ouellet, W., Rimouski	887.96		
PB Auto Supply Tire, Montréal	6,948.99		
Penn-Mass Oil Co.,			
Cap-de-la-Madeleine	1,394.76		
Picard, R.-O., Saint-Hyacinthe	3,196.50		
Picotte, Art., Sherbrooke	3,259.90		
Pièces & Accessoires, Chicoutimi	2,701.11		
Poulin, Pierre, Saint-Martin (Beauce)	3.70		
Poulin, Wilfrid, Sainte-Marie	94.89		
Proulx, J.-S., Rivière-du-Loup	197.56		
Quebec Equipment & Traction			
Company, Québec	3,600.67		
Quebec Equipment & Machinery Co.,			
Québec	17.12		
Quebec Tire & Vulcanizing Company,			
Québec	5,920.07		
Roy, J.-A., Québec	2,290.24		
Saguenay Tire Shop, Reg'd.,			
Chicoutimi	47.58		
Sicotte, J.-O., Valleyfield	358.29		
Smith, Nathalie, Nicolet	2,154.55		
Southward Tire & Supply, Montréal	106.90		
Standard Tire & Supply, Reg'd.,			
Montréal	1,055.07		
St-Amand, O., Saint-Hyacinthe	1,219.48		

Projets de loi:

Loi des mécaniciens en tuyauterie

L'honorable M. Rochette (Charlevoix-Saguenay) propose, selon l'ordre du jour, que le bill 37 modifiant la loi concernant les mécaniciens en tuyauterie soit maintenant lu une deuxième fois.

Adopté après division. Le bill est renvoyé à un comité plénier de la Chambre.

L'honorable M. Rochette (Charlevoix-Saguenay) propose que cette Chambre se forme immédiatement en comité.

Adopté. M. l'Orateur quitte le fauteuil.

Le comité étudie le bill article par article et le président fait rapport que le comité a adopté le bill 37 sans l'amender.

L'honorable M. Rochette (Charlevoix-Saguenay) propose que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Adopté.

Il est ordonné que le greffier porte le bill au Conseil législatif et prie les honorables conseillers de l'adopter.

Loi des électriciens

L'honorable M. Rochette (Charlevoix-Saguenay) propose, selon l'ordre du jour, que le bill 38 modifiant la loi concernant les électriciens et les installations électriques soit maintenant lu une deuxième fois¹.

M. Gagnon (Matane) met le ministre des Mines et Pêcheries (l'honorable M. Rochette) en garde contre l'excès des réglementations, qui peuvent devenir un véritable abus au détriment de l'industrie et du commerce.

Adopté après division. Le bill est lu une deuxième fois.

L'honorable M. Rochette (Charlevoix-Saguenay) propose que cette Chambre se forme immédiatement en comité.

Adopté. M. l'Orateur quitte le fauteuil.

Le comité étudie le bill article par article et le président fait rapport que le comité a adopté le bill 38 sans l'amender.

L'honorable M. Rochette (Charlevoix-Saguenay) propose que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Adopté.

Il est ordonné que le greffier porte le bill au Conseil législatif et prie les honorables conseillers de l'adopter.

Subsides:

Budget des dépenses 1942-1943

L'honorable M. Mathewson (Montréal-Notre-Dame-de-Grâce) propose, selon l'ordre du jour, que M. l'Orateur quitte le fauteuil².

Adopté. La Chambre se forme de nouveau en comité des subsides.

En comité:

L'honorable M. Mathewson (Montréal-Notre-Dame-de-Grâce) propose: 1. Qu'un crédit suffisant soit ouvert à Sa Majesté pour compléter la somme de cent soixante-neuf mille dollars, nécessaire pour couvrir les dépenses prévues à l'article: "Loi du service civil" (département des Mines et des Pêcheries maritimes), du budget de l'année financière se terminant le 31 mars 1943.

Adopté.

2. Qu'un crédit suffisant soit ouvert à Sa Majesté pour compléter la somme de neuf mille dollars, nécessaire pour couvrir les dépenses prévues

à l'article: "Dépenses d'administration", du budget de l'année financière se terminant le 31 mars 1943.

Adopté

3. Qu'un crédit suffisant soit ouvert à Sa Majesté pour compléter la somme de seize mille dollars, nécessaire pour couvrir les dépenses prévues à l'article: "Chemin des mines", du budget de l'année financière se terminant le 31 mars 1943.

M. Potvin (Roberval) pose une question au sujet du chemin de Chibougamau.

L'honorable M. Rochette (Charlevoix-Saguenay): On enduira les principaux ponts d'une surface qui les protégera contre les intempéries.

La résolution est adoptée.

L'honorable M. Mathewson (Montréal-Notre-Dame-de-Grâce) propose: 4. Qu'un crédit suffisant soit ouvert à Sa Majesté pour compléter la somme de cinq mille dollars, nécessaire pour couvrir les dépenses prévues à l'article: "Villages miniers", du budget de l'année financière se terminant le 31 mars 1943.

Adopté

5. Qu'un crédit suffisant soit ouvert à Sa Majesté pour compléter la somme de cinquante mille dollars, nécessaire pour couvrir les dépenses prévues à l'article: "Dépenses générales", du budget de l'année financière se terminant le 31 mars 1943.

Adopté

6. Qu'un crédit suffisant soit ouvert à Sa Majesté pour compléter la somme de trente mille cinq cents dollars, nécessaire pour couvrir les dépenses prévues à l'article: "Encouragement à l'exploitation des mines en général", du budget de l'année financière se terminant le 31 mars 1943.

M. Gagnon (Matane): Il y a autre chose que je voudrais savoir. Je ferai observer à l'honorable ministre des Mines et Pêcheries (l'honorable M. Rochette), qu'il y a, près de son comté de Charlevoix-Saguenay, sur la frontière du Labrador, l'une des plus riches et belles mines de fer du monde. J'espère, qu'il va prendre les moyens nécessaires pour la faire exploiter. Car, on pourrait la faire avec profit.

Étant donné l'importance du minerai de fer en temps de guerre, ce serait le temps, je crois, de faire valoir nos ressources naturelles. Les autres provinces bénéficient de grands développements à cause de la guerre. En Colombie canadienne, par

exemple, on va construire une magnifique route militaire, qui va déterminer un mouvement touristique considérable. Le Canada fait présentement un effort de guerre énorme. Ottawa va dépenser pour la guerre, cette année, \$4,000,000,000. Et, durant ce temps, Québec, comme toujours, fait de gros sacrifices, avale toutes les couleuvres et baisse la tête, sans ne rien recevoir.

La province a perdu le Labrador, à la suite d'un jugement du Conseil privé en 1924 ou 1925. Il est temps que notre province fasse des efforts pour reprendre possession de ce riche territoire, à n'importe quel prix. Même s'il faut payer un gros prix. Il ne faudrait pas laisser l'Ontario prendre les devants. On devrait l'acheter de Terre-Neuve, à qui il appartient en vertu de ce jugement. C'est le bon temps de s'entendre avec Terre-Neuve.

Le Canada a des troupes à Terre-Neuve et fait actuellement de grosses dépenses au Labrador pour la construction d'un aéroport. Et sur ces dépenses, la province de Québec fait sa part. La plus belle partie de la mine de fer se trouve sur le territoire du Labrador. Le gouvernement a-t-il fait quelque chose pour hâter le développement de cette mine? Si le ministre réussissait à développer l'exploitation des mines de fer du Labrador, l'honorable ministre des Mines et Pêcheries aurait droit à un monument de son vivant et j'en serais très heureux.

(Rires)

L'honorable M. Rochette (Charlevoix-Saguenay): Je remercie mon honorable ami de ses bons sentiments. Je puis assurer le chef de l'opposition que nous n'avons rien négligé pour la recherche des mines de fer à travers la province. Depuis mon arrivée à la tête de ce ministère, c'est-à-dire depuis environ deux ans et demi, plusieurs travaux importants d'exploration et organisations ont commencé, à savoir des recherches sur les dépôts de fer un peu partout dans toute la province et au Labrador. Nous avons fait faire un relevé de tous les gisements de fer qu'il y a. Nos recherches ont porté spécialement sur le bassin de la petite rivière Romaine, qui se jette dans le Saint-Laurent, près de Havre Saint-Pierre. Il y en a un de très intéressant sur cette rivière.

Les mines de fer du Labrador sont à cheval sur la frontière qui sépare le Labrador de la province de Québec. Les prospections effectuées démontrent d'excellentes possibilités de cuivre et de zinc dans les régions du Labrador. Nous avons justement dans l'idée l'exploitation de la mine du Labrador, bien qu'une grande partie de la masse minéralisée se

trouve dans notre territoire³. Mais, il est impossible d'organiser un développement par l'Océan, car on ne pourrait y travailler que trois mois dans l'année. Le reste du temps, les environs sont un immense champ de glace. En effet, il ne faut pas oublier que, dans cette partie, la saison propice n'est pas longue. Ainsi, on ne peut songer à exploiter les mines par l'Océan.

J'ai donc envoyé, au cours de l'été dernier, le Dr Ratté⁴, un géologue fameux, avec une expédition géologique complète aux confins de la province, dans la région du comté de Charlevoix-Saguenay, à la frontière du Labrador, sur les bords de la Petite Romaine, une rivière de la Côte-Nord pour explorer les grandes possibilités d'exploitation minière sur cet immense territoire. Il a été aussi spécialement chargé de constater, s'il y aurait possibilité de construire un chemin de fer, longeant la rivière et reliant le fleuve Saint-Laurent à ces gisements miniers de fer du Labrador, qui comptent parmi les plus riches du monde.

Nous avons reçu le rapport du Dr Ratté. Cette expédition a eu des résultats merveilleux. Son rapport a été si encourageant que le gouvernement a décidé de promouvoir l'exploitation de ces ressources naturelles qui sont si essentielles pour les industries de la guerre ainsi qu'aux industries civiles. Le Dr. Ratté m'apprend qu'il y a des gisements de cuivre aussi bons que ceux de la mine Noranda et des gisements de fer. C'est dire l'importance de cette découverte. Il est revenu avec des échantillons de cuivre et de fer, qui m'ont émerveillé. Ceux-ci se trouvent dans le secteur de la rivière Romaine.

S'il est possible de trouver des industriels pour s'occuper de l'exploitation de ces ressources minérales, il serait peut-être profitable de construire un chemin de fer pour relier le Labrador aux autres chemins de fer plus anciens de la province. Et ce géologue est également d'opinion qu'il serait possible de construire un chemin de fer, dans la vallée de la rivière Romaine, sans trop de difficultés, même très facilement. Ce chemin de fer, qui pourrait être construit, partirait de l'endroit appelé Puyjalon.

Les perspectives étaient si intéressantes que, dès qu'elle a connu ce rapport, la compagnie Hollinger s'est intéressée à la chose. Elle a envoyé des géologues sur les lieux, qui poursuivent les recherches. De plus, elle entreprendra un ambitieux et gros programme de travaux en perspective de développement minier dans ces régions au cours de la saison de l'été prochain. On s'engage à faire des travaux de recherche à cet endroit, sur les limites du Labrador avec l'entière coopération de mon département. Malheureusement, mon département a

perdu les services du Dr Ratté, qui est passé à l'emploi de la compagnie Hollinger.

M. Gagnon (Matane): M. Joseph Simard, de Montréal et Sorel, qui construit des canons, est directeur d'une mine qui s'intéresse au développement des mines de fer du Labrador. Est-ce que M. Simard est encore intéressé?

L'honorable M. Rochette (Charlevoix-Saguenay): Il y a trois compagnies, dont celle de M. Simard, qui s'intéressent à ce développement minier de fer et de cuivre. Il existe actuellement des options de la part de M. Hollinger et de la compagnie Simard de Sorel. Les gisements miniers qui ont fait l'objet de l'exploration se trouvent à la rivière de La Petite Romaine et les zones productives possibles s'avèrent si importantes que les financiers Hollinger ont consenti à unir leurs efforts aux financiers Simard de Sorel, qui ont besoin de métaux pour leur contrat de guerre, ainsi qu'à deux autres entreprises afin de prendre des options sur de vastes concessions. Mais, la compagnie Hollinger a des options sur toutes les propriétés, je crois.

M. Gagnon (Matane): L'honorable ministre s'intéresse-t-il aux mines de zinc de la Gaspésie? Car, je veux lui signaler aussi, qu'il y a en Gaspésie d'importants gisements de plomb et de zinc. Le zinc est important pour la guerre. Actuellement, on en a énormément besoin. Il y a 6,000,000 de tonnes de zinc spécialement dans le canton Lemieux, en Gaspésie. Malheureusement, ces mines restent inexploitées. Et, on ne fait rien. Ceux qui ont des options sur le terrain semblent dormir. Or, on devrait exploiter ces mines de zinc dont la valeur est considérable pour les besoins de la guerre.

L'honorable M. Rochette (Charlevoix-Saguenay): S'ils dorment, j'ai justement l'intention de présenter un projet de loi, qui va réveiller tout le monde. J'ai l'honneur d'informer l'honorable député de Matane que, d'ici la fin de la présente session en cours⁵, je me propose de présenter à la Chambre, un projet de loi qui m'autorisera à payer des primes jusqu'à concurrence d'un montant de \$1,000,000, aux producteurs de zinc, pour encourager, n'importe où dans la province de Québec, la production et l'exploitation de mines de zinc déjà découvertes. Le zinc, l'un des métaux les plus utiles à la guerre, abonde en plusieurs de nos régions. Il y a environ 6,000,000 de tonnes de zinc en Gaspésie. Ces primes seraient accordées à quiconque développerait l'industrie du zinc et selon le taux de la production.

M. Gagnon (Matane) prévient le ministre de faire attention à ce que des millions de dollars ne se retrouvent pas entre mauvaises mains et d'être prudent quant à la façon de distribuer l'argent. Certaines de ces personnes ont déjà essayé, lorsqu'ils étaient ministres, de pousser le gouvernement Duplessis à leur donner la même somme d'argent. J'espère que le million pour les primes n'ira pas seulement à ce monsieur qui détient les 6,000,000 de tonnes de zinc en Gaspésie, parce que ce monsieur, au temps du gouvernement de l'Union nationale, demandait \$1,000,000 au gouvernement pour l'exploitation de sa mine.

L'honorable M. Rochette (Charlevoix-Saguenay): On fera attention. Les primes basées sur le taux de production seront payées à tous ceux qui développeront désormais l'industrie du zinc dans la province.

De plus, le présent gouvernement va donner un nouvel essor à sa politique minière en assurant l'établissement d'une raffinerie de zinc. Il serait intéressant et très désirable d'en avoir une dans la province de Québec. Cette mesure a donc pour but d'aider à l'établir. Il y a des mines de zinc très intéressantes dans notre province, notamment en Gaspésie. Elles ne pourront être développées et devenir une source de richesse, que si une raffinerie est établie. Et ce n'est pas tout; nous allons tâcher de faire exploiter une mine de fer, qui se trouve près du Labrador.

Nous avons cru qu'il était nécessaire d'assurer l'établissement d'une raffinerie de zinc dans l'est du pays. Nous avons nommé une commission de géologues chargée d'enquêter sur les richesses de zinc dans la province. Cette commission était composée de M. Paul Armstrong, de M. Owen⁶ professeur à l'Université McGill et de M. Arthur Notman, un éminent géologue des États-Unis, de réputation internationale.

Ces messieurs nous ont fait rapport qu'il y a actuellement une quantité suffisante de zinc, trouvée et garantie dans notre province, pour permettre à mon département de lancer cette entreprise et justifier l'établissement et l'ouverture d'une raffinerie de zinc. Elle coûterait entre \$5,000,000 et \$6,000,000 et produirait 100 tonnes de zinc par jour. Et cela, pour commencer seulement.

Il pourra compter, pour la création de cette raffinerie ou des autres raffineries qui pourront surgir plus tard, sur la collaboration entière du gouvernement fédéral. La prime sera payée pour la production de zinc à la livre.

Les millions de dollars qui seront versés au cours de quelques années aideront à établir une raffinerie qui représentera un magnifique avenir pour l'industrie de la province. Cette coopération sera suffisante pour que la raffinerie soit créée. Si toutes les primes au total de \$1,000,000, que l'on veut payer, étaient distribuées d'ici quelques années, ce serait merveilleux. Ce serait une affaire extraordinaire pour la province et le pays et pour l'Empire.

(Applaudissements)

M. Gagnon (Matane): L'honorable ministre a-t-il choisi le site de la raffinerie? Je crois que tout le monde serait heureux de voir une raffinerie de zinc s'établir dans notre province et il serait opportun que cette raffinerie soit établie dans le Bas-du-Fleuve. Il n'y a pas beaucoup d'industries dans cette région.

L'honorable M. Rochette (Charlevoix-Saguenay): Pas encore, mais la raffinerie projetée sera établie dans la province de Québec, quelque part dans la région du Saint-Laurent où l'électricité est disponible à un faible coût. Il serait bien entendu préférable si elle était bâtie près d'un grand pouvoir électrique, telle une centrale de distribution d'énergie électrique et à proximité d'une gare de chemin de fer et d'une voie navigable.

M. Gagnon (Matane): Je sais qu'une délégation s'organise pour aller à Ottawa demander la coopération du gouvernement fédéral, en vue de la construction d'un chemin de fer en Gaspésie pour aider au développement minier. Si ce projet était réalisé, la raffinerie pourrait être construite en Gaspésie, à proximité des mines de zinc. Il demande donc que l'on pense à la Gaspésie pour l'établissement de cette éventuelle raffinerie, étant donné que ce territoire est riche, en particulier, en minerai de zinc et en indiquant qu'il y avait encore de l'électricité pour répondre aux besoins d'une raffinerie.

L'honorable M. Rochette (Charlevoix-Saguenay) admet qu'il a été invité à faire partie de la délégation.

M. Gagnon (Matane) a aussi reçu une invitation.

Il pose une question.

L'honorable M. Rochette (Charlevoix-Saguenay): Le marché de la tourbe est excessivement varié et pratiquement illimité, par suite des

restrictions sur le liège et des nouvelles découvertes qui ont été faites. La tourbe, comme isolant, peut remplacer efficacement le liège et son poids est infiniment plus léger. Présentement le liège est très difficile, sinon impossible à obtenir. Notre tourbe végétale rivalise donc avec le liège pour l'isolation. On l'utilisera, par exemple, pour isoler les cabines d'avions, obligés de voler à de grandes altitudes. On vient de découvrir que la tourbe est aussi efficace que le liège pour ce genre d'usage et 300 % plus légère. On l'utilise aussi pour la planche murale à des conditions très avantageuses. Quant à la tourbe combustible, les machines destinées à sa préparation ne coûtent que quelques centaines de dollars.

La résolution est adoptée.

L'honorable M. Mathewson (Montréal-Notre-Dame-de-Grâce) propose: 7. Qu'un crédit suffisant soit ouvert à Sa Majesté pour compléter la somme de quinze mille dollars, nécessaire pour couvrir les dépenses prévues à l'article: "Mine-école provinciale", du budget de l'année financière se terminant le 31 mars 1943.

M. Gagnon (Matane): J'ai appris, avec un bien vif chagrin, que la mine-école, située à Val-d'Or, va bientôt fermer ses portes. Est-ce bien l'intention du gouvernement? Est-ce que l'honorable ministre entrevoit le jour où il sera possible de la rouvrir?

L'honorable M. Rochette (Charlevoix-Saguenay):⁷ La mine-école n'avait plus que six élèves. Nous avons décidé de la fermer, par suite de la difficulté de recruter des élèves et parce que le nombre des élèves n'était plus suffisant pour justifier les dépenses. Mais, on a maintenant changé d'idée.

Je crois que nous pourrions maintenir la mine-école ouverte, étant donné que nous venons de découvrir une nouvelle et importante veine aurifère très riche, de 60 pieds, sur l'emplacement de cette ancienne mine abandonnée, où l'on avait établi la mine-école de Val-d'Or. Cette découverte va permettre au gouvernement de continuer l'œuvre de la mine-école, en dépit que les octrois fédéraux ont été abolis.

Des échantillons ont été envoyés à Ottawa. Si les résultats justifient nos espérances, nous croyons même pouvoir peut-être⁸ extraire une quantité suffisante de minerai d'or à notre usine d'échantillonnage, pour payer tous les frais d'entretien de l'école et toutes les dépenses d'exploitation et d'administration.

Les dépenses de la mine, comme nous voulons l'opérer, se chiffreront à environ \$2,500 par mois. Tout dernièrement, on a envoyé à Ottawa pour \$3,000 d'or, nous laissant ainsi un surplus de \$500. Nous avons l'espoir que le filon continuera à nous fournir ainsi de l'or.

Aussi longtemps que nous pourrons extraire assez d'or pour payer les frais, la mine-école restera ouverte. Nous allons continuer son œuvre. À condition cependant, que nous trouvions un nombre suffisant d'élèves pour la maintenir ouverte et pour garantir l'opération d'une école minière à cet endroit.

M. Gagnon (Matane): Est-ce que le fédéral contribue encore aux dépenses de la mine-école?

L'honorable M. Rochette (Charlevoix-Saguenay): Non. Jusqu'à l'an dernier, le gouvernement fédéral contribuait financièrement au maintien de la mine-école. Il a retiré depuis son octroi et la province doit assumer seule tous les frais.

La résolution est adoptée.

L'honorable M. Mathewson (Montréal-Notre-Dame-de-Grâce) propose: 8. Qu'un crédit suffisant soit ouvert à Sa Majesté pour compléter la somme de cinquante mille dollars, nécessaire pour couvrir les dépenses prévues à l'article: "École supérieure des mines-génie électrique", du budget de l'année financière se terminant le 31 mars 1943.

L'honorable M. Rochette (Charlevoix-Saguenay): Le gouvernement a augmenté de \$50,000 la subvention de l'Université Laval, afin de permettre à l'École des mines d'organiser une chaire de génie électrique.

M. Gagnon (Matane) se réjouit de cette initiative, comme de toutes autres qui peuvent assurer efficacement le développement des mines.

La résolution est adoptée.

L'honorable M. Mathewson (Montréal-Notre-Dame-de-Grâce) propose: 9. Qu'un crédit suffisant soit ouvert à Sa Majesté pour compléter la somme de cent cinquante mille dollars, nécessaire pour couvrir les dépenses prévues à l'article: "Construction de chemins de mines", du budget de l'année financière se terminant le 31 mars 1943.

Adopté.

10. Qu'un crédit suffisant soit ouvert à Sa Majesté pour compléter la somme de six mille dollars, nécessaire pour couvrir les dépenses prévues à l'article: "Atelier d'échantillonnage", du budget de l'année financière se terminant le 31 mars 1943.

Adopté

11. Qu'un crédit suffisant soit ouvert à Sa Majesté pour compléter la somme de vingt mille dollars, nécessaire pour couvrir les dépenses prévues à l'article: "Loi du service civil" (service des Pêcheries maritimes)", du budget de l'année financière se terminant le 31 mars 1943.

L'honorable M. Rochette (Charlevoix-Saguenay): D'importantes recherches de laboratoire se poursuivent pour trouver un substitut aux boîtes de fer blanc pour la mise en conserve. Des résultats étonnants ont déjà été obtenus. Tout indique qu'avant longtemps, les grandes compagnies trouveront un moyen de faire face à la situation causée par les restrictions de guerre.

M. Langlais (Îles-de-la-Madeleine): Je demande à l'honorable ministre de faire disparaître une injustice dont souffrent les citoyens de mon comté, parce que les pêcheries des Îles-de-la-Madeleine sont sous la juridiction du gouvernement fédéral.

L'honorable M. Rochette (Charlevoix-Saguenay): Malheureusement, les Îles sont sous la juridiction du fédéral au point de vue des pêcheries. Des démarches ont été faites pour qu'elles reviennent sous la juridiction de la province.

Dès que les autorités fédérales auront rétrocédé à la province la juridiction sur les pêcheries des Madelinots, il verra à ce que les électeurs du représentant des Îles-de-la-Madeleine soient traités sur le même pied que les autres pêcheurs des autres parties de la province.

Toutes les sections des Îles ont déjà approuvé une telle demande, sauf l'une des îles du groupe des Îles-de-la-Madeleine, la Grosse-Île, qui n'a pas encore signé son adhésion en faveur de la rétrocession de la juridiction au gouvernement provincial. Ottawa perdrait peu de temps à accorder la demande de Québec, une fois qu'elle sera faite. Il demande au député des Îles-de-la-Madeleine si les insulaires désirent retomber sous la juridiction provinciale en ce qui concerne les pêcheries maritimes.

M. Langlais (Îles-de-la-Madeleine): Tous les insulaires, à l'exception de ceux de la Grosse-Île, qui

n'ont pas encore pris de décision, sont favorables au retour à la juridiction provinciale

L'honorable M. Rochette (Charlevoix-Saguenay): Si mon honorable ami est en faveur du changement, s'il n'a pas d'objection que cette juridiction nous soit rendue et qu'il est prêt à me signer une requête me demandant que les pêcheries de son comté soient placées sous la juridiction de la province, je lui promets sur la réception d'une telle lettre, de m'engager à faire de nouvelles démarches officielles auprès du gouvernement fédéral à Ottawa, à ce sujet, soit d'obtenir ce transfert de juridiction. Il croit qu'en ce faisant, Ottawa ira plus vite dans sa décision.

J'ai reçu l'assurance d'Ottawa que le changement sera effectué sur réception d'une demande officielle de la part de Québec. Mon sous-ministre a rencontré récemment le sous-ministre des Pêcheries du fédéral. Il m'informe qu'Ottawa n'aura pas d'objection au transfert des pouvoirs à la province de Québec, dès que le dossier sera complété.

M. Langlais (Îles-de-la-Madeleine): Je ferai certainement la demande à l'honorable ministre et il n'a aucune objection à fournir un tel document signé de sa main au ministre.

Je suis prêt à formuler cette requête et suis en faveur du changement de juridiction. Mais, à la condition que le mode d'inspection actuel par les inspecteurs fédéraux ne soit pas changé. Il demande que les deux inspecteurs actuels du fédéral, actuellement en fonction depuis 1936, soient maintenus en fonction.

M. Gagnon (Matane) se déclare en faveur de la juridiction provinciale. La demande du représentant des Îles-de-la-Madeleine est juste et désintéressée, dit-il, puisqu'il s'agit de deux personnes nommées par le gouvernement fédéral libéral. Le représentant des Îles-de-la-Madeleine tient à ce que ces deux personnes puissent continuer à gagner leur vie.

L'honorable M. Côté (Bonaventure) est heureux de constater que tout le monde est d'accord autour de cette question du retour des pêcheries des Îles-de-la-Madeleine à la province de Québec. Avec cette unanimité, ajoute-t-il, il sera plus facile de pouvoir obtenir une décision d'Ottawa.

M. Langlais (Îles-de-la-Madeleine): Lorsque les pêcheries tomberont de nouveau sous la

juridiction de la province de Québec, j'avertis le ministre, que je ferai des demandes plus nombreuses au ministre des Pêcheries maritimes. Je serai plus exigeant à l'avenir lorsqu'il s'agira des besoins de mes électeurs. Je tiendrai à avoir pour les Îles-de-la-Madeleine ce que l'on donne aux pêcheurs des autres parties de la province.

M. Gagnon (Matane): Je profite de l'étude des crédits des Pêcheries maritimes, pour dire que la Coopérative des Pêcheurs-Unis est une excellente organisation en Gaspésie. Il leur rend hommage.

L'honorable M. Rochette (Charlevoix-Saguenay): Les Pêcheurs-Unis ont obtenu des résultats sans précédent et le ministère des Pêcheries maritimes leur donne sa plus entière coopération. Il rend hommage aux Pêcheurs-Unis.

Depuis un an, une cuisine expérimentale, pour le poisson, a été installée à Québec. Elle donne d'excellents résultats. Il entend lancer une campagne pour la consommation du poisson. Il fait remarquer que c'est un produit excessivement périssable et qu'on s'efforce de plus en plus de le livrer sur les marchés, soit frais, soit gelé, dans les meilleures conditions possibles.

Quant à l'écart entre le prix payé au pêcheur et le prix payé par le consommateur, il déclare qu'on ne néglige rien pour le réduire. Il fait remarquer qu'il n'est pas plus considérable que celui de la viande. Alors qu'on paie souvent huit sous au cultivateur pour le bœuf, on vend le steak jusqu'à \$1.10 la livre à Montréal. Nous sommes convaincus, dit-il, que le poisson se vend encore trop cher et nous étudions les moyens d'en réduire le prix.

(On discute ensuite sur l'huile de foie de morue et sur les mérites variables de l'huile extraite par la vapeur ou par l'émulsion à froid. Comme chacun reconnaît n'être clerc que par ouï-dire, en la question, on passe à un autre sujet. On signale cependant que les Produits Marins gaspésiens, les usines Robin, la Canadian Liver Oil donnent des produits de fort bonne qualité).

M. Langlais (Îles-de-la-Madeleine): L'honorable ministre ne pourrait-il pas empêcher que tout le homard, pris dans la Gaspésie et dans les Îles-de-la-Madeleine, soit envoyé dans les viviers de Boston et New York, d'où il est réexpédié en partie chez nous, ce qui en augmente notablement les frais et les prix?

Il demande que l'on étudie l'établissement de semblables viviers dans le Saint-Laurent, ce qui sera

d'un grand appoint, et pour le pêcheur et le consommateur, et permettra de fournir le marché canadien sur une période plus étendue. On pourrait, dit-il, commencer par une petite expérience dans le Bas-Saint-Laurent, sous la direction du Dr Jean-Louis Tremblay.

L'honorable M. Rochette (Charlevoix-Saguenay): Tout cela est en marche. Depuis deux ans déjà, M. le Dr Jean-Louis Tremblay, directeur de la station expérimentale provinciale de biologie de Grande-Rivière, fait un magnifique travail.

Il raconte les belles expériences qu'il a faites. Il étudie, dit-il, les mœurs et coutumes du homard, de son alimentation, de sa conservation en vivier, etc. Nous sommes certains qu'avec son personnel, il nous donnera de bons résultats.

Un député signale que le homard change de carapace ou d'habit quatre fois l'an.

Un autre député: Est-ce que les homards sont, eux aussi, rationnés dans le vêtement?

La résolution est adoptée.

L'honorable M. Mathewson (Montréal-Notre-Dame-de-Grâce) propose: 12. Qu'un crédit suffisant soit ouvert à Sa Majesté pour compléter la somme de mille cinq cents dollars, nécessaire pour couvrir les dépenses prévues à l'article: "Dépenses d'administration", du budget de l'année financière se terminant le 31 mars 1943.

Adopté.

13. Qu'un crédit suffisant soit ouvert à Sa Majesté pour compléter la somme de douze mille dollars, nécessaire pour couvrir les dépenses prévues à l'article: "Dépenses générales", du budget de l'année financière se terminant le 31 mars 1943.

Adopté.

14. Qu'un crédit suffisant soit ouvert à Sa Majesté pour compléter la somme de quatre-vingt-dix mille dollars, nécessaire pour couvrir les dépenses prévues à l'article: "Entrepôts frigorifiques, neigères et hangars de classification", du budget de l'année financière se terminant le 31 mars 1943.

Adopté.

15. Qu'un crédit suffisant soit ouvert à Sa Majesté pour compléter la somme de soixante-dix mille dollars, nécessaire pour couvrir les dépenses prévues à l'article: "Service technique", du budget de l'année financière se terminant le 31 mars 1943.

Adopté.

16. Qu'un crédit suffisant soit ouvert à Sa Majesté pour compléter la somme de cent vingt-sept mille dollars, nécessaire pour couvrir les dépenses prévues à l'article: "Assistance aux pêcheurs et aux établissements industriels", du budget de l'année financière se terminant le 31 mars 1943.

Adopté.

17. Qu'un crédit suffisant soit ouvert à Sa Majesté pour compléter la somme de soixante-dix mille dollars, nécessaire pour couvrir les dépenses prévues à l'article: "Construction de neigères et d'entrepôts frigorifiques", du budget de l'année financière se terminant le 31 mars 1943.

Adopté.

Rapport du comité des subsides:

M. l'Orateur au fauteuil

M. le président fait rapport que le comité a adopté plusieurs résolutions et demande la permission de siéger de nouveau.

Il est résolu que la Chambre, à la prochaine séance, se formera de nouveau en comité des subsides.

Les résolutions du comité sont lues et agréées.

Ajournement

L'honorable M. Godbout (L'Islet) propose que lorsque cette Chambre s'ajournera, elle soit ajournée à 11 heures demain matin.

Adopté.

La séance est levée à 6 heures⁹.

NOTES

1. Le débat sur le bill 38 modifiant la loi concernant les électriciens et les installations électriques dure environ une demi-heure, selon *L'Événement-Journal* du 17 avril 1942, à la page 4.

2. Il est 4 heures, lorsque la Chambre se forme en comité des subsides, selon *L'Événement-Journal* du 17 avril 1942, à la page 4.

3. Selon tous les journaux sauf *Le Canada* du 17 avril 1942, à la page 8, et *Le Soleil* du 17 avril 1942, à la page 10, qui rapportent que "le grand gisement de fer est évidemment au Labrador".

4. L'orthographe du nom de ce géologue varie selon le journal. En effet, *Le Canada* du 17 avril 1942, à la page 8, l'écrit "Ratté", le journal *Le Soleil* du 17 avril 1942, à la page 10 "Ratty" et *L'Événement-Journal* du 17 avril 1942, à la page 4, "Retté".

5. Selon *L'Événement-Journal* du 17 avril 1942, à la page 4, et *The Gazette* du 17 avril 1942, à la page 22, cette loi serait déposée "la semaine prochaine". Or, *L'Action catholique* du 17 avril 1942, à la page 8, *Le Devoir* du 17 avril 1942, à la page 4, *La Presse* du 17 avril 1942, à la page 20, précisent "d'ici à quelques jours". Quant aux journaux *La Patrie* du 17 avril 1942, à la page 6, *Le Soleil* du 17 avril 1942, à la page 10, *Le Canada* du 17 avril 1942, à la page 8, *The Chronicle Telegraph* du 17 avril 1942, à la page 12, et *The Montreal Daily Star* du 17 avril 1942, à la page 21, ils disent que le dépôt de ce projet de loi aurait lieu au cours de la présente session, sans préciser davantage.

6. *The Gazette* du 17 avril 1942, à la page 22, et *The Montreal Daily Star* du 17 avril 1942, à la page 21, écrivent McEwen.

7. M. A.-O. Dufresne, sous-ministre des Mines, accompagne le représentant de Charlevoix-Saguenay (l'honorable M. Rochette) à son pupitre, selon *Le Devoir* du 17 avril 1942, à la page 4.

8. Tous les journaux utilisent une forme conditionnelle et incertaine pour cette découverte, sauf *L'Événement-Journal* du 17 avril 1942, à la page 4, qui affirme: "nous sommes à peu près certains de pouvoir extraire assez d'or..."

9. Puisque l'Orateur, le représentant de l'Assomption (M. Bissonnette) reçoit au Café du Parlement, selon *Le Devoir* du 18 avril 1942, à la page 2, pour souper les membres de la Galerie de la presse, les députés de l'Assemblée et les officiers du gouvernement, la Chambre ne siège pas le soir, selon *La Patrie* du 17 avril 1942, à la page 6. Il reçoit ainsi environ une centaine de personnes, selon *Le Devoir* du 18 avril 1942, à la page 2.

Première séance du vendredi 17 avril 1942

Présidence de l'honorable B. Bissonnette

La séance est ouverte à 11 heures¹.

Prière.

M. l'Orateur: À l'ordre, Messieurs! Que les portes soient ouvertes!

Projets de loi:

Loi des constituts

M. Bienvenue (Bellechasse) propose, appuyé par le représentant de Lac-Saint-Jean (M. Fillion), qu'il lui soit permis de présenter le bill 178 modifiant la loi des constituts ou du régime de tenure dans certains districts électoraux.

Adopté. Le bill est lu une première fois.

Subsides:

Budget des dépenses
1942-1943

L'honorable M. Mathewson (Montréal-Notre-Dame-de-Grâce) propose, selon l'ordre du jour, que M. l'Orateur quitte maintenant le fauteuil.

Adopté. La Chambre se forme de nouveau en comité des subsides.

En comité:

L'honorable M. Mathewson (Montréal-Notre-Dame-de-Grâce) propose: 1. Qu'un crédit suffisant soit ouvert à Sa Majesté pour compléter la somme de sept mille dollars, nécessaire pour couvrir les dépenses prévues à l'article: "Dépenses d'administration" (département des Affaires municipales, de l'Industrie et du Commerce), du budget de l'année financière se terminant le 31 mars 1943.

Adopté.

2. Qu'un crédit suffisant soit ouvert à Sa Majesté pour compléter la somme de soixante mille dollars, nécessaire pour couvrir les dépenses prévues à l'article: "Loi de la Commission municipale de Québec", du budget de l'année financière se terminant le 31 mars 1943.

Adopté.

3. Qu'un crédit suffisant soit ouvert à Sa Majesté pour compléter la somme de cinq mille cinq cents dollars, nécessaire pour couvrir les dépenses prévues à l'article: "Affaires municipales", du budget de l'année financière se terminant le 31 mars 1943.

Adopté.

4. Qu'un crédit suffisant soit ouvert à Sa Majesté pour compléter la somme de soixante-cinq mille dollars, nécessaire pour couvrir les dépenses prévues à l'article: "Commerce et industrie", du budget de l'année financière se terminant le 31 mars 1943.

M. Gagnon (Matane): C'est un scandale, que l'on ne donne que \$65,000 au ministre pour activer le commerce. On donne \$15,000,000 par an pour la voirie², \$5,000,000 pour l'agriculture, \$8,000,000 pour l'éducation.

Et, quand il s'agit de créer et d'attirer des industries nouvelles dans la province et d'activer le commerce, on donne à peine \$65,000. Ensuite, on lèvera les bras en l'air et on parlera en termes émus des œuvres du Parti libéral.

Ça me fait de la peine pour le ministre. C'est un bon garçon. Non seulement, c'est un bon garçon, mais il n'est pas mauvais politicien. Le président du Club de Réforme³ admet qu'il a du flair politique. On le punit de son flair, en ne lui donnant que \$65,000. Je pense que le ministre devrait démissionner encore une fois pour protester.

L'honorable M. Drouin (Québec-Est)⁴: C'est fini, ce jeu-là!

M. Gagnon (Matane): C'est dire que le ministre va avaler le plébiscite et tout le reste. J'espère que l'an prochain, on nous demandera de voter "non" plus \$65,000, mais \$565,000 pour le commerce et l'industrie.

L'honorable M. Drouin (Québec-Est): Cet item de \$65,000 n'est pas le seul qui se rapporte au commerce. Il y a, de plus, \$50,000 pour les statistiques, \$57,000 pour les inspections d'hôtels, \$57,000 pour les agents généraux, etc. La province consacre donc chaque année une somme beaucoup plus considérable que ces \$65,000 pour le développement commercial.

La résolution est adoptée.

L'honorable M. Mathewson (Montréal-Notre-Dame-de-Grâce) propose: 5. Qu'un crédit suffisant soit ouvert à Sa Majesté pour compléter la somme de quinze mille dollars nécessaire pour couvrir les dépenses prévues à l'article: "Inventaire des ressources naturelles et industrielles de la province", du budget de l'année financière se terminant le 31 mars 1943.

Un député de l'opposition demande qu'on augmente la somme de \$15,000 consacrée à l'inventaire des ressources naturelles et industrielles.

L'honorable M. Drouin (Québec-Est): À date, tous les comtés de la péninsule gaspésienne, ainsi que certaines régions de la Chaudière, ont été inventoriés et des rapports ont été publiés. Avec un budget de \$15,000, on peut faire le relevé industriel de trois comtés. Cette année, à cause de la guerre, on s'appliquera surtout à compiler les renseignements, qui pourraient servir à notre effort de guerre.

M. Gagnon (Matane) félicite le gouvernement pour ces compilations.

La résolution est adoptée.

L'honorable M. Mathewson (Montréal-Notre-Dame-de-Grâce) propose: 6. Qu'un crédit suffisant soit ouvert à Sa Majesté pour compléter la somme de cinquante mille dollars, nécessaire pour couvrir les dépenses prévues à l'article: "Bureau des statistiques de Québec", du budget de l'année financière se terminant le 31 mars 1943.

Adopté.

7. Qu'un crédit suffisant soit ouvert à Sa Majesté pour compléter la somme de cinquante-sept mille cinq cents dollars, nécessaire pour couvrir les dépenses prévues à l'article: "Loi de l'inspection des hôtels", du budget de l'année financière se terminant le 31 mars 1943.

Adopté.

8. Qu'un crédit suffisant soit ouvert à Sa Majesté pour compléter la somme de vingt-trois mille dollars, nécessaire pour couvrir les dépenses prévues à l'article: "Éducation hôtelière", du budget de l'année financière se terminant le 31 mars 1943.

Adopté.

9. Qu'un crédit suffisant soit ouvert à Sa Majesté pour compléter la somme de quatre mille dollars, nécessaire pour couvrir les dépenses prévues à l'article: "Inspecteurs-vérificateurs", du budget de l'année financière se terminant le 31 mars 1943.

M. Gagnon (Matane) fait observer que des gens, qui n'ont pas réussi dans leur commerce, en sont rendus à contrôler les prix et le commerce. Il faudrait nommer des gens compétents comme inspecteurs, dit-il, et non pas des créatures politiques.

L'honorable M. Drouin (Québec-Est): Les trois inspecteurs intéressés par l'item en question, ont une très longue expérience et remplissent leur fonction avec beaucoup de compétence.

La résolution est adoptée.

L'honorable M. Mathewson (Montréal-Notre-Dame-de-Grâce) propose: 10. Qu'un crédit suffisant soit ouvert à Sa Majesté pour compléter la somme de mille cinq cents dollars, nécessaire pour couvrir les dépenses prévues à l'article: "Loi relative à la radiodiffusion dans la province", du budget de l'année financière se terminant le 31 mars 1943.

M. Gagnon (Matane) regrette que la province ait renoncé à son *Heure provinciale* pour quelques années, qui était un des plus beaux programmes radiophoniques qu'il y avait au pays, dit-il.

Il proteste contre la décision de Radio-Canada, relativement aux émissions consacrées au plébiscite. Cette dernière refuse la gratuité de ses services et fait payer ceux qui veulent parler en faveur d'une réponse négative au plébiscite. Elle ne permet qu'aux partis politiques fédéraux de parler sur le plébiscite. C'est un scandale que les proposeurs d'un vote négatif au plébiscite du gouvernement du dominion, le 27 avril, ne puissent exprimer leurs opinions sur le réseau de Radio-Canada. Nous combattons Hitler au nom de la liberté de parole et je crois que chacun devrait pouvoir s'exprimer librement.

On étouffe la voix de Québec. Il regrette qu'avec le plébiscite, la voix du Québec soit mise en veilleuse pour ce qui est de la radio. Le gouvernement doit être au service de tous ceux qui ont une opinion à exprimer, parce qu'il y a des gens comme le député de Lotbinière (M. Chaloult) qui croient en un point de vue qui ne peut pas être exprimé sur les ondes de la radio du gouvernement. J'unis mes protestations à celles du représentant de Lotbinière⁵, un bon libéral. J'espère que le représentant de Laval (M. Leduc), un bon ami du député de Lotbinière, protestera lui aussi.

Je veux rendre hommage à l'honorable représentant de Rimouski (M. Moreault) qui, bien qu'atteint par une grave maladie mortelle, est sorti de

son lit pour aller demander à ses concitoyens de voter "non". Il a présidé une assemblée à Rimouski, où plusieurs députés se sont prononcés pour un "non" au plébiscite.

Je suggère au gouvernement de prendre le \$1,500 pour le mettre à la disposition des députés qui voudront parler à la radio sur la question du plébiscite et qui favorisent un vote négatif⁶. Nous nous battons pour la liberté de parole et la liberté de pensée et on bâillonne ceux qui peuvent avoir des opinions opposées à celle de ces messieurs d'Ottawa. On devrait avoir la liberté d'exprimer tous les points de vue. Je veux que chacun soit libre d'exprimer son opinion à la radio, qu'il soit rouge, bleu, vert, libéral, union nationale, orangiste ou même communiste.

L'honorable M. Côté (Bonaventure): Je m'étonne de la déclaration de l'honorable député de Matane au sujet des communistes. Il demande au député de Matane d'être plus précis. Il a bien dit communiste?

M. Gagnon (Matane): Oui. Sur une question de "oui" ou de "non", l'homme qui a des points de vue communistes a encore le droit de parler. Les communistes doivent avoir le droit de se prononcer comme les autres. Il n'est pas question de leur permettre d'enseigner des doctrines subversives. La liberté d'expression a été garantie par la *Magna Carta*⁷. Bien entendu, il ne veut pas de discours subversifs à la radio, mais ceux qui sont contre le plébiscite devraient avoir la chance d'exprimer leur point de vue.

M. Langlais (Îles-de-la-Madeleine): Alors que les moyens de communication ne me permettent pas de me rendre dans mon comté, comment voulez-vous, que je donne mon opinion à mes électeurs?

M. Leduc (Laval): Il ne faudrait pas laisser la province sous une fausse impression, qu'on empêche la liberté de parole, que le gouvernement cherche à imposer silence à ceux qui demandent au peuple de voter dans la négative. Il est vrai que Radio-Canada a été réservé à quelques ministres. Mais, le réseau d'État est une entreprise gouvernementale. Les députés, qui veulent parler sur le plébiscite, et qui ont un point de vue négatif peuvent parler à la radio. Ils peuvent toujours se servir des postes privés de radio. Ils peuvent acheter du temps d'antenne.

M. Langlais (Îles-de-la-Madeleine): Oui mais, à Radio-Canada, ça ne coûte rien du tout. Tandis que, nous, nous payons \$1 la minute aux

postes privés. Nous voulons être sur la même base que les autres.

M. Leduc (Laval): Ceux qui se servent de Radio-Canada paient, à l'exception de quelques ministres. Seuls les ministres et les chefs de partis peuvent utiliser gratuitement la radio et, pour les autres, qu'ils soient en faveur d'une réponse affirmative ou négative, ils peuvent utiliser la radio de l'État en payant, ce qui est juste. Il me semble qu'ils doivent avoir la préférence.

M. Labbé (Mégantic): Personne ne pourra jamais expliquer la décision du gouvernement au sujet de Radio-Canada. Tout le monde devrait être égal à la radio, étant donné que c'est le peuple qui paie pour ce réseau d'État. Les députés devraient, comme les ministres, avoir le droit de se faire entendre. La majorité de la population de Québec partage le point de vue négatif, mais ne peut seulement entendre que le côté positif de l'argument à la radio.

M. Langlais (Îles-de-la-Madeleine): Ce n'est pas une lutte équitable. On ne pourra contester que ceux qui ont l'intention de demander à leurs électeurs de voter "non" sont dans une position nettement défavorable par rapport aux autres. On favorise ceux qui évangélisent la province en faveur du vote "oui".

La résolution est adoptée.

L'honorable M. Mathewson (Montréal-Notre-Dame-de-Grâce) propose: 11. Qu'un crédit suffisant soit ouvert à Sa Majesté pour compléter la somme de cinquante-sept mille dollars, nécessaire pour couvrir les dépenses prévues à l'article: "Loi des agents généraux de la province", du budget de l'année financière se terminant le 31 mars 1943.

M. Gagnon (Matane): L'agence commerciale de New York rend-elle de grands services?

L'honorable M. Drouin (Québec-Est): L'agence rend de réels services.

M. Francœur (Montréal-Mercier): Je dois dire ici que les députés de Montréal s'intéressent à l'après-guerre et étudient les moyens d'attirer des industries dans la métropole. Nous travaillons en coopération avec le ministre du Commerce et de l'Industrie.

M. Langlais (Îles-de-la-Madeleine): Le ministre ne pourrait-il pas obtenir la protection des navires canadiens, qui transportent notre poisson aux Indes occidentales anglaises et en Amérique du Sud? Les navires sont exposés aux attaques des sous-marins.

L'honorable M. Drouin (Québec-Est): Les nations alliées font tout ce qui est en leur possible pour protéger les navires de commerce canadiens.

M. Chaloult (Lotbinière): Si les agences de la province rendent service, comme je le crois, ne devrait-on pas en établir une à Port-au-Prince, capitale d'Haïti, et les étendre aux républiques latines de l'Amérique du Sud, Rio de Janeiro, Buenos Aires, et aux Indes occidentales britanniques? On nous dit que les Canadiens français sont noyés dans un bloc anglo-saxon de 140,000,000 d'habitants en Amérique, ce qui est vrai. Pourquoi ne pas former un bloc latin composé de pays qui ont les mêmes affinités latines et pourraient développer aussi bien leurs relations culturelles que leurs relations commerciales plus étroites, notamment avec cette république d'Haïti?

M. Gagnon (Matane): Il y a beaucoup de bon dans cette suggestion. La population d'Haïti nous est très sympathique. En vue de relations avec le Brésil et l'Argentine, on donne à Toronto des cours d'espagnol. Le Canada a deux représentants dans ces deux pays. M. Jean Désy, ministre à Rio de Janeiro et M. Turgeon, ministre à Buenos Aires, sont des hommes de valeur. L'idée du représentant de Lotbinière est très sérieuse et j'espère que l'an prochain le budget pourvoira à développer nos agences commerciales.

L'honorable M. Drouin (Québec-Est): Je remercie les honorables députés de leurs suggestions. J'y ai déjà songé et la question est à l'étude. La province, dit-il, fait tout ce qu'elle peut pour atteindre ce but d'établir des agences dans les pays de l'Amérique latine et à Haïti. Nous avons un représentant aux Antilles en la personne de M. Hersey. M. Hersey visite aussi l'Amérique du Sud pour trouver des marchés à nos produits. Mais son travail est entravé par la guerre et est plus difficile à cause de la situation internationale.

Je dirai à l'honorable député de Matane que l'École des hautes études commerciales de Montréal donne aussi des cours d'espagnol.

La résolution est adoptée.

Rapport du comité des subsides:

M. l'Orateur au fauteuil

M. le président fait rapport que le comité a adopté plusieurs résolutions et qu'il demande la permission de siéger de nouveau.

Il est résolu que la Chambre, à sa prochaine séance, se formera de nouveau en comité des subsides.

Lesdites résolutions sont lues et adoptées.

Ajournement

M. l'Orateur prononce l'ajournement.

La séance est levée à 1 heure.

Deuxième séance du 17 avril 1942

Présidence de l'honorable B. Bissonnette

La séance est ouverte à 3 heures⁸.

Prière.

M. l'Orateur: À l'ordre, Messieurs! Que les portes soient ouvertes!

Projets de loi:

Élections

L'honorable M. Godbout (L'Islet) propose qu'il lui soit permis de présenter le bill 36 concernant les élections à l'Assemblée législative.

Nous accordons le droit de vote à un plus grand nombre de personnes que ne le fait la loi actuelle.

La loi a pour but principal d'adopter le même système pour la confection des listes provinciales et pour l'inscription des voteurs sur les listes électorales provinciales que celui employé dans les élections fédérales, soit l'énumération des électeurs par des visiteurs à domicile. Dorénavant, en vertu du projet de loi, il n'y aura plus de listes permanentes, comme pour les élections fédérales. Des énumérateurs verront à la confection des listes en vue de chaque élection.

Comme il a été dit, le changement principal est de suivre le système fédéraliste qui autorise aux recenseurs d'aller de porte à porte et d'obtenir le nom des personnes pouvant voter. La province connaît un peu ce système, car lors des quatre élections partielles, le mois dernier, et de deux autres tenues à l'automne dernier, ce système d'énumération a été utilisé. On adopte en somme les dispositions en vigueur de la loi fédérale, à l'exception de l'envoi à chaque électeur de la liste des votants, qui sont inscrits à son bureau de votation. Il ne recevra pas la liste complète des votants inscrits du bureau où il doit voter. La raison est qu'il faudrait affranchir chaque lettre, ce qui coûterait une somme énorme. À Ottawa, où l'on bénéficie de la franchise postale, on envoie cette liste à l'électeur.

Le second changement d'importance a trait au rejet des bulletins de vote. La loi modifie les causes du rejet d'un bulletin. On suivra ici aussi les dispositions de la loi fédérale. Celle-ci édicte, en principe, que le bulletin du voteur doit être tenu pour valide, du moment que le voteur a lui-même rempli les prescriptions nécessaires et qu'on ne doit pas rejeter un bulletin parce que l'officier-rapporteur s'est rendu coupable d'une illégalité où le voteur n'a rien eu à voir. Si le bulletin est fait correctement par le voteur, il ne sera annulé que si les officiers du scrutin y ont fait des marques quelconques. Jusqu'ici, la loi provinciale édicte que si l'officier-rapporteur, ou le président du bureau de votation, appose un signe ou, fait en sorte que le bulletin puisse être identifié, le bulletin est nul.

La loi comporte des pénalités contre les officiers qui identifient les bulletins.

La raison de la révision de la loi, c'est que cette loi est consultée par le public en général, et non par quelques avocats. Il est alors préférable de réduire la loi en un volume compact au lieu d'avoir à consulter plusieurs actes pour connaître les mises à jour de la loi et pour épargner aux milliers de personnes qui doivent s'en servir de référer à des amendements. Comme ces gens ne sont pas des hommes de loi, il importe que la loi électorale soit d'une seule pièce.

Les notes explicatives font observer que dans ce projet, on a, dans le texte français, traduit "deputy-returning-officer" par "scrutateur" et "poll clerk" par "greffier de scrutin". Ces désignations ont été adoptées pour éviter toute confusion possible entre ces fonctions et celles de président et de secrétaire d'élection.

Le projet propose également l'adoption de quelques autres principes tirés de la loi fédérale: En ce qui concerne d'abord le domicile: le domicile de

la femme mariée, pour fins électorales, est à l'endroit où elle réside de fait, si elle vit séparée de son mari. Celui qui est enrôlé dans les Forces armées du Canada, garde le domicile qu'il avait lors de son enrôlement, à moins qu'il n'en ait établi un autre, dans la suite, au Canada.

Si un scrutateur décède ou démissionne, le président de l'élection doit le remplacer, ou, s'il ne l'a pas fait avant l'heure fixée pour l'ouverture des bureaux de scrutin, l'article 143 charge le greffier du scrutin d'agir à sa place en se nommant un autre greffier.

L'article 209 permet au votant aveugle de faire marquer son bulletin par un parent ou un ami, qui l'accompagne, ce qui l'exempte d'avoir à déclarer devant le scrutateur et les agents des candidats le nom de la personne, pour qui il veut voter. Le parent ou l'ami est tenu de prêter le serment de garder le secret et de jurer qu'il n'a pas agi pour un autre aveugle au cours de la même élection.

Un autre article du projet de loi élimine l'obligation décrétée par un article de la loi actuelle, qui ordonnait de tenir fermés les manufactures, usines, boutiques et ateliers le jour des élections. Mais il oblige, sous les mêmes peines, l'employeur à accorder à chaque électeur à son service, au moins deux heures pour voter et lui défend de faire déduction sur le salaire de cet électeur pour cette raison.

Afin d'être encore plus certain que la volonté de l'électeur doit l'emporter malgré les erreurs du personnel électoral, je le répète, le nouveau projet empêche que le vote d'un électeur ne puisse être annulé par la négligence ou la fraude d'un scrutateur. Lors du dépouillement, ce dernier doit, s'il a omis de le faire, détacher le talon ou apposer ses initiales sur le bulletin, ce qui ne l'absout pas de l'infraction qu'il a commise en omettant de le faire lors du vote. De plus, en aucun cas, un bulletin ne peut être annulé à cause d'une marque que le scrutateur a pu y apposer.

Enfin, le projet de loi stipule que s'il y a égalité des voix, le président de l'élection ne sera plus appelé à donner son vote prépondérant, avant qu'un nouveau dépouillement n'ait été fait par le juge. Cette dernière disposition est particulièrement importante. On se souvient que des députés ont été élus, déjà, par le vote prépondérant du président de l'élection.

Le bill autorise également la nomination d'un agent d'élection dans les districts de Montréal et de Québec.

Adopté. Le bill est lu une première fois.

L'honorable M. Godbout (L'Islet) propose que la Chambre, à sa prochaine séance, se forme en comité plénier pour prendre en considération un projet de résolutions relatives au bill 36 concernant les élections à l'Assemblée législative.

Adopté.

Subsides:

Budget des dépenses 1942-1943

L'honorable M. Mathewson (Montréal-Notre-Dame-de-Grâce) propose, selon l'ordre du jour, que M. l'Orateur quitte maintenant le fauteuil.

Adopté. La Chambre se forme de nouveau en comité des subsides.

En comité:

Présidence de M. Chaloult (Lotbinière)

L'honorable M. Mathewson (Montréal-Notre-Dame-de-Grâce) propose: 1. Qu'un crédit suffisant soit ouvert à Sa Majesté pour compléter la somme de dix-sept mille dollars, nécessaire pour couvrir les dépenses prévues à l'article: "Dépenses d'administration" (département de la Santé et du Bien-être social), du budget de l'année financière se terminant le 31 mars 1943⁹.

M. Francœur (Montréal-Mercier): Le gouvernement a-t-il l'intention d'aider un organisme connu sous le nom de l'Aide à la femme, une institution tolérée sous l'Union nationale dans la ville de Montréal et qui était, ni plus ni moins, une organisation pour contaminer et corrompre la population?¹⁰

L'honorable M. Groulx (Montréal-Outremont) fait un signe négatif.

M. Gagnon (Matane): C'est une insinuation fausse et diffamatoire. Depuis le début de la session, nous avons fait preuve de bonne volonté. Nous avons discuté jusqu'ici, de façon raisonnable, les subsides des divers ministères. Je demande au ministre de désapprouver les remarques injurieuses du député de Montréal-Mercier. Mais, j'avertis que, si le gouvernement permet au député de Montréal-Mercier d'ouvrir la porte aux questions de basse

politique, nous serons forcés de changer d'attitude et d'y répondre.

L'honorable M. Godbout (L'Islet): Je suis prêt à admettre que depuis le début de la session, l'opposition a fait une discussion sérieuse, raisonnable et sensée sur toutes les questions soumises. Ses critiques ont été constructives. Je tiens à féliciter les députés de la gauche du ton adopté pour discuter des lois et des motions.

Je n'ai rien compris dans les remarques du député de Montréal-Mercier (M. Francœur), qui pût être interprété comme injurieux.

M. Gagnon (Matane): Puisque le premier ministre dit qu'il n'a pas compris ce qu'a dit le député de Montréal-Mercier, cela me suffit.

(Rires)

M. Francœur (Montréal-Mercier) veut reprendre la parole.

M. le président fait remarquer au député de Montréal-Mercier qu'il est hors du sujet et que la digression ne doit pas se prolonger davantage. Il demande aux députés de s'en tenir aux articles discutés. Nous devons, dit-il, considérer l'incident clos.

La résolution est adoptée.

L'honorable M. Mathewson (Montréal-Notre-Dame-de-Grâce) propose: 2. Qu'un crédit suffisant soit ouvert à Sa Majesté pour compléter la somme de un million cinq cent soixante-treize mille sept cent cinquante dollars, nécessaire pour couvrir les dépenses prévues à l'article: "Asiles d'aliénés", du budget de l'année financière se terminant le 31 mars 1943.

M. Gagnon (Matane): Il y a augmentation du nombre des aliénés.

L'honorable M. Groulx (Montréal-Outremont): Oui, comme dans toutes les provinces du dominion.

La résolution est adoptée.

L'honorable M. Mathewson (Montréal-Notre-Dame-de-Grâce) propose: 3. Qu'un crédit suffisant soit ouvert à Sa Majesté pour compléter la somme de deux cent quatre-vingt-quinze dollars,

nécessaire pour couvrir les dépenses prévues à l'article: "Hygiène publique de Québec", du budget de l'année financière se terminant le 31 mars 1943.

Adopté.

4. Qu'un crédit suffisant soit ouvert à Sa Majesté pour compléter la somme de cent mille dollars, nécessaire pour couvrir les dépenses prévues à l'article: "Pour combattre la tuberculose et la mortalité infantile dans la province", du budget de l'année financière se terminant le 31 mars 1943.

M. Langlais (Îles-de-la-Madeleine): À l'hôpital des Îles-de-la-Madeleine, le ministère de la Santé paie \$1 par malade et \$1.34 par tuberculeux. Ne pourrait-on pas payer \$1.34 pour chacun des 45 malades hospitalisés?

L'honorable M. Groulx (Montréal-Outremont): Nous avons augmenté le prix pour la moitié des malades et nous pourrions peut-être faire mieux plus tard.

La résolution est adoptée.

L'honorable M. Mathewson (Montréal-Notre-Dame-de-Grâce) propose: 5. Qu'un crédit suffisant soit ouvert à Sa Majesté pour compléter la somme de six cent mille dollars, nécessaire pour couvrir les dépenses prévues à l'article: "Unités sanitaires de comtés", du budget de l'année financière se terminant le 31 mars 1943.

M. Pouliot (Gaspé-Sud): La loi de l'assistance publique, qui est désuète, devrait être refaite. Dans nos campagnes, on ne connaît pas la loi.

L'honorable M. Groulx (Montréal-Outremont): La loi de l'assistance publique ne répond pas aux circonstances actuelles. C'est pourquoi nous avons nommé une commission qui étudie son fonctionnement dans les hôpitaux.

M. Gagnon (Matane): La commission devrait avoir des pouvoirs bien étendus. Elle devrait faire enquête sur une plainte, que l'on m'a faite, à l'effet que la direction de certains hôpitaux, tout particulièrement des hôpitaux de campagne, où le médecin en chef est un véritable dictateur au point de vue médical, envoie les malades au médecin de l'hôpital. Nous avons reçu des plaintes très sérieuses.

M. Kirkland (Jacques-Cartier): Je ne crois pas que cette plainte soit sérieuse.

M. Gagnon (Matane): Les plaintes sont à l'effet que les autorités de certains hôpitaux imposent aux malades les médecins de leur choix. On m'a fait une plainte à propos d'un médecin, qui est ami de l'Union nationale. L'honorable ministre va-t-il s'occuper de la chose?

L'honorable M. Groulx (Montréal-Outremont): Certainement.

M. Gagnon (Matane): Très bien, alors.

M. Pouliot (Gaspé-Sud): Dans certaines municipalités, des médecins ne permettent pas à leurs confrères de soigner les patients d'un hôpital considéré comme privé ou réservé.

Il peut paraître pour le moins étrange, qu'un médecin ne puisse exercer sa profession, dans un hôpital de sa région. Je comprends que tout médecin ne puisse s'improviser chirurgien, mais on se plaint surtout dans les régions où on n'a pas le choix entre les hôpitaux, et, que certaines institutions soient fermées. En effet, dans une grande ville où il y a plusieurs hôpitaux, cela ne représente pas tellement de difficultés. Il est facile d'envoyer ses patients dans un hôpital, où l'on a accès. Mais, dans une campagne, où il n'y a qu'un seul hôpital, cela devient de l'abus assez grave.

L'honorable M. Groulx (Montréal-Outremont) promet qu'il fera une enquête et corrigera cette situation.

La résolution est adoptée.

L'honorable M. Mathewson (Montréal-Notre-Dame-de-Grâce) propose: 6. Qu'un crédit suffisant soit ouvert à Sa Majesté pour compléter la somme de vingt-deux mille dollars, nécessaire pour couvrir les dépenses prévues à l'article: "Octrois à diverses institutions de charité autres que celles reconnues d'assistance publique", du budget de l'année financière se terminant le 31 mars 1943.

Adopté.

7. Qu'un crédit suffisant soit ouvert à Sa Majesté pour compléter la somme de quatre-vingt-quinze mille dollars, nécessaire pour couvrir les dépenses prévues à l'article: "Aide à la protection du public contre les maladies vénériennes", du budget de l'année financière se terminant le 31 mars 1943.

Adopté.

8. Qu'un crédit suffisant soit ouvert à Sa Majesté pour compléter la somme de quarante mille dollars, nécessaire pour couvrir les dépenses prévues

à l'article: "Loi de la préservation de l'enfance contre la tuberculose", du budget de l'année financière se terminant le 31 mars 1943.

M. Gagnon (Matane): Il y a une somme de \$40,000 attachée à cet item. Je trouve que c'est peu et d'autant plus que, sur ce montant, Montréal recevra \$25,000. Le ministre doit savoir que la grande région pour la tuberculose s'étend entre la frontière du comté de Nicolet et le comté de Gaspé.

L'honorable M. Groulx (Montréal-Outremont): Cette somme n'est votée que pour les villes. Outre Montréal, le district de Québec recevra \$8,300 et les Trois-Rivières \$5,700.

La résolution est adoptée.

L'honorable M. Mathewson (Montréal-Notre-Dame-de-Grâce) propose: 9. Qu'un crédit suffisant soit ouvert à Sa Majesté pour compléter la somme de trois millions de dollars, nécessaire pour couvrir les dépenses prévues à l'article: "Fonds de l'assistance publique", du budget de l'année financière se terminant le 31 mars 1943.

Adopté.

10. Qu'un crédit suffisant soit ouvert à Sa Majesté pour compléter la somme de trente-deux mille dollars, nécessaire pour couvrir les dépenses prévues à l'article: "Fonds de l'assistance publique", du budget de l'année financière se terminant le 31 mars 1943.

L'honorable M. Groulx (Montréal-Outremont) annonce la création de dispensaires en plusieurs centres de colonisation.

M. Gagnon (Matane): L'honorable ministre nous dira-t-il où il va établir des dispensaires-résidences, ainsi que l'annonce son budget ?

L'honorable M. Groulx (Montréal-Outremont): À Baby-Janvier, Abitibi; Baby, Témiscamingue; Saint-Mathias, Abitibi; Senneville, Abitibi; Saint-Jean-de-Lalande, Témiscouata; à la colonie de Matapédia, Bonaventure; à la colonie Sainte-Marguerite, Matapédia. Nous avons des réserves d'argent pour la construction et l'aménagement d'un dispensaire-résidence. Nous en établirons peut-être un à Méchins, comté de Matane.

M. Gagnon (Matane): Nous allons voter cet item au plus vite.

La résolution est adoptée.

L'honorable M. Mathewson (Montréal-Notre-Dame-de-Grâce) propose: 11. Qu'un crédit suffisant soit ouvert à Sa Majesté pour compléter la somme de soixante-huit mille dollars, nécessaire pour couvrir les dépenses prévues à l'article: "Loi du service civil" (département du Travail), du budget de l'année financière se terminant le 31 mars 1943.

M. Gagnon (Matane): L'honorable ministre va-t-il amender la loi des conventions collectives cette année?

L'honorable M. Rochette (Charlevoix-Saguenay): Non.

M. Gagnon (Matane): Je suggère que le ministère provincial du Travail fasse plus de publicité aux arrêtés ministériels d'Ottawa, afin que le public comprenne leurs effets.

L'honorable M. Rochette (Charlevoix-Saguenay): Nous avons fait cette suggestion au gouvernement fédéral et nous voulions donner des explications dans des conférences de presse, sur les ordonnances comme elles sont adoptées, mais Ottawa ne le permettra pas. On nous a informés que toute la publicité devait venir d'Ottawa.

M. Beaulieu (Saint-Jean-Napierville): Je ne suis pas satisfait de l'indice du coût de la vie. Si on tient compte des taxes et des divers impôts, on peut dire que le coût de la vie a augmenté d'au moins 40 % depuis 1939. Mais, ce qui ajoute encore à ceci, c'est le fait que le boni de vie chère ne soit pas obligatoire. Certaines compagnies l'ont payé, d'autres pas. Il demande vivement au gouvernement fédéral des explications au sujet des primes de vie chère qui ne sont pas versées à tout le monde. Personne ne peut me dire que l'index du coût de la vie a augmenté de seulement 14 points depuis que la guerre a commencé.

Dans mon comté, il y a 35 industries différentes: quelques-unes paient le boni de vie chère, d'autres non. C'est une injustice pour les ouvriers, qui ne le reçoivent pas et aussi les patrons qui le paient. Le boni de vie chère devrait être payé par toutes les compagnies.

L'honorable M. Rochette (Charlevoix-Saguenay): Cette question relève du pouvoir central.

M. Beaulieu (Saint-Jean-Napierville): Si c'est en vertu d'une loi fédérale que ce boni de vie

chère est payé, la loi devrait s'appliquer à tous les ouvriers et non pas seulement à quelques-uns. Que doit-on répondre, alors, aux ouvriers là-dessus? Il demande des explications au ministre du Travail sur la loi fédérale du boni de vie chère.

L'honorable M. Rochette (Charlevoix-Saguenay) cite l'arrêté ministériel fédéral no 8253, qui a rendu obligatoire le paiement du boni de vie chère. Cet ancien arrêté ministériel gelait les salaires à partir du 15 novembre. Il recommandait aux patrons de payer un boni de vie chère, mais ne l'exigeait pas. Il décréait aussi que les compagnies qui ne payaient pas encore le boni, pourraient ne le payer que lorsque l'indice du coût de la vie aurait augmenté d'un point de plus que l'indice 114.5, tel qu'établi au 1^{er} octobre 1941.

Celui qui a force de loi actuellement ordonne le plafonnement des salaires. Mais, il stipule qu'ils seront augmentés au fur et à mesure que l'indice augmentera. On a pris comme base le coût de la vie du 31 octobre 1941. Tous les trois mois, on publie un nouvel indice. Le prochain sera décrété le mois prochain. La nouvelle loi dit également que les bonis de vie chère ne peuvent être supprimés. Enfin, j'ajouterais, que rien n'obligeait la province à payer ce boni de vie chère, mais les circonstances s'y prêtaient.

M. Beaulieu (Saint-Jean-Napierville) trouve injuste le décret fédéral qui interdit aux industries de payer un boni de vie chère, quand elles ne l'ont pas payé avant le 15 novembre 1941 et qui oblige les autres à continuer de le payer. C'est comme si l'on voulait récompenser ceux qui se sont fait tirer l'oreille, dit-il. Dans mon comté, il y a des ouvriers pères de famille, qui gagnent \$12 ou \$15, ou \$18 par semaine. Or, il y a un plafond sur ces salaires, qui se trouvent gelés pour toute la durée de la guerre. Je considère que le gouvernement fédéral ne devrait pas geler les salaires des employés de nos usines de Saint-Jean. Non seulement leurs patrons ne peuvent pas augmenter leurs salaires, mais ils ne peuvent pas non plus payer un boni de vie chère, pour la seule raison qu'ils n'en payaient pas avant une certaine date.

Il s'élève contre le plafonnement des salaires de famine, qui, suggère-t-il, ne devrait pas s'appliquer avant que l'ouvrier ne touche un salaire minimum de \$25 par semaine. Aucun salaire n'aurait dû être gelé en bas de ce montant.

Je ne suis pas satisfait de la façon dont on calcule l'indice du coût de la vie. On prend comme

base le 1^{er} octobre 1941 et l'on dit que le coût de la vie était alors de 114.5, comparé à ce qu'il était avant la guerre. En janvier, on a dit que le coût de la vie avait été porté à 114.6 seulement, de sorte que les patrons n'étaient pas obligés de payer aucun boni.

Il y a une limite pour tromper le monde. Tel que fixé actuellement, l'indice du coût de la vie est un trompe-œil. Personne ne me fera accroire que le coût de la vie est resté à 114.6. Ce dernier monte très rapidement et les salaires ne montent pas. Le pourcentage de 14.6 % que l'on donne pour augmentation du coût de la vie n'est pas conforme aux faits.

Les contrats collectifs sont devenus inopérants pour toute fin pratique. Des ouvriers se voient réduits à se contenter d'un salaire de \$15 par semaine, sans espoir d'augmentation, si l'indice du coût de la vie n'a pas monté en haut de 114.5 %. On a donc établi un plafond pour des gens qui sont des pères de plusieurs enfants. Pas un expert ne va me faire croire que le coût de la vie n'a monté que de 14.6 % depuis le début de la guerre. Avec toutes les taxes que nous payons, il a augmenté d'au moins 40 % depuis 1939. Le gouvernement provincial lui-même admet qu'il a l'obligation morale de payer un boni. Pourquoi n'oblige-t-on pas les industries à faire de même? Les gens qui calculent l'indice du coût de la vie ne disent pas la vérité.

L'honorable M. Rochette (Charlevoix-Saguenay): Le pourcentage de 14.6 % est une base. Si on n'en est pas satisfait, on peut demander une reconsidération pour trois mois en arrière. Je ferai remarquer à mon honorable ami que les contrats collectifs et la loi du salaire minima restent toujours en force. Mais, il est entendu qu'on ne peut en changer les dispositions. Si les travailleurs de votre comté trouvent qu'ils ont droit aux primes du coût de la vie, tout ce qu'ils ont à faire c'est de soumettre leur cas au bureau régional du travail en temps de guerre. Si l'index de 114 % est injuste pour Saint-Jean, il est également possible de présenter une plainte au bureau.

Les bureaux régionaux de l'Office du travail ont justement été créés par le gouvernement fédéral pour étudier le cas des employés, dont les salaires sont trop bas, inférieurs à ceux auxquels ils ont droit et pour ceux qui considèrent que leurs salaires ont été gelés à un taux anormal, qu'ils puissent faire les représentations voulues et obtenir justice.

Quant aux salaires, si mon honorable ami connaît des cas où des employés sont évidemment trop mal payés, et qu'il croit que des salaires ont été gelés en bas d'un taux normal, il n'a qu'à formuler

une plainte. Qu'il s'adresse au représentant régional de Québec de l'Office du travail en temps de guerre pour les faire réajuster. Je suis sûr qu'il obtiendra satisfaction.

La résolution est adoptée.

L'honorable M. Mathewson (Montréal-Notre-Dame-de-Grâce) propose: 12. Qu'un crédit suffisant soit ouvert à Sa Majesté pour compléter la somme de dix mille dollars, nécessaire pour couvrir les dépenses prévues à l'article: "Dépenses d'administration", du budget de l'année financière se terminant le 31 mars 1943.

Adopté.

13. Qu'un crédit suffisant soit ouvert à Sa Majesté pour compléter la somme de cent vingt-trois mille dollars, nécessaire pour couvrir les dépenses prévues à l'article: "Loi des établissements industriels et commerciaux", du budget de l'année financière se terminant le 31 mars 1943.

Adopté.

14. Qu'un crédit suffisant soit ouvert à Sa Majesté pour compléter la somme de quatre-vingt-cinq mille dollars, nécessaire pour couvrir les dépenses prévues à l'article: "Loi des bureaux de placements", du budget de l'année financière se terminant le 31 mars 1943.

M. Gagnon (Matane): Est-ce qu'il y a encore des bureaux de placements sous la régie du gouvernement provincial?

L'honorable M. Rochette (Charlevoix-Saguenay): Oui. Il en existe encore. Depuis l'entrée en vigueur de la loi fédérale de l'assurance-chômage, le nombre des bureaux de placement sous la juridiction exclusive de la province a été réduit à neuf.

Par suite de la guerre, nous avons dû fermer certains bureaux de placement. Il n'y a plus que quelques catégories d'employés, dont l'embauchage n'est pas affecté par la loi du service sélectif. Pour eux, neuf bureaux de placements sont encore ouverts. Il y en a deux à Montréal, deux à Québec¹¹ et un dans chacune des villes de Hull, Trois-Rivières, Dolbeau et Gaspé et à La Tuque.

M. Langlais (Îles-de-la-Madeleine): Dans les bureaux de placements pour femmes, nous avons obtenu toujours ce que nous désirons. Chez les hommes, c'est différent. On nous répond poliment, mais nos demandes restent lettre morte.

L'honorable M. Rochette (Charlevoix-Saguenay): C'est la guerre. Au sujet des bureaux de placement, le problème actuellement n'est pas tellement de trouver de l'emploi pour les hommes travailleurs, mais de trouver de la main-d'œuvre pour les travaux à faire. Ainsi, nous aurions besoin de 3,900 employés pour Arvida et nous n'en trouvons pas.

M. Beaulieu (Saint-Jean-Napierville): N'est-il pas exact qu'aucune industrie ne peut engager une personne sans l'assentiment de la Commission du chômage?

L'honorable M. Rochette (Charlevoix-Saguenay): Il paraît qu'il existe un nouveau décret fédéral en ce sens. Et la province n'a aucune juridiction pour cette organisation.

La résolution est adoptée.

L'honorable M. Mathewson (Montréal-Notre-Dame-de-Grâce) propose: 15. Qu'un crédit suffisant soit ouvert à Sa Majesté pour compléter la somme de quatre-vingt-quinze mille dollars, nécessaire pour couvrir les dépenses prévues à l'article: "Loi des mécaniciens de machines fixes et loi des appareils sous pression", du budget de l'année financière se terminant le 31 mars 1943.

Adopté.

16. Qu'un crédit suffisant soit ouvert à Sa Majesté pour compléter la somme de deux cent cinquante-cinq mille dollars, nécessaire pour couvrir les dépenses prévues à l'article: "Loi des électriciens et des installations électriques et loi des paratonnerres", du budget de l'année financière se terminant le 31 mars 1943.

Adopté.

17. Qu'un crédit suffisant soit ouvert à Sa Majesté pour compléter la somme de quarante-huit mille dollars, nécessaire pour couvrir les dépenses prévues à l'article: "Loi concernant les mécaniciens en tuyauterie", du budget de l'année financière se terminant le 31 mars 1943.

Adopté.

18. Qu'un crédit suffisant soit ouvert à Sa Majesté pour compléter la somme de trente mille dollars, nécessaire pour couvrir les dépenses prévues à l'article: "Conseil supérieur du travail", du budget de l'année financière se terminant le 31 mars 1943.

M. Gagnon (Matane): C'est un item de \$30,000. Est-ce que les membres reçoivent une compensation?

L'honorable M. Rochette (Charlevoix-Saguenay): Non.

M. Langlais (Îles-de-la-Madeleine): Ce ne sont pas des "Dollar-a-year-men".

M. Gagnon (Matane): L'honorable ministre va-t-il nommer bientôt le conseil exécutif du Conseil supérieur du travail?

L'honorable M. Rochette (Charlevoix-Saguenay): Oui. La guerre a retardé la nomination du Conseil supérieur, mais nous croyons qu'il rendra de grands services.

M. Beaulieu (Saint-Jean-Napierville) demande que le Conseil supérieur renferme dans ses rangs des techniciens, qui seront chargés de réviser l'échelle des salaires en cette province.

M. Plamondon (Portneuf): Le Conseil supérieur, tel que formé rendra de grands services à la classe ouvrière. Je félicite et remercie l'honorable ministre du Travail (l'honorable M. Rochette) du choix des membres du Conseil. Les ouvriers de mon comté, dit-il, sont enchantés du nouveau Conseil supérieur du travail. Ses membres donnent leur temps gratuitement. Ce Conseil aidera à préparer la période de l'après-guerre.

M. Gagnon (Matane): Le Conseil va-t-il se réunir bientôt?

L'honorable M. Rochette (Charlevoix-Saguenay): Le Conseil supérieur du travail, formé au mois de décembre dernier en vertu d'une loi de la Législature, tiendra sa première séance immédiatement après la session. Il procédera peut-être alors à la formation de sa commission permanente. Cet organisme étudiera toutes les questions concernant la protection de l'ouvrier.

Un député de l'opposition: Ce bureau n'est pas convoqué assez souvent. Il demande au ministre de le faire siéger plus souvent.

L'honorable M. Rochette (Charlevoix-Saguenay): Il a fallu d'abord terminer de bâtir une bibliothèque, indispensable aux membres de ce Conseil et sans laquelle le Conseil ne peut travailler. Cette bibliothèque comprend, entre autres choses, tous les documents provenant du Bureau international du travail, de Genève.

À sa prochaine séance, le Conseil se choisira un exécutif.

M. Gagnon (Matane): Je trouve qu'il y a un immense camouflage dans toute cette affaire¹², puisqu'il n'existe pas encore d'Exécutif pour cette organisation.

M. Beaulieu (Saint-Jean-Napierville): Depuis qu'il est en fonction, ce Conseil ne s'est réuni qu'une seule fois. Les conditions de travail n'ont pas été améliorées et les salaires payés ne sont pas meilleurs. Il n'y a eu aucun changement dans les salaires des industries. On paie actuellement des salaires de famine dans la province de Québec.

L'honorable M. Rochette (Charlevoix-Saguenay): Au contraire, beaucoup de travail a déjà été fait. Une bibliothèque a été organisée à l'usage des membres du conseil, composé de huit économistes et huit représentants ouvriers.

Le représentant de Saint-Jean-Napierville n'a pas lu la loi. Le Conseil supérieur n'a pas pour mission de fixer les salaires. La révision des salaires est en dehors de ses attributions. Il n'a pas non plus pour mission d'étudier les cas particuliers, mais plutôt d'étudier les questions ouvrières théoriques et toutes celles relatives à la protection des ouvriers pour renseigner le ministère.

Le Conseil doit faire des enquêtes et discuter de certains problèmes relatifs au travail. Il n'a donc rien à faire avec les salaires. Il a été organisé afin que, dans cette province, la situation du travail soit rationalisée.

M. Gagnon (Matane): Ce Conseil n'a pas encore siégé. Et, un conseil qui ne siège pas, ne peut pas accomplir beaucoup.

La résolution est adoptée.

Rapport du comité des subsides:

M. l'Orateur au fauteuil

M. le président fait rapport que le comité a adopté plusieurs résolutions et qu'il demande la permission de siéger de nouveau.

Il est résolu que la Chambre, à sa prochaine séance, se formera de nouveau en comité des subsides.

Lesdites résolutions sont lues et adoptées.

Ajournement

L'honorable M. Godbout (L'Islet) propose que lorsque cette Chambre s'ajournera, elle soit ajournée à mardi après-midi prochain à 3 heures.

Adopté.

La séance est levée à 5 heures.

NOTES

1. Selon tous les journaux, sauf *La Presse* du 18 avril 1942, à la page 36, qui dit que l'Assemblée législative a tenu sa première séance du matin à 11 h 30. En outre, le journaliste du journal *L'Action catholique* du 18 avril 1942, fait remarquer à la page 13, que les députés étaient peu nombreux à siéger ce matin-là.

2. Selon tous les journaux, sauf *Le Soleil* du 18 avril 1942, à la page 17, qui indique plutôt \$14,000,000 pour la voirie.

3. "Le Club de Réforme de Québec est né en octobre 1917. Il est le fruit de l'enthousiasme, la détermination et du patriotisme d'un groupe de jeunes libéraux anxieux de prendre part à la vie politique de la nation et de faire valoir d'efficace façon les idées nouvelles qu'ils préconisaient." *Programme souvenir du 25ième anniversaire du club de réforme de Québec*, 7 novembre 1942, à la page 43.

4. Le ministre des Affaires municipales, de l'Industrie et du Commerce (l'honorable M. Drouin) est assisté de M. Louis Coderre, sous-ministre du Commerce et de M. Émile Morin, sous-ministre des Affaires municipales. *Le Soleil* du 18 avril 1942, à la page 17.

5. En effet, lors de la séance du 10 avril 1942, "le représentant de Lotbinière (M. Chaloult) s'était levé sur une question de privilège et avait dénoncé l'attitude des directeurs de Radio-Canada", selon *L'Action catholique* du 18 avril 1942, à la page 13.

6. Selon tous les journaux, sauf *Le Soleil* du 18 avril 1942, à la page 23, qui suggère que c'est le

représentant de Mégantic (M. Labbé) qui propose que l'on prenne le \$1,500 pour le mettre à la disposition de ceux qui favorisent un vote négatif.

7. *Magna Carta: La Grande Charte des libertés d'Angleterre*, concédée par le roi John en 1215, sous la menace d'une guerre civile et rééditée avec modifications en 1216, 1217 et 1225. *The New Encyclopaedia Britannica*, 15e édition, volume 7, à la page 673.

8. Selon tous les journaux, sauf *Le Devoir* du 18 avril 1942, à la page 3, qui précise que la séance débute à 3 h 15. Il ajoute également que ce n'est qu'après avoir réuni le quorum nécessaire à la séance, avec quelques difficultés, que la Chambre a commencé sa séance de l'après-midi.

9. À ce moment, il se trouve 17 députés en Chambre, alors que le quorum est de 15 députés, selon *La Patrie* du 18 avril 1942, à la page 38.

10. Selon *Le Soleil* du 18 avril 1942, à la page 8, le député de Montréal-Mercier (M. Francœur) ferait allusion à un scandale qui se serait passé dans une maison d'hospitalisation montréalaise fondée par l'Union nationale.

11. *Le Soleil* du 18 avril 1942, à la page 8, quant à lui, compte un seul bureau de placement à Québec.

12. Selon tous les journaux, sauf *Le Soleil* du 18 avril 1942, à la page 8, qui attribue ce commentaire au représentant de Saint-Jean-Napierville (M. Beaulieu).

Première séance du mardi 21 avril 1942

Présidence de l'honorable B. Bissonnette

La séance est ouverte à 3 heures.

Prière.

M. l'Orateur: À l'ordre, Messieurs! Que les portes soient ouvertes!

Explications sur des faits publiés:

Article dans *Le Temps*

L'honorable M. Hamel (Saint-Sauveur) proteste contre le compte rendu d'une séance précédente, parue dans un journal de Québec, *Le Temps*.

D'après ce journal, le représentant de Dorchester (M. Bégin) aurait laissé entendre, dans son discours sur le budget prononcé la semaine dernière, que le représentant de Saint-Sauveur (l'honorable M. Hamel) était intéressé dans l'expropriation de certains terrains nécessaires à la construction de l'aéroport à l'Ancienne-Lorette, où il aurait, ni plus ni moins, favorisé des parents. Je veux déclarer, dit-il, que je n'ai eu rien à faire avec l'expropriation qui a pu avoir lieu pour la construction de cet aéroport. Je n'ai aucun de mes parents, qui ait été intéressé de près ou de loin dans cette affaire. Je veux que la Chambre prenne note de cette mise au point.

Dépôt de documents:

Rapport sur
l'Instruction publique

L'honorable M. Perrier (Terrebonne) dépose sur le bureau de la Chambre le rapport du surintendant de l'Instruction publique de la province de Québec pour l'année 1940-1941. (Document de session no 30)

Questions et réponses:

École d'aviation
de Victoriaville

M. Bourque (Sherbrooke): 1. Les immeubles de l'École d'aviation de Victoriaville sont-ils assurés contre l'incendie?

2. Si oui, pour quel montant? À quel agent le contrat a-t-il été donné? Quelle est la prime?

L'honorable M. Girouard (Arthabaska): En autant que le ministère des Travaux publics est concerné:

1. Non.
2. Répondu par no 1.

Belmont Construction

M. Bégin (Dorchester): 1. Le ministère de la Voirie a-t-il été avisé par un de ses enquêteurs, qu'en 1940, la Belmont Construction s'était fait payer environ \$10,000 de trop, sous de fausses représentations, pour de la pierre utilisée à la construction du boulevard Métropolitain, sur l'Île de Montréal?

2. Si oui:

- a) Quelles mesures le gouvernement a-t-il prises?
- b) Le procureur général a-t-il pris des procédures?

L'honorable M. Girouard (Arthabaska): 1. Non.

2. Répondu au no 1.

Section des terres libres

M. Bégin (Dorchester): 1. Combien la section des terres libres avait-elle de demandes non payées au 31 décembre 1939?

2. Combien a-t-elle reçu de demandes d'octrois:
- a) en 1940?
- b) en 1941?

3. Combien de demandes ont été:

I. refusées:

II. payées:

- a) en 1940?
- b) en 1941?

4. Combien a-t-il été consenti de prêts pour achat de roulant:

- a) en 1940?
- b) en 1941?

L'honorable M. Godbout (L'Islet): 1. 190.
2. a) 1940: 490; b) 1941: 354.

3. I. a) Refusées en 1940: 108; b) Refusées en 1941: 260. II. a) Payées en 1940: 554; b) Payées en 1941: 165.

4. a) 1940: aucun; b) 1941: aucun.

Demandes d'octrois à l'établissement des fils de cultivateurs

M. Bégin (Dorchester): 1. Combien la Section de l'établissement des fils de cultivateurs avait-elle de demandes d'octrois non payées au 31 décembre 1939?

2. Combien a-t-elle reçu de demandes d'octrois:

a) en 1940?

b) en 1941?

3. Combien de demandes ont été:

I. refusées:

II. payées:

a) en 1940?

b) en 1941?

L'honorable M. Godbout (L'Islet): 1. 1,774.

2. a) 2,147; b) 1,691.

3. I. a) Refusées en 1940: 621; b) Refusées en 1941: 434. II. a) Payées en 1940: 1,594; b) Payées en 1941: 942.

Association agricole

M. Bégin (Dorchester): Le gouvernement a-t-il l'intention de regrouper les cultivateurs sous l'égide d'une fédération des cercles agricoles et des sociétés d'agriculture?

L'honorable M. Godbout (L'Islet): Le gouvernement entend maintenir le statut actuel dont jouissent les associations agricoles et l'améliorer si possible.

Chèques aux cultivateurs

M. Bégin (Dorchester): Faisant suite à la réponse donnée le 18 mars dernier, à quelle date ont été faits les chèques en faveur des cultivateurs de Sherrington, dans le comté de Saint-Jean-Napierville, et ont-ils été adressés aux destinataires directement?

Sinon, à quelles personnes ont-ils été adressés pour leur être remis?

L'honorable M. Godbout (L'Islet): Les chèques ont été faits le 2 octobre, le 29 décembre et le 30 décembre 1941, et ont été adressés aux destinataires directement.

Foin acheté par des coopératives agricoles

M. Bégin (Dorchester): Faisant suite à la réponse donnée le 12 mars dernier, combien de tonnes de foin ont été achetées de chacune des quatre coopératives mentionnées, et quel montant d'argent a été payé à chacune d'elles?

L'honorable M. Godbout (L'Islet):

	Nombre de tonnes	Montant
La Coopérative fédérée de Québec	2,311.94	\$ 47,214.47
La Coopérative agricole de Lacadie.....	708.20	14,718.31
La Coopérative agricole de Saint-Philippe	627.08	12,214.85
La Coopérative agricole de Saint-Polycarpe.....	179.99	3,596.44

Paul Latouche

M. Sauvé (Beauharnois): M. Paul Latouche, qui s'est porté candidat à l'élection complémentaire fédérale de Québec-Est, contre l'honorable Louis Saint-Laurent:

1. Est-il encore à l'emploi de la province?
2. Dans l'affirmative, en quelle qualité?
3. Quel salaire recevait-il le 1^{er} janvier 1942?
4. Quel salaire reçoit-il maintenant?
5. Quel salaire recevra-t-il le 1^{er} juin 1942?

L'honorable M. Girouard (Arthabaska):

1. Oui.
2. Dessinateur.
3. \$1,800.
4. \$1,800.
5. Je l'ignore.

Projets de loi:

Loi des terres de colonisation

L'ordre du jour appelle la prise en considération, en comité plénier, d'un projet de résolutions relatives au bill 30 modifiant la loi des terres de colonisation.

L'honorable M. Godbout (L'Islet) informe l'Assemblée que l'honorable lieutenant-gouverneur a

pris connaissance dudit projet de résolutions et qu'il en recommande l'objet à la Chambre.

L'honorable M. Godbout (L'Islet) propose que M. l'Orateur quitte maintenant le fauteuil.
Adopté.

En comité:

Présidence de M. Caron (Hill)

L'honorable M. Godbout (L'Islet) propose:
1. Que l'article 16 de la loi des terres de colonisation (Statuts refondus, 1941, chapitre 104) soit modifié en remplaçant, dans la troisième ligne du cinquième alinéa, les mots "trois ans" par les mots "un an".

L'honorable M. Godbout (L'Islet): La première résolution réduit de trois ans à un an, le délai minimum entre l'émission du billet de location et celle des lettres patentes, quant aux terres publiques déboisées, lorsque évidemment toutes les conditions d'établissement ont été remplies. Nous ne changeons rien aux conditions imposées pour l'émission de lettres patentes, quant à la valeur du lot, par exemple.

M. Gagnon (Matane): L'ancien délai de trois ans protégeait le Trésor public et le département de la Colonisation contre les colons de mauvaise foi. Il craint que la nouvelle disposition ne prête à des abus. Un gouvernement, dit-il, pourra déposséder un colon sous un prétexte quelconque et céder le lot à l'un de ses amis, qui deviendra propriétaire après un an.

L'honorable M. Godbout (L'Islet): La clause n'a trait qu'aux lots déboisés. Depuis plusieurs années, le ministère de la Colonisation rachète les terrains, qui ont été vendus par des colons à des compagnies de bois et qui sont en partie déboisés. Ces terres sont ensuite revendues à d'autres colons. Lorsque toutes les conditions pour l'émission des lettres patentes sont par ailleurs remplies, il est parfois assez ennuyeux pour le colon d'attendre trois ans pour devenir propriétaire. Après un an, le département de la Colonisation a pu se rendre compte de la bonne foi du colon. Il semble donc raisonnable qu'on puisse réduire de trois à un an les délais de l'occupation ou, si l'on préfère, l'émission des lettres patentes.

Un député de l'opposition voit dans cette mesure le danger de faire du favoritisme en faveur

des colons qui partagent la même confiance envers le parti de ceux qui sont au pouvoir. De plus, il affirme que ceci peut avantager certains spéculateurs fonciers.

L'honorable M. Godbout (L'Islet) promet que ce ne sera pas le cas, aussi longtemps qu'il sera ministre du ministère de l'Agriculture et de la Colonisation. De plus, il ajoute que cette mesure allait contribuer à encourager les colons à défricher leur lot, avant la période désignée par la loi, afin d'obtenir des droits de propriété plus rapidement qu'à l'habitude.

La résolution est adoptée.

L'honorable M. Godbout (L'Islet) propose:
2. Que l'article 18 de ladite loi soit modifié en remplaçant les deux premiers alinéas par les suivants:

"18. Aux conditions et prix fixés par la loi et par le lieutenant-gouverneur en conseil, l'agent est tenu de vendre les terres de colonisation à tout colon de bonne foi, âgé d'au moins dix-huit ans, qui en fait la demande.

"Aucun terrain ou lot ou partie de terrain ou lot non encore mis sous billet de location le 15 février 1924 et situé à moins de soixante pieds de la ligne frontière entre le Canada et les États-Unis d'Amérique, ou des lignes inter-provinciales entre la province de Québec et les provinces d'Ontario et du Nouveau-Brunswick, ne peut être mis sous billet de location ni concédé que sujet aux dispositions de l'article 22 de la loi des terres et forêts (chapitre 93)."

L'honorable M. Godbout (L'Islet): La deuxième résolution autorise expressément la vente de terres de colonisation à tout colon âgé d'au moins 18 ans.

M. Gagnon (Matane): Je m'oppose à la deuxième résolution, qui dit: "Aux conditions et prix fixés par la loi et par le lieutenant-gouverneur en conseil, l'agent est tenu de vendre les terres de colonisation à tout colon de bonne foi, âgé d'au moins 18 ans, qui en fait la demande". Pourquoi ne pas dire plutôt qu'on vendra au colon des "terres propres à la culture" au lieu de "terres de colonisation". Cet article peut ouvrir la porte à bien des abus.

L'honorable M. Godbout (L'Islet): Je dirai à l'honorable chef de l'opposition, qu'il n'y a pas de différence entre l'expression "terres propres à la

culture" et celle de "terres de colonisation". Toutes les terres de colonisation doivent être propres à la culture.

J'ajouterai que c'est sous le gouvernement de l'Union nationale que l'on a adopté généralement l'expression "terres de colonisation", dans la loi. La loi n'a pas été modifiée dans tous ses articles et on verra tout à l'heure, en étudiant la loi, que nous en complétons la modification par cette mesure. Toutes les terres seront désignées par l'expression "terres de colonisation".

M. Gagnon (Matane): L'opposition ne s'objecte pas à un développement intensif de la colonisation, du moment que les colons sont placés sur des terres propres à la culture. La nouvelle loi va ouvrir la porte à des abus et inciter des compagnies à se débarrasser de leurs terrains, qui ne seront pas toujours ce qui conviendra aux colons.

La résolution est adoptée.

L'honorable M. Godbout (L'Islet) propose:

3. Que l'article 37 de ladite loi soit modifié en ajoutant l'alinéa suivant:

"Le lieutenant-gouverneur en conseil peut faire des règlements pour fixer les conditions auxquelles les colons bénéficieront de cette exonération de droits de coupe et les droits exigibles au cas où ces conditions ne seraient pas remplies."

M. Paquette (Labelle): Certains marchands de bois ont profité et peuvent encore profiter de la réglementation des droits de coupe. Dans certains cas, il s'est fait des transactions frauduleuses. Un marchand faisait acheter un lot par un employé, qui s'engageait d'avance à céder son bois.

L'honorable M. Godbout (L'Islet): C'est justement pour ça que nous voulons changer la loi. Nous établissons que le droit de coupe sera retenu au marchand. Dans la grande majorité des cas, celui-ci le retiendra au colon. Une fois les devoirs accomplis, ces droits seront remis au colon.

M. Pouliot (Gaspé-Sud): Toutes les régions du Québec ne sont pas semblables. Il serait peut-être avantageux que l'on fasse différents règlements.

L'honorable M. Godbout (L'Islet): Pour qu'une loi soit observée, il faut qu'elle soit la même partout.

La résolution est adoptée.

Rapport du comité plénier:

M. l'Orateur au fauteuil

M. le président fait rapport que le comité a adopté plusieurs résolutions, lesquelles sont lues.

L'honorable M. Godbout (L'Islet) propose que ces résolutions soient maintenant agréées.

Adopté après division. Les résolutions sont agréées.

Il est ordonné que lesdites résolutions soient renvoyées au comité plénier de la Chambre chargé d'étudier le bill 30 modifiant la loi des terres de colonisation.

L'honorable M. Godbout (L'Islet) propose, selon l'ordre du jour, que le bill soit maintenant lu une deuxième fois.

Adopté après division. Le bill est renvoyé à un comité plénier de la Chambre.

L'honorable M. Godbout (L'Islet) propose que cette Chambre se forme immédiatement en comité.

Adopté. M. l'Orateur quitte le fauteuil

En comité:

Présidence de M. Caron (Hull)

Les articles 1 à 3 sont adoptés.

Le comité étudie l'article 4 qui se lit comme suit:

"[4. L'article 37 de ladite loi est modifié en ajoutant l'alinéa suivant:

"Le lieutenant-gouverneur en conseil peut faire des règlements pour fixer les conditions auxquelles les colons bénéficieront de cette exonération de droits de coupe et les droits exigibles au cas où ces conditions ne seraient pas remplies.]]"

L'honorable M. Godbout (L'Islet): L'article 4 de la loi a pour but de permettre de décréter toutes les dispositions nécessaires pour faire en sorte que seulement les colons de bonne foi bénéficient de l'exonération de droits de coupe.

L'article 4 est adopté.

Le comité étudie l'article 5 qui se lit comme suit:

"5. L'article 38 de ladite loi est modifié en remplaçant, dans les deuxième et troisième lignes du premier alinéa, les mots "l'acquéreur de la concession forestière", par les mots "tout acquéreur de la coupe de bois"."

L'honorable M. Godbout (L'Islet): L'article 5 ne fait que corriger un texte.

L'article 5 est adopté.

Le comité étudie l'article 6 qui se lit comme suit:

"6. L'article 47 de ladite loi est modifié en insérant, après le quatrième alinéa, le suivant:

"Trente jours après l'expiration du délai d'exécution, toutes les constructions et améliorations faites sur le terrain décrit dans l'ordre, de même que tous les biens meubles qui s'y trouvent, deviennent la propriété de la couronne sans indemnité."

L'honorable M. Godbout (L'Islet): L'article 6 a trait aux occupations illégales. On rend la couronne propriétaire de toutes les constructions et améliorations faites sur un terrain, et de même que tous les meubles qui s'y trouvent, 30 jours après la date à laquelle un ordre d'expulsion du lot par un juge est devenu exécutoire. Et cela, sans indemnité.

M. Gagnon (Matane): Est-ce que cet article ne va pas un peu trop loin?

L'honorable M. Godbout (L'Islet): Nous ne traitons pas avec les colons dans cet article, mais avec les "squatters". Toute la Chambre approuvera.

M. Talbot (Chicoutimi): Il me semble que le "squatter" est suffisamment puni par la loi actuelle, sans qu'il faille donner au gouvernement le droit de tout saisir sur son terrain. Il ne peut s'emparer tout de même des couteaux et des fourchettes. Il me semble que l'on a vu un peu trop loin.

Des députés de l'opposition: Les "squatters" ont souvent occupé leurs lots de bonne foi et il est souvent injuste de les déposséder de leurs biens, quand on sait qu'il s'agit la plupart du temps de pauvres gens.

L'honorable M. Godbout (L'Islet): Il n'est pas question de faire tort à de pauvres gens, pour le plaisir de la chose. Aucun gouvernement ne manquerait à ce point de cœur et de bon sens.

L'article de la loi ne s'applique que lorsqu'il y a un jugement contre le "squatter" et que, par conséquent, bien des avis lui ont été donnés de quitter les lieux. Ainsi, il n'est pas question de persécuter les colons de bonne foi, même s'ils occupent un lot de façon illégale. Il y a d'autres moyens de régulariser leur situation.

Un député de l'opposition: Une telle mesure est arbitraire. On est trop sévère à l'égard de ces gens qui occupent des lots illégalement, vu qu'on les dépossède totalement.

L'honorable M. Godbout (L'Islet): Personne ne veut déposséder un "squatter", plus qu'un autre, s'il a fait du travail sur son lot. Mais, nous devons avoir le droit de procéder dans le cas de "squatters" de mauvaise foi. Rien ne nous empêche de l'indemniser pour l'amélioration qu'il a pu apporter au lot. Si ce colon a coupé du bois sur son lot, nous lui payons. Il y a des "squatters" qui sont de bonne foi et qui travaillent sérieusement. Le gouvernement ne voudrait pas se montrer odieux à leur égard en les dépouillant de tout. Mais, quand le "squatter" ne veut pas déguerpir et se montre réfractaire, il faut user de sévérité.

La nouvelle loi a surtout pour but d'éviter des frais inutiles à la province. Ce qu'il faut empêcher, c'est que le gouvernement soit obligé de dépenser des milliers de dollars, pour expulser un colon de mauvaise foi qui s'obstine, malgré tous les avis donnés et toutes les procédures prises, à demeurer sur les terres de la couronne. Cet article à l'étude, n'est qu'un moyen extrême pour régler le cas des indésirables. Il est arrivé que le gouvernement a dû dépenser des milliers de piastres pour remettre ces terres en bon ordre au profit des vrais colons. Je connais, dans mon comté, un cas de "squatters" qui a coûté \$2,000 à la province en frais.

M. Paquette (Labelle): Je suis heureux d'entendre l'honorable premier ministre. Je suis convaincu qu'il va rendre son lot au vieux colon de 84 ans, dont je lui ai raconté l'histoire l'autre jour.

Je connais aussi le cas pénible où on a agi d'une façon inhumaine à l'endroit d'un colon du lac Castor, du comté de Labelle. Il a été mis à la porte et chassé d'une terre de la couronne par un huissier. Ce dernier s'est emparé de tout son ménage et a fait sortir de sa maison le colon et les membres de sa famille, un samedi soir, par une pluie battante. Il n'a pas eu d'égard pour la femme du colon, qui était malade. Il a tout jeté sur un banc de neige: table,

chaises, couchettes, matelas, même l'unique sac de farine était exposé à la pluie. J'insiste sur ce point, que l'homme et sa famille de sept enfants ne pouvaient aller se loger ailleurs et que le sac de farine était leur seule nourriture. Tous ses effets ont été laissés sur le bord d'un lac.

Il y a cet autre cas d'un vieillard de 84 ans chassé de sa terre, de sa maison qu'il a construite de ses mains, chassé après 19 ans de travail. Je ne prétends pas que le premier ministre a eu quelque chose à faire avec le cas de ce malheureux colon. Mais, je lui demande de donner des ordres pour que, si l'on doit agir parfois avec sévérité, il est essentiel par ailleurs, que l'on agisse et fasse preuve aussi de toujours d'humanité.

Il y a des cas où la saisie équivalait simplement à une injustice. Il relate l'odyssée de quatre colons, des "squatters". Ceux-là qui ont été traînés à trois reprises devant les tribunaux et qui ont été finalement acquittés.

L'honorable M. Godbout (L'Islet): C'est la première fois que j'entends parler du cas du colon, dont les effets furent placés au bord d'un lac, samedi soir, un jour de pluie. Si cela s'est réellement produit, de la façon dont le rapporte le représentant de Labelle, personne n'était justifiable d'agir ainsi et d'avoir posé de tels actes.

Le cas de ce colon est vraiment pénible. Mais, il y a certainement un revers à cette médaille. J'aimerais bien connaître la version des officiers du département à ce propos. Je prends le premier cas. Il s'agissait d'un "squatter", condamné par la Cour, donc d'un colon, qui n'était évidemment pas de bonne foi. On avait dû, sans aucun doute, le prévenir souvent.

Toutefois, jamais, je ne pourrai admettre que l'on agisse de cette façon à l'égard d'un colon. Si quelqu'un a fait cela, il a mal agi et il a agi hors de la connaissance des officiers du département. Je vais certainement m'enquérir du nom de l'officier qui a pris une telle décision et il sera réprimandé. Que le député me donne le nom de ce colon et je ferai enquête.

M. Paquette (Labelle): Ce colon porte le nom d'Henri Brisson¹. Il a 49 ans et sept enfants.

L'honorable M. Godbout (L'Islet): Pour ce qui est de l'autre cas, dont l'honorable représentant de Labelle m'a parlé, ce colon m'est bien sympathique. Mais il y a quelque chose que l'on ne comprend pas. Ce colon, qui a fait du travail de colonisation pendant 19 ans, a dû acquérir son lot vers l'âge de

64 ans. Je ferai remarquer à l'honorable député, que s'il n'a pu, pendant cette période, remplir toutes les conditions exigées, son cas peut être pénible, mais il ne peut être considéré comme un véritable et bon colon. On admettra, qu'il est anormal qu'un bon colon prenne 19 ans pour défricher 20 acres de terre. Mais, là encore, je ferai enquête si le représentant de Labelle me donne le nom.

M. Paquette (Labelle): Grégoire Ducharme, 84 ans.

L'honorable M. Godbout (L'Islet): Il y a des cas où le colon néglige réellement de remplir ses devoirs. Il y a des colons qui, après 20 ou 25 ans, sont encore à la charge du gouvernement. S'il y a moyen, on fera disparaître de telles situations. Le colon devrait cesser d'être à la charge du gouvernement et devenir un véritable cultivateur 6 ou 7 ans après qu'il a obtenu son billet de location. Personnellement, je suis même d'avis qu'il ne faudrait pas plus de 5 ans pour faire un bon colon. Et, pour en arriver à ce résultat, je crois qu'il faut agir un peu avec sévérité.

S'il y a quelque chose que je veux accomplir comme ministre de la Colonisation, c'est de faire en sorte que les colons deviennent le plus tôt possible et le plus rapidement possible, de bons cultivateurs. Je compte que notre nouvelle politique nous y aidera. Ce n'est pas pour moi que je préconise cette politique, mais pour la province. Je sais qu'elle ne peut faire plaisir à tout le monde. Mais il faut habituer les colons à compter un peu plus sur eux-mêmes et un peu moins sur le gouvernement.

M. Paquette (Labelle): N'oubliez pas qu'il se trouve 50,000 colons dans la province. Il demande une enquête sur le cas du vieux colon.

L'honorable M. Godbout (L'Islet): Il faut avoir beaucoup d'humanité et de jugement, lorsqu'il s'agit des colons. Je crois qu'après l'espace de cinq ans de travail, un colon devrait être un cultivateur.

M. Paquette (Labelle): À la condition que les terres soient cultivables. Ne serait-il pas préférable d'avoir deux sortes de classification de lots? Il faut tenir compte du fait que la colonisation est difficile dans des comtés comme ceux de Labelle, Terrebonne, Gatineau et les autres comtés, au sol montagneux où la terre est sablonneuse, pleine de gravier. Le tiers des lots est impropre à la culture. Un colon ne peut y travailler dans des conditions normales, car il n'est pas capable de tirer plus d'un tiers de ses revenus de

l'agriculture. Il n'est pas équitable, ni raisonnable du gouvernement, d'exiger la culture de 30 arpents.

Il faut faire une différence entre les terres dans ses régions, et celles de comtés mieux favorisés au point de vue de la terre arable, tels que Rouville, Bagot, Vaudreuil et quelques autres.

On n'aurait pas ouvert de lots dans Labelle et Terrebonne, si la loi avait été appliquée intégralement. Car le colon dans ce pays ne compte pas uniquement sur la culture du sol pour vivre. Il profite aussi du tourisme et des chantiers. C'est la multiplicité des revenus, qui permet au colon de se tirer d'affaire. Dans la région du nord de Montréal, la colonisation touristique présenterait de grands avantages.

Le premier ministre devrait charger une commission ou un officier compétent de faire une enquête, qui déterminerait quelles sont véritablement les terres propres à la culture.

M. Lorrain (Papineau): Les comités diocésains de colonisation devraient régler le cas des "squatters" et être amenés à décider quels sont les véritables colons de bonne foi, pour éviter des abus regrettables. Sous prétexte de faire observer la loi, il ne faudrait pas se montrer inhumain envers les "squatters".

Le nombre de "squatters" est considérable. Il y en a peut-être 50,000 dans la province.

L'honorable M. Godbout (L'Islet): Est-ce que le gouvernement ne doit pas avoir sur ses terres les mêmes droits que l'individu possède sur sa propriété? Et, pour ce qui est d'être inhumain, j'affirme qu'aucun gouvernement ne peut avoir intérêt à maltraiter un "squatter" pour le simple plaisir de le faire. Ce n'est pas la première fois que l'on soulève cette question en Chambre. Le département fait effectuer des enquêtes par des officiers compétents, car on ne veut pas déloger injustement de bons colons. Le pouvoir que nous demandons s'impose depuis longtemps, car il aurait permis aux gouvernements de sauver des milliers de piastres.

La plupart des "squatters" sont de mauvais sujets dans les paroisses. Tantôt, le représentant de Labelle (M. Paquette) parlait du cas Brisson et du cas Ducharme. Voici les faits: Le colon Brisson, dont il vient de me soumettre le cas, n'a jamais eu affaire à la Colonisation. Ainsi, le département de la Colonisation ne peut être tenu responsable de cette expulsion, parce que le colon n'a jamais été établi sur un lot de colonisation d'une terre de la couronne, mais installé sur le terrain d'une concession forestière de la compagnie Signer². C'est cette compagnie qui l'a mis dehors. Nous ne sommes donc pas responsables.

Le député de Labelle (M. Paquette) cherche cependant à tenir le département responsable de l'expulsion de ce colon. Il y a plusieurs fois que le député de Labelle raconte de petites histoires comme celles-là, et qu'il est obligé de rétracter ensuite.

Quant à l'autre cas, celui de M. Ducharme, je crois que la preuve est faite qu'on ne pouvait le considérer comme un bon colon.

M. Paquette (Labelle): C'est le département de la Colonisation qui est responsable du traitement infligé aux colons.

L'honorable M. Godbout (L'Islet): Nous n'avons été en aucune façon mêlés à cette affaire.

M. Paquette (Labelle): Le premier ministre cherche à s'en laver les mains et ce qu'il vient de dire est un faux-fuyant. Mais, je tiens à préciser que les faits, que j'ai racontés, sont exacts de la première à la dernière ligne.

M. Hartt (Montréal-Saint-Louis) soulève un point d'ordre. Le représentant de Labelle parle en dehors du sujet, dit-il.

M. le président (M. Caron, Hull) maintient le point d'ordre.

M. Paquette (Labelle) veut s'expliquer de nouveau.

M. Francœur (Montréal-Mercier) le rappelle à l'ordre.

M. Paquette (Labelle): En dépit de tout ce que les députés de Montréal-Saint-Louis et de Hull, qui sont des colons de bonne foi, peuvent dire, je tiens à déclarer que je viens de soumettre un cas odieux, qui ne devrait pas se produire dans notre province.

L'article 6 est adopté.

Les articles 7 à 11 sont adoptés.

Rapport du comité plénier:

M. l'Orateur au fauteuil

M. le président fait rapport que le comité a adopté le bill 30 sans l'amender³.

Subsides:**Crédits provisoires
1942-1943**

L'ordre du jour appelle la formation de la Chambre en comité des subsides.

L'honorable M. Mathewson (Montréal-Notre-Dame-de-Grâce) déclare qu'il proposera au comité l'étude des crédits provisoires.

En comité:

L'honorable M. Mathewson (Montréal-Notre-Dame-de-Grâce) propose: Qu'un crédit provisoire n'excédant pas \$4,551,843.33, soit un douzième du montant de chacun des différents articles du budget des dépenses présenté à la Chambre le 26 mars 1942, soit ouvert, à titre d'avance, à Sa Majesté pour l'année financière se terminant le 31 mars 1943⁴.

M. Gagnon (Matane) ne formule aucune objection au vote de ce montant, pourvu qu'il reste entendu que l'opposition aura le privilège d'examiner ces dépenses.

La résolution est adoptée.

Rapport du comité des subsides:

M. l'Orateur au fauteuil

M. le président fait rapport que le comité a adopté une résolution et qu'il demande la permission de siéger de nouveau.

Il est résolu que la Chambre, à sa prochaine séance, se formera de nouveau en comité des subsides.

La résolution du comité est lue et agréée.

Voies et moyens:**Crédits provisoires
1942-1943**

L'ordre du jour appelle la formation de la Chambre en comité des voies et moyens.

L'honorable M. Mathewson (Montréal-Notre-Dame-de-Grâce) déclare qu'il proposera au comité le paiement des crédits provisoires.

En comité:

L'honorable M. Mathewson (Montréal-Notre-Dame-de-Grâce) propose: Que, pour pouvoir au paiement des subsides qui ont été accordés, à titre d'avance, à Sa Majesté pour les dépenses de l'année financière se terminant le 31 mars 1943, il soit permis de tirer du fonds consolidé du revenu de cette province une somme n'excédant pas \$4,551,843.33.

Adopté.

Rapport du comité des voies et moyens:

M. l'Orateur au fauteuil

M. le président fait rapport que le comité a adopté une résolution et demande la permission de siéger de nouveau.

Il est résolu que la Chambre, à sa prochaine séance, se formera de nouveau en comité des voies et moyens.

La résolution du comité est lue et agréée.

Projets de loi:**Loi des subsides No 3, 1942**

L'honorable M. Mathewson (Montréal-Notre-Dame-de-Grâce) propose qu'il lui soit permis de présenter le bill 39 octroyant à Sa Majesté des deniers requis pour les dépenses du gouvernement pour l'année financière se terminant le 31 mars 1943 et pour d'autres fins du service public.

Accordé. Le bill est lu une première fois.

L'honorable M. Mathewson (Montréal-Notre-Dame-de-Grâce) propose que le bill soit maintenant lu une deuxième fois.

Adopté.

L'honorable M. Mathewson (Montréal-Notre-Dame-de-Grâce) propose que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Adopté.

Il est ordonné que le greffier porte ce bill au Conseil législatif et prie les honorables conseillers de l'adopter.

Ajournement

M. l'Orateur prononce l'ajournement.

La séance est levée à 6 heures.

Deuxième séance du 21 avril 1942

Présidence de l'honorable B. Bissonnette

La séance est ouverte à 8 h 30.

Prière.

M. l'Orateur: À l'ordre, Messieurs! Que les portes soient ouvertes!

Subsides:

Budget des dépenses 1942-1943

L'honorable M. Mathewson (Montréal-Notre-Dame-de-Grâce) propose, selon l'ordre du jour, que M. l'Orateur quitte maintenant le fauteuil.

Adopté. La Chambre se forme de nouveau en comité des subsides.

En comité:

L'honorable M. Mathewson (Montréal-Notre-Dame-de-Grâce) propose: 1. Qu'un crédit suffisant soit ouvert à Sa Majesté pour compléter la somme de quatre cent quatre-vingt-trois mille dollars, nécessaire pour couvrir les dépenses prévues à l'article: "Loi du service civil" (département de l'Agriculture), du budget de l'année financière se terminant le 31 mars 1943.

M. Gagnon (Matane): Je vois que la liste des salaires a été augmentée de \$25,000?

L'honorable M. Godbout (L'Islet): Le nombre des employés du département de l'Agriculture a été augmenté de trois autres fonctionnaires. En

outre, nous avons augmenté quelques traitements. L'augmentation est attribuable en partie, aussi, au paiement en plus, des allocations de bonis de vie chère. Tout est compris dans ces \$25,000.

La résolution est adoptée.

L'honorable M. Mathewson (Montréal-Notre-Dame-de-Grâce) propose: 2. Qu'un crédit suffisant soit ouvert à Sa Majesté pour compléter la somme de quatre cent cinquante-huit mille dollars, nécessaire pour couvrir les dépenses prévues à l'article: "Écoles d'agriculture et académies rurales", du budget de l'année financière se terminant le 31 mars 1943.

M. Gagnon (Matane): Il y a augmentation dans les estimés sur ceux de l'an dernier.

L'honorable M. Godbout (L'Islet): C'est dû au fait que le nombre d'élèves, pour qui la province paye, a augmenté dans les académies. En plus, il y a les frais d'installations.

M. Gagnon (Matane): Combien y a-t-il d'académies rurales dans la province?

L'honorable M. Godbout (L'Islet): Quatorze.

M. Bourque (Sherbrooke): Je crois que la région des Cantons-de-l'Est devrait être dotée d'une école d'agriculture. D'ailleurs, le premier ministre l'a promis. Aurons-nous cette école à Sherbrooke cette année?

L'honorable M. Godbout (L'Islet): Malheureusement, non. D'ailleurs, j'ai plus confiance dans les sections agricoles. Je comprends qu'une section ne peut être établie à Sherbrooke. La demande d'une école pour les Cantons-de-l'Est est raisonnable. Le gouvernement songe d'ailleurs à construire une école d'agriculture dans le comté de Sherbrooke, dès que les circonstances et l'état des finances le permettront. Toutefois, on n'y peut songer pour cette année.

La chose ne sera pas encore possible par suite des dépenses accrues, qui se présentent dans d'autres domaines, pour développer notamment les nouvelles expériences de cultures, comme le lin et la betterave à sucre. De plus, nous devons payer l'augmentation des primes sur le fromage. Car, il se pourrait que celles-ci atteignent \$1,200,000.

La résolution est adoptée.

L'honorable M. Mathewson (Montréal-Notre-Dame-de-Grâce) propose: 3. Qu'un crédit suffisant soit ouvert à Sa Majesté pour compléter la somme de soixante-cinq mille dollars, nécessaire pour couvrir les dépenses prévues à l'article: "École des arts domestiques", du budget de l'année financière se terminant le 31 mars 1943.

(On parle des menus objets que l'artisanat rural fabrique pour la vente aux touristes).

M. Gagnon (Matane) suggère au gouvernement de créer des comptoirs de commerce pour la vente des produits de l'artisanat domestique pour lesquels le gouvernement avait déjà la mission de trouver des débouchés.

L'honorable M. Godbout (L'Islet): Un agent du gouvernement a déjà la mission de trouver des débouchés pour ces produits.

M. Gagnon (Matane): Le premier ministre ne croit-il pas qu'il serait avantageux de régulariser l'artisanat?

L'honorable M. Godbout (L'Islet): Au sujet des travaux d'art domestique, je suis contre le fait d'attacher trop d'importance à la standardisation, qui tue l'art, et contre la vente intempestive et intensive des travaux d'art domestique. Le commerce de ces objets ne peut se faire sur la même base que pour les autres produits, car il ne peut être question de standardisation quand il s'agit des arts domestiques. La valeur fondamentale de l'artisanat rural est dans l'originalité et l'individualité des produits, dans le cachet personnel de chaque œuvre. Les Américains ne s'intéresseront à nos travaux d'art domestique, qu'en autant qu'ils refléteront un goût particulier, une mentalité propre à nos campagnes.

Il est sans doute nécessaire de trouver des débouchés pour la vente de produits en série, car l'industrie s'emparerait bientôt de lignes stéréotypées, inonderait bientôt le marché et ruinerait en somme cet artisanat rural, que l'on se propose de faire fleurir. Mais, si on en pousse trop la vente, surtout par la multiplicité des kiosques, où on les offre, ces objets seront fabriqués en série et ne présenteront plus le même intérêt. Il ne faut pas que l'on retrouve partout les mêmes modèles et les mêmes couleurs. Ce serait la meilleure façon de tuer l'artisanat en l'industrialisant.

Tâchons plutôt de faire en sorte que notre artisanat rural garde et développe son esprit

d'invention, de création et d'imagination, que dégage toute nature. Il faut habituer les cultivateurs et les paysannes à créer quelque chose que nos visiteurs ne puissent trouver ailleurs. Car, c'est cela qu'ils viendront chercher chez nous. Nous devons donc laisser faire les paysannes et nous fier à l'inspiration de chaque artisan, le guider, mais non en faire un producteur en série, en lui donnant des modèles qui, rapidement, seront reproduits et que l'on retrouvera partout. Il vaut mieux favoriser les créations personnelles, qui donneront du prix à notre artisanat. Les étrangers seraient vite lassés de retrouver partout les mêmes motifs et les mêmes couleurs.

M. Pouliot (Gaspé-Sud): À ce propos, dans certains coins, la vente en série de produits d'artisanat fait songer à de véritables bazars qui n'ont certes rien d'attrayant pour le touriste et sont plutôt de nature à le détourner d'acheter de pareils produits, poussés à grand renfort de publicité tapageuse. Je crois qu'il serait profitable d'organiser des comptoirs de vente dans les municipalités. Lorsqu'on se rend à Sainte-Anne, il est très disgracieux de nous promener entre des tapis crochétés, s'étalant devant chaque maison.

L'honorable M. Godbout (L'Islet): Il faut faire attention à la centralisation de la vente de nos arts domestiques, parce que l'on peut, en dehors de la province, nous copier. Les États-Unis pourraient ainsi nuire à notre province, du moins à ce genre de commerce.

M. Gagnon (Matane): Le premier ministre est opposé à la standardisation. Mais, ne croit-il pas qu'en groupant les cercles des fermières en fédération, il provoquera justement cette standardisation redoutée?

L'honorable M. Godbout (L'Islet): Je ne vois pas comment une fédération pourrait nuire, tuer la cellule paroissiale et enlever l'autonomie de chaque cercle. Je suis en faveur de la fédération des cercles de fermières, chaque cercle, cependant, gardant son autonomie et la pleine liberté de disposer des montants d'argent qui lui sont votés. Il y a environ 760 cercles des fermières actuellement dans la province⁶. Nous leur donnons \$44,000 en octrois. Il s'y fait de l'excellent travail.

À l'heure actuelle, nous avons déjà commencé la fédération régionale, en organisant des fédérations dans chaque région. Nous comptons grouper ensuite toutes ces fédérations régionales

dans une vaste fédération provinciale, qui viendra après. On projette également de placer, dans un avenir plus ou moins rapproché, les fédérations de cercles de fermières sous la direction d'une directrice générale. Les cercles relèvent actuellement du service des arts domestiques dirigé par M. O.-A. Bériau.

M. Gagnon (Matane): Le clergé est opposé à cette fédération. Nombre de cercles désirent conserver leur autonomie.

L'honorable M. Godbout (L'Islet): La Fédération des cercles s'impose, parce qu'elle permettra aux cercles de travailler au bien commun et favorisera l'entraide mutuelle. Et, ce n'est que par la fédération que l'on peut obtenir la coopération. Je ne crois pas que personne soit contre la fédération et puisse s'opposer à un tel projet. Toutes les fermières ont les mêmes intérêts. La fédération est actuellement en marche dans la province. L'on pourra alors entreprendre des œuvres d'envergure. Nous aurons pratiquement le système des caisses populaires. Chaque cercle aura son autonomie entière.

La résolution est adoptée.

L'honorable M. Mathewson (Montréal-Notre-Dame-de-Grâce) propose: 4. Qu'un crédit suffisant soit ouvert à Sa Majesté pour compléter la somme de soixante-dix mille dollars, nécessaire pour couvrir les dépenses prévues à l'article: "Économie domestique", du budget de l'année financière se terminant le 31 mars 1943.

Adopté.

5. Qu'un crédit suffisant soit ouvert à Sa Majesté pour compléter la somme de deux cent trente mille dollars, nécessaire pour couvrir les dépenses prévues à l'article: "Service de l'économie rurale", du budget de l'année financière se terminant le 31 mars 1943.

Adopté.

6. Qu'un crédit suffisant soit ouvert à Sa Majesté pour compléter la somme de quatre cent quatre-vingt mille dollars, nécessaire pour couvrir les dépenses prévues à l'article: "Service du génie rural", du budget de l'année financière se terminant le 31 mars 1943.

Adopté.

7. Qu'un crédit suffisant soit ouvert à Sa Majesté pour compléter la somme de vingt-cinq mille dollars, nécessaire pour couvrir les dépenses

prévues à l'article: "Office du drainage", du budget de l'année financière se terminant le 31 mars 1943.

Adopté.

8. Qu'un crédit suffisant soit ouvert à Sa Majesté pour compléter la somme de six cent quatre-vingt-deux mille dollars, nécessaire pour couvrir les dépenses prévues à l'article: "Service de la grande culture", du budget de l'année financière se terminant le 31 mars 1943.

L'honorable M. Godbout (L'Islet): L'on distribuera, comme l'an dernier, pour environ \$100,000 de grains de semence, dont \$25,000 aux agriculteurs et le reste aux colons. On avait décidé de supprimer cette année la distribution des grains aux cultivateurs, mais à la suite de l'entente canado-américaine de pousser la production à un nouveau maximum, on distribuera dans Québec des grains de semence, parce que les cultures fondamentales sont dans les grains.

L'an dernier, la province a dépensé \$100,000 pour la culture du lin. Nous avons l'intention de travailler sur l'acquis, mais la guerre a modifié nos plans. Nous allons continuer l'effort commencé.

M. Talbot (Chicoutimi): Des agronomes, venus promouvoir la culture du lin, ont promis aux cultivateurs la machinerie nécessaire pour l'arracher. Mais, ils n'ont pas tenu parole, en sorte que ces cultivateurs ont subi des pertes sensibles.

L'honorable M. Godbout (L'Islet): Je suis sûr que le représentant de Chicoutimi ne trouvera la signature d'aucun employé responsable de mon département au bas d'un tel engagement. Personne n'a été autorisé à le faire, et je doute que ce soient des officiers de mon ministère qui aient fait de telles promesses. D'ailleurs, notre politique est uniforme pour tous les cultivateurs de la province.

M. Talbot (Chicoutimi) répond qu'il a en main les contrats dûment signés.

L'honorable M. Godbout (L'Islet) révèle que sa récolte de lin sur sa ferme n'a pas été fameuse, mais que celle sur sa terre d'Oka a été spécialement belle.

M. Talbot (Chicoutimi): Le premier ministre a eu une machine pour ramasser sa récolte. Comment se fait-il que les cultivateurs ne puissent en avoir?

L'honorable M. Godbout (L'Islet): J'ai eu une machine comme d'autres cultivateurs en ont eue,

parce que j'ai payé pour. Je tiens à dire, encore une fois, que je fais de l'agriculture et cultive ma ferme à mes frais, avec de la machinerie achetée seul, ou en compagnie avec d'autres, et que jamais les machineries départementales ont servi à quelque travaux sur ma ferme. On a tenu à mon égard, à ce sujet, une attitude que je qualifierai, un jour, comme elle le mérite.

M. Gagnon (Matane): L'honorable premier ministre nous dira-t-il, où en est l'organisation et l'établissement de l'industrie du sucre à betterave dans la province? Il demande des détails sur ce sujet.

L'honorable M. Godbout (L'Islet): On a fait voter \$125,000, l'an dernier pour acheter de la machinerie. Le gouvernement devait s'entendre avec une compagnie. Cette dernière eut par la suite des hésitations. Puis, l'on en vint à la conviction que les cultivateurs pourraient avantageusement s'organiser sur une base coopérative pour développer et exploiter cette industrie.

Le gouvernement a acheté aux États-Unis, l'outillage nécessaire au fonctionnement de l'industrie et l'a payé \$135,000. Dans le budget de cette année, on a prévu un montant de \$600,000, au compte capital, qui servira à payer les dépenses de construction de l'usine proprement dite et d'un entrepôt, situé tout à côté. De même, il faudra, aussi, compléter la machinerie et l'outillage achetés.

La fabrique de betterave à sucre de Saint-Hilaire, dans la vallée de Richelieu, pourra commencer sa production dès l'automne prochain. L'industrie sera sur pied et sera prête à prendre son essor. Elle aura coûté entre \$850,000 et \$900,000 à la province.

Le gouvernement avance l'argent, mais, il met sur pied une organisation pour les cultivateurs. On leur vendra des parts et ils paieront à même leur production. Le gouvernement n'a pas voulu faire souscrire les cultivateurs d'avance, pour ne pas les exposer inutilement. Dans toute cette entreprise, le gouvernement assume tous les risques pour les cultivateurs qui voudront s'y intéresser. Nous leur permettrons d'acheter des actions, qu'ils paieront à même les bénéfices de leur production.

Au cours de la prochaine année, il devra y avoir, dans la province, en culture environ 10,000 acres pour la culture de la betterave à sucre, à raison de 20 livres par acre. La graine de betterave à sucre se vend 35 cents la livre. L'expérience est tentée d'abord dans la vallée du Richelieu. Si elle donne tous les résultats encourageants qu'on en attend, on la continuera ailleurs.

M. Gagnon (Matane): Qu'est-ce qu'il y a de vrai, dans les rumeurs à l'effet que la machinerie, achetée aux États-Unis pour la fabrique, est arrivée en mauvais ordre?

L'honorable M. Godbout (L'Islet): J'ai eu connaissance de rumeurs, moi aussi. On dit qu'elle a été lancée par le trust du sucre. Mais, cela ne m'a pas énervé. Nous avons fait évaluer la machinerie par un expert de l'Université du Missouri, un de ceux qui s'y connaissent le plus en industrie de sucre de betterave. Il a examiné lui-même la machinerie. Il l'a trouvée en parfait ordre. D'après son rapport, il nous a dit qu'elle valait \$300,000⁷. Or, nous l'avons payée \$135,000.

La résolution est adoptée.

L'honorable M. Mathewson (Montréal-Notre-Dame-de-Grâce) propose: 9. Qu'un crédit suffisant soit ouvert à Sa Majesté pour compléter la somme de quatre cent mille dollars, nécessaire pour couvrir les dépenses prévues à l'article: "Service de l'horticulture", du budget de l'année financière se terminant le 31 mars 1943.

Adopté.

10. Qu'un crédit suffisant soit ouvert à Sa Majesté pour compléter la somme de neuf cent trois mille cinq cents dollars, nécessaire pour couvrir les dépenses prévues à l'article: "Service de l'industrie animale", du budget de l'année financière se terminant le 31 mars 1943.

Un député de l'opposition: Est-ce que le premier ministre prône toujours les qualités de la viande de cheval?

M. Talbot (Chicoutimi): La viande de cheval est dure à digérer.

L'honorable M. Godbout (L'Islet): (Souriant) Les députés de l'opposition ont tort de mépriser la viande de cheval. La viande chevaline est parfaitement bonne à manger. D'après des médecins diététiques, elle est très digestible. C'est une viande plus légère, tendre et plus facile à digérer, comparativement aux autres viandes habituellement vendues, telles la viande de bœuf et bien d'autres. Tout diététiste qui prétend que la viande de cheval est plus dure à digérer que la viande de bœuf, je puis dire qu'il est dans l'erreur.

D'ailleurs, il se vend beaucoup de viande de cheval dans la province de Québec, sans qu'on ne le

sache. Le représentant de Chicoutimi, comme plusieurs de ces autres messieurs de l'opposition, en ont certainement mangé quelques fois sans le savoir et ils en mangeront encore, sans s'en apercevoir.

M. Talbot (Chicoutimi): Ottawa a pourtant déclaré que la viande de cheval n'était pas recommandable.

L'honorable M. Godbout (L'Islet): Nous avons tort de faire perdre aux cultivateurs des millions pour le seul fait d'une répugnance qui n'a rien de fondé, puisque la viande de cheval est très propre et très hygiénique. Et pourquoi ne pas manger la viande de cheval?

Le cheval est, de tous les animaux domestiques, celui qui est le plus judicieusement nourri et celui qui est le moins sujet aux maladies contagieuses, comme la tuberculose. Il est celui à qui l'on donne les meilleurs et les plus purs des aliments. Le cheval est le seul animal qui ne mange pas tout ce qu'on veut lui faire manger. Il ne se nourrit que de choses saines.

Tous les experts et soi-disant experts, qu'ils soient d'Ottawa ou d'ailleurs, qui affirment que la viande chevaline est mauvaise, dangereuse et non comestible ne savent pas de quoi ils parlent. Je crois donc, qu'Ottawa est dans l'erreur à ce sujet.

En ne conseillant pas aux cultivateurs de vendre la viande de cheval pour consommation, nous leur avons fait perdre des sommes énormes. Lorsque l'honorable député y goûtera, dans quelques années ou semaines, il va réaliser que nous avons perdu des millions en ne mangeant pas de viande chevaline.

M. Lorrain (Papineau): Le premier ministre a tout d'abord demandé à des gens de manger de la viande chevaline lors d'un banquet à Montréal. Le premier ministre a alors dit qu'il n'en avait jamais mangé. Je voudrais savoir si le premier ministre en a déjà mangé depuis?

L'honorable M. Godbout (L'Islet): Non, je n'ai jamais mangé de viande de cheval de ma vie.

M. Lorrain (Papineau): Comment pouvez-vous vanter le bon goût et la grande digestibilité de la viande de cheval, si vous n'en avez jamais mangé?

L'honorable M. Godbout (L'Islet): J'en prends la parole de spécialistes qui ont tenté l'expérience. Je dis cela sur la foi des gens qui s'y connaissent. Dans plusieurs pays européens, la

viande de cheval coûte plus cher que la viande de bœuf.

M. Gagnon (Matane) reproche au premier ministre de conseiller à la population de manger de la viande de cheval.

M. Langlais (Îles-de-la-Madeleine): Le fait, pour un animal, de ne manger que des aliments propres, ne garantit nullement la qualité de la viande. Le homard se nourrit de déchets et sa viande est excellente. Le cochon n'est pas très propre non plus, et, pourtant, quoi de meilleur qu'un bon rôti de porc frais?

Un député de l'opposition: Le premier ministre préconise-t-il l'élevage du cheval pour la boucherie chevaline?

L'honorable M. Godbout (L'Islet): Non, car ce ne serait pas payant. Mais, ceux qui élèvent des poulains et qui s'aperçoivent que le sujet, à deux ou trois ans, n'est pas utilisable comme bête de trait, pourraient les vendre pour consommation et récupérer ainsi le coût de l'élevage, avec peut-être un léger profit, au lieu d'une perte à peu près complète.

M. Langlais (Îles-de-la-Madeleine): Dans les Îles, 20 % de la population de mon comté⁸ souffre de tuberculose. Ça dépend de la contamination des troupeaux.

Je crois qu'il est capital pour l'avenir de cette population que le gouvernement voie à corriger cette situation.

L'honorable M. Godbout (L'Islet): Je crois qu'il sera facile de s'entendre avec Ottawa à ce sujet. Il promet de faire effectuer une enquête à ce sujet.

La résolution est adoptée.

L'honorable M. Mathewson (Montréal-Notre-Dame-de-Grâce) propose: 11. Qu'un crédit suffisant soit ouvert à Sa Majesté pour compléter la somme de six cent vingt-trois mille dollars, nécessaire pour couvrir les dépenses prévues à l'article: "Service de la propagande", du budget de l'année financière se terminant le 31 mars 1943.

Adopté.

12. Qu'un crédit suffisant soit ouvert à Sa Majesté pour compléter la somme de cinquante-cinq mille dollars, nécessaire pour couvrir les dépenses prévues à l'article: "Commission de l'industrie laitière", du budget de l'année financière se terminant le 31 mars 1943.

L'honorable M. Godbout (L'Islet): La Commission de l'industrie laitière a été réduite de cinq à trois membres. Le gouvernement fédéral a fixé un prix maximum et la Commission ne s'occupe plus que de choses générales.

La résolution est adoptée.

L'honorable M. Mathewson (Montréal-Notre-Dame-de-Grâce) propose: 13. Qu'un crédit suffisant soit ouvert à Sa Majesté pour compléter la somme de sept cent cinquante mille dollars, nécessaire pour couvrir les dépenses prévues à l'article: "Primes sur le fromage", du budget de l'année financière se terminant le 31 mars 1943.

M. Talbot (Chicoutimi): Le fromage ne se vendant plus que 15 cents la livre, le gouvernement ne fait pas un cadeau en donnant une prime de deux cents la livre aux producteurs de fromage.

L'honorable M. Godbout (L'Islet): La prime de deux sous par livre sur le fromage est payée pour le produit classifié à 93 % et plus. Comme question de fait, 75 % de notre production de fromage est classée maintenant dans cette catégorie. Aux 15 cents, il faut ajouter la prime fédérale, qui est également de deux cents la livre aux producteurs de fromage.

La résolution est adoptée.

L'honorable M. Mathewson (Montréal-Notre-Dame-de-Grâce) propose: 14. Qu'un crédit suffisant soit ouvert à Sa Majesté pour compléter la somme de douze mille dollars, nécessaire pour couvrir les dépenses prévues à l'article: "Loi autorisant le gouvernement à payer les certificats de régistrateurs émis pour les prêts agricoles provinciaux", du budget de l'année financière se terminant le 31 mars 1943.

Adopté.

15. Qu'un crédit suffisant soit ouvert à Sa Majesté pour compléter la somme de huit cent cinq mille dollars, nécessaire pour couvrir les dépenses prévues à l'article: "Loi du crédit agricole du Québec", du budget de l'année financière se terminant le 31 mars 1943.

Un député de l'opposition: Pourquoi cette dépense, si le crédit rural ne fonctionne plus?

L'honorable M. Godbout (L'Islet): Nous prêtons encore tous les jours et l'Office a

constamment à sa disposition l'argent qu'il faut, pour répondre à toutes les demandes légitimes. Nous voterons, probablement encore cette année, un montant de \$2,000,000 pour cette fin.

La résolution est adoptée

Rapport du comité des subsides:

M. l'Orateur au fauteuil

M. le président fait rapport que le comité a adopté plusieurs résolutions et demande la permission de siéger de nouveau.

Il est résolu que la Chambre, à sa prochaine séance, se formera de nouveau en comité des subsides.

Lesdites résolutions sont lues et adoptées.

Ajournement

M. l'Orateur prononce l'ajournement.

La séance est levée à 11 h 30⁹.

NOTES

1. Selon tous les journaux, sauf *La Patrie* du 22 avril 1942, à la page 4, qui écrit M. Henri Bisson.

2. Selon tous les journaux, sauf *L'Événement-Journal* du 22 avril 1942, à la page 4, qui mentionne la compagnie Singer.

3. Après deux heures de discussion, le bill 30 modifiant la loi des terres de colonisation est finalement adoptée en deuxième lecture à 6 heures moins quart, selon *L'Événement-Journal* du 22 avril 1942, à la page 4.

4. Le trésorier de la province (l'honorable M. Mathewson) fait voter ce second douzième provisoire un peu avant l'ajournement à 6 heures, selon *Le Canada* du 22 avril 1942, à la page 14.

5. Lors de la discussion du budget du département de l'Agriculture, le représentant de L'Islet

(l'honorable M. Godbout) est accompagné de M. Adrien Morin, son sous-ministre, selon *Le Soleil* du 22 avril 1942, à la page 13.

6. Selon tous les journaux, sauf *La Patrie* du 22 avril 1942, à la page 4, qui propose que la province de Québec possède 750 cercles de Fermières.

7. Selon tous les journaux, sauf *Le Canada* du 22 avril 1942, à la page 8, et *L'Événement-Journal* du 22 avril 1942, à la page 4, qui chiffrent la valeur de la machinerie à \$350,000.

8. Alors que le journal *Le Soleil* du 22 avril 1942, à la page 13, indique un pourcentage de 20 %, *L'Événement-Journal* du 22 avril 1942, à la page 4, propose 45 %.

9. Selon tous les journaux, sauf *Le Canada* du 22 avril 1942, à la page 8, et *L'Événement-Journal* du 22 avril 1942, à la page 4, qui écrivent que la séance est levée à 11 h 15.

Première séance du mercredi 22 avril 1942

Présidence de l'honorable B. Bissonnette

La séance est ouverte à 3 heures.

Prière.

M. l'Orateur: À l'ordre, Messieurs! Que les portes soient ouvertes!

Retour du député
de Trois-Rivières, M. Duplessis¹

L'honorable M. Godbout (L'Islet):² M. l'Orateur, avant de passer à l'ordre du jour, je veux me réjouir du retour en Chambre en bonne santé de l'honorable chef de l'opposition. Celui-ci peut être assuré à son retour du meilleur accueil. Je lui souhaite la plus cordiale bienvenue de tous ses collègues, tant du côté de l'opposition que de ce côté-ci de l'Assemblée législative. Nous sommes heureux de constater qu'il se rétablit.

Nous souhaitons pour lui un prompt retour à une santé parfaite et une complète convalescence, pour qu'il puisse continuer de rendre encore service à sa province, comme il l'en a rendu dans le passé. Je m'unis à ses collègues pour former les vœux qu'il reste un long séjour avec nous. Je lui souhaite en effet un très long règne dans la politique, que ce soit là-bas ou de ce côté-ci de la Chambre. Car, pour ce qui est du côté de la Chambre, je ne sais pas s'il devra rester où il est actuellement. Ce n'est pas à moi à décider, mais bien à l'électorat, qui en décidera.

Enfin, je puis lui dire que nous sommes heureux de le revoir de nouveau à son poste. J'espère qu'il pourra remplir incessamment pleinement ses fonctions de chef de l'opposition, non pas parce que nous ayons eu à nous plaindre de son remplaçant, non pas que l'honorable représentant de Matane (M. Gagnon) n'ait pas rempli ses fonctions avec toute la compétence désirable. Au contraire, il s'est acquitté de la tâche d'une façon remarquable. Il a dirigé les débats en gentleman. Il a su donner un ton digne aux débats de la Chambre. Il a fait des critiques³ constructives des lois présentées, toujours inspirées par un véritable patriotisme. Et, bien que je ne me sois pas toujours accordé avec lui, je tiens à dire qu'il s'est toujours conduit dans cet esprit qui distingue un véritable patriote.

J'espère que l'honorable chef de l'opposition va pouvoir continuer à éclairer le gouvernement qui n'a que de bonnes intentions à son égard.

(Applaudissements de toute la Chambre)

M. Duplessis (Trois-Rivières): M. l'Orateur, je remercie l'honorable premier ministre de ses aimables, bonnes et délicates paroles, qu'il vient de m'adresser. Je puis l'assurer que nos divergences de vues ne m'ont jamais empêché d'avoir pour lui une sincère amitié. En effet, si les hommes politiques peuvent avoir leurs divergences d'opinion, cela ne les empêche pas d'avoir les uns pour les autres une véritable amitié et des sentiments de cordialité. Tel est le cas pour l'honorable premier ministre et pour moi en cette Chambre.

Je remercie et félicite surtout l'honorable premier ministre des compliments et des éloges fort bien mérités qu'il a décernés à mon collègue, l'honorable député de Matane (M. Gagnon), qui est digne de toute admiration. Je désire le féliciter pour la manière avec laquelle il a dirigé les délibérations de la Chambre pour l'opposition. Il a su diriger, en mon absence, avec dévouement, intelligence, brio et connaissance les forces de l'opposition.

Quant à ma santé, (souriant) elle n'est pas parfaite. Elle n'est pas encore ce qu'elle devrait être. Je dois dire qu'au point de vue de ma santé physique, je suis un peu comme le gouvernement: je ne suis pas mort, mais pas fort.

(Rires)

La différence qu'il y a entre lui et moi cependant, c'est que moi j'en regagne constamment tous les jours, alors que lui, au contraire, en perd chaque jour.

(Rires)

J'espère, et j'en suis certain, que les débats de la Chambre vont se continuer sur le ton sérieux et poli commencé et resteront toujours marqués au coin de la politesse, de la droiture et de la charité, qui les a caractérisés et qui conviennent à la Chambre. J'espère que la grande tradition parlementaire sera maintenue.

(Applaudissements)

Explications sur des faits publiés:

Les Îles-de-la-Madeleine
et la tuberculose

M. Langlais (Îles-de-la-Madeleine) et M. Francœur (Montréal-Mercier) se lèvent sur une question de privilège pour corriger, disent-ils, des inexactitudes qui se sont glissées dans les comptes rendus de leurs discours.

Un compte rendu de journal m'a fait dire que 40 %⁴ de la population de mon comté des Îles-de-la-Madeleine était menacée de tuberculose. J'avais dit 20 %. Suivant le rapport des officiers militaires qui sont allés visiter le comté en 1940, il y aurait une proportion de 20 % de tuberculeux. L'hôpital des Îles comprend 45 lits et il en faudrait le double.

L'Aide à la femme

M. Francœur (Montréal-Mercier) affirme n'avoir jamais dit que l'institution appelée "L'Aide à la femme" à Montréal n'a pas sa raison d'être. Je veux dire, dit-il, au contraire, que cette institution peut rendre de grands services à la population et que les conditions de l'œuvre "L'Aide à la femme" se sont grandement améliorées. Et, je veux rendre hommage au bon travail accompli par cette institution et signaler l'œuvre utile accomplie dans ce domaine par le sous-ministre de la Santé et du Bien-être social (M. le Dr Jean Grégoire).

Rapports des comités permanents:

M. Dumoulin (Montmorency): J'ai l'honneur de présenter à la Chambre le quatorzième rapport du comité permanent des bills privés en général.

Votre comité a décidé de rapporter, avec des amendements, les bills suivants:

- bill 146 modifiant la charte de la cité de Chicoutimi;
- bill 144 modifiant la charte de la ville de Saint-Joseph d'Alma.

Budget de Montréal

M. Marler (Westmount-Saint-Georges) propose qu'il lui soit permis de présenter le bill 179 concernant le budget de la cité de Montréal.

Le budget de la ville de Montréal a été déposé au bureau du greffier, comme le veut la charte, le 4 février⁵ dernier. Mais, l'étude en a été différée en prévision des amendements que l'on devait apporter à la charte. Ce n'est pas avant le 30 avril qu'il sera adopté.

L'objet de cette loi est de prolonger jusqu'au 1^{er} juin le délai pour la présentation du budget de la cité de Montréal au bureau du greffier. Comme l'année financière municipale expire le 30 avril prochain, le projet de loi a pour but de permettre à la

ville de se financer temporairement jusqu'à ce que le budget soit adopté.

Adopté. Le bill est lu une première fois.

M. Marler (Westmount-Saint-Georges) propose que le bill soit maintenant lu une deuxième fois.

M. Duplessis (Trois-Rivières): Je n'ai pas d'objection au bill et à retarder simplement la date d'adoption du budget. Par contre, je ne peux souscrire à l'article 2 du bill, qui consacre davantage les pouvoirs de la Commission municipale sur l'administration de Montréal.

Adopté après division. Le bill est lu une deuxième fois et renvoyé à un comité plénier de la Chambre.

M. Marler (Westmount-Saint-Georges) propose que cette Chambre se forme immédiatement en comité.

Adopté.

Le comité étudie le bill article par article et le président fait rapport que le comité a adopté le bill 179 sans l'amender.

M. Marler (Westmount-Saint-Georges) propose que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Adopté après division.

Il est ordonné que le greffier porte ce bill au Conseil législatif et prie les honorables conseillers de l'adopter.

Questions et réponses:

Emprunts à l'Office du crédit agricole

M. Bégin (Dorchester): 1. Quel était le nombre de demandes de crédit agricole non acceptées au 31 décembre 1939?

2. Combien l'Office du crédit agricole a-t-il reçu de demandes d'emprunt:

a) en 1940?

b) en 1941?

3. Quel a été le nombre des cultivateurs qui avaient fait une demande d'emprunt à l'Office du crédit agricole et qui l'ont avisé, ensuite, qu'ils n'étaient plus intéressés à cet emprunt:

a) en 1940?

b) en 1941?

4. Combien de demandes d'emprunt ont été acceptées:

a) en 1940?

b) en 1941?

5. Combien de demandes d'emprunt ont été refusées:

a) en 1940?

b) en 1941?

6. Combien l'Office de crédit agricole a-t-il actuellement dans ses dossiers de demandes non encore payées qui ont été acceptées:

a) avant le 31 décembre 1939?

b) en 1940?

c) en 1941?

7. Au 31 décembre 1941, quel était, à l'Office de crédit agricole, le nombre de demandes qui n'avaient pas encore été acceptées ni refusées?

L'honorable M. Godbout (L'Islet): 1. 10,730.

2. a) 1,833; b) 1,229.

3. Les statistiques de l'Office ne donnent pas ce renseignement séparément, mais elles permettent de dire que 3,358 demandes ont été annulées en 1940 et 2,439 en 1941, pour l'une ou plusieurs des raisons suivantes: désistement de l'emprunteur, manque d'entente entre les créanciers ou le vendeur, manque de garantie, difficultés légales, changement du propriétaire de la garantie offerte, possibilité de régler les dettes sans emprunt.

4. a) 1,997; b) 2,496.

5. a) 2,273; b) 1,014.

6. a) 17; b) 88; c) 553. Ces trois items de la réponse 6 ont été compilés le 22 avril 1942.

7. 215.

Coût d'achat des ponts de péage

M. Paquette (Labelle): Combien le gouvernement de la province de Québec a-t-il payé pour les ponts de péage dont il a acquis la propriété, depuis le premier janvier 1940?

Combien le gouvernement a-t-il payé pour chacun desdits ponts?

L'honorable M. Girouard (Arthabaska):

a) Total du montant payé	\$ 226,600
b) <i>Pont Plessis-Belair</i>	
Payé à date à compte sur prix à convenir	\$ 102,000
<i>Pont de Bellefeuille</i>	
Payé à date à compte sur prix à convenir	\$ 54,600

Pont Sainte-Anne de la Pérade

Versements sur prix d'achat au montant de \$ 400,000.00 suivant acte notarié.....	\$ 70,000
---	-----------

M. Thomas Côté

M. Morin (Champlain): 1. M. Thomas Côté est-il à l'emploi du gouvernement de la province de Québec?

2. Dans l'affirmative, en quelle qualité?

3. Quel salaire reçoit-il?

L'honorable M. Godbout (L'Islet): 1. Non.

2. Répondu par numéro 1.

3. Répondu par numéro 1.

Projets de loi:

Taxes en temps de guerre

L'ordre du jour appelle la prise en considération, en comité plénier, d'un projet de résolutions relatives au bill 33 concernant une convention entre le gouvernement fédéral et la province pour la suspension de certaines taxes en temps de guerre.

L'honorable M. Mathewson (Montréal-Notre-Dame-de-Grâce) informe l'Assemblée que l'honorable lieutenant-gouverneur a pris connaissance dudit projet de résolutions et qu'il en recommande l'objet à la Chambre.

L'honorable M. Mathewson (Montréal-Notre-Dame-de-Grâce) propose que M. l'Orateur quitte maintenant le fauteuil.

M. Duplessis (Trois-Rivières):⁶ Cette mesure est une des pires menaces à l'autonomie provinciale. C'est la première fois que la question est soumise à la Chambre.

Cette loi a pour but non seulement de transférer au gouvernement fédéral le droit de percevoir des millions et des millions de dollars, qui jusqu'ici étaient perçus par le gouvernement provincial, mais aussi les revenus accrus au-dessus du rendement actuel de ces taxes. Le bill aura pour effet de modifier profondément toute l'économie de notre système de taxation.

Les résolutions que l'on est à étudier sont incomplètes. Il y a une lacune importante. M. l'Orateur, à mon avis, il n'y a pas de résolution sur le point vital de la loi, notamment l'autorisation à l'honorable trésorier de signer un contrat avec Ottawa. Comme les revenus de la province sont concernés par cette convention, on aurait dû présenter une résolution couvrant la convention elle-même. Je suggère donc que l'on ajoute aux résolutions l'article 1 de la loi qui dit expressément que la loi prendra effet dès qu'elle aura été ratifiée par la Législature: lequel article se lit comme suit:

"Le trésorier de la province est autorisé à signer avec le ministre des finances du Canada la convention dont le texte est ci-après annexé, et quand cette convention aura été ainsi signée, elle deviendra obligatoire à condition que le Parlement du Canada en autorise ou ratifie également la signature en ce qui le concerne".

Cet article est essentiellement la base du bill puisqu'il comporte la base de la transaction et un tel article doit être inclus dans les résolutions.

L'honorable M. Mathewson (Montréal-Notre-Dame-de-Grâce) croit que ce ne serait pas nécessaire, mais il estime qu'on ne saurait prendre trop de précautions et c'est pourquoi je n'ai pas d'objections, dit-il, à ce que cet article soit incorporé aux résolutions.

M. Duplessis (Trois-Rivières): La question que l'on soumet aujourd'hui à la Chambre est d'importance vitale pour l'avenir de la province. Il y a, dans la convention que l'on soumet à la Législature, un appendice considérable comportant des allégations au point de vue financier, lesquelles sont assez complexes. Aussi, vu l'importance de la loi et le caractère extraordinaire du précédent que l'on pose, car nous abandonnons des sources de revenus et surtout nous sacrifions des droits, je suggère qu'il serait préférable que le projet de loi soit référé à un comité spécial de la Chambre.

Afin d'étudier bien à fond le précédent que nous sommes en train de créer avec cette convention, tous ceux qui ont une compétence particulière en la matière pourraient apporter une précieuse collaboration, afin d'entourer cette mesure de toutes les précautions voulues pour ne pas créer de mauvais précédents.

L'honorable M. Mathewson (Montréal-Notre-Dame-de-Grâce): Ce n'est pas nécessaire. Avec tout le respect que j'ai pour l'opinion de

l'honorable chef de l'opposition, je ne pense pas qu'il y a de précédent d'établi par cette loi. Il n'y a pas lieu d'en créer un, car le projet n'est pas tellement compliqué et le contenu de ce bill est bien connu. Il a été présenté au public depuis un certain temps. Le bill en lui-même ne change rien aux droits constitutionnels de la province. L'entente ne contient rien d'obscur. Le projet doit donc être étudié, au contraire, de la même façon que les autres projets de loi importants.

Il n'est pas question de déléguer des pouvoirs de la province. Mais, il s'agit seulement et simplement de transférer au gouvernement fédéral notre privilège de perception sur certaines taxes provinciales, comme les taxes sur les corporations et sur les revenus, pour la seule période de guerre, afin de permettre au gouvernement fédéral, sans nuire aux provinces, de faciliter l'effort financier de la guerre. D'ailleurs, les autres provinces ont déjà consenti à cette mesure. L'idée est donc de permettre au gouvernement fédéral de taxer tout seul les corporations. Il n'y a aucun abandon de droits mais une simple suspension.

Il expose les principes du projet de loi, savoir que le gouvernement provincial transfère au gouvernement fédéral, pour la période de guerre, le droit exclusif de percevoir l'impôt provincial et municipal sur le revenu personnel, les taxes sur les profits et le capital des compagnies et des corporations. Cette transaction, dit-il, a été faite en vue de permettre au gouvernement fédéral de financer la guerre à même les profits réalisés par les compagnies qui profitent de la guerre. Ce point est très important.

En effet, le fédéral pourra retirer des compagnies, qui font de gros bénéfices avec les contrats de guerre, les revenus additionnels dont il a besoin pour la poursuite efficace des hostilités. Ottawa augmentera les taxes sur les corporations selon les besoins. Autrement dit, on financera la guerre avec les profits de guerre. C'est juste et raisonnable que le coût de la guerre retombe sur ceux qui en profitent.

Quant à la province, elle n'abandonne pas ses droits, qui sont intégralement respectés par cette convention. Il est entendu que le pouvoir de taxer lui sera retourné après la cessation des hostilités. D'ailleurs, nous avons le privilège de dénoncer cette entente après un avis de 30 jours.

En retour, Ottawa nous accorde une compensation financière. Il s'engage à rembourser à la province un montant correspondant aux montants les plus élevés de taxes⁷ des sources temporairement

abandonnées par le Québec. En d'autres termes, ces revenus sont gelés à leur plus haut niveau pour la durée de la guerre. Nous avons la certitude qu'ils ne baisseront pas.

Le pouvoir central a augmenté à 80 % la taxe sur les excédents de profits des industries de guerre. La province a consenti à suspendre la perception des taxes sur les compagnies, pour permettre au fédéral de faire payer davantage les compagnies qui font de gros profits dans l'exécution des contrats de guerre. On peut alléguer que le produit de ces taxes aurait pu augmenter avec les années de guerre, entraînant ainsi une perte pour le provincial, mais le but principal, c'est que si les profits des compagnies augmentent par le fait des profits de guerre, le fédéral puisse financer la guerre à même ces revenus de guerre.

Ottawa, en vertu de l'entente, se trouve à avoir garanti à la province un revenu fixe de \$30,000,000 ou \$32,000,000. Même plus. L'accord prévoit que, si les recettes fournies à la province par la taxe sur l'essence viennent à diminuer, le fédéral comblera la différence. Le fédéral s'engage à maintenir le revenu provincial de la taxe sur la gazoline, en sorte que, ce qu'il perd d'une part, il le retrouve de ce côté. C'est dire que la province ne pourra être affectée par les fluctuations des revenus attribuables aux restrictions de guerre. Tenant compte des circonstances, c'est donc un excellent marché que la province a conclu. J'ajoute que nous pouvons conséquemment compter sur un revenu fixe de \$11,500,000. Cela représente la taxe sur l'essence.

Tout d'abord, il avait été question d'un subside global de \$25,000,000. Nous avons discuté dans le calme. La province recevra \$5,000,000 de plus qu'elle n'attendait au début des négociations et de ce que le gouvernement fédéral voulait d'abord accorder à la province. C'est un résultat. Il ne faut pas oublier non plus que le gouvernement fédéral paiera \$2,300,000 de l'impôt municipal montréalais sur le revenu, chaque année, alors que les contribuables cesseront de le payer. C'est qu'au moment de l'entente, le paiement de l'impôt municipal n'était pas encore aboli.

Enfin, le chef de l'opposition peut être certain que rien dans cette loi ne peut prêter à équivoque. La province n'abandonne aucun de ses droits au fédéral, et ils ne sont aucunement en danger. Il cite sur ce point l'article du bill qui affirme que la province n'abandonne aucun de ses droits et que l'entente prendra fin avec la guerre⁸. La province protège ses droits, aide le fédéral à financer la guerre et reste assurée d'un revenu d'au moins \$30,000,000 par année. Je crois que c'est un bon marché dont tout le

monde peut être satisfait. Nous avons accepté cette convention pour aider Ottawa à gagner la guerre et à sauver le pays.

Il demande à la Chambre d'adopter le projet de loi à l'unanimité.

M. Duplessis (Trois-Rivières): Sincèrement, je considère que ce projet de loi comporte un chambardement constitutionnel et financier, dont les conséquences pourraient être désastreuses pour notre province. En plus, elle met en péril l'autonomie conquise par nos pères.

Ce débat ouvre tout un horizon sur le passé, car il rappelle les luttes que nos pères ont livrées pour obtenir le régime constitutionnel dont nous jouissons aujourd'hui. Ces luttes héroïques, nous n'avons pas le droit de les oublier.

Il rappelle le temps où les gouverneurs se réservaient le droit de dépenser les deniers publics comme bon leur semblait. Il rappelle aussi les droits que nos aïeux ont conquis au prix de luttes grandioses. Nous cédon, par cette entente avec Ottawa, des droits conquis au prix de luttes héroïques. À l'Acte de Québec et aux dures luttes constitutionnelles pour le contrôle des deniers publics par les représentants du peuple, a succédé l'Union du Bas-Canada. Lorsque le gouvernement constitutionnel fut établi après 1837, nous avons eu le Haut et le Bas-Canada, puis il y eut l'Union des deux Canadas. La Confédération succéda à ce régime transitoire.

Le régime de l'Union de 1840 s'étant montré inapte à assurer le bien du pays et des deux grandes races qui l'habitaient, des hommes d'État débarrassés de l'esprit de parti et n'ayant en vue que le bien général, sans distinction de partis, de races et de religions, se sont donné la main pour tâcher de découvrir la forme de gouvernement qui serait le mieux adapté aux besoins des provinces. Ils se réunirent pour discuter de notre avenir politique. C'est de leurs efforts qu'est née la Confédération. La discussion pour établir une Confédération en 1867 s'était faite dans le calme, par des hommes publics particulièrement compétents.

Aussi, l'on peut se demander aujourd'hui s'il est possible, qu'en une telle période de bouleversements, comme celle que nous traversons, les hommes publics puissent avoir la même clairvoyance, la même indépendance d'esprit qui marquaient les hommes de 1867. Est-il possible de croire que nous puissions obtenir de la part des hommes publics les mieux disposés une meilleure garantie de sagesse que celle que nous avons reçue

des Pères de la Confédération? Est-il possible que nous portions une atteinte semblable à une œuvre conçue en des temps calmes par ceux que l'on a surnommés les Pères de la Confédération? Je ne crois pas. Pouvons-nous trouver tout le calme nécessaire pour changer la constitution du pays?

De même que les provinces ont fait un marché de dupes lorsqu'elles ont abandonné en 1867 les droits d'accise et de douanes pour le plat de lentilles des subsides fédéraux annuels, il faut craindre que l'entente actuelle ne vaille guère mieux. L'opinion alors n'était pas unanime. Certains hommes publics d'alors tenaient à l'union législative. En 1867, comme aujourd'hui, des gens prétendaient qu'il valait mieux n'avoir qu'un seul Parlement; c'est-à-dire l'union législative. Mais, les autres, la majorité, optèrent avec raison à l'idée d'une Confédération des provinces autonomes. C'est ce dernier point de vue qui a triomphé. Et, il ne faut jamais oublier que, dans l'ordre historique et législatif, les provinces ne sont pas les filles de la Confédération: La Confédération n'est pas la mère, mais elle est la fille des provinces. Ce sont les provinces qui ont donné naissance à la Confédération, qui l'ont rendue possible et viable.

Ce ne sont pas les provinces qui tiennent leurs droits de la Confédération: c'est la Confédération qui tient ses droits des provinces. Faut-il rappeler par exemple qu'en 1867, avant le pacte fédératif, les provinces avaient des revenus considérables des douanes et de l'accise? La Confédération n'a été possible que parce que les provinces ont consenti à faire des sacrifices. Elles ont accepté d'abandonner certains de leurs privilèges et droits au gouvernement, de sacrifier des revenus, ceux des douanes et de l'accise, pour ne garder que la taxe directe, à condition que le fédéral donnât en retour chaque année aux provinces certains montants suffisants pour leur permettre de poursuivre normalement leur voie et leur existence, de continuer l'œuvre commencée et d'assurer une bonne administration. Mais, ce transfert fut fait de par l'autorité des provinces.

Or, force nous est de reconnaître que cette promesse ne fut jamais respectée intégralement. Mais jamais les gouvernements d'Ottawa, quels qu'ils fussent, bleus comme rouges - et je vous prie de croire que je discute cette question sans aucune considération de partis, car elles doivent disparaître devant l'intérêt supérieur de la province - n'ont accordé aux provinces l'équivalence des droits que les provinces ont donnés au fédéral ou n'ont reçu de compensation suffisante pour ce qu'elles avaient

cédé. Il convient de reconnaître que, sous le gouvernement de Sir Wilfrid Laurier, la situation s'améliora légèrement. Les subsides compensateurs du fédéral aux provinces ont été augmentés, mais c'est tout. Mais, même alors, le traitement financier ne fut pas suffisamment généreux. Jamais elles n'ont reçu le montant des revenus auxquels elles avaient droit en vertu de la convention. En 1871, Sir Wilfrid Laurier disait: "Pour que le système fédératif ne soit pas un vain mot, il faut que les Législatures provinciales soient hors de tout contrôle du parlement fédéral".

Avec le nouveau bill, on consent à priver la province de revenus. On fait exactement ce qui a été fait en 1917, lorsque M. Borden était au pouvoir. En outre, on est en train de sacrifier l'autonomie de la province. On nous dit: "Toutes les provinces ont consenti; pourquoi nous isoler". Je réponds en citant les paroles de Sir Lomer Gouin en 1917: "On ne nous effraiera pas avec le mot isolement. Nous sommes les doyens au Canada".

Ce projet de loi est une des pires menaces à l'autonomie du Québec. Certaines personnes se demandent pourquoi parler d'autonomie à ce sujet. Parler du mot autonomie peut faire rire certaines gens. L'autonomie est le droit et le privilège pour les provinces de s'administrer elles-mêmes au moyen des lois passées par leur Législature. Mais, il ne faut pas cependant oublier que l'autonomie, c'est le privilège précieux qui nous est donné à nous, minorité, de nous administrer soi-même par des lois que nous faisons nous-mêmes, suivant nos traditions, nos intérêts.

L'autonomie du Québec représente le maintien de ses droits dans divers domaines. C'est le privilège d'instruire nos enfants comme nous l'entendons et de la manière que nous désirons, de diriger notre agriculture et notre colonisation, le développement de nos ressources naturelles, les organismes provinciaux ou municipaux, suivant nos intérêts à nous. Or, pour exercer ces droits, pour nous administrer nous-mêmes, il nous faut des revenus. L'argent, c'est le sang des provinces. Ces revenus sont aussi essentiels à l'autonomie que le sang pour le corps humain. Si nous abandonnons de nouvelles sources de revenus, nous mettons en danger le pouvoir de nous administrer nous-mêmes. Nous perdrons peu à peu les ressources nécessaires au maintien de notre système éducatif et une foule d'autres choses qui nous tiennent énormément au cœur.

L'Acte de l'Amérique britannique du Nord, qui reconnaît les droits de la minorité de s'administrer,

le reconnaît dans les articles 92 et 93, où l'on reconnaît les droits exclusifs des provinces: droits aux contributions directes, droit d'emprunter des deniers, sur l'instruction, la célébration du mariage, la colonisation, l'agriculture.

Prétendre que si Québec tombait, pour fins d'administration, sous le régime de la majorité du pays, il jouirait des mêmes privilèges, serait une profonde erreur. Il est évident qu'il n'aurait pas autant, ni plus de garanties, qu'il en possède actuellement pour le respect de ses droits en matière d'éducation, si ces questions étaient décidées par une majorité qui ne professe pas nos croyances, qui ne parle pas notre langue.

De même, il serait stupide d'affirmer que nos hôpitaux, notre agriculture, nos écoles, nos usines, etc., qui tombent sous le coup des lois du travail, seraient mieux administrés par exemple sous la seule égide fédérale, où l'élément canadien-français serait fatalement en minorité, que sous la direction immédiate de notre gouvernement.

Ces énoncés n'ont d'ailleurs rien de neuf. Les chefs de la race canadienne-française, les chefs de Québec se sont toujours rencontrés pour exprimer sur ce point les mêmes principes fondamentaux.

Il cite plusieurs témoignages d'hommes illustres, la plupart chefs du parti libéral, qui ont déclaré que l'autonomie provinciale était essentielle au maintien de nos droits et à l'unité nationale. L'autonomie est un droit qu'on ne doit pas violer, déclare-t-il. C'est Honoré Mercier qui, le 7 avril 1884, revendiquait fièrement la prééminence provinciale sur le fédéral dans le domaine historique. Il déclarait alors dans cette Chambre, ce qui suit: "L'existence des provinces a précédé celle de la Puissance, et c'est d'elles que celle-ci a reçu ses pouvoirs. Les provinces possédaient le gouvernement responsable dès 1867; elles avaient leurs Législatures, leurs lois et toute l'autonomie inhérente à une colonie. Les provinces ont délégué, dans l'intérêt général, une partie de leurs pouvoirs; et ce qu'elles n'ont pas délégué et qui était et est d'une nature locale, elles l'ont gardé et le possèdent encore. Elles sont souveraines dans les limites de leurs attributions et toute atteinte portée à cette souveraineté est une violation du pacte fédéral".

Sir Wilfrid Laurier, parlant dans l'Assemblée législative, le 24 novembre 1871, disait: "Pour que le système fédératif ne soit pas un vain mot, pour qu'il produise les résultats qu'il est appelé à produire, il faut que les Législatures soient, non pas seulement de droit, mais de fait; il faut surtout que la Législature locale soit complètement à l'abri de tout

contrôle de la Législature fédérale. Si, de près ou de loin, la Législature fédérale exerce le moindre contrôle sur la législature locale, alors ce n'est plus en réalité l'union fédérative que vous avez: vous avez l'union législative sous la forme fédérale. C'est un fait historique que la forme fédérative n'a été adoptée qu'afin de conserver à Québec cette position exceptionnelle et unique qu'elle occupait sur le continent américain". Le même Sir Wilfrid Laurier disait à l'Assemblée législative de Québec, le 24 novembre 1871: "Dans le domaine respectif de leurs attributions, les Législatures, tant locales que fédérale, sont souveraines et indépendantes les unes des autres".

On dira qu'il ne faut pas se singulariser: qu'il ne faut pas affronter le fédéral, mais consentir des sacrifices, des concessions. Telle était pourtant l'attitude de Sir Lomer Gouin, en 1917, lorsque Ottawa, en vertu des mesures de guerre, a passé un arrêté ministériel défendant aux provinces et aux municipalités d'émettre, de vendre ou d'échanger des débentures. Sir Lomer Gouin, alors premier ministre de notre province a protesté hautement. Ces mesures de guerre sont aujourd'hui appliquées de la même façon par ceux-là qui les critiquaient dans le temps. Sir Lomer adopta un arrêté ministériel pour revendiquer le droit imprescriptible de la province de Québec, de négocier dans ce domaine. Il n'eut pas peur du qu'en-dira-t-on.

Il ne faisait que suivre la politique de Sir Wilfrid Laurier qui, dans un discours prononcé en 1883, disait: "Je le répète, chaque fois qu'on réussit dans ce Parlement (Ottawa) à dépouiller une province d'un droit qu'elle exerce, quelque insignifiant que puisse être ce droit, c'est un pas de plus dans le sens de l'Union législative". Alors comme aujourd'hui, des gens timorés disaient que notre province ne devait pas s'isoler, faire bande à part; Sir Lomer Gouin leur répondit fièrement en 1917, quand il déclara: "Nous sommes les doyens et notre peuple demeure le compagnon égal des autres Canadiens."

Sir Wilfrid, en 1889, en Chambre, disait: "Pour notre part nous avons toujours soutenu que le seul moyen de maintenir la Confédération est de reconnaître que, dans sa sphère, dans la sphère que lui assigne la Constitution, chaque province est aussi indépendante du contrôle du Parlement fédéral que l'est ce dernier du contrôle des Législatures provinciales."

Dans un discours prononcé à Toronto, en 1889, Sir Wilfrid disait: "Le Parti libéral a toujours soutenu que la Législature provinciale relevait

exclusivement de la population de la province dans laquelle elle avait été promulguée. Si l'on admet une fois que le Parlement fédéral a le droit de réviser et d'annuler les lois portées par un gouvernement local, autant se débarrasser tout de suite de la Confédération et adopter immédiatement l'union législative. La doctrine fédérative comporte que chaque Législature, que ce soit une Législature locale ou une Législature centrale, doit être absolument indépendante. Si l'on empiète sur l'indépendance de l'une, on détruit, à mon sens, complètement son utilité."

Pour bien faire voir l'intérêt vital que la province a dans le maintien intégral de ses prérogatives, voici ce que disait au Parlement impérial, lord Carnarvon, en 1867, lors de l'étude du pacte confédératif à la Chambre des lords: "Le Bas-Canada est jaloux et fier, à bon droit, de ses coutumes et de ses traditions ancestrales; il est attaché à ses institutions particulières et n'entrera dans l'union qu'avec la claire entente qu'il les conservera. Et c'est avec ces sentiments et à ces conditions que le Bas-Canada consent maintenant à entrer dans la Confédération".

La législation actuelle exprime l'idée de centralisation et elle véhicule les idéaux d'Hitler dont la province de Québec n'avait pas besoin.

Le bon sens même indique que la conservation de notre autonomie est essentielle à notre survivance, à notre prospérité, à la sauvegarde de l'unité nationale et à notre progrès dans le développement de nos destinées. Protéger notre autonomie, c'est protéger notre droit de faire instruire nos enfants dans notre langue et notre religion.

L'autonomie, c'est la forteresse de nos droits et de nos traditions. C'est pour nous le contrôle sur notre éducation, notre foi, nos coutumes et traditions, notre agriculture, notre colonisation, nos ressources naturelles. Nous ne pouvons céder notre autonomie pour des millions.

On va invoquer l'argument que nous risquons de faire bande à part. Tel n'était pas le sentiment de fierté de Sir Lomer Gouin, qui fut premier ministre de la province. Il répondait aux timorés qui se demandent pourquoi parler d'autonomie, lorsqu'il disait, en pleine crise, dans un article publié en 1917 dans la *Canadian Annual Review*: "La menace de l'isolement ne peut nous effrayer. Car personne n'est notre gardien. Au Canada, nous sommes les pionniers; c'est ici qu'est notre demeure, notre terre natale et ici notre peuple reste le compagnon et l'égal des autres Canadiens".

Les Législatures doivent être affranchies de tout contrôle du gouvernement central et l'abandon d'une liberté provinciale est nécessairement un pas de plus en direction de l'union législative. Or, nous faisons justement la guerre pour empêcher le règne arbitraire des centralisateurs. Car, la politique des états totalitaires est essentiellement centralisatrice. Nous ne voulons pas de nazisme au Canada. L'autonomie des provinces doit être respectée et, dans la province de Québec, l'autonomie est essentielle à notre survivance, au progrès de notre peuple et à la bonne entente entre les races.

Ce projet de loi soumis à la Chambre est un recul énorme au point de vue provincial; il est une brèche irréparable et véritable dans la muraille de notre autonomie provinciale. On fait valoir que le bill contient des phrases où l'on affirme garder notre autonomie. Malheureusement, ce ne sont pas les mots qui comptent, mais les faits établis. Ce n'est pas la déclaration que nous entendons reprendre dans un avenir ignoré; les droits que nous abandonnons, qui nous les assurera, lorsque nous les aurons perdus de par notre propre volonté? Nous les livrons et rien ne nous garantit que jamais nous les pourrions reprendre.

Sir Wilfrid Laurier disait que tout empiètement sur les droits de l'autonomie est un pas vers la centralisation, et la centralisation est la sœur jumelle du totalitarisme. C'est le système de Hitler. La mesure dont il est question exprime l'esprit et les idées de Hitler, en ce sens qu'elle tend à centraliser aux mains de quelques personnes les droits de plusieurs. Les principes impliqués ne seront jamais acceptés dans la province de Québec qui est prête à collaborer, mais qui ne va jamais se soumettre à l'assimilation.

Sans doute, la province n'est supposée abandonner la perception que pour la durée de la guerre et compenser les provinces par le paiement d'une somme fixe annuelle. Mais l'expérience de l'impôt fédéral sur le revenu imposé lors de la guerre de 1914-1918 n'est pas rassurante. On sait que par l'esprit même du pacte confédératif, le gouvernement central se réservait les impôts indirects, et abandonnait aux provinces la taxation directe dont personne alors ne voulait. Mais quand vint la guerre de 1914, le fédéral, à court de finances, décida de recourir à la taxation directe, en imposant une taxe sur les revenus.

Le gouvernement promit alors solennellement d'abandonner cette taxe une fois la guerre finie. Mais quand vint le temps, on s'aperçut, un peu naïvement que, si la guerre était finie, il fallait tout de même la payer et que l'impôt sur le revenu restait plus

nécessaire que jamais. Il en sera évidemment de même pour cette guerre-ci, où la dette fédérale aura atteint un chiffre astronomique. Et il y aura d'ailleurs d'autres raisons encore plus impérieuses pour maintenir le *statu quo*.

Les provinces taxent revenus et corporations, mais de façon inégale, suivant les diverses provinces, en sorte que les impôts fédéraux affectent inégalement et injustement certaines parties du pays. C'est pourquoi le fédéral a demandé aux provinces de lui abandonner ces impôts, afin d'établir une taxation égale partout.

Il y a donc à craindre que, la guerre finie, le fédéral, en face d'une dette énorme, garde ces taxes avec l'appui de l'industrie et du commerce, qui combattront par tous les moyens le retour à l'ancien système. Et on peut même prévoir que si Québec tient ferme quand même, les autres provinces la laisseront démêler seule ses affaires. D'autant que l'impôt sur le revenu et la taxe sur les corporations sont destinés à devenir les plus fortes sources de revenus du pays et qu'Ottawa y tiendra tenacement.

On donne en somme au gouvernement fédéral une arme pour assommer les provinces. Qu'on appelle cela une suspension ou un abandon des taxes, il y a un fait bien clair. Ce n'est pas avec des mots que l'on changera les faits. Il a été dit que la mesure permettait seulement la suspension de certaines taxes, provinciales et municipales. Toutefois, ces deux taxes sont les taxes provinciales essentielles aux corporations et au revenu. On doit se rendre compte qu'en vertu de cette loi, nous abandonnons des garanties importantes, qui nous étaient essentielles pour faire respecter nos droits, tel le droit de taxer les corporations, de taxer les banques, qui, dorénavant tombent sous l'unique centralisation fédérale.

Par exemple, en cédant à Ottawa la taxe sur les corporations, notre province, l'Assemblée législative, les municipalités et les corporations scolaires n'auront plus le droit d'imposer de taxes sur le revenu personnel ainsi que sur le revenu et les profits des compagnies, ni de taxer les banques. Ce sont des taxes indirectes que nous perdons. Ainsi, la centralisation bancaire, pratiquée par le fédéral depuis quelques années, sera décuplée par cette entente. La province de Québec ne pourra plus taxer les compagnies d'électricité.

Dans ce domaine, on ne doit pas oublier que nous serons placés dans une flagrante infériorité, puisque l'Ontario étant exemptée des taxes fédérales sur ces compagnies, elles pourront retomber lourdement sur le consommateur québécois. Le

gouvernement fédéral impose une taxe de plusieurs millions à nos compagnies d'électricité et cette taxe est absorbée par les consommateurs. C'est le libéralisme qui fleurit.

On ne semble pas se rendre compte que ces pouvoirs de taxer constituent non seulement une source de revenus, mais une arme que l'on est en train d'abandonner désormais à Ottawa, une arme qui est désormais perdue pour nous. La déclaration de principe du bill sur notre autonomie ne prévaut pas contre le fait brutal. Le trésorier provincial dit que la question de l'autonomie n'est pas en jeu. Quand un malade est mort, ce n'est pas un certificat du médecin à l'effet qu'il est en vie qui peut le ressusciter.

Le projet de loi mentionne bien que l'entente ne vaudra que pour la guerre. Cela est écrit en toutes lettres dans l'entente; mais la population québécoise est payée pour savoir ce que valent les engagements les plus solennels, en face des faits brutaux.

L'honorable trésorier a dit: "J'ai obtenu cinq millions de plus que les autres comme compensation". Tant mieux pour le trésorier. Cela prouve que les gens du fédéral n'étaient pas prêts à rendre d'eux-mêmes justice à notre province. Mais si l'argent est essentiel, nous n'avons pas le droit, même pour des millions, de vendre notre autonomie. Si l'argent est une considération importante, elle n'est pas l'essentiel. Il y a plus, c'est le droit de propriété, la possession de la forteresse, de la garantie.

L'homme qui, dans une transaction, abandonne son droit de propriété fait toujours un marché de dupes. On nous dit que toutes ces mesures de centralisation sont adoptées pour gagner la guerre. "Nous voulons gagner la guerre", comme a dit l'honorable trésorier. D'aucuns peuvent dire que nous sommes en guerre. C'est vrai et tout le monde, tous les Canadiens veulent gagner cette guerre. Certes, il faut la gagner et nous allons la gagner, mais il est sûrement un moyen de gagner la guerre sans faire disparaître les provinces et sans établir ici au Canada, au détriment des provinces, une sorte d'État totalitaire à la manière d'Hitler, où une minorité réduite est en esclavage. Hitler pratique la centralisation, c'est la base de son système d'ailleurs, nous pouvons gagner la guerre sans faire disparaître les provinces.

Je sais qu'il y a des gens honnêtes qui sont en faveur de l'union législative. Cette tendance de centralisation existe au fédéral dans tous les partis. À ceux qui ne pensent qu'à la centralisation, et il y en a dans les deux partis, je dis: Si nous prenons la peine de regarder autour de nous, à côté de nous, aux États-

Unis, nos puissants voisins ont 48 États autonomes confédérés qui jouissent d'une large indépendance. Ce grand peuple a un gouvernement central et des gouvernements d'États. Aux États-Unis aussi on veut gagner la guerre. N'empêche que les 48 États conservent leur autonomie. Ils sont tellement indépendants les uns des autres que quand un criminel se sauve dans un état voisin, il faut un mandat d'extradition pour le ramener.

Dans le Royaume-Uni, dont le territoire n'est même pas aussi grand que la province de Québec, il y a trois petits états: l'Angleterre, l'Écosse et l'Irlande, et chacun a son Parlement⁹. Cela ne les empêche pas de faire la guerre.

Il demande au gouvernement de ne pas sanctionner ce bill qu'il estime néfaste. Les gens de la province nous ont mandatés, dit-il. Tous les députés sont en Chambre pour remplir un devoir impérieux: défendre les droits de la province et sauvegarder l'autonomie de la population. La survie de l'autonomie de la province est essentielle à la survie de la Confédération et de l'unité nationale. Nous voulons l'unité du pays. Mais, conformément à la volonté des Pères de la Confédération, nous ne voulons pas chercher l'unité sur une base d'humiliation et d'assimilation, mais de collaboration. Je ne suis pas une personne qui croit que nous devons sacrifier nos droits sous prétexte d'avantages temporaires et peut-être illusoire.

Si Ottawa a besoin de revenus, ce n'est pas une raison d'abandonner nos droits et nos revenus vitaux. Si Ottawa veut de l'argent, qu'on lui offre autre chose. Pourquoi ne lui donnons-nous pas la taxe de vente provinciale par exemple, en échange de compensation? Pourquoi ne pas imposer une taxe de vente fédérale, et la partager entre les provinces? Je répète ce que j'ai souvent dit: cette taxe est essentiellement fédérale dans son principe et ses modalités d'application, parce que le gouvernement fédéral est mieux placé pour la percevoir. Ottawa a les moyens de la prélever à la source. Il peut taxer directement le manufacturier, tandis que la province, elle, est obligée de faire un long détour.

Toute taxe de vente est préjudiciable à la province qui l'impose. Elle est susceptible de rapporter de gros revenus car elle est, de sa nature, fédérale. De plus, elle est plutôt nuisible au provincial, à qui elle cause de sérieux ennuis, parce que réduite au seul domaine provincial. Avec nous, nous devons nommer pour chaque marchand un agent de la province, et ceci peut engendrer trop d'abus. De plus, la taxe de vente au détail n'est pas universelle au Canada. Lorsqu'une province impose

une taxe de vente, elle se met en état d'infériorité vis-à-vis les autres provinces. Alors, notre province est désavantagée par rapport aux autres provinces. Si Ottawa l'établissait, toutes les provinces seraient sur le même pied. C'est pour cette raison d'ailleurs qu'il s'est toujours opposé à cette taxe.

Avec les faibles talents que la Providence m'a donnés, avec toute l'énergie dont je suis capable, avec tout l'amour que j'ai pour ma province, je suis prêt comme chef de l'Union nationale, à travailler, à collaborer avec le gouvernement, ou avec n'importe qui, pour trouver les moyens voulus pour assurer au gouvernement fédéral les sources de revenus nécessaires pour la guerre. Mais, je ne suis pas prêt à voter une mesure qui est meurtrière et dangereuse pour notre autonomie.

Ce projet sera ruineux dans ses résultats. Je suis prêt à collaborer. Mais, il faudra que nous trouvions le moyen de ne rien sacrifier de nos droits. Je ne pourrai pas travailler à la suppression de notre autonomie. C'est pourquoi, je ne peux approuver cette législation qui nous est soumise.

Nous ne sommes pas sur la terre pour longtemps, je l'ai éprouvé récemment, et sur une question comme celle-ci, nous devrions être unis. Mais, je ne me sens pas la conscience pour approuver même de loin cette législation.

(Applaudissements à gauche)

L'honorable M. Godbout (L'Islet): (Souriant)

Je ne veux prendre que cinq minutes pour répondre au plaidoyer du chef de l'opposition. M. l'Orateur, ce dernier a exposé et défendu de façon brillante, éloquente, une cause qui n'existe pas. Je voudrais répéter mot à mot, si j'en avais l'éloquence, toutes les paroles qu'il a prononcées sur l'autonomie provinciale et y souscrire. Tout le début de son discours, je pourrais le faire mien, le répéter à la Chambre parce que, en ce qui concerne l'autonomie de la province, nous pensons la même chose. Le chef de l'opposition a exprimé les sentiments de tous les membres de la Chambre à l'égard de la préservation de l'autonomie de la province et de tout ce qu'elle représente pour le peuple. Mais, cela n'a rien à voir avec le projet de loi soumis à la Chambre.

En ce temps-ci plus que jamais, nous ne voulons rien sacrifier des droits de la province. Jamais le gouvernement n'a songé ou ne songera à sacrifier ces droits sacrés. Jamais, pour aucune considération, ni sur un point primordial, ni sur un point secondaire, nous ne voulons rien sacrifier des droits de la province. Nous ne consentirons à céder la plus petite parcelle des droits et privilèges dont

jouissent présentement les Québécois et que nos pères ont acquis et que nous confère et nous garantit le pacte fédératif de l'Acte de la Confédération. Et nous ne le faisons pas par cet accord. Ce pacte de 1867 doit être respecté dans toute son intégrité et il le sera. Nos droits, nous voulons qu'ils soient maintenus.

Je m'accorde avec tous les hommes d'État qu'il a cités. Ils ont réclamé, à leur heure et comme nous, le respect des droits de la province. Nous pensons comme eux. J'admets que le représentant de Trois-Rivières est sincère dans ses prétentions et qu'il est un grand patriote. Mais, en écoutant les paroles sincères, patriotiques de mon honorable ami, tous les députés ont dû se demander quel en était le lien, avec cette loi? Et, tous les membres de cette Chambre ont été surpris, en entendant les accents patriotiques du chef de l'opposition, de constater le lien qu'il établissait entre notre autonomie et le projet actuellement devant nous.

Toutes ces considérations n'ont rien à voir et ne concordent absolument pas avec la mesure qui est présentée devant la Chambre. Ne rien céder, j'en suis à 100 %. Tout le monde en est. Tout le monde est d'accord pour proclamer que nous ne devons céder aucune parcelle de notre pouvoir de contrôler notre système d'éducation, nos institutions de santé publique, le développement de notre agriculture.

Que dit le projet de loi? Nous ne cédon pas notre droit de taxer, mais nous suspendons temporairement et seulement la perception de deux impôts. Ces impôts seront perçus par Ottawa moyennant une compensation qui nous est favorable. Le projet de loi se résume donc à ceci: Pour la durée de la guerre, nous transférons à Ottawa le domaine de la perception. Et, nous faisons cela pour que le gouvernement fédéral puisse taxer plus lourdement les grandes corporations, celles qui font de l'argent avec la guerre.

Dans une période comme celle que nous traversons, il est normal que les grandes compagnies absorbent le surplus de taxes nécessaire à la poursuite de la guerre. Mais, encore une fois, nous n'abandonnons rien, nous ne cédon rien, nous ne perdons rien par cet accord. Cette entente est favorable à la province. Le Québec obtient un bon accord financier et ne sacrifie aucun principe. Nous pouvons mettre fin à celle-ci à un mois d'avis, alors que le gouvernement fédéral ne peut y mettre fin qu'un an après la fin de la guerre.

L'entente suspend seulement le fonctionnement de certains recouvrements d'impôt, à l'intention d'Ottawa, pour faciliter le financement de

la guerre, mais il n'abandonne aucun droit. L'abandon de la perception de l'impôt sur le revenu des corporations signifie seulement que le gouvernement fédéral vise à augmenter les taxes, lorsque cela est nécessaire à la conduite de la guerre et seulement pour ceux qui sont en mesure de payer. Ceux qui tireront profit de cette politique seront les pauvres et les petits contribuables.

On demande pourquoi le fédéral consent à une entente qui nous est si avantageuse. C'est clair. À cause de la guerre, Ottawa a besoin de plus de revenus. Il faut un surplus d'impôts. Le fédéral veut augmenter les impôts dont nous lui abandonnons pour un temps la perception.

L'honorable chef de l'opposition a dit: "Pourquoi abandonner les taxes des corporations? Pourquoi ne pas donner plutôt à Ottawa la taxe de vente?" Ici, je ne m'accorde plus avec lui, quand il dit que ce surplus devrait porter sur la taxe de vente. Je m'oppose spécialement à l'idée que le fédéral s'empare de la taxe de vente et en augmente le taux. Car, cette taxe frappe toutes les familles et pèse plus particulièrement sur les familles nombreuses. Cela deviendrait un lourd fardeau pour les petits en un temps de vie chère, puisque cette taxe est surtout payée par les classes populaires. Laissons donc porter les charges de la guerre par ceux qui peuvent les porter.

Si le gouvernement doit augmenter les taxes, je préfère que l'augmentation du fardeau soit supportée par les corporations. Les impôts supplémentaires, que la guerre rend obligatoires, il appartient aux grosses compagnies de les porter. D'abord, parce qu'elles sont mieux en mesure de le supporter, ensuite parce que les corporations ont les moyens de payer, parce que la guerre leur rapporte des profits. Elles profitent de la guerre par une augmentation de leurs affaires.

Encore une fois, la patrie est en guerre et en danger. Ottawa a besoin de revenus pour les œuvres de guerre, qui deviennent plus lourdes à supporter. Celles-ci ne peuvent être maintenues, à moins qu'Ottawa touche plus de revenus. Nous n'abandonnons rien de nos droits de taxer, mais si le gouvernement fédéral veut augmenter des taxes, je le répète, que ce soit les taxes de ceux qui peuvent payer.

En ce qui concerne les \$5,000,000 que l'honorable trésorier a obtenus de plus que les autres, c'est bien simple. Si nous avons obtenu \$5,000,000 de plus que pendant l'année qui sert de base à l'entente, c'est que cette année financière était pour nous une année de neuf mois. Notre année fiscale ne

se terminait pas en même temps que celle des autres provinces. L'honorable trésorier a fait des représentations à ce sujet à Ottawa et il a obtenu une meilleure compensation, parce qu'il y avait droit et donc recueille les recettes des meilleurs 12 mois des provinces auxquelles on a prélevé à même les sources fiscales abandonnées.

Encore une fois, M. l'Orateur, par cette entente, nous ne donnons rien, nous ne cédonns rien, nous ne perdons rien. Il s'agit du transfert d'un pouvoir et aucun droit n'a été sacrifié. Que le chef de l'opposition en soit convaincu. Nous suspendons seulement temporairement notre droit de taxer le revenu et les corporations. Nous pouvons mettre fin à l'entente à tout moment à trente jours d'avis préalable, et l'entente, à tout point de vue, protège tous nos privilèges et tous nos droits. Tout est garanti pour nous dans ce contrat, qui lie Ottawa un an après la cessation des hostilités, mais auquel nous pouvons mettre fin à 30 jours d'avis.

Pour la durée de la guerre, nous avons gelé les revenus de la province au plus haut taux qu'ils peuvent l'être et qu'ils ont été dans le passé. Ainsi, en vertu de l'accord, il est également entendu que le gouvernement fédéral comblera la différence, advenant que les revenus créés par la taxe sur l'essence viennent à diminuer. Or, aujourd'hui, alors que le rationnement de l'essence est en vigueur, il n'est pas impossible que les revenus du passé soient diminués. Mais, grâce à l'entente, nous ne perdons rien, car le fédéral compensera cette diminution, de sorte que l'entente nous est très avantageuse.

Je m'accorde avec l'énoncé des principes de l'honorable chef de l'opposition sur le caractère sacré de notre Constitution. Mais, je ne m'accorde pas avec lui sur les craintes qu'il éprouve et sur les moyens qu'il suggère pour aider le gouvernement fédéral, notamment, l'abandon de la taxe de vente à Ottawa, ce qui pourrait ainsi charger le peuple d'un fardeau que doivent porter les corporations. Or, Ottawa veut augmenter la taxe sur le revenu et sur les corporations et, de ce fait, taxer ceux qui bénéficient des contrats de guerre. Au lieu d'abandonner à Ottawa la taxe de vente, nous avons donc cédé la taxe sur les corporations, parce que ce sont les grandes compagnies qui doivent payer et aider le plus à notre effort de guerre.

(Applaudissements à droite)

M. Paquette (Labelle) se déclare surpris de voir le gouvernement se réjouir de l'entente conclue avec les autorités fédérales. La province de Québec y perd une partie de ses droits souverains, affirme-t-il.

Il faut être d'une grande naïveté pour prétendre que nous gagnerons quelque chose à ce marché. J'ai plutôt l'impression que nous faisons là un marché de dupes, car je me refuse à croire que le gouvernement d'Ottawa insiste pour faire un cadeau aux provinces. C'est le contraire qui est vrai. Et si pour l'année courante, le montant que la province de Québec recevra est aussi élevé que le total des taxes que nous abandonnons, nous constaterons bien vite que nous n'aurions jamais dû céder nos droits à Ottawa. Quand Ottawa croit bon d'offrir à la province un marché qui nous semble avantageux, il faut faire bien attention. Il faut réfléchir avant de donner une réponse. C'est qu'il y voit une bonne affaire. Ne soyons pas des dupes, des naïfs. Il faut s'y opposer. Il ne veut pas que le trésorier soit dupe des autorités fédérales; il lui suggère de changer sa manière de voir le marché.

M l'Orateur, l'honorable premier ministre nous a dit que nous ne perdons rien par cette convention. Nous ne perdons rien? Or, l'honorable chef de l'opposition nous dit que nous perdons notre pouvoir de taxation. C'est quelque chose et c'est énorme. Nous possédons actuellement un privilège important, c'est celui de taxer. Il nous appartient, et nous devons le conserver, car c'est une arme puissante pour protéger le peuple contre les abus des compagnies et qui nous permet d'imposer un contrôle aux trusts, aux grandes corporations et de les mettre à la raison.

Nous perdrons cette année \$28,000,000 de taxes, qu'Ottawa compensera par un octroi équivalent. Mais dans quelques années, lorsque les taxes abandonnées auront grandement augmenté, nous continuerons à recevoir une maigre pitance, et nous aurons été roulés par le gouvernement fédéral.

L'honorable trésorier provincial a déclaré que nous écrivons aujourd'hui une importante page d'histoire. C'est vrai. Mais il faudrait ajouter que cette page est tragique, car son gouvernement dépouille notre province d'une partie de son autonomie, pour laquelle nos pères se sont battus.

Il faut encore être bien naïf pour croire, qu'après la guerre, les droits que nous abandonnons nous seront remis. Il est plus facile de perdre des droits que de les reprendre. L'histoire nous le prouve assez. Nous en avons un exemple, lorsqu'en 1918 nous avons perdu, au bénéfice d'Ottawa, l'impôt sur le revenu. C'était pour la durée de la guerre seulement, disait-on alors. Il y a de cela 26 ans¹⁰ et cela dure encore. Le gouvernement sait-il si, après la guerre, il aura la force de reconquérir ce qu'il a cédé? Il ne faut donc pas s'imaginer que, dans quatre ou

cinq ans, les droits que nous aurons perdus nous seront rendus. Les faits démontreront que nous ne pourrons plus revoir ce que nous aurons donné de gaieté de cœur.

Nous cédon à Ottawa aujourd'hui notre droit de taxer les compagnies, de taxer la gazoline, de lever un impôt supplémentaire sur le revenu, etc. Jamais, je le répète, jamais nous ne recouvrerons ces droits, qui seront définitivement perdus pour la province de Québec.

C'est un crime que l'on commet contre le peuple qui a mis sa confiance dans le premier ministre (l'honorable M. Godbout) et son gouvernement. C'est un acte de sabotage contre l'Acte confédératif passé en 1867. Pendant qu'il en est encore temps, que l'on retire un projet de loi aussi néfaste. Les droits de notre province sont massacrés, nul gouvernement au pouvoir à Québec n'a mandat pour en faire l'abdication au bénéfice de quiconque.

Que le gouvernement ait le courage de résister aux pressions que l'on fait contre notre autonomie, s'il ne veut pas être accusé de faillir à l'honneur.

M. Beaulieu (Saint-Jean-Napierville) se lève pour continuer le débat.

L'honorable M. Godbout (L'Islet) demande de suspendre la séance pour une sanction de bills au Conseil législatif.

M. Beaulieu (Saint-Jean-Napierville) propose, appuyé par le représentant de Chicoutimi (M. Talbot), que le débat soit ajourné.

Adopté. Le débat est ajourné.

Messages du Conseil législatif:

M. l'Orateur informe la Chambre que le greffier du Conseil législatif a apporté le message suivant:

Le Conseil législatif informe l'Assemblée législative qu'il a voté, sans amendement, les bills suivants:

- bill 39 octroyant à Sa Majesté les deniers requis pour les dépenses du gouvernement pour l'année financière se terminant le 31 mars 1943 et pour d'autres fins du service public;

- bill 28 relatif aux véhicules automobiles en temps de guerre;

- bill 110 autorisant le Collège des médecins et chirurgiens de la province de Québec à admettre Samuel-Léopold Roy au nombre de ses membres;

- bill 118 concernant la succession de feu Georges-Antoine LaRue;

- bill 131 constituant en corporation The Christian Brethren Church dans la province de Québec;

- bill 132 concernant la succession de feu Charles-Honoré Catelli;

- bill 137 concernant la succession de feu James Redmond;

- bill 147 changeant le nom de John Stephen Oppe en celui de John Stephen Stephens;

- bill 149 relatif à l'Institut des frères de Notre-Dame de la Miséricorde;

- bill 121 constituant en corporation l'Association d'hospitalisation du Québec;

- bill 179 concernant le budget de la cité de Montréal.

Messages du lieutenant-gouverneur:

Sanction royale

M. Arthur Saint-Jacques, huissier à la verge noire, transmet le message suivant dont M. l'Orateur fait lecture.

M. l'Orateur: Messieurs, l'honorable Monsieur le lieutenant-gouverneur de la province de Québec désire la présence immédiate de cette Chambre dans la salle des séances du Conseil législatif.

En conséquence, M. l'Orateur et les députés se rendent à la salle du Conseil législatif.

L'honorable Monsieur le lieutenant-gouverneur veut bien donner, au nom de Sa Majesté, la sanction royale aux bills suivants:

19 Loi modifiant la loi des terres et forêts;

28 Loi relative aux véhicules automobiles en temps de guerre;

29 Loi accordant certains pouvoirs à la Commission des eaux courantes de Québec, relativement à l'emménagement des eaux de la rivière du Loup (en bas);

110 Loi autorisant le Collège des médecins et chirurgiens de la province de Québec à admettre Samuel-Léopold Roy au nombre de ses membres;

118 Loi concernant la succession de feu Georges-Antoine LaRue;

121 Loi constituant en corporation l'Association d'hospitalisation du Québec;

131 Loi constituant en corporation The Christian Brethren Church dans la province de Québec;

132 Loi concernant la succession de feu Charles-Honoré Catelli;

137 Loi concernant la succession de feu James Redmond;

147 Loi changeant le nom de John Stephen Oppe en celui de John Stephen Stephens;

149 Loi relative à l'Institut des Frères de Notre-Dame de la Miséricorde;

179 Loi concernant le budget de la cité de Montréal.

Le Greffier du Conseil législatif: Au nom de Sa Majesté, l'honorable Monsieur le lieutenant-gouverneur sanctionne ces bills.

M. l'Orateur de l'Assemblée législative s'adresse alors à l'honorable Monsieur le lieutenant-gouverneur et lui présente le bill suivant pour qu'il veuille bien y donner sa sanction:

39 Loi octroyant à Sa Majesté les deniers requis pour les dépenses du gouvernement pour l'année financière se terminant le 31 mars 1943 et pour d'autres fins du service public.

Le Greffier du Conseil législatif: Au nom de Sa Majesté, l'honorable Monsieur le lieutenant-gouverneur remercie ses loyaux sujets, accepte leur *benevolence* et sanctionne ce bill.

Les députés reviennent à leur salle de séances.

Projets de loi:

Taxes en temps de guerre

Conformément à l'ordre adopté précédemment, la Chambre poursuit le débat à l'effet que M. l'Orateur quitte le fauteuil et que la Chambre se forme en comité plénier pour prendre en considération un projet de résolutions relatives au bill 33 concernant une convention entre le gouvernement fédéral et la province pour la suspension de certaines taxes en temps de guerre.

M. Beaulieu (Saint-Jean-Napierville)¹¹ rend hommage et salue la présence de son chef, revenu en Chambre pour le meilleur profit de la province.

Il se dit surpris de l'attitude du premier ministre. Il ne comprend pas que ce dernier se vante de faire un bon marché avec Ottawa, en sauvant \$5,000,000, alors que cette entente est conclue dans un but de coopération avec Ottawa. On nous dit que

la province va recevoir \$5,000,000 de plus qu'elle ne percevait avec les taxes en question. Cette mesure n'aide pas le fédéral, puisque nous lui prenons \$5,000,000. C'est donc un mauvais marché pour Ottawa, lequel marché va nuire à l'effort de guerre.

Demain, seul le gouvernement fédéral aura le droit d'imposer des taxes dans les domaines visés par le bill. On argumente qu'on nous remettra tous ces droits, une fois la guerre finie. Mais dans quelles conditions? L'excédent sur les montants présentement perçus restera au dominion. C'est, continue-t-il, l'abandon malheureux de ce qui constitue quelques-unes de nos principales prérogatives. M. l'Orateur, le projet de loi à l'étude est un autre pas¹² vers la centralisation. Le marché est avantageux pour le fédéral, mais pour lui seul, et si nous y consentons, c'en sera fait des provinces.

Il y voit un effet direct des recommandations de la commission Rowell-Sirois¹³. Nous sommes, dit-il, en train de céder nos meilleures sources de revenus à Ottawa. À force de concessions de notre part, on finira par mettre en vigueur les conclusions du rapport Sirois qui suggérait, entre autres choses, que le pouvoir central prenne à sa charge les dettes de provinces, qui se chiffrent à \$1,700,000,000, et les dettes des municipalités, qui se chiffrent à \$1,300,000,000, tout en s'emparant des sources de revenus. Ottawa ferait un excellent marché, puisqu'il retirerait bien plus d'argent qu'il n'en aurait à payer, soit les intérêts sur la dette.

On n'aurait jamais osé parler de pareils chiffres autrefois, mais on nous a habitués, depuis quelque temps, à jongler avec des figures aussi fantastiques. En les analysant, nous voyons combien la transaction profiterait au dominion. En effet, à 5 %, il ne lui en coûterait que \$150,000,000 pour s'occuper de ces dettes, alors qu'il aurait à sa disposition les immenses ressources du pays.

Québec et Ontario sont les deux seules provinces industrielles du dominion et le transfert des taxes travaillera contre elles. Il sera difficile de reprendre les droits que nous avons cédés. Le premier ministre nous a dit que l'on pourra reprendre les pouvoirs de taxation après un avis de 30 jours. Mais Ottawa refusera probablement, et on nous offrira probablement de tenir sur le sujet un plébiscite pour décider la question, et les autres provinces décideront contre nous.

On nous dit que nous n'abandonnons pas nos droits, que nous les cédon pour le temps de la guerre et qu'après, on nous les retournera. Peut-être verrons-nous le retour de nos droits cédés, mais Ottawa gardera l'excédent des revenus.

Le provincial refuse de céder la taxe de vente à Ottawa à la place de la taxe sur les corporations qui font de l'argent avec la guerre, car l'honorable premier ministre a dit que la taxe de vente pèse sur les familles, sur les petits. Je m'étonne qu'il ait dit qu'il ne fallait pas y songer, parce qu'elle oppressait le peuple. C'est ce que nous pensons. Mais, qui l'a mise en vigueur? C'est le Parti libéral qui a imposé cette taxe aux petits salariés. Si cette taxe pèse tellement sur les petits, comme le veut le premier ministre, pourquoi le gouvernement l'a-t-il imposée? Ce n'est pas nous qui l'avons imposée, mais le gouvernement actuel. Nous n'en voulons pas.

La province de Québec a fait des sacrifices pour installer des industries et elle ne pourra bénéficier des revenus qu'elles auraient pu lui rapporter. Comme l'a dit le premier ministre, ces revenus seront gelés. Cette Chambre devrait accepter le point de vue de l'honorable chef de l'opposition, dont la vaste expérience le place à un rang particulier quand il s'agit de questions constitutionnelles, et faire étudier la loi par un comité spécial, dont les membres seraient véritablement dévoués aux intérêts du pays.

Si nous adoptons ce bill, la province de Québec se rendra compte dans un avenir rapproché qu'elle a commis une grave erreur dont elle aura longtemps à se repentir.

En 1939, le chef de l'Union nationale a payé chèrement pour avoir le privilège de dire à la province ce qu'il pensait sur les dangers qui nous menaçaient. Notre population n'était pas encore prête à saisir toute l'immense gravité de ce mot abstrait: l'autonomie. Mais, aujourd'hui, elle le réalise bien, par les conséquences pratiques si lourdes pour elle. Profitons de cet exemple, et n'allons pas consommer une erreur que nous regretterons amèrement.

M. Gagnon (Matane) propose, appuyé par le représentant de Sherbrooke (M. Bourque), que le débat soit ajourné.

Adopté. Le débat est de nouveau ajourné.

Ajournement

M. l'Orateur prononce l'ajournement.

La séance est levée à 6 heures.

Deuxième séance du 22 avril 1942

Présidence de l'honorable B. Bissonnette

La séance est ouverte à 8 h 30.

Prière.

M. l'Orateur: À l'ordre, Messieurs! Que les portes soient ouvertes!

Succession de J.-B.-R. Fiset

M. Delagrave (Québec-Ouest) propose, appuyé par le représentant de Portneuf (M. Plamondon) que les articles 615 et 616 du Règlement soient suspendus et qu'il lui soit permis de présenter la pétition de The Royal Trust Company demandant l'adoption d'une loi concernant la succession de feu l'honorable J.-B.-R. Fiset, et que cette pétition soit maintenant présentée, lue et reçue.

Adopté après division.

Présentation et lecture de pétitions:

La pétition suivante est présentée, lue et reçue:

- de The Royal Trust Company demandant l'adoption d'une loi concernant la succession de feu l'honorable J.-B.-R. Fiset.

Messages du Conseil législatif:

M. l'Orateur informe la Chambre que le greffier du Conseil législatif a apporté le message suivant:

Le Conseil législatif informe l'Assemblée législative qu'il a voté, sans amendement, les bills suivants:

- bill 19 modifiant la loi des Terres et Forêts;
- bill 29 accordant certains pouvoirs à la Commission des eaux courantes de Québec, relativement à l'emmagasinement des eaux de la rivière du Loup (en bas).

Projets de loi:

Loi des constituts

M. Bienvenue (Bellechasse) propose, selon l'ordre du jour, que le bill 178 modifiant la loi des

constitués ou du régime de tenure dans certains districts électoraux soit maintenant lu une deuxième fois.

Adopté après division. Le bill est renvoyé au comité permanent des bills publics en général.

Taxes en temps de guerre

Conformément à l'ordre du jour, la Chambre poursuit le débat à l'effet que M. l'Orateur quitte le fauteuil et que la Chambre se forme de nouveau en comité plénier pour prendre en considération un projet de résolutions relatives au bill 33 concernant une convention entre le gouvernement fédéral et la province pour la suspension de certaines taxes en temps de guerre.

M. Gagnon (Matane)¹⁴: Je suis surpris de constater que l'on se soit hasardé à défendre ce projet du côté de la droite¹⁵. Pourtant, voici l'un des projets les plus néfastes, qui aient jamais été soumis. Il s'appuie, à sa base, l'œuvre des Pères de la Confédération. L'honorable trésorier l'a défendu, et a exposé le projet au nom de ses collègues. Mais, la situation du trésorier est très différente de celle des ministres canadiens-français. Le trésorier n'a peut-être pas autant de raisons que la minorité française de s'opposer à toute législation qui met des entraves au libre développement de notre vie nationale. Mais, on sait qu'il ne peut avoir les mêmes raisons que la minorité canadienne-française de s'opposer à toute atteinte portée à nos droits.

L'argumentation du premier ministre dans l'après-midi a été faible. L'honorable premier ministre est toujours prêt à collaborer avec le fédéral. Il a même déjà dit, dans son discours sur l'adresse, qu'il était toujours prêt à aller au-devant du fédéral et à coopérer avec lui, voire même d'aller au-devant de ses désirs. Le peuple dira, un jour, si l'honorable premier ministre était justifiable de parler ainsi.

Dans tous les partis et toujours, il y a eu des partisans de l'union législative et de la centralisation. Il indique que des libéraux éminents ont quitté le parti pour se joindre aux conservateurs, afin de préserver les droits de la province. Mais toujours, du moins jusqu'à 1939, les parlementaires du Québec ont défendu l'autonomie que l'on mettait en danger.

À la conférence fédérale-provinciale convoquée pour l'étude du rapport Rowell-Sirois, en janvier 1941, en cette minute solennelle, j'aurais voulu voir les chefs libéraux dont le premier ministre de la province de Québec se montre les fiers défenseurs de la Confédération et de notre autonomie

provinciale, condition essentielle de la survie du pacte fédératif. Les représentants du Québec ont négligé de défendre nos droits et l'autonomie de la province lors de la dernière conférence provinciale. Avec les conclusions du rapport Rowell-Sirois, la province aurait perdu au moins \$25,000,000 par année.

Le premier ministre n'a pas parlé longtemps¹⁶ dans son discours de cet après-midi. Mais, il a dit beaucoup de choses.

Des députés à droite applaudissent.

M. Gagnon (Matane): (Une fois le calme revenu) Le premier ministre n'a parlé que quelques minutes, mais il a dit beaucoup de choses dans le domaine de l'abdication, mais non pour la revendication. Il fait quelques blagues sur les ministres sans portefeuille.

L'honorable M. Bastien (Berthier): Le député de Matane n'a-t-il donc jamais été ministre sans portefeuille?

M. Gagnon (Matane): Oui, mais dans une autre sphère. Je ferai remarquer à mon ami, qu'il ne devrait pas trop s'aventurer. On se souvient de sa voix.

L'honorable M. Bastien (Berthier): Le représentant de Matane pourrait peut-être nous parler de sa majorité, lui¹⁷?

M. Gagnon (Matane): Le premier ministre aime à se vanter qu'il va toujours au-devant du fédéral, quand il s'agit de collaborer. Il l'accuse de faire le jeu des centralisateurs.

Si c'est pour aider le fédéral que nous coopérons, comment se fait-il que nous nous faisons donner un montant additionnel de \$5,000,000? Je ne vois pas comment la province peut aider le fédéral, si elle en reçoit des revenus plus considérables que ceux qu'elle percevait elle-même. Si le fédéral veut de l'argent pour son effort de guerre, j'aimerais mieux que Québec calcule combien d'argent la province perdra en un an avec le programme proposé.

Une fois que ce sera fait, je serais prêt à voter la somme requise et voir la province donner en pur cadeau à Ottawa la différence entre le montant qu'il nous accorde et le montant qu'il recevra en percevant lui-même les taxes, que de voir la province céder son droit acquis de percevoir ces mêmes taxes.

Si on veut réellement contribuer à la poursuite efficace de la guerre, qu'on le dise donc franchement et que l'on présente un bill en conséquence au lieu de nous demander de sacrifier les droits de la province. Ne nous servons pas de cette législation suggérée par le rapport Rowell-Sirois. Avec ce bill présenté à la Chambre, nous allons céder entre \$30,000,000 et \$35,000,000 par année, fort probablement, et nous allons aussi abandonner certains droits et privilèges importants.

Tous les chefs politiques du Québec ont été unanimes à défendre l'autonomie de la province. On sait les tentatives faites dans le passé pour lui porter atteinte et nous imposer la centralisation législative. Les chefs libéraux les plus éminents du pays se sont toujours prononcés contre la centralisation. Les ancêtres politiques des libéraux d'aujourd'hui ont toujours été de fiers champions de l'autonomie provinciale. Mais aujourd'hui, on oublie ces grands ancêtres. Je salue en l'honorable L.-A. Taschereau, l'un des plus ardents défenseurs de l'autonomie, en cette province. Il le prouva en 1927, quand le fédéral voulut amender la Constitution. Il y eut une conférence interprovinciale et M. Taschereau s'opposa avec énergie à une proposition faite par feu M. Lapointe. Ottawa suggérait alors que la Constitution, dans l'avenir, puisse être amendée du moment que la majorité des provinces y consentiraient.

En 1931, MM. Taschereau et Ferguson, alors premier ministre de l'Ontario, cablèrent à Londres pour dire qu'ils s'opposeraient à la mise en vigueur du Statut de Westminster, si on entendait le faire sans le consentement des provinces.

Le projet de loi actuel s'inspire du rapport Rowell-Sirois. Les conclusions de ce rapport étaient à l'effet que les provinces devaient abandonner leurs principaux revenus. Ces recommandations auraient fait perdre environ \$25,000,000 à la province de Québec. Ce qu'on nous demande insidieusement aujourd'hui, dans ce projet, c'est justement ce que la majorité des provinces ont refusé, lors de la conférence de janvier 1941 tenue à Ottawa. On est en train de concrétiser les menaces que le ministre des Finances fit alors aux délégués qui refusaient d'abandonner les droits provinciaux.

Nous sommes pour la collaboration avec Ottawa et nous voulons faire notre part pour aider à gagner la guerre. L'Union nationale est prête à faire de grands sacrifices pour la gagner. Elle a prouvé en maintes circonstances son esprit de coopération. D'ailleurs, nous n'avons pas refusé notre appui, lorsqu'il s'est agi d'aller parler au peuple pour lui demander de souscrire les emprunts de la Victoire. Il

qualifie la loi proposée par le gouvernement comme étant la plus néfaste que l'Assemblée législative ait eu à étudier. Alors, pourquoi recourir à une législation néfaste? Pourquoi donner de l'argent au fédéral d'une main pour le recevoir de l'autre? Il y aurait tant d'autres moyens d'aider le pouvoir central que celui qu'on nous propose, sans saper à sa base l'arche d'alliance de nos droits provinciaux.

(Applaudissements à gauche)

En 1917 également, on abandonna à Ottawa l'impôt sur le revenu. La loi disait comme aujourd'hui que c'était pour des fins de guerre. Pendant la dernière guerre, le fédéral a passé la loi de l'impôt sur le revenu, avec promesse de revenir au *statu quo*, la guerre terminée. Or, nous sommes rendus en 1942 et Ottawa perçoit toujours cet impôt qui continue de peser, et combien lourdement, sur les contribuables.

L'Ontario n'ayant pas encore donné son adhésion à l'accord proposé par Ottawa, je demande au gouvernement de ne pas profiter de l'affolement créé par la guerre pour nous obliger à concéder quelques parcelles de nos droits et céder, sur un point aussi important, devant les empiétements du fédéral. On doit agir avec précaution, parce qu'on ignore qui sera au pouvoir à Ottawa au lendemain de la guerre, si ce sera un gouvernement de droite ou un gouvernement d'extrême gauche. Il dénonce en passant le Crédit social qu'il qualifie de ridicule.

Il entend s'opposer au bill avec toute l'énergie dont il est capable.

L'honorable M. Casgrain (Kamouraska-Rivière-du-Loup) salue le retour en Chambre du représentant de Trois-Rivières (M. Duplessis).

L'honorable député de Matane (M. Gagnon) ne devrait pas trop écouter le chef de l'opposition, parce qu'il va tomber dans le panneau. Le représentant de Matane parle trop longtemps.

M. Duplessis (Trois-Rivières) et M. Gagnon (Matane): Point d'ordre!

L'honorable M. Casgrain (Kamouraska-Rivière-du-Loup): M. l'Orateur, l'honorable député de Matane a dit que nous devrions donner une somme fixe à Ottawa. Puis, il a ajouté que nous allions perdre \$30,000,000 et que nous n'avions pas les moyens. Si nous n'avons pas les moyens, comment payer un montant fixe à Ottawa?

M. Gagnon (Matane): Je n'ai pas dit cela. J'ai dit: "Donnons, s'il le faut, une somme fixe de

\$2,000,000 à Ottawa". Mais, ne consentons pas à perdre \$30,000,000 pour n'en recevoir en retour que \$28,000,000.

L'honorable M. Casgrain (Kamouraska-Rivière-du-Loup): Sans répéter les paroles de l'honorable député de Matane, j'ai compris qu'il a dit: "Chaque fois qu'Ottawa a voulu toucher à nos droits, l'honorable M. Taschereau, ancien premier ministre de la province, s'est levé pour protester".

Les membres de l'opposition ont tort de faire de longs discours et de se poser en défenseurs de l'autonomie provinciale. Mais, la loi ne parle pas de sacrifier nos droits. Au contraire. Non seulement l'autonomie n'est pas attaquée, mais l'entente que le gouvernement veut faire approuver par la Chambre en consacre le principe. Elle dit: "Attendu que le gouvernement fédéral reconnaît que la province, en prenant cet engagement, n'abandonne ni ne cède aucune partie de sa souveraineté ni aucun de ses droits, pouvoirs et privilèges constitutionnels" et il est dit: "qu'en s'engageant à ne pas imposer certains impôts pendant la durée de la présente convention, la province ne sera censée avoir cédé, abandonné ou transporté au dominion aucun des pouvoirs, droits, privilèges, aucune partie de la souveraineté lui appartenant en vertu des dispositions de l'Acte de l'Amérique britannique du Nord, ni avoir autrement amoindri ladite souveraineté ou l'un de ces pouvoirs, droits et privilèges".

L'accord avec Ottawa ne comporte aucune clause qui comporte en elle-même le principe d'un abandon de nos droits. Toutes les autres provinces l'ont accepté et une telle unanimité aurait été impossible si l'autonomie provinciale avait été en danger. Ce n'est pas seulement la province de Québec qui est concernée par la sauvegarde de son autonomie. Les premiers ministres et les citoyens des autres provinces tiennent à leur autonomie avec autant de jalousie et d'inquiétude qu'ont fait preuve le premier ministre et les citoyens de la province de Québec et ils ne vont pas la sacrifier. Si les premiers ministres des autres provinces signent cet accord, c'est qu'ils sont convaincus que leur autonomie n'en est nullement éprouvée. Ils ont tous signé une entente similaire avec Ottawa. Lorsque la guerre sera terminée, ces provinces se joindront au Québec pour retrouver ce qui est présentement exclu.

Le cas de l'impôt sur le revenu, à la dernière guerre, n'était pas le même. Le gouvernement fédéral d'alors n'avait pris que l'engagement verbal de remettre aux provinces ce champ d'impôts. D'ailleurs, le fédéral a toujours eu le droit d'imposer des taxes directes aussi bien que des taxes indirectes.

L'autonomie de la province, nous en sommes. Nous savons et nous saurons la défendre. Et la preuve, c'est que l'honorable député de Matane n'a pu critiquer les chefs du Parti libéral, le très honorable M. Lapointe et l'honorable M. Taschereau, lorsqu'il a voulu démontrer que, dans le passé, on a su lutter pour la préservation de nos droits. En revendiquant l'autonomie et les droits de la province, ces chefs parlaient au nom du Canada français, mais traduisaient en actes la doctrine libérale. J'ajoute que ce sont ces mêmes chefs que l'honorable représentant de Matane et ses amis ont toujours attaqués, bien qu'avec nous ils aient toujours revendiqué nos droits.

(Applaudissements)

De tout temps, les libéraux ont été les champions de l'autonomie provinciale. Je crois même que, dans cette convention, nous ne faisons pas un mauvais marché, puisque nous stabilisons, pour la durée de la guerre, nos revenus à leur plus haut chiffre. Mais même si des sacrifices doivent être faits, il faut les accepter dans le même esprit qui est manifesté ailleurs. Mais, même s'il fallait que nous perdions quelques millions, il faut gagner la guerre. Nous sommes de cette guerre pour la gagner. Si nous sommes sincères, nous allons faire tous les sacrifices nécessaires pour que cela arrive. Pour la gagner, il faut faire quelques sacrifices, d'argent. Je ne pense pas que ce soit énorme que de demander à Québec de sacrifier quelques millions de dollars par année pour un projet d'une si grande importance. Les autres provinces ont consenti à la demande du fédéral et la province de Québec se ferait un tort immense en faisant bloc à part et en s'isolant du reste du pays.

Les orateurs de l'opposition ont parlé de tous les sujets possibles sauf de celui de la guerre. Le Canada et le Québec participent à cette guerre contre l'hitlérisme en connaissant très bien le prix que peut coûter la victoire. Nous sommes entrés en guerre. Nous sommes en guerre. Que ce soit à tort ou à raison, peu importe. Mais, nous sommes en guerre. Nous y sommes pour la gagner et nous n'y sommes pas entrés pour en sortir vaincus.

(Applaudissements)

L'honorable chef de l'opposition a parlé d'isolement. Il a cité Sir Lomer Gouin. Je ne me souviens pas de l'occasion où Sir Lomer a prononcé les paroles qu'on lui prête. Mais, en 1917, nous avons peut-être eu tort de nous isoler du reste du Canada. Aujourd'hui, nous ne nous isolons plus. Nous nous sommes trompés en essayant de créer notre propre bloc, alors tâchons de ne pas répéter la même erreur une autre fois. La province de Québec a

fait et fait largement sa part depuis le début de la guerre. Nos jeunes s'enrôlent avec enthousiasme. Pourquoi ne ferions-nous pas, nous-mêmes un petit sacrifice d'argent, nous, s'il le faut, pour sortir de la guerre en vainqueurs?

(Applaudissements)

Les ministres et les députés libéraux de l'Assemblée législative partagent le même intérêt et la même jalousie que les membres de l'opposition envers l'autonomie du Québec.

M. l'Orateur, nous devons marcher la main dans la main avec les autres provinces, avec Ottawa si nous voulons sortir de la guerre en vainqueurs, et non pas nous isoler comme le voudraient nos amis de l'opposition en suivant leurs idées et leurs conseils.

(Applaudissements)

Le Québec va coopérer entièrement avec Ottawa, quels que soient les sacrifices, et après la guerre, ses citoyens seront éternellement reconnaissants envers leurs chefs, MM. King et Godbout pour leur avoir permis d'écrire des pages parmi les plus célèbres d'une histoire déjà empreinte de gloire.

M. Talbot (Chicoutimi): Ce principe de l'autonomie de la province, nous l'avons posé en 1939. Nos adversaires ont invoqué la discipline de parti et les centralisateurs libéraux d'Ottawa sont venus nous combattre. Aujourd'hui, la province comprend que nous avons eu raison de jeter le cri d'alarme.

Il est étonnant que l'on choisisse justement ce moment, où l'on se bat en Europe et dans le monde pour maintenir les droits des minorités que, l'on nous propose une loi qui nous éprouve comme minorité.

Par cette convention, en donnant à Ottawa les impôts sur le revenu et sur les corporations, la province de Québec perd son droit de taxer les compagnies qui développent les ressources naturelles de la province. De ce fait, en perdant le droit de taxer les corporations, pouvoir que nous abandonnons en vertu du projet de loi, nous perdons tout contrôle sur la mise en valeur de ces richesses naturelles, qui constituent notre héritage et un moyen pour nous d'en contrôler l'exploitation. Les centralisateurs fédéraux ont toujours cherché à mettre la main sur les richesses des provinces.

L'on cite l'exemple des autres provinces, quand il s'agit d'un tort à infliger à notre propre province. Le cas de la province de Québec n'est pas le même que celui des autres provinces. Pour les autres, il s'agit d'une simple question monétaire. Pour nous, il s'agit d'une question nationale, car nous sommes en majorité à Québec et en minorité à Ottawa.

On a dit que nous n'abandonnons aucun de nos droits. Mais, aussitôt après, on a ajouté: "Tous nos droits nous seront rendus". Si nos droits peuvent nous être rendus, c'est sans doute possiblement parce que nous les aurons cédés.

La guerre, nous voulons, nous aussi, la gagner. Il se dit prêt, comme son collègue le député de Matane, que l'on fasse, si l'on veut, des dons en argent au fédéral pour l'aider à gagner la guerre. Mais, dit-il, n'abandonnons pas des droits acquis et nos sources de revenus pour aller ensuite, chaque année, mendier à Ottawa notre pitance.

M. Duplessis (Trois-Rivières) réclame le vote sur la motion.

La motion est mise aux voix, et la Chambre se divise¹⁸.

Les noms sont appelés et inscrits comme suit:

Pour: MM. Allard, Bastien, Beaulieu (Témiscouata), Bienvenue, Biron, Bonvouloir, Bouchard (Québec-Comté), Bullock, Caron (Maisonnette), Casgrain (Gaspé-Nord), Casgrain (Kamouraska-Rivière-du-Loup), Dansereau, Delagrave, Desmarais, Dubreuil, Duffy, Dufour, Dumaine, Fillion, Francœur (Montréal-Mercier), Gagnon (Frontenac), Godbout, Goulet, Groulx, Guerin, Jodoin, Joyal, Lawn, Leduc, Marler, Mathewson, Perrier, Potvin, Renault, Robidoux, Rochette, Thisdel, 37.

Contre: MM. Barrette, Beaulieu (Saint-Jean Napierville), Bégin, Bourque, Duplessis, Élie, Gagnon (Matane), Labbé, Langlais, Lorrain, Paquette, Pouliot, Sauvé (Beauharnois), Talbot, 14.

Ainsi, la motion est adoptée.

En comité:

Présidence de M. Bienvenue (Bellechasse)

L'honorable M. Mathewson (Montréal-Notre-Dame-de-Grâce) propose 1. Que le trésorier de la province sera autorisé à signer, avec le ministre des Finances du Canada, la convention dont le texte est annexé à la loi qui accompagne les présentes résolutions, et que, quand cette convention aura été ainsi signée, elle deviendra obligatoire à condition que le Parlement du Canada en autorise ou ratifie également la signature en ce qui le concerne.

2. Que nul ne sera, par les articles 2 et 4 de la loi qui accompagne les présentes résolutions, libéré de l'obligation de payer les taxes y mentionnées devenues exigibles avant le deux septembre 1941,

mais que toute telle taxe qui ne serait pas devenue exigible avant ladite date et qui aurait pu être perçue, sera remboursable, sans intérêt, par le trésorier de la province sur le fonds consolidé du revenu.

3. Que nul ne sera, par les articles 3 et 5 de ladite loi, libéré de l'obligation de payer les taxes y mentionnées sur le revenu d'une année antérieure à l'année 1941, mais que toute telle taxe qui aurait pu être perçue sur d'autres revenus sera remboursable, sans intérêt, par le trésorier de la province sur le fonds consolidé du revenu.

Si l'exercice financier d'une corporation ne concorde pas avec l'année de calendrier, ladite taxe sera imposée et perçue sur les revenus de l'exercice terminé en l'année de calendrier 1941, seulement en proportion du nombre de jours de cet exercice compris dans l'année de calendrier 1940 par rapport au nombre total de jours compris dans cet exercice.

4. Que le lieutenant-gouverneur en conseil pourra, aux conditions qu'il jugera à propos de fixer, autoriser le trésorier de la province à payer, sur le fonds consolidé du revenu, une somme n'excédant pas en tout deux millions trois cent quatre-vingt-seize mille quatre cent soixante-quinze dollars et quatre-vingt-dix cents par année de la durée de la convention visée à l'article 1 de la loi qui accompagne les présentes résolutions, à toutes les municipalités qui subissent, de ce chef, une perte de revenus ou aux commissions scolaires formées dans leur territoire. Avec la même autorisation, le trésorier de la province pourra conclure des ententes aux fins susdites avec ces municipalités ou commissions scolaires.

Le comité étudie la première résolution.

M. Duplessis (Trois-Rivières)¹⁹ demande des précisions au trésorier sur le montant des taxes cédées, sur les conséquences financières de la convention, sur la durée de la convention, etc. Si la province ne perd rien, comment peut-on dire qu'elle aide le gouvernement fédéral? La vérité dans tout ceci, c'est que nous abandonnons la taxe sur les compagnies et sur le revenu justement à l'époque où les profits des corporations seront plus considérables et conséquemment, les revenus de la province pourraient augmenter sans augmentation de taxes. Le gouvernement perd, en même temps, le surplus des revenus occasionné par l'accumulation des profits dans les industries nouvelles.

L'honorable M. Mathewson (Montréal-Notre-Dame-de-Grâce): En fait les corporations vont

continuer à payer les taxes scolaires et municipales. Seulement les taxes sur les revenus et sur le capital seront perçues par Ottawa.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières): Il déplore la fuite rapide du temps alors qu'il a encore beaucoup de choses à dire.

L'honorable M. Godbout (L'Islet): Nous n'avons nullement l'intention d'imposer au chef de l'opposition un travail qui ne lui convient pas. S'il veut ajourner, nous allons ajourner.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières): C'est la principale clause que nous discutons actuellement.

L'honorable M. Mathewson (Montréal-Notre-Dame-de-Grâce): Je m'étonne que le député de Matane (M. Gagnon), un ami personnel, ait pu m'accuser d'avoir des sentiments patriotiques différents de ceux qui l'animent, d'être un moins bon Canadien que lui-même. Il me semble que j'ai toujours montré mon véritable canadianisme en me faisant le champion de l'harmonie entre les races. Si les Canadiens français s'isolent, ils se placeront en somme comme dans une réserve. Or, il ne faut pas que cela soit. Je ne veux pas que l'on crée une réserve comme pour les Peaux-rouges.

M. Duplessis (Trois-Rivières): Point d'ordre. Le trésorier n'a pas le droit de dire que nous sommes des Peaux-rouges.

Des voix: À l'ordre.

M. Duplessis (Trois-Rivières): Il s'oppose, dit-il, au fait que l'on reconnaisse à la Cour suprême, qu'il assimile à un organisme fédéral, le droit de rendre des décisions dans les différends entre Ottawa et la province. Selon lui ce privilège devrait être consenti au juge en chef de la province.

Rapport du comité plénier:

M. l'Orateur au fauteuil

M. le président fait rapport que le comité n'a pas fini de délibérer et demande la permission de siéger de nouveau.

Il est ordonné que le comité siège de nouveau à la prochaine séance.

Ajournement

M. l'Orateur prononce l'ajournement.

La séance est levée à 11 h 30.

NOTES

1. *Le Canada* du 23 avril 1942, à la page 11, note que "le retour de l'honorable représentant de Trois-Rivières (M. Duplessis) à la Chambre a été salué par des applaudissements". De plus, ajoute le journaliste du *Devoir* du 23 avril 1942, à la page 3, toute la députation alla serrer la main au chef de l'opposition. Juste avant l'ouverture de la séance, les députés de l'Union nationale avaient préparé une petite fête pour célébrer le retour en Chambre et l'anniversaire de naissance de leur chef. Ce dernier a alors 52 ans, selon *The Montreal Daily Star* du 23 avril 1942, à la page 17. Dans *La Tribune* du 23 avril 1942, à la page 12, on peut lire ceci: "M. Duplessis a dû garder la chambre une partie de l'hiver à la suite d'une intervention chirurgicale qui se compliqua subséquemment d'une pneumonie."

2. Quelques minutes après l'ouverture de la séance, le premier ministre est le premier à saluer le retour du député de Trois-Rivières (M. Duplessis), selon *L'Événement-Journal* du 23 avril 1942, à la page 3.

3. Selon tous les journaux, sauf *La Patrie* du 23 avril 1942, à la page 9, qui dit la phrase suivante: "Il a fait de la politique constructive".

4. Selon tous les journaux, sauf *L'Événement-Journal* du 23 avril 1942, à la page 4, qui indique un pourcentage de 45 %.

5. Selon tous les journaux, sauf *Le Soleil* du 23 avril 1942, à la page 3, qui propose la date du 15 février.

6. Le représentant de Trois-Rivières (M. Duplessis) fit, au cours de l'après-midi, un discours d'une heure, selon *La Patrie* du 23 avril 1942, à la page 9.

7. Selon tous les journaux, sauf *Le Devoir* du 23 avril 1942, à la page 8: "Le gouvernement fédéral

s'engage à rembourser à la province l'équivalent de ce qu'elle cède au fédéral".

8. Le bill 33 ne contient pas d'article mentionnant spécifiquement ces sujets. Par contre, l'introduction mentionne que la province de Québec ne cède pas ses droits et l'article 23 dans l'annexe du bill confirme l'échéance de l'entente.

9. Le journaliste du *Devoir* du 23 avril 1942, à la page 9, écrit: "l'Angleterre a trois parlements".

10. Dans *Le Dorchester* du 6 mai 1942, à la page 5, le député dit plutôt 25 ans.

11. À 5 h 35, le débat continue, selon *Le Canada* du 23 avril 1942, à la page 11.

12. Selon tous les journaux, sauf *Le Soleil* du 23 avril 1942, à la page 5, qui mentionne: "un premier pas".

13. Commission royale d'enquête mise sur pied en 1937 par le gouvernement fédéral pour l'étude des relations entre le dominion et les provinces. "Elle a pour mandat d'examiner les bases sur lesquelles repose le Pacte confédéral du point de vue financier et économique, ainsi que l'attribution des pouvoirs législatifs à la lumière des développements économiques et sociaux des derniers soixante-dix ans".

La commission Rowell-Sirois déposa son rapport en 1940. En 1941, Ottawa invita les provinces à discuter de ses conclusions, lors d'une conférence fédérale-provinciale. Linteau, Paul-André et al. *Histoire du Québec contemporain*. Le Québec depuis 1930. Nouv. éd. Montréal, Boréal Express, tome 2, (1979), 1989, aux pages 159-160.

14. Le représentant de Matane (M. Gagnon) a parlé durant une heure, selon *La Presse* du 23 avril 1942, à la page 12.

15. Selon tous les journaux, sauf *Le Soleil* du 23 avril 1942, à la page 5, qui mentionne: "Il se montre surpris que peu de députés ministériels se soient levés pour le défendre".

16. Tous les journaux, sauf *Le Canada* du 23 avril 1942, à la page 11, qui indique que le premier ministre "a parlé longtemps, cet après-midi, mais il a dit beaucoup de choses."

17. Le journaliste du *Soleil* du 23 avril 1942, à la page 5, fait remarquer que le représentant de Matane (M. Gagnon) n'a obtenu une majorité que de neuf voix aux dernières élections.

18. Lorsqu'on réclame le vote sur la motion du trésorier de la province (l'honorable M. Mathewson) il est alors 10 h 30, selon *L'Action catholique* du 23 avril 1942, à la page 3.

19. Le journaliste du *Devoir* du 23 avril 1942, à la page 9, note que le débat se prolonge pendant une heure.

Séance du jeudi le 23 avril 1942

Présidence de l'honorable B. Bissonnette

La séance est ouverte à 3 heures.

Prière.

M. l'Orateur: À l'ordre, Messieurs! Que les portes soient ouvertes!

Motions des députés:

**Protestation
contre Radio-Canada**

M. Gagnon (Matane) propose, appuyé par le représentant de Papineau (M. Lorrain), que la Chambre passe maintenant à l'ordre du jour appelant la motion du représentant de Matane (M. Gagnon), proposant que l'Assemblée législative exprime l'avis:

Que des représentations soient faites auprès du gouvernement fédéral, par le gouvernement de la province de Québec, pour que ceux qui croient devoir répondre "non" à la question posée, à l'occasion du plébiscite, aient les mêmes avantages, aux postes de Radio-Canada, que ceux qui croient devoir répondre "oui".

Je veux attirer l'attention de la Chambre sur l'urgence d'appeler ma motion. Car, si ma motion n'est pas discutée aujourd'hui, avant le plébiscite le lundi 27 avril, elle n'aura plus sa raison d'être. Il sera trop tard. Ce n'est pas une question politique, que je veux soulever. La preuve en est qu'il y a des deux côtés de la Chambre des partisans du "oui" et du "non" et notamment, à date, trois ministres du gouvernement de la province dans ce dernier camp, (les honorables MM. Drouin, Casgrain et M. Hamel) qui se sont déclarés en faveur d'une réponse négative. La Chambre devrait donc étudier ma motion.

Il est injuste que les personnes qui sont en faveur du "oui", puissent se faire entendre à Radio-Canada et que les partisans du "non" ne puissent le faire. Ils ont droit autant que les partisans du "oui" à faire valoir leur opinion à Radio-Canada. Le gouverneur de Radio-Canada pour le district de Québec, M. Adrien Pouliot, a déclaré, au nom de Radio-Canada, que quant à lui, il était bien disposé à laisser parler tous et chacun. Mais, le fédéral avait donné ses instructions et il ne fait que les suivre.

M. Duplessis (Trois-Rivières): La motion que l'honorable représentant de Matane vient de faire

soulève une question de la plus haute importance, celle de la liberté de parole et d'opinion. C'est pour cela qu'on se bat actuellement. La guerre est une guerre de liberté et le Canada livre la guerre pour la liberté. Le Canada, qui y participe, doit donc tout d'abord donner l'exemple. Les députés ont aussi le devoir de se prononcer. C'est à la Législature de Québec de faire valoir le point de vue de la province.

Le gouvernement de la province de Québec devrait réclamer, d'autant que, dans le domaine de la radio, Québec a des droits sérieux: les stations sont construites sur le sol de la province et les bureaux de Radio-Canada ont été construits à 30 % avec l'argent des contribuables de la province. Québec a droit de s'en servir. De plus, il est indiscutable que les programmes, en tant qu'ils sont éducationnels, tombent sous la juridiction provinciale.

Le plébiscite aura lieu lundi prochain. Il est important que cette Chambre se prononce immédiatement. Il ne convient pas à la Législature québécoise de prendre une allure à la Ponce Pilate et se lave les mains de tout. Elle doit avoir le courage de ses opinions. Radio-Canada est payée pour un tiers par la province de Québec. J'espère que le gouvernement va laisser discuter cette motion.

L'honorable M. Godbout (L'Islet):

M. l'Orateur, je ne me prononcerai pas sur le mérite de la motion. Mais aujourd'hui, je dis que cette motion est devenue absolument inopportune, parce qu'inutile. Les émissions à la radio se terminent demain vendredi, dernier jour où la radio peut être utilisée par les militants. La motion apprécie, après coup, une décision de Radio-Canada prise depuis déjà assez longtemps. Alors, pourquoi se prononcer après coup sur ce geste, puisqu'il n'en résultera rien quant aux discours à la radio? Il n'existe plus de possibilité et il est trop tard pour Radio-Canada de changer son attitude.

D'ailleurs, l'honorable représentant de Matane sait que la semaine dernière nous nous sommes entendus, tous les jours, sur le travail que nous ferions à la Chambre et sur les sujets que nous allions discuter. Pas une seule fois, il ne m'a jamais parlé d'aucune façon de son désir de discuter cette motion qu'il voulait présenter au sujet de la décision de Radio-Canada. L'honorable chef de l'opposition n'est revenu à la Chambre qu'hier après-midi. Je ne lui en fais aucun reproche, sauf pour lui dire que nous regrettons qu'il ne soit pas revenu plus tôt.

Mais, hier, jour des députés, il m'a demandé de discuter le projet de convention entre le gouvernement fédéral et la province. C'était son droit et nous ne l'avons pas discuté. Aujourd'hui, quand il n'y a plus guère de possibilité de changer l'opinion de Radio-Canada, du point de vue utilité dans les discours radiophoniques qui restent à prononcer, on vient demander d'appeler la motion.

Je le répète, je ne me prononce pas sur le mérite de la motion de l'honorable député de Matane (M. Gagnon), mais je ne la crois pas opportune.

M. Chaloult (Lotbinière): Je crois, comme le premier ministre, que la motion de l'honorable député de Matane est venue un peu trop tard. Mais, vaut mieux tard que jamais. C'est un principe qui est en jeu. Même si on n'obtient pas de résultats de Radio-Canada, il convient cependant que la Chambre se désolidarise de l'attitude prise par Radio-Canada en ce qui concerne la campagne du plébiscite. Cette Chambre devrait se prononcer elle-même. Comme je ne veux pas me solidariser avec cette dernière, je voterai donc pour la motion que l'honorable député vient de présenter.

M. Lorrain (Papineau): La Chambre devrait accepter cette motion sans discussion. Il n'est pas encore trop tard, puisque demain on pourra encore parler. Comme toujours, le premier ministre cherche à se retrancher derrière des sophismes.

M. Gagnon (Matane): J'ai donné avis de ma motion la semaine dernière, le 17, et n'ai jamais parlé de ma motion au premier ministre, pour la bonne et excellente raison que ladite motion n'a été inscrite au *Feuilleton* que mardi cette semaine. Or, mardi, n'était pas le jour des députés et, hier, l'honorable premier ministre et l'honorable chef de l'opposition se sont entendus pour discuter autre chose.

L'honorable M. Casgrain (Kamouraska-Rivière-du-Loup): Tout cela démontre que la motion a été présentée trop tard.

Un député de l'opposition demande le vote.

La motion est mise aux voix, et la Chambre se divise.

Les noms sont appelés et inscrits comme suit:

Pour: MM. Beaulieu (Saint-Jean-Napierville), Bégin, Bourque, Chaloult, Duplessis, Gagnon (Matane), Labbé, Langlais, Lorrain, Paquette, Sauvé (Beauharnois), Talbot, 12.

Contre: MM. Allard, Bastien, Beaulac, Beaulieu (Témiscouata), Bienvenue, Bullock, Caron (Hull), Caron (Maisonneuve), Casgrain (Gaspé-Nord), Casgrain (Kamourska-Rivière-du-Loup), Côté, Desmarais, Dubreuil, Dufour, Francœur (Lévis), Francœur (Montréal-Mercier), Frégeau, Gagnon (Frontenac), Girouard, Godbout, Goulet, Groulx, Guerin, Guibord, Hamel, Jodoin, Joyal, Lapointe, Lawn, Leduc, Marler, Mathewson, O'Connor, Panet, Perrier, Plamondon, Rajotte, Robidoux, Sabourin, 39.

Ainsi, la motion est rejetée.

Questions de privilège:

Lettre de menace au député de Montréal-Mercier, M. Francoeur

M. Francoeur (Montréal-Mercier): M. l'Orateur, je me lève sur une question de privilège. J'ai reçu une lettre dans laquelle on me menace, en m'accusant d'être pro-juif. La lettre, non signée, est envoyée au nom de la Ligue de l'Achat de Chez Nous, section de Québec qu'il a reçue de Montréal. Il lit la lettre à la Chambre. L'auteur dénonce avec violence les marchands juifs et fait appel au sentiment nationaliste des consommateurs en leur recommandant l'achat dans les maisons canadiennes-françaises. Il s'indigne de ces préjugés racistes.

Cet imprimé anonyme me prend à partie au sujet d'une question posée lors de la discussion du bill de Québec. La lettre me critique pour l'attitude que j'ai adoptée pendant l'étude du bill lors du débat d'une clause relative à un magasin juif de la région qui demandait certains pouvoirs. Il s'agit de l'affaire Pollack. Lors de l'étude de ce bill, au comité des bills privés, j'ai demandé des renseignements sur le nombre des familles non canadiennes-françaises dans Québec. On m'a répondu que 5 % de la population est de langue anglaise, soit 5,000 citoyens et qu'il y avait 116 familles juives. Tout le reste de la population est de langue française. Or, les marchands juifs font un chiffre d'affaires considérable. Sans doute assistons-nous à la même comédie qu'à Montréal, où les membres de la Ligue de l'Achat de Chez Nous sont les premiers à aller acheter chez les juifs.

M. l'Orateur, je voudrais appartenir à votre profession et posséder vos talents pour répondre comme il convient à cette menace. Je sais que vous êtes un des membres les plus distingués du Barreau, que vous êtes l'avocat le plus instruit de la province.

(Applaudissements)

Je ne suis pas un pro-juif, mais un pro-Canadien avant tout. Je ne suis ni anti-anglais, ni anti-juif, ni pro-nazi, mais Canadien dans toute l'acception du mot. Mon éducation, mes principes, je les dois à des parents, dont je suis fier. Ce n'est pas une lettre de menace qui m'empêchera de me renseigner au comité et de faire mon devoir. Je suis un bon Canadien français et je représente une population paisible. Je trouve odieux ces appels aux préjugés et au fanatisme racial. Je n'ai pas de leçons à recevoir de correspondants anonymes comme celui-là.

Il dénonce le correspondant anonyme qui lui a envoyé ce papier. Quant à l'Achat Chez Nous, termine-t-il, j'ai toujours dit à ses adhérents de donner l'exemple eux-mêmes.

(Applaudissements)

Messages du Conseil législatif:

M. l'Orateur informe la Chambre que le greffier du Conseil législatif a apporté le message suivant:

Le Conseil législatif informe l'Assemblée législative qu'il a voté, sans amendement, les bills suivants:

- bill 12 concernant les coroners;
- bill 13 modifiant la loi du paiement des témoins de la couronne;
- bill 23 modifiant la loi des appareils sous pression;
- bill 24 créant un département des Pêcheries maritimes;
- bill 26 modifiant la loi des chemins de colonisation;
- bill 27 modifiant la loi relative au tourisme;
- bill 32 pour venir en aide à l'Association catholique de la jeunesse canadienne-française;
- bill 35 ratifiant une convention entre Sa Majesté et l'Institution royale pour l'avancement des sciences, concernant l'école normale McGill;
- bill 37 modifiant la loi concernant les mécaniciens en tuyauterie.

Le Conseil législatif informe l'Assemblée législative qu'il a voté le bill 105 constituant en corporation Royal Edward Laurentian Hospital et y unissant et fusionnant Royal Edward Institute et The Laurentian Sanatorium Association Incorporated, avec l'amendement suivant qu'il la prie d'agréer:

1. Les annexes A et B sont biffées.

Le Conseil législatif informe l'Assemblée législative qu'il a voté le bill 106 concernant la

colonie de vacances Sainte-Jeanne-d'Arc, avec les amendements suivants qu'il la prie d'agréer:

1. L'article 7 est modifié en retranchant, dans les lignes 1 et 2, les mots suivants:

"(reproduit comme annexe de la présente loi)".

2. L'annexe est biffée.

Aussi, le bill 119 ratifiant un règlement d'expropriation et un règlement d'emprunt de la corporation municipale de la paroisse de Saint-Édouard de Gentilly et conférant certains pouvoirs à la corporation municipale de la paroisse de Saint-Édouard de Gentilly, avec les amendements suivants qu'il prie l'Assemblée législative d'agréer:

1. L'article 1 est modifié en biffant, dans la ligne 3, les mots suivants:

"(Annexe A)".

2. L'article 2 est modifié en biffant, dans la ligne 3, les mots suivants:

"(Annexe B)".

3. Les annexes A et B sont biffées.

Aussi, le bill 134 accordant certains pouvoirs à la cité de Saint-Jean, avec l'amendement suivant qu'il prie l'Assemblée législative d'agréer:

Le préambule est modifié en biffant, dans le quatrième alinéa, aux lignes 6, 7, 8 et 9, les mots suivants:

"en 1939, avec "C.-J. Grenier & Compagnie, Limitée," et, en 1940, avec "Jos. Choquette Wood Specialties Company, Limited".

Aussi, le bill 135, modifiant la charte de la ville de Saint-Jérôme, avec les amendements suivants qu'il prie l'Assemblée législative d'agréer:

1. L'article 1 est modifié en retranchant, dans les lignes 8 et 9, les mots suivants:

"(reproduit comme annexe de la présente loi.)".

2. L'article 5 est modifié en retranchant, dans la ligne 8, les mots:

"les restaurants,".

3. L'annexe est biffée.

Le Conseil législatif informe l'Assemblée législative qu'il a voté le bill 14 modifiant la loi de la pêche, avec l'amendement suivant qu'il la prie d'agréer:

1. L'article 1 est modifié en retranchant le dernier alinéa qui commence par les mots:

"Tout hôtelier",

et qui finit par les mots:

"obtenu illégalement".

Projets de loi:**Royal Edward Laurentian Hospital**

La Chambre prend en considération l'amendement que le Conseil législatif a apporté au bill 105 constituant en corporation Royal Edward Laurentian Hospital et y unissant et fusionnant Royal Edward Institute et The Laurentian Sanatorium Association Incorporated.

L'amendement est lu.

M. Kirkland (Jacques Cartier) propose que cet amendement soit maintenant accepté.

Adopté après division.

Il est ordonné que le greffier porte le message, avec le bill, au Conseil législatif.

Colonie de vacances Sainte-Jeanne-d'Arc

La Chambre prend en considération les amendements que le Conseil législatif a apportés au bill 106 concernant la colonie de vacances Sainte-Jeanne-d'Arc.

Les amendements sont lus.

M. Gauthier (Montréal-Laurier) propose que ces amendements soient maintenant acceptés.

Adopté après division.

Il est ordonné que le greffier porte le message, avec le bill, au Conseil législatif.

Gentilly

La Chambre prend en considération les amendements que le Conseil législatif a apportés au bill 119 ratifiant un règlement d'expropriation et un règlement d'emprunt de la corporation municipale de la paroisse de Saint-Édouard de Gentilly et conférant certains pouvoirs à la corporation municipale de la paroisse de Saint-Édouard de Gentilly.

Les amendements sont lus.

M. Biron (Nicolet) propose que ces amendements soient maintenant acceptés.

Adopté après division.

Il est ordonné que le greffier porte le message, avec le bill, au Conseil législatif.

Loi de la pêche

La Chambre prend en considération l'amendement que le Conseil législatif a apportés au bill 14 modifiant la loi de la pêche.

L'amendement est lu et accepté.

Il est ordonné que le greffier porte le message, avec le bill, au Conseil législatif.

Saint-Jean

La Chambre prend en considération l'amendement que le Conseil législatif a apporté au bill 134 accordant certains pouvoirs à la cité de Saint-Jean.

L'amendement est lu.

Il est ordonné que l'examen de cet amendement soit remis à la prochaine séance.

Charte de Saint-Jérôme

La Chambre prend en considération les amendements que le Conseil législatif a apportés au bill 135 modifiant la charte de la ville de Saint-Jérôme.

Les amendements sont lus.

Il est ordonné que l'examen de ces amendements soit remis à la prochaine séance.

Questions et réponses:**Agronomes employés
par le gouvernement**

M. Bégin (Dorchester): 1. Combien d'agronomes le gouvernement emploie-t-il:

a) au ministère de la Colonisation?

b) au ministère de l'Agriculture?

2. Quel est le montant total des salaires payés à ces employés au cours de l'année 1941?

3. Quel est le montant total payé à ces mêmes employés comme remboursement de dépenses de voyages?

L'honorable M. Godbout (L'Islet):

Pour le ministère de la Colonisation:

1. a) 18

2. \$25,367.15 (y compris le boni de vie chère)

3. \$9,066.62

Pour le ministère de l'Agriculture:

1. b) 21 agronomes régionaux

145 agronomes de division et assistants

245 agronomes instructeurs et autres

Total: 411

	2. <i>Salaires</i>	3. <i>Dépenses de voyage</i>
Agronomes régionaux	\$ 58,674.27	\$ 23,917.91
Agronomes de division et assistants	252,533.95	78,524.72
Agronomes instructeurs et autres	<u>446,606.64</u>	<u>173,143.50</u>
Totaux	\$757,814.86	\$275,586.13

Dépenses de l'Office du drainage

M. Bégin (Dorchester): 1. Quel a été le montant dépensé par l'Office du drainage, dans chacun des comtés de la province:

- Pour les travaux exécutés?
- Pour la préparation de plans de travaux?

2. Quelle a été, dans chaque comté, la contribution des municipalités et des cultivateurs intéressés:

- Pour les travaux exécutés?
- Pour la préparation des plans de travaux?

3. Des machineries de l'Office du drainage ont-elles été louées à des particuliers?

4. Si oui, pour quel montant dans chacun des comtés de la province?

5. Des machineries de l'Office du drainage ont-elles été utilisées gratuitement par des particuliers ou des corporations?

6. Si oui, pendant combien d'heures, et pour quelle valeur dans chacun des comtés de la province?

L'honorable M. Godbout (L'Islet): L'Office du drainage n'a aucun outillage, n'accorde aucune subvention et n'exécute pas de travaux de drainage.

Octroi aux cercles agricoles

M. Bégin (Dorchester): 1. Durant l'année 1941, y a-t-il des cercles agricoles à qui il a été accordé un octroi spécial de \$300.00 ou plus?

2. Si oui, quels sont les noms de ces cercles agricoles, et quel montant leur a-t-il été octroyé à chacun?

L'honorable M. Godbout (L'Islet): (Voir le tableau à la colonne suivante)

1. Oui.	
2. Cercle agricole de Sainte-Euphémie, comté de Montmagny	\$ 300.00
Cercle agricole de Ragueneau, comté de Saguenay	497.86
Cercle agricole de Saint-Amable, comté de Verchères	1,499.97

Projets de loi:

Taxes en temps de guerre

Conformément à l'ordre du jour, la Chambre se forme de nouveau en comité plénier pour étudier le projet de résolutions relatives au bill 33 concernant une convention entre le gouvernement fédéral et la province pour la suspension de certaines taxes en temps de guerre.

En comité:

Présidence de M. Bienvenue (Bellechasse)

Le comité poursuit l'étude du projet de résolutions soumis par le représentant de Notre-Dame-de-Grâce (l'honorable M. Mathewson), et dont le texte se lit comme suit:

1. Que le trésorier de la province sera autorisé à signer, avec le ministre des Finances du Canada, la convention dont le texte est annexé à la loi qui accompagne les présentes résolutions, et que, quand cette convention aura été ainsi signée, elle deviendra obligatoire à condition que le Parlement du Canada en autorise ou ratifie également la signature en ce qui le concerne.

2. Que nul ne sera, par les articles 2 et 4 de la loi qui accompagne les présentes résolutions, libéré de l'obligation de payer les taxes y mentionnées devenues exigibles avant le deux septembre 1941, mais que toute telle taxe qui ne serait pas devenue exigible avant ladite date et qui aurait pu être perçue, sera remboursable, sans intérêt, par le trésorier de la province sur le fonds consolidé du revenu.

3. Que nul ne sera, par les articles 3 et 5 de ladite loi, libéré de l'obligation de payer les taxes y mentionnées sur le revenu d'une année antérieure à l'année 1941, mais que toute telle taxe qui aurait pu être perçue sur d'autres revenus sera remboursable, sans intérêt, par le trésorier de la province sur le fonds consolidé du revenu.

Si l'exercice financier d'une corporation ne concorde pas avec l'année de calendrier, ladite taxe sera imposée et perçue sur les revenus de l'exercice terminé en l'année de calendrier 1941, seulement en proportion du nombre de jours de cet exercice compris dans l'année de calendrier 1940 par rapport au nombre total de jours compris dans cet exercice.

4. Que le lieutenant-gouverneur en conseil pourra, aux conditions qu'il jugera à propos de fixer, autoriser le trésorier de la province à payer, sur le fonds consolidé du revenu, une somme n'excédant pas en tout deux millions trois cent quatre-vingt-seize mille quatre cent soixante-quinze dollars et quatre-vingt-dix cents par année de la durée de la convention visée à l'article 1 de la loi qui accompagne les présentes résolutions, à toutes municipalités qui subissent, de ce chef, une perte de revenus ou aux commissions scolaires formées dans leur territoire. Avec la même autorisation, le trésorier de la province pourra conclure des ententes aux fins susdites avec ces municipalités ou commissions scolaires.

M. Duplessis (Trois-Rivières): Le débat d'hier nous a révélé que le gouvernement provincial va céder des millions au gouvernement fédéral par cette convention. (Souriant) Ces millions vont-ils servir à la conscription? Vont-ils servir à l'équipement et au transport des conscrits en Europe?

L'honorable M. Mathewson (Montréal-Notre-Dame-de-Grâce): J'ai donné mon opinion hier à l'honorable chef de l'opposition. En homme intelligent, il a parfaitement compris ce que je lui ai dit et il sait qu'il n'est nullement question de céder des droits et nullement question de ce dont il vient de parler.

M. Duplessis (Trois-Rivières): Combien la cité de Montréal va-t-elle perdre par cette convention?

L'honorable M. Mathewson (Montréal-Notre-Dame-de-Grâce): Pas un sou.

M. Duplessis (Trois-Rivières): Je ne veux pas répéter tous nos arguments, mais nous considérons ce projet de convention ruineux et néfaste pour la province et son autonomie. Il n'aurait jamais dû être présenté à la Chambre.

L'honorable M. Mathewson (Montréal-Notre-Dame-de-Grâce): Je ne m'accorde pas non plus avec l'honorable chef de l'opposition sur la portée qu'il donne à la convention.

M. Duplessis (Trois-Rivières) signale au représentant de Montréal-Notre-Dame-de-Grâce que s'il a pu demander plus comme contribution fédérale, cela est dû à l'Union nationale, lorsqu'elle a augmenté la taxe sur les corporations, taxe que le gouvernement actuel a perçue. Je demande que le trésorier provincial se prononce sur la question de conscription.

L'honorable M. Mathewson (Montréal-Notre-Dame-de-Grâce): J'ai déjà exprimé mon opinion à ce sujet.

M. Duplessis (Trois-Rivières): Selon le premier ministre et le trésorier de la province (l'honorable M. Mathewson), on a exprimé l'opinion en cette Chambre que les ministres et les députés ne pouvaient se prononcer comme ministre ou comme député sur cette question. La méthode de procéder du gouvernement de Québec va servir au gouvernement fédéral pour imposer la conscription et pour envoyer les conscrits de l'autre côté des mers.

Le pouvoir central va se servir de notre argent peut-être pour construire des postes de radio, où ne pourront parler que les personnes désignées par Ottawa. Et, sur la question de la radio, je ne suis pas si certain que cela que le pouvoir central ait des pouvoirs exclusifs.

On se sert maintenant de la radio comme d'un moyen éducationnel. Et, l'éducation relève des provinces. La province paie 30 % des dépenses de Radio-Canada. Les citoyens de notre province devraient avoir le droit d'exprimer leur opinion autant que les autres.

Le bill équivalait à l'abandon de droits primordiaux de la province. Je proteste au nom de la province contre cette mesure injustifiable. Elle constitue une abdication dommageable. Il regrette que le trésorier ait consenti à attacher son nom à ce projet. Le trésorier provincial est à jeter aux pieds d'Ottawa les droits de la province. Je m'étonne, poursuit-il, que le bill ait un effet rétroactif. En fait, la province ne pouvait prendre pareil engagement, signer une telle entente, sans d'abord consulter les Chambres au préalable.

L'honorable M. Mathewson (Montréal-Notre-Dame-de-Grâce): Pour en arriver à une entente sur la perception des taxes, il fallait prendre un point de départ uniforme pour tout le Canada. Il est faux de dire que nous avons signé une entente. C'est même pour obtenir le droit de signer cet accord, que nous soumettons notre projet de loi à la Chambre.

M. Duplessis (Trois-Rivières): Il y a des gens qui, en parlant d'isolement de Québec, manquent de fierté nationale. Certaines gens le déplorent et convient la province à suivre à tout prix et au besoin à sacrifier nos droits pour le faire. C'est une curieuse fierté nationale. On nous dit que le fait de revendiquer les droits de la province pourrait placer la province dans un état d'isolement. Mais, ce n'est pas s'isoler que de se tenir debout devant l'opresseur et réclamer les droits de la province. De toute façon, si c'est de l'isolement, ce serait là un bel isolement et cela en est un que je préfère à la couardise et la lâcheté de ceux qui abdiquent.

On nous affirme que Québec doit marcher avec les autres provinces. Je n'ai jamais pensé que les gens de Québec devaient être des "suiveux". Nous ne relevons ni des autres provinces ni d'Ottawa. En 1917, on n'a pas eu peur de l'isolement, quand on a formé le "bloc solide". Les libéraux demandaient alors à la province de Québec d'en faire partie. Mais voici qu'aujourd'hui, ils demandent et ne parlent que de suivre. Quelle logique! Ceux qui nous proposent de marcher derrière les autres provinces sont prêts à accepter les idées des autres provinces. Ce sont des "suiveux". Et on semble vouloir présenter comme idéal d'être des "suiveux".

L'honorable M. Casgrain (Kamouraska-Rivière-du-Loup): Le chef de l'opposition veut sans doute faire allusion au discours que j'ai prononcé hier soir?

M. Duplessis (Trois-Rivières): Lorsque j'ai parlé des "suiveux", je n'ai nommé personne. Et voici que le ministre sans portefeuille s'est reconnu. Je suis surpris de voir le député de Kamouraska-Rivière-du-Loup (l'honorable M. Casgrain) se lever.

M. le président: Sur quelle résolution l'honorable chef de l'opposition parle-t-il?

M. Duplessis (Trois-Rivières): Sur la convention des provinces avec le fédéral, c'est un bien mauvais spectacle que celui d'un député qui nous demande de marcher en arrière des autres provinces.

L'honorable M. Casgrain (Kamouraska-Rivière-du-Loup): Mon bon ami, avec son habileté coutumière, fait certainement allusion à mon discours d'hier soir, en changeant complètement le sens. Je n'ai jamais dit que nous devions marcher en arrière des autres provinces. Nous devons conserver et défendre nos droits. J'ai dit alors que nous ne

devions sacrifier aucun droit essentiel, sauf à faire quelques sacrifices accessoires au besoin pour ne pas s'isoler. Sur les questions de détail, sur les questions financières, nous devions marcher la main dans la main avec les autres provinces, si nous voulions sortir de cette guerre en vainqueurs. Nous ne devons pas nous isoler. J'ai dit également que le bloc solide de 1917 s'est fait sur notre dos. Il s'est formé contre nous et il faut éviter une situation comme celle-là.

Je prétends encore qu'il faut plus de courage pour dire aux Canadiens français: Faites attention, toutes vos paroles, tous vos gestes sont épiés dans les autres provinces. Pour parler ainsi, pour savoir prêcher la modération et la prudence, actuellement, il faut plus de courage que pour crier à la violation de l'autonomie hors de propos et de saison, quand elle n'est nullement violée, ni menacée du tout avec le projet de loi actuel.

Les résolutions sont adoptées.

Rapport du comité:

M. l'Orateur au fauteuil

M. le président fait rapport que le comité a adopté plusieurs résolutions.

L'honorable M. Mathewson (Montréal-Notre-Dame-de-Grâce) propose que ces résolutions soient maintenant lues.

La motion "que ces résolutions soient maintenant lues" est mise aux voix, la Chambre se divise.

Les noms sont appelés et inscrits comme suit:

Pour: MM. Allard, Bastien, Beaulieu (Témiscouata), Bienvenue, Biron, Bullock, Caron (Hull), Caron (Maisonnette), Casgrain (Gaspé-Nord), Casgrain (Kamouraska-Rivière-du-Loup), Côté, Dansereau, Desmarais, Dubreuil, Dufour, Dumaine, Fillion, Fortin, Francœur (Lévis), Francœur (Montréal-Mercier), Frégeau, Gagnon (Frontenac), Girouard, Godbout, Goulet, Guerin, Hamel, Jodoin, Joyal, Lawn, Leduc, Marler, Mathewson, Nadon, O'Connor, Panet, Perrier, Plamondon, Potvin, Rajotte, Renault, Rochette, Sabourin, 43.

Contre: MM. Bégin, Duplessis, Élie, Gagnon (Matane), Labbé, Langlais, Lorrain, Paquette, Pouliot, Sauvée (Beauharnois), Talbot, 11.

Ainsi, la motion est adoptée.

En conséquence, les résolutions sont lues.

L'honorable M. Mathewson (Montréal-Notre-Dame-de-Grâce) propose que ces résolutions soient maintenant agréées.

La motion "que les résolutions soient maintenant agréées" est mise aux voix et la Chambre l'adopte, après s'être divisée comme dans le cas du vote précédent.

Les résolutions relatives au bill 33 concernant une convention entre le gouvernement fédéral et la province pour la suspension de certaines taxes en temps de guerre sont agréées.

Il est ordonné que lesdites résolutions soient renvoyées au comité plénier de la Chambre chargé d'étudier le bill 33 concernant une convention entre le gouvernement fédéral et la province pour la suspension de certaines taxes en temps de guerre

L'honorable M. Mathewson (Montréal-Notre-Dame-de-Grâce) propose, selon l'ordre du jour, que le bill soit maintenant lu une deuxième fois.

La motion est mise aux voix, et la Chambre se divise.

Les noms sont appelés et inscrits comme suit:

Pour: MM. Allard, Bastien, Beaulieu (Témiscouata), Bienvenue, Biron, Bullock, Caron (Hull), Caron (Maisonnette), Casgrain (Gaspé-Nord), Casgrain (Kamouraska-Rivière-du-Loup), Côté, Dansereau, Desmarais, Dubreuil, Dufour, Dumaine, Fillion, Fortin, Francoeur (Lévis), Francoeur (Montréal-Mercier), Frégeau, Gagnon (Frontenac), Girouard, Godbout, Goulet, Guerin, Hamel, Jodoin, Joyal, Lawn, Leduc, Marler, Mathewson, Nadon, O'Connor, Panet, Perrier, Plamondon, Potvin, Rajotte, Renault, Rochette, Sabourin, 43.

Contre: MM. Bégin, Duplessis, Élie, Gagnon (Matane), Labbé, Langlais, Lorrain, Paquette, Pouliot, Sauvé (Beauharnois), Talbot, 11.

Ainsi, la motion est adoptée. Le bill est, en conséquence, lu une deuxième fois et renvoyé à un comité plénier de la Chambre.

L'honorable M. Mathewson (Montréal-Notre-Dame-de-Grâce) propose que la Chambre se forme immédiatement en comité.

Adopté. M. l'Orateur quitte le fauteuil.

En comité:

Présidence de M. Casgrain (Gaspé-Nord)

M. Gagnon (Matane): Le Canada ne sera prospère qu'en autant que le Canada reposera sur des

provinces unies et prospères. Nous ne voulons pas de centralisation.

Il donne lecture du préambule:

"Attendu que l'Acte de l'Amérique britannique du Nord autorise le Parlement fédéral à imposer des taxes de toutes espèces et les Législatures provinciales à imposer des taxes directes;

"Attendu que pour permettre au Canada de fournir, dans la poursuite de la présente guerre un effort maximum, il est nécessaire que le Parlement fédéral exerce seul le pouvoir d'imposer des taxes directes sur le revenu et sur les corporations;

"Attendu que le gouvernement fédéral est disposé à verser à la province une compensation adéquate si, pour la durée de la guerre, elle s'engage à ne pas prélever de telles taxes;

"Attendu que le gouvernement fédéral reconnaît que la province, en prenant cet engagement, n'abandonne ni ne cède aucune partie de sa souveraineté ni aucun de ses droits, pouvoirs et privilèges constitutionnels;

"À ces causes, Sa Majesté, de l'avis et du consentement du Conseil législatif et de l'Assemblée législative de Québec, décrète ce qui suit:"

On devrait modifier le préambule. On devrait faire disparaître cette admission que le Parlement fédéral a le droit d'imposer des taxes de toutes sortes. Car, à son avis, on se trouve à reconnaître que le gouvernement fédéral a le droit d'imposer des taxes de toutes sortes.

M. Duplessis (Trois-Rivières): L'opposition parle et soulève des questions importantes. Mais, le trésorier ne répond pas. D'où vient son indifférence pour un pareil sujet? Il devra répondre. Ce n'est pas encourageant de discuter avec lui.

Dans le présent bill, l'on ne devrait pas admettre des pouvoirs de taxation à Ottawa, qu'il n'a pas en vertu de l'Acte confédératif. C'est une erreur. Cette admission, que l'on trouve dans le préambule et où on reconnaît que le fédéral a droit et aux taxes indirectes et aux taxes directes devrait être retranchée.

Ça va nous nuire. La loi n'est pas aussi claire que ça. La clause n'est pas nécessaire et elle doit être retirée. Or, c'est un sujet controversé et nombreux sont les bons avocats qui prétendent que le fédéral n'a pas droit aux taxes directes. Alors, pourquoi faire pareille admission dans un bill provincial, quand la chose n'est pas le moins du monde nécessaire?

M. Gagnon (Matane) appuie les remarques du représentant de Trois-Rivières. Le principal argument qui a fait perdre le Labrador était une carte du gouvernement fédéral canadien de 1874, montrant le Labrador comme partie de Terre-Neuve.

Pourquoi admettre que le fédéral a droit d'imposer des taxes directes, quand c'est une question controversée? Ceux qui veulent sacrifier les provinces au dominion vont se servir de cette admission contre nous.

M. Duplessis (Trois-Rivières): Les députés provinciaux ont pour mission de sauvegarder les droits de la province et non ceux du dominion. Il insiste pour qu'on modifie le préambule sur ce point.

Il signale la rédaction du deuxième paragraphe du préambule où il est dit: "Attendu que pour permettre au Canada de fournir dans la poursuite de la présente guerre, un effort maximum". Qu'est-ce qu'un effort maximum? demande-t-il. Est-ce que cela comprend la conscription? Est-ce que les millions, que nous donnons au fédéral, vont servir à envoyer nos jeunes hommes du Québec pour service outre-mer? Que veut dire effort maximum? Est-il nécessaire que le Parlement du Canada soit le seul à exercer le pouvoir de prélever l'impôt direct sur le revenu et les corporations?

L'honorable M. Mathewson (Montréal-Notre-Dame-de-Grâce): Ces mots signifient un effort maximum pour la défense du Canada. Cela veut donc dire qu'il faut être prêt à faire tout ce qui est humainement possible pour défendre nos libertés, pour que le Canada remporte la victoire contre l'Allemagne et le Japon, qui menacent nos libertés. Il ne faut rien épargner pour cela.

M. Duplessis (Trois-Rivières): C'est pour cette raison peut-être qu'on abandonne à Ottawa, qu'on lui reconnaît des droits qu'en fait il ne possède pas. Lorsque le gouvernement parle d'un effort maximum, cela signifie incontestablement la conscription, la mobilisation obligatoire. Alors, ça comprend même la conscription pour outre-mer? La déclaration du trésorier veut-elle dire que ça comprend qu'il faut tout donner, jusqu'au dernier homme, jusqu'au dernier sou, et si nécessaire, le sacrifice même de la vie de ces hommes?

L'honorable M. Mathewson (Montréal-Notre-Dame-de-Grâce): Et de chaque vie jusqu'à la dernière aussi, même notre vie, s'il le faut, si c'est nécessaire pour la défense du Canada, notre pays.

M. Duplessis (Trois-Rivières): Et, c'est pour cela qu'il faut abandonner nos sources de revenus à Ottawa?

Il signale la rédaction du troisième paragraphe du préambule: "Attendu que le gouvernement fédéral est disposé à verser à la province une compensation adéquate si, pour la durée de la guerre, elle s'engage à ne pas prélever de telles taxes". Il voit là l'admission que l'entente est pour toute la durée de la guerre et que la province n'a pas le droit d'y mettre fin avant la fin des hostilités. C'est la condition qui est posée. Le texte de la loi ne contient pas de clause spéciale qui autorise le gouvernement de la province à résilier l'accord après un avis de 30 jours.

L'honorable M. Mathewson (Montréal-Notre-Dame-de-Grâce): Si le chef de l'opposition avait lu la loi, il aurait vu à la page 19, article 5, qu'il est écrit en toutes lettres: "La province peut mettre fin à la présente convention le trente et un mars de toute année en donnant avis par écrit au ministre de son intention de ce faire trente jours avant ladite date."

M. Duplessis (Trois-Rivières): Le préambule d'une loi est considéré comme la clef de l'interprétation de cette loi. Ce bill, qui est plein de contradictions constitue un véritable nid à procès et pas à procès ordinaires, à procès constitutionnels, ce qui implique toujours des dépenses considérables qui ruineront éventuellement la province.

L'honorable M. Mathewson (Montréal-Notre-Dame-de-Grâce): Le Québec ne cède pas un sou de ses revenus. En fait, selon l'entente, il stabilisera ses revenus, chose qui est impossible en temps normal à cause de la guerre et des conditions qui prévalent. D'autre part, ceci aide le gouvernement fédéral à financer la guerre.

L'honorable M. Godbout (L'Islet): Je ne veux pas prolonger le débat. L'accord sera des plus profitables à Québec et il est des plus importants que Québec fasse sa part pour aider le gouvernement fédéral à poursuivre la guerre. Mais, je tiens à dire deux choses. Le chef de l'opposition peut être rassuré. En acceptant l'entente en question avec Ottawa pour le transport de certaines taxes ou impôts pour la durée de la guerre, nous n'avons suivi personne. La province de Québec a fait cette convention avec le fédéral de son plein gré. Nous y sommes allés dans l'intérêt de la province de Québec.

L'entente est avantageuse pour la province. Elle nous garantit plus de revenus que nous ne touchons présentement. Elle est avantageuse, parce qu'elle gèle nos revenus à leur plus haut taux. Tout en stabilisant les revenus de la province, ceci lie la province de façon permanente uniquement jusqu'après la guerre, comme le chef de l'opposition l'a affirmé. La province de Québec a le droit et les pouvoirs de dénoncer l'accord et y mettre fin à 30 jours d'avis, selon les conditions déterminées dans le contrat signé. Non seulement nous nous sommes ainsi assurés des revenus stables, dans une époque troublée, mais encore, je ferai remarquer que nous avons voulu, en acceptant ce projet de loi, protéger les meilleurs intérêts de tous les contribuables de la province.

Le contrat est aussi avantageux et très important pour nous pour une autre raison. Il ne faut pas oublier que le Québec ne fait pas affaire avec des forces étrangères, mais avec le gouvernement qui administre le Québec ainsi qu'avec les autres provinces de la Confédération. Le gouvernement fédéral, qui est notre gouvernement, ne traite donc pas uniquement avec la province de Québec. Il doit aussi traiter avec d'autres gouvernements provinciaux. Il était important de protéger le gouvernement fédéral contre les exploitations possibles et les ambitions des autres provinces. N'oublions pas qu'il règne un curieux état d'esprit en certaines provinces.

M. Gagnon (Matane): Quelles provinces?

L'honorable M. Godbout (L'Islet): Le député de Matane en connaît assez pour que je n'aie pas besoin de préciser davantage. Sans cette loi, les provinces auraient pu taxer tellement les grosses compagnies jusqu'à l'os de façon à ce que le gouvernement fédéral, qui a besoin de revenus pour payer le coût de la guerre, n'aurait pu les taxer davantage. Il ne resterait donc rien pour Ottawa. Dans pareil cas, qui aurait payé, si le fédéral n'avait pu taxer les corporations? C'est nous qui aurions payé la différence. Nous avons cru qu'il était important que Québec fasse sa part pour empêcher l'orgie des dépenses dans d'autres provinces. C'est donc pour nous mettre à l'abri que nous avons consenti ce transfert d'un pouvoir de perception, qui nous sera remis après la guerre, ou sur un avis de 30 jours.

M. Pouliot (Gaspé-Sud): Le gouvernement du Québec est autonome face au gouvernement fédéral comme le gouvernement fédéral l'est face à

l'Angleterre. Quand il s'est agi pour le gouvernement fédéral de donner \$1,000,000,000 à l'Angleterre, on n'a pas voulu céder à la mère patrie des sources de revenus et le droit d'imposer des taxes sur le revenu des corporations canadiennes. On lui a donné \$1,000,000,000. On savait ce qu'on lui donnait. Le gouvernement fédéral débourse l'argent et va le recueillir du mieux qu'il le peut. Pourquoi les provinces n'agiraient-elles de même? Pourquoi ne pas donner un montant déterminé plutôt que de céder nos droits et nos pouvoirs de taxation? De plus, suivant le système adopté, l'effort de guerre de la province de Québec sera noyé comme d'habitude et elle n'en aura pas le crédit.

M. Duplessis (Trois-Rivières) renouvelle son opposition au projet de loi. Il n'a pas l'intention de discuter plus longuement. Il appartient au gouvernement de porter la responsabilité de ses actes.

Les articles 1 à 13, ainsi que le préambule, sont adoptés.

Rapport du comité plénier:

M. l'Orateur au fauteuil

M. le président fait rapport que le comité a adopté le bill 33 sans l'amender.

Loi de l'assurance des maris et des parents

L'honorable M. Mathewson (Montréal-Notre-Dame-de-Grâce) propose, selon l'ordre du jour, que le bill 9 modifiant la loi de l'assurance des maris et des parents soit maintenant lu une deuxième fois¹.

Il s'agit de clarifier une fois pour toutes une situation confuse. Cette loi a trait aux prêts sur les polices d'assurance payables à la femme. Lorsqu'une police est émise payable à la femme, on ne sera pas empêché d'emprunter sur cette police ou de toucher la valeur de rachat. Jusqu'ici, un mari empruntait sur sa police et, advenant sa mort, la compagnie se remboursait avant de remettre la prime à la veuve. C'était la pratique. Mais, ce n'était pas absolument légal. Il s'agit donc de légaliser cette situation. La mesure a pour objet de faire concorder la loi de l'assurance avec le jugement récemment rendu par la Cour suprême du Canada.

En vertu de la nouvelle loi, il sera loisible à un mari d'emprunter sur une police, toucher même la valeur de rachat, du moment que la femme, la bénéficiaire, donne son consentement. C'est en somme ce qu'a décidé la Cour suprême, en infirmant un jugement de la Cour supérieure et de la Cour d'appel de la province dans la cause Derome vs LaRocque.

M. Duplessis (Trois-Rivières): La loi peut avoir une telle portée que je me demande si on n'aurait pas dû se contenter du jugement sans changer la loi.

Cette clause déroge aux dispositions de notre Code civil (articles 1265 et 1301), qui défendent aux époux de s'avantager entre vifs et qui empêchent la femme de s'obliger avec ou pour son mari.

M. Duplessis (Trois-Rivières) et M. Gagnon (Matane) disent qu'il leur répugne de mettre ainsi de côté le Code civil, qui constitue un résumé de la sagesse des siècles.

M. Duplessis (Trois-Rivières): Avant de prendre une décision, on devrait attendre la décision du Conseil privé. Le projet de loi aura une portée que l'on ne peut encore mesurer. Car, il ne règlera pas seulement le cas actuel, mais une quantité d'autres, qui viendront par la suite. L'on ne devrait pas donner à cette loi un effet rétroactif, de façon à rendre vaines une foule de réclamations faites à des compagnies d'assurances. Il a entendu dire que des millions de dollars sont en jeu dans des cas analogues à celui sur lequel les cours de justice viennent de statuer.

M. Gagnon (Matane): Les compagnies d'assurance qui ont agi en marge de la loi devraient subir les conséquences de leurs actes. On fera perdre beaucoup d'argent à des veuves pour en faire gagner aux compagnies. Cependant, il ne s'objecte pas à ce que des avantages soient donnés aux maris. Mais il croit qu'un grand nombre de femmes auront à souffrir de cette décision. Il calcule que l'on va, en définitive, beaucoup trop vite.

M. Duplessis (Trois-Rivières): Le bill sur les assurances a suscité l'allégation qu'il peut favoriser les compagnies d'assurances au détriment de l'assuré.

L'honorable M. Mathewson (Montréal-Notre-Dame-de-Grâce): La mesure recevait l'appui de toutes les parties concernées. Je dois dire à la

Chambre que j'ai reçu un grand nombre de témoignages d'approbation. La Ligue des droits de la femme et la Société Saint-Jean-Baptiste approuvent ce projet de loi.

Adopté après division. Le bill est renvoyé à un comité plénier de la Chambre.

L'honorable M. Mathewson (Montréal-Notre-Dame-de-Grâce) propose que cette Chambre se forme immédiatement en comité.

Adopté. M. l'Orateur quitte le fauteuil.

Le comité étudie le bill article par article et le président fait rapport que le comité a adopté le bill 9 sans l'amender.

Legs aux Guides catholiques des Trois-Rivières

M. Delagrave (Québec-Ouest) propose, appuyé par le représentant de Montmorency (M. Dumoulin) que, vu que le bill 125 concernant le legs particulier de dame Georgianna Mochon Lassonde aux Guides catholiques des Trois-Rivières a pour objet de favoriser l'expansion d'œuvres de bienfaisance publique, les droits que les promoteurs de ce bill ont payés leur soient remboursés, après déduction de tous frais d'impression et de traduction.

Adopté.

Propagation de la foi

M. Morin (Québec-Centre) propose, appuyé par le représentant de Montmorency (M. Dumoulin) que, vu que le bill 151 modifiant la loi constituant en corporation l'Oeuvre de la propagation de la foi de Québec a pour objet de favoriser l'expansion d'œuvres de bienfaisance publique et de charité, les droits que les promoteurs de ce bill ont payés leur soient remboursés, après déduction de tous frais d'impression et de traduction.

Adopté.

Taxe de vente à L'Ange-Gardien

M. Dumoulin (Montmorency) propose, appuyé par représentant de Saint-Maurice (M. Beaulac), que vu que le bill 122 pour inclure la Corporation du village de la municipalité de L'Ange-Gardien dans le territoire assujéti à la taxe de vente de la cité de Québec a été retiré, les droits que les promoteurs de

ce bill ont payés leur soient remboursés, après déduction de tous frais d'impression et de traduction.

Adopté.

Taxe de vente à Boischatel

M. Dumoulin (Montmorency) propose, appuyé par le représentant de Saint-Maurice (M. Beaulac), que, vu que le bill 116 pour inclure la corporation du village de la municipalité de Saint-Jean-de-Boischatel dans le territoire assujetti à la taxe de vente de la cité de Québec a été retiré, les droits que les promoteurs de ce bill ont payés leur soient remboursés, après déduction de tous frais d'impression et de traduction.

Adopté.

Jewish Hospital of Hope

M. Hartt (Montréal-Saint-Louis) propose, appuyé par le représentant de Lévis (M. Francœur) que, vu que le bill 111 intitulé "Loi constituant en corporation Jewish Hospital of Hope" a pour objet de favoriser l'expansion d'œuvres de bienfaisance publique, les droits que les promoteurs de ce bill ont payés leur soient remboursés, après déduction de tous frais d'impression et de traduction.

Adopté.

Princeville

M. Rajotte (Drummond) propose, appuyé par le représentant de Saint-Maurice (M. Beaulac) que, vu que le bill 143 concernant la Corporation du Village de Princeville et les Commissaires d'écoles de Stanfold, a été rejeté par le Conseil législatif, les droits ordinaires et additionnels que les promoteurs de ce bill ont payés leur soient remboursés, après déduction de tous frais d'impression et de traduction.

Adopté.

Ajournement

L'honorable M. Godbout (L'Islet) propose, que, lorsque cette Chambre s'ajournera, elle soit ajournée à demain.

Adopté.

NOTE

1. Le débat sur le bill 9 modifiant la loi de l'assurance des maris et des parents a duré moins d'une demi-heure, selon *Le Soleil* du 24 avril 1942, à la page 19.

La séance est levée à 6 heures.

Séance du vendredi 24 avril 1942

Présidence de l'honorable B. Bissonnette

La séance est ouverte à 3 heures.

Prière.

M. l'Orateur: À l'ordre, Messieurs! Que les portes soient ouvertes!

Rapports des comités permanents:

M. Dumoulin (Montmorency): J'ai l'honneur de présenter à la Chambre le quinzième rapport du comité permanent des bills privés en général.

Votre comité a décidé de rapporter, avec des amendements, les bills suivants:

- bill 130 modifiant la charte de la cité des Trois-Rivières;

- bill 109 modifiant la charte de la cité de Québec.

M. Delagrave (Québec-Ouest): J'ai l'honneur de présenter à la Chambre le onzième rapport du comité permanent des règlements.

Votre comité est d'opinion que la pétition et l'avis sont réguliers et suffisants et que le bill est régulier et conforme à la pétition et à l'avis dans le cas ci-après:

- The Royal Trust Company, demandant l'adoption d'une loi concernant la succession de feu l'honorable J.-B.-R. Fiset.

Projets de loi:

Succession de J.-B.-R. Fiset

M. Delagrave (Québec-Ouest) propose, secondé par le représentant de Montmorency (M. Dumoulin) que l'article 621 du Règlement soit suspendu et qu'il lui soit permis de présenter le bill 123 concernant la succession de feu l'honorable J.-B.-R. Fiset.

Adopté. Le bill est lu une première fois.

Motions de députés:

Demande d'exemption du service militaire obligatoire pour les pêcheurs

M. Langlais (Îles-de-la-Madeleine) propose, appuyé par le représentant de Gaspé-Sud (M. Pouliot):

Qu'attendu que le gouvernement fédéral a annoncé que les cultivateurs et les fils de cultivateurs utiles aux travaux agricoles sont exemptés du service militaire:

Attendu que les pêcheurs, les fils de pêcheurs, les aides-pêcheurs et les travailleurs à la préparation du poisson sont une classe de notre société tout aussi utile à notre effort de guerre que la classe agricole:

Cette Législature exprime le regret que nos pêcheurs, si nécessaires à la vie de la nation et de nos alliés, aient été traités différemment de la part du gouvernement fédéral et demande les mêmes privilèges d'exemption du service militaire obligatoire pour cette classe de la société.

Le gouvernement a déjà passé une loi pour retenir sur les fermes les cultivateurs et leurs aides. Une réglementation identique devrait s'appliquer dans le cas des pêcheurs. Les pêcheurs jouent un rôle aussi essentiel que les fils d'agriculteurs dans la production industrielle et agricole du pays. La pêche ne peut se faire que par des gens de métier et l'art de pêcher s'enseigne de père en fils.

Les travailleurs de la mer sont nécessaires au pays. Ils sont utiles à la cause des Alliés, car le poisson est un aliment très recherché par le soldat allié. Les produits des pêcheries sont un élément essentiel de l'alimentation, autant pour les populations civiles que pour l'armée, et notamment dans le domaine de la conserve alimentaire. Il faut donc que nous prenions les moyens voulus pour garder au travail ceux qui peuvent le tirer des profondeurs marines.

Or, il se trouve que, par suite de la déclaration de l'entrée du Japon en guerre, et l'attaque japonaise contre Pearl Harbour, les pêcheries de la côte du Pacifique verront leur production décroître considérablement. Elles se trouvent amoindries par la saisie de 2,000 barques de pêches inactives, qui étaient montées par des Japonais qui ont été internés tant qu'on n'aura pas remplacé les équipages. On cherche en ce moment, à recruter des équipages canadiens pour que la pêche puisse se continuer. Mais, ce ne sera pas facile.

Du côté de l'Atlantique, nos pêcheurs et nos bancs de pêche sont également exposés aux attaques sous-marines de l'ennemi. Lors de la dernière guerre, les barques des pêcheurs ont été attaquées par les sous-marins ennemis et l'on peut s'attendre à ce que

la même chose se produise maintenant. La guerre sous-marine sera aussi probablement de nature à restreindre la pêche au large. Il faudra remédier à cette situation en intensifiant surtout la pêcherie côtière. Aussi, dans de telles conditions, il appartient aux pêcheurs des Îles-de-la-Madeleine, de la Gaspésie, de la Côte-Nord, du Labrador et de Terre-Neuve d'intensifier la pêche côtière pour combler le déficit de notre production actuelle. L'appoint de ces pêcheurs sera indispensable.

On aurait tort de croire que l'on peut se dispenser des services d'hommes de métier pour les pêcheries. Bien au contraire, si l'on emploie des gens sans expérience, les résultats seront beaucoup moindres. Nous n'avons pas, ici, la technique moderne pour suppléer à ce manque d'expérience comme en Europe, par exemple. Il se trouve que la pêche ne peut être l'occupation du premier venu, car il y faut un entraînement, une préparation de très longue haleine, des connaissances de navigation, etc. Il est donc élémentaire de garder pour nos pêcheries les fils de pêcheurs.

Il y a nécessité absolue, à l'heure actuelle, que les pêcheurs soient exemptés du service militaire. Le meilleur moyen d'aider l'effort de guerre, c'est de les laisser sur leur territoire de pêche et à leurs occupations, du moins pendant la période de pêche. Car, ils sont indispensables pour donner non seulement à nos soldats, mais aux soldats de tous nos alliés, une nourriture très riche en vitamines.

La plupart sont appelés par le service militaire, car le métier de pêcheur ne se pratique que par les jeunes gens ou les gens d'âge mûr. La vie des pêcheurs est très dure. On commence généralement à trois heures, le matin, pour terminer à onze, le soir. Comme ce travail est très dur, ce sont surtout les jeunes gens qui sont appelés à le faire. Si les pêcheurs des Îles-de-la-Madeleine doivent faire du service militaire, qu'on les laisse à leur pêche et qu'on leur confie en même temps la défense des Îles. Il serait satisfait qu'on retarde simplement leur période d'entraînement. On pourrait toujours appeler les Madelinots en âge militaire à faire leur service militaire, lorsque la saison de pêche est terminée, au cours de l'hiver prochain seulement, de façon à ce qu'ils puissent continuer à tendre les filets durant la bonne saison. Avenant un état d'urgence, ils pourraient quand même être mobilisés.

M. Pouliot (Gaspé-Sud): Je suis heureux de seconder la motion du représentant des Îles-de-la-Madeleine (M. Langlais). Il le félicite de l'attention qu'il porte à cette question. Le travail inlassable

accompli par mon collègue, l'honorable député des Îles-de-la-Madeleine en faveur des pêcheurs Madelinots, a été reconnu publiquement par des citoyens en vue du dominion, de Terre-Neuve. Récemment, les journaux de cette province ont fait son éloge, en rappelant les services qu'il a rendus à la cause des pêcheurs.

(Applaudissements à gauche)

Les pêcheurs sont dans une situation telle qu'ils ne peuvent signer les contrats qui leur sont offerts. Ils ne sont pas assez sûrs du lendemain. De même, les commerçants de poisson n'osent pas signer les contrats qui leur sont soumis à l'heure actuelle, parce qu'ils craignent que la rareté de la main-d'œuvre diminue considérablement la quantité du poisson pris.

La réduction de la production des pêcheries n'affectera pas seulement les pêcheurs, mais les nations alliées. D'ailleurs, le poisson est presque indispensable en temps de guerre. La morue séchée, comme on en prépare dans nos pêcheries pour l'expédition outre-mer, a beaucoup d'avantages. Elle ne prend pas beaucoup de place dans l'expédition, elle se conserve presque indéfiniment, pourvu qu'elle soit à l'abri de l'humidité. Elle peut être mise dans des boîtes de bois et n'exige pas de récipients métalliques. Alors que l'on récupère le métal, c'est quelque chose d'important. Autre raison, nos pêcheurs peuvent devenir de vigilantes sentinelles, au large des côtes, pourvu qu'on les équipe en conséquence.

Comme mon collègue, je considère que les pêcheurs ne devraient pas être appelés au service militaire, tout au moins pendant la saison de pêche. Si nous voulons remplir les commandes de nos alliés, il faut garder les pêcheurs au travail. Savez-vous quelle est la quantité de poisson pêché dans la province? N'oublions pas qu'actuellement, nos pêcheries maritimes produisent 90,000,000 de livres de poisson, par année dans la province. Elles ont donné un revenu total de \$1,868,000 aux pêcheurs, d'après le rapport de l'honorable ministre. C'est un point à considérer, tant pour les pêcheurs, que pour les alliés. C'est une richesse que nous devons conserver.

On dit qu'en appelant quelques jeunes gens, on n'arrêtera pas la pêche. Erreur. Chaque pêcheur est solidaire l'un de l'autre. Ils sont généralement quatre par barge de pêche. Il y a dans une barque un maître et trois pêcheurs. S'il en manque un, le maître de barge ne prend pas le large. De même, si on mobilise le maître de barge, on s'expose à ce que ses collègues ne prennent pas la mer, attendu que tous ne connaissent pas la manœuvre.

La motion actuelle ne prend pas le gouvernement par surprise. Depuis plusieurs mois, des requêtes pour l'exemption des pêcheurs ont été adressées et au gouvernement fédéral et à celui de Québec. Elles n'ont pas eu d'effet. Jusqu'à date, aucune réponse favorable n'est parvenue aux personnes intéressées. On n'a eu pour réponse que ceci: "Que les pêcheurs s'adressent au tribunal d'exemption". Je voudrais que tous ensemble, nous fassions de nouvelles démarches. Je crois que le gouvernement devrait intercéder auprès du fédéral pour obtenir non pas un traitement de faveur pour les pêcheurs, mais le meilleur moyen pour eux de participer à l'effort de guerre.

(Applaudissements à gauche)

M. Beaulieu (Témiscouata): J'ai l'honneur de proposer appuyé par le représentant de Lac-Saint-Jean (M. Fillion), l'ajournement du débat.

Adopté. Le débat est ajourné.

Questions de privilège:

Plébiscite

M. Duplessis (Trois-Rivières): M. l'Orateur, je me lève sur une question de privilège. J'ai reçu une lettre dans une enveloppe portant la franchise postale de la Chambre des communes et portant comme source de provenance les initiales de l'honorable M. Norman MacLarty. Cette lettre dit au début que: "Tous les chefs de partis, sans exception, conseillent à leurs partisans de voter "oui" lors du plébiscite de M. King lundi. Seuls les membres d'un groupe champignon, dirigé par des embusqués - dont l'un il y a 25 ans s'était mis prudemment à couvert de la conscription - vont prêcher par monts et par vaux, qu'il est du devoir des Canadiens d'attendre que l'ennemi vienne les attaquer à la porte de leur grange¹."

J'ai l'honneur et le privilège d'être le chef du parti de l'Union nationale. Je n'ai jamais conseillé à mes partisans de voter "oui"². Ceci est absolument faux. Au contraire, je leur ai demandé de voter "non"³. Cette même attitude logique, je l'ai prise dès 1939, lors de la tenue des élections générales provinciales et, en 1940, alors que j'ai jeté le cri d'alarme. Je n'adopte pas une nouvelle attitude. Je proteste contre la conduite des responsables de la circulaire. Je ne suis pas de ceux qui ont demandé un vote négatif récemment; je l'ai demandé depuis 1939.

La lettre dit encore: "L'Assemblée législative ne doit pas se mêler de cette question". Je crois, au

contraire, que la Chambre doit exprimer son opinion. Je peux, sans référer à un débat antérieur, dire que les membres de la Législature provinciale ont le droit et le devoir de se prononcer sur une question comme celle du plébiscite. Et je proteste énergiquement contre ce procédé qui consiste à se servir des deniers publics pour affirmer, sous la signature d'un ministre de la couronne, des choses absolument contraires à la vérité.

M. l'Orateur: Cette question a été réglée par un vote de la Chambre dans un autre débat. L'honorable chef de l'opposition était dans l'ordre jusqu'au moment où il a commencé sa dernière phrase. Le député de Trois-Rivières ne peut faire allusion à un débat antérieur.

M. Duplessis (Trois-Rivières): Je proteste donc contre cette lettre qui est envoyée par un ministre fédéral aux frais du peuple. On s'attaque ici à la liberté de l'Assemblée législative de se prononcer sur des questions d'un intérêt vital. En tout cas, je proteste contre le procédé inqualifiable dont on se sert en utilisant la signature d'un ministre fédéral, pour affirmer des choses contraires aux faits.

L'honorable M. Mathewson (Montréal-Notre-Dame-de-Grâce): M. l'Orateur, je me lève moi aussi sur une question de privilège. Hier, au cours de l'étude de la loi modifiant la loi de l'assurance des maris et des parents, l'honorable député de Matane (M. Gagnon) a semblé mettre en doute, non pas mes paroles, mais a mis ma bonne foi en doute avec une affirmation à l'effet que j'avais reçu de nombreuses requêtes en faveur de cette législation, entre autres celle de la société Saint-Jean-Baptiste, en me mettant au défi de produire des résolutions de la Société Saint-Jean-Baptiste. J'ai ici la masse des requêtes reçues et j'en vois une, entre autres, qui vient de la Fédération nationale Saint-Jean-Baptiste. Il produit un grand nombre de résolutions, passées par divers corps publics, entre autres par la Fédération nationale Saint-Jean-Baptiste.

M. Gagnon (Matane): Le ministre a nommé plusieurs sociétés, mais je répète qu'il n'a pas de résolution de la Société Saint-Jean-Baptiste. La Fédération nationale Saint-Jean-Baptiste, c'est une assurance! C'est une société de femmes, celle-là!

L'honorable M. Mathewson (Montréal-Notre-Dame-de-Grâce): C'est encore mieux! Car, les femmes sont les principales intéressées à cette loi.

Dépôt de documents:**Opportunité
de modifier la loi civile**

L'honorable M. Mathewson (Montréal-Notre-Dame-de-Grâce) dépose sur le bureau de la Chambre copie de la correspondance échangée entre la Fédération nationale Saint-Jean-Baptiste et le trésorier de la province au sujet de l'opportunité de modifier la loi civile de façon à permettre au mari d'emprunter sur les polices d'assurance-vie où sa femme est nommée bénéficiaire. (Document de session no 31)

Motions des députés:**Protestation contre Radio-Canada**

M. Gagnon (Matane) propose, secondé par le représentant de Trois-Rivières (M. Duplessis):

Qu'attendu que la liberté de parole a toujours été un principe pour lequel les démocraties ont fait des luttes mémorables:

Cette Chambre exprime l'avis que des représentations soient faites auprès du gouvernement fédéral, par le gouvernement de la province de Québec, pour que ceux qui croient devoir répondre "non" à la question posée, à l'occasion du plébiscite, aient les mêmes avantages, aux postes de Radio-Canada, que ceux qui croient devoir répondre "oui".

Je ne veux dire que quelques mots. On vient de constater, par la question qu'a soulevée tout à l'heure le chef de l'opposition, quelle propagande intempestive se fait dans le pays actuellement par les partisans de l'affirmative. Dans des documents payés par l'argent du peuple, sous la signature de ministres fédéraux, on distribue des injures contre ceux qui croient leur devoir de demander à l'électorat de répondre "non". Sommes-nous vraiment en Allemagne pour subir l'emploi de tels procédés dictatoriaux?

Le gouvernement fédéral nous demande notre avis sur une question importante. Il nous demande de répondre "oui" ou "non" à la question du plébiscite. Tout le monde doit être en mesure d'étudier la réponse qu'il va donner. Si l'on oblige les électeurs à répondre dans un sens ou dans l'autre, ce n'est plus un plébiscite. Si les partisans du vote affirmatif ont la liberté absolue de parole et sont seuls à avoir le droit de se servir des postes de Radio-Canada, où est la

justice et pourquoi consulter le peuple? Si l'on met Radio-Canada et tous les moyens de propagande payés par l'argent du peuple à la disposition exclusive de ceux qui veulent qu'on réponde "oui", ce n'est plus de la saine démocratie. Les mêmes avantages devraient être accordés aux deux côtés. Les postes de Radio-Canada ont été construits et sont administrés avec l'argent du peuple. Ils doivent être utilisés par tout le monde au même titre et au même degré.

On dit que nous pouvons nous servir des postes privés. J'ai essayé de faire annoncer par le poste CJBR à Rimouski qu'une assemblée serait tenue sur le plébiscite. On a refusé, parce qu'on savait qu'il s'agissait d'une assemblée pour le "non".

Il admet que, si la motion passait, il n'y aurait aucun effet à ce stade avancé des affaires. Mais il allègue qu'il y a dans la motion des principes sur lesquels l'Assemblée devrait se prononcer. Si le gouvernement obtient une majorité de "oui" dans le pays, qu'arrivera-t-il dans ces conditions? La Chambre ne devrait pas se désintéresser de cette question.

C'est une question d'intérêt public, car la majorité de la population de la province, qui est en faveur du "non", n'a pas le droit de se servir de Radio-Canada pour exprimer son avis. La Chambre ne devrait pas permettre une pareille chose, cette insulte à sa population, qui en majorité est pour une réponse négative, ni craindre de revendiquer la liberté de parole pour tous les citoyens. La Législature devrait demander au gouvernement fédéral de respecter la décence élémentaire et mettre tout le monde sur le même pied.

L'honorable M. Godbout (L'Islet) ne veut pas répéter ce qu'il a dit la veille. M. l'Orateur, poursuit-il, cette motion est encore plus qu'hier, inutile et inopportune. Et, il n'y a pas de faute du gouvernement. Elle n'a plus de sens, car elle vient trop tard pour avoir un effet pratique. Elle était tardive hier et elle l'est encore plus aujourd'hui. Mercredi, c'était aussi la journée des députés. Nous nous sommes entendus, le chef de l'opposition et moi.

Or, celui-ci a préféré discuter d'un bill qui l'intéressait plus particulièrement. C'est aujourd'hui le dernier jour où l'on puisse se servir des heures de radiodiffusion pour les discours, en ce qui concerne le sujet du plébiscite. Les émissions à la radio se terminant ce soir, on se rend compte que la motion n'a plus aucun sens. Elle ne peut avoir aucun effet et aucune signification.

M. Langlais (Îles-de-la-Madeleine): Je suis dans une position particulièrement fâcheuse. Depuis quatre semaines, à cause de la navigation, je n'ai pu communiquer par la poste avec mes électeurs des Îles-de-la-Madeleine. En effet, il n'y a pas de courrier entre mon comté des Îles et Québec. Je n'ai pas été capable de leur donner des conseils sur la façon de voter. Ce n'est qu'aujourd'hui qu'un bateau est supposé arriver là-bas. Je n'avais que la radio pour communiquer avec mes électeurs. J'aurais pu l'utiliser pour leur demander de voter "non", mais nous avons été boycottés.

M. Gagnon (Matane) dit que lui-même et certains de ses amis se sont réunis récemment à Mont-Joli pour discuter du plébiscite et la station de radio du gouvernement à Rimouski a refusé d'annoncer où se tiendrait la réunion à Mont-Joli, même si l'annonce n'indiquait pas le point de vue des intervenants de la réunion.

M. Langlais (Îles-de-la-Madeleine): Si Radio-Canada avait permis aux partisans du "non" de se faire entendre, j'aurais pu m'adresser à mes électeurs. Radio-Canada a fait une injustice flagrante à la population des Îles et aux partisans de la négative en refusant à ceux qui pouvaient l'éclairer sur le plébiscite, la liberté de le faire. Je suis, par conséquent, intéressé à ce que Radio-Canada sache que nous protestons contre ses décisions. Dans ces circonstances, je ne puis faire autrement que d'approuver la motion du représentant de Matane (M. Gagnon). Je ne crois pas qu'elle est inutile.

J'appuie énergiquement la motion qui est plus nécessaire que jamais. D'autres circonstances se présenteront, où nous serons peut-être heureux d'avoir dit à Radio-Canada ce que nous pensons de ses méthodes. Il est trop tard pour cette année, mais elle pourrait servir une autre fois.

M. Chaloult (Lotbinière): Comme l'honorable premier ministre, je crois que la motion est tardive sur les faits et qu'elle ne peut donner de résultat pratique. Il n'a pas de reproche à faire au gouvernement, car la motion du représentant de Matane n'a été inscrite qu'à la fin de la semaine dernière¹.

Mais, il ne la croit pas inopportune. Des actes arbitraires comme ceux-là peuvent se répéter, dit-il. Depuis quelques jours, j'ai tenu des assemblées et j'ai dénoncé avec véhémence cette décision de Radio-Canada. J'ai pu constater, au cours des dernières assemblées, que les foules étaient indignées

de cette attitude. La société Radio-Canada, qui était auparavant estimée, s'est déconsidérée aux yeux du public, parce qu'on lui a imposé une attitude révoltante. Elle est en train de perdre la considération de gens sincères.

Si l'on veut convaincre le peuple qu'il se bat pour la liberté et la démocratie, il importe de changer de méthodes. C'est beau se battre de l'autre côté des mers pour la démocratie, mais, le meilleur moyen de convaincre les Canadiens de la nécessité de se battre pour la liberté, c'est d'observer et appliquer ces mêmes principes de la liberté et de la démocratie ici même.

La Chambre pourrait quand même exprimer son avis à Radio-Canada en votant la motion et ainsi donner un avertissement à cet organisme, du moins pour l'avenir.

M. Duplessis (Trois-Rivières): Cette motion d'ailleurs, comporte l'exposé d'un principe: celui de la liberté de parole. Personne ne devrait contester un pareil principe. Et c'est un principe qui a toujours son opportunité. C'est pour cette raison que cette motion doit être adoptée.

J'ai été l'un des premiers à subir l'arrogance et à souffrir de la tyrannie de Radio-Canada en 1939, quand on a voulu m'obliger à soumettre les textes de mes discours, sachant que, moi, je n'en prépare jamais. Au même moment, la radio donnait des émissions des discours d'Hitler à Dantzig. On irradiait ses discours, les applaudissements de ses partisans, des traductions françaises et anglaises de ses discours, et on ne permettait pas à un chef politique de la province de Québec d'exprimer son opinion à la radio, sans soumettre son texte au préalable. Cette motion demande de consacrer un principe et la Législature ne devrait pas s'y dérober.

Il réclame le vote.

La motion est mise aux voix et la Chambre se divise.

Les noms sont appelés et inscrits comme suit:

Pour: MM. Beaulieu (Saint-Jean-Napierville), Chaloult, Duplessis, Gagnon (Matane), Langlais, Lorrain, Morin (Champlain), Paquette, Pouliot, Talbot, 10.

Contre: MM. Allard, Bastien, Beaulieu (Témiscouata), Caron (Maisonnette), Côté, Dansereau, Dufour, Francœur (Lévis), Francœur (Montréal-Mercier), Gauthier, Girouard, Godbout, Goulet, Groulx, Guerin, Hamel, Joyal, Leduc, Mathewson, Panet, Perrier, Rochette, Sabourin, 23.

Ainsi, la motion est rejetée.

Projets de loi:**Loi des
terres de colonisation**

L'honorable M. Godbout (L'Islet) propose, selon l'ordre du jour, que le bill 30 modifiant la loi des terres de colonisation soit maintenant lu une troisième fois.

M. Duplessis (Trois-Rivières): Ce bill ouvrira la porte à de nombreux abus.

Adopté après division.

Il est ordonné que le greffier porte ce bill au Conseil législatif et prie les honorables conseillers de l'adopter.

**Loi de l'assurance
des maris et des parents**

L'honorable M. Mathewson (Montréal-Notre-Dame-de-Grâce) propose, selon l'ordre du jour, que le bill 9 modifiant la loi de l'assurance des maris et des parents soit maintenant lu une troisième fois.

Adopté après division.

Il est ordonné que le greffier porte ce bill au Conseil législatif et prie les honorables conseillers de l'adopter.

Saint-Jean

La Chambre prend en considération les amendements que le Conseil législatif a apportés au bill 134 accordant certains pouvoirs à la cité de Saint-Jean.

Les amendements sont lus et adoptés.

**Charte
de Saint-Jérôme**

La Chambre prend en considération les amendements que le Conseil législatif a apportés au bill 135 modifiant la charte de la ville de Saint-Jérôme.

M. Francoeur (Montréal-Mercier) propose que ces amendements soient maintenant acceptés.

Adopté après division.

Il est ordonné que le greffier porte le message, avec le bill, au Conseil législatif.

Charte de Chicoutimi

M. Fillion (Lac-Saint-Jean) propose, selon l'ordre du jour, que cette Chambre se forme en comité plénier de la Chambre pour étudier le bill 146 modifiant la charte de la cité de Chicoutimi.

Adopté. M. l'Orateur quitte le fauteuil.

Le comité étudie le bill article par article et le président fait rapport que le comité a adopté le bill 146 sans l'amender.

M. Fillion (Lac-Saint-Jean) propose que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Adopté après division.

Il est ordonné que le greffier porte ce bill au Conseil législatif et prie les honorables conseillers de l'adopter.

Charte d'Alma

M. Fillion (Lac-Saint-Jean) propose, selon l'ordre du jour, que cette Chambre se forme en comité plénier pour étudier le bill 144 modifiant la charte de la ville de Saint-Joseph d'Alma.

Adopté. M. l'Orateur quitte le fauteuil.

Le comité étudie le bill article par article et le président fait rapport que le comité a adopté le bill 144 sans l'amender.

M. Fillion (Lac-Saint-Jean) propose que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Adopté après division.

Il est ordonné que le greffier porte ce bill au Conseil législatif et prie les honorables conseillers de l'adopter.

Vœux de la Chambre

M. Duplessis (Trois-Rivières) offre les vœux de la Chambre au greffier, M. L.-P. Geoffrion, promu à la dignité de grand-père pour la première fois.

Subsides:**Budget des dépenses
1942-1943**

L'honorable M. Mathewson (Montréal-Notre-Dame-de-Grâce) propose, selon l'ordre du jour, que M. l'Orateur quitte maintenant le fauteuil.

Adopté. La Chambre se forme de nouveau en comité des subsides.

En comité:

L'honorable M. Mathewson (Montréal-Notre-Dame-de-Grâce) propose: 1. Qu'un crédit suffisant soit ouvert à Sa Majesté pour compléter la somme de cent quatre-vingt mille dollars, nécessaire pour couvrir les dépenses prévues à l'article: "Loi du service civil (département du procureur général)", du budget de l'année financière se terminant le 31 mars 1943.

M. Duplessis (Trois-Rivières): L'honorable procureur général (l'honorable M. Girouard) est-il au courant de la campagne des journaux de Montréal, plus particulièrement des révélations faites par le *Montreal Star* et le *Standard*, au sujet de l'organisation des maisons de jeu, des "bookies"⁵, comme on les appelle? D'après les reportages faits, on a prétendu que les "bookies" ou les "barbottes", semblent opérer sous la protection de la police provinciale et municipale et du département du procureur général. De plus, elles font des affaires plus florissantes que jamais.

Deux reporters anglais du *Standard* ont écrit récemment qu'ils se trouvaient dans une maison de jeu. Au cours de leur enquête, ils ont constaté eux-mêmes, à un moment donné, qu'un employé⁶ de l'établissement recevait un téléphone avant les raids de la police. Tous, à l'exception de quelques habitués, furent reconduits à la porte. Ceux qui jouaient alors s'en allaient et d'autres prenaient leur place. C'étaient les derniers qui se faisaient arrêter et qui passent leur vie à purger des sentences d'emprisonnement pour les autres.

Sous l'Union nationale, quand j'étais procureur général, nous avons tellement fait une lutte à mort aux "bookies" et aux tenanciers que, comme question de fait, ils ont presque tous disparu en 1939. Et ceci était dû au fait que nous avions réorganisé la police provinciale. Après l'arrestation aux États-unis à Chicago du chef international des "bookies" et de sa condamnation à \$1,000,000, on a reconnu que cela était dû au bon travail de la police provinciale de Québec.

Maintenant, sous le nouveau gouvernement actuel, les affaires des maisons de jeu sont plus prospères que jamais à Montréal, parce qu'à la tête de la police provinciale de Montréal, il y a un nommé Jargailles⁷. Il était chef de la police

provinciale lorsqu'ils étaient prospères avant et ils ont arrêté lorsque nous l'avons démis de ses fonctions. C'est après sa réintégration que les "bookies" ont réapparu et ont recommencé à fonctionner. Montréal est le paradis des "bookies" et des joueurs de barbotte.

Nous avons pourtant averti le procureur général actuel de ne pas reprendre M. Jargailles. Je crois qu'on a eu tort de le réinstaller à la Sûreté provinciale. En renvoyant le colonel Piuze, le gouvernement a commis une grave erreur, qu'il n'a pas corrigée en retenant de nouveau les services de M. Jargailles, que nous avons destitué pour cause.

Une organisation paie des milliers de dollars par semaine pour obtenir la protection de la police, en faveur des maisons de jeu. M. J.-O. Asselin, président du comité exécutif de Montréal, un bon libéral, a dit que le scandale des "bookies" continuait à Montréal. Il a déclaré qu'il y en avait tellement que c'en était écœurant.

Je crois à la parfaite intégrité et honnêteté personnelles de l'honorable procureur général. Je lui demande de sévir davantage contre les maisons de jeu. Je regrette d'être obligé de faire cette critique de son département et d'avoir à dénoncer ces abus commis sous son règne. Mais, je crois également que nous avons raison de condamner la nomination de Jargailles. Avec M. Piuze, ces organisations ont disparu, avec M. Jargailles, elles sont revenues. Il est constaté que l'augmentation du nombre des crimes coïncide avec la nomination de Jargailles. La réapparition de toutes ces mauvaises choses démontre que le procureur général a fait une erreur monumentale en nommant de nouveau Jargailles. Pourquoi avoir remplacé M. Piuze par M. Jargailles?

L'honorable M. Girouard (Arthabaska):

Nous devons nous féliciter de ne pas toujours suivre les conseils du chef de l'opposition. Je tiens d'abord à déclarer que le colonel Piuze n'a pas été mis à pied. Lorsque nous sommes arrivés au pouvoir, il était malade et nous l'avons simplement changé de service. Depuis, il a été prêt à Ottawa. Il est actuellement inspecteur général des camps de concentration.

Tout le monde admet que les maisons de jeu et de désordre constituent un problème difficile à réprimer pour toutes les administrations. C'est là une question importante à Montréal. Au moment de la campagne de presse, il était question d'une enquête chez la police municipale. Les conseillers de Montréal comprenaient que le problème était le leur. En ce qui regarde la police provinciale, elle est prête

à coopérer avec la police de Montréal pour mettre fin à tout abus. C'est principalement la responsabilité de Montréal de mener une enquête et de prendre les mesures nécessaires en regard des infractions qui ont été commises dans les limites de sa juridiction immédiate.

Il n'appartient pas à la police provinciale de jouer un premier rôle dans les endroits où il y a une police bien organisée. Normalement, la surveillance des maisons de désordre doit d'abord se faire par les sûretés municipales. C'est ainsi que les choses se passent, par exemple, à Québec. La police municipale veut se charger elle-même de réprimer les désordres et mettre fin à tout abus, bien que la Sûreté provinciale soit toujours prête à coopérer avec elle. Ainsi, il est rare que la police provinciale sévisse contre les maisons de jeu, ou est appelée à réprimer des désordres, parce que la Vieille Capitale possède un excellent système de police municipale.

À Montréal, jusqu'à 1924, le même principe était reconnu. Jamais la Sûreté provinciale ne s'était occupée des maisons de jeu et des maisons de désordre dans les limites de la cité, avant cette année-là. Depuis, il y a eu coopération entre les deux corps de police et cette coopération a toujours augmenté. Montréal est une ville beaucoup plus grande que Québec et il y a plus de chances d'y avoir des activités criminelles de toutes sortes. Il faut aussi noter cependant que, dans une ville comme Montréal, la police municipale est nombreuse. Elle compte au-delà de 900 agents. Tandis que dans ce district, la Sûreté provinciale n'a que 65 agents.

Mais, en dépit de cette force peu considérable, je suis heureux d'informer la Chambre que depuis deux ans, jamais la Sûreté provinciale n'a autant coopéré et n'a été aussi active avec la police de Montréal pour débarrasser la métropole des tenanciers de ses maisons de jeu et de ses maisons de désordre.

Le *Standard* a fait une enquête, il est vrai, et ce journal s'est servi des dossiers de la Sûreté provinciale, qu'elle lui a prêtés pour procéder à son enquête. Au moment où un des articles du *Standard* paraissait, il n'y avait pas une maison de jeu qui fonctionnait à Montréal. Les maisons de jeu ont été fermées grâce aux activités de la Sûreté provinciale, qui a fait un excellent travail.

M. Duplessis (Trois-Rivières) veut savoir si les journaux ont dévoilé les faits allégués dans les rapports au sujet des preneurs de paris et plus particulièrement si tout cela était vrai. Si la Sûreté provinciale a pu dire à des reporters qu'il y avait un

"bookie" à tel endroit, cela indique clairement qu'il y avait connivence.

L'honorable M. Girouard (Arthabaska):

Le chef de l'opposition a mal compris. Ce que j'ai dit, c'est ceci: Ce journal nous a demandé des dossiers, qu'il a utilisés. Si le *Standard* a fait son enquête, c'est parce que nous lui avons donné accès à nos dossiers. La plupart des renseignements obtenus proviennent des autorités de la police provinciale.

J'ajouterais que, si ce journal en question était réellement au courant de toute activité d'un preneur de paris ou d'un organisme illégal en opération dans la métropole que la police ne connaissait pas, que c'était son devoir de les faire connaître comme n'importe quel citoyen et de prévenir la Sûreté. Il doit coopérer avec les autorités en nous fournissant toute information qu'il détient au sujet d'une infraction et nous pourrions alors prendre les mesures nécessaires. Le *Standard* a publié une série d'adresses de maisons de jeu qu'on disait en opération. Cela n'était pas toujours conforme à la réalité. Quand il a dit que telle maison était ouverte, c'était inexact. Un certain journal de Montréal, à ce sujet, a publié des faits contraires à la vérité. De l'aveu même du journal, ce dernier a admis que lors de son enquête, aucune maison de ce genre n'était ouverte à Montréal.

C'est la première fois depuis bien des années, et sous toute administration, que nous avons pu arriver à un moment où il n'existait plus un seul preneur de paris opérant ouvertement à Montréal. Pour en arriver à ce résultat, il fallait un homme de l'expérience de M. Louis Jargailles, qui travaille sous les ordres de M. Marcel Gaboury, directeur de la Sûreté.

Je veux rendre justice à M. Jargailles. J'ai la plus entière confiance en son expérience, son intelligence et son flair de policier pour exécuter son travail. Les reproches adressés à M. Jargailles ne sont pas mérités. Je sais qu'il est attaqué à chaque session. Il a été attaqué souvent en cette Chambre et l'ancien gouvernement l'a destitué. De 1936 à 1939, si l'Union nationale avait pu prouver quelque chose contre lui de répréhensible, elle aurait alors sûrement sévi et l'aurait certainement fait arrêter.

Or, il n'y a pas un seul rapport au département du procureur général contre lui. Depuis qu'il a été réinstallé, M. Jargailles a été un bon serviteur de la province et il remplit bien son devoir. La majorité des améliorations apportées à la situation au cours de la dernière année est principalement le résultat du bon travail que M. Jargailles fait dans la métropole.

La Chambre sera peut-être intéressée à connaître les activités de la Sûreté provinciale. En fait, jamais Montréal n'a été aussi paisible. Depuis deux ans, jamais une Sûreté provinciale n'a autant fait pour faire supprimer les maisons de désordre et de prostitution à Montréal. Tout ne peut être fait en une journée. En 1941, la Sûreté a fait 12,414 arrestations dans les maisons de jeu, de paris ou de désordre. Le nombre des arrestations a considérablement diminué.

Je crois que, d'une façon générale, je puis convaincre la Chambre que partout dans la province, la police provinciale a fait son devoir et de l'excellent travail. Elle ne mérite pas pour cela des félicitations. Elle fait tout simplement son devoir.

C'est le désir du gouvernement de faire appliquer la loi et nous avons raison de nous féliciter des activités des membres de la Sûreté provinciale à Montréal et des bons effets qu'elles ont produits.

(Applaudissements à droite)

M. Duplessis (Trois-Rivières) dit qu'il va soulever la question à nouveau.

La résolution est adoptée.

Rapport du comité des subsides:

M. l'Orateur au fauteuil

M. le président fait rapport que le comité a adopté une résolution et demande la permission de siéger de nouveau.

Il est résolu que la Chambre, à sa prochaine séance, se formera de nouveau en comité des subsides.

Ladite résolution est lue et adoptée.

Projets de loi:

Budget de Montréal

M. Duplessis (Trois-Rivières) pose une question.

L'honorable M. Godbout (L'Islet)⁸: Le bill 179 concernant le budget de la cité de Montréal sera étudié mercredi prochain au comité des bills privés.

Ajournement

L'honorable M. Godbout (L'Islet) propose, que, lorsque cette Chambre s'ajournera, elle soit ajournée à mardi prochain.

Adopté.

La séance est levée à 5 h 30⁹.

NOTES

1. La lettre est reproduite au complet dans *Le Nouvelliste* du 25 avril 1942, à la page 11.

2. Selon tous les journaux, sauf celui du *Canada* du 25 avril 1942, à la page 16, où il est dit: "Je n'ai jamais conseillé à mes partisans de voter "non"".

3. *The Gazette* du 25 avril 1942, à la page 22, cite le représentant de Trois-Rivières (M. Duplessis) comme suit: "Je n'ai jamais conseillé mes partisans de voter "oui" ou "non"."

4. La motion du député de Matane (M. Gagnon) date du 17 avril.

5. Le journaliste de *L'Action catholique* du 25 avril 1942, à la page 11, définit les "bookies" comme des endroits où l'on fait des paris en marge de la loi.

6. Selon tous les journaux, sauf *L'Événement-Journal* du 25 avril 1942, à la page 11, et *The Gazette* du 25 avril 1942, à la page 7, qui prétendent que ce sont les propriétaires des établissements qui reçoivent les appels téléphoniques.

7. Rappelons que M. Louis Jarguilles était le directeur adjoint de la police provinciale, selon *The Gazette* du 25 avril 1942, à la page 7.

8. Selon tous les journaux, sauf le journal *La Patrie* du 25 avril 1942, à la page 61, qui écrit que c'est le représentant d'Arthabaska (l'honorable M. Girouard) qui répond à la question et non pas le premier ministre.

9. Si le journaliste du *Canada* du 25 avril 1942, à la page 13, note qu'il est 5 h 30, celui de *L'Événement* du 25 avril 1942, à la page 3, quant à lui remarque plutôt qu'il est 5 h 15.

Première séance du mardi 28 avril 1942

Présidence de l'honorable B. Bissonnette

La séance est ouverte à 3 heures.

Prière.

M. l'Orateur: À l'ordre, Messieurs! Que les portes soient ouvertes!

Berthier

M. Gauthier (Montréal-Laurier) propose, appuyé par le représentant de Richelieu-Verchères (M. Robidoux), que les articles 615 et 616 du Règlement soient suspendus et qu'il lui soit permis de présenter la pétition de la ville de Berthier demandant l'adoption d'une loi concernant la ville de Berthier et ratifiant une convention intervenue entre les commissaires d'écoles pour la municipalité de Berthierville et celle de Berthier, paroisse, et que cette pétition soit maintenant présentée, lue et reçue.

Adopté.

Présentation et lecture de pétitions:

La pétition suivante est présentée, lue et reçue:

- de la ville de Berthier demandant l'adoption d'une loi concernant la ville de Berthier et ratifiant une convention intervenue entre les commissaires d'écoles pour la municipalité de Berthierville et celle de Berthier, paroisse.

Projets de loi:

Districts judiciaires de
Rouyn-Noranda et de Témiscamingue

L'honorable M. Girouard (Arthabaska) propose qu'il lui soit permis de présenter le bill 40 instituant les districts judiciaires de Rouyn-Noranda et de Témiscamingue.

Adopté. Le bill est lu une première fois.

Études médicales
en temps de guerre

M. Kirkland (Jacques-Cartier) propose qu'il lui soit permis de présenter le bill 180 pour faciliter les études médicales en temps de guerre.

M. Duplessis (Trois-Rivières): Explications.

L'honorable M. Groulx (Montréal-Outremont):

Il s'agit d'un bill pour faciliter les études médicales en temps de guerre. Le bill souligne que les Forces armées du Canada ont immédiatement besoin d'un grand nombre de médecins. C'est pour cette raison que les universités de la province se sont entendues pour que le programme d'études médicales soit de quatre ans, alors que présentement il est de cinq ans. Il est donc urgent d'autoriser le Collège des médecins, conformément à ses souhaits, à admettre à la pratique de la médecine les étudiants qui ont terminé leurs études médicales en quatre ans pendant la guerre. Le bill stipule que: "Pendant la guerre, la durée minimum des cours en médecine selon la section 35 de la loi médicale du Québec et le délai minimum établi par la section 42 de ladite loi entre l'inscription au bureau du Collège des médecins de la province de Québec pour le diplôme d'études en médecine et l'émission de la licence autorisant à pratiquer la médecine sera réduite à une durée de quatre ans."

Adopté. Le bill est lu une première fois.

Districts judiciaires de
Rouyn-Noranda et de Témiscamingue

L'honorable M. Girouard (Arthabaska) propose que la Chambre, à sa prochaine séance, se forme en comité plénier pour prendre en considération un projet de résolution relative au bill 40 instituant les districts judiciaires de Rouyn-Noranda et de Témiscamingue.

Adopté.

Explications sur des faits publiés:

Article
du *Chronicle Telegraph*

M. Chaloult (Lotbinière): M. l'Orateur, on m'a communiqué un exemplaire du journal *The Chronicle Telegraph*, paru hier, où un article m'a fait l'honneur d'un premier Québec¹. Son attention a été plus particulièrement attirée par un éditorial dans ce journal à son sujet et il se met à lire un extrait à la Chambre.

On me reproche d'avoir participé à la récente campagne contre la conscription et d'avoir défendu les droits des Canadiens français. *The Chronicle Telegraph* me reproche l'attitude que j'ai adoptée au sujet du plébiscite et on m'accuse de trahir le Québec. On me traite d'agitateur. On me compare à Laval et à l'amiral Darlan, en quoi on me fait beaucoup d'honneur. L'article suggère aussi que je devrais être envoyé au camp de concentration, rien de moins, si je ne change pas ma conduite. Le tout est agrémenté d'injures, de grossièretés et de gros mots.

Je tiens à rappeler aux maîtres chanteurs du *Chronicle Telegraph*, ce quotidien anglais de Québec, que leurs méthodes et leurs tactiques ne m'intimident pas, que je n'ai fait que seulement exercer mes droits en tant que citoyen britannique pour défendre la cause et les droits des minorités, non seulement de la nôtre, mais aussi des minorités de tout le monde. Et, je tiens à leur déclarer, qu'en dépit de leur chantage, je continuerai dans le futur à agir comme par le passé en défendant et en conseillant ce que je crois être bon. Je continuerai à réclamer le respect des droits des minorités en ce pays.

Ces messieurs ont une étrange façon de concevoir le fair-play britannique et de comprendre la liberté de parole et les droits de la minorité en notre province. Ils la réclament pour eux-mêmes, mais ils la nient pour les autres. J'entends continuer ma campagne.

J'ajouterai que j'ai décidé d'en appeler aux tribunaux. Je vais leur régler leur cas. J'ai confié ma cause à mon procureur et j'ai déjà donné instruction à mon avocat de poursuivre ce journal. Des procédures immédiates seront intentées contre les auteurs de ce libelle. Les propriétaires du journal *The Chronicle Telegraph* auront à répondre devant les tribunaux du libelle qu'ils ont commis à mon endroit.

Projets de loi:

Taxes en temps de guerre

L'honorable M. Mathewson (Montréal-Notre-Dame-de-Grâce) propose, selon l'ordre du jour, que le bill 33 concernant une convention entre le gouvernement fédéral et la province pour la suspension de certaines taxes en temps de guerre soit maintenant lu une troisième fois².

M. Duplessis (Trois-Rivières): L'opposition, dans l'exercice de ses droits et l'accomplissement de

ses devoirs, a cru bon de s'opposer énergiquement à l'adoption de ce bill, qui met en danger l'autonomie de la province de Québec. Cette dernière occupe une situation particulière au point de vue de ses lois, de ses traditions, de ses coutumes et de ses droits. Or, la seule forteresse capable d'assurer la sauvegarde de ses droits et des choses qui nous sont chères, c'est l'autonomie. Qui porte atteinte à l'autonomie, touche à ses droits et à ses traditions. Car, elle nous assure le droit de nous administrer nous-mêmes, selon des mandats que lui confèrent ses électeurs, de diriger nos propres affaires, suivant nos traditions et le cours logique et normal de notre destinée. Si nous invoquons l'impérieuse nécessité de sauvegarder notre autonomie, ce n'est pas dans un but mesquin ou par chauvinisme, mais parce qu'elle est réellement la grande sauvegarde de nos droits.

Sur cette terre, il est évident qu'il n'est pas suffisant pour une province de chérir et d'avoir des principes nobles. Ce n'est pas seulement le principe de l'autonomie qui est essentiel. Il faut en plus, avoir la force, les moyens matériels, le moteur pour les appliquer. En effet, toute administration a besoin de fonds publics pour exécuter son mandat. En d'autres termes, il est nécessaire qu'elle possède l'argent suffisant pour réaliser les réformes qu'elle décide.

Cette question de l'autonomie a toujours été discutée. En 1867, il fut question d'établir soit un seul parlement, qui administrerait tout le pays sous un régime unique, ou d'établir des Législatures, qui conserveraient les droits des groupes ethniques et religieux avec leurs coutumes et leurs traditions. Ce fut ce dernier qui fut choisi. Les Pères de la Confédération adoptèrent l'idée de provinces autonomes réunies entre elles, par la juridiction d'un gouvernement fédéral plutôt qu'une véritable union législative. Or, depuis plusieurs années, il y a un mouvement dans le pays pour forcer les gens à choisir entre deux modes d'administration. Certains proposent l'élimination des Législatures pour les remplacer par un seul Parlement central, qui conduirait tout le pays. C'est par cette méthode que l'on supprimerait l'existence particulière de notre province, dont la seule sauvegarde est son autonomie. Je suis carrément opposé au changement proposé.

Or, à ce point de vue, le projet de loi actuel constitue un recul énorme, une brèche, je ne dis pas irréparable, car il y a de ce côté-ci des hommes prêts à réparer ces brèches très larges à notre autonomie, formidable muraille, véritable celle-là, de l'autonomie provinciale. Car, ce bill présente l'énoncé de principes et de déclarations qui consacrent l'abandon de droits et prérogatives provinciales importants.

Il est inutile de rappeler des Statuts qui sont un monument à la gloire de ceux qui adoptent de bonnes lois et qui sont la honte de ceux qui la combattent. La question actuelle porte sur la substance même de notre autonomie. Si on applique la législation actuelle, ce sera la manifestation d'une attitude que les règles parlementaires m'interdisent de qualifier comme je le voudrais et qui répugne à la province.

Dans ce projet de loi, il est question de la substance même de notre autonomie. La province abandonne au gouvernement fédéral ses deux principales sources de revenus, essentielles pour l'administration d'un État ou d'une province: la taxe sur les corporations et l'impôt sur le revenu. La première donne à la province le droit de taxer les banques, qui sont en arrière de la dictature économique, de taxer les compagnies d'utilités publiques. Ces deux taxes constituent le plus clair de nos revenus et surtout de nos possibilités de revenus. Nous abandonnons ainsi le droit de taxer davantage selon les besoins nouveaux qui pourraient surgir. C'est un geste absolument contraire à nos intérêts essentiels. Je ne conçois pas qu'on laisse dans une loi un principe aussi mauvais.

Mais, il y a plus. M. l'Orateur. Je n'ignore pas que des hommes de loi prétendent que le fédéral a droit de percevoir les taxes que nous lui cédon. Mais, la Constitution donne au fédéral la taxe indirecte et aux provinces la taxe directe. Or, je ne conçois pas que l'on dise, dans le préambule de ce projet de loi, que le gouvernement d'Ottawa a droit non seulement aux taxes indirectes, mais aussi aux taxes directes. Cette affirmation ne remplit aucune fin utile pour les fins du bill, mais elle est une simple déclaration gratuite. Ce n'est pas conforme à l'opinion des juristes éminents. Il y a là au moins un sujet de contestation, car nombreux sont les avocats et juristes de premier ordre, qui estiment que seules les provinces ont droit aux taxes directes. Ils ne font d'ailleurs en cela que refléter les discussions, qui eurent lieu lors de l'Acte confédératif, alors que l'opinion unanime était que la taxation directe appartenait uniquement aux provinces.

Alors pourquoi, dès le début de la loi faire une admission qui, outre de ne remplir aucun rôle utile pour les fins du bill, est aussi regrettable et pleine de conséquences dangereuses? Quel besoin y a-t-il d'insérer une admission semblable dans un projet de loi, alors que cela constitue un abandon aussi patent de nos droits? On répondra que cette admission fait partie du préambule, mais on sait qu'en vertu de l'interprétation des lois, le préambule sert à expliquer la portée de la loi.

On en profite dans le projet actuel pour expliquer que le gouvernement fédéral a des difficultés nombreuses. Sans doute, il en a. Je veux bien l'admettre. Mais, la province de Québec en a, elle aussi. En outre, nous avons un devoir, celui d'assurer la survivance des nôtres. Pourquoi ne pas commencer par leur permettre de vivre?

Et nous disons que s'il faut vivre, il faut aussi laisser vivre. Pourquoi faire une pareille loi, dans ce que M. Taschereau appelait "la seule Législature française et catholique de l'Amérique du Nord". Pourquoi passer une loi qui a les apparences de l'esclavage?

Encore une fois, pourquoi pareille admission? Pourquoi consigner inutilement dans les Statuts de la province de Québec que le fédéral a droit à la taxation directe, quand cette question est si gravement controversée? Pourquoi se constituer ainsi les serviteurs des autorités fédérales? Nous ne devons pas dicter de ligne de conduite aux autres, mais d'un autre côté, nous avons droit, en retour, qu'on ne vienne pas nous en dicter.

Il y a un autre point important. Les versions française et anglaise comportent des différences, qui ouvrent la porte à des contradictions. Ainsi, elles divergent sur un point qui est d'importance. Dans le texte français on parle de la "souveraineté" de la province. On soutient que le pouvoir central reconnaît que la province n'abandonne aucune parcelle de sa souveraineté. Tandis que dans le texte anglais on traduit par "authority", ce qui n'est pas du tout la même chose. On dira qu'il s'agit d'une discussion de mots, mais on a vu que des mots mal placés peuvent occasionner des maux intolérables.

Ailleurs, M. l'Orateur, le préambule de la loi dit entre autres choses: "Attendu que pour permettre au Canada de fournir, dans la poursuite de la présente guerre, un effort maximum, il est nécessaire que le parlement fédéral exerce seul le pouvoir d'imposer des taxes directes sur le revenu et les corporations." On pose le principe de l'effort de guerre maximum. En réponse aux questions que je lui posais, l'honorable trésorier a prétendu que ces mots voulaient dire: "jusqu'au dernier homme; jusqu'au dernier centin" a-t-il expliqué.

M. l'Orateur: Je ne crois pas que l'honorable trésorier ait dit cela à la Chambre. Peut-être en comité plénier.

L'honorable M. Mathewson (Montréal-Notre-Dame-de-Grâce): Oui, mais j'ai dit que c'était pour la défense du Canada.

M. l'Orateur acquiesce de la tête et fait signe au député de Trois-Rivières de continuer.

M. Duplessis (Trois-Rivières) Ceci est contre le point de vue du Québec. C'est aussi contraire à l'opinion d'une bonne partie de la population du Canada. Certaines opinions du trésorier provincial, que confirme le bill, sont contraires à ce qui a été promis au Québec et contraires à l'opinion que la province de Québec vient d'exprimer lors du vote sur le plébiscite lundi.

Pourquoi mettre dans une loi une affirmation aussi osée? Pourquoi demander à la Chambre de souffler les électeurs de la province de Québec et contredire officiellement l'opinion qu'ils viennent justement de prononcer d'une façon catégorique?

Le gouvernement va même beaucoup plus loin que le fédéral. Ce dernier, dans le pacte que l'on conclut, dit qu'il est "opportun" que la perception des deux taxes soit transférée. Le bill dit, lui, qu'il est "nécessaire", tellement grand est le désir du gouvernement provincial de se faire le serviteur du fédéral.

M. l'Orateur, on nous a parlé d'unité. On nous dira qu'il faut un effort maximum. Je ne m'accorde pas souvent avec le premier ministre du Canada. Mais moi, je crois, comme lui, que l'existence³ est plus importante et précieuse que l'unité. Si, pour avoir de l'unité, il faut saboter notre Constitution, violer l'autonomie de notre province, je préfère l'existence à l'unité. Le projet fédéral déclare qu'il est opportun d'abandonner certains droits. Le gouvernement de Québec, lui, fait l'admission dans le préambule qu'il est nécessaire. Je m'insurge contre semblable concession.

Dans le conflit actuel, où tout le monde civilisé désire la victoire de nos armes, le président Roosevelt a déclaré que l'on se bat pour la survie des minorités et des petits peuples. On nous montre que l'idéal pour lequel on doit se battre consiste à sauvegarder les droits des minorités, et des petits pays. Que l'on consacre donc ce principe en commençant chez nous. Avant de nous battre pour les minorités étrangères, il importe de commencer chez nous. Pourquoi ne pas pratiquer chez nous le respect des minorités que l'on prêche dans les autres pays? Je trouve que, dans les circonstances, le moment est mal choisi pour soumettre un projet comme celui-ci.

Sir Wilfrid Laurier, qui fut toujours un grand défenseur de l'autonomie provinciale, écrivait en effet, le 18 juillet 1918, quelques mois avant sa mort, au sénateur Léon-Mercier Gouin, un de nos amis

communs, M. l'Orateur, ce qui suit: "Il n'y a que deux minorités dans la Confédération canadienne: minorité de race et minorité de religion. Donner au pouvoir central où se trouvent la majorité de race et la majorité de religion, l'autorité de s'ingérer arbitrairement dans la juridiction attribuée aux provinces, c'est détruire l'indépendance législative des provinces et en faire un leurre et une moquerie. De fait, dans toutes les agitations qui, à différentes reprises, ont bouleversé notre jeune Confédération, la cause unique reste toujours la même: c'est toujours les tentatives du pouvoir central d'empiéter sur les prérogatives provinciales... Ce n'est pas que, dans la ligne de démarcation entre les pouvoirs attribués aux provinces et ceux attribués au pouvoir central, il n'y ait pas beaucoup à reprendre. Au contraire, il y a sur ce point de lamentables faiblesses dans notre Constitution... Mais, les choses étant ce qu'elles sont, le salut réside dans le maintien intégral de la distribution des pouvoirs tels que définis et établis par la Constitution."

Laurier est mort. Récemment on a fêté son centenaire de naissance. Il est beau et noble d'élever des monuments de pierre, de marbre et d'airain à la mémoire de nos grands hommes. Mais, je dis que ces monuments ne valent pas le monument qu'un homme de cœur élève dans son âme à l'œuvre accomplie par ces hommes. Il vaut mieux garder en nos cœurs le respect des principes pour lesquels ces hommes illustres se sont battus. Tout le monde a aimé Laurier; ses adversaires politiques même ont admiré ses talents. Aujourd'hui, la plus belle manifestation de reconnaissance que l'on peut avoir pour Laurier, c'est de continuer son œuvre et de respecter son testament politique, puisque cette lettre fut écrite peu de temps avant sa mort. Ce testament vaut mieux que tous les monuments qu'on a pu lui élever.

Le projet actuel met tout cela de côté. Alors que nous fêtons le 75^e anniversaire de la Confédération, le moment est mal venu d'offrir un spectacle comme celui que présente cette législation.

Au point de vue de l'argent, j'ajoute que la convention ne vaut pas mieux. Elle est désastreuse pour la province, car, si elle comporte des garanties pour Ottawa, elle n'en a pas pour la province. D'ailleurs, je le répète, ce n'est pas pour \$100,000,000 que j'abandonnerais l'autonomie de la province. L'autonomie est une valeur spirituelle bien supérieure à l'argent.

De plus, la loi actuelle constitue un précédent dangereux que l'on invoquera, ainsi qu'il arrive toujours en matière de législation anglaise, car on

sait que le précédent fait loi en quelque sorte. Les privilèges prêtés à Ottawa ne seront jamais retournés à la province. C'est ce qui arriva en 1917. Cet exemple devrait inciter le gouvernement à plus de prudence. Il y a 25 ans, Sir Thomas White, ministre fédéral des Finances, en imposant pour la première fois l'impôt fédéral sur le revenu, taxe directe qui appartient aux provinces, disait que le gouvernement imposait cette taxe provinciale, mais simplement pour la durée de la guerre.

On sait ce qui est arrivé. L'impôt fédéral est resté et existe toujours. La même chose va se répéter avec les privilèges qu'on nous prend présentement. Nous fêtons cette année le 25^e anniversaire de cet accaparement d'Ottawa, par le bill actuel que présente le gouvernement. Par ce bill, on abandonne aussi les droits des corporations scolaires et municipales, à l'heure où on déplore que la situation financière de nos commissions scolaires soit si mauvaise.

Le bill renonce aux droits des provinces du dominion et la récompense offerte par le gouvernement fédéral n'était pas satisfaisante.

Cette loi s'attaque à l'âme de la province, qui est son autonomie. C'est un projet de loi néfaste, un précédent dangereux et désastreux, qui ferait rougir les Pères de la Confédération, qui se sont battus pour obtenir l'autonomie provinciale et le régime constitutionnel.

(Applaudissements à gauche)

L'honorable M. Godbout (L'Islet): M. l'Orateur, je veux signaler à la Chambre deux choses bien distinctes dans les remarques de l'honorable chef de l'opposition. Premièrement, il a fait de grandes déclarations de principe auxquelles, pour la plupart, je serais volontiers disposé à souscrire, mais qui ne s'appliquent en aucune façon au projet de loi actuellement à l'étude. Le chef de l'opposition s'est éloigné du bill présenté à la Chambre.

Le chef de l'opposition veut garder notre autonomie et toute notre autorité. J'admets le principe du député de Trois-Rivières à l'effet qu'il faut garder jalousement notre autonomie provinciale. Au sujet de la protection de l'autonomie de la province, le gouvernement n'a aucune leçon à tirer d'un côté ou de l'autre. Garder notre autonomie, nous en sommes. Jamais, pour aucune considération, nous ne pourrions permettre que la moindre parcelle de notre autonomie nous soit enlevée. Le gouvernement ne va jamais sanctionner le moindre manquement à l'autonomie du Québec. Au fait, le bill indique clairement que personne ne vise à briser l'autonomie du Québec de quelque façon que ce soit.

Notre autorité est nécessaire à la province de Québec et elle est nécessaire à la force même du gouvernement central. Il s'agit de l'autonomie du Québec, et aussi celle des autres provinces. Sur cette solidarité, cette solidité et cette stabilité des provinces repose la force du gouvernement central et elles peuvent permettre au Canada de devenir un grand pays.

Nous ne voulons rien céder de l'autorité de la province de Québec et, bien loin d'y porter atteinte, le projet de loi à l'étude lui donne une nouvelle consécration. Cette autonomie qu'on prétend défendre, le projet de loi qui est devant nous, au contraire, ne fait que confirmer davantage ce principe de l'autorité, de l'autonomie et les droits de la province. C'est même son principal mérite de la reconnaître.

Tout ce que dit le projet de loi, c'est que, pour la durée de la guerre, il y a une convention. Mais à laquelle nous pourrions mettre fin quand nous le voudrions, avec un avis d'un mois 30 jours avant la fin de l'exercice financier de chaque année. L'honorable chef de l'opposition a entièrement contourné la question; la loi est explicite.

Cette législation confirme d'ailleurs notre autorité, en ce sens qu'Ottawa nous demande de négocier un accord. Nous avons fait cette convention avec le fédéral, parce qu'elle était nécessaire à la vie du pays, à la protection du Canada. Ottawa a besoin d'argent et nous avons besoin de nous protéger, même contre certaines autres provinces qui n'ont pas la stabilité des vieilles provinces canadiennes et qui n'ont pas la mentalité de la province de Québec et de la plupart des autres provinces. Il ne faut pas que, par leur refus de souscrire à une entente temporaire, les vieilles provinces, celles qui représentent l'élément le plus stable du pays, voient retomber uniquement sur leurs épaules le fardeau tout entier. Quand nous protégeons le pouvoir central contre les abus possibles d'autres partenaires de la Confédération, c'est la province de Québec elle-même que nous protégeons.

Le gouvernement fédéral a besoin de cette convention pour maintenir la vie même du pays et je répète que le principe de la législation est une reconnaissance par le fédéral de l'autonomie provinciale et une nouvelle confirmation de notre autorité.

En vertu de la loi des mesures de guerre, le gouvernement fédéral aurait pu imposer une législation où l'impôt retenu à la source présentement négocié pourrait être pris en charge par la trésorerie du fédéral. Cela aurait eu pour lui le

même résultat que l'entente proposée, et il aurait pu s'emparer des mêmes revenus sans consulter les provinces. C'est une autre preuve de la bonne volonté d'Ottawa.

M. Duplessis (Trois-Rivières): Jamais!

L'honorable M. Godbout (L'Islet): C'est là que la situation, alors, eût été beaucoup plus dangereuse pour nous. Si nous avions laissé Ottawa s'introduire sans entente préalable, dans le champ provincial des impôts, j'admets qu'il eût peut-être été difficile d'en reprendre le contrôle après la guerre. Nous avons préféré faire une convention bien définie. L'entente établit clairement les droits respectifs des signataires.

De plus, je le répète, la province peut annuler l'entente un an après la fin de la guerre. Pour ce qui est d'Ottawa, avant même, si nous le voulons que la convention tombe d'elle-même, et ce, suite à un avis de 30 jours.

Il y a autre chose que je veux commenter dans le discours du chef de l'opposition, sur lequel je crois devoir attirer l'attention de la Chambre, soit l'interprétation qu'il vient de donner à la journée d'hier¹, lors du vote donné par la province de Québec sur le plébiscite.

Je ne pense pas qu'il ait donné à la Chambre une interprétation de sa véritable et fidèle pensée. Tous les Québécois sont du même avis en ce qui concerne la nécessité de mettre en œuvre tous les moyens à la disposition du pays pour appuyer l'effort de guerre jusqu'à la victoire finale. Or, je ne voudrais pas qu'à l'extérieur de la province ou chez nous, on créerait une fausse opinion que, si la province de Québec peut différer d'opinion avec leurs compatriotes anglophones des autres provinces sur les moyens à prendre pour gagner la guerre, elle ne serait pas prête à tout faire pour gagner la guerre, défendre son pays, pour assurer la protection de nos institutions et de nos maisons et rester fidèles aux traités négociés avec les autres puissances.

(Applaudissements à droite)

M. l'Orateur, les Canadiens français ne sont pas des lâches. Ils sont toujours prêts à se battre lorsque cela est nécessaire. Dans le passé comme pour la guerre actuelle, ils se sont montrés aussi vaillants, aussi braves, aussi généreux que les citoyens de n'importe quelle autre province du dominion.

(Applaudissements à droite)

Les Canadiens sont pour un effort de guerre complet. Seulement, ils sont pour que les sacrifices qu'on leur demande soient employés de la façon la

plus effective qui soit. Les Canadiens français d'aujourd'hui sont les fils de ceux qui ont gardé, préservé ce pays contre les envahisseurs et pour la couronne britannique. Ils se sont battus lors de la dernière guerre, il n'y a pas si longtemps. Les fils sont aussi braves, loyaux et généreux que leurs pères.

(Applaudissements à droite)

Dans la période extrêmement grave que nous traversons maintenant, il y a une chose qu'il ne faut pas que nous laissions croire ou dire: que les Canadiens français sont moins attachés au pays que ceux des autres nationalités ou races ou qu'ils seraient moins généreux que qui que ce soit pour la défense de leur pays et moins déterminés que les autres Canadiens du reste du pays à gagner la guerre. J'aurais attendu cette accusation d'un adversaire. Mais, je ne pense pas qu'un seul Canadien français puisse dire que si ses compatriotes ont jugé les moyens de gagner la guerre de façon différente des autres provinces, ils soient pour cela moins loyaux, moins décidés à faire les sacrifices nécessaires pour sauver leur pays.

Le peuple a donné son opinion. C'était son droit. Le vote d'hier représente un moyen de trouver comment nos efforts de guerre devraient être menés. Mais, je ne pense pas que personne ait le droit d'interpréter le vote qu'ils viennent de donner hier, comme un refus de faire tous les sacrifices nécessaires pour défendre le pays menacé et nos libres institutions... pour gagner la guerre! Personne n'a le droit de douter de leur motivation ou de leur volonté de coopération avec les nations alliées pour gagner la guerre.

Tous les citoyens du Canada, dans le vote d'hier, étaient libres d'exprimer leur opinion et de choisir les meilleurs moyens à prendre pour assurer la victoire de nos armes. Mes concitoyens ont exprimé une opinion différente de celle de leurs compatriotes des autres provinces. Mais, cela ne veut pas dire qu'ils aiment moins leur patrie, qu'ils sont moins loyaux ou moins généreux que les autres Canadiens pour défendre leur pays. Au contraire, les Canadiens français - et nos pères ont prouvé leur amour envers le pays en toutes circonstances - prouveront qu'ils ne veulent être inférieurs à personne, en matière de sacrifices. Nous sommes prêts à en faire pour défendre le pays avec tout ce que cela implique. Les Canadiens français sont prêts à défendre notre territoire et leur patrie avec tout ce que ce mot comporte: leur langue, leur foi, leurs libertés, leurs foyers, leurs familles, leurs institutions et tout ce qu'elles représentent pour nous.

(Applaudissements à droite)

M. Gagnon (Matane): Le chef de l'opposition a parfaitement exposé le point de vue de la majorité de la population de la province de Québec. Il l'a fait en termes clairs et précis et il est inutile d'y revenir.

L'honorable premier ministre a dit que le gouvernement fédéral, en vertu de la loi des mesures de guerre, pouvait s'il le voulait, s'emparer sans entente de nos sources de taxation, des revenus des provinces. Cette déclaration, dans la bouche du premier ministre de la province de Québec, me surprend énormément. Cette expression d'opinion est absolument contraire à celle autrefois exprimée par Sir Lomer Gouin. Je comprends qu'actuellement Québec se laisse empoisonner par Ottawa.

La situation actuelle rappelle les grandes heures de 1917. Le gouvernement fédéral de l'époque adopta une mesure de guerre, qui avait la même importance que la loi qu'on entend faire voter et qui a pour but de donner à Ottawa des revenus qui appartiennent à la province. Or, la loi de 1917 proposée par le gouvernement fédéral allait bien moins loin que le projet de loi actuel.

J'invite le premier ministre à lire quelques-unes des pages de notre histoire politique. Il y verrait qu'en 1917, alors que comme aujourd'hui on se battait pour la démocratie, la liberté, le respect des engagements et les droits des minorités, le gouvernement fédéral avait contesté le droit des provinces de contracter des emprunts. Quelle fut l'attitude de la province de Québec? Se souvient-il que Sir Lomer Gouin, son prédécesseur, a alors fait passer un arrêté ministériel protestant contre cet empiètement, qu'il jugeait illégal et *ultra vires* des droits des provinces. Nous avons protesté officiellement contre les actions d'Ottawa en 1917 et nous n'avons pas hésité à les qualifier "d'actes gratuits et illégaux portés contre les droits provinciaux du Québec". Sir Lomer Gouin tint même un jour une grande assemblée publique à Saint-Roch et, dans un grand discours, il affirmait, pour rappeler les gens d'Ottawa au sentiment des convenances: "J'espère qu'il s'élèvera un Cromwell pour rappeler le gouvernement fédéral au sentiment du devoir qui lui incombe et pour le mettre à la raison." Pour ma part, je n'oserais jamais répéter pareilles paroles aujourd'hui. Mais, il convient de les rappeler. Ces paroles avaient une singulière portée. Dans ce temps-là, le Parti libéral était engagé à fond dans le domaine de la revendication, dont il ne connaissait pas de limites, et non dans celui de l'abdication.

Le premier ministre dit que le bill est une façon de prouver notre autorité. Sans doute comme celui qui se laisse empoisonner pour prouver qu'il en

a le droit. Si la loi actuelle est considérée comme une preuve de l'autorité du Québec, comme l'affirme le premier ministre, ceci constitue la preuve la plus singulière et déplorable, en effet.

L'honorable premier ministre a dit que la province de Québec est prête à faire tout ce qui est nécessaire, tous les sacrifices, dans la période grave que nous vivons, pour gagner la guerre. C'est ce que nous avons toujours prétendu. Je n'en disconviens pas. Les Canadiens français sont prêts à faire autant que n'importe quelle race. Ils ont aussi hâte que tous les autres Canadiens de gagner la guerre.

Mais, j'espère que ceux qui profèrent cette parole et qui parlent ainsi se rappelleront que les Canadiens français n'ont pas seulement des devoirs, mais qu'ils ont aussi des droits. Ils ne sont les serviteurs de personne. J'espère qu'on cessera de dire que les Canadiens français ne sont que des adversaires, alors qu'en réalité, ils sont aussi des partenaires, car ils sont entrés comme associés dans la Confédération. Ils veulent être traités comme des associés, non pas comme des sujets d'une classe inférieure.

(Applaudissements à gauche)

Il propose, par voie d'amendement, appuyé par le représentant de Beauharnois (M. Sauvé):

Que tous les mots après "Que", dans la motion en discussion, soient retranchés et remplacés par les suivants:

"Le bill 33 intitulé: "Loi concernant une convention entre le gouvernement fédéral et la province pour la suspension de certaines taxes en temps de guerre", soit renvoyé au comité plénier de la Chambre avec instruction de l'amender, de manière à sauvegarder l'autonomie de la province et à garantir les droits et les libertés de sa population."

M. Duplessis (Trois-Rivières): L'amendement n'a rien de contentieux. Il demande de renvoyer le bill au comité pour qu'on puisse prendre toutes les mesures nécessaires pour sauvegarder l'autonomie de la province. Québec, pour la guerre, est prêt à des sacrifices raisonnables, mais la province n'est pas disposée à les consentir au sacrifice de l'autonomie. La Chambre ne devrait avoir aucune objection à adopter l'amendement, étant donné qu'il vise à protéger l'autonomie de la province.

Il ne s'accorde pas avec le trésorier provincial au sujet de l'article, qui dit que la convention peut être rappelée en n'importe quel temps. Il ajoute qu'on ne peut certainement pas la rappeler pendant la guerre, puisque la loi est conclue pour gagner la guerre.

M. l'Orateur, on n'a pas besoin de dire que les Canadiens français sont des braves. La bravoure et le courage des Canadiens français n'est pas seulement légendaire, mais elle est proverbiale! Nous n'avons pas besoin d'en parler. Quand on dit que les Canadiens français sont prêts à tous les sacrifices, oui, très bien, mais des sacrifices rationnels, raisonnables, pas le sacrifice de notre autonomie, de nos droits, de nos libertés. On peut lui demander tous les sacrifices, mais des sacrifices raisonnables, pas l'abandon de ses droits et de son autonomie.

L'honorable M. Mathewson (Montréal-Notre-Dame-de-Grâce): Il parle, dit-il, en français à cause de l'amour qu'il a pour le grand peuple canadien-français et de sa terre natale.

M. l'Orateur, je me lève sous le coup de la plus vive émotion. Nous venons d'entendre parler de nos libertés, comme si nos libertés étaient menacées dans ce projet de loi. Les libertés de notre province ne sont pas en péril ici, dans cette Chambre, mais sous la croix gammée de l'Allemagne et le soleil levant du Japon. Ces derniers mettent les libertés du Canada en danger. Et, j'ai peine à constater que l'on ne s'en rend pas toujours bien compte. Je suis pour la défense des libertés. Je suis pour la défense du Canada. Je suis pour la défense du Québec.

Mes honorables amis ont parlé des événements d'il y a 25 ans. Je puis à mon tour rappeler un événement d'il y a 25 ans. On a évoqué des souvenirs de 1917. Mes souvenirs à moi de 1917 sont bien émouvants. Il y avait alors la fameuse bataille de la crête de Vimy. J'y étais avec le 22^e Régiment. J'ai vu des Canadiens français mourir à côté de moi, dans mes bras. Ils se sont aussi battus pour la liberté. Ils ont ainsi exprimé l'opinion sincère des Canadiens français. Et cette opinion n'est pas celle de ceux qui veulent créer un problème politique avec le bill qui nous est présenté. Il me semble que j'entends la voix d'outre-tombe de ces braves soldats canadiens-français, défendant la liberté du Canada, protester contre ceux qui font de la petite politique mesquine avec la chose la plus sacrée au monde: la liberté et la patrie.

M. l'Orateur, je pense qu'il est tout simplement scandaleux de voir certaines personnes tenter de trouver dans le bill à l'étude quelque chose qui ferait croire aux gens que nous sacrifions nos droits. Comment peut-on prouver qu'il y a dans cette loi une atteinte à notre liberté? L'opposition cherche dans un bill ce qui n'y est pas. Il n'y a qu'à lire tout le préambule du bill pour voir qu'il ne contient aucune atteinte à notre autonomie. C'est ailleurs que

sont menacées nos libertés. Elles le sont du dehors, mais elles le sont aussi peut-être ici, du dedans, par suite de l'attitude de certains hommes qui ne veulent pas comprendre que, pour défendre Québec, il faut défendre le Canada. Ainsi, les vrais ennemis de la province ne sont peut-être pas ceux de l'extérieur, mais ceux de l'intérieur qui donnent l'impression aux étrangers que les Canadiens français ne sont pas prêts à servir leur pays. À la dernière guerre, je me suis battu au côté de Canadiens français. Il n'y avait pas meilleurs soldats que ceux venant du Canada français. Ils se sont montrés dignes de recevoir les meilleurs compliments que l'on puisse faire aux soldats qui ont fait preuve de bravoure.

Aujourd'hui, les sentiments sont les mêmes dans la province de Québec et les gens pensent la même chose. Malheureusement, en raison des discours de certains membres de l'opposition, l'opinion extérieure a été induite en erreur à l'effet que les Canadiens français ne partagent pas la même opinion que ceux des autres provinces à l'égard de la guerre.

L'honorable chef de l'opposition n'a lu à la Chambre qu'une partie du préambule de ce projet de loi. Il n'a pas lu la partie suivante: "Attendu que le gouvernement fédéral reconnaît que la province de Québec, en prenant cet engagement, n'abandonne ni ne cède aucune partie de sa souveraineté ni aucun de ses droits, pouvoirs et privilèges constitutionnels." L'honorable chef de l'opposition a beau être un bon avocat, il ne peut faire dire autre chose à ce préambule que ce que je viens de lire et il ne peut faire dire autre chose que ce que j'affirme, quand il spécifie que la province n'abandonne ni ne cède aucune partie de sa souveraineté ni aucun de ses droits. Le chef de l'opposition joue avec les mots. Il se trouve des gens qui ne voient pas assez clair pour défendre le Canada et faire un effort maximum.

La mesure projetée a pour but d'aider le fédéral. Pour défendre la province de Québec, il faut défendre le Canada et pour défendre le Canada, il faut prêter main-forte au fédéral. Si nous n'approuvons pas cette loi, qu'arrivera-t-il? Nous aurons refusé au fédéral les moyens de se procurer de l'argent pour son effort de guerre.

Toutes les autres provinces ont consenti à l'entente. Si nous refusons notre concours, dans quelle situation serons-nous au point de vue constitutionnel? On dit que nous sommes des associés dans la Confédération. C'est vrai. Mais nous sommes neuf associés et les huit autres provinces ont accepté cette convention et elles sont pour l'entente sur les impôts.

Avec toute la sincérité dont je suis capable, et je suis sincère à 100 % en affirmant que, par cette convention, la province, dans son intérêt, a fait un bon marché. Au point de vue constitutionnel, le projet de loi confirme tous nos droits. Nous n'abandonnons rien. Les gens du Québec, pas plus que ceux des autres provinces, se sont opposés aux taxes de guerre. Mais le gouvernement s'oppose à toute duplication. Nous ne faisons que suspendre en faveur d'Ottawa notre droit de taxer seul dans ce domaine-là. Ceci n'est que pour la durée de la guerre. Qui peut s'opposer à ça?

La province de Québec peut-elle dire: "Je me tiens à côté, sur la voie d'évitement". Les affaires aujourd'hui sont stimulées à cause de l'état de guerre. S'il y a des bénéfices dans les contrats de guerre, il me semble simplement tout naturel que le gouvernement fédéral, qui a stimulé ces affaires, veuille en tirer un avantage supplémentaire et qu'on doit l'employer pour financer les dépenses de guerre pour en finir avec. C'est l'unique but de la loi. Les gens ne sont pas contre le fait de payer des taxes sur les industries de la guerre pour aider à gagner la guerre.

J'ai vu mourir mes compatriotes canadiens-français à Vimy. Et, quand je les voyais tomber, je croyais que nous enterrions dans leur tombeau, à l'ombre de la croix de Vimy, toutes nos divisions. M. l'Orateur, lorsque je vois des hommes essayer de monter une race contre une autre, je ne peux m'empêcher de m'insurger, et c'est la cause de l'émotion dont je vous ai fait part au début de mes remarques. Tous les Canadiens, quelle que soit leur origine, partagent les mêmes idées quant à la survie de la civilisation chrétienne qui est menacée par Hitler et les Japonais. Quant aux moyens employés, ils avaient le droit d'avoir une opinion divergente.

Je regrette profondément que le débat ait pris cette tournure. Si des voix se sont exprimées hier dans les limites de leurs droits, pour exprimer une opinion, d'autres voix, dans les limites de leurs droits, ont exprimé une autre opinion. J'ai l'honneur de représenter un comté qui, à une majorité de 29,000 voix, a donné un vote affirmatif au plébiscite. Je n'en veux pas à ceux qui ont voté non. Je n'en veux à personne d'avoir exprimé une opinion différente sur les moyens de gagner la guerre. Il s'agit de savoir comment nos efforts de guerre doivent être déployés. Toutefois, il ne doit jamais y avoir de doute parmi nous sur l'union de nos efforts pour gagner la guerre.

Il nous faut gagner la guerre. Mais, dans la situation présente, pour gagner la guerre, il ne suffit

pas que de le souhaiter dans de grands discours, mais de collaborer avec le fédéral. Il ne s'agit pas seulement de parler de nos traditions. Mais il faut faire quelque chose.

Il faut être uni comme un seul homme. Nous ne gagnerons pas la guerre sans l'unité. Au-dessus de nos mesquines querelles politiques, il y a une idée qui doit dominer: nous ne gagnerons jamais la guerre sans que, suivant l'expression de l'écrivain, les tisons de l'amour de la patrie qui sont dans nos cœurs ne se transforment en un feu ardent de divin patriotisme.

(Applaudissements à droite)

M. Lorrain (Papineau): Le trésorier nous a parlé de Vimy. Mais, il a oublié de dire que, pendant que les Canadiens français mouraient là-bas à Vimy, les amis politiques de l'honorable trésorier parcouraient la province en dénonçant comme des bourreaux ceux qui envoyaient les nôtres de l'autre côté à la guerre.

Des voix: À l'ordre! à l'ordre!

M. l'Orateur: Hors d'ordre!

M. Lorrain (Papineau): Je ne sache pas, qu'il ait jamais désavoué ces gens-là. Depuis 25 ans, les libéraux ont toujours fait de la conscription leur cheval de bataille. Or, le trésorier n'a pas protesté, depuis 25 ans, contre ses amis politiques qui ont cherché par tous les moyens à créer la désunion au pays...

Des voix: À l'ordre!

M. Lorrain (Papineau): Le Parti libéral a tourné le dos à la politique qu'il a prêchée pendant 25 ans. Il est surpris de voir les libéraux faire aujourd'hui volte-face.

Les huit autres provinces ont déjà signé cette entente. Cela ne veut rien dire. Hier encore, huit provinces ont pris une attitude contraire à la nôtre.

Des voix: À l'ordre! À l'ordre!

M. Lorrain (Papineau): J'en ai dit assez!

Des voix: Vote!

L'amendement est mis aux voix et la Chambre se divise.

Les noms sont appelés et inscrits comme suit:

Pour: MM. MM. Barrette, Bégin, Duplessis, Élie, Gagnon (Matane), Labbé, Langlais, Lorrain, Sauvé (Beauharnois), Talbot, 10.

Contre: MM. MM. Bastien, Beaulac, Beaulieu (Témiscouata), Bienvenue, Bouchard (Québec-Comté), Caron (Maisonnette), Casgrain (Gaspé-Nord), Casgrain (Kamouraska-Rivière-du-Loup), Choquette, Comeau, Côté, Dansereau, Drouin, Dubreuil, Dumaine, Fillion, Francoeur (Lévis) Francoeur (Montréal-Mercier), Gauthier, Godbout, Gosselin, Goulet, Groulx, Guerin, Hamel, Hartt, Jodoin, Joyal, Lawn, Marler, Mathewson, O'Connor, Perrier, Plamondon, Potvin, Renault, Robidoux, Rochette, Thisdel, 39.

Ainsi, l'amendement est rejeté.

La motion principale est mise aux voix et la Chambre l'adopte, comme dans le cas du vote précédent, mais en sens inverse.

Le bill est, en conséquence, lu une troisième fois.

Il est ordonné que le greffier porte ce bill au Conseil législatif et prie les honorables conseillers de l'adopter.

Subsides:

Budget des dépenses 1942-1943

L'honorable M. Mathewson (Montréal-Notre-Dame-de-Grâce) propose, selon l'ordre du jour, que M. l'Orateur quitte maintenant le fauteuil.

Adopté. La Chambre se forme de nouveau en comité des subsides.

En comité:

L'honorable M. Mathewson (Montréal-Notre-Dame-de-Grâce) propose: 1. Qu'un crédit suffisant soit ouvert à Sa Majesté pour compléter la somme de cent cinquante-cinq mille dollars, nécessaire pour couvrir les dépenses prévues à l'article: "Loi du service civil (département du Secrétariat de la province)", du budget de l'année financière se terminant le 31 mars 1943.

M. Duplessis (Trois-Rivières): L'honorable premier ministre n'a jamais expliqué pourquoi il est allé chercher le secrétaire de la province en dehors de la Chambre pour occuper ce poste, alors que l'un de ses ministres, sans portefeuille, ancien instituteur,

aurait pu occuper ces fonctions? Il y avait pourtant sept ministres sans portefeuille, dont les honorables représentants de Kamouraska-Rivière-du-Loup (l'honorable M. Casgrain) et de Berthier (l'honorable M. Bastien). Au lieu de choisir parmi eux, le premier ministre a préféré, au détriment d'autres bons députés, de prendre une personne qui n'avait jamais été député au préalable. On m'informa que le premier ministre a nommé le représentant de Terrebonne (l'honorable M. Perrier) ministre pour "checker" le ministre sans portefeuille, leader du gouvernement au Conseil, l'honorable Philippe Brais, conseiller législatif.

L'honorable M. Godbout (L'Islet): Je vais chercher tous les bons hommes dont j'ai besoin, où ils se trouvent. Et, je récidiverai s'il y a lieu de le faire, pourvu qu'ils soient de bons hommes et des hommes compétents. Il est sûr d'avoir autour de lui, aujourd'hui, les meilleurs.

M. Duplessis (Trois-Rivières): Cela paraît que le premier ministre choisit ses ministres n'importe où. L'honorable secrétaire de la province nous dira-t-il où en est sa réforme de l'instruction publique? Et, s'il est sur le point de faire sa fameuse réforme de l'éducation?

L'honorable M. Perrier (Terrebonne): Je comprends le désir de l'honorable chef de l'opposition de se renseigner. Nous avons promis de réaliser des progrès et des progrès, il en existe depuis un an. Et, dans une année, il en existera d'autres, notamment dans l'augmentation des salaires des institutrices. Nous n'avons pas promis de faire de révolution, mais de développer l'instruction publique et nous venons de soumettre un rapport qui atteste les progrès réalisés.

Le budget du secrétariat et de l'instruction publique, pour l'exercice 1938-1939, c'est-à-dire lorsque l'honorable chef de l'opposition était au pouvoir, était de \$5,453,460. Pour l'exercice 1942-1943, nous avons présenté un budget total de \$13,009,070 consacré cette année à la cause de l'instruction publique au lieu de \$5,400,000. C'est-à-dire une augmentation de \$7,555,610. Il y aura même quelques subventions additionnelles.

L'autre jour, j'ai donné des chiffres qui prouvent qu'à date nous avons fait beaucoup de travail. D'ici un an, le chef de l'opposition pourra se rendre compte des réformes apportées et des nouveaux progrès dans l'instruction, en cette province. Et, je suis certain que le peuple et les

institutions seront plus heureux de ces réformes pratiques que des promesses non réalisées de l'Union nationale.

M. Duplessis (Trois-Rivières): L'Union nationale a fixé à \$300 par an le traitement des institutrices. Il rappelle que son gouvernement a été le premier à obliger les municipalités à payer un tel salaire minimum. Il parle des écoles fondées: École des mines, École supérieure de commerce, mine-école, etc. Tout cela vaut beaucoup mieux que les critiques adressées par le ministre aux éducateurs de Québec, dit-il.

L'honorable M. Perrier (Terrebonne): Le chef de l'opposition dit que l'Union nationale a passé un arrêté ministériel fixant à \$300 le traitement annuel des institutrices. Mais il oublie d'ajouter qu'aussitôt, on a passé par après un autre arrêté ministériel qui annulait l'effet du premier.

Pour ce qui est des critiques que j'aurais faites, je tiens à faire remarquer que je m'en suis toujours tenu à cette formule: le bien n'exclut pas le mieux. Ce principe marque la différence qu'il y a entre la politique du gouvernement actuel et celle de l'Union nationale. Contrairement au chef de l'opposition, qui affirmait jadis que le gouvernement ne doit pas se mêler de l'instruction publique, nous croyons, nous, que c'est notre devoir de nous en mêler.

M. Duplessis (Trois-Rivières): Le gouvernement ne doit pas se mêler de l'instruction publique.

L'honorable M. Perrier (Terrebonne): La doctrine libérale est fort différente et plus progressive. L'État a le devoir de surveiller, d'aider et d'activer l'enseignement public, de le rendre au besoin plus réaliste et plus pratique. Nous croyons qu'il est de notre devoir d'aider les éducateurs, tandis que l'opposition prétend que le gouvernement ne doit pas se mêler de l'instruction publique.

M. Duplessis (Trois-Rivières): Le gouvernement se doit de faire quelque chose, et pour les commissions scolaires catholiques, et pour les commissions protestantes de Montréal.

L'on devrait enlever certaines exemptions de taxes de compagnies, comme celles par exemple accordées à la Montreal Light & Heat and Power. Les taxes sont ainsi gelées.

Je suggère que le gouvernement crée un fonds provincial pour venir en aide à ces commissions scolaires. La taxe sur la propriété

foncière à Montréal n'a pas plus de bon sens. Il ne reste plus à Montréal que 15 % de propriétaires.

M. Gagnon (Matane): J'ai été informé que le gouvernement songe à faire disparaître l'École des pêcheries de Sainte-Anne-de-la-Pocatière. Un haut fonctionnaire du département des Pêcheries a fait des démarches dans ce sens à Sainte-Anne. Malgré toutes ces démarches, on ne pourra pas détruire cette école, parce qu'elle poursuit une œuvre trop magnifique. Toutes les intrigues ne l'empêcheront pas de rendre d'immenses services à la province.

L'honorable M. Rochette (Charlevoix-Saguenay): Il est absolument inexact de dire que des démarches aient été faites pour faire disparaître cette école. Il n'est pas question que l'École des pêcheries de Sainte-Anne-de-la-Pocatière ferme ses portes. J'ai même offert d'augmenter l'octroi de \$25,000 accordé à l'Université Laval pour cette école, si la chose devenait nécessaire.

Mais, il y a eu certaines divergences de vues entre la faculté des Sciences de l'Université Laval, dont l'École relève, et la station biologique du Saint-Laurent, attachée à la même faculté. La faculté des Sciences de l'Université Laval considère que l'École des pêcheries empiète sur le terrain et les fonctions de l'Institut biologique dans le domaine des recherches océanographiques.

On prétend que, dans ce domaine, on devrait laisser le champ libre à la station biologique, qui a été fondée dans ce but. Je suis moi-même d'opinion que l'on ne doit pas faire de duplication. Les divergences d'opinion ne sont pas entre le département et l'École des pêcheries. Quant à celle-ci, elle peut rendre des services incalculables et il n'est pas question de sa disparition.

M. Gagnon (Matane): Le ministre a confirmé ce qu'il avait prétendu. Il ne peut y avoir de duplication entre deux institutions vouées aux recherches scientifiques. Il ne devrait y avoir que de la collaboration.

A-t-on jamais vu un institut de recherche en boudier un autre parce qu'il travaille dans le même domaine? Le département des Pêcheries ne devrait pas épouser ces querelles de clocher qui font rire tous les gens sérieux.

Je remercie l'honorable ministre de sa déclaration à l'effet qu'il veut maintenir l'École des pêcheries et même augmenter son octroi à cette fin. C'est un aveu que je retiens. En fait, on songe à faire disparaître l'École des pêcheries. Bien, je dis au

ministre que cette institution magnifique ne mourra pas et que nos petits-enfants en seront fiers.

La résolution est adoptée.

L'honorable M. Mathewson (Montréal-Notre-Dame-de-Grâce) 2. Qu'un crédit suffisant soit ouvert à Sa Majesté pour compléter la somme de quinze mille dollars, nécessaire pour couvrir les dépenses prévues à l'article: "Dépenses d'administration", du budget de l'année financière se terminant le 31 mars 1943.

Adopté.

3. Qu'un crédit suffisant soit ouvert à Sa Majesté pour compléter la somme de huit mille dollars, nécessaire pour couvrir les dépenses prévues à l'article: "Loi des bourses pour cours additionnels", du budget de l'année financière se terminant le 31 mars 1943.

Adopté.

4. Qu'un crédit suffisant soit ouvert à Sa Majesté pour compléter la somme de deux mille dollars, nécessaire pour couvrir les dépenses prévues à l'article: "Maison des étudiants canadiens, Paris", du budget de l'année financière se terminant le 31 mars 1943.

Adopté.

5. Qu'un crédit suffisant soit ouvert à Sa Majesté pour compléter la somme de quatre mille dollars, nécessaire pour couvrir les dépenses prévues à l'article: "Monument national, Montréal", du budget de l'année financière se terminant le 31 mars 1943.

Adopté.

6. Qu'un crédit suffisant soit ouvert à Sa Majesté pour compléter la somme de vingt-six mille neuf cents dollars, nécessaire pour couvrir les dépenses prévues à l'article: "Musée et archives de la province - Musée Laurier, Arthabaska", du budget de l'année financière se terminant le 31 mars 1943.

Adopté.

7. Qu'un crédit suffisant soit ouvert à Sa Majesté pour compléter la somme de cinq mille dollars, nécessaire pour couvrir les dépenses prévues à l'article: "Loi des monuments historiques ou artistiques", du budget de l'année financière se terminant le 31 mars 1943.

Adopté.

8. Qu'un crédit suffisant soit ouvert à Sa Majesté pour compléter la somme de vingt-cinq mille dollars, nécessaire pour couvrir les dépenses prévues à l'article: "Université McGill, Montréal: octroi annuel", du budget de l'année financière se terminant le 31 mars 1943.

Adopté.

9. Qu'un crédit suffisant soit ouvert à Sa Majesté pour compléter la somme de vingt mille dollars, nécessaire pour couvrir les dépenses prévues à l'article: "Aide *re*: Entretien d'un Institut de neurologie", du budget de l'année financière se terminant le 31 mars 1943.

Adopté.

10. Qu'un crédit suffisant soit ouvert à Sa Majesté pour compléter la somme de vingt mille dollars, nécessaire pour couvrir les dépenses prévues à l'article: "Octroi pour l'École normale de Sainte-Anne de Bellevue", du budget de l'année financière se terminant le 31 mars 1943.

Adopté.

11. Qu'un crédit suffisant soit ouvert à Sa Majesté pour compléter la somme de sept mille dollars, nécessaire pour couvrir les dépenses prévues à l'article: "Allocation spéciale à l'enseignement protestant", du budget de l'année financière se terminant le 31 mars 1943.

Adopté.

Rapport du comité des subsides:

M. l'Orateur au fauteuil

M. le président fait rapport que le comité a adopté plusieurs résolutions et demande la permission de siéger de nouveau.

Il est résolu que la Chambre, à sa prochaine séance, se formera de nouveau en comité des subsides.

Lesdites résolutions sont lues et adoptées.

Ajournement

M. l'Orateur prononce l'ajournement.

La séance est levée à 6 heures.

Deuxième séance du 28 avril 1942

Présidence de l'honorable B. Bissonnette

La séance est ouverte à 8 h 30.

Prière.

M. l'Orateur: À l'ordre, Messieurs! Que les portes soient ouvertes!

Projets de loi:**Charte
de Trois-Rivières**

M. Choquette (Montmagny) propose, selon l'ordre du jour, que cette Chambre se forme en comité plénier pour étudier le bill 130 modifiant la charte de la cité des Trois-Rivières.

Adopté. M. l'Orateur quitte le fauteuil.

Le comité étudie le bill article par article et le président fait rapport que le comité a adopté le bill 130 sans l'amender.

M. Choquette (Montmagny) propose que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

M. Duplessis (Trois-Rivières) souligne qu'il ne va pas exposer les objections qu'il a déjà formulées à propos de la mesure. Il fait brièvement état des principaux points relatifs à ces arguments contre le bill.

Adopté après division.

Il est ordonné que le greffier porte ce bill au Conseil législatif et prie les honorables conseillers de l'adopter.

**Succession
de J.-B.-R. Fiset**

M. Delagrave (Québec-Ouest) propose, selon l'ordre du jour, que le bill 123 concernant la succession de feu l'honorable J.-B.-R. Fiset soit maintenant lu une deuxième fois.

Adopté. Le bill est renvoyé au comité permanent des bills publics en général.

**L'Institut des Frères de
Notre-Dame de Miséricorde**

M. Joyal (Chambly) propose, appuyé par le représentant de Maisonneuve (M. Caron) que, vu que le bill 149, intitulé: "Loi relative à l'Institut des Frères de Notre-Dame de Miséricorde", a pour objet de favoriser l'expansion d'œuvres de bienfaisance publique, de charité et de l'instruction publique en général, les droits que les promoteurs de ce bill ont payés leur soient remboursés, après déduction de tous frais d'impression et de traduction.

Adopté.

Subsides:**Budget des dépenses
1942-1943**

L'honorable M. Mathewson (Montréal-Notre-Dame-de-Grâce) propose, selon l'ordre du jour, que M. l'Orateur quitte maintenant le fauteuil.

M. Lorrain (Papineau): Les corporations municipales sont grevées de charges très lourdes, notamment pour l'assistance publique, les pensions de vieillesse, les mères nécessiteuses, les frais de voirie, etc. qui, normalement, devraient être assumées par le gouvernement provincial. Il cite le rapport Dafoe-Sirois, où les commissaires déclarent que, dans la province de Québec, les municipalités ont dû supporter des charges considérables qui, dans les autres provinces, sont assumées par les gouvernements provinciaux, ce qui explique que la dette municipale québécoise soit si considérable.

Il propose par voie d'amendement, appuyé par le représentant de Chicoutimi (M. Talbot):

Que tous les mots après "Que", dans la motion en discussion, soient retranchés et remplacés par les suivants:

"Attendu que le crédit municipal est à la base du crédit provincial;

"L'Assemblée législative, tout en étant prête à voter les subsides nécessaires à l'administration provinciale, exprime l'opinion que le gouvernement devrait, sans délai additionnel, prendre les mesures qui s'imposent pour que les municipalités de la province soient libérées des nombreuses charges, d'une nature provinciale, qui pèsent trop lourdement sur les corporations municipales de la province".

L'amendement est mis aux voix et la Chambre se divise.

Les noms sont appelés et inscrits comme suit:

Pour: MM. Barrette, Bégin, Bourque, Duplessis, Élie, Gagnon (Matane), Labbé, Langlais, Lorrain, Sauvé (Beauharnois), Talbot, 11.

Contre: MM. Bastien, Beaulac, Beaulieu (Témiscouata), Bienvenue, Bouchard (Québec-Comté), Caron (Maisonneuve), Casgrain (Gaspé-Nord), Casgrain (Kamouraska-Rivière-du-Loup), Chaloult, Choquette, Côté, Drouin, Dubreuil, Duffy, Fillion, Gauthier, Girouard, Godbout, Gosselin, Goulet, Hartt, Jodoin, Joyal, Lawn, Mathewson, Perrier, Potvin, Rajotte, Robidoux, Sabourin, Thisdel, 31.

Ainsi, l'amendement est rejeté.

Et, la motion principale étant mise aux voix, la Chambre se divise et l'adopte.

La Chambre se forme de nouveau en comité des subsides.

En comité:

L'honorable M. Mathewson (Montréal-Notre-Dame-de-Grâce) propose: 1. Qu'un crédit suffisant soit ouvert à Sa Majesté pour compléter la somme de deux mille dollars, nécessaire pour couvrir les dépenses prévues à l'article: "Dépenses d'administration (département du procureur général)", du budget de l'année financière se terminant le 31 mars 1943.

M. Duplessis (Trois-Rivières): La police provinciale a fermé les yeux sur l'existence de maisons de jeux et de maisons de débauche dans les grands centres, particulièrement à Montréal, depuis que Louis Jargailles a été nommé de nouveau comme chef adjoint de la police provinciale. Il existe un système de protection pour les preneurs de paris et les maisons de jeux à Montréal. Que les autorités le sachent ou non, il ne peut pas le dire. Toutefois, il ne doute pas de l'intégrité de M. Girouard ou de ses assistants immédiats.

Sous son propre régime, le vice avait été pratiquement éliminé de la province. D'autre part, on l'informe qu'un propriétaire d'une maison de jeu de Montréal, surnommé "Pouce" Miller, s'était rendu à Québec pour se plaindre auprès du secrétaire général (l'honorable M. Girouard), à l'effet qu'aujourd'hui, cela devenait dispendieux d'exploiter un tel établissement à Montréal et qu'on lui demandait beaucoup trop pour obtenir de la protection, à un point tel qu'il était obligé de quitter la métropole. Les gros "gamblers" peuvent opérer alors que ne peuvent le faire les petits, ce qui fait que ces derniers se rendent dans les autres centres, particulièrement dans la ville de Québec. Il cite des noms de violateurs de la loi.

L'honorable M. Girouard (Arthabaska) nie les accusations du représentant de Trois-Rivières (M. Duplessis). Il dit avoir été hospitalisé au moment de ladite visite.

Le chef de l'opposition a une belle imagination, mais il a beaucoup de difficultés à s'en tenir aux faits. La police provinciale et M. Jargailles font leur travail concernant la répression du vice.

Dans les grands centres comme Montréal, il appartient à la police municipale de faire respecter le bon ordre et c'est obligation principale de la police municipale de protéger le public contre les jeux d'argent, les preneurs de paris et les maisons de vices de toutes sortes. Il ne doute pas que la police de Montréal fait son travail. Lorsque les agents municipaux ont besoin d'aide, ils n'ont d'ailleurs qu'à faire appel à la Sûreté provinciale. La police provinciale n'a jamais refusé de collaborer lorsqu'elle est sollicitée, comme peuvent en témoigner ses rapports d'arrestations et d'amendes.

La police provinciale ne fait qu'assurer la protection auprès du public en général. Il est satisfait de son travail. Toutefois, les critiques formulées en regard de son travail donnent seulement confiance aux opérateurs du vice.

M. Duplessis (Trois-Rivières) préfère, dit-il, à Montréal, la police municipale à la police provinciale.

Sous l'Union nationale, un arrêté ministériel fut passé pour enlever la pension que le gouvernement payait à M. Lancôt³. En même temps, une enquête était instituée. Subséquemment, un mandat d'arrestation était pris et seules des déclarations de médecins, disant que l'inculpé était dans l'impossibilité de comparaître, empêchèrent son exécution. Pendant des mois, la maison de M. Lancôt fut gardée, pour prévenir la disparition de l'accusé.

Quand les libéraux eurent repris le pouvoir, M. Lancôt enregistra des procédures pour recouvrer sa pension. Le gouvernement libéral reçut de Charles Lancôt une mise en demeure de lui payer la pension que lui avait refusée l'Union nationale. L'action fut contestée et le gouvernement par l'entremise de son procureur, M^e Antoine Rivard, produisit une demande reconventionnelle dans laquelle il réclamait une somme de \$292,000 comme étant due à la province pour des argents volés à cette dernière. Les procédures ont commencé. Mais, subitement, la demande de pension de même que la demande reconventionnelle furent retirées. Pourquoi? Il réclame des explications.

Je ferai remarquer que c'est le procureur-général, le député d'Arthabaska (l'honorable M. Girouard), qui a signé personnellement le désistement, l'avocat du département s'étant déclaré favorable à la continuation des procédures. Ceci se passait quelques jours après que des rumeurs aient circulé à l'effet qu'il a déclaré que, si on essayait de le ruiner, il dirait tout ce qu'il sait. L'accusé aurait

menacé le gouvernement de faire des déclarations importantes, si les procédures n'étaient pas retirées. A-t-on peur de lui? Pourquoi le département a-t-il abandonné sa réclamation contre M. Lanctôt?

M. Lanctôt se porte beaucoup mieux sous le régime actuel. Il se dit informé que la santé de l'ancien procureur général s'est améliorée.

L'honorable M. Girouard (Arthabaska):

La situation était la suivante lorsque le Parti libéral a repris le pouvoir en 1939. À mon arrivée à la tête du département du procureur général, j'ai immédiatement demandé qu'on me donne le mandat d'arrestation émis par le gouvernement de l'Union nationale contre M. Lanctôt. Les libéraux ont cherché vainement le mandat d'arrestation. Il était disparu. Personne ne savait où il était. Personne dans ce département ou à la police provinciale n'a pu me dire où était le mandat d'arrestation que le gouvernement de l'Union nationale n'avait pu faire signifier à M. Lanctôt à cause de sa maladie. Quant à la santé de M. Lanctôt, elle est pratiquement aussi précaire que sous l'Union nationale. Actuellement, il est d'ailleurs très malade.

En recevant l'action de M. Lanctôt, j'ai cru qu'il était de mon devoir de prendre un procureur qui était déjà au courant de cette affaire. J'ai fait venir M^c Antoine Rivard à mon bureau, un ami de M. Duplessis, à qui j'ai confié les procédures, parce qu'il avait participé à l'enquête faite sous l'Union nationale dans le cas de l'ancien assistant-procureur général. Il était parfaitement au courant. C'est pour cela que j'ai fait appel à ses services en lui laissant carte blanche pour le choix des procédures. Une demande reconventionnelle fut produite.

Lorsque la poursuite fut devant les tribunaux, M. Lanctôt a abandonné lui-même, le premier, sa réclamation contre le gouvernement pour sa pension, et depuis, la poursuite du gouvernement pour récupérer l'argent n'a pas été l'action principale, mais seulement l'action accessoire à la poursuite que Lanctôt a intentée contre le gouvernement; il a senti que ce n'était plus nécessaire de continuer et il a abandonné.

Le département du procureur-général avait répondu à cette demande par une contre-demande. Toutes deux ont été abandonnées. Nous avons abandonné notre réclamation parce qu'elle n'était pas recouvrable. Le fait est que l'honorable chef de l'opposition le sait, puisqu'il n'a jamais intenté d'action pour recouvrer les montants dus à la province. Il savait qu'il n'y avait aucune possibilité de recouvrement. Alors c'était faire des frais inutiles.

La réclamation n'est pas plus recouvrable aujourd'hui qu'elle ne l'était alors.

Quant à lui, il n'a peur ni de M. Lanctôt, ni des déclarations. Pour autant qu'il est concerné, les déclarations que peut faire M. Lanctôt ne l'intéressent pas. Il est inutile de continuer les procédures, quand on sait fort bien que l'accusé ne peut payer et que la province en sera quitte pour ses frais.

M. Duplessis (Trois-Rivières): Si l'Union nationale n'était pas intervenue, M. Lanctôt aurait continué à retirer sa pension.

Je suis étonné de constater qu'on ne trouve plus le mandat d'arrestation. Il a été remis au détective Healy, un membre de la police provinciale pour qu'il le libère et cet homme est encore au service de la police. Si celui-ci l'a perdu, le gouvernement n'avait qu'à réclamer un duplicata. À propos des frais qu'une poursuite entraînerait à la province, je ferai remarquer qu'on ne fait jamais de frais inutiles, lorsqu'il s'agit de dénoncer les prédicateurs. Il importe que les officiers publics qui manquent à leur devoir soient sévèrement punis.

Le représentant d'Arthabaska (l'honorable M. Girouard) est un avocat trop bon pour ne pas savoir que Lanctôt avait retiré sa propre poursuite visant à obtenir une pension du gouvernement. Le gouvernement a dû abandonner. Le gouvernement aurait pu continuer à intenter une poursuite devant les tribunaux.

Il (M. Duplessis) veut aussi savoir pourquoi le mandat que le gouvernement de l'Union nationale avait obtenu contre M. Lanctôt n'avait pas été délivré à M. Lanctôt. À l'époque, son gouvernement avait obtenu le mandat, mais il ne pouvait pas être délivré en raison de l'état de santé de Lanctôt. Il veut que M. Lanctôt soit puni, mais il ne veut pas avoir la mort d'un homme sur les bras. Cependant, la santé de Lanctôt s'est améliorée lorsque l'Union nationale n'était plus au pouvoir.

M. Lanctôt n'était pas dans une situation aussi pénible qu'on l'a dit. Alors qu'il était encore assistant-procureur général et ayant appris qu'il serait peut-être en état de comparaître, il tenta un nouvel effort. Lorsque l'Union nationale voulut faire arrêter M. Lanctôt, le cautionnement fut fixé à \$25,000. L'avocat du prévenu le fit réduire. Lanctôt était prêt à donner un cautionnement de \$16,000 sur une maison de cette valeur et libre d'hypothèque de la rue Haldimand et des biens meubles. Et ce n'était pas tout. Il était propriétaire de deux riches bibliothèques et d'un mobilier. Il était assez en

moyens pour s'acheter un fusil évalué à \$600. Son bouchon de radiateur coûtait \$1,200. Il n'était donc pas si pauvre que ça.

Le gouvernement libéral veut quand même faire passer M. Lanctôt pour un pauvre homme, mais il ne devrait pas se désister de sa poursuite sous ce futile prétexte. C'est pour ne pas nuire au Parti libéral qui s'en trouve éclaboussé, l'accusé étant son ami, que le procureur général retire sa plainte lorsqu'il s'agit de recouvrer un si fort montant volé à la province. C'est un bien triste spectacle de mollesse que donne ainsi le gouvernement actuel. Mais il est très dangereux de punir ceux qui volent en petit, tandis qu'on récompense ceux qui volent en gros. Le gouvernement devrait, pour une fois, montrer plus de caractère et faire les démarches voulues pour recouvrer ce qui appartient à la province. M. Lanctôt se faisait payer les mêmes dépenses parfois par trois départements. L'enquête dans son cas a été longue et n'était pas encore complètement terminée quand l'Union nationale laissa le pouvoir. Mais le régime Godbout n'a aucune excuse pour avoir agi comme il l'a fait dans cette affaire.

L'honorable M. Girouard (Arthabaska):

Le chef de l'opposition exprime des sentiments bien nobles. Il est malheureux qu'il n'ait pas mis en pratique, de 1936 à 1938, les belles paroles qu'il vient de prononcer contre M. Lanctôt. Le chef de l'opposition, lorsqu'il était au pouvoir, avait toutes les occasions d'agir contre M. Lanctôt. Il avait trois ans pour agir conformément à ces sentiments et il ne l'a pas fait.

Plus que cela, alors que le chef de l'opposition dénonçait M. Lanctôt depuis 1936, il a continué à lui faire payer sa pension jusqu'en 1938. Si M. Lanctôt avait des biens, dans ce cas-là, c'était le devoir du chef de l'opposition, alors procureur général du temps, de le poursuivre et lui réclamer ce qu'il devait à la province. Tout ce qu'il a fait, ce fut de tenir des constables pendant quatre mois à la porte d'un mourant. Quant à la demande reconventionnelle intentée par le gouvernement, elle devait nécessairement tomber, étant donné que M. Lanctôt se désistait de son action principale.

Pour ce qui est du désistement, c'est moi-même qui ai signé le document. Plus tard, j'ai rencontré M. Rivard qui m'a dit: "Je suis bien content que vous l'ayez signé. Cela m'aurait ennuyé de le faire".

M. Duplessis (Trois-Rivières): Mon gouvernement a agi avec le plus grand soin dans la

préparation du dossier contre Lanctôt. Le procureur général devrait reprendre les procédures. Ce que je n'ai pas été capable de réaliser, le gouvernement actuel devrait être en mesure de le faire. C'est un triste spectacle qu'on donne à la province. Le gouvernement montre une mollesse contraire aux intérêts de la province. Un assistant-procureur général est censé connaître la loi. Il est plus coupable qu'un autre. Qu'il reste impuni, c'est tout à fait singulier.

M. le président rappelle à M. Duplessis que l'élément en cause, c'est les \$2,000 pour l'administration et que la discussion s'est trop éloignée du sujet.

La résolution est adoptée.

L'honorable M. Mathewson (Montréal-Notre-Dame-de-Grâce) propose 2. Qu'un crédit suffisant soit ouvert à Sa Majesté pour compléter la somme de huit cent cinquante mille dollars, nécessaire pour couvrir les dépenses prévues à l'article: "Shérifs de Québec et Montréal, protonotaires, greffier de la Cour de circuit, greffiers des Cours de magistrats, greffiers de la Paix, greffiers de la couronne, greffiers des Appels, registraire de la loi des faillites, etc. - Traitement et dépenses contingentes", du budget de l'année financière se terminant le 31 mars 1943.

Adopté.

3. Qu'un crédit suffisant soit ouvert à Sa Majesté pour compléter la somme de deux cent cinq mille dollars, nécessaire pour couvrir les dépenses prévues à l'article: "Bureaux d'enregistrement: traitements et dépenses contingentes", du budget de l'année financière se terminant le 31 mars 1943.

Adopté.

4. Qu'un crédit suffisant soit ouvert à Sa Majesté pour compléter la somme de huit mille neuf cents dollars, nécessaire pour couvrir les dépenses prévues à l'article: "Inspection des bureaux d'enregistrement" du budget de l'année financière se terminant le 31 mars 1943.

Adopté.

5. Qu'un crédit suffisant soit ouvert à Sa Majesté pour compléter la somme de cinquante mille dollars, nécessaire pour couvrir les dépenses prévues à l'article: "Coroners: frais et déboursés", du budget de l'année financière se terminant le 31 mars 1943.

Adopté.

6. Qu'un crédit suffisant soit ouvert à Sa Majesté pour compléter la somme de quarante mille

cinq cents dollars, nécessaire pour couvrir les dépenses prévues à l'article: "Traitements des secrétaires, messagers, etc.", du budget de l'année financière se terminant le 31 mars 1943.

Adopté.

7. Qu'un crédit suffisant soit ouvert à Sa Majesté pour compléter la somme de huit mille neuf cents dollars, nécessaire pour couvrir les dépenses prévues à l'article: "Inspection des prisons, asiles d'aliénés, bureaux publics, etc.", du budget de l'année financière se terminant le 31 mars 1943.

Adopté.

8. Qu'un crédit suffisant soit ouvert à Sa Majesté pour compléter la somme de cinquante mille dollars, nécessaire pour couvrir les dépenses prévues à l'article: "Justice - Divers", du budget de l'année financière se terminant le 31 mars 1943.

Adopté.

9. Qu'un crédit suffisant soit ouvert à Sa Majesté pour compléter la somme de trente-cinq mille dollars, nécessaire pour couvrir les dépenses prévues à l'article: "Loi des vues animées", du budget de l'année financière se terminant le 31 mars 1943.

Adopté.

10. Qu'un crédit suffisant soit ouvert à Sa Majesté pour compléter la somme de trois mille dollars, nécessaire pour couvrir les dépenses prévues à l'article: "Loi des valeurs mobilières", du budget de l'année financière se terminant le 31 mars 1943.

Adopté.

11. Qu'un crédit suffisant soit ouvert à Sa Majesté pour compléter la somme de quarante mille dollars, nécessaire pour couvrir les dépenses prévues à l'article: "Commission des tramways de Montréal - Traitement et dépenses contingentes", du budget de l'année financière se terminant le 31 mars 1943.

Adopté.

12. Qu'un crédit suffisant soit ouvert à Sa Majesté pour compléter la somme de cinquante mille dollars, nécessaire pour couvrir les dépenses prévues à l'article: "Impression et reliure des Statuts refondus 1941 (report de crédit)", du budget de l'année financière se terminant le 31 mars 1943.

Adopté.

Rapport du comité des subsides:

M. l'Orateur au fauteuil

M. le président fait rapport que le comité a adopté plusieurs résolutions et demande la permission de siéger de nouveau.

Il est résolu que la Chambre, à sa prochaine séance, se forme de nouveau en comité des subsides.

Lesdites résolutions sont lues et adoptées.

Ajournement

M. l'Orateur prononce l'ajournement.

La séance est levée à 11 heures⁶.

NOTES

1. *The Quebec Chronicle Telegraph*, édition du 27 avril 1942, à la page 4, à l'article intitulé "High time to call a halt".

2. Selon *La Patrie* du 29 avril 1942, à la page 4, le débat a duré une heure et demie.

3. Le journal *The Chronicle Telegraph* du 29 avril 1942, à la page 3, traduit le mot français "existence" par "life", tandis que *The Montreal Daily Star* du 29 avril 1942, à la page 5, écrit "existence is more precious than unity."

4. Le journaliste du *Soleil* du 29 avril 1942, à la page 3, observe: "Le premier ministre s'avance sur le parquet de la Chambre et regardant droit devant lui, fixant le chef de l'opposition".

5. Selon *The Chronicle Telegraph* du 29 avril 1942, à la page 3: "La Chambre passa plus d'une heure à débattre de l'affaire Charles Lanctôt."

6. Selon tous les journaux, sauf *La Patrie* du 29 avril 1942, à la page 4, qui spécifie que la Chambre s'ajourne à 11 heures et 15 minutes.

Première séance du mercredi 29 avril 1942

Présidence de l'honorable B. Bissonnette

La séance est ouverte à 3 heures.

Prière.

M. l'Orateur: À l'ordre, Messieurs! Que les portes soient ouvertes!

Rapports des comités permanents:

L'honorable M. Côté (Bonaventure): J'ai l'honneur de présenter à la Chambre le septième rapport du comité permanent des bills publics en général.

Votre comité a décidé de rapporter, sans amendement, le bill suivant:

- bill 178 modifiant la loi des constitués ou du régime de tenure dans certains districts électoraux.

Demandes de documents:

Enseignement secondaire

M. Casgrain (Gaspé-Nord) propose, appuyé par le représentant de Montréal-Mercier (M. Francœur) qu'il soit déposé sur le bureau de la Chambre une copie de toute correspondance échangée entre l'honorable secrétaire de la province et les autorités de toute université, institution d'enseignement secondaire ou toute autre personne en vue de favoriser l'enseignement secondaire, dans les collèges classiques de la province de Québec, par une plus grande collaboration de professeurs laïques avec la direction et les professeurs religieux de ces collèges.

M. l'Orateur, au début, l'État était trop pauvre pour s'occuper de nos maisons d'enseignement secondaire. Depuis plusieurs années, le clergé dans cette province fut obligé d'assumer tout seul une charge qui normalement devrait échoir à l'État: l'enseignement secondaire. Je sais que les collèges classiques sont des corporations privées et qu'ils administrent leurs affaires comme ils l'entendent. Nos collèges classiques sont restés ce qu'ils étaient il y a 100 ans¹, quant à leur mode d'administration.

Aussi, loin de moi l'idée de décrier ou méconnaître l'œuvre de nos collèges classiques et de nos éducateurs, qui est merveilleuse et que j'admire profondément et sincèrement. J'admets que

l'enseignement en général relève de l'Église, de l'État et des parents. Comme il s'agit d'une question qui relève des parents et qui intéresse l'État, je crois, en tant que père de famille et député, avoir le droit d'en parler et de donner humblement mon opinion sur les moyens de l'améliorer.

Je ne veux pas manquer de reconnaissance envers ceux qui m'ont donné ma formation. Mais je veux tout simplement faire quelques suggestions en vue d'apporter à notre système les modifications qui s'imposent, de l'avis des éducateurs eux-mêmes. Nous avons le devoir de chercher les moyens qu'il faut prendre pour rendre notre système actuel d'enseignement meilleur.

On ne s'occupe peut-être pas suffisamment de l'enseignement secondaire classique. La formation de l'esprit par les humanités est très précieuse. Je ne demande pas qu'on la remplace. Je suis en faveur de l'enseignement gréco-romain et de l'étude des grands classiques français. Mais, à côté de cette formation classique actuelle, tout le monde admet qu'il faut placer quelque chose de plus pratique et de plus réaliste dans les collèges classiques. Nous aurions tort de remplacer nos humanités gréco-latines par un enseignement exclusivement empirique.

Mais, cela ne doit pas exclure une meilleure connaissance et le développement de l'enseignement de l'anglais, des mathématiques et des sciences appliquées. Il ne faut pas pour cela abandonner le fondement de l'enseignement secondaire, ce qui constitue la formation civilisatrice. Je ne veux pas changer le caractère fondamental de notre enseignement secondaire.

D'ailleurs, nos amis et compatriotes anglo-saxons recherchent et pensent exactement comme nous sur la formation classique. C'est ce qu'affirme Walter Lipmann dans une récente étude présentée au congrès de l'American Association for the Advancement of Sciences qui dit expressément: "Men who formed the institutions of the western world regarded themselves as rational and free: rational, because they comprehended the universal moral order and their place in it; free, because they recognized within them certain rights and personal moral responsibilities. From the conception of the unity of mankind in a rational order was derived the conception of law and the conception that character of all laws is determined by their conformance to the laws of nature and man. From this was derived the

idea of a constitutional government and upon this our own institutions were founded. The historic fact is that the institutions we cherish are the products of a culture which, as Gilson put it is essentially the culture of Greece, inherited from the Greeks by the Romans, transfused by the fathers of the Church with the religious teachings of Christianity and progressively enlarged by countless numbers of artists, writers, scientists and philosophers from the beginning of the Middle Ages up to the first third of the 19th century."²

Cette éducation classique, nous voulons la garder et si j'en parle, je le répète, c'est dans le but de l'améliorer. Nous ne sommes ni des néo-païens et ni des matérialistes. Mais, nous croyons que notre enseignement secondaire peut être amélioré. À mon avis, nous avons peut-être un trop grand nombre de collèges classiques et pas assez de bons professeurs compétents. Nos professeurs de carrière sont tous des ecclésiastiques exposés à être envoyés dans le ministère.

Ils ne sont jamais certains de rester au collège toute leur vie pour y consacrer leur carrière à l'enseignement. Quelques-uns y restent, mais c'est l'exception. Il rend hommage à tous les professeurs distingués des collèges classiques. Donc, dit-il, il n'y a pas de garanties de stabilité dans le personnel enseignant. Ils peuvent à tout moment être enlevés à l'enseignement. D'ailleurs, ces professeurs ne savent jamais s'ils ne seront pas déplacés.

Nous gardons, pour ceux qui ont été nos professeurs, un véritable culte. Mais, le nombre des professeurs doit augmenter. Il fait observer qu'il n'est pas le seul à faire ces constatations. Voici d'ailleurs l'opinion du *Canada français*, revue universitaire, à ce sujet dans un article de février 1942, *La situation sera la même et aussi triste en 1992, c'est-à-dire dans 50 ans*:

"1. Aussi longtemps que tous nos professeurs de grammaire et de lettres, prêtres et laïcs sans exception, ne seront pas obligés de faire un stage dans nos facultés des lettres;

"2. Aussi longtemps que les dirigeants de nos collèges unis et confiants ne prendront pas les moyens d'admettre en nombre suffisant dans leurs maisons des professeurs laïcs bien choisis et bien préparés;

"3. Aussi longtemps que l'on refusera à croire, en dépit des faits contraires qui crèvent les yeux, que le recrutement des prêtres est insuffisant pour alimenter le corps professoral de nos institutions et pour mener à bien l'œuvre de notre enseignement secondaire;

"4. Aussi longtemps que par des vues étroites ou sentimentales, on déplacera le personnel enseignant tous les ans dans nos collèges et qu'on ne songera pas à encourager et à garder les professeurs de carrière.

Nous avons à l'Université Laval une Faculté de lettres, qui a fondé en 1920 une École normale supérieure. Elle peut fournir à l'enseignement secondaire et former tous les professeurs laïcs, dont nos collèges classiques peuvent avoir besoin. Plusieurs laïcs y ont suivi les cours. Mais, le point délicat, c'est qu'ils ne trouvent pas à se placer facilement, malgré qu'ils soient préparés pour la carrière. Tous les laïcs qui sont diplômés de cette École, ne peuvent se faire une carrière dans le professorat, car ils ne trouvent pas de situation permanente dans les collèges classiques.

Il ne faut pas oublier que la carrière de l'enseignement est une véritable vocation. Le professeur ne peut vraiment réussir et contribuer à former des élèves, que s'il est un véritable apôtre qui a le culte du beau. La carrière de l'enseignement est la plus noble et la plus belle qui soit. Celui qui l'embrasse a pour mission de former le caractère des générations futures, former l'âme nationale et l'imprégner de tout ce qu'il y a de beau et de pratique. Pourquoi les jeunes gens de notre province n'auraient pas l'avantage d'entrer dans cette carrière?

Je trouve injuste que cette carrière soit fermée aux laïcs. Pourquoi la carrière de l'enseignement serait-elle fermée aux laïcs? Pourquoi les laïcs n'auraient-ils pas les mêmes droits de faire la même carrière, le même bien que les professeurs ecclésiastiques? Il me semble qu'on devrait fournir aux laïcs bien préparés l'opportunité d'exercer leur véritable vocation.

Certains collèges ont fait un effort très louable dans ce sens. Une enquête, que j'ai faite, m'a révélé qu'il n'y a que 19 professeurs laïques dans sept de nos collèges classiques: deux à l'Externat Saint-Jean-Eudes de Québec; deux au Séminaire de Rimouski; huit au Collège de Rigaud; un au Juvénat des Pères Rédemptoristes; un au Collège Saint-Alexandre; quatre au collège Bréboeuf de Montréal; six au collège Saint-Charles-Borromée de Sherbrooke. J'en fais mon compliment et hommage à l'honorable député de Sherbrooke (M. Bourque).

Il est désirable, qu'il y ait plus de professeurs laïcs dans nos collèges classiques. Il cite un mémoire présenté par les diplômés de l'École normale supérieure de Laval et montre les avantages de cette adjonction de laïcs dans le professorat.

Toute la province réclame une formation, qui a été résumée dans une formule heureuse par l'honorable premier ministre, une formation réaliste et pratique. Il est excellent d'avoir la formation des humanités classiques, mais elle doit être complétée par une autre qui permettra au jeune homme de faire plus facilement sa vie.

La présence des laïcs dans l'enseignement aiderait à stabiliser le corps professoral. On devrait avoir dans nos collèges des professeurs laïcs, qui, connaissant mieux la vie et ayant des charges de famille, seraient plus à leur aise pour donner à l'élève un enseignement pratique et réaliste, capables de lui faire voir le côté pratique ou économique de la vie et de leur montrer que les carrières libérales ne sont pas les seules à s'ouvrir devant eux. Cela aurait pour effet de décongestionner les professions libérales.

De cette façon, avec cinq ou dix professeurs laïcs dans chaque collège, on verrait se former une nouvelle classe sociale formée d'hommes, qui pourraient être des guides précieux pour notre jeunesse et sa formation française. Ce serait un moyen de créer une élite merveilleuse. Nous avons besoin de suppléer à notre pauvreté matérielle par une richesse perpétuellement accrue de l'esprit. Nous ajouterions à notre élite et à la richesse de l'esprit national, si nous avions plus de professeurs laïcs.

Il serait nécessaire de permettre aux collèges classiques d'engager des professeurs laïcs pour assurer l'enseignement secondaire. Les professeurs laïcs seront bien vus par les collèges classiques. Pour y arriver, un problème surgit, le seul inconvénient, toujours le même, sera le côté financier, que nous pouvons envisager pour nos institutions d'enseignement secondaire. C'est pourquoi nous nous tournons vers l'honorable secrétaire de la province.

Il faut admettre que les ressources actuelles des collèges ne sont pas suffisantes. Les collèges classiques n'ont pas les moyens de rémunérer convenablement les professeurs laïcs. On prévoit qu'un diplômé d'une université pourrait faire carrière comme professeur dans un collège et obtenir un salaire annuel de \$500 avec pension. On devrait offrir mieux que ça.

À Rimouski, on m'a informé que l'on ne pouvait payer un professeur laïque plus de \$500 par année, alors qu'on paie \$200 aux professeurs ecclésiastiques. Le Séminaire de Rimouski ne demanderait pas mieux que de payer convenablement des professeurs, mais ses ressources ne le lui permettent pas. Le salaire actuel des professeurs

laïcs des collèges classiques de Québec est passé de \$500 à \$1,500 par année. Je crois que l'État pourrait intervenir.

Évidemment, si l'honorable secrétaire de la province payait les deux tiers du salaire, à condition qu'on donne à ces professeurs des garanties de stabilité, les professeurs seraient convenablement rémunérés. On verse des montants considérables aux commissions scolaires pour les aider à payer un salaire convenable aux professeurs de l'enseignement primaire.

S'il le fait pour les instituteurs de la commission scolaire, pourquoi ne le ferait-il pas pour les éducateurs de l'enseignement secondaire? Ne pourrait-on pas faire la même chose dans le domaine de l'enseignement secondaire, en aidant les collèges à payer à leurs professeurs laïcs des salaires qui leur permettraient de vivre convenablement avec leur famille.

Voilà les quelques réflexions que je voulais faire en présentant cette motion. Réaliser ce projet serait une des belles œuvres du présent gouvernement que de contribuer à créer une élite nouvelle, qui pourra s'étendre et aller répandre dans les provinces voisines les lumières de notre enseignement. Et je suis certain que l'opposition l'approuverait entièrement.

(Applaudissements)

L'honorable M. Perrier (Terrebonne):

M. l'Orateur, je veux tout d'abord féliciter l'honorable représentant de Gaspé-Nord (M. Casgrain) et lui dire que tout le monde pense comme lui. Le gouvernement partage le même désir d'ouvrir la carrière de l'enseignement secondaire aux jeunes gens laïcs de notre province.

Il félicite le député de Gaspé-Nord (M. Casgrain) pour sa suggestion qui était bien fondée et qu'il qualifie d'être bonne en théorie. Mais il souligne que la province n'a pas l'argent nécessaire pour réaliser un tel projet. Il faut avoir, dit-il, plus d'argent pour payer des professeurs compétents. Les directeurs des collèges classiques travaillent ensemble pour trouver plus de professeurs compétents et obtenir de meilleurs revenus pour les payer.

Un grand nombre d'institutions nous ont proposé de former des sujets. Bon nombre de nos anciens boursiers d'Europe, dont la culture serait un apport considérable à l'enseignement, sont prêts à entrer dans la carrière et faire de l'enseignement. Enfin, les directeurs de nos collèges classiques recherchent les moyens d'améliorer leur système.

Nos collèges classiques recherchent la collaboration des instituteurs laïques. Mais les réalisations ont été retardées jusqu'ici, car il leur faut envisager des difficultés d'ordre financier. S'ils ne peuvent recourir davantage aux services des professeurs laïques, c'est parce qu'ils savent que ces derniers exigeront un salaire qui leur permettra de vivre convenablement dans leur milieu social. Ils doivent nécessairement réclamer un salaire plus élevé que les professeurs religieux.

Nos collèges classiques ont recours à des professeurs religieux et il ne faut pas songer à changer cela. Mais avant d'ouvrir cette nouvelle carrière de l'enseignement secondaire laïque à nos jeunes gens, il faut leur assurer un avenir dans cette carrière. Il faut assurer aux professeurs laïques qu'ils seront capables de vivre. Il faut donc commencer par poser le problème d'un salaire raisonnable, convenable. Quel sera ce salaire? Je n'ai pas de précisions à donner pour le moment. Mais je crois qu'il est juste de dire qu'un professeur, après de longues études de spécialisation, est justifiable d'ambitionner un salaire au moins égal à celui qui est payé aux professeurs de l'enseignement primaire ou dans les écoles normales. Tout en admettant que les dépenses relatives au salaire des professeurs sont parfaitement justifiables, il faut admettre qu'on ne peut résoudre d'un seul coup tous les problèmes. Il est impossible au gouvernement provincial de pouvoir résoudre à la fois tous les problèmes au point de vue de l'enseignement.

Il y a certainement une solution à ce problème. D'ailleurs, le gouvernement donne à cette question toute son attention. Elle nécessite beaucoup de dépenses supplémentaires et les ressources du Secrétariat nous obligent à y aller prudemment. Alors que des dépenses supplémentaires seraient justifiées, il faut admettre qu'il est impossible de régler immédiatement tous les problèmes qui nous sont présentés. Le budget de l'Instruction publique a été augmenté considérablement. Nous dépensons actuellement des sommes énormes pour l'enseignement. Mais les sommes mises à la disposition de notre département sont encore insuffisantes aux besoins de l'heure pour que nous puissions aborder le problème tout de suite. Sur la question des professeurs laïques, tout le monde est d'accord. Mais, il faut d'abord régler les difficultés d'ordre financier.

Il est déplorable que l'enseignement n'offre pas plus d'encouragement, et que dans une certaine mesure l'enseignement ne réponde pas adéquatement aux besoins des enseignants.

Je sais que tous les directeurs de nos collèges reconnaissent qu'il y a des lacunes inhérentes à toutes les institutions humaines, qui existent dans leurs maisons. Mais, je sais aussi que les autorités de nos collèges se penchent sur ces problèmes avec le désir d'améliorer notre système actuel. Ils veulent tous améliorer notre culture gréco-latine.

S'il faut admettre que la formation de nos collèges classiques constitue un complément magnifique et admirer la formation de ceux qui ont eu la chance de parcourir tout le cycle de l'enseignement classique, il faut aussi déplorer le fait que ces études ne bénéficient guère à ceux, moins heureux, qui, après deux ans d'éléments latins, sont obligés de s'arrêter au milieu de leurs études. Mais, si des élèves ne peuvent pour une raison ou pour une autre terminer leurs études classiques, il leur manque quelque chose, pour ne pas dire plus, au point de vue pratique, lorsqu'ils arrivent dans la vie. Les notions qu'ils ont reçues leur rendent plus difficile l'orientation dans un milieu pour lequel ils ne sont pas suffisamment préparés.

Sans mettre de côté la partie humaniste des études classiques, il y aurait peut-être lieu d'adjoindre un facteur scientifique plus avancé. Ceux qui quittent le collège en versification ne bénéficient guère des rudiments de grec et de latin qu'ils ont acquis. Nos enfants entrent généralement trop jeunes dans nos collèges pour obtenir les avantages de l'enseignement. On ne peut exiger qu'un enfant de 11 ou 12 ans soit parfaitement fixé sur le choix d'une carrière. Sur 100 élèves qui commencent leurs études classiques, 25 seulement se rendent à la rhétorique. Il y aurait très peu de transposition à faire dans l'adjonction des sciences aux études secondaires, de façon à ce que ceux qui renoncent au cours classique, après quelques années de cours, n'aient pas complètement perdu leur temps.

De mon séjour au Collège de Montréal et au Collège Sainte-Marie, j'ai gardé le souvenir que sur 100 élèves, que nous étions en éléments latins, environ 25 à peine se sont rendus jusqu'à la rhétorique. Les 75 autres ont dû, pour une raison ou une autre, s'arrêter en chemin.

C'est en pensant à ces cas, que les directeurs et supérieurs de nos collèges se penchent sur le problème de l'enseignement et cherchent un moyen de bifurcation vers les études commerciales.

Je veux de nouveau rendre hommage à ceux qui président aux destinées de nos collèges classiques.

Parlant au nom du gouvernement, je dois dire que, dans le domaine de l'enseignement secondaire

classique, il ne faut rien brusquer au point de vue scientifique pour améliorer notre système d'enseignement. Il ne faut pas de chambardement subit. C'est par évolution qu'il faut procéder. Mais j'ajoute que nous avons reçu d'évêques de la province de Québec des lettres exprimant des idées favorables aux changements, dans le sens de celles de l'honorable député de Gaspé-Nord (M. Casgrain).

Tous peuvent toujours compter sur la bienveillance du gouvernement en matière d'éducation, qui s'emploiera de toutes les façons à trouver une solution heureuse. Nous espérons que le problème dont l'honorable député de Gaspé-Nord a parlé en termes si justes, recevra bientôt une solution satisfaisante et heureuse.

(Applaudissements)

La motion est adoptée.

L'éclairage à fluorescence

M. Gagnon (Matane) propose, appuyé par le représentant d'Yamaska (M. Elie), qu'il soit déposé sur le bureau de cette Chambre une copie de l'ordonnance de la Régie des services publics relativement à l'usage des lampes à fluorescence, aussi bien que copie de la correspondance échangée entre le gouvernement de la province de Québec ou aucun de ses membres, officiers ou employés, la Régie des services publics ou aucun de ses membres, officiers ou employés, et toute personne, société, compagnie ou corporation relativement à l'usage de l'éclairage à fluorescence.

L'ordonnance de la Régie pour restreindre l'usage des appareils d'éclairage à gaz fluorescents a été fortement critiquée dans le public. Je n'ai que quelques mots à dire pour attirer l'attention de la Chambre sur ce nouveau genre d'éclairage moins coûteux. Ces lampes, selon les experts, représentent une économie de 60 % sur la consommation de l'éclairage électrique. De plus, l'éclairage aux gaz fluorescents est beaucoup moins fatigant pour les yeux et donc excellent pour la vue. De sorte qu'il s'est grandement répandu en ces dernières années et a une grande popularité chez les consommateurs, les commerçants et les corporations municipales. Le gaz fluorescent devient de plus en plus populaire.

La Régie des services publics a émis une ordonnance exprimant des craintes que cet éclairage puisse causer des accidents. Il déplore le fait que la Régie des services publics du Québec ait jugé qu'elle pouvait émettre une ordonnance exprimant des

craintes au sujet des dangers possibles de l'éclairage fluorescent, et elle le défend.

Il ne veut pas faire de critique abusive contre l'ordonnance, mais il note que cette ordonnance de la Régie, trop hâtive, impose certaines restrictions à l'usage de ces appareils et tend, par le fait même, à en restreindre l'utilisation. À mon avis, dit-il, avant d'émettre une pareille ordonnance, la Régie aurait dû approfondir le problème davantage, au point de vue scientifique. Elle aurait dû consulter des laboratoires et des hommes de science et non pas seulement des gens intéressés à favoriser les compagnies d'électricité.

Je demande donc à la Régie d'étudier encore le problème pour voir si les critiques que l'on fait dans le public sont réellement fondées et de se défier des plaintes, surtout si ce sont des compagnies d'électricité.

Je n'accuse personne. Je ne veux pas d'ailleurs que mes remarques soient prises comme une critique d'une régie, que je respecte.

L'honorable M. Girouard (Arthabaska):

J'ai l'honneur de proposer, appuyé par le représentant de Bonaventure (l'honorable M. Côté), l'ajournement du débat.

Adopté. Le débat est ajourné.

Projets de loi:

Loi de la canalisation du Saint-Laurent

M. Gagnon (Matane) propose, selon l'ordre du jour, que le bill 175 abrogeant la loi 5 George VI, chapitre 27 soit maintenant lu une deuxième fois.

Je remercie l'honorable premier ministre d'avoir attendu le retour de l'honorable chef de l'opposition pour étudier ce projet de loi. La loi dont je demande l'abrogation a été adoptée à la dernière session et autorise le gouvernement de la province à faire une convention avec Ottawa au sujet de la canalisation du Saint-Laurent et de l'utilisation et du développement de ses ressources hydrauliques.

Cette loi est encore à la barre de l'opinion publique. Elle a une portée dont les conséquences seront désastreuses et terribles pour les intérêts de la province de Québec. Jamais on n'a adopté une loi qui donnait un tel chèque en blanc plus grand au gouvernement³. Pour cette raison, elle présente un caractère véritablement nocif, et je crois que nous

devrions la rappeler. Il est prêt, dit-il, à accepter la responsabilité de demander le rappel de la loi. Légalement, le lieutenant-gouverneur en conseil peut conclure une entente avec Ottawa pour le développement du Saint-Laurent dans l'intérêt de la province. Le bill que je présente tend à rappeler le chèque en blanc remis au gouvernement pour conclure toute entente qu'il désire en rapport avec ce projet. Nous ne devrions pas demander au gouvernement le droit de conclure une entente sans obtenir d'abord le consentement de la Législature.

Je considère qu'il y a du pour et du contre dans le projet de canalisation. Mais je crois que toute entente devrait être discutée devant la Chambre. Or, cette loi autorise le gouvernement à conclure à n'importe quelle condition, sans préciser davantage. Il faudrait au moins mettre devant la Chambre les conditions de l'entente que l'on veut conclure entre le gouvernement de Québec et celui d'Ottawa, afin de l'approuver. Quoi qu'il en soit, il n'était pas justifié que la législation de l'année dernière donne au gouvernement des pouvoirs absolus et ces pouvoirs devraient être abrogés.

Car, cette entente est extrêmement grave. Le Québec est sacrifié aux dépens de l'Ontario et le Canada aux dépens des États-Unis. La canalisation du Saint-Laurent va certainement affecter la ville de Montréal qui est devenue la métropole du pays, surtout à cause du fait qu'elle était un grand port et le point de débordement le plus important au Canada. La canalisation pourrait même lui faire perdre ces avantages et les transmettre à une autre province. La loi adoptée l'an dernier peut faire perdre à Montréal ce caractère de titre de métropole du Canada et même faire disparaître son port. Si le projet de canalisation est accepté, la métropole du Canada ne sera plus Montréal, mais Toronto. Cette raison suffirait pour que l'on demande l'abrogation de cette loi, pour réparer une erreur.

Avant que la province de Québec ne soit appelée à signer l'entente avec Ottawa et Washington, il est temps que la Législature rappelle cette loi, qui pourrait avoir des conséquences désastreuses pour toute la population du Québec.

M. Duplessis (Trois-Rivières): Je félicite l'honorable député de Matane d'avoir présenté ce projet, que j'appuie.

Je ne vois pas pourquoi on s'y opposerait. C'est une doctrine libérale que de s'opposer aux chèques en blanc. Nos adversaires ont tellement critiqué dans le passé les chèques en blanc qu'ils ne devraient pas en donner au gouvernement. Surtout,

lorsqu'il s'agit d'une chose importante comme la canalisation du Saint-Laurent, qui n'est pas encore décidée. Les libéraux se sont battus contre Bennett à Ottawa au sujet de ce qu'ils appelaient à l'époque le pouvoir d'émettre des chèques en blanc au profit de la législation d'aide aux chômeurs. Le gouvernement a apparemment oublié qu'il est au service de la Législature et non le contraire.

Si c'est mal de donner un mandat en blanc, quand il s'agit d'argent, c'est encore plus mal, quand il s'agit des droits constitutionnels de la province. La loi dont nous voulons le rappel, va beaucoup trop loin. Elle ne limite aucunement et en aucune façon les conditions de l'entente. L'on pourra même consentir à changer la Constitution, et même sacrifier l'autonomie de la province. Il pourra nous faire perdre des droits essentiels, et ceci, sans passer par la Chambre des députés. Le gouvernement peut faire toutes les ententes qu'il désire avec Ottawa.

La loi actuelle donne au gouvernement le droit de conclure tout ce qu'il croit être bon pour la province de Québec. Or, jamais gouvernement n'a proposé une loi si contraire aux principes du parlementarisme. Nous n'avons pas le droit de subordonner les droits de la Législature au contrôle arbitraire de l'Exécutif. Ce sont les députés qui doivent faire les lois et le gouverneur en conseil est chargé de les exécuter. La loi que nous voulons rappeler est contraire à tous les principes constitutionnels et à toute la doctrine parlementaire. Elle renverse l'ordre des choses et viole l'esprit même du Parlement. La Législature ne doit pas être l'esclave du gouvernement.

Lorsque la loi de l'année dernière sera abrogée, le gouvernement pourra alors en présenter une autre pour faire revenir les choses à la normale.

L'honorable M. Côté (Bonaventure): J'ai été surpris d'entendre l'honorable chef de l'opposition et l'honorable député de Matane demander le rappel d'une loi sans donner une seule bonne raison justifiant la Chambre de se déjuger au bout d'un an. La Législature s'est prononcée l'an dernier et la majorité des membres de l'Assemblée législative l'ont approuvée lors de la dernière session. On ne devrait pas lui demander de se déjuger sans invoquer quelques sérieuses raisons. Au surplus, rien n'est changé dans la situation. Le Saint-Laurent est encore ce qu'il était et les parties contractantes ne sont pas revenues sur leur accord et elles n'ont pas abandonné non plus le projet.

En demandant le rappel de cette loi, ces députés n'auraient pas dû rééditer la discussion de

l'an dernier, mais démontrer que, depuis 1941, il y a quelque chose de changé qui empêche la Législature de maintenir sa décision. Pour justifier le rappel de cette loi, il aurait fallu prouver trois choses:

1. Que le but de la loi ne peut plus être atteint;

2. Que les parties contractantes ne sont plus en mesure de remplir leurs obligations ou qu'elles ne sont plus dans les mêmes dispositions;

3. Que les circonstances ont changé au point que l'entente n'est plus possible, les parties contractantes ayant des raisons sérieuses pour annuler le contrat.

Or, je prétends qu'on n'a rien prouvé de cela. On n'invoque aucune circonstance nouvelle. D'ailleurs, rien n'a changé depuis l'année dernière et rien ne nous empêche de développer deux ou trois millions de chevaux-vapeur de plus. Mes honorables amis, les députés de Matane et de Trois-Rivières, nous ont en somme, simplement répété tous les arguments qu'ils avaient présentés l'an dernier en s'opposant à la loi.

La question est bien simple. Le Canada et les États-Unis ont conclu une entente pour le développement des ressources hydrauliques du Saint-Laurent, dont on a besoin pour fins de guerre. Cette loi est une contribution à l'effort de guerre. Les parties contractantes n'ont pas changé d'opinion et si le but qu'ils poursuivent peut être atteint, pourquoi la Chambre changerait-elle d'opinion quand l'opposition ne nous a pas apporté un seul argument nouveau?

Les négociations entre le Canada et les États-Unis, au sujet de la canalisation du Saint-Laurent se poursuivent. Le comité conjoint canado-américain a tenu plusieurs séances pour étudier le projet de la canalisation. Un comité parlementaire du Congrès américain a même présenté un rapport majoritaire favorable à la canalisation du Saint-Laurent. La Législature avait donc raison de se prononcer en faveur de la canalisation. Le travail est en marche.

M. Duplessis (Trois-Rivières): L'honorable ministre sait-il qu'il n'y a pas eu de convention signée de façon définitive entre Ottawa et les États-Unis sur la canalisation?

La situation est la même en ce qui concerne les deux parties contractantes qui ont négocié, le Canada et les États-Unis, et il y a eu des échanges entre l'Ontario et le gouvernement fédéral. La Commission internationale des eaux navigables a tenu une série de séances en septembre, octobre et décembre derniers et les débats se poursuivent, tandis que le gouvernement du Québec éprouve le

même besoin d'exercer des pouvoirs, comme ce fut le cas l'année précédente.

La législation de l'an dernier était bien fondée et le projet de loi de l'honorable député de Matane (M. Gagnon) est inopportun. C'est pourquoi, dans les circonstances, j'estime que la Législature, qui s'est prononcée l'an dernier, ne doit pas se déjuger. Il ne voit pas de raison pour laquelle la loi devrait être abrogée. Je demande à la Chambre, conclut-il, le renvoi du bill présenté par le député de Matane.

(Applaudissements à droite)

M. Gagnon (Matane): Le principal argument invoqué par le ministre est que, maintenant que la loi a été votée, on ne peut pas la rappeler. À quoi bon alors, d'avoir des sessions tous les ans, si l'on ne peut pas modifier les législations antérieures?

Avant que l'entente, cette iniquité, ne soit consommée, on devrait rappeler la loi de la canalisation. Aucune convention n'a jamais été conclue. Cette argumentation: "rien n'a changé", n'affecte pas le fond même de la question, à savoir que le gouvernement possède un blanc-seing, alors que le Congrès américain et les Communes canadiennes n'ont jamais été appelés à se prononcer sur la question. C'est ce que nous avons soutenu l'an dernier. Nous ajoutons...

M. l'Orateur: L'honorable député doit exercer son droit de réplique sans apporter d'arguments nouveaux.

M. Gagnon (Matane): Nous avons le droit de demander à la Chambre de revenir sur sa décision et de rappeler le gouvernement au respect des libertés populaires.

Une voix de l'opposition réclame le vote.

La motion est mise aux voix, et la Chambre se divise.

Les noms sont appelés et inscrits comme suit:

Pour: MM. Barrette, Bégin, Bourque, Duplessis, Élie, Gagnon (Matane), Labbé, Lorrain, Sauvé (Beauharnois), Talbot, 10.

Contre: MM. Allard, Bastien, Beaulac, Beaulieu (Témiscouata), Biron, Bonvouloir, Bouchard (Québec-Comté), Bullock, Caron (Maisonnette), Casgrain (Gaspé-Nord), Casgrain (Kamouraska-Rivière-du-Loup), Chaloult, Comeau, Côté, Desmarais, Dubreuil, Duffy, Dufour, Fillion, Francœur (Lévis), Francœur (Montréal-Mercier),

Gauthier, Girouard, Godbout, Gosselin, Goulet, Groulx, Guerin, Hamel, Hartt, Jodoin, Joyal, Kirkland, Lawn, Mathewson, Nadon, Panet, Perrier, Plamondon, Potvin, Renault, Robidoux, Rochette, Sabourin, Thisdel, 45.

Ainsi, la motion est rejetée.

Subsides:

Budget des dépenses 1942-1943

L'honorable M. Mathewson (Montréal-Notre-Dame-de-Grâce) propose, selon l'ordre du jour, que M. l'Orateur quitte maintenant le fauteuil.

Adopté. La Chambre se forme de nouveau en comité des subsides.

En comité:

M. Duplessis (Trois-Rivières) donne lecture d'une copie de lettre que vient de lui remettre M. Wilfrid Girouard. Il s'agit d'une communication de M^e Antoine Rivard, procureur du gouvernement dans l'affaire Lanctôt, signalant qu'il n'avait pas été consulté au sujet du désistement du gouvernement dans la réclamation reconventionnelle contre M. Charles Lanctôt, et ajoutant à son avis, que la preuve autorisait la continuation des procédures. Or, le gouvernement s'est désisté.

L'honorable M. Girouard (Arthabaska): L'action principale n'a pas été maintenue par M. Lanctôt lui-même, et par conséquent, il n'y a pas lieu de poursuivre la demande incidente.

L'honorable M. Mathewson (Montréal-Notre-Dame-de-Grâce) propose: 1. Qu'un crédit suffisant soit ouvert à Sa Majesté pour compléter la somme de vingt-cinq mille dollars, nécessaire pour couvrir les dépenses prévues à l'article: "Université Laval, Québec: Octroi annuel (département du secrétaire de la province)", du budget de l'année financière se terminant le 31 mars 1943.

Adopté.

2. Qu'un crédit suffisant soit ouvert à Sa Majesté pour compléter la somme de vingt-cinq mille dollars, nécessaire pour couvrir les dépenses prévues à l'article: "Université de Montréal: Octroi annuel", du budget de l'année financière se terminant le 31 mars 1943.

M. Duplessis (Trois-Rivières): Le gouvernement actuel a transformé la Commission d'administration de l'Université de Montréal en organisme de patronage.

L'honorable M. Perrier (Terrebonne): C'est exactement le contraire; c'est sous l'Union nationale que les amis du premier ministre d'alors exigeaient des autorités de l'Université de soumettre tous ceux qui transigeaient avec la Commission administrative à passer sous les fourches caudines du parti. Il ne s'est rien accompli de pratique, durant cette période, en dehors de longues déclarations sans suites.

M. Duplessis (Trois-Rivières) refuse de reconnaître l'allégation du gouvernement libéral à l'effet qu'il a réglé le problème financier de l'Université de Montréal. Il dit que, sous son gouvernement, une loi avait été passée et a réglé le problème. Sa mise en application avait été confiée à un comité d'experts. Le gouvernement actuel, tout en conservant une partie de la législation de l'Union nationale, a jugé bon de prendre d'autres moyens pour régler le problème. Cependant, ils ne peuvent pas faire oublier aux gens ce que leurs prédécesseurs avaient fait à ce sujet.

Il lit des lettres:

Lettre du cardinal Villeneuve à M. Duplessis

À l'honorable Maurice Duplessis,
Premier ministre de la province,
Hôtel du Gouvernement,
Québec,

Monsieur le Premier Ministre,

Réunis aujourd'hui à Québec pour la session régulière du comité catholique du Conseil de l'instruction publique. Nos seigneurs les archevêques et évêques de la province de Québec m'ont prié de vous exprimer leur gratitude pour le règlement du problème financier de l'Université de Montréal. Ils ont apprécié la considération que vous avez donnée par là aux plus graves intérêts de la province et se plaisent aussi à souligner votre respectueuse déférence en particulier à l'égard de Son Excellence Révérendissime Monseigneur l'archevêque-coadjuteur de Montréal, Chancelier de l'Université de Montréal.

Heureux de vous transmettre ce témoignage, Monsieur le Premier Ministre, je ne veux pas perdre l'occasion de vous redire combien j'ai été personnellement sensible au bienveillant accueil que

vous avez fait à l'exposé des besoins de l'Université Laval, et je vous remercie de votre munificence à son endroit.

Veuillez croire, Monsieur le Premier Ministre, à mes vifs sentiments.

(Signé) J.-J. Rodrigue Card. Villeneuve,
O.M.I., Archevêque de Québec.

Lettre de S. E. Mgr Gauthier

Montréal, 26 octobre 1937

À l'honorable Maurice Duplessis,
Premier ministre de la province,
Hôtel du Gouvernement,
Québec,

Monsieur le Premier Ministre,

Je veux vous remercier sans retard de ce que vous venez de faire pour l'Université. Vous devinez combien NN. SS. les Évêques se sont préoccupés de la situation dans laquelle s'est trouvée, depuis des années, notre maison d'enseignement supérieur. Paralytie, impuissance, et dans une région comme celle de Montréal, il est facile de se rendre compte de tout ce que cela signifie. Grâce à Dieu et à vous, nous allons vivre et peu à peu nous mettre au niveau de nos besoins. Vous avez, je puis vous le dire, notre très vive reconnaissance. Je vous remercie presque autant de la façon dont vous avez annoncé votre don. Nous avons tellement souffert que les moindres délicatesses nous vont au cœur.

Veuillez agréer, M. le Ministre, l'assurance de mes meilleurs sentiments.

Georges Gauthier,
archevêque-coadjuteur de Montréal.

Lettre de Mgr Maurault

Montréal, le 28 avril 1939

À l'honorable Maurice Duplessis,
Premier ministre de la province,
Les Trois-Rivières.

Monsieur le Premier Ministre,

Vous avez sauvé Saint-Sulpice, vous venez de sauver l'Université de Montréal; deux inoubliables bienfaits.

Saint-Sulpice et l'Université de Montréal sont mes deux familles spirituelles; je leur suis profondément attaché. Vous devinez, dès lors, mon immense gratitude. Mais je tiens à vous l'exprimer et à vous présenter mes remerciements personnels.

Vous savez peut-être que Saint-Joseph est notre patron. Nous ne pouvions avoir auprès de vous un meilleur avocat...

Veuillez agréer, Monsieur le Premier Ministre, l'hommage de mes respectueux sentiments.

Le recteur,
Olivier Maurault, P.S.S.

Lettre du Dr Albert LeSage

Montréal, le 28 avril 1939

À l'honorable Maurice Duplessis,
Premier ministre de la province
de Québec,

Monsieur le Premier Ministre,

Je désire très simplement, à mon titre de doyen de la Faculté de médecine de l'Université de Montréal, vous exprimer nos sentiments de gratitude et nos félicitations pour le geste que vous avez posé en soumettant aux deux Chambres l'adoption du bill des Universités.

Cet acte est celui d'une politique, et votre nom comptera parmi ceux qui ont contribué le mieux à la culture et la permanence d'une race dont vous êtes l'un des membres les plus distingués.

Veuillez agréer, Monsieur le Premier Ministre, avec mes remerciements personnels, mes sentiments de très haute considération.

Le doyen,
Docteur Albert LeSage

L'honorable M. Perrier (Terrebonne): Il n'est pas étonnant qu'ils eussent écrit dans un style peu enthousiaste⁴, parce qu'ils avaient été désabusés par l'inaction de l'Union nationale. De sorte qu'en apprenant la passation d'une nouvelle loi, ils avaient pensé que quelque chose d'utile et de bon en sortirait.

M. Duplessis (Trois-Rivières): Le ministre n'a pas le droit de ridiculiser Nos Seigneurs les Evêques, en laissant croire qu'ils avaient eu la naïveté d'approuver des choses qu'ils ne connaissaient pas.

L'honorable M. Perrier (Terrebonne) demande au chef de l'opposition de ne pas lui prêter des paroles qu'il n'a jamais dites. Il répète ses paroles.

M. Duplessis (Trois-Rivières): Il s'agit d'une énonciation de faits et les plus hautes autorités religieuses reconnaissent en toutes lettres que le gouvernement de l'Union nationale avait réglé le problème universitaire.

La résolution est Adoptée.

L'honorable M. Mathewson (Montréal-Notre-Dame-de-Grâce) propose: 3. Qu'un crédit suffisant soit ouvert à Sa Majesté pour compléter la somme de cinq mille dollars, nécessaire pour couvrir les dépenses prévues à l'article: "Bishop's College, Lennoxville: - Octroi annuel", du budget de l'année financière se terminant le 31 mars 1943.

M. Duplessis (Trois-Rivières): Pourquoi ce changement? Pour quelle raison l'octroi annuel du Collège Bishop, à Lennoxville, a été diminué?

L'honorable M. Perrier (Terrebonne): À la suite d'une entente avec les intéressés, tous les octrois ont été réduits.

M. Duplessis (Trois-Rivières): Je note l'admission du ministre.

La résolution est adoptée.

L'honorable M. Mathewson (Montréal-Notre-Dame-de-Grâce) propose: 4. Qu'un crédit suffisant soit ouvert à Sa Majesté pour compléter la somme de mille dollars, nécessaire pour couvrir les dépenses prévues à l'article: "Allocation spéciale à l'enseignement protestant", du budget de l'année financière se terminant le 31 mars 1943.

Adopté.

5. Qu'un crédit suffisant soit ouvert à Sa Majesté pour compléter la somme de vingt-cinq mille dollars, nécessaire pour couvrir les dépenses prévues à l'article: "Bibliothèque Saint-Sulpice, Montréal", du budget de l'année financière se terminant le 31 mars 1943.

M. Duplessis (Trois-Rivières): Le gouvernement a nommé comme fiduciaire des biens des Sulpiciens M. J.-A.-A. Leclair, qui est l'organisateur en chef du Parti libéral pour le district de Montréal. C'est une chose inconcevable et inconvenante. Le gouvernement devrait forcer son organisateur à abandonner ce poste.

La résolution est adoptée.

L'honorable M. Mathewson (Montréal-Notre-Dame-de-Grâce) propose: 6. Qu'un crédit suffisant soit ouvert à Sa Majesté pour compléter la somme de deux cent vingt-cinq mille dollars, nécessaire pour couvrir les dépenses prévues à l'article: "École polytechnique de Montréal", du budget de l'année financière se terminant le 31 mars 1943.

Adopté.

7. Qu'un crédit suffisant soit ouvert à Sa Majesté pour compléter la somme de cinq cent soixante-seize mille quatre cents dollars, nécessaire pour couvrir les dépenses prévues à l'article: "Loi des écoles techniques ou professionnelles", du budget de l'année financière se terminant le 31 mars 1943.

M. Duplessis (Trois-Rivières): Est-ce que l'honorable secrétaire de la province (l'honorable M. Perrier) encourage l'enseignement technique partout dans la province?

Il serait préférable d'avoir plusieurs petites écoles techniques partout dans la province que d'en avoir quelques grandes concentrées dans les grands centres, comme c'est le cas actuellement pense-t-il, même si la construction d'une grande école représente un gros contrat.

L'honorable M. Perrier (Terrebonne): Nous avons agrandi l'École technique de Hull et l'École technique de Québec. Nous avons organisé un immeuble spécial pour l'École du meuble, qui logeait sous le toit de l'École technique de Montréal, de sorte que celle-ci a pu s'agrandir elle aussi. Selon lui, les quatre écoles, à Hull, Montréal, Trois-Rivières et Québec permettent aux jeunes hommes, venant de tous les coins de la province, d'avoir accès à l'éducation nécessaire.

Le gouvernement essaie autant que possible d'établir l'enseignement technique. Comme preuve de l'encouragement que nous donnons à l'enseignement technique, je citerai le fait suivant: En 1938-1939, dernière année du gouvernement de l'Union nationale, on a donné \$884,735 pour l'enseignement technique.

Cette année, dans le budget qui est présentement voté, le gouvernement donne \$1,382,400, soit une augmentation d'un demi-million de dollars pour l'enseignement technique. Le gouvernement multipliera le nombre d'institutions. C'est un bon commencement et nous ne nous arrêterons pas là.

(Applaudissements)

M. Duplessis (Trois-Rivières): Pose une question.

L'honorable M. Perrier (Terrebonne): L'immeuble de la Faculté de chirurgie dentaire servira à organiser des bureaux pour les services du gouvernement, quand l'Université occupera ses édifices de la montagne.

La résolution est adoptée.

L'honorable M. Mathewson (Montréal-Notre-Dame-de-Grâce) propose: 8. Qu'un crédit suffisant soit ouvert à Sa Majesté pour compléter la somme de cinquante et un mille dollars, nécessaire pour couvrir les dépenses prévues à l'article: "Loi de l'École du meuble, Montréal", du budget de l'année financière se terminant le 31 mars 1943.

Adopté.

9. Qu'un crédit suffisant soit ouvert à Sa Majesté pour compléter la somme de cinquante-cinq mille dollars, nécessaire pour couvrir les dépenses prévues à l'article: "École technique, Trois-Rivières", du budget de l'année financière se terminant le 31 mars 1943.

Adopté.

Rapport du comité des subsides:

M. l'Orateur au fauteuil

M. le président fait rapport que le comité a adopté plusieurs résolutions et qu'il demande la permission de siéger de nouveau.

Il est résolu que la Chambre, à sa prochaine séance, se formera de nouveau en comité des subsides.

Lesdites résolutions sont lues et adoptées.

Ajournement

M. l'Orateur prononce l'ajournement.

La séance est levée à 6 heures.

Deuxième séance du 29 avril 1942

Présidence de l'honorable B. Bissonnette

La séance est ouverte à 8 h 30.

Prière.

M. l'Orateur: À l'ordre, Messieurs! Que les portes soient ouvertes!

Projets de loi:

Oka-sur-le-Lac

M. Leduc (Laval) demande, appuyé par le représentant de Matapédia (M. Dufour) la permission de présenter le bill 181 érigeant la ville d'Oka-sur-le-Lac.

M. Duplessis (Trois-Rivières) objecte que le bill en question est, de sa nature, un bill privé et qu'il ne peut être présenté comme bill public.

M. l'Orateur remet sa décision à plus tard.

Demandes de documents:

Crédit agricole

M. Élie (Yamaska) propose, appuyé par le représentant de Papineau (M. Lorrain), qu'il soit présenté à l'honorable monsieur le lieutenant-gouverneur une adresse, le priant de bien vouloir faire déposer sur le bureau de la Chambre une copie de tous arrêtés ministériels adoptés par le lieutenant-gouverneur en conseil de la province de Québec, depuis le 1^{er} janvier 1941 jusqu'au 10 mars 1942 inclusivement, et se rapportant à tous les emprunts, soit contractés, soit garantis, soit autorisés par le lieutenant-gouverneur en conseil de la province de Québec, relativement au crédit agricole du Québec établi par la loi, chapitre 3, 1 Édouard VIII, 2^e session (1936), et ses amendements.

Le crédit agricole a produit d'excellents effets dans la province, depuis qu'il a été créé par l'Union nationale. Mais, en ce moment, si surprenante que la chose puisse paraître à certains, il y a une sorte de crise très grave dans la classe agricole.

C'est que le cultivateur est le dernier à profiter des avantages qui résultent de la guerre. Pendant que les gages et salaires qu'il doit payer ont augmenté, la main-d'œuvre se fait rare. Tels employés, que l'on payait auparavant \$25 par mois, reçoivent maintenant \$50.

On a gelé les prix des denrées agricoles. Les salaires ont monté. Il y a aussi la hausse du prix des grains, l'augmentation notable de divers articles, d'où il résulte que les profits des cultivateurs sont fort limités. Aussi, est-ce une vérité d'affirmer en règle générale que le cultivateur qui réussit sur sa terre doit y avoir grandi, y avoir acquis la connaissance des nombreuses occupations que la culture nécessite.

Dans les villes, chez les urbains, on est souvent sous la fausse impression que le cultivateur fait des profits, ce qui nous amène une certaine classe de cultivateurs amateurs, qui se sont achetés des terres par suite d'une terreur panique de la guerre. Ils n'ont guère de chance de réussir. Ils enregistrent ordinairement des mécomptes tout en rendant service aux cultivateurs, parce qu'ils leur achètent du cheptel. Mais ils auraient grand tort de se laisser emballer. Un grand nombre de cultivateurs sont dans la gêne. Il y en a même qui ne peuvent plus tenir. L'honorable premier ministre lui-même s'était acheté une grande terre et il l'a abandonnée avec raison avant le fiasco, pour éviter un désastre. Nombre de cultivateurs ont abandonné leurs terres pour les industries de guerre. Il est à noter que rares sont ceux, parmi eux, qui avaient obtenu le crédit agricole. Le gouvernement devrait être plus large pour les véritables cultivateurs qui ont besoin du crédit agricole.

Dernièrement, le premier ministre du Canada a déclaré que 200,000 cultivateurs canadiens ont quitté leur terre en ces dernières années, parce qu'ils étaient attirés par les industries de guerre. Parmi ces 200,000, il y en avait 20,000 de la province de Québec et, de ce nombre, 15,000 ou 16,000 n'avaient pas obtenu de crédit agricole. Tous ceux qui ont pu bénéficier du crédit agricole ont pu ainsi rester sur leur terre.

Le gouvernement actuel a modifié au désavantage de la classe agricole le système de prêt rural établi par l'Union nationale. Il a fait son possible pour détruire le travail du gouvernement de l'Union nationale dans ce domaine. Ce gouvernement avait sauvé l'agriculture au Québec en versant de l'argent et en accordant des prêts aux agriculteurs selon des conditions généreuses. Si tant de cultivateurs de la province ont quitté leur terre, le

gouvernement actuel en est responsable. Avec le gouvernement actuel, les conditions régissant les prêts sont devenues tellement onéreuses que presque personne ne fait de demande d'aide. En sabotant le crédit agricole, en rendant les conditions plus difficiles aux cultivateurs pour l'octroi d'un prêt, le gouvernement a forcé les cultivateurs à s'en passer et est responsable de la désertion des campagnes.

Je regrette que le gouvernement actuel ait modifié la loi du crédit agricole rural établi par l'Union nationale, en portant le taux de remboursement et intérêt de 4 % à 5.71 %. Si près de 20,000 cultivateurs se sont prévalus du crédit agricole, c'est évidemment qu'il était nécessaire.

Les cultivateurs de la province sont tellement contents de ce système de prêt qu'ils remercient chaque jour le représentant de Trois-Rivières (M. Duplessis), le chef de l'Union nationale, d'avoir fait adopter un tel projet par les Chambres provinciales. Je suis assuré que les cultivateurs ne se mettent pas au lit le soir, sans dire un "*Ave Maria*" pour le député de Trois-Rivières.

L'honorable M. Casgrain (Kamouraska-Rivière-du-Loup): C'est sans doute pour cela qu'il est revenu à la santé!

M. Élie (Yamaska): L'Union nationale a sauvé 19,822 cultivateurs de la faillite avec l'Office du crédit agricole. Il demande que le gouvernement rétablisse le système du crédit agricole sur les bases où il était autrefois.

L'honorable M. Godbout (L'Islet): J'ai l'habitude d'entendre l'honorable représentant d'Yamaska parler plus sérieusement de choses agricoles et avec plus de largeur de vues. Et, je suis surpris des paroles qu'il a eues à mon égard.

Le représentant d'Yamaska s'est inquiété de mon sort, en faisant une insinuation au sujet de la ferme que j'avais louée à Oka. Il peut dormir tranquille. Je lui dirai tout d'abord que j'ai réussi à faire de l'argent avec cette ferme, malgré que je n'y sois resté que pendant une année.

J'ai loué la ferme de la compagnie Empain, pour cinq ans, qui l'avait elle-même achetée des Sulpiciens. J'ai loué cette ferme parce que tous les cultivateurs de la région étaient peints de la voir tomber en déchéance. Ils craignaient de voir cette belle et ancienne ferme de démonstration perdre de sa valeur, en n'étant pas exploitée par ses nouveaux acquéreurs. C'est une ferme qui avait toujours été bien cultivée, qui était un centre d'enseignement et

d'exemple pour les cultivateurs de la région, pour l'encouragement des cultivateurs.

Je l'ai louée pour la satisfaction de rendre service à l'agriculture et aux agriculteurs de la région des Deux-Montagnes. Je l'ai louée pour cinq ans. Je l'ai fait profiter. Mais, j'ai sacrifié les bénéfices des quatre autres années et la satisfaction de rendre service à l'agriculture, parce qu'on colportait des calomnies contre moi. L'opposition a fait circuler des rumeurs fantaisistes au sujet de cette propriété. Jusqu'à prétendre, suivant un député de l'opposition, que je vois en face de moi ce soir, que j'avais payé \$100,000 comptant pour une telle ferme. Il a dit avoir vu le contrat d'achat pour cette ferme. Ceci est absolument faux. Si je n'ai pas persisté à Oka et que je l'ai abandonnée après une année, c'est que du côté de la Chambre, où siège le député d'Yamaska, il y a des gens du côté de l'Union nationale à l'âme tellement noire qu'ils ont colporté toutes sortes de calomnies et émis des doutes contre moi au sujet de la location de cette ferme.

Je suis heureux de la petite malice de l'honorable député d'Yamaska. Son allusion m'a donné l'occasion de rétablir la vérité et les faits. Car, si j'ai abandonné cette ferme, c'est à cause des petitesse de certains de mes amis d'en face.

L'honorable député d'Yamaska a parlé du crédit agricole. Le gouvernement actuel aide non seulement à maintenir le système de prêts agricoles, mais contribue aussi à améliorer ses conditions. Actuellement, il va bien, le crédit agricole dans la province. Le système fonctionne bien. Depuis 1940, il n'y a pas de mauvais prêts. Il n'y a qu'une chose qui ne va pas, c'est ceci: nous avons fait faire enquête par des employés - presque tous des employés nommés par l'Union nationale - sur les prêts consentis de 1937 à 1939. L'enquête a révélé que 17 % à 18 % des prêts consentis par l'Union nationale de 1937 à 1939, sont classés mauvais et dangereux au point de vue solvabilité financière. Tandis qu'une autre enquête sur les prêts consentis par nous de 1939 à 1941 a démontré qu'ils étaient tous classés, sans exception, solides et excellents.

L'honorable député dit que nous avons augmenté le taux d'intérêt et remboursement. Oui, mais si le taux de l'intérêt a augmenté, cela tient à ce que, depuis 1939, le taux d'intérêt a monté partout. Même s'il a été porté de 2½ % à 3 %, le gouvernement actuel trouve tout de même à donner plus aux cultivateurs emprunteurs que l'Union nationale. Car, l'argent coûte 1¼ % plus cher au gouvernement actuel. Ce dernier paie un intérêt de ¾ de 1 % plus élevé que payait l'Union nationale par

suite des conditions monétaires mondiales. De plus, l'Union nationale chargeait le remboursement pendant 40 ans, ce qui était trop long. Et nous ne chargeons que pendant 25 ans. Nous avons rendu service à la classe agricole en réduisant de 40 à 25 ans la période de remboursement du prêt.

Au sujet du crédit agricole, on m'a fait faire toutes sortes de déclarations fantaisistes. Je suis pour un bon crédit agricole, qui maintient une administration juste, sans favoritisme. Le Parti libéral a toujours été en faveur du crédit rural. Le crédit agricole fonctionne très bien et les cultivateurs sont satisfaits. Auparavant, le gouvernement provincial incitait le cultivateur québécois à profiter du prêt fédéral. Il l'aidait en payant une partie de l'intérêt soit 2 % du 5 %. Mais, il ne diffère d'opinion avec ses adversaires que sur les modalités. À preuve, il paie la différence sur le prêt fédéral pour réduire le taux d'intérêt à 3 % et il a offert de payer 1 % sur le taux de fonds d'amortissement. Ce que nous voulions, c'était de maintenir le prêt agricole fédéral dont la province aurait pu améliorer les conditions. En 1936, le peuple en a décidé autrement en se prononçant sur bien d'autres questions.

En 1941, 42 demandes seulement sont restées sans réponse à l'Office, tandis que, sous l'Union nationale, il y en a eu jusqu'à 10,000 demandes sans accusé de réception.

L'honorable député d'Yamaska m'a classé parmi les cultivateurs-amateurs. Je suis cultivateur. J'ai été toute ma vie sur la terre et j'ai toujours vécu sur ma terre, et je crois avoir fait autant que mon honorable ami pour l'agriculture et être aussi bon cultivateur que le représentant d'Yamaska. Si l'honorable député parlait ici, comme il parle en dehors de la Chambre, il y gagnerait beaucoup.

(Applaudissements)

M. Duplessis (Trois-Rivières): L'honorable premier ministre a employé des expressions regrettables en parlant de petitesse de l'Union nationale. S'il y a un homme qui a souffert d'accusations portées par ses adversaires, qui a été lâchement attaqué par le Parti libéral et ses journaux, c'est bien moi, celui qui parle en ce moment. Le premier ministre a tort d'injurier un brave cultivateur de cette Chambre.

Le premier ministre n'a pas loué une terre des Sulpiciens, mais bien du baron Empain. Et, s'il aime tant les cultivateurs de la région, pourquoi a-t-il abandonné subitement l'œuvre qu'il s'était proposée? Il aurait dû garder sa ferme d'Oka et ne pas se soucier des attaques. C'est justement quand on

est attaqué que l'on doit redoubler d'ardeur dans l'intérêt d'une cause que l'on croit juste.

Le gouvernement a saboté le prêt agricole institué par l'Union nationale. Quant au crédit agricole, le représentant de L'Islet a lancé une insulte à la face des cultivateurs en disant que 18 % des prêts consentis de 1936 à 1939 étaient classés dangereux. On n'a pas le droit de dire que 18 % des cultivateurs ne paieront pas et remboursent mal leurs prêts, quand on sait que tous font honneur à leurs obligations. Comme question de fait, très peu de cultivateurs n'ont pas su honorer leurs engagements. Sur 20,000 emprunteurs, il ne se trouve que 22 agriculteurs en retard dans leurs paiements.

Le crédit agricole a sauvé des milliers et des milliers de cultivateurs et rétabli à leur avantage un marché monétaire solide.

Il faut prendre tous les moyens de garder les cultivateurs sur leur terre en gardant à l'agriculture son caractère de stabilité.

La motion est adoptée.

Projets de loi:

Loi des constituts

M. Bienvenue (Bellechasse) propose, selon l'ordre du jour, que cette Chambre se forme en comité plénier pour étudier le bill 178 modifiant la loi des constituts ou du régime de tenure dans certains districts électoraux.

Adopté. M. l'Orateur quitte le fauteuil.

Le comité étudie le bill article par article et le président fait rapport que le comité a adopté le bill 178 sans l'amender.

M. Bienvenue (Bellechasse) propose que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Adopté.

Il est ordonné que le greffier porte ce bill au Conseil législatif et prie les honorables conseillers de l'adopter.

Études médicales en temps de guerre

M. Kirkland (Jacques-Cartier) propose, selon l'ordre du jour, que le bill 180 pour faciliter les études médicales en temps de guerre soit maintenant lu une deuxième fois.

On sait que l'on veut que ces études médicales, pour le temps de la guerre, soient faites en quatre années au lieu de cinq années, pour les étudiants en médecine engagés dans le travail de guerre. Nous en avons parlé hier. Le projet de loi est présenté à la demande du Collège des médecins et chirurgiens. Cette mesure a été approuvée par toutes les autorités compétentes. L'armée canadienne aura besoin cette année de 600 à 1,000 médecins. La population civile en aura besoin aussi. Pour régler ce problème, le Collège des médecins et les universités se sont entendus pour supprimer, ou à peu près, les vacances d'été et pour réduire la durée du cours médical.

Adopté. Le bill est lu une deuxième fois et renvoyé au comité permanent des bills publics en général.

M. Kirkland (Jacques-Cartier) propose que cette Chambre se forme immédiatement en comité.

Adopté. M. l'Orateur quitte le fauteuil.

Le comité étudie le bill article par article et le président fait rapport que le comité a adopté le bill 180 sans l'amender.

Subsides:

Budget des dépenses 1942-1943

L'honorable M. Mathewson (Montréal-Notre-Dame-de-Grâce) propose, selon l'ordre du jour, que M. l'Orateur quitte maintenant le fauteuil.

Adopté. La Chambre se forme de nouveau en comité des subsides.

En comité:

M. Duplessis (Trois-Rivières): Je fais des vœux de rétablissement complet, au nom de l'Union nationale, pour le retour très prochain à la santé du ministre des Travaux publics et de la Voirie (l'honorable M. Bouchard).

Le premier ministre a dit que, si le représentant de Saint-Hyacinthe (l'honorable M. Bouchard) lui demandait d'aller cirer les chaussures en Angleterre, qu'il s'y rendrait de bon gré. Antérieurement, le premier ministre avait dit que le représentant de Saint-Hyacinthe était son bras droit vigoureux. Comme le premier ministre aura besoin de son bras

droit pour cirer les bottes, c'est injuste pour le député de Saint-Hyacinthe (M. Bouchard).

(Rires)

L'honorable M. Mathewson (Montréal-Notre-Dame-de-Grâce) propose: 1. Qu'un crédit suffisant soit ouvert à Sa Majesté pour compléter la somme de un million de dollars, nécessaire pour couvrir les dépenses prévues à l'article: "Entretien de certains édifices publics et location des bâtisses pour bureaux à travers la province (département des Travaux publics)", du budget de l'année financière se terminant le 31 mars 1943.

Adopté.

2. Qu'un crédit suffisant soit ouvert à Sa Majesté pour compléter la somme de cent quarante mille dollars, nécessaire pour couvrir les dépenses prévues à l'article: "Nettoyage des bureaux, édifices de la Législature et des départements", du budget de l'année financière se terminant le 31 mars 1943.

Adopté.

3. Qu'un crédit suffisant soit ouvert à Sa Majesté pour compléter la somme de quarante-cinq mille dollars, nécessaire pour couvrir les dépenses prévues à l'article: "Taxes d'eau sur divers édifices du gouvernement à Québec", du budget de l'année financière se terminant le 31 mars 1943.

Adopté.

4. Qu'un crédit suffisant soit ouvert à Sa Majesté pour compléter la somme de trente-cinq mille dollars, nécessaire pour couvrir les dépenses prévues à l'article: "Dépenses de voyage", du budget de l'année financière se terminant le 31 mars 1943.

Adopté.

5. Qu'un crédit suffisant soit ouvert à Sa Majesté pour compléter la somme de huit mille sept cents dollars, nécessaire pour couvrir les dépenses prévues à l'article: "Bureau de poste: Traitements et dépenses contingentes", du budget de l'année financière se terminant le 31 mars 1943.

Adopté.

6. Qu'un crédit suffisant soit ouvert à Sa Majesté pour compléter la somme de huit mille dollars, nécessaire pour couvrir les dépenses prévues à l'article: "Écoles normales: Entretien et réparations", du budget de l'année financière se terminant le 31 mars 1943.

Adopté.

7. Qu'un crédit suffisant soit ouvert à Sa Majesté pour compléter la somme de soixante-six mille trois cents dollars, nécessaire pour couvrir les dépenses prévues à l'article: "Bureaux du gouvernement, Montréal: Entretien et réparations",

du budget de l'année financière se terminant le 31 mars 1943.

Adopté.

8. Qu'un crédit suffisant soit ouvert à Sa Majesté pour compléter la somme de cent quatre-vingt-quatre mille dollars, nécessaire pour couvrir les dépenses prévues à l'article: "Palais de justice et prisons: Entretien et réparations", du budget de l'année financière se terminant le 31 mars 1943.

Adopté.

9. Qu'un crédit suffisant soit ouvert à Sa Majesté pour compléter la somme de trente mille dollars, nécessaire pour couvrir les dépenses prévues à l'article: "Loi de la prévention des incendies", du budget de l'année financière se terminant le 31 mars 1943.

Adopté.

10. Qu'un crédit suffisant soit ouvert à Sa Majesté pour compléter la somme de trois cent mille dollars, nécessaire pour couvrir les dépenses prévues à l'article: "Ponts-routes: Octrois", du budget de l'année financière se terminant le 31 mars 1943.

Adopté.

11. Qu'un crédit suffisant soit ouvert à Sa Majesté pour compléter la somme de deux cent soixante-quinze mille dollars, nécessaire pour couvrir les dépenses prévues à l'article: "Ponts-routes: Entretien", du budget de l'année financière se terminant le 31 mars 1943.

Adopté.

12. Qu'un crédit suffisant soit ouvert à Sa Majesté pour compléter la somme de soixante-quatre mille cinq cents dollars, nécessaire pour couvrir les dépenses prévues à l'article: "Ponts-routes: Divers", du budget de l'année financière se terminant le 31 mars 1943.

Adopté.

13. Qu'un crédit suffisant soit ouvert à Sa Majesté pour compléter la somme de cent cinquante-quatre mille six cents dollars, nécessaire pour couvrir les dépenses prévues à l'article: "Ponts provinciaux: Entretien et réparations", du budget de l'année financière se terminant le 31 mars 1943.

Adopté.

14. Qu'un crédit suffisant soit ouvert à Sa Majesté pour compléter la somme de trente mille dollars, nécessaire pour couvrir les dépenses prévues à l'article: "Ponts provinciaux - Remboursement des billets", du budget de l'année financière se terminant le 31 mars 1943.

Adopté.

15. Qu'un crédit suffisant soit ouvert à Sa Majesté pour compléter la somme de huit mille

dollars, nécessaire pour couvrir les dépenses prévues à l'article: "Compensations, honoraires et frais d'hospitalisation *re*: Accidents du travail", du budget de l'année financière se terminant le 31 mars 1943.

Adopté.

16. Qu'un crédit suffisant soit ouvert à Sa Majesté pour compléter la somme de cinquante-quatre mille neuf cents dollars, nécessaire pour couvrir les dépenses prévues à l'article: "Palais de justice et prisons", du budget de l'année financière se terminant le 31 mars 1943.

Adopté.

17. Qu'un crédit suffisant soit ouvert à Sa Majesté pour compléter la somme de soixante-quinze mille dollars, nécessaire pour couvrir les dépenses prévues à l'article: "Asile des aliénés criminels, Montréal", du budget de l'année financière se terminant le 31 mars 1943.

Adopté.

18. Qu'un crédit suffisant soit ouvert à Sa Majesté pour compléter la somme de cinquante mille dollars, nécessaire pour couvrir les dépenses prévues à l'article: "Transformation de la prison des femmes, Québec, en quartiers-généraux de la police provinciale", du budget de l'année financière se terminant le 31 mars 1943.

Adopté.

19. Qu'un crédit suffisant soit ouvert à Sa Majesté pour compléter la somme de quatre mille dollars, nécessaire pour couvrir les dépenses prévues à l'article: "Tunnel entre édifices A et E", du budget de l'année financière se terminant le 31 mars 1943.

Adopté.

20. Qu'un crédit suffisant soit ouvert à Sa Majesté pour compléter la somme de vingt-sept mille dollars, nécessaire pour couvrir les dépenses prévues à l'article: "Entrepôt-garage rue De Varennes", du budget de l'année financière se terminant le 31 mars 1943.

Adopté.

21. Qu'un crédit suffisant soit ouvert à Sa Majesté pour compléter la somme de trente mille dollars, nécessaire pour couvrir les dépenses prévues à l'article: "Bibliothèque Saint-Sulpice", du budget de l'année financière se terminant le 31 mars 1943.

Adopté.

22. Qu'un crédit suffisant soit ouvert à Sa Majesté pour compléter la somme de huit mille cinq cents dollars, nécessaire pour couvrir les dépenses prévues à l'article: "Troisième versement sur prix d'achat de la propriété Létourneau", du

budget de l'année financière se terminant le 31 mars 1943.

Adopté.

23. Qu'un crédit suffisant soit ouvert à Sa Majesté pour compléter la somme de deux cent cinquante mille dollars, nécessaire pour couvrir les dépenses prévues à l'article: "Loi pourvoyant à l'aménagement de bureaux", du budget de l'année financière se terminant le 31 mars 1943.

Adopté.

24. Qu'un crédit suffisant soit ouvert à Sa Majesté pour compléter la somme de soixante-quinze mille dollars, nécessaire pour couvrir les dépenses prévues à l'article: "Construction d'un pont dans le canton Dubouison", du budget de l'année financière se terminant le 31 mars 1943.

Adopté.

25. Qu'un crédit suffisant soit ouvert à Sa Majesté pour compléter la somme de douze mille dollars, nécessaire pour couvrir les dépenses prévues à l'article: "Loi relative à la construction de certains ponts dans la province", du budget de l'année financière se terminant le 31 mars 1943.

Adopté.

26. Qu'un crédit suffisant soit ouvert à Sa Majesté pour compléter la somme de vingt mille dollars, nécessaire pour couvrir les dépenses prévues à l'article: "Améliorations à la bâtisse de la Cour juvénile - Montréal", du budget de l'année financière se terminant le 31 mars 1943.

Adopté.

Rapport du comité des subsides:

M. l'Orateur au fauteuil

M. le président fait rapport que le comité a adopté plusieurs résolutions et demande la permission de siéger de nouveau.

Il est résolu que la Chambre, à sa prochaine séance, se formera de nouveau en comité des subsides.

Lesdites résolutions sont lues et adoptées.

Ajournement

M. l'Orateur prononce l'ajournement.

La séance est levée à 11 h 30⁵.

NOTES

1. *Le Soleil* du 30 avril 1942, à la page 3, mentionne 200 ans.

2. *Traduction*: "Les hommes qui ont créé les institutions du monde occidental se considéraient rationnels et libres. Rationnels, parce qu'ils comprenaient l'ordre moral universel et leur rôle en rapport avec celui-ci, et libres, parce qu'ils admettaient avoir, au sein de ces institutions, certains droits et certaines responsabilités morales. De l'idée d'une unité de l'humanité dans un ordre rationnel provient l'idée du droit et l'idée que le caractère de toute loi se détermine en conformité avec les lois de la nature et de l'homme. De ceci provient l'idée d'un gouvernement constitutionnel et c'est là-dessus que nos propres institutions sont fondées. Le fait que les institutions qui nous sont chères soient le produit d'une culture qui, tel que soulevé par Gilson, est essentiellement la culture de la Grèce, héritée par les Romains des Grecs, transfusée par les pères de l'Église à travers les enseignements de la chrétienté et progressivement propagée par d'innombrables artistes, écrivains, scientifiques et philosophes, du début du Moyen Âge au premier tiers du XIXe siècle, est un fait historique."

3. *L'Événement-Journal* du 30 avril 1942, à la page 4, spécifie le gouvernement provincial, tandis que le journal *Le Canada* du 30 avril 1942, à la page 7, écrit le gouvernement fédéral.

4. *La Patrie* du 30 avril 1942, à la page 4, et, *L'Événement* du 30 avril 1942, à la page 4, écrivent: "Il n'était pas étonnant qu'ils eussent écrit dans un style un peu enthousiaste".

5. *La Presse* du 30 avril 1942, à la page 22, précise 11 h 15 et 11 heures pour le journal *La Patrie* du 30 avril 1942, à la page 6.

Séance du jeudi 30 avril 1942

Présidence de l'honorable B. Bissonnette

La séance est ouverte à 3 heures.

Prière.

M. l'Orateur: À l'ordre, Messieurs! Que les portes soient ouvertes!

Rapports des comités permanents:

M. Delagrave (Québec-Ouest): J'ai l'honneur de présenter à la Chambre le douzième rapport du comité permanent des règlements.

Votre comité est d'opinion que la pétition de la ville de Berthier est régulière et suffisante; que le bill qui a été déposé par la pétitionnaire est régulier et conforme à la pétition et à l'avis qui en a été donné; que cette pétition n'a pas encore été suffisamment annoncée mais que cette irrégularité ne peut cependant porter préjudice aux tiers; que, d'après les représentations qu'on a faites à votre comité, il est très important que le bill de la pétitionnaire devienne loi le plus tôt possible, sans quoi elle souffrirait des dommages considérables. En conséquence, votre comité recommande de suspendre le règlement à l'égard de cette insuffisance des annonces et de permettre à la pétitionnaire de présenter immédiatement le bill no 153, concernant la ville de Berthier et tarifiant une convention intervenue entre les commissaires d'écoles pour la municipalité de Berthierville et celle de Berthier paroisse.

Votre comité recommande aussi de prolonger au 15 mai prochain, inclusivement, les délais relatifs à la réception des rapports sur bills privés et de dispenser du paiement des droits additionnels, prescrits par le paragraphe 1 de l'article 653 du Règlement, les promoteurs des bills privés qui profiteront de la prolongation de ces délais.

Le rapport est adopté.

M. Dumoulin (Montmorency): J'ai l'honneur de présenter à la Chambre le seizième rapport du comité permanent des bills privés en général.

Votre comité recommande de prolonger au 15 mai prochain, inclusivement, les délais relatifs à la réception des rapports sur bills privés et de dispenser du paiement des droits additionnels, prescrits par le paragraphe 1 de l'article 653 du

Règlement, les promoteurs des bills privés qui profiteront de la prolongation de ces délais.

Le rapport est adopté.

Travaux de la Chambre

L'honorable M. Godbout (L'Islet): Je propose que le comité des bills privés en général soit autorisé à siéger demain, même si la Chambre ne tient pas de séance ce jour-là.

M. Duplessis (Trois-Rivières): C'est pour permettre au comité d'étudier le bill de Montréal?

L'honorable M. Godbout (L'Islet): Oui.

La motion est adoptée.

Projets de loi:

Berthier

M. Gauthier (Montréal-Laurier) propose, appuyé par le représentant de Richelieu-Verchères (M. Robidoux) que l'article 621 du Règlement soit suspendu et qu'il lui soit permis de présenter le bill no 153 concernant la ville de Berthier et ratifiant une convention intervenue entre les commissaires d'écoles pour la municipalité de Berthierville et celle de Berthier paroisse.

Adopté. Le bill est lu une première fois.

**Bibliothèque publique
à Québec**

L'honorable M. Perrier (Terrebonne) propose que la Chambre, à sa prochaine séance, se forme en comité plénier pour prendre en considération un projet de résolution relative au bill 41 pour favoriser l'établissement d'une bibliothèque publique à Québec.

Adopté.

**Districts judiciaires de
Rouyn-Noranda et de Témiscamingue**

L'honorable M. Girouard (Arthabaska) propose, selon l'ordre du jour, que le bill 40 instituant

les districts judiciaires de Rouyn-Noranda et de Témiscamingue soit maintenant lu une deuxième fois.

Il existe déjà, à Ville-Marie, chef-lieu du nouveau district de Témiscamingue, un palais de justice et une prison. Quant au nouveau district de Rouyn-Noranda, il y aura des bureaux, des salles d'audience et une prison dans l'hôtel de ville de Rouyn. Ces locaux seront loués par le ministre des Travaux publics (l'honorable M. Bouchard).

Le projet décrète que les appels du district de Témiscamingue seront entendus à Montréal, tandis que ceux de Rouyn-Noranda seront envoyés à Québec.

Adopté après division. Le bill est lu une deuxième fois et renvoyé à un comité plénier de la Chambre.

L'honorable M. Girouard (Arthabaska) propose que cette Chambre se forme immédiatement en comité.

Adopté. M. l'Orateur quitte le fauteuil.

Le comité étudie le bill article par article et le président fait rapport que le comité n'a pas terminé l'examen du bill et qu'il désire avoir la permission de siéger de nouveau.

Il est ordonné que le comité siége de nouveau à la présente séance.

L'ordre du jour appelle la prise en considération, en comité plénier, d'un projet de résolution relative au bill 40 instituant les districts judiciaires de Rouyn-Noranda et de Témiscamingue.

L'honorable M. Girouard (Arthabaska) informe l'Assemblée que l'honorable lieutenant-gouverneur a pris connaissance dudit projet de résolution et qu'il le recommande à la Chambre.

L'honorable M. Girouard (Arthabaska) propose que M. l'Orateur quitte maintenant le fauteuil.

Adopté.

En comité:

Présidence de M. Gauthier (Montréal-Laurier)

L'honorable M. Girouard (Arthabaska) propose: Que le ministre des Travaux publics soit

autorisé à conclure, avec la corporation municipale de la ville de Rouyn, un contrat pour la location d'une partie d'un immeuble de cette corporation pour y tenir les séances des divers tribunaux siégeant au chef-lieu du district judiciaire de Rouyn-Noranda et y loger les greffes de ces tribunaux, et la prison commune du district, et que le conseil municipal de la ville de Rouyn soit autorisé à conclure et à exécuter ce contrat.

Adopté.

Rapport du comité plénier:

M. l'Orateur au fauteuil

M. le président fait rapport que le comité a adopté une résolution, laquelle est lue après division.

L'honorable M. Girouard (Arthabaska) propose que cette résolution soit maintenant agréée.

Adopté après division. La résolution relative au bill 40 est agréée.

Il est ordonné que lesdites résolutions soient renvoyées au comité plénier de la Chambre chargé d'étudier le bill 40 instituant les districts judiciaires de Rouyn-Noranda et de Témiscamingue.

L'honorable M. Girouard (Arthabaska) propose, selon l'ordre du jour, que cette Chambre se forme immédiatement en comité.

Adopté. M. l'Orateur quitte le fauteuil.

En comité:

Présidence de M. Gauthier (Montréal-Laurier)

L'article 1 est adopté.

Le comité étudie l'article 2 qui se lit comme suit: "2. L'article 14 de ladite loi est modifié

"a) en remplaçant dans la première ligne du premier alinéa, le mot "vingt-six" par le mot "vingt-huit";

"b) en remplaçant la description du district de Pontiac (No 17) par la suivante: "Le district électoral de Pontiac";

"c) en insérant, après la description du district 21, la suivante:

"21a. Rouyn-Noranda. Chef-Lieu: Rouyn. La partie du district électoral de Témiscaming

comprenant les cantons de Bellecombe, de Béraud, de Boischatel, de Darlens, de Dasserat, de Desroberts, de Dufay, de Joannès, de Laubanie, de Marrias, de Montbeliard, de Rouyn, de Sabourin et de Vaudray.";

"d) en insérant, après la description du district No 24, la suivante:

"24a. Témiscaming, Chef-Lieu: Ville-Marie. Le district électoral de Témiscaming, moins le territoire formant le district judiciaire de Rouyn-Noranda (no 21a)."

M. Duplessis (Trois-Rivières): Cela va porter à 28¹ le nombre des districts judiciaires en tout dans la province. N'est-ce pas un peu trop? L'on veut sans doute nommer de nouveaux juges. Qu'advient-il du district de Pontiac?

L'honorable M. Girouard (Arthabaska): Il s'agit de régions éloignées les unes des autres. Il convient de séparer ces districts judiciaires; c'est une question de bonne administration.

M. Duplessis (Trois-Rivières) demande au premier ministre quand il apportera des changements à son cabinet et quels seront ces changements. Au moins quatre membres du cabinet provincial cherchent des nominations de juges. À l'heure actuelle, la rumeur mentionne qu'il est fortement question comme candidats, du député de L'Assomption (l'honorable M. Bissonnette), M. l'Orateur², et du représentant d'Arthabaska (l'honorable M. Girouard), le procureur général, ainsi que du ministre des Terres et Forêts (l'honorable M. Côté) et du trésorier provincial (l'honorable M. Mathewson). Lorsque le procureur général aura prêté serment comme juge de la Cour supérieure et qu'il sera dépouillé de l'esprit de parti, je n'ai aucun doute qu'il fera un excellent juge. J'admets qu'il ne fera pas un bon juge comme ceux que l'Union nationale a nommés, mais on ne peut demander l'impossible au procureur général.

(Rires)

Je sais que le premier ministre a les yeux sur le député de Westmount (M. Marler) pour succéder au trésorier provincial. Et le député de Westmount attend cette succession. Si le premier ministre veut changer son cabinet, je lui conseillerais de nommer le trésorier sur le banc et de nommer l'honorable député de Kamouraska (l'honorable M. Casgrain) au poste de procureur général comme successeur au député d'Arthabaska (l'honorable M. Girouard). Il me semble que le premier ministre n'a pas été juste

pour lui, en ne lui donnant pas de portefeuille lorsqu'il a formé son cabinet, alors qu'il en a donné au représentant de Québec-Est (l'honorable M. Drouin).

Quand ce dernier a voulu être ministre, c'est alors que le premier ministre aurait dû répondre "non" au lieu que, maintenant c'est le député de Québec-Est qui dit "non", ce qui a bien ennuyé le premier ministre. Le premier ministre n'aurait pas dû oublier que le député de Québec-Est (l'honorable M. Drouin) attaquait le Parti libéral, tandis que le représentant de Kamouraska-Rivière-du-Loup (l'honorable M. Casgrain), lui, le défendait et se battait en Chambre, avec grande loyauté pour le député de L'Islet (l'honorable M. Godbout). Et, celui-ci n'a pas été reconnaissant, comme il l'aurait dû.

En fin de compte, l'honorable député de Kamouraska-Rivière-du-Loup (l'honorable M. Casgrain) a-t-il des chances d'être procureur général?

L'honorable M. Godbout (L'Islet): Oui, le député de Kamouraska-Rivière-du-Loup a de grandes chances. Il blague le chef de l'opposition sur ses prédictions.

M. Duplessis (Trois-Rivières): Plus que d'autres?

L'honorable M. Godbout (L'Islet): Il y en a beaucoup qui ont des chances. De ce côté-ci de la Chambre, tous les députés peuvent occuper et ont des chances d'arriver à des situations supérieures.

M. Duplessis (Trois-Rivières): Il y a aussi le ministre des Terres et Forêts (l'honorable M. Côté) qui veut aussi la succession du représentant d'Arthabaska (l'honorable M. Girouard) et être procureur général ou être juge. Il me l'a dit à moi-même. Il a dû le dire aussi au premier ministre.

L'honorable M. Godbout (L'Islet): Non, pas du tout. Il en a peut-être parlé au chef de l'opposition, pour qu'il me le dise à moi-même!

(Rires)

M. Duplessis (Trois-Rivières): Sans compter qu'il y a aussi une rumeur à l'effèt que l'Orateur, l'honorable représentant de L'Assomption (M. Bissonnette) et le trésorier de la province (l'honorable M. Mathewson) qui est bien fatigué, veulent tous deux être nommés juges. Alors que le nouveau représentant de Westmount-Saint-Georges (M. Marler) attend avec confiance la succession au

poste de trésorier de la province. Le nouveau député de Westmount-Saint-Georges se prépare à occuper ce poste vacant.

La nomination de ministres du cabinet comme juges pourrait bien embarrasser le banc, mais la province ne s'en portera que mieux. Peu importe que le banc soit embêté, pourvu que la province soit débarrassée!

L'article 2 est adopté.

Les articles 3 à 17 sont adoptés.

Rapport du comité plénier:

M. l'Orateur au fauteuil

M. le président fait rapport que le comité a adopté le bill 40 sans l'amender.

L'honorable M. Girouard (Arthabaska) propose que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Adopté après division.

Il est ordonné que le greffier porte ce bill au Conseil législatif et prie les honorables conseillers de l'adopter.

Demandes de documents:

Coupe de bois

M. Gagnon (Matane) propose, appuyé par le représentant d'Yamaska (M. Elie), qu'il soit déposé sur le bureau de la Chambre une copie de toute correspondance échangée entre le gouvernement de la province de Québec, ou aucun de ses membres, fonctionnaires ou employés, avec toute personne, société, compagnie ou corporation, depuis le premier janvier 1940 au 10 mars 1941 inclusivement, relativement à la coupe du bois sur les lots qui sont sous billet de location, dans la paroisse de Sainte-Paula, dans le comté de Matapédia.

Je suis informé que la coupe du bois dans la paroisse de Sainte-Paula, cette partie qui touche au comté de Matapédia, est abusive, que l'inspecteur laisse couper une trop grande quantité de bois et qu'il n'y en aura plus avant longtemps. S'il présente cette motion, c'est pour attirer de nouveau l'attention du gouvernement sur les coupes de bois abusives, qui se

font dans cette paroisse et demander au premier ministre d'y mettre un frein.

Cette paroisse est située à 35 milles du fleuve, dans un pays montagneux. Le déboisement est une véritable calamité. J'ai écrit au ministère des Terres et Forêts à ce sujet et ma lettre a été remise au ministère de la Colonisation. J'ai ici une lettre du curé de la paroisse qui me dit qu'on laisse Sainte-Paula se déboiser beaucoup trop rapidement.

On pratique depuis deux ans, non seulement dans cette paroisse, mais dans tout le bas de la région bas-fluvienne, des coupes excessives qui menacent de tarir l'approvisionnement forestier normal, et de créer de graves problèmes en hydrographie par l'érosion et les inondations. Déjà de nombreux ponts ont été emportés.

Dans ladite paroisse, de connivence avec l'inspecteur de colonisation Smith, les marchands de bois pillent les rangs 13 et 14, au profit des marchands de bois Joubert et Bellavance. Dans les deux rangs de cette paroisse, rien que dans l'hiver dernier, on y a coupé 1,355,000 pieds de bois, sans compter le bois de pulpe, contrairement aux permis du ministère de la Colonisation, qui n'avait autorisé que 24,000 pieds de bois par colon. Le résultat, c'est que nombre de lots pillés ont été abandonnés, que le déboisement se fait à un rythme accéléré et qu'on crée des problèmes qui entraîneront au gouvernement de très lourdes dépenses.

C'est une coupe abusive et je crois qu'il est de mon devoir de protester. D'autant plus que cela se fait avec la connivence de l'inspecteur du ministère, qui laisse couper trop de bois, au point qu'il n'y en aura plus avant longtemps. L'inspecteur Smith, qui serait allié à un des marchands de bois, a été destitué en 1936 et repris en 1939. Il ne fait pas son devoir. Il demande que les marchands de bois soient mis à la raison. Dans la région de Matane, poursuit-il, le déboisement s'effectue à un rythme accéléré et si cela continue, la compagnie Price n'aura plus de bois d'ici à sept ans pour son moulin.

Il cite M. Esdras Minville sur le déboisement excessif fait dans la région du Bas-du-Fleuve depuis 40 ans. Il demande au gouvernement d'intervenir et cite à l'appui de ses déclarations, une lettre du curé de l'endroit qui appuie fortement sur l'excès des coupes.

M. Dufour (Matapédia): M. l'Orateur, il y a quatre moulins dont les propriétaires coupent du bois dans cette partie de mon comté. Il y en a deux qui sont des libéraux et deux qui sont des conservateurs. Un des quatre moulins est situé dans le comté de

Matane. Les quatre propriétaires sont traités équitablement, avec la même justice. L'un d'eux, M. Joubert, est le pionnier de l'endroit. Il est arrivé là-bas le premier, il y a 25 ans, et a fait un travail considérable et admirable. Mais tous les propriétaires de moulins sont traités de la même façon.

Les choses ne vont pas si mal que le prétend le député de Matane. La coupe de bois s'est faite dans plusieurs rangs et non dans deux seulement. Il nie qu'il y ait eu des coupes abusives dans son comté et dans cette paroisse de Sainte-Paula.

Il prend la défense de M. Smith, inspecteur de la colonisation. C'est un très bon inspecteur, dit-il. Il fait son devoir et même plus que son devoir. On trouve même qu'il exerce une surveillance que l'on juge trop sévère en certains cas. Mais, il agit toujours suivant les instructions de son chef.

Cet inspecteur n'est pas l'associé de M. Bellavance, ni d'aucun propriétaire de moulin à scie de cette région. Il n'y a aucune plainte contre lui. À tout événement, s'il y a eu quelque manquement, ce n'est certainement pas à ma connaissance. Voilà les faits, et ils prouvent qu'il n'y a pas de coupe abusive.

(Applaudissements à droite)

La motion est adoptée.

Augmentation de salaire des employés du gouvernement du Québec³

M. Lorrain (Papineau) propose, appuyé par le représentant de Joliette (M. Barrette), qu'il soit déposé sur le bureau de la Chambre une copie de tout arrêté ministériel passé par le Conseil exécutif, depuis le 24 février 1942 jusqu'au 17 avril, inclusivement, relativement à toute augmentation de salaire accordée aux employés ou fonctionnaires à l'emploi du gouvernement de la province de Québec, ou de toute commission, office, ou autre organisme, relevant du gouvernement de la province de Québec, tant dans le service intérieur que dans le service extérieur.

Adopté.

A. P. B. Williams

M. Talbot (Chicoutimi) propose, appuyé par le représentant de Saint-Jean-Napierville (M. Beaulieu), qu'il soit déposé sur le bureau de la Chambre une copie de tous les arrêtés ministériels qui ont été passés par le Conseil exécutif de la province de Québec, depuis le 10 novembre 1939

jusqu'au 17 avril 1942, inclusivement, relativement à monsieur A. P. B. Williams, assistant-trésorier de la province.

Adopté.

Projets de loi:

Colonie de vacances Sainte-Jeanne-d'Arc

M. Gauthier (Montréal-Laurier) propose, appuyé par le représentant de Chambly (M. Joyal) que, vu que le bill 106, concernant la colonie de vacances Sainte-Jeanne-d'Arc, a pour objet de favoriser l'expansion d'œuvre de bienfaisance publique, les droits que les promoteurs de ce bill ont payés leur soient remboursés, après déduction de tous frais d'impression et de traduction.

Adopté.

Subsides⁴:

Budget des dépenses 1942-1943

L'honorable M. Mathewson (Montréal-Notre-Dame-de-Grâce) propose, selon l'ordre du jour, que M. l'Orateur quitte maintenant le fauteuil.

Adopté. La Chambre se forme de nouveau en comité des subsides.

En comité⁵:

L'honorable M. Mathewson (Montréal-Notre-Dame-de-Grâce) propose: 1. Qu'un crédit suffisant soit ouvert à Sa Majesté pour compléter la somme de trois cent quatre-vingt-cinq mille dollars, nécessaire pour couvrir les dépenses prévues à l'article: "Loi du service civil", du budget de l'année financière se terminant le 31 mars 1943.

M. Duplessis (Trois-Rivières): Combien d'employés ont été destitués dans ce département?

L'honorable M. Girouard (Arthabaska): Quatorze.

M. Duplessis (Trois-Rivières): Je crois de mon devoir de dire que le sous-ministre⁶ actuel de la Voirie est un honnête homme. C'est, de plus, un

travailleur. Il n'a jamais tenu compte de son temps. Je dois dire qu'il a toujours bien administré son département dans les limites de ses pouvoirs.

La motion est adoptée.

L'honorable M. Mathewson (Montréal-Notre-Dame-de-Grâce) propose: 2. Qu'un crédit suffisant soit ouvert à Sa Majesté pour compléter la somme de six millions de dollars, nécessaire pour couvrir les dépenses prévues à l'article: "Réparation et entretien des chemins", du budget de l'année financière se terminant le 31 mars 1943.

M. Duplessis (Trois-Rivières): Pour relier Saint-Hyacinthe à l'État de New York, on n'a pas craint de traverser des marécages. Les travaux ont coûté excessivement cher. Dans l'État de New York, la route aboutit à un champ de pacage. Pas même un chemin de sortie. Dans cette entreprise on a fait preuve d'imprévoyance et on a englouti des sommes colossales, qui n'étaient pas justifiables.

Il s'élève contre les autostrades, qui ont modernisé notre réseau routier. Il ne conteste pas qu'elles peuvent avoir du bon, mais que chez nous il importait de relier tout d'abord les grands centres. Si les touristes viennent ici pour faire de la vitesse, ils sont aussi bien de rester chez eux.

De plus, pour attirer les touristes, il ne faut pas faire passer les routes en arrière des villages. D'ailleurs, ils viendront ici en autant que notre réseau routier leur permettra de découvrir le paysage et les beautés du Québec. Ils s'intéressent au caractère particulier de chaque localité, de chaque région.

M. Langlais (Îles-de-la-Madeleine) demande des travaux de voirie aux Îles-de-la-Madeleine.

M. Duplessis (Trois-Rivières) veut que le premier ministre fasse des élections.

L'honorable M. Godbout (L'Islet) lui fait remarquer que, récemment, les électeurs de quatre divisions ont prouvé qu'ils sont satisfaits du régime.

Il se moque de l'opposition et de ses deux chefs. Il note que le député de Matane (M. Gagnon) ferait un bien meilleur leader que le député de Trois-Rivières (M. Duplessis).

M. Duplessis (Trois-Rivières): Le premier ministre reconnaît qu'il y a au moins deux bons hommes du côté de l'opposition?

L'honorable M. Godbout (L'Islet): Oui et nous allons les utiliser tous les deux. Il y aura d'ailleurs plusieurs autres chefs de l'opposition, avant que nous quittions ce côté-ci de la Chambre.

M. Duplessis (Trois-Rivières): Le ministre de la Voirie (l'honorable M. Bouchard) est très malade et je suis peiné de l'apprendre. Mais je ne crois pas qu'il soit juste pour le premier ministre de le remplacer par le procureur général, qui est à moitié mort et on n'en tient pas compte. Ce n'est pas raisonnable.

Le procureur général (l'honorable M. Girouard) administre trois ministères, alors que le gouvernement a six ou sept ministres sans portefeuille qui peuvent être utilisés et qui n'attendent que cela, avoir un portefeuille. Prenez par exemple le député de Kamouraska (l'honorable M. Casgrain) et le député de Saint-Sauveur (l'honorable M. Hamel).

M. Gagnon (Matane): Le ministre pourra-t-il nous dire quel est le programme de travaux de la prochaine saison pour le Bas du Fleuve?

L'honorable M. Girouard (Arthabaska): Le programme n'a pas encore été tracé.

M. Gagnon (Matane) réclame la réfection de la route Sainte-Flavie-Mont-Joli.

La résolution est adoptée.

L'honorable M. Mathewson (Montréal-Notre-Dame-de-Grâce) propose: 3. Qu'un crédit suffisant soit ouvert à Sa Majesté pour compléter la somme de deux cent quatre-vingt-dix mille dollars, nécessaire pour couvrir les dépenses prévues à l'article: "Entretien des chemins d'hiver", du budget de l'année financière se terminant le 31 mars 1943.

Adopté.

4. Qu'un crédit suffisant soit ouvert à Sa Majesté pour compléter la somme de cinq cent mille dollars, nécessaire pour couvrir les dépenses prévues à l'article: "Ponts et chemins de colonisation", du budget de l'année financière se terminant le 31 mars 1943.

M. Duplessis (Trois-Rivières): Sous l'Union nationale, 24 ou 25⁷ passages à niveau ont été supprimés, dans toute la province, dont 12 sur la route de Montréal Québec.

M. Leduc (Laval): N'oublions pas qu'il y eut deux stages dans la politique de Voirie de

l'Union nationale. Sous le règne de mon successeur, on a saboté le travail que j'avais fait.

M. Duplessis (Trois-Rivières): ...

M. Leduc (Laval): S'il y a eu des insuccès en Gaspésie, cela est dû au ministre qui m'a succédé.

La résolution est adoptée.

Rapport du comité des subsides:

M. l'Orateur au fauteuil

M. le président fait rapport que le comité a adopté plusieurs résolutions et demande la permission de siéger de nouveau.

Il est résolu que la Chambre, à sa prochaine séance, se formera de nouveau en comité des subsides.

Lesdites résolutions sont lues et adoptées.

Ajournement

L'honorable M. Godbout (L'Islet) propose que, lorsque cette Chambre s'ajournera, elle soit ajournée à mardi prochain après-midi à 3 heures⁸.

Adopté.

La séance est levée à 5 h 15.

NOTES

1. Contrairement aux autres journaux, *L'Événement* du 1^{er} mai 1942, à la page 4, propose le nombre de 26 districts judiciaires.

2. Le représentant de Trois-Rivières (M. Duplessis) s'exprime justement au moment où l'honorable représentant de L'Assomption (M. Bissonnette) revient à son fauteuil, selon *Le Canada* du 1^{er} mai 1942, à la page 12.

3. Les autres motions sont adoptées sans discussion, selon *L'Action catholique* du 1^{er} mai 1942, à la page 9.

4. La Chambre discute pendant une heure des estimés budgétaires, selon *L'Événement-Journal* du 1^{er} mai 1942, à la page 4.

5. En l'absence du ministre de la Voirie (l'honorable M. Bouchard), c'est le procureur général, l'honorable représentant d'Arthabaska (l'honorable M. Girouard) qui défend les crédits de son collègue, dont il assume l'intérim, selon *Le Soleil* du 1^{er} mai 1942, à la page 10.

6. M. Arthur Bergeron, sous-ministre de la Voirie, siège au côté de l'honorable député d'Arthabaska (l'honorable M. Girouard) pour lui fournir les renseignements, que le ministre peut ignorer et que la gauche réclame, selon *L'Action catholique* du 1^{er} mai 1942, à la page 9.

7. Vingt ou vingt-cinq dans toute la province, selon *L'Événement-Journal* du 1^{er} mai 1942, à la page 4.

8. La Chambre s'ajourne à mardi après-midi pour permettre l'étude du bill de Montréal dans la soirée et à 10 h 30 le lendemain matin, selon *L'Action catholique* du 1^{er} mai 1942, à la page 9.

Séance du mardi 5 mai 1942

Présidence de l'honorable B. Bissonnette

La séance est ouverte à 3 heures.

Prière.

M. l'Orateur: À l'ordre, Messieurs! Que les portes soient ouvertes!

Thomas Kerr Stevenson

M. Frégeau (Stanstead) propose, appuyé par le représentant de Westmount-Saint-Georges (M. Marler) que les articles 615 et 616 du Règlement soient suspendus et qu'il lui soit permis de présenter la pétition de Thomas Kerr Stevenson, de la cité et du district de Montréal, étudiant en relations industrielles, demandant l'adoption d'une loi donnant une valeur juridique au changement de nom de Thomas Kerr Stevenson en celui de Thomas Kerr Lachlan White, et que cette pétition soit maintenant présentée, lue et reçue.

Adopté après division.

Présentation et lecture de pétitions:

La pétition suivante est présentée, lue et reçue:

- de Thomas Kerr Stevenson, de la cité et du district de Montréal, étudiant en relations industrielles, demandant l'adoption d'une loi donnant une valeur juridique au changement de nom de Thomas Kerr Stevenson en celui de Thomas Kerr Lachlan White.

Rapports des comités permanents:

M. Joyal (Chambly): J'ai l'honneur de présenter à la Chambre le dix-septième rapport du comité permanent des bills privés en général. Voici le rapport:

Le comité fait rapport que les promoteurs du bill no 148, intitulé: "Loi autorisant le village de Rock Island, les commissaires d'écoles de Rock Island et les commissaires d'écoles de Notre-Dame-de-la-Merci, à exempter de taxes une certaine propriété", ont demandé la permission de retirer leur bill et que le comité recommande à votre honorable Chambre d'accéder à leur demande.

Le rapport est adopté.

Questions et réponses:

**Utilisation du gravier
pour l'entretien des routes d'hiver**

M. Élie (Yamaska): 1. Le gouvernement a-t-il fait faire, cet hiver, un chargement de gravier dans le comté de Nicolet, sur les routes 13 et 34, dans les paroisses de Saint-Grégoire et de Saint-Célestin?

2. Dans l'affirmative:

a) Où le gravier a-t-il été pris?

b) Quelle quantité a été extraite, et à quel prix?

c) Quelle quantité a été charroyée, et à quel prix?

3. Par qui l'extraction a-t-elle été faite?

4. Dans quel espace de temps le charroyage et l'épandage ont-ils été faits?

5. Le gouvernement a-t-il fait entretenir une route d'hiver pour effectuer le même charroyage?

6. Sur quelle longueur de chemin a-t-on effectué le même chargement?

7. Combien a coûté le chargement, y compris tous les frais d'extraction, de charroyage, d'épandage et d'entretien de la route d'hiver à cet effet?

8. À quel prix revient la verge de gravier rendue sur le chemin, toutes dépenses comprises?

L'honorable M. Girouard (Arthabaska): 1. Oui.

2. a) À Saint-Léonard.

b) 24,885 tonnes, à \$0.35 la tonne.

c) 20,259 tonnes, au prix de \$0.35 à \$0.45 la tonne, suivant la distance de transport.

3. H. Marchessault & Fils, Limitée.

4. Du 7 janvier au 16 mars 1942.

5. Oui.

6. 5.53 milles.

7. \$27,326.50.

8. \$1.68 la verge cube.

Projets de loi:

Bibliothèque publique à Québec

L'ordre du jour appelle la prise en considération, en comité plénier, d'un projet de résolution relative au bill 41 pour favoriser l'établissement d'une bibliothèque publique à Québec.

L'honorable M. Perrier (Terrebonne) informe l'Assemblée que l'honorable lieutenant-gouverneur a pris connaissance dudit projet de résolution et qu'il en recommande l'objet à la Chambre.

L'honorable M. Perrier (Terrebonne) propose que M. l'Orateur quitte maintenant le fauteuil.

Adopté.

En comité:

Présidence de M. Bienvenue (Bellechasse)

L'honorable M. Perrier (Terrebonne) propose: Qu'à la demande du secrétaire de la province, le trésorier de la province soit autorisé à payer à la cité de Québec, sur le fonds consolidé du revenu, une somme de quinze mille dollars pour la transformation de l'Église Wesley aux fins mentionnées au préambule de la loi qui sera basée sur la présente résolution.

La ville a nouvellement acquis l'édifice et le terrain de la vieille église Wesley, cet immeuble sur la rue Dauphine. Feu l'honorable sénateur Lorne C. Webster a déjà fait don à la ville de Québec de \$25,000 pour l'établissement d'une bibliothèque publique. Une entente a ensuite été conclue entre la cité et l'Institut Canadien pour le déménagement de la bibliothèque de cette société dans l'église Wesley.

Le gouvernement a promis à Québec son appui financier pour l'aider à transformer cet édifice, d'un style architectural qu'il vaut la peine de respecter. Le gouvernement a donc été invité à contribuer un octroi de \$15,000. Le gouvernement est prêt à verser \$15,000 parce que c'est le montant exact que ces deux organismes publics, la ville de Québec et l'Institut Canadien, ont demandé à la province. Le but de cette loi est d'autoriser le gouvernement à verser cette somme n'importe quand et ainsi racheter sa promesse. Cette somme globale de \$40,000 permettra non seulement de doter la capitale d'une véritable bibliothèque, mais encore, elle permettra de restaurer un temple historique.

M. Duplessis (Trois-Rivières): Je ne suis pas contre l'établissement d'une bibliothèque à Québec. Loin de là. En principe et en fait, nous approuvons entièrement le projet. Cependant, nous trouvons que la loi ne va pas assez loin et qu'elle n'offre pas les garanties nécessaires recommandées en de telles circonstances. Je ferai remarquer au

ministre que \$15,000, c'est très peu et insuffisant. Il me semble que l'on ne donne pas assez.

Le gouvernement est trop parcimonieux pour la ville de Québec en ne lui octroyant pour une bibliothèque que \$15,000. Surtout, si on songe qu'il a déjà consenti un octroi de \$500,000¹ l'an dernier pour doter la ville de Montréal de la bibliothèque de Saint-Sulpice, sur la rue Saint-Denis à Montréal. C'est un peu disproportionné.

D'ailleurs, avec \$25,000 du sénateur Webster et \$15,000 du gouvernement provincial, il sera impossible de réaliser un tel projet, avec un octroi aussi minime. Les ministres de Québec ne paraissent pas avoir beaucoup d'influence. Il faut que ce soit un homme de Trois-Rivières, qui vienne demander justice pour Québec et intervienne en faveur de la Vieille Capitale.

Est-ce que les livres de la nouvelle bibliothèque municipale vont se rapporter au charbon et à l'organisation des mines de charbon?

L'honorable M. Perrier (Terrebonne): La ville de Québec nous a dit que cette somme lui suffirait. Elle a bénéficié de la générosité du sénateur Webster. Il ne s'agit pas de créer une bibliothèque, mais de déménager les volumes de la bibliothèque existante de l'Institut Canadien, actuellement logée au Palais Montcalm. La bibliothèque de l'Institut compte plusieurs milliers de volumes et a déjà une valeur considérable. Il s'agit, en somme, de lui donner un local permanent.

Cette institution appartient à la province et ce qui est maintenant organisé à Québec, c'est une institution publique.

M. Gagnon (Matane): Comme directeur de l'Institut Canadien, je puis dire que cette législation a été précédée de nombreuses tractations. En vertu d'un vieux contrat, la ville de Québec s'est engagée, et est obligée, de loger l'Institut Canadien au Palais Montcalm. Il y a quelques années, cependant, en 1940, ou 1941, la ville a voulu mettre l'Institut à la porte du Palais Montcalm, parce qu'à ce moment elle espérait louer les salles dont nous avons actuellement la libre jouissance. Subséquemment des difficultés survinrent. L'Institut a été forcé de prendre des procédures en injonction, pour ne pas être mis à la porte. Le don du sénateur Webster est venu apporter une solution au problème. Il est heureux que la générosité d'un citoyen ait permis de régler la situation.

Il est heureux que le sénateur Webster se soit montré tellement généreux. Je dois remercier le

gouvernement, dit-il, pour l'octroi de \$15,000 qu'il accorde. Mais je dois de reconnaître que je ne crois pas le montant suffisant. Le gouvernement de la province devrait être plus généreux. Nous avons fait faire un examen par des personnes qualifiées. On m'a informé que, d'après les enquêtes qui ont été faites, les réparations nécessaires à l'ancienne église Wesley vont coûter au moins \$60,000² pour mettre l'immeuble en état de recevoir l'Institut³. Le temple en question est un immeuble inutilisé depuis plusieurs années. Il est beaucoup endommagé.

Je ne veux pas faire de critique, mais la ville, n'ayant à sa disposition que \$40,000, dont \$25,000 du sénateur Webster et \$15,000 du gouvernement, ne résoudra pas le problème. Comment va-t-elle pouvoir en payer le coût? La ville n'aura jamais assez d'argent pour créer une bibliothèque municipale digne de la Vieille Capitale.

Dans les autres provinces, et dans les villes ontariennes, le gouvernement donne des octrois de \$100,000 par année aux bibliothèques municipales. Je dois dire que jusqu'ici, à Québec, l'Institut Canadien a toujours été traité en parent pauvre. Pour continuer son œuvre, il a besoin d'un montant plus considérable. Il n'est pas plus difficile à la province de donner \$25,000 ou \$35,000 que \$15,000. Quand on a un budget de \$89,000,000, il me semble qu'on a les moyens de donner plus de \$15,000.

Il émet le vœu qu'on ne fera pas comme dans le cas de la Commission d'embellissement de Québec, qui n'a pas encore dépensé un sou du budget qu'on lui a voté. J'en profite, dit-il, pour demander au premier ministre, ce qu'il advient de la Commission d'embellissement de la capitale provinciale? On lui a voté \$100,000⁴ l'an dernier. Il affirme qu'une toute petite partie de cet argent a été utilisée jusqu'à présent.

Comme citoyen de Québec, je remercie le gouvernement de ce qu'il nous donne. Mais, son auréole serait plus grande, s'il donnait plus.

M. Chaloult (Lotbinière) tient à souligner le beau geste que vient d'accomplir le gouvernement, en accordant un octroi pour l'installation de l'Institut Canadien dans l'église Wesley. Toutefois, poursuit-il, je crois avec "les honorables chefs de l'opposition" que le montant mis à la disposition de la ville par le gouvernement pour cette bibliothèque de Québec est minime. Mais, c'est tout de même un pas dans la bonne voie et je l'encourage à continuer. C'est déjà un commencement et il faut en remercier le gouvernement de la province.

Les citoyens du Québec sont des gens qui lisent peu. Ceux de la capitale, n'échappent pas à la

loi générale. D'après les statistiques, c'est dans la province de Québec, où, malheureusement, on lit le moins. On y lit deux ou trois fois moins que dans la province d'Ontario. C'est regrettable. Ce n'est pas à l'éloge de notre province.

Une bibliothèque sera un actif très précieux. Il souligne la nécessité de mettre en place des bibliothèques où les jeunes hommes pourront obtenir de l'information. L'absence de ces sources d'information contribue, selon lui, au fait que les Canadiens français éprouvent tellement de problèmes à obtenir des postes dans les industries contrôlées par les corporations anglophones.

Jusqu'ici, on s'est beaucoup plus soucié de construire des routes que d'instruire le peuple. En effet, chez nous, on a dépensé des sommes considérables, des millions, pour construire des routes et des ponts. Au point de vue des votes, il est vrai que des routes et des ponts, ça rapporte plus, au point de vue électoral, que les octrois pour assurer le développement intellectuel et culturel de la population, que l'on a négligé. Le gouvernement a le devoir de veiller sur l'éducation du peuple.

Il est nécessaire d'avoir des bibliothèques publiques et tous les moyens visant à combler ce besoin recevront son approbation. Je fais donc des vœux pour que le gouvernement fasse plus pour la bibliothèque de Québec. Je souhaite que le gouvernement continue dans cette bonne voie et me réjouisse de la décision qu'il a prise.

L'honorable M. Drouin (Québec-Est): Je dois dire que l'entente, conclue entre la ville et l'Institut, permettra à la ville d'assurer la conservation d'un des beaux, vieux et véritables monuments d'architecture de la cité de Québec, l'église Wesley, en plus d'aider à l'établissement d'une bibliothèque publique et d'y loger convenablement en même temps l'Institut Canadien. La ville et le gouvernement se sont parfaitement entendus pour réaliser ce projet. La ville de Québec a obtenu l'autorisation de dépenser une partie de son propre argent dans le projet de la nouvelle bibliothèque.

Il y a quelques années, on a voulu transformer en garage l'église Wesley. Une vigoureuse opposition a fait échouer le projet. On cherchait une solution au problème de cette église, lorsque les circonstances ont permis de régler une question importante.

Le représentant de Matane (M. Gagnon) trouve que l'octroi n'est pas suffisant? L'opposition voudrait qu'on donne plus? Je lui dirai que, si le gouvernement ne donne pas plus, c'est qu'on ne nous a pas demandé davantage. La ville n'a demandé que

\$15,000. La ville doit aussi faire sa part. Le don de \$25,000 de feu le sénateur Webster servira à l'acquisition de la propriété.

M. Duplessis (Trois-Rivières): Est-il bien certain que cette somme sera employée pour aider à l'établissement d'une bibliothèque? On ne peut bâtir une bibliothèque avec des Statuts. On ne peut faire une bibliothèque "statufiée". Au sens du projet de loi actuel, rien n'oblige le gouvernement à payer les \$15,000. Il ne faudrait pas mettre inutilement des lois dans les Statuts.

L'an dernier, on a voté \$100,000 pour la Commission d'embellissement de la ville de Québec. Elle n'a encore rien fait et pas un sou n'a été dépensé. On nous dit que le sénateur Webster a donné \$25,000. Est-ce comptant ou par versements? Il serait bon de savoir également à qui appartient l'église.

Faudra-t-il payer pour l'avoir? Qu'on fasse donc quelque chose de bien ou qu'on ne fasse rien. Les bibliothèques coûtent cher. Dans bien des cas les livres valent plus que l'immeuble qui les renferme. Le gouvernement devrait donner un montant raisonnable.

L'honorable M. Godbout (L'Islet): M. le président, je ne vois pas qui pourrait se plaindre de ce projet de loi et je ne vois pas pourquoi le chef de l'opposition se plaint. Il n'a aucune raison de trouver cette situation curieuse. On est venu proposer au gouvernement de donner \$15,000 à la ville de Québec. Une entente est intervenue entre la cité de Québec et l'Institut Canadien. On nous a demandé de faire partie de l'entente. Si le gouvernement ne donne que \$15,000, c'est pour l'excellente raison que l'on n'a demandé que \$15,000, et nous donnons \$15,000. Comment peut-il se plaindre? D'autre part, le chef de l'opposition dit que nous ne dépenserons peut-être pas ce montant. Je puis l'assurer que le montant sera mis immédiatement à la disposition de la cité de Québec.

L'honorable représentant de Matane (M. Gagnon) a parlé de l'embellissement de Québec. Le représentant de Trois-Rivières (M. Duplessis) a reproché au gouvernement de ne pas avoir dépensé les \$100,000 votés pour l'embellissement de Québec et de n'avoir rien fait pour la capitale. Il a été mal informé. Ce qu'on a dit n'est pas exact et ces remarques sont injustes. Parce qu'on n'a pas encore entamé les \$100,000 votés, cela ne veut pas dire que la Commission d'embellissement ne fait rien et n'a aucun projet.

Je suis heureux d'informer la Chambre que tous les plans d'ensemble pour embellir la ville de Québec ont été préparés et ils sont pratiquement prêts. Ils concordent avec les travaux de voirie, que nous faisons cette année.

M. Duplessis (Trois-Rivières): Qui a fait les plans?

L'honorable M. Godbout (L'Islet): Actuellement, ils sont soigneusement préparés par les ingénieurs et les architectes de la cité de Québec et du gouvernement provincial.

Nos amis d'en face le savent, la Commission a déjà accompli un travail considérable. Il est injuste de vouloir affirmer que la Commission d'embellissement de Québec n'a pas accompli beaucoup de travail et qu'on n'a presque pas touché à l'argent voté par la province lors de la dernière session de l'Assemblée. Jusqu'à présent, la Commission a donc préparé les plans d'ensemble de la ville de Québec, qui prévoient d'importants changements. Ils couvrent déjà toutes les principales entrées et le centre de la ville et nous guident dans la préparation de nos travaux de voirie. Nous avons aussi les plans de presque toute la ville pour l'avenir.

Déjà, on s'occupe de protéger les deux plus importantes richesses de la Vieille Capitale: les arbres et les monuments historiques. En outre, dès ce printemps, comme on a pu le remarquer, la Commission a commencé l'émondage des arbres dans diverses parties de la ville et s'est occupée de préserver et de soigner les arbres des divers parcs publics. Les travaux sont en cours. J'ajoute que cette année, la Commission vient d'accorder un contrat pour la toilette de nos monuments. Elle s'est mise à l'œuvre pour restaurer et mettre en valeur les vieux monuments historiques de Québec et de lieux d'intérêts particuliers. Voilà donc trois choses qui ont été faites déjà. Je crois qu'on admettra que c'est faire passablement du bon travail, et que les reproches de l'opposition sont injustifiés.

La Commission d'embellissement a été très active depuis sa création. La Commission a déjà fait beaucoup de travail depuis sa courte existence et je crois que la raison pour laquelle elle a dépensé si peu d'argent en est une excellente: simplement parce que, le plus souvent possible, elle a obtenu la coopération des services d'experts, d'employés salariés du gouvernement et de la ville et parce qu'elle était formée de gens admirablement bien placés et qualifiés pour accomplir le travail qu'on leur confiait.

(Applaudissements)

L'honorable M. Drouin (Québec-Est): L'église Wesley est l'un des sites architecturaux les plus beaux de la ville et il sera conservé pour être utilisé comme bibliothèque.

M. Duplessis (Trois-Rivières): Les \$25,000 laissés par feu le sénateur Webster seront-ils remis à l'Institut en entier ou par versements?

L'honorable M. Perrier (Terrebonne): La succession Webster a déjà versé \$25,000 à la ville. Le gouvernement paiera incessamment le montant de \$15,000 à la municipalité aussitôt que le projet de loi aura été voté. Il a dit à MM. Duplessis et Gagnon que la ville de Québec et l'Institut avaient seulement demandé \$15,000.

M. Duplessis (Trois-Rivières) répète que le montant que la province a versé n'était pas suffisant. Le gouvernement devrait faire comme les pouvoirs fédéraux et participer plus directement à l'embellissement de la capitale. Ottawa y dépense des sommes considérables, plusieurs milliers de dollars par année pour embellir Ottawa.

À Québec, comme le nombre des édifices achetés pour l'aménagement de bureaux provinciaux est de plus en plus considérable et augmente sans cesse, cela diminue automatiquement d'autant le nombre des propriétés qui sont imposables.

Le gouvernement devrait se montrer généreux pour l'embellissement de la Vieille Capitale et il devrait faire quelque chose pour préserver le caractère du berceau de la race des Canadiens français.

Comme nous sommes favorables à l'établissement d'une bibliothèque publique à Québec, nous allons laisser passer la résolution et la loi.

La résolution est adoptée.

Rapport du comité plénier:

M. l'Orateur au fauteuil

M. le président fait rapport que le comité a adopté une résolution, laquelle est lue et agréée.

L'honorable M. Perrier (Terrebonne) propose qu'il lui soit permis de présenter le bill 41 pour favoriser l'établissement d'une bibliothèque publique à Québec.

Adopté. Le bill est lu une première fois.

L'honorable M. Perrier (Terrebonne) propose que le bill soit maintenant lu une deuxième fois.
Adopté.

L'honorable M. Perrier (Terrebonne) propose que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

M. Duplessis (Trois-Rivières): Nos remarques n'ont d'autre but que d'encourager le gouvernement à faire vite et faire mieux. Comme le gouvernement est dans la bonne direction et dans la bonne voie, nous consentons à l'adoption de cette législation.

Adopté. Le bill est lu une troisième fois.

Il est ordonné que le greffier porte le bill au Conseil législatif et prie les honorables conseillers de l'adopter.

Élections

L'ordre du jour appelle la deuxième lecture du bill 36 concernant les élections à l'Assemblée législative.

M. Duplessis (Trois-Rivières): La question est très importante. Lorsque cette loi a été présentée, j'étais malheureusement absent de la Chambre et j'ai fait prier l'honorable premier ministre de la faire étudier par un comité spécial de la Chambre, afin de hâter le travail et pour l'étudier. Je suggère que cette loi soit envoyée à un comité spécial. À mon sens, il y a, dans les amendements, des principes essentiels et très importants en jeu. Nous voterons donc la deuxième lecture après l'étude du comité. Autrement, si le gouvernement nous force à nous prononcer sur ces principes, nous devons forcément, c'est notre devoir, engager un assez long débat sur ce bill, ce qui retarderait le travail de la Chambre. Que le premier ministre suggère donc la formation d'un tel comité.

L'honorable M. Godbout (L'Islet): S'il a appelé la deuxième lecture, c'est qu'il me semble que les principes en jeu sont très simples. Mais, je n'ai aucune objection à renvoyer ce projet de loi devant un comité spécial. C'était mon intention de proposer de référer la loi à un comité. Je suis prêt à retarder la deuxième lecture.

Il propose que l'ordre du jour, qui vient d'être lu soit révoqué.

Adopté. L'ordre est révoqué.

L'honorable M. Godbout (L'Islet) propose que le bill soit renvoyé à un comité spécial composé

des honorables représentants de Kamouraska-Rivière-du-Loup (l'honorable M. Casgrain), représentant d'Arthabaska (l'honorable M. Girouard), représentant d'Argenteuil (l'honorable M. Dansereau), représentant de Trois-Rivières (M. Duplessis), représentant de Matane (M. Gagnon), représentant de Bellechasse (M. Bienvenue), représentant de Roberval (M. Potvin) et du représentant de Chicoutimi (M. Talbot) et que le comité soit autorisé à faire de temps à autre des rapports sur ce bill et à envoyer chercher les personnes et les documents dont il aura besoin.

Il n'y a pas de représentants de Montréal dans le comité. On a évité de les nommer, pour ne pas retarder l'étude du bill de la métropole. En effet, nos collègues seront occupés par l'étude de ce bill.

Tous les officiers du gouvernement, qui pourront être utiles au comité, seront à sa disposition lorsqu'il voudra se réunir.

La motion est adoptée. Le bill est renvoyé à un comité spécial.

Berthier

M. Gauthier (Montréal-Laurier) propose, selon l'ordre du jour, que le bill 153 concernant la ville de Berthier et ratifiant une convention intervenue entre les Commissaires d'écoles pour la municipalité de Berthierville et celle de Berthier, paroisse soit maintenant lu une deuxième fois.

Adopté. Le bill est renvoyé au comité permanent des bills privés en général.

Subsides:

Budget des dépenses 1942-1943

L'honorable M. Mathewson (Montréal-Notre-Dame-de-Grâce) propose, selon l'ordre du jour, que M. l'Orateur quitte maintenant le fauteuil.

M. Duplessis (Trois-Rivières): Est-ce que le représentant de Montréal-Notre-Dame-de-Grâce (l'honorable M. Mathewson) peut me fournir les détails, à propos des \$165,000 de comptes non payés et présentés sous le gouvernement Taschereau, refusés par l'Union nationale et payés par le gouvernement actuel?⁵

Il veut savoir en détail quels sont les comptes que l'on a ainsi payés.

L'honorable M. Mathewson (Montréal-Notre-Dame-de-Grâce): C'est là un travail considérable. Il est bien difficile et peu raisonnable de demander aux employés de mon département de faire un tel travail.

M. Duplessis (Trois-Rivières): Le trésorier et les autres ministres ont prétendu, aux dernières élections, que l'Union nationale avait émis des centaines de chèques sans fonds, ce qui était une fausseté. Il le défie de trouver un tel cas. Il reproche aux ministériels d'avoir fait des déclarations fantaisistes aux dernières élections au sujet des dettes contractées par l'Union nationale.

Jamais sous le gouvernement de l'Union nationale a-t-on payé pour émettre des prospectus sur des prêts pour des avis juridiques. Les gens qui achetaient les prêts de la province devaient défrayer ces dépenses. Le trésorier de la province, qui prétend s'être entouré d'experts, fait faire son travail par des comptables de l'extérieur. C'est la première fois qu'un gouvernement engage des comptables de l'extérieur pour préparer les états financiers d'un budget de l'Assemblée législative.

Dans les *Comptes publics*, en effet, on peut voir un montant de \$350 payé pour la préparation d'un prospectus en rapport avec l'emprunt de novembre 1940 et une somme de \$1,971 payée pour la préparation des estimés budgétaires de 1940-1941. Il s'agit selon lui d'un spectacle navrant.

Ainsi, la province paie pour le travail que le ministre devrait faire lui-même avec ses officiers. La préparation des estimés est un acte administratif. On ne devrait pas laisser à des étrangers le soin de nous dire ce que nous devons voter. Le gouvernement a-t-il besoin d'un curateur? On paye \$2,000 pour injurier les représentants du peuple et pour leur faire perdre la plus grande prérogative qu'ils ont jamais eue, le contrôle sur les subsides.

L'honorable M. Mathewson (Montréal-Notre-Dame-de-Grâce): Un bon administrateur ne peut tout savoir et il doit avoir la prudence de s'entourer des meilleurs experts. Lorsqu'il est entré en fonction, il a jugé nécessaire d'apporter des changements radicaux au ministère et il a fait appel aux meilleurs talents disponibles pour l'aider.

Mon honorable ami, a justement eu le tort, quand il était chef du gouvernement, de croire qu'il pouvait tout faire seul. S'il avait eu des experts pour l'aviser, l'Union nationale n'aurait probablement pas payé une commission de \$675,000 pour l'emprunt de \$30,000,000 contracté aux États-Unis. Et nous

sommes obligés de payer, sur les intérêts payés comme sur les versements effectués, 11 % pour le change.

M. Duplessis (Trois-Rivières): De plus, lorsque j'étais au pouvoir, les commissions versées aux agents sur les prêts ont été beaucoup moins élevées que celles versées par les gouvernements de Gouin et de Taschereau. En fait, aucune administration depuis 1897 n'a payé sur ses emprunts des commissions aussi peu élevées que l'Union nationale. Sous les gouvernements Gouin et Taschereau, on payait en moyenne \$1.17 ou \$1.18 par \$100, tandis que sous l'Union nationale, on ne paya que \$0.80. Il défie le trésorier de lui prouver que tous les autres gouvernements, depuis 1900, ont payé moins cher en commissions que celui de l'Union nationale de 1936 à 1939. Si son crédit n'avait pas été bon, en 1939, la province n'aurait pu emprunter chez l'un des plus grands banquiers du monde, sur le plus grand marché financier du monde, celui de New York. Le trésorier de la province semble ignorer le fait que les États-Unis sont le marché monétaire le plus riche dans le monde et que c'est l'Union nationale qui a permis l'accès à ce marché, en respectant les exigences de la Commission des valeurs mobilières des États-Unis qui devait approuver tous les prêts étrangers.

Le gouvernement de l'Union nationale a contracté un emprunt de \$30,000,000 avec un groupe d'institutions financières dirigées par la National City Bank of New York et les états qu'il a produits au président de la banque ont été acceptés sans aucun document formel. Le Canada empruntait des États-Unis et l'Angleterre aussi. Et, à mon avis, les critiques envers le gouvernement de l'Union nationale pour avoir entré dans le marché sont puériles.

Qu'on ne nous reproche pas d'avoir emprunté aux États-Unis. Il y a actuellement un concours entre les pays alliés à qui emprunterait le plus aux États-Unis. Le Canada a emprunté des centaines de millions sur le marché américain. L'Union nationale a contracté ses emprunts à des taux plus bas que ceux payés par le dominion lui-même. Le trésorier peut vérifier cette déclaration avec un rapport de la Corporation des titres du dominion émis en 1940. Si le trésorier provincial sait ce qu'il dit, il change un peu les faits pour plaire aux partisans, et s'il ne sait pas de quoi il parle, c'est déplorable pour la province. Un homme public n'a pas le droit de dénaturer les faits pour des considérations partisans.

Adopté. La Chambre se forme de nouveau en comité des subsides.

En comité:

L'honorable M. Mathewson (Montréal-Notre-Dame-de-Grâce) propose: Qu'un crédit suffisant soit ouvert à Sa Majesté pour compléter la somme de trois cent cinquante mille dollars, nécessaire pour couvrir les dépenses prévues à l'article: "Écoles d'arts et métiers (département du Secrétariat de la province)", du budget de l'année financière se terminant le 31 mars 1943.

M. Gagnon (Matane): Il convient que le colonel Brillant, conseiller législatif, mérite d'être félicité pour avoir donné une somme de \$6,000 pour la construction de cette école, mais, le gouvernement a fait de la cérémonie marquant l'inauguration officielle de l'école de Rimouski une fête qui a pris un véritable caractère politique. L'on aurait dû mieux souligner les mérites du Séminaire de Rimouski, où l'on a diminué volontairement la part, mais qui a fourni un montant de \$125,000 pour rendre possible la construction de cette école.

L'honorable M. Perrier (Terrebonne): L'école des arts et métiers de Rimouski, qui a été inaugurée officiellement au mois de janvier, est une des plus belles de la province. Elle a été créée grâce à la coopération du séminaire de Rimouski, de l'honorable J.-A. Brillant et d'un groupe de quelques citoyens. Le gouvernement l'a aidée généreusement dans la suite. Il rend hommage au colonel Brillant qui a donné \$6,000 pour la fondation de cette école.

Pour ma part, je souhaiterais qu'il y eût plus de Jules Brillant dans la province. La cérémonie d'ouverture n'eut aucun caractère politique et s'il y eut dans l'assistance une longue figure, ce fut sans doute celle du député de Matane (M. Gagnon). Ce dernier a été le seul à voir dans la fête de Rimouski une manifestation politique. Il l'accuse d'avoir fait preuve de mesquinerie.

Nous avons rendu hommage aux autorités du Séminaire de Rimouski, qui ont consenti à prêter \$125,000. Il a fait des avances de fonds. Mais, ces avances seront amorties par des octrois annuels versés par le gouvernement. Le remboursement devait se faire selon un roulement établi. La construction de la nouvelle école nécessitera une émission de débentures. À la présente session, un bill sera présenté octroyant un montant de \$9,000 par année à l'École des arts et métiers de Rimouski.

M. Duplessis (Trois-Rivières) reproche au secrétaire provincial (l'honorable M. Perrier) de

manquer d'éducation et d'avoir eu des paroles désagréables à l'adresse du représentant de Matane. Le secrétaire provincial ne peut employer une telle expression en répondant à un collègue.

L'honorable M. Bastien (Berthier) lance une réplique.

M. Gagnon (Matane) répond au député de Berthier (l'honorable M. Bastien). L'honorable secrétaire de la province a doté Cabano d'un centre d'initiation éducationnelle et pour l'artisanat. Après sa visite à Rimouski, où il a assisté à l'inauguration de l'École d'arts et métiers, fondée par le Séminaire de Rimouski et non par le gouvernement, le ministre a reçu une demande du comité de Matane en faveur de la création d'un centre d'initiation. Il m'a répondu que ma demande, faite relativement à l'installation d'une école d'artisanat à Matane, serait prise en sérieuse considération. C'est une vague réponse peu satisfaisante.

L'honorable M. Perrier (Terrebonne): Le centre d'initiation éducationnelle et pour l'artisanat est une création du gouvernement actuel, qui date de l'an dernier. L'Union nationale n'y a jamais pensé. Mon ami de Matane s'étonne que je lui aie répondu que sa demande serait prise en sérieuse considération. Du temps de l'Union nationale, c'était une simple promesse, cela ne voulait rien dire et ce n'était pas satisfaisant. Pour nous, cela veut dire que la demande sera soigneusement étudiée.

La création de centres d'initiation éducationnelle et pour l'artisanat a eu un tel succès, que nous avons reçu 50 demandes de différentes parties de la province pour des centres d'initiation. La demande de l'honorable député de Matane nous est venue en janvier, alors que l'on sait que toutes les écoles d'artisanat avaient inauguré leur année scolaire en septembre. Il y en a 60 actuellement dans la province. J'ai promis au représentant de Matane de prendre sa demande en considération et il peut compter sur le gouvernement. S'il est démontré que sa demande est plus juste que les autres et raisonnable, qu'elle est plus pressante que celles des autres régions, le député sera satisfait. Matane aura une école d'artisanat.

M. Duplessis (Trois-Rivières): Le député de Terrebonne (l'honorable M. Perrier) n'a pas le droit de se mirer dans la figure du représentant de Matane. Le secrétaire provincial n'est pas ici pour longtemps. Il verra que ce n'est pas en se conduisant comme il le

fait, qu'il réussira à faire passer son budget. Tout ce que nous voulons, c'est qu'il cesse de faire du mal à sa province.

Il rappelle les œuvres de l'Union nationale dans le domaine éducationnel. L'École des arts et métiers, poursuit-il, est une bonne œuvre. Il existe une loi de l'Union nationale, passée en 1939 et que nous n'avons pas eu le temps de mettre en pratique. Il s'agit d'une loi pour une école de filature. Qu'on la mette donc en pratique. Il raconte comment fut fondée l'École du textile. Il s'agissait de former des techniciens afin que les Canadiens français puissent avoir leur part dans l'industrie.

L'honorable M. Perrier (Terrebonne): Oui, mais c'est le Parti libéral qui a réalisé l'œuvre. Comme toujours, l'Union nationale a promis et n'a pas tenu; comme toujours le Parti libéral n'a rien promis et a réalisé une œuvre.

Si je suis nouveau dans la politique, mon langage est bien littéraire, comparativement à ce que l'on a entendu en cette Chambre de 1936 à 1939. La population était alors révoltée des discussions parlementaires. Dans le Parti libéral, il n'y a pas eu de lâcheté. Le budget que je présente est dans l'intérêt de la province. Personne ne m'empêchera de présenter et de passer mon budget sur l'instruction publique.

M. Paquette (Labelle): C'est très maladroit.

L'honorable M. Perrier (Terrebonne): Je n'ai pas commis de gaffe, comme l'ancien trésorier provincial. Le Parti libéral ne promet pas, mais réalise. On dit que je ne serai pas ici longtemps. C'est là une question à régler avec mes électeurs de Terrebonne. Je ne tiens pas mon mandat du chef de l'opposition et je ne voudrais pas le tenir de lui.

M. Duplessis (Trois-Rivières): L'entrée du secrétaire provincial dans le cabinet a été un désappointement complet. Son étoile s'est vite éteinte. Pour ce qui est du député de Labelle (M. Paquette), il faisait le travail de deux ministres, puisqu'il faut actuellement deux hommes pour faire le même travail. Et ce travail était fait d'une façon compétente.

M. Gagnon (Matane): Nous sommes en présence d'un ministre, qui me crache au visage, alors que le premier ministre, il y a quelques jours, faisait mon éloge en cette Chambre. Mais, il ne faut jamais se fier aux libéraux. Je demande au

représentant de Montréal-Jeanne-Mance (M. Dubreuil) de cesser de faire du trouble en cette Chambre et d'être le chien domestique. S'il veut parler, qu'il se lève.

L'honorable M. Perrier (Terrebonne): Nous venons d'assister à une discussion du jardin zoologique.

M. Duplessis (Trois-Rivières): Est-ce qu'il se fait des discours au jardin zoologique?

L'honorable M. Perrier (Terrebonne): Il y a des animaux qui n'y sont pas et qui devraient y être.

M. Chaloult (Lotbinière): Le chef de l'opposition a eu raison de dire que nous n'avons pas assez de compétences parmi les nôtres. Il tient à relever une observation du chef de l'opposition, à l'effet qu'il aurait rencontré un chef d'industrie. Ce dernier lui aurait dit qu'il n'employait pas de Canadiens français parce que nous n'avions pas de compétences à lui offrir. Il est vrai, dit-il qu'on a négligé chez nous l'organisation des carrières industrielles. Mais, la plupart des grandes industries de la province sont dirigées par des étrangers, américains ou anglais dans la plupart des cas. À compétences égales, ces gens-là engagent des gens de leur nationalité. Cela s'explique.

Cependant, lorsque le gouvernement accorde des privilèges, des commutations de taxes et d'autres faveurs à des compagnies, dont les directeurs sont des étrangers à notre race, il devrait désormais insérer une clause très claire dans les chartes qui seront accordées, disant qu'à compétence égale, on devra obliger les compagnies à utiliser une certaine proportion de Canadiens français. Il appartient au gouvernement de rendre justice aux nôtres en leur permettant de se préparer au travail des industries.

La situation actuelle nous justifie d'ailleurs de réclamer une politique rigoureuse de nationalisation. L'une des raisons pour lesquelles nous réclamons la nationalisation non seulement de nos ressources hydroélectriques et forestières, mais aussi de diverses autres grandes industries, c'est que nous voulons obtenir justice pour les nôtres. La nationalisation est le seul moyen pour les Canadiens français de se libérer des liens économiques, qui les oppriment.

M. Talbot (Chicoutimi): L'École des arts et métiers de Chicoutimi est traitée en parent pauvre.

L'honorable M. Perrier (Terrebonne): Le gouvernement contribue dans la proportion de 50 %. Cette année, Chicoutimi a augmenté sa subvention et le gouvernement sera heureux d'augmenter la sienne.

La résolution est adoptée.

Rapport du comité des subsides:

M. l'Orateur au fauteuil

M. le président fait rapport que le comité a adopté une résolution et demande la permission de siéger de nouveau.

Il est résolu que la Chambre, à sa prochaine séance, se formera de nouveau en comité des subsides.

Ladite résolution est lue et agréée.

Ajournement

L'honorable M. Godbout (L'Islet) propose que, lorsque cette Chambre s'ajournera, elle soit ajournée à demain.

M. l'Orateur: Le comité des bills privés siégera à 8 h 30, pour continuer l'étude du bill de Montréal, et le comité spécial chargé de l'étude de la loi électorale siégera à 9 heures dans la salle du comité des bills publics.

Adopté.

La séance est levée à 6 heures.

NOTES

1. Selon tous les journaux, sauf *The Montreal Daily Star* du 6 mai 1942, à la page 14, qui propose le montant de \$150,000.

2. Selon tous les journaux, sauf *La Patrie* du 6 mai 1942, à la page 7, qui propose une somme de \$75,000.

3. Selon tous les journaux, sauf *The Chronicle Telegraph* du 6 mai 1942, à la page 3, qui propose que le montant de \$60,000 va être utilisé pour acheter l'édifice et les biens nécessaires à cet effet.

4. Selon tous les journaux, sauf *L'Événement-Journal* du 6 mai 1942, à la page 4, qui mentionne le montant de \$10,000.

5. Le journaliste de *La Presse* du 6 mai 1942, à la page 16, note que le chef de l'opposition avait déjà inscrit une question à cet effet et on lui avait répondu en donnant le total des sommes ainsi payées, soit \$105,000.

Séance du mercredi 6 mai 1942

Présidence de l'honorable B. Bissonnette

La séance est ouverte à 3 heures¹.

Prière.

M. l'Orateur: À l'ordre, Messieurs! Que les portes soient ouvertes!

Rapports des comités permanents:

M. Delagrave (Québec-Ouest): J'ai l'honneur de présenter à la Chambre le treizième rapport du comité permanent des bills privés en général.

Votre comité est d'opinion que la pétition de Thomas Kerr Stevenson est régulière et suffisante; que le bill qui a été déposé par le pétitionnaire est régulier et conforme à la pétition; que cette pétition n'a pas été annoncée mais que cette irrégularité ne peut cependant porter préjudice aux tiers; que, d'après les représentations qu'on a faites à votre comité, il est très important que le bill du pétitionnaire devienne loi le plus tôt possible, sans quoi il souffrirait des dommages considérables. En conséquence, votre comité recommande de suspendre le Règlement à l'égard des annonces et de permettre au pétitionnaire de présenter immédiatement le bill 154, donnant une valeur juridique au changement de nom de Thomas Kerr Stevenson en celui de Thomas Kerr Lachlan White.

Le rapport est adopté.

Projets de loi:

Thomas Kerr Stevenson

M. Frégeau (Stanstead) propose, appuyé par le représentant de Westmount-Saint-Georges (M. Marler), que l'article 621 du Règlement soit suspendu pour lui permettre de présenter le bill 154 donnant un effet légal au changement de nom de Thomas Kerr Stevenson en celui de Thomas Kerr Lachlan White.

Adopté.

M. Frégeau (Stanstead) propose qu'il lui soit permis de présenter le bill 154 donnant un effet légal au changement de nom de Thomas Kerr Stevenson en celui de Thomas Kerr Lachlan White.

Adopté. Le bill est lu une première fois.

**Loi des
écoles d'industrie**

L'honorable M. Perrier (Terrebonne) propose qu'il lui soit permis de présenter le bill 44 modifiant la loi des écoles d'industrie.

Adopté. Le bill est lu une première fois.

Demandes de documents:

**Industrie de la
betterave à sucre**

M. Beaulieu (Saint-Jean-Napierville) propose, appuyé par représentant de Champlain (M. Morin):

Attendu qu'il est dans l'intérêt public de connaître la façon dont le gouvernement procède, à organiser une industrie de sucre de betterave;

Qu'il soit déposé sur le bureau de la Chambre une copie de toute la correspondance, lettres, télégrammes, échangés entre le gouvernement de la province de Québec, ou aucun de ses membres, officiers ou employés, et toute personne, société, corporation ou compagnie, relativement à l'acquisition, le transport de la machinerie et de l'outillage nécessaire, et à l'achat de terrains et aux constructions nécessaires à l'industrie de sucre de betterave qui est en voie d'organisation dans le district de Montréal; et aussi, copies de tout contrat intervenu entre le gouvernement de la province de Québec, ou aucun de ses membres, officiers ou employés, et toute personne, société, compagnie ou corporation, concernant la même industrie.

Si le gouvernement veut établir cette industrie greffée sur l'agriculture, au point de vue économique, c'est très sain. Je me demande si cette industrie a des chances de succès et si elle réussira étant donné la compétition commerciale des industries sucrières déjà établies. On nous dit que le fonctionnement de pareille industrie ne peut être assuré sans un capital d'au moins \$500,000 à \$600,000. Nous avons droit de savoir si l'argent de la province est employé à bon escient. Nous avons le droit de savoir si le gouvernement organise cette industrie de façon à obtenir un plein succès.

Je voudrais savoir comment la compagnie que l'on doit former sera capitalisée. Le gouvernement va-t-il fournir lui-même les fonds ou fera-t-on appel aux souscriptions publiques? Si par

ailleurs c'est le gouvernement qui organise l'entreprise, il devra prendre les moyens voulus pour assurer le succès et la permanence de la raffinerie. Il faudrait une machinerie absolument moderne. Si on ne donne pas une machine très moderne pour assurer le succès et la permanence de cette industrie, le gouvernement serait imprudent d'inviter le public à souscrire au capital de l'entreprise. En principe, je trouve raisonnable l'idée d'établir une industrie greffée sur l'agriculture, mais si le gouvernement n'est pas sûr d'avoir tous les avantages de son côté, s'il ne dispose pas d'une machinerie moderne, le gouvernement s'en va vers un échec. Je prierais l'honorable premier ministre de me donner quelques explications.

L'honorable M. Godbout (L'Islet):

M. l'Orateur, le gouvernement a décidé d'organiser une industrie de sucre de betterave dans la province, dans la vallée du Richelieu. Ce n'est pas une compagnie, c'est le gouvernement qui fournira les fonds jusqu'à concurrence d'une somme de \$800,000, peut-être \$900,000. Nous voulons organiser une coopérative de cultivateurs qui pourra souscrire le capital en coopération. Une coopérative de cultivateurs pour la production de la betterave à sucre est en voie d'organisation. C'est elle qui éventuellement deviendra propriétaire de l'industrie qui s'établit à Saint-Hilaire dans le comté de Rouville. Comme le lancement d'une industrie de ce genre comporte nécessairement des risques, le gouvernement n'a pas voulu que les cultivateurs soient appelés à les courir entièrement, mais il a voulu les assumer.

Le gouvernement entre dans cette affaire avec toutes les garanties de réussite et après avoir pris toutes les précautions possibles, après avoir obtenu les renseignements des meilleurs experts, et fait des expériences concluantes. On n'avance pas à l'aveuglette. Une des principales était de vérifier si la betterave cultivée en terre québécoise avait une teneur en sucre importante. Aussi, le gouvernement au cours des années passées a-t-il fait expédier aux raffineries ontariennes des wagons de betteraves cultivées en diverses sections de la province. Par exemple, nous en avons expédié des quantités à la fabrique de sucre de betterave de Chatam, Ontario depuis 1934.

L'expérience a été très satisfaisante puisque l'on a trouvé une quantité de sucre d'un et demi pour cent supérieure à celle de la betterave de l'Ontario, ce qui assure un produit convenable. Je ne dis pas que toute notre production sera toujours égale à cette

épreuve, mais je crois que nous avons toutes les chances de réussir. Nous croyons donc, étant donné que la main-d'œuvre coûte moins cher ici qu'en Ontario et que le climat de la vallée du Richelieu est absolument favorable à la culture de la betterave, que nous avons toutes les chances de réussite de notre côté.

Il nous a semblé que le gouvernement devait assumer les charges et les risques de l'entreprise, et je veux que les bénéfices aillent 100 % à nos cultivateurs qui feront la culture de la betterave à sucre et qui pourront s'emparer de cette industrie avec les profits qu'elle aura retirés et la diriger à leur propre avantage.

M. Duplessis (Trois-Rivières): Il y a risque.

Le gouvernement n'a pas pris les moyens nécessaires et élémentaires de renseignements avant de se lancer dans une telle entreprise. La question de cette industrie n'est pas nouvelle.

Depuis longtemps, le problème du sucre de betterave est discuté en cette Chambre. Des motions ont été présentées par M. Charles-A. Paquet, ancien député de Montmagny, et M. Jos Samson, ancien député de Québec-Centre. Lorsque nous sommes arrivés au pouvoir, la question fut remise sur le tapis. Nous avons étudié la question et nous en sommes venus à la conclusion que l'établissement d'une industrie de sucre de betterave offrait plus de risques que d'avantages pour les cultivateurs.

Le premier ministre reconnaît lui-même que l'aventure est hasardeuse, lorsqu'il admet que le gouvernement ne veut pas laisser les cultivateurs courir les risques. La culture de la betterave sucrière et son exploitation industrielle peut avoir du bon, mais il est certain, puisque nous sommes en guerre, que la mise en pratique peut être dangereuse au point de vue financier, surtout à l'époque actuelle, par suite du rationnement quantitatif, du plafonnement des prix, de la rareté de la main-d'œuvre, etc. En fait, le succès de l'entreprise reste si problématique que le gouvernement a dû faire des démarches considérables pour obtenir le droit de construire l'usine.

Le projet du gouvernement me paraît étrange. L'an dernier, le gouvernement a fait passer une loi l'autorisant à dépenser \$150,000 pour acheter toute la machinerie nécessaire, et l'honorable premier ministre nous a dit que cette somme suffisait pour tout l'outillage de la fabrique. C'est ce que stipulait la loi qu'il a fait adopter.

L'honorable M. Godbout (L'Islet): Je n'ai jamais dit que cette somme suffirait, car il faut moderniser la machinerie et aménager la fabrique.

M. Duplessis (Trois-Rivières): Or, on voit dans l'État des mandats spéciaux que le gouvernement a adopté un mandat spécial de \$350,000 pour payer les dépenses, soit donc une dépense déjà faite de \$500,000. Il n'a guère confiance, dit-il, dans une industrie qui part de cette façon, pour laquelle on prévoit une dépense de \$150,000 et pour laquelle on dépense \$500,000 en moins d'un an. De plus, la machinerie que l'on a achetée datait de 1904. On l'a achetée avec 34 ans d'usure; on ne peut pas dire qu'elle était en parfait ordre. On l'a payée la peau et les os, si l'on peut ainsi dire, sans compter que, depuis longtemps, elle ne fonctionnait plus. Le risque était si grand que la compagnie qui devait acheter la machinerie, suivant la loi de l'an dernier, a refusé de s'aventurer et que c'est le gouvernement qui a dû le faire.

J'ajoute que ce n'est pas l'affaire du gouvernement de s'immiscer ainsi dans l'industrie, de se faire manufacturier. D'ailleurs, ce n'est pas avec une machinerie qui date de 1904 que l'on pourra assurer l'avenir de cette entreprise. Il y a des problèmes beaucoup plus importants dans la province que cette industrie pour aider la classe agricole. Par exemple, le crédit agricole, le problème ouvrier.

La bonne foi de l'honorable premier ministre a peut-être été surprise. J'avertis le premier ministre qu'il s'aventure sur un terrain dangereux. On ne doit pas établir une industrie sur des bases aussi fragiles. Il est temps pour le gouvernement d'arrêter et de dépenser l'argent pour d'autres fins.

L'honorable M. Rochette (Charlevoix-Saguenay): L'attitude du chef de l'opposition est assez incompréhensible. Hier, il nous reprochait de ne pas donner assez d'argent pour une bibliothèque publique à Québec. Aujourd'hui, on s'insurge contre un projet qui vient à son heure. Au moment où le rationnement du sucre devient un problème, n'est-il pas opportun de créer dans notre province une industrie de sucre de betterave qui est en outre dans l'intérêt des cultivateurs.

La machinerie achetée pour cette industrie est de toute première valeur et a été achetée à bon compte. Le gouvernement a consulté des experts, notamment un professeur de l'Université du Michigan, qui a fixé à \$340,000 la valeur réelle de la machinerie. Grâce à une option que détenait le département de l'Agriculture, la machinerie a été achetée au prix de \$135,000. Le ministère de l'Agriculture a très bien agi dans cette affaire.

À une heure où la population a des raisons de craindre pour son approvisionnement de sucre, l'acte que le gouvernement pose est très opportun. C'est

une belle initiative que prend le gouvernement. Les circonstances présentes favorisent l'entreprise à cause de la rareté du sucre. Nous venons à l'aide des cultivateurs à l'heure voulue.

Pourquoi le gouvernement va-t-il s'immiscer dans cette industrie, demande le chef de l'opposition. L'honorable premier ministre a répondu d'avance à cette question en disant que c'est au gouvernement à assumer les risques et non aux cultivateurs. D'ailleurs, le gouvernement prend toutes les précautions voulues. Il organise l'industrie et il la remettra aux cultivateurs. Si le gouvernement a lancé lui-même l'entreprise, c'est qu'il était difficile de grouper les cultivateurs pour une entreprise aussi considérable.

Pourquoi le gouvernement a-t-il procédé par mandat spécial, demande encore l'honorable chef de l'opposition. Mais il fallait aller vite si nous voulons que l'industrie soit bientôt en état de produire. Car à l'heure actuelle, nous pouvons craindre pour nos approvisionnements de sucre. Je félicite l'honorable premier ministre de sa clairvoyance et de son dévouement toujours constant à la classe agricole.

M. Gagnon (Matane): La loi passée l'an dernier pour assurer l'établissement de cette industrie dit que les \$150,000 devront être versés à la compagnie de sucre. Aujourd'hui, on nous dit que c'est le gouvernement qui assume les risques. Les hommes d'affaires ont donc eu peur? Le refus de la compagnie qui devait lancer l'affaire de s'aventurer, n'est pas un très bon signe. Nous ne nous opposons pas à l'établissement de cette industrie, mais nous nous opposons à ce que l'on donne à cette coopérative de producteurs de betterave une machinerie qui peut ne pas assurer le succès de l'industrie. Voilà où nous bornons notre critique. C'est une mise en garde que nous faisons au gouvernement. L'industrie du sucre de betterave a coûté des sommes énormes dans les autres pays, sans avoir donné de résultats appréciables. Nous disons: *Caveant Consules* aux gouvernements qui sont chargés de la dépense des deniers publics.

L'honorable M. Mathewson (Montréal-Notre-Dame-de-Grâce): L'opposition s'étonne que le gouvernement ait acheté la machinerie. Nous avions une option sur cette machinerie et nous l'avons exercée. Il ne s'agissait pas d'une petite machinerie, puisqu'il a fallu 25 wagons pour la transporter. En plus, pour établir la nouvelle industrie, il fallait acheter un terrain, construire une fabrique, etc. Nous avons pris nos responsabilités.

M. Duplessis (Trois-Rivières): En vertu de quelle autorité le gouvernement a-t-il fait cela?

L'honorable M. Mathewson (Montréal-Notre-Dame-de-Grâce): Nous avons adopté un mandat spécial. Nous avons pris nos responsabilités. Il ne fallait pas retarder l'organisation de l'industrie. Si nous réussissons, comme je le crois, on nous comblera d'éloges, même du côté de l'opposition.

C'est une aventure nouvelle, un essai, mais si nous voulons garder nos cultivateurs sur la terre, il faut leur rendre la vie plus facile, il faut les aider, il faut aller de l'avant. C'est ce que nous avons fait. Le gouvernement n'a pas peur de prendre des risques quand il le faut. C'est une aventure nouvelle, mais où le gouvernement a pris toutes les garanties possibles de succès. On aide l'agriculture en favorisant le développement des industries connexes à l'agriculture.

L'argent n'a pas servi seulement à la construction. Il a fallu acheter des graines de semence, de la machinerie ou des instruments spéciaux dont les cultivateurs auront besoin pour se livrer à la culture de la betterave sur une plus grande échelle.

Le gouvernement a voulu faire cet essai dans l'intérêt des cultivateurs qui méritent d'être aidés davantage, et nous croyons que l'essai réussira. Il s'agit d'un essai loyal pour venir en aide aux cultivateurs. Nous voulons que les gens de la terre demeurent sur la terre.

Nous produirons tout ce que nous demande l'honorable député de Saint-Jean-Napierville. Nous n'avons rien à cacher d'une entreprise destinée à aider une des plus belles classes de la société.

M. Talbot (Chicoutimi): La loi qui a été adoptée l'an dernier à ce sujet ne donnait nullement le droit au gouvernement d'acheter un terrain et de construire une fabrique. Je m'oppose aux mandats spéciaux, parce que les droits des députés ne sont pas respectés. C'est là de l'usurpation. Le mandat spécial est donc inconstitutionnel.

M. Francœur (Montréal-Mercier): Le chef de l'opposition nous parle souvent du crédit agricole. Mais ce crédit ne peut suffire à assurer la prospérité de la classe agricole. L'industrie du sucre de betterave sera une source de revenus pour les cultivateurs et il est temps de l'établir. On a dit que cette entreprise n'était pas opportune. Lorsque le Parti libéral a construit l'École des hautes études commerciales à Montréal, l'opposition du temps disait que nous étions 15 ans en avant de notre

temps. Un gouvernement doit être en avant de son temps, puisque gouverner c'est prévoir.

M. Paquette (Labelle): Si le gouvernement voulait aider la classe agricole, il aurait pu prendre d'autres moyens et ne pas courir ce risque. Le gouvernement est en voie de saboter ses propres lois.

M. Beaulieu (Saint-Jean-Napierville): Une vieille machinerie peut compromettre le succès. D'ailleurs actuellement, les circonstances ne semblent pas très propices à l'entreprise: rareté de main-d'œuvre dans nos campagnes, rationnement quantitatif du sucre, plafond des prix. Si l'affaire était si bonne, il y a beau temps que les hommes d'affaires s'y seraient intéressés.

Je suis plus renseigné que je l'étais. On nous a parlé d'un capital de \$800,000 à \$900,000. Le trésorier provincial a déjà dit qu'il ne fallait pas faire des dépenses capitales. Et voici que le gouvernement est prêt à dépenser \$1,000,000. C'est au moins \$1,000,000 que l'on va investir dans cette industrie.

M. l'Orateur: L'honorable député devrait s'en tenir au chiffre qui a été mentionné dans le débat.

M. Beaulieu (Saint-Jean-Napierville): Très bien.

La motion est adoptée.

Motions des députés:

Les femmes et la guerre

M. Paquette (Labelle) propose, appuyé par le représentant de Sherbrooke (M. Bourque):

Attendu que le gouvernement fédéral a décidé d'utiliser de plus en plus la main-d'œuvre féminine pour intensifier l'effort de guerre canadien;

Attendu que la propagande fédérale a pour but de diriger vers les usines de munitions des milliers de femmes mariées et de jeunes filles;

Attendu que le travail des femmes mariées présente de sérieux inconvénients;

Attendu que la désorganisation des foyers par l'absence des mères aura une pénible répercussion sur la santé morale et physique des enfants;

Attendu qu'il est du devoir de tout gouvernement de veiller à ce qu'il ne soit pas porté atteinte à la cellule sociale, base de notre société;

Cette Chambre prie instamment le gouvernement fédéral du Canada de ne pas intensifier le recrutement féminin au-delà de la limite permise par les nécessités familiales, et surtout, de ne rien faire de nature à détruire l'âme du foyer canadien.

Qu'il me soit permis de souligner la haute importance sociale et morale de la question qui fait l'objet de la motion présentée. Nous sommes en guerre et je comprends que, conséquemment, il nous faut subir des bouleversements considérables, tant économiques que sociaux, sans nous plaindre; je sais qu'il y a des nécessités cruelles. Nous sommes en guerre et notre pays doit faire tendre tous ses efforts pour obtenir la victoire sur nos ennemis.

La guerre est sans pitié et a des exigences bien cruelles. Elle demande que les hommes partent pour l'armée, qu'ils acceptent la rude discipline des camps, qu'ils se séparent des êtres qui leur sont chers et qu'ils abandonnent leurs habitudes du temps de paix.

L'industrie nationale subit, de par la guerre, des modifications considérables. Les usines établies doivent fournir le matériel nécessaire à l'équipement des armées, et des centaines de nouveaux établissements fabriquent jour et nuit des munitions et des armes de tous genres. Tout cela, nous le concevons bien, et nous devons nous y soumettre sans hésitation.

Récemment, on a fait paraître au firmament politique de notre nation le spectre de la conscription pour outre-mer. Depuis un an, nous avons le service militaire obligatoire pour la défense du Canada. Et plus récemment encore, le ministère fédéral annonçait que nous allions bientôt avoir une loi de conscription des femmes de notre pays. M. l'Orateur, je veux protester contre cette dernière mesure, car je considère qu'elle constituerait un danger formidable pour les assises mêmes de notre société.

Je ne puis, sans appréhension, voir les autorités fédérales procéder à l'application d'une loi aussi dangereuse et aussi radicale. Tous ceux qui réfléchissent, tous ceux qui s'intéressent à l'avenir du Canada, sont unanimes à dénoncer cet assaut contre le foyer canadien. Si l'on a cru bon de conduire les hommes de tous âges, soit dans les usines ou les camps militaires, nous demandons que les femmes restent libres de tout service obligatoire, soit dans les usines ou dans l'armée, et ses corps auxiliaires.

Il y a actuellement plusieurs milliers de dizaines de femmes ou de jeunes filles, 75,000 dit-on, au travail dans les usines de munitions du

Québec. Travail pénible, épuisant et qui se poursuit jour et nuit sans relâche. La santé d'un grand nombre d'entre elles en souffre déjà et nous entrevoyons l'anémie et la tuberculose préparer ses ravages dans leurs rangs. La présence des mères dans le foyer est essentielle et impérative. Personne, et absolument personne ne peut les remplacer, car elles sont l'âme et la lumière, elles sont le rempart moral et physique. Quand la mère est absente et disparue, l'atmosphère du foyer est changée et la moralité de celui-ci baisse.

Et que dire de ces milliers de jeunes filles poussées par la coercition à abandonner leur vie habituelle pour servir soit dans les cantines, soit dans les usines et les corps auxiliaires?

Croit-on qu'on améliorera leur état moral? Croit-on que la promiscuité qui existera ne comportera pas des risques effarants? La moralité publique est suffisamment à la baisse. Pourquoi lui porter atteinte davantage? Croit-on que, la guerre terminée, les foyers se reconstitueront avec le même admirable esprit d'autrefois? Est-ce que l'émancipation, corollaire inévitable de la liberté du temps de guerre, ne conduira pas à la destruction de l'âme familiale?

Ce n'est pas exprimer un pessimisme exagéré que de déplorer d'avance les ravages que causera la conscription appliquée à nos filles. Qu'on y songe à deux fois avant de recourir à des mesures trop drastiques. Il ne faut pas sacrifier sur l'autel de l'impérialisme l'âme de nos foyers canadiens. C'est le bien le plus précieux qui nous reste; gardons-le intact. Un pays n'a pas le droit de détruire ce qui fait sa force, sa valeur morale et sa raison d'être. Ne perdons pas la tête; gardons notre sang-froid en présence de ceux qui l'ont perdu. Nos familles constituent les cellules sociales indispensables à la vigueur et à la survivance de notre vie nationale. Je demande à la Législature de veiller à ce qu'on conserve leur intégrité.

La motion est adoptée.

Demandes de documents:

Réouvertures des usines de Chicoutimi

M. Talbot (Chicoutimi) propose, appuyé par le représentant de Saint-Jean-Napierville (M. Beaulieu), qu'il soit déposé sur le bureau de la Chambre une copie de toute correspondance entre le gouvernement de la province, aucun de ses membres, officiers ou employés, et tous gouvernements, personnes,

compagnies ou corporations relativement à la réouverture des usines de la région de Chicoutimi, depuis le 1^{er} janvier 1922 jusqu'à ce jour.

Ouverte à la colonisation il y a 100 ans, la région de Chicoutimi fut livrée à l'exploitation forestière. En ce temps-là, la maison Price régnait sur le pays et les travailleurs étaient payés avec des coupons qu'ils devaient dépenser dans les magasins de la compagnie. En 1900, un groupe de capitalistes canadiens-français fondèrent une industrie de pulpe mécanique. Les affaires progressèrent rapidement au point qu'en 1914, à Philadelphie, le chef de cette industrie fut sacré... roi de la pulpe mécanique!

Il (M. Talbot) résume ensuite les causes qui désorganisèrent cette industrie et qui obligèrent les chefs d'usines à mettre la clé sur la porte.

Les usines construites aux environs de 1900 par des promoteurs canadiens-français ont été vendues par la suite à la compagnie Quebec Pulp and Paper. Depuis qu'elle en a fait l'acquisition, cette compagnie a maintenu les usines fermées. En 1939, les gens de Chicoutimi espéraient que l'on ferait servir les usines à l'effort de guerre. Quand on nous chante que tout doit servir à l'effort de guerre, il n'y a aucune raison pour que ces usines ne soient employées et ne servent à notre effort de guerre.

Depuis le début de la guerre, il me semble qu'il ne peut y avoir de raisons pour lesquelles ces usines n'ont pas rouvert leurs portes. Si elles ne pouvaient servir à la fabrication de la pulpe mécanique, on aurait pu, au moins, les mettre à la disposition de l'effort de guerre du pays. Cette situation cause un véritable scandale chez nous, surtout quand on sait qu'il se construit des usines nouvelles à coups de millions dans tout le pays.

Lorsque le gouvernement provincial a fait adopter une loi, en 1940, pour ouvrir des agences commerciales à l'étranger, la population de Chicoutimi a eu une lueur d'espoir: elle a cru que notre agent commercial à Ottawa réussirait à convaincre les autorités fédérales de la nécessité de rouvrir les usines. Plus tard, l'honorable Oscar Drouin, à la suite d'une visite à Chicoutimi, a laissé entendre qu'il y aurait moyen de trouver une solution au problème. Mais rien ne vint et ces usines sont toujours fermées. Les pouvoirs publics sont coupables de négligence impardonnable.

Il y a quatre moulins en pierre solide et une usine de réparations qui a coûté \$1,000,000. Quand on demande aux gens de conserver même le papier d'étain qui enveloppe les cigarettes, quand dans tout le Canada on ne cesse de construire des usines

nouvelles, pourquoi maintenir ce scandale? Les moulins sont situés à cinq minutes du port de Chicoutimi, le port de la province de Québec qui est le plus rapproché de l'Europe.

Il (M. Talbot) cite largement à l'appui de ses remarques des articles du *Progrès du Saguenay* et de *L'Action catholique*.

Le gouvernement provincial a tout ce qu'il faut, dans les Statuts, pour forcer la compagnie à sortir de l'inaction. Je demande au gouvernement provincial de prendre tous les moyens à sa disposition afin de forcer la compagnie à rouvrir ces usines.

L'honorable M. Côté (Bonaventure) propose, appuyé par le représentant d'Arthabaska (l'honorable M. Girouard), que le débat soit maintenant ajourné.

M. Duplessis (Trois-Rivières): Pourquoi demander l'ajournement?

M l'Orateur demande aux députés de se prononcer.

Adopté. Le débat est ajourné.

Subsides:

Budget des dépenses 1942-1943

L'honorable M. Mathewson (Montréal-Notre-Dame-de-Grâce) propose, selon l'ordre du jour, que M. l'Orateur quitte maintenant le fauteuil.

M. Duplessis (Trois-Rivières) revient de nouveau à la charge avec son parallèle entre l'état des finances sous l'Union nationale et la situation actuelle.

L'honorable M. Mathewson (Montréal-Notre-Dame-de-Grâce) accepte de lui fournir tous les renseignements dont il pourra avoir besoin.

Adopté. La Chambre se forme de nouveau en comité des subsides.

En comité:

L'honorable M. Mathewson (Montréal-Notre-Dame-de-Grâce) propose: 1. Qu'un crédit

suffisant soit ouvert à Sa Majesté pour compléter la somme de douze mille cinq cents dollars, nécessaire pour couvrir les dépenses prévues à l'article: "Enseignement du solfège dans la province (département du Secrétariat de la province)", du budget de l'année financière se terminant le 31 mars 1943.

M. Duplessis (Trois-Rivières) déclare que quand il reviendra au pouvoir, son gouvernement verra à organiser sur le sol de la province de Québec un poste de radio indépendant pour permettre aux Québécois d'exprimer librement leurs opinions. Selon lui, un tel poste émetteur est indispensable pour la préservation de nos intérêts culturels².

La résolution est adoptée.

L'honorable M. Mathewson (Montréal-Notre-Dame-de-Grâce) propose: 2. Qu'un crédit suffisant soit ouvert à Sa Majesté pour compléter la somme de cinq mille dollars, nécessaire pour couvrir les dépenses prévues à l'article: "Loi de l'enseignement spécialisé", du budget de l'année financière se terminant le 31 mars 1943.

Adopté.

3. Qu'un crédit suffisant soit ouvert à Sa Majesté pour compléter la somme de huit mille dollars, nécessaire pour couvrir les dépenses prévues à l'article: "Loi concernant les écoles professionnelles", du budget de l'année financière se terminant le 31 mars 1943.

Adopté.

4. Qu'un crédit suffisant soit ouvert à Sa Majesté pour compléter la somme de cinq mille dollars, nécessaire pour couvrir les dépenses prévues à l'article: "Association canadienne-française pour l'avancement des sciences", du budget de l'année financière se terminant le 31 mars 1943.

Adopté.

Rapport du comité des subsides:

M. l'Orateur au fauteuil

M. le président fait rapport que le comité a adopté plusieurs résolutions et demande la permission de siéger de nouveau.

Il est résolu que la Chambre, à sa prochaine séance, se formera de nouveau en comité des subsides.

Les résolutions du comité sont lues et agréées.

Dépôt de documents:

Emprunts relatifs au crédit agricole

L'honorable M. Perrier (Terrebonne) dépose sur le bureau de la Chambre la réponse à un ordre de l'Assemblée, en date du 29 avril 1942, pour la production d'une copie de tous arrêtés ministériels adoptés par le lieutenant-gouverneur en conseil de la province de Québec, depuis le 1^{er} janvier 1941 jusqu'au 10 mars 1942 inclusivement, et se rapportant à tous les emprunts, soit contractés, soit garantis, soit autorisés par le lieutenant-gouverneur en conseil de la province de Québec, relativement au crédit agricole du Québec établi par la loi, chapitre 3, 1 Édouard VIII, 2^{ème} session (1936), et ses amendements. (Document de session no 32)

Coupe de bois

L'honorable M. Perrier (Terrebonne) dépose sur le bureau de la Chambre la réponse à un ordre de l'Assemblée, en date du 30 avril 1942, pour la production d'une copie de toute correspondance échangée entre le gouvernement de la province de Québec, ou aucun de ses membres, fonctionnaires ou employés, avec toute personne, société, compagnie ou corporation, depuis le 1^{er} janvier 1940 au 10 mars 1941, inclusivement, relativement à la coupe du bois sur les lots de la couronne ou sur les lots qui sont sous billet de location, dans la paroisse de Sainte-Paula, dans le comté de Matapédia. (Document de session no 33)

Ajournement

L'honorable M. Godbout (L'Islet) propose que la Chambre, lorsqu'elle s'ajournera, se trouve ajournée à demain.

Adopté.

La séance est levée.³

NOTES

1. *La Presse* du 7 mai 1942, à la page 16, écrit que la séance n'aurait débuté qu'à 4 heures seulement.

2. Selon *Le Soleil* du 7 mai 1942, à la page 4, le débat fut "assez acrimonieux".

3. *La Patrie* du 7 mai 1942, à la page 4, précise: "L'Assemblée législative n'a tenu, hier, qu'une seule séance pour permettre, tout comme la veille d'ailleurs, l'étude, au cours de la soirée, du bill de la ville de Montréal."

Séance du jeudi 7 mai 1942

Présidence de l'honorable B. Bissonnette

La séance est ouverte à 3 heures

Prière.

M. l'Orateur: À l'ordre, Messieurs! Que les portes soient ouvertes!

Rapports des comités permanents:

L'honorable M. Côté (Bonaventure): J'ai l'honneur de présenter à la Chambre le huitième rapport du comité permanent des bills publics en général.

Votre comité a décidé de rapporter, sans amendement, les bills suivants:

- bill 123 concernant la succession de feu l'honorable J.-B.-R. Fiset;
- bill 180 pour faciliter les études médicales en temps de guerre.

Votre comité a aussi décidé de faire rapport que le préambule du bill du bill 152 concernant la succession de feu James McCready, n'a pas été prouvé à sa satisfaction, la preuve apportée ayant été contradictoire.

Projets de loi:

**École
du meuble**

L'honorable M. Perrier (Terrebonne) propose que la Chambre, à sa prochaine séance, se forme en comité plénier pour prendre en considération un projet de résolutions relatives au bill 43 autorisant l'acquisition d'un immeuble pour l'École du meuble.
Adopté.

**Loi des
écoles d'industrie**

L'honorable M. Perrier (Terrebonne) propose, selon l'ordre du jour, que le bill 44 modifiant la loi des écoles d'industrie soit maintenant lu une deuxième fois.

Adopté. Le bill est renvoyé à un comité plénier de la Chambre.

L'honorable M. Perrier (Terrebonne) propose que la Chambre se forme immédiatement en comité.
Adopté. M. l'Orateur quitte le fauteuil.

En comité:

Présidence de M. Casgrain (Gaspé-Nord)

Le comité étudie l'article 1 qui se lit comme suit:

"1. L'article 31 de la loi des écoles d'industries (Statuts refondus, 1941, chapitre 39) est modifié en remplaçant, dans la dernière ligne, les mots "quatorze ans" par les mots "seize ans"."

L'honorable M. Perrier (Terrebonne): Ce projet a pour but de permettre au secrétaire de la province d'ordonner que les enfants détenus dans les écoles d'industrie puissent y être jusqu'à la fin de l'année scolaire au cours de laquelle ils auront atteint l'âge de 16 ans, tandis que la loi actuelle ne permet de les garder que jusqu'à ce qu'ils aient atteint l'âge de 14 ans.

M. Duplessis (Trois-Rivières): L'adoption de la mesure rendra plus difficile le travail des écoles industrielles en raison du manque d'espace.

Les municipalités doivent contribuer pour 50 % à la détention de ces enfants. Conséquemment, on leur impose des dépenses additionnelles. Les a-t-on consultés à ce sujet?

L'honorable M. Perrier (Terrebonne): Il est impossible de déterminer à l'avance, le montant de ces dépenses additionnelles parce que nul ne peut prédire combien d'enfants seront internés. Mais chose certaine, c'est que ces dépenses seront bien minimes comparativement au service social que la loi rendra.

L'article 1 est adopté.

L'article 2 est adopté.

Rapport du comité plénier:

M. l'Orateur au fauteuil

M. le président fait rapport que le comité a adopté le bill 44 sans l'amender.

Subsides:**Budget des dépenses
1942-1943**

L'honorable M. Mathewson (Montréal-Notre-Dame-de-Grâce) propose, selon l'ordre du jour, que M. l'Orateur quitte maintenant le fauteuil.

Adopté. La Chambre se forme de nouveau en comité des subsides.

En comité:

Présidence de M. Bienvenue (Bellechasse)

L'honorable M. Mathewson (Montréal-Notre-Dame-de-Grâce) propose: 1. Qu'un crédit suffisant soit ouvert à Sa Majesté pour compléter la somme de vingt-cinq mille dollars, nécessaire pour couvrir les dépenses prévues à l'article: "Maintien ou entretien des écoles ou chaires destinées à l'enseignement de la papeterie, École technique de Trois-Rivières (département du Secrétariat de la province)", du budget de l'année financière se terminant le 31 mars 1943.

Adopté.

2. Qu'un crédit suffisant soit ouvert à Sa Majesté pour compléter la somme de quatre-vingt-dix-sept mille cinq cents dollars, nécessaire pour couvrir les dépenses prévues à l'article: "Écoles des beaux-arts, Québec et Montréal", du budget de l'année financière se terminant le 31 mars 1943.

L'honorable M. Perrier (Terrebonne): Cent quatre-vingt-dix-huit élèves fréquentent actuellement l'École des beaux-arts de Québec: 133 pour les cours du jour et 65 pour les cours du soir. Le ministre ajoute que ces cours sont gratuits, l'élève n'ayant à payer que ses instruments de travail.

M. Paquette (Labelle): J'entends dire que tel n'est pas tout à fait le cas. S'il est vrai que les cours sont gratuits, comment se fait-il que des élèves ont dû payer \$100 en quittant l'École des beaux-arts de Montréal?

L'honorable M. Perrier (Terrebonne): Les remarques du député de Labelle sont toute une révélation pour moi. C'est la première fois que j'entends parler d'une telle chose.

M. Paquette (Labelle): L'affaire est récente.

L'honorable M. Perrier (Terrebonne): En tout cas, je vais faire enquête pour savoir s'il y a quelque chose de fondé dans cela.

La résolution est adoptée.

L'honorable M. Mathewson (Montréal-Notre-Dame-de-Grâce) propose: 3. Qu'un crédit suffisant soit ouvert à Sa Majesté pour compléter la somme de trente-quatre mille dollars, nécessaire pour couvrir les dépenses prévues à l'article: "Écoles du soir", du budget de l'année financière se terminant le 31 mars 1943.

M. Langlais (Îles-de-la-Madeleine): Combien y a-t-il d'écoles du soir?

L'honorable M. Perrier (Terrebonne): Nous avons environ 125 classes du soir, situées pour le plus grand nombre dans les districts de Montréal et de Québec, avec des milliers d'élèves et des résultats plus que satisfaisants.

M. Langlais (Îles-de-la-Madeleine): Est-ce que la ville de Hull possède une de ces écoles? On devrait en ouvrir une à Hull afin d'enseigner aux "Dollar-a-year-men" à écrire leur français convenablement.

Dans les carnets de coupons pour le rationnement de l'essence, on a écrit en gros caractère, en haut de chaque coupon, le mot essence avec un "s" au lieu d'un "c" à la fin. Il (M. Langlais) produit alors un carnet de coupons de rations d'essence.

Cette faute grossière est injustifiable. Voilà des billets qui vont circuler dans toute la province et en dehors de la province. Elle serait suffisante pour répandre l'impression qu'on ne sait pas écrire le français dans la province de Québec. Le secrétaire provincial devrait prendre des mesures pour qu'on ne commette plus d'erreurs aussi grossières.

La résolution est adoptée.

L'honorable M. Mathewson (Montréal-Notre-Dame-de-Grâce) propose: 4. Qu'un crédit suffisant soit ouvert à Sa Majesté pour compléter la somme de soixante-quatre mille dollars, nécessaire pour couvrir les dépenses prévues à l'article: "Loi des cours professionnels", du budget de l'année financière se terminant le 31 mars 1943.

Adopté.

5. Qu'un crédit suffisant soit ouvert à Sa Majesté pour compléter la somme de cinquante-

huit mille cinq cents dollars, nécessaire pour couvrir les dépenses prévues à l'article: "Instituts et associations d'aveugles", du budget de l'année financière se terminant le 31 mars 1943.

Adopté.

6. Qu'un crédit suffisant soit ouvert à Sa Majesté pour compléter la somme de vingt-cinq mille dollars, nécessaire pour couvrir les dépenses prévues à l'article: "Encouragement à la littérature et aux beaux-arts", du budget de l'année financière se terminant le 31 mars 1943.

M. Duplessis (Trois-Rivières): Le secrétaire provincial a-t-il acheté des exemplaires du livre *Ton histoire est une épopée*?

L'honorable M. Perrier (Terrebonne): Oui, nous en avons acheté 300, je crois.

M. Duplessis (Trois-Rivières): Le ministre est-il au courant que ce livre ne correspond pas au titre flamboyant qu'on lui a donné et que sous le couvert de ce titre, l'auteur préconise la doctrine de l'abandon, prêche l'hérésie patriotique suivant laquelle il ne faut pas connaître l'histoire, qu'il ne faut pas en parler ni connaître les principaux faits d'armes qu'elle comporte, de peur de créer des frictions entre les races? Je trouve étrange une histoire comme celle-là. C'est peut-être une histoire, mais ce n'est pas l'œuvre d'un historien, ce n'est pas une épopée.

Le secrétaire de la province a tort de faire écho à un livre comme celui-là et il n'aurait pas dû contribuer à prolonger l'écho d'une opinion qui cadre mal avec notre mentalité, qui ne rend pas justice à ceux qui nous ont précédés et à ceux qui nous suivront. Nous avons le devoir d'être orgueilleux de nos ancêtres, de ne rien écrire qui soit de nature à ternir la mémoire de nos ancêtres. Nous ne devons poser aucun acte d'abdication, pour employer un terme doux. Le secrétaire de la province ne devrait pas continuer dans cette voie.

J'ai appris qu'il faut avoir la fierté patriotique, non pas la fierté qui fausse l'histoire et les faits, mais celle qui rend justice à la race à laquelle nous appartenons et aux ancêtres qui ont joué un rôle que nous devons connaître, que nous avons le devoir de défendre contre nos ennemis et d'apprécier.

Le secrétaire provincial ferait mieux d'employer \$300 pour empêcher la diffusion de l'erreur. Le moins qu'on puisse dire, c'est que le compliment est douteux, quand une œuvre est vantée et reproduite par nos ennemis.

L'honorable M. Perrier (Terrebonne): Le chef de l'opposition fait référence à un volume qui a été publié récemment. S'il le désire, le chef de l'opposition peut engager une polémique avec l'auteur de ce livre. En outre, s'il le veut, qu'il publie une thèse contraire et je serai heureux d'acheter au moins 300 exemplaires de son livre.

M. Duplessis (Trois-Rivières): Je sais que je traduis l'opinion de la quasi-totalité de nos compatriotes.

L'honorable M. Perrier (Terrebonne): Je suis d'avis que tous les livres que nous avons achetés sont de bons livres.

M. Duplessis (Trois-Rivières): Le secrétaire provincial a-t-il acheté un livre intitulé: *Un homme et son péché*?

L'honorable M. Perrier (Terrebonne): C'est l'un de nos meilleurs romans canadiens. Nous en avons acheté quelques centaines, 600 je crois.

M. Duplessis (Trois-Rivières): Combien de mille?

L'honorable M. Perrier (Terrebonne): Pas des mille.

M. Paquette (Labelle): L'auteur n'est-il pas l'un des organisateurs politiques du ministre?

L'honorable M. Perrier (Terrebonne): L'auteur est l'un de mes amis. Mais ce n'est pas cette amitié, laquelle remonte à plusieurs années, qui a guidé le ministre dans l'achat du livre. Il a fait écho, dit-il, à la faveur de toute une population pour un beau roman de chez nous. Tout le monde doit être d'avis que nous avons bien fait d'acheter ce livre si l'on en juge par l'assiduité avec laquelle on suit ce roman à la radio.

M. Langlais (Îles-de-la-Madeleine): Le ministre a-t-il acheté l'autre roman de Valdombre: *Balthazar, homme du peuple*?

L'honorable M. Perrier (Terrebonne): Ce roman n'a pas encore été publié.

Des députés de l'opposition demandent si Valdombre a été favorisé parce que c'est un ami et un organisateur.

L'honorable M. Perrier (Terrebonne): Il s'honore de l'amitié de Valdombre, dit-il, une amitié qui remonte à de nombreuses années, mais il ne s'est pas laissé guider par son amitié.

M. Duplessis (Trois-Rivières): Le ministre n'a acheté que 300 exemplaires du livre *Ton histoire est une épopée*, mais 600 du roman *Un homme et son péché*. Ce n'est pas raisonnable. On a surtout voulu récompenser le partisan politique. Il me semble que l'on devrait mettre la politique au-dessus de l'amitié.

(Une voix forte, venant de la galerie, dit alors: "Vous avez du temps à perdre". L'incident n'a pas de suites et le débat continue.)

M. Paquette (Labelle) déclare qu'à l'arrivée au pouvoir de l'Union nationale et lorsqu'il a pris possession de ses fonctions de secrétaire de la province, il y avait une voûte fermée à cadenas depuis longtemps au point qu'on avait perdu les clefs. Il a fallu l'enfoncer à coups de pioche et on a trouvé dans les voûtes du parlement des dizaines de milliers de livres qui dormaient dans la poussière et qu'on n'avait pas osé distribuer dans les maisons d'éducation. Plusieurs étaient des biographies du ministre. Il demande au ministre (l'honorable M. Perrier) s'il a l'intention de mettre dans la cave les livres qu'il a achetés.

Quant au livre de Valdombre, je crains fort s'il n'a pas été expurgé, qu'il ne puisse être distribué dans nos écoles.

L'honorable M. Perrier (Terrebonne): Le député de Labelle peut être sûr qu'il n'y a pas dans la réserve des livres qui ne peuvent être distribués. Tous les livres que nous avons achetés peuvent être distribués dans nos écoles normales, par l'entremise de nos inspecteurs d'écoles, ou pour des concours particuliers. Il y a eu deux éditions de *Un Homme et son péché*. La première avait peut-être des expressions un peu rudes. Elles ont été supprimées dans la seconde. Je serai heureux d'ailleurs de faire parvenir aux députés de l'opposition, un exemplaire d'*Un homme et son péché*. Ils pourront le lire sans scrupule.

(Rires)

Si j'ai acheté des livres de Valdombre, c'est parce que je savais qu'ils feraient œuvre éducative.

M. Gagnon (Matane) se lève alors pour réclamer un octroi en faveur du Conservatoire national de musique, à Québec. On sait que ce Conservatoire est dirigé par le Dr J.-O. Dussault. Le député de

Matane fait l'éloge de l'œuvre de vulgarisation musicale de ce conservatoire.

La résolution est adoptée.

L'honorable M. Mathewson (Montréal-Notre-Dame-de-Grâce) propose: 7. Qu'un crédit suffisant soit ouvert à Sa Majesté pour compléter la somme de dix mille dollars, nécessaire pour couvrir les dépenses prévues à l'article: "Propagande à l'étranger pour fins éducationnelles", du budget de l'année financière se terminant le 31 mars 1943.

L'honorable M. Perrier (Terrebonne): En raison des circonstances, il y a lieu de faire de la propagande. Récemment j'étais à New York et je rencontrais 20 jeunes médecins sud-américains. Ils me disaient que, depuis la guerre, ils ne peuvent plus se rendre en France et qu'ils doivent venir aux États-Unis pour parachever leurs études médicales. Cela les ennuie parce qu'ils ne parlent pas très bien la langue anglaise, qu'ils appartiennent à l'école médicale française et que leur climat intellectuel n'est pas anglo-saxon. Ils s'adaptent difficilement. Ils ont été curieux d'apprendre que nous avions dans le Québec des hôpitaux français et une université où l'école médicale est française.

Je crois que ces étudiants de l'Amérique du Sud seraient intéressés à venir compléter leurs études universitaires dans notre province. Il faudrait prendre les moyens de les attirer chez nous. Avec un peu de propagande dans les journaux étrangers, on pourra accentuer le mouvement. Voilà la raison de cet item de \$10,000.

M. Duplessis (Trois-Rivières) profite de la discussion pour défendre les finances de son administration. Il cite un article publié dans *L'Événement-Journal* du matin sous la signature de l'honorable Arthur Mathewson. Le député de Trois-Rivières affirme que les chiffres du trésorier sont faux. Jamais les finances de la province n'ont été aussi saines que sous mon administration!

L'honorable M. Mathewson (Montréal-Notre-Dame-de-Grâce): Tous les chiffres publiés ont été vérifiés par l'auditeur de la province.

M. Duplessis (Trois-Rivières) insiste.

M. le président lui fait remarquer que cette discussion n'a aucune relation avec la propagande éducationnelle.

M. Duplessis (Trois-Rivières) répond qu'il veut simplement démontrer que, sous prétexte de faire de la propagande pour la province, il arrive souvent qu'on fait de la propagande politique.

M. Paquette (Labelle): Le ministre peut-il nous dire comment il entend dépenser cette somme? Est-ce que l'on veut faire des voyages dans l'Amérique du Sud?

L'honorable M. Perrier (Terrebonne): Je n'ai pas de projets définis. Nous l'utiliserons pour nous faire représenter dans les conférences où la voix du Québec pourra se faire entendre avec profit. En outre, nous pourrions publier des articles pour faire connaître les universités françaises de notre province.

La résolution est adoptée.

L'honorable M. Mathewson (Montréal-Notre-Dame-de-Grâce) propose: 8. Qu'un crédit suffisant soit ouvert à Sa Majesté pour compléter la somme de trois mille dollars, nécessaire pour couvrir les dépenses prévues à l'article: "Conservatoire Lassalle, Montréal", du budget de l'année financière se terminant le 31 mars 1943.

Adopté.

9. Qu'un crédit suffisant soit ouvert à Sa Majesté pour compléter la somme de trois mille dollars, nécessaire pour couvrir les dépenses prévues à l'article: "Fondation Strathcona", du budget de l'année financière se terminant le 31 mars 1943.

Adopté.

10. Qu'un crédit suffisant soit ouvert à Sa Majesté pour compléter la somme de mille dollars, nécessaire pour couvrir les dépenses prévues à l'article: "Société Provancher d'histoire naturelle", du budget de l'année financière se terminant le 31 mars 1943.

M. Langlais (Îles-de-la-Madeleine) fait l'éloge de la Société Provancher et réclame pour cet organisme un octroi plus considérable.

La résolution est adoptée.

L'honorable M. Mathewson (Montréal-Notre-Dame-de-Grâce) propose: 11. Qu'un crédit suffisant soit ouvert à Sa Majesté pour compléter la somme de trois cent vingt-cinq dollars, nécessaire pour couvrir les dépenses prévues à l'article: "Écoles de réforme et d'industrie", du budget de l'année financière se terminant le 31 mars 1943.

L'honorable M. Perrier (Terrebonne): Il y a quatre écoles de réforme dans la province. Il en coûte \$325,000 au Trésor pour les garder ouvertes. Je dois admettre que nos écoles sont devenues trop petites. Malheureusement nous ne pouvons construire ou agrandir parce que nous manquons de matériaux.

Un député demande si le gouvernement a l'intention de rebâtir l'école des filles à Sweetsburg.

L'honorable M. Perrier (Terrebonne): L'organisme qui est propriétaire de l'école est en train d'étudier le dossier.

M. Langlais (Îles-de-la-Madeleine): Est-ce que la criminalité juvénile augmente à ce point? Dans ce cas, il faudrait faire quelque chose.

L'honorable M. Perrier (Terrebonne): Le procureur général pourrait répondre mieux que moi à cette question. Mais je ne crois pas que la criminalité juvénile augmente d'une façon disproportionnée avec l'augmentation démographique. C'est la population de la province qui a augmenté, de sorte que les écoles sont devenues trop petites. La situation est sans aucun doute l'un des problèmes du jour.

La résolution est adoptée.

Le comité discute d'un crédit de \$445,000 destiné aux fondations de l'aide à la jeunesse¹.

L'honorable M. Perrier (Terrebonne) dit qu'il est à négocier avec le gouvernement fédéral à ce sujet. L'effort principal porte sur la préparation d'une main-d'œuvre experte pour les industries de guerre. On projette d'ouvrir une école pour les jeunes filles qui veulent travailler dans les usines de munitions.

M. Langlais (Îles-de-la-Madeleine) demande si tous les jeunes gens qui suivent des cours pour travailler dans les écoles de munitions sont placés.

L'honorable M. Perrier (Terrebonne): La difficulté, ce n'est pas de placer les élèves, mais de trouver un nombre suffisant de gradués pour répondre aux besoins industriels.

M. Paquette (Labelle): On m'a dit qu'avant d'accepter les candidats à l'aide à la jeunesse, on exige qu'ils s'engagent à prendre du service actif ou à demeurer à la disposition de l'État.

L'honorable M. Perrier (Terrebonne): C'est inexact. Une telle chose n'existe pas. Mais il y a des écoles de préparation pour certains services militaires et il est naturel que les candidats soient immédiatement considérés comme enrôlés.

L'honorable M. Mathewson (Montréal-Notre-Dame-de-Grâce) propose: 12. Qu'un crédit suffisant soit ouvert à Sa Majesté pour compléter la somme de quarante mille dollars, nécessaire pour couvrir les dépenses prévues à l'article: "École Technique de Montréal", du budget de l'année financière se terminant le 31 mars 1943².

Adopté.

13. Qu'un crédit suffisant soit ouvert à Sa Majesté pour compléter la somme de trente-cinq mille dollars, nécessaire pour couvrir les dépenses prévues à l'article: "École Technique de Québec", du budget de l'année financière se terminant le 31 mars 1943³.

Adopté.

14. Qu'un crédit suffisant soit ouvert à Sa Majesté pour compléter la somme de soixante mille dollars, nécessaire pour couvrir les dépenses prévues à l'article: "École d'arts et métiers de Lauzon", du budget de l'année financière se terminant le 31 mars 1943.

L'honorable M. Perrier (Terrebonne): Ce montant permettra au gouvernement d'aider à la reconstruction de l'école de Lauzon incendiée récemment.

M. Gagnon (Matane): Comme il y a une école technique à Québec, croit-on tellement utile de reconstruire l'école de Lauzon?

L'honorable M. Perrier (Terrebonne): Ce n'est pas précisément une école technique. En outre cette école est tout spécialement affectée à la formation des techniciens qui sont embauchés par la suite dans les chantiers maritimes de Lauzon et de Lévis.

La résolution est adoptée.

L'honorable M. Mathewson (Montréal-Notre-Dame-de-Grâce) propose: 15. Qu'un crédit suffisant soit ouvert à Sa Majesté pour compléter la somme de quatre-vingt mille dollars, nécessaire pour couvrir les dépenses prévues à l'article: "Loi du service civil (département du Trésor - bureau du trésorier)", du budget de l'année financière se terminant le 31 mars 1943.

Adopté.

16. Qu'un crédit suffisant soit ouvert à Sa Majesté pour compléter la somme de six mille dollars, nécessaire pour couvrir les dépenses prévues à l'article: "Dépenses d'administration", du budget de l'année financière se terminant le 31 mars 1943.

Adopté.

17. Qu'un crédit suffisant soit ouvert à Sa Majesté pour compléter la somme de deux cents dollars, nécessaire pour couvrir les dépenses prévues à l'article: "Annuité à Mademoiselle Marie-Régina Drolet", du budget de l'année financière se terminant le 31 mars 1943.

Adopté.

18. Qu'un crédit suffisant soit ouvert à Sa Majesté pour compléter la somme de cent trente mille dollars, nécessaire pour couvrir les dépenses prévues à l'article: "Loi du service civil (département du Trésor - bureau de l'auditeur)", du budget de l'année financière se terminant le 31 mars 1943.

Adopté.

19. Qu'un crédit suffisant soit ouvert à Sa Majesté pour compléter la somme de dix mille dollars, nécessaire pour couvrir les dépenses prévues à l'article: "Dépenses d'administration", du budget de l'année financière se terminant le 31 mars 1943.

Un député de l'opposition s'étonne, à propos des dépenses du personnel à l'emploi du bureau du revenu, soit \$315,000, que la liste de paye semble avoir augmenté, alors que la perception de deux gros impôts vient d'être cédée au gouvernement fédéral.

L'honorable M. Mathewson (Montréal-Notre-Dame-de-Grâce): Il y a eu augmentation du personnel à cause de la perception de la taxe de vente; il y a diminution à d'autres items.

M. Gagnon (Matane): Maintenant que la province a abandonné la perception de l'impôt sur le revenu et de la taxe sur les compagnies, il devrait y avoir une diminution dans le personnel.

L'honorable M. Mathewson (Montréal-Notre-Dame-de-Grâce): La perception de l'impôt sur le revenu a toujours été faite par Ottawa. Pour ce qui concerne la taxe sur les corporations, il a fallu réduire le personnel de ce service de 20 à 13 personnes.

Un député de l'opposition pose une question.

L'honorable M. Mathewson (Montréal-Notre-Dame-de-Grâce) fait remarquer qu'il y a une

augmentation de \$75,000 dans le montant des salaires, mais une diminution de \$117,000 dans le montant de \$671,100 pour la perception des taxes, droits et honoraires.

M. Lorrain (Papineau) demande au trésorier de produire la liste complète de tous les employés destitués, de tous les employés embauchés par le gouvernement actuel et de tous les employés qui ont reçu une augmentation de salaire.

La résolution est adoptée.

Rapport du comité des subsides:

M. l'Orateur au fauteuil

M. le président fait rapport que le comité a adopté plusieurs résolutions et demande la permission de siéger de nouveau.

Il est résolu que la Chambre, à sa prochaine séance, se formera de nouveau en comité des subsides.

Les résolutions du comité sont lues et agréées.⁴

Ajournement

L'honorable M. Godbout (L'Islet) propose que la Chambre, lorsqu'elle s'ajournera, se trouve ajournée à demain.

Adopté.

La séance est levée à 6 heures.

3. Voir note 2.

4. *La Patrie* du 8 mai 1942, à la page 6, rapporte qu'au cours de l'étude des crédits, l'honorable M. Rochette "apprend à l'honorable Onésime Gagnon que la mine-école sera ouverte encore durant plusieurs mois." Il nous a été impossible de situer à quel moment cette intervention est survenue.

NOTES

1. Il s'agit d'un crédit statutaire qui n'a pas à être voté.

2. *Le Soleil* du 8 mai 1942, à la page 19, écrit que l'étude de ce crédit a été suspendue. Les *Journaux de l'Assemblée législative* indiquent toutefois que ledit crédit a bel et bien été adopté. Nous nous en tenons à cette version officielle.

Séance du vendredi 8 mai 1942

Présidence de l'honorable B. Bissonnette

La séance est ouverte à 3 heures.

Prière.

M. l'Orateur: À l'ordre, Messieurs! Que les portes soient ouvertes!

Rapports du comité spécial:

L'honorable M. Girouard (Arthabaska) du comité spécial pour étudier le bill 36 concernant les élections à l'Assemblée législative, présente le premier rapport de ce comité, lequel rapport est lu ainsi qu'il suit:

Votre comité a choisi l'honorable M. Girouard pour son président et a tenu cinq séances. Votre comité a décidé de rapporter, avec des amendements, le bill 36 concernant les élections à l'Assemblée législative.

Rapports des comités permanents:

M. Dumoulin (Montmorency): J'ai l'honneur de présenter à la Chambre le dix-huitième rapport du comité permanent des bills privés en général.

Votre comité a décidé de rapporter, avec des amendements, les bills suivants:

- bill 100 modifiant la charte de la cité de Montréal;

- bill 124 modifiant la charte de la cité de Lachine;

- bill 114 modifiant la charte de la ville Lasalle;

Le préambule de ce bill a aussi été amendé.

- bill 153 concernant la ville de Berthier et ratifiant une convention intervenue entre les commissaires d'écoles pour la municipalité de Berthierville et celle de Berthier, paroisse.

Projets de loi:

**Loi des
tribunaux judiciaires**

L'honorable M. Girouard (Arthabaska) propose qu'il lui soit permis de présenter le bill 42 modifiant la loi des tribunaux judiciaires.

Adopté. Le bill est lu une première fois.

**Crédit
agricole**

L'honorable M. Godbout (L'Islet) propose qu'il lui soit permis de présenter le bill 46 concernant le crédit agricole provincial.

Adopté. Le bill est lu une première fois.

**Entente au sujet d'immeubles
entre le gouvernement et Montréal**

L'honorable M. Girouard (Arthabaska) propose qu'il lui soit permis de présenter le bill 49 concernant une entente entre le gouvernement et la cité de Montréal.

Depuis plusieurs années, le contrat intervenu entre la province et la ville de Montréal pour l'établissement d'une Cour des jeunes délinquants est expiré. Il se trouve que l'immeuble, situé rue Saint-Denis, au nord du boulevard Saint-Joseph, où le tribunal loge ses quartiers, appartient à la cité. En vertu de l'entente, la ville abandonne l'immeuble au gouvernement qui, en retour, lui cède les édifices érigés par le provincial au Jardin botanique, à l'île Saint-Hélène et sur la place du marché Maisonneuve.

Comme l'immeuble de la Cour des jeunes délinquants n'est pas encore payé, la ville s'engage à acquitter toutes les dettes en plus de payer, pour chaque enfant de Montréal qui sera traduit devant le tribunal, une somme de 60¢ par jour jusqu'à concurrence de \$6,000 par année. Cette entente sera valide jusqu'à ce que la ville ait payé le coût complet de l'immeuble.

Adopté. Le bill est lu une première fois.

**Loi des
sociétés d'agriculture**

L'honorable M. Godbout (L'Islet) propose qu'il lui soit permis de présenter le bill 50 modifiant la loi des sociétés d'agriculture.

Adopté. Le bill est lu une première fois.

Messages du Conseil législatif:

M. l'Orateur communique à la Chambre que le greffier du Conseil législatif a apporté le message suivant:

Le Conseil législatif informe l'Assemblée législative qu'il a voté, sans amendement, les bills suivants:

- bill 6 modifiant la loi de la chasse;
- bill 15 modifiant la loi des cités et villes;
- bill 20 modifiant la loi de la sécurité dans les édifices publics;
- bill 40 instituant les districts judiciaires de Rouyn-Noranda et de Témiscamingue;
- bill 41 pour favoriser l'établissement d'une bibliothèque publique à Québec;
- bill 150 concernant la succession de Charles Andrew Pentland.

M. l'Orateur communique à la Chambre que le greffier du Conseil législatif a apporté le message suivant:

Le Conseil législatif informe l'Assemblée législative qu'il a voté le bill 21 concernant les mécaniciens de machines fixes, avec les amendements suivants qu'il la prie d'agréer:

1. L'article 1 est modifié en remplaçant l'alinéa b) du sous-article "10", à la page 3, par le suivant:

"b) Tenir cette machine, quand elle fonctionne, sous la surveillance d'un mécanicien de machines fixes;"

2. L'article 2 devient le sous-article "17" de l'article 1.

3. L'article 3 devient article 2.

Aussi, le bill 107 modifiant la loi concernant la succession Tourville, avec les amendements suivants qu'il prie l'Assemblée législative d'agréer:

1. Le préambule est amendé en ajoutant, après le deuxième alinéa de la page 2, qui commence par le mot: "Attendu" et qui finit par les mots: "Aux fins ci-dessus, et", l'alinéa suivant:

"Attendu qu'il y a lieu de fixer un délai pendant lequel les exécuteurs testamentaires et administrateurs fiduciaires devront faire le partage, vu que le testament et les Statuts qui l'amendent n'en fixent aucun;"

2. L'article suivant est ajouté après l'article 2 comme article 3:

"Les exécuteurs testamentaires et administrateurs fiduciaires devront faire le partage des biens de la succession dans les douze mois du décès du dernier mourant des enfants du testateur, avec la faculté de transporter aux légataires la totalité ou partie des valeurs mobilières et immobilières ou de les vendre pour en partager le produit, le tout suivant leurs droits respectifs.

"Si, lors du partage, il se trouvait des mineurs ou autres incapables, l'acceptation du partage par leurs tuteurs ou leurs curateurs sera suffisante."

3. Les articles 3 et 4 deviennent respectivement 4 et 5.

Aussi, le bill 127 pour confirmer des résolutions adoptées par le conseil de la cité de Shawinigan Falls, relativement à l'imposition de la machinerie de Aluminium Company of Canada, Limited et un règlement adopté par ledit conseil relativement à l'imposition des immeubles de Canadian Resins & Chemicals, Limited et pour permettre de payer une pension de retraite à Albert-Joseph Meunier, avec les amendements suivants qu'il prie l'Assemblée législative d'agréer:

1. L'article 1 est modifié en biffant les derniers mots de l'alinéa a) comme suit:

"lesdites résolutions étant reproduites comme cédules A et B."

Et en biffant les derniers mots de l'alinéa b), à la page 2, qui se lisent comme suit:

"ledit règlement étant reproduit comme cédule C,"

2. Les cédules A, B et C sont biffées.

Aussi, le bill 128 confirmant des résolutions adoptées par les Commissaires d'écoles pour la municipalité de Shawinigan Falls, dans le comté de Saint-Maurice, relativement à l'imposition de la machinerie de Aluminium Company of Canada, Limited, avec les amendements suivants qu'il prie l'Assemblée législative d'agréer:

1. L'article 1 est modifié en biffant, dans les lignes 8 et 9, les mots suivants:

"lesdites résolutions étant reproduites comme annexes A et B,".

2. Les annexes A et B sont biffées.

Projets de loi:

Mécaniciens

La Chambre prend en considération les amendements que le Conseil législatif a apportés au bill 21 concernant les mécaniciens de machines fixes.

Les amendements sont lus après division.

L'honorable M. Rochette (Charlevoix-Saguenay) propose que ces amendements soient maintenant acceptés.

Adopté après division.

Il est ordonné que le greffier porte le message, avec le bill, au Conseil législatif.

Résolutions et règlement de Shawinigan Falls

La Chambre prend en considération les amendements que le Conseil législatif a apportés au bill 127 pour confirmer des résolutions adoptées par le conseil de la cité de Shawinigan Falls relativement à l'imposition de la machinerie de Aluminum Company of Canada, Limited et un règlement adopté par ledit conseil relativement à l'imposition des immeubles de Canadians Resins & Chemicals Limited et pour permettre de payer une pension de retraite à Albert-Joseph Meunier.

Les amendements sont lus après division.

M. Beaulac (Saint-Maurice) propose que ces amendements soient maintenant acceptés.

Adopté après division.

Il est ordonné que le greffier porte ce message au Conseil législatif.

Résolutions de la Commission scolaire de Shawinigan Falls

La Chambre prend en considération les amendements que le Conseil législatif a apportés au bill 128 confirmant des résolutions adoptées par les Commissaires d'écoles pour la municipalité de Shawinigan Falls, dans le comté de Saint-Maurice, relativement à l'imposition de la machinerie de Aluminum Company of Canada, Limited.

Les amendements sont lus après division.

M. Beaulac (Saint-Maurice) propose que ces amendements soient maintenant acceptés.

Adopté après division.

Il est ordonné que le greffier porte le message, avec le bill, au Conseil législatif.

Loi de la succession Tourville

La Chambre prend en considération les amendements que le Conseil législatif a apportés au bill 107 modifiant la loi concernant la succession Tourville.

Les amendements sont lus et acceptés.

Il est ordonné que le greffier porte le message, avec le bill, au Conseil législatif.

Demandes de documents:

Ordres en conseils, chapitre 25, Statuts refondus, 5 George VI

M. Barrette (Joliette) propose, appuyé par le représentant de Papineau (M. Lorrain), qu'il soit déposé sur le bureau de la Chambre une copie de tous ordres en conseil, adoptés par le gouvernement de la province de Québec, depuis le 1^{er} janvier 1941, inclusivement, jusqu'au 5 mai 1942, inclusivement, se rapportant au, ou concernant le chapitre 27 des Statuts de la province, 5 George VI.

Adopté.

Projets de loi:

Loi des tribunaux judiciaires

L'honorable M. Girouard (Arthabaska) propose que la Chambre, à sa prochaine séance, se forme en comité plénier pour prendre en considération un projet de résolution relative au bill 42 modifiant la loi des tribunaux judiciaires.

Adopté.

École d'industrie The Girls' Cottage

L'honorable M. Perrier (Terrebonne) propose que la Chambre, à sa prochaine séance, se forme en comité plénier pour prendre en considération un projet de résolution relative au bill 45 ratifiant le contrat passé par le gouvernement de la province avec The Girls' Cottage Industrial School relativement à la garde, au soin et à l'entretien des enfants dans cette école d'industrie.

Adopté.

Crédit agricole

L'honorable M. Godbout (L'Islet) propose que la Chambre, à sa prochaine séance, se forme en comité plénier pour prendre en considération un projet de résolution relative au bill 46 concernant le crédit agricole provincial.

Adopté.

Loi du département de l'Agriculture

L'honorable M. Godbout (L'Islet) propose que la Chambre, à sa prochaine séance, se forme en comité plénier pour prendre en considération un projet de résolution relative au bill 47 modifiant la loi du département de l'Agriculture.

Adopté.

Caisses populaires

L'honorable M. Mathewson (Montréal-Notre-Dame-de-Grâce) propose que la Chambre, à sa prochaine séance, se forme en comité plénier pour prendre en considération un projet de résolutions relatives au bill 48 pour favoriser la diffusion des caisses populaires.

Adopté.

Entente au sujet d'immeubles entre le gouvernement et Montréal

L'honorable M. Girouard (Arthabaska) propose que la Chambre, à sa prochaine séance, se forme en comité plénier pour prendre en considération un projet de résolution relative au bill 49 concernant une entente entre le gouvernement et la cité de Montréal.

Adopté.

Écoles de réforme et d'industrie des sœurs du Bon-Pasteur

L'honorable M. Perrier (Terrebonne) propose que la Chambre, à sa prochaine séance, se forme en comité plénier pour prendre en considération un projet de résolution relative au bill 51 ratifiant le contrat passé par le gouvernement de la province avec les dames religieuses de Notre-Dame de Charité du Bon-Pasteur relativement à leur école de réforme et leur école d'industrie appelées Maison de Lorette et Maison Sainte-Domitille.

Adopté.

Loi des écoles d'industrie

L'honorable M. Perrier (Terrebonne) propose, selon l'ordre du jour, que le bill 44 modifiant la loi des écoles d'industrie soit maintenant lu une troisième fois.

Adopté après division.

Il est ordonné que le greffier porte ce bill au Conseil législatif et prie les honorables conseillers de l'adopter.

École du meuble

L'ordre du jour appelle la prise en considération, en comité plénier, d'un projet de résolutions relatives au bill 43 autorisant l'acquisition d'un immeuble pour l'École du meuble.

L'honorable M. Perrier (Terrebonne) informe l'Assemblée que l'honorable lieutenant-gouverneur a pris connaissance dudit projet de résolutions et qu'il en recommande l'objet à la Chambre.

L'honorable M. Perrier (Terrebonne) propose que M. l'Orateur quitte maintenant le fauteuil.

Adopté.

En comité:

Présidence de M. Casgrain (Gaspé-Nord)

L'honorable M. Perrier (Terrebonne) propose:

1. Que le lieutenant-gouverneur en conseil puisse autoriser le secrétaire de la province à acheter de la Commission des écoles catholiques de Montréal l'immeuble connu sous le nom d'"école Marchand", numéros 426, 427 et 428 du cadastre du quartier Saint-Jacques, cité de Montréal, au prix de cent dix mille dollars, payable onze mille dollars comptant et le solde en neuf versements annuels égaux, sans intérêt, le tout payable sur le fonds consolidé du revenu et que la description complète des biens à être acquis et les autres conditions de l'achat soient réglées par le lieutenant-gouverneur en conseil.

2. Qu'une somme n'excédant pas quarante mille dollars, payable sur le fonds consolidé du revenu, soit mise à la disposition du secrétaire de la province pour l'aménagement d'ateliers et de laboratoires dans l'immeuble ci-dessus mentionné.

M. Duplessis (Trois-Rivières) fait remarquer qu'il ne peut être contre l'École du meuble, puisque c'est l'Union nationale qui a donné naissance à cette école. L'École du meuble est une création de l'Union nationale, dit-il. Le gouvernement n'a rien prévu dans le budget pour la dépense de \$150,000 qui sera encourue. Le gouvernement a pourtant énoncé le principe que l'on doit limiter les dépenses à celles mentionnées dans le budget. Pourquoi violer ce principe.

L'honorable M. Perrier (Terrebonne): Exactement, l'École du meuble est née en 1933 et 1934 comme section de l'École technique de Montréal. En 1937, je reconnais que l'Union nationale a passé une loi pour en faire une école distincte. Mais les lieux occupés par l'école ayant été incendiés, il a fallu choisir un nouveau local. Nous avons fait l'acquisition de l'académie Marchand (angle Berri et Dorchester) à Montréal, dont la Commission scolaire n'avait pas besoin, car l'enseignement qui y était donné est maintenant assuré par d'autres établissements. Les assurances, à la suite de l'incendie, nous ont donné \$55,000. Mais comme il fallait construire une aile nouvelle, acheter un outillage nouveau et faire de nombreuses réparations, les dépenses ont été de \$40,000 plus élevées que la somme des assurances reçues. Nous demandons cette somme à la Chambre. Nous demandons aussi la ratification de l'achat de l'Académie Marchand au prix de \$110,000, payable \$11,000 comptant et le solde en neuf paiements annuels égaux, sans intérêt. C'est le but de ce projet de loi.

M. Duplessis (Trois-Rivières): M. le président, j'apprends que Radio-Canada a annoncé à 3 heures que le gouvernement fédéral vient de présenter au Parlement d'Ottawa une mesure permettant d'imposer la conscription pour service outre-mer contrairement aux promesses faites au peuple par le Parti libéral depuis 25 ans.

Je propose que le comité rapporte progrès afin que nous puissions discuter cette question d'urgence, celle qui vient d'être soulevée par Ottawa. Nous sommes en présence d'une affaire d'un intérêt vital. C'est le devoir de ce Parlement de faire entendre sa voix dès maintenant, de s'opposer à cette mesure fédérale.

Le gouvernement fédéral a fait une promesse aux électeurs de la province de Québec et cette promesse est sacrée. Je ne veux pas qu'Ottawa suive l'exemple d'Hitler en ne tenant pas ses promesses. La promesse d'un gouvernement ne peut être annulée que par un vote de la majorité.

M. Francœur (Montréal-Mercier): Je soulève un point d'ordre. Nous sommes en train de discuter les résolutions d'un projet de loi. Il demande vivement à la Chambre que l'on retourne à l'examen du bill.

M. Duplessis (Trois-Rivières): Qu'on consulte les règlements de la Chambre. J'ai le droit de

demander l'ajournement du débat en cours pour discuter une question urgente. L'on ne bâillonnera pas le chef de l'opposition. Je ne conçois pas que les députés puissent s'objecter à la discussion d'une question aussi importante. Je rappelle à cette Chambre que je me suis déjà prononcé contre la conscription pour service outre-mer. Je propose que le comité rapporte progrès et qu'on étudie la conscription.

M. Chaloult (Lotbinière): Je soulève un point d'ordre. Si on veut discuter de la conscription, je n'ai aucune objection, mais pas au cours de l'étude de résolutions concernant l'École du meuble. Une motion pour que le comité rapporte progrès peut être faite, mais la question soulevée par le chef de l'opposition ne peut être discutée que si la motion est adoptée. Nous sommes en comité.

M. Duplessis (Trois-Rivières): Je veux que le comité rapporte progrès. Je soutiens que nous avons le droit de proposer l'ajournement du débat. Mais comment peut-on savoir que c'est une question urgente si on ne me laisse pas parler? Comment pourrais-je démontrer qu'il s'agit d'une question urgente?

L'honorable M. Perrier (Terrebonne): Cette question n'a rien à faire avec l'École du meuble. C'est au comité à décider s'il va lever la séance et rapporter progrès.

M. le président: Une question de cette nature devrait se discuter alors que M. l'Orateur est au fauteuil.

M. Duplessis (Trois-Rivières): Le vice-président remplit des fonctions aussi importantes que celles de l'Orateur. J'ai parfaitement le droit de soulever la question de la conscription à cette phase de la séance. Un député peut proposer n'importe quand la discussion d'une question d'urgence.

Des promesses ont été faites à la province de Québec à l'effet qu'il n'y aurait pas de conscription pour service outre-mer. Un député peut proposer n'importe quand la discussion d'une question d'urgence. Je ne veux pas qu'Ottawa suive l'exemple d'Hitler en ne tenant pas ses promesses.

Je propose que le comité rapporte progrès pour discuter une question urgente.

M. Francœur (Montréal-Mercier): Je soulève un nouveau point d'ordre.

M. le président: Cette question relève du comité. Le comité veut-il rapporter progrès ou continuer l'étude de ces résolutions?

La motion pour rapporter progrès est mise aux voix et est rejetée¹.

M. Gagnon (Matane): Des députés hurlent autour de moi et je demande l'ordre. Le député de Montréal-Jeanne-Mance (M. Dubreuil) fait du bruit.

M. Dubreuil (Montréal-Jeanne-Mance): C'est un député de l'opposition qui fait le bruit. Celui qui a hurlé, c'est son semblable, le député de Mégantic (M. Labbé). C'est un bouledogue comme vous.

M. Labbé (Mégantic) proteste contre de telles accusations qu'il déclare non fondées.

M. Duplessis (Trois-Rivières): Je demande que le député de Jeanne-Mance retire cette expression qui n'est pas parlementaire.

L'honorable M. Bastien (Berthier): Le bouledogue est le symbole du courage britannique.

M. Lorrain (Papineau): Le député de Jeanne-Mance n'a jamais le courage de se lever. Il reste toujours à son siège pour parler. C'est probablement parce que c'est là le siège de son intelligence. Je lui demande de retirer ses paroles.

M. le président: L'honorable député de Matane...

M. Labbé (Mégantic): (Qui est le voisin de M. Dubreuil) M. l'Orateur...

M. le président: L'incident est clos. L'honorable député de Matane a eu un mot vif et l'honorable député de Jeanne-Mance aussi. L'incident est clos. On doit revenir au sujet en discussion. Les résolutions sont-elles adoptées?

M. Duplessis (Trois-Rivières): Le gouvernement fédéral vient d'annoncer qu'il va amender la loi de la mobilisation et il est important de discuter cette question. Il semble plus important de voter des milliers de piastres pour cette école que de s'occuper d'une affaire qui concerne la vie du peuple.

L'honorable M. Bastien (Berthier): Je soulève un point d'ordre. M. le président, je demande

que votre décision soit respectée. La motion du chef de l'opposition vient d'être rejetée; donc, la question est réglée. De plus, il y a sur l'ordre du jour une motion, celle du député de Bagot (M. Dumaine) où il est question de la conscription et qui sera bientôt discutée.

M. Duplessis (Trois-Rivières): J'entends donner les raisons pour lesquelles le comité doit rapporter progrès. La province s'est prononcée à ce sujet sur le plébiscite... La Chambre devrait respecter la volonté de la province.

L'honorable M. Perrier (Terrebonne): Le chef de l'opposition veut violer les règlements de cette Chambre. Il tente de renverser votre décision, M. le président. Il prend un moyen détourné pour ne pas respecter la décision du président.

M. Duplessis (Trois-Rivières): On n'est pas en Allemagne.

L'honorable M. Bastien (Berthier): Si vous étiez resté au pouvoir, on y serait en Allemagne.

M. Duplessis (Trois-Rivières): Le secrétaire provincial dit que le Parlement de Québec n'a pas le droit de faire écho aux mesures prises par Ottawa.

L'honorable M. Perrier (Terrebonne): L'attitude du chef de l'opposition est indécente. Une fois pour toutes, le chef de l'opposition devrait apprendre à respecter les règlements de la Chambre. Cette attitude est indigne du poste qu'il occupe. Il devrait apprendre à se taire quand la décence le lui commande.

M. Duplessis (Trois-Rivières): L'honorable ministre a parlé d'indécence...

(Les protestations de la droite couvrent la voix du député de Trois-Rivières)

M. Duplessis (Trois-Rivières): ... On ne parle que de ce qu'on connaît. Le ministre devrait commencer lui-même à se taire. Il nous prêche des réformes éducationnelles. La première réforme en matière d'éducation, c'est d'apprendre la différence entre décence et indécence. Ceux qui veulent réformer l'éducation devraient bien commencer par s'éduquer eux-mêmes.

L'honorable M. Bastien (Berthier): M. le président, je soulève un point d'ordre et je demande

que vous rendiez une décision sur le point d'ordre que j'ai soulevé. Je demande que votre décision soit respectée.

M. le président: Ma décision est que l'on droit procéder à l'étude des résolutions.

M. Duplessis (Trois-Rivières): J'ai le droit de proposer que le comité rapporte progrès autant de fois que je veux.

L'honorable M. Godbout (L'Islet): C'est mon devoir d'intervenir. Je trouve tout à fait inconvenante, pour ne pas dire davantage, cette discussion.

Le chef de l'opposition sait mieux que n'importe qui en cette Chambre qu'en ce moment il est hors d'ordre. Il ne peut parler sur cette question d'urgence, sans en appeler de la décision du président. Je ne vois pas pourquoi il garde cette attitude dans cette Chambre. À moins d'en appeler de la décision rendue par le président, il doit reprendre son siège. Et ce sont ces gens-là qui prennent une telle attitude et veulent quand même conserver le décorum.

Si nous voulons maintenir le décorum dans cette Chambre, il faut que les règlements soient respectés surtout par les chefs de partis. Si nous ne maintenons pas le décorum en se conformant aux règles de la Chambre, comment cela va-t-il finir? Je tiens à ce que votre décision soit respectée et intégralement, M. le président.

M. Duplessis (Trois-Rivières): Le premier ministre a parlé de décorum. Je n'ai pas manqué de décorum ici. Mais je n'ai jamais vu pareille scène en cette Chambre depuis 15 ans que je siège ici.

(Rires)²

En ce qui concerne le décorum, la mentalité des députés libéraux s'illustre par ce rire. Si on décide que nous ne pouvons parler d'une question d'urgence, que les ministériels prennent leurs responsabilités. Pour ma part, j'ai exercé un droit.

Les résolutions sont adoptées.

Rapport du comité plénier:

M. l'Orateur au fauteuil

M. le président fait rapport que le comité a adopté plusieurs résolutions, lesquelles sont lues.

L'honorable M. Perrier (Terrebonne) propose que ces résolutions soient maintenant agréées.

Adopté après division. Les résolutions relatives au bill 43 sont agréées.

L'honorable M. Perrier (Terrebonne) propose qu'il lui soit permis de présenter le bill 43 autorisant l'acquisition d'un immeuble pour l'École du meuble.

Adopté. Le bill est lu une première fois.

Subsides:

Budget des dépenses 1942-1943

L'honorable M. Mathewson (Montréal-Notre-Dame-de-Grâce) propose, selon l'ordre du jour, que M. l'Orateur quitte maintenant le fauteuil.

Adopté. La Chambre se forme de nouveau en comité des subsides.

En comité:

L'honorable M. Mathewson (Montréal-Notre-Dame-de-Grâce) propose: 1. Qu'un crédit suffisant soit ouvert à Sa Majesté pour compléter la somme de quatre cent quarante-trois mille dollars, nécessaire pour couvrir les dépenses prévues à l'article: "Autres dépenses (département du Trésor - bureau du trésorier)", du budget de l'année financière se terminant le 31 mars 1943.

Adopté.

2. Qu'un crédit suffisant soit ouvert à Sa Majesté pour compléter la somme de six cent soixante et onze mille cent dollars, nécessaire pour couvrir les dépenses prévues à l'article: "Perception des diverses taxes, des divers droits et honoraires", du budget de l'année financière se terminant le 31 mars 1943.

Adopté.

3. Qu'un crédit suffisant soit ouvert à Sa Majesté pour compléter la somme de trente-sept mille dollars, nécessaire pour couvrir les dépenses prévues à l'article: "Loi du service civil (département du Trésor - bureau des assurances)", du budget de l'année financière se terminant le 31 mars 1943.

Adopté.

4. Qu'un crédit suffisant soit ouvert à Sa Majesté pour compléter la somme de six mille dollars, nécessaire pour couvrir les dépenses prévues

à l'article: "Dépenses d'administration", du budget de l'année financière se terminant le 31 mars 1943.

Adopté.

5. Qu'un crédit suffisant soit ouvert à Sa Majesté pour compléter la somme de dix-huit mille cinq cents dollars, nécessaire pour couvrir les dépenses prévues à l'article: "Diverses dépenses" du budget de l'année financière se terminant le 31 mars 1943.

Adopté.

6. Qu'un crédit suffisant soit ouvert à Sa Majesté pour compléter la somme de mille dollars, nécessaire pour couvrir les dépenses prévues à l'article: "Traitement de l'Orateur - Conseil législatif (législation)", du budget de l'année financière se terminant le 31 mars 1943.

Adopté.

7. Qu'un crédit suffisant soit ouvert à Sa Majesté pour compléter la somme de mille dollars, nécessaire pour couvrir les dépenses prévues à l'article: "Allocation de logement de l'Orateur", du budget de l'année financière se terminant le 31 mars 1943.

Adopté.

8. Qu'un crédit suffisant soit ouvert à Sa Majesté pour compléter la somme de quarante mille dollars, nécessaire pour couvrir les dépenses prévues à l'article: "Traitements, dépenses contingentes, etc.", du budget de l'année financière se terminant le 31 mars 1943.

Adopté.

9. Qu'un crédit suffisant soit ouvert à Sa Majesté pour compléter la somme de mille dollars, nécessaire pour couvrir les dépenses prévues à l'article: "Traitement de l'Orateur - Assemblée législative", du budget de l'année financière se terminant le 31 mars 1943.

Adopté.

10. Qu'un crédit suffisant soit ouvert à Sa Majesté pour compléter la somme de cent soixante mille dollars, nécessaire pour couvrir les dépenses prévues à l'article: "Traitements, dépenses contingentes, etc.", du budget de l'année financière se terminant le 31 mars 1943.

Adopté.

11. Qu'un crédit suffisant soit ouvert à Sa Majesté pour compléter la somme de quatre mille deux dollars, nécessaire pour couvrir les dépenses prévues à l'article: "Achat de livres", du budget de l'année financière se terminant le 31 mars 1943.

Adopté.

12. Qu'un crédit suffisant soit ouvert à Sa Majesté pour compléter la somme de quarante-trois mille cent dollars, nécessaire pour couvrir les

dépenses prévues à l'article: "Traitements, dépenses contingentes, etc.", du budget de l'année financière se terminant le 31 mars 1943.

Adopté.

13. Qu'un crédit suffisant soit ouvert à Sa Majesté pour compléter la somme de vingt-sept mille dollars, nécessaire pour couvrir les dépenses prévues à l'article: "Impression, reliure et distribution des Statuts", du budget de l'année financière se terminant le 31 mars 1943.

Adopté.

14. Qu'un crédit suffisant soit ouvert à Sa Majesté pour compléter la somme de cent mille dollars, nécessaire pour couvrir les dépenses prévues à l'article: "Service des terres de colonisation (département de la Colonisation)", du budget de l'année financière se terminant le 31 mars 1943.

M. Duplessis (Trois-Rivières): Qu'est-ce que le gouvernement a fait avec la seigneurie Thomas, située dans le comté de Témiscouata?

L'honorable M. Godbout (L'Islet): La compagnie propriétaire demandait \$1,500,000 pour le domaine. L'Union nationale s'en était emparée et l'a gardée pendant deux ans, mais elle n'avait jamais fait de règlement. C'est le gouvernement actuel qui a bâclé la transaction, achetant ces terrains pour \$500,000, c'est-à-dire le tiers du montant de la réclamation.

M. Duplessis (Trois-Rivières): Mais le gouvernement n'a pas pris tous les lots. Le gouvernement aurait dû acheter toute l'étendue des terrains et non pas seulement une partie. La loi votée sous l'Union nationale autorisait le gouvernement à acheter toute la seigneurie; les propriétaires auraient donné à la province un titre clair sur la propriété.

M. Langlais (Îles-de-la-Madeleine) s'informe du sort de la colonie fondée en août dernier par une centaine de madelinots dans la presqu'île du lac Nepawa, en Abitibi.

L'honorable M. Godbout (L'Islet): Les madelinots comptent parmi les meilleurs colons de l'Abitibi et leur colonie est l'une des meilleures actuellement. Elle est très bien établie.

M. Lorrain (Papineau): Le budget de la colonisation est réduit?

L'honorable M. Godbout (L'Islet): Pas le budget: les dépenses. L'emploiement (sic) dans les

usines de guerre et l'effort qui se fait dans la province pour développer l'agriculture font qu'il y a moins de demandes de lots.

Il aurait voulu augmenter, cette année, le budget de ce département, mais, dit-il, malheureusement, le nombre des colons a forcément diminué à cause de la rareté de la main-d'œuvre et des industries de guerre. Le principal effort de la province actuellement doit être fait pour faire produire à leur maximum les terres déjà colonisées. De l'Angleterre, des États-Unis et de partout arrivent des demandes pressantes pour nos produits agricoles. C'est donc vers l'agriculture qu'il faut orienter tous les efforts. Assurer des vivres aux armées et à la population est la chose la plus importante en ce moment.

M. Lorrain (Papineau) demande si le premier ministre pense que les colons vont être conscrits.

L'honorable M. Godbout (L'Islet): Le député de Papineau peut tendre les perches³ qu'il voudra, ça ne réussira à rien. Nous avons les yeux ouverts et nous restons fidèles à la maxime chère à son chef: Gouverner c'est prévoir, et nous prévoyons.

M. Gagnon (Matane): Le gouvernement devrait faire des représentations à Ottawa pour que les colons ne soient pas appelés, ou qu'ils ne soient appelés que si leur absence ne cause aucun tort au développement de leurs lots. Le fédéral se vante de donner des congés aux fils de cultivateurs et il n'en donne pas. Il faut faire des démarches pendant des mois pour obtenir une remise. Le premier ministre ne pourrait-il pas obtenir l'exemption du service militaire pour les colons?

L'honorable M. Godbout (L'Islet): Le député de Matane peut être assuré que le ministre de l'Agriculture a pensé à la protection de la production agricole. Dès le début de la guerre, j'ai fait des démarches non seulement pour protéger les cultivateurs et les colons, mais surtout pour protéger notre production agricole.

Une loi a été passée. J'ai fait d'abord plusieurs représentations verbales, j'ai discuté la question avec les autorités fédérales, puis j'ai écrit des lettres pressantes pour démontrer que, si nous voulons faire un effort de guerre complet, il est important que nous ayons une production agricole maximum si nous voulons que notre effort de guerre reste efficace.

Pour cela, il faut maintenir les colons et les agriculteurs sur les fermes. J'ai toujours pensé

d'abord à notre production agricole, car il est important de mettre à la disposition de nos soldats tous les vivres dont ils ont besoin. Nous avons déjà obtenu que les jeunes agriculteurs ne soient appelés que pour la saison d'hiver et le gouvernement continue de s'intéresser à la situation.

La résolution est adoptée.

L'honorable M. Mathewson (Montréal-Notre-Dame-de-Grâce) propose; 15. Qu'un crédit suffisant soit ouvert à Sa Majesté pour compléter la somme de trois cent six mille cent dollars, nécessaire pour couvrir les dépenses prévues à l'article: "Service de l'établissement des colons", du budget de l'année financière se terminant le 31 mars 1943.

Adopté.

16. Qu'un crédit suffisant soit ouvert à Sa Majesté pour compléter la somme de sept cent soixante-seize mille neuf cents dollars, nécessaire pour couvrir les dépenses prévues à l'article: "Service de la surveillance et de l'aide aux colons", du budget de l'année financière se terminant le 31 mars 1943.

Adopté.

17. Qu'un crédit suffisant soit ouvert à Sa Majesté pour compléter la somme de cinquante-cinq mille dollars, nécessaire pour couvrir les dépenses prévues à l'article: "Encouragement à la colonisation en général", du budget de l'année financière se terminant le 31 mars 1943.

Adopté.

Rapport du comité des subsides:

M. l'Orateur au fauteuil

M. le président fait rapport que le comité a adopté plusieurs résolutions et qu'il demande la permission de siéger de nouveau. Il est résolu que la Chambre, à sa prochaine séance, se formera de nouveau en comité des subsides.

Les résolutions du comité des subsides sont lues et agréées.

Projets de loi:

Thomas Kerr Stevenson

M. Frégeau (Stanstead) propose, selon l'ordre du jour, que le bill 154 donnant un effet légal au changement de nom de Thomas Kerr Stevenson en

celui de Thomas Kerr Lachlan White soit maintenant lu une deuxième fois.

Adopté. Le bill est renvoyé au comité permanent des bills privés en général.

Succession de James McCready

M. Barrette (Joliette) propose que le bill 152 concernant la succession de feu James McCready ayant été rejeté, les droits ordinaires que les promoteurs de ce bill ont payés leur soient remboursés, après déduction de tous frais d'impression et de traduction.

Adopté.

Ajournement

L'honorable M. Godbout (L'Islet) propose que la Chambre, lorsqu'elle s'ajournera, se trouve ajournée à mardi prochain.

Adopté.

La séance est levée à 5 h 15.

NOTES

1. *Le Soleil* du 9 mai 1942, à la page 3, souligne que M. Chaloult (Lotbinière) et M. Émile Boucher (Saint-Henri) ne votent pas. *L'Action catholique* du 9 mai 1942, à la page 3, spécifie que, bien que M. Boucher soit resté assis, ce dernier "déclara, après la séance, qu'il avait bel et bien voté avec la droite". *Le Quebec Chronicle Telegraph* du 9 mai 1942, à la page 3, rapporte que la motion fut rejetée à 20 voix contre 8.

2. Selon *Le Soleil* du 9 mai 1945, à la page 4, "l'exclamation de M. Duplessis: "Je n'ai jamais vu de scène pareille", a le don de déchaîner un rire général. La rigolade remet le climat au beau temps et la séance reprend. Rapidement, les résolutions sont adoptées".

3. Dans *Le Nouvelliste* du 9 mai 1942, à la page 14, on écrit plutôt "les pièges".

Première séance du mardi 12 mai 1942

Présidence de l'honorable V. Bienvenue

La séance est ouverte à 3 heures.

Prière.

M. le Greffier: À l'ordre, Messieurs! Que les portes soient ouvertes!

M. le Greffier informe la Chambre que la charge d'Orateur est vacante.

Élection de l'Orateur¹

L'honorable M. Godbout (L'Islet) informe la Chambre que c'est le bon plaisir de l'honorable M. le lieutenant-gouverneur qu'elle procède à élire un nouvel Orateur.

Avant de proposer à la Chambre le successeur de l'honorable Bernard Bissonnette, on me permettra d'exprimer à celui-ci les regrets unanimes qu'ont tous ses collègues de le voir nous quitter. Nous le félicitons très sincèrement de l'honneur qui lui échoit. Nous savons qu'avec son grand talent et son caractère, il va remplir une belle carrière dans la magistrature. Certes, nous nous réjouissons à l'avance de sa nomination et de la carrière fructueuse qui s'ouvre devant lui dans la magistrature comme juge et du fait qu'il est élevé à un des postes les plus éminents, mais cette Chambre regrettera son départ, car il a été l'Orateur parfait, juste à l'égard de tous, conscient de la gravité de la tâche qu'il avait à accomplir et maintenant toujours le décorum de l'Assemblée. À tous il a accordé l'appui de son talent et de ses connaissances. Il emporte avec lui les regrets unanimes et les vœux sincères que tous forment, en cette Chambre, pour le succès de sa carrière dans un nouveau champ d'action.

Pour le remplacer, j'ai jeté les yeux sur M^e Valmore Bienvenue, député de Bellechasse, qui représente la même intégrité personnelle et professionnelle, la même largeur de vues, et qui est animé d'un pareil désir de servir les intérêts de sa province. Sa connaissance profonde de la coutume et de la procédure parlementaires, le désir sincère de justice qui l'anime en feront, je suis certain, un successeur très digne de l'Orateur qui nous quitte. Ce dernier jouit à juste titre d'une grande réputation. Il est bâtonnier du Barreau de Québec et une des gloires de l'Ordre des avocats. Il saura apporter à l'exercice de sa nouvelle charge ses hautes qualités du cœur et d'esprit, ses hautes connaissances

politiques et légales. Je crois que la Chambre ne pouvait faire un choix plus judicieux.

En conséquence,

L'honorable M. Godbout (L'Islet) député du district électoral de L'Islet propose, appuyé par l'honorable M. Mathewson, député du district électoral de Montréal-Notre-Dame-de-Grâce, que M. Valmore Bienvenue, député du district électoral de Bellechasse, soit élu Orateur de la Chambre et prenne place au fauteuil en cette qualité.

M. Duplessis (Trois-Rivières): C'est avec beaucoup d'émotion que je vois partir notre ex-président, l'honorable juge Bernard Bissonnette. Des félicitations doivent être adressées à ceux qui ont reconnu ses talents et l'ont élevé à la magistrature. Je suis certain qu'il va remplir ses fonctions avec la probité professionnelle et les connaissances légales que nous lui reconnaissons tous. La Cour d'appel est le plus haut tribunal de la province. C'est une excellente nomination. Le nouveau juge est jeune. Il saura apporter à la Cour d'appel, en plus de ses connaissances juridiques, son énergie indomptable et son esprit de travail. Au nom de l'Union nationale, j'offre mes félicitations à l'honorable juge Bissonnette. Sa nomination sera bienvenue de tout le monde. Et je puis dire que sa nomination sera bien vue de tout le monde.

Comme successeur, on a choisi l'honorable député de Bellechasse. Il arrive parfois que celui qui remplace quelqu'un ne lui succède pas dans toute l'acception du terme. Mais dans le cas présent, je suis sûr que le nouveau juge aura un digne successeur. Comme député de Bellechasse, il suit la tradition. L'honorable Adélard Turgeon, député de Bellechasse, a été président du Conseil législatif. L'honorable Antonin Galipeault, député de Bellechasse, a été président de cette Chambre avant d'entrer à la Cour d'appel. Je félicite l'honorable député de Bellechasse et je veux l'assurer que l'opposition sera heureuse de collaborer avec le nouveau président et de l'aider de son mieux. Je lui souhaite succès, prospérité et santé et je lui formule le vœu que ses décisions soient caractérisées non seulement par son talent, mais aussi par l'impartialité.

M. le Greffier soumet la motion à la Chambre.
Agréé nemine contradicente.

M. le Greffier déclare M. Valmore Bienvenue dûment élu. Ce dernier est conduit au fauteuil par l'honorable M. Godbout (L'Islet) et l'honorable M. Mathewson (Montréal-Notre-Dame-de-Grâce).

M. l'Orateur arrivé au degré supérieur de l'estrade, exprime ses remerciements à la Chambre comme suit:

Messieurs, je tiens dès maintenant à remercier sincèrement la Chambre de l'honneur et du témoignage de confiance qu'elle veut bien me conférer en m'appelant à la haute fonction d'Orateur de l'Assemblée législative. Je m'efforcerai toujours de mériter sa confiance.

Je n'ignore pas que je suis peu qualifié pour occuper le poste important qui m'est assigné; aussi je compte sur la bienveillance et le concours de tous les membres de cette Chambre pour remplir avec fermeté et impartialité les devoirs qui vont m'incomber. J'aime à espérer que la Chambre entière voudra bien, à l'occasion, m'aider à défendre nos droits et privilèges, à faire respecter notre règlement et à maintenir la liberté de discussion que nos usages ont consacrée.

Je sais combien lourdes seront dorénavant mes responsabilités et je veux m'employer de mon mieux à m'en acquitter.

J'assume cette tâche avec l'espoir et l'ambition très sincères de maintenir aussi intacts que possible l'esprit comme la lettre du Règlement qui doit nous guider tous, comme aussi les traditions parlementaires glorieuses qui ont marqué notre régime constitutionnel depuis 1867.

Me serait-il permis de rappeler ici les souvenirs de cette longue lignée de présidents qui, depuis l'institution de la Confédération, ont illustré cette Assemblée, et parmi eux, je veux en votre nom et au mien, en détacher mon prédécesseur immédiat, le député de L'Assomption, pour lui exprimer en même temps que notre gratitude l'hommage de notre vive admiration pour son talent, son sens juridique et sa parfaite impartialité.

Je formule les vœux de tous, sans aucun doute, en lui souhaitant une carrière heureuse et féconde dans la magistrature pour laquelle il est si bien préparé.

Avant de prendre place au fauteuil, puis-je réclamer des deux côtés de la Chambre une étroite coopération en vue du bien commun que nous recherchons.

Je demande à tous de bien vouloir élever au-dessus des débats et des contingences des affaires en cours les droits sacrés du Parlement, afin que les intérêts supérieurs de la nation soient sauvegardés et

afin que les citoyens de cette province s'attachent de plus en plus aux institutions démocratiques, le rempart le plus sûr de nos libertés.

Puis, M. l'Orateur prend place au fauteuil, et la masse est posée sur le bureau.

La Chambre suspend ses travaux².

Messages du lieutenant-gouverneur:

M. l'Orateur informe la Chambre que M. Arthur Saint-Jacques, huissier à la verge noire, a apporté un message dont il fait lecture:

M. l'Orateur, l'honorable M. le lieutenant-gouverneur de la province de Québec désire la présence immédiate de cette honorable Chambre dans la salle des séances du Conseil législatif.

En conséquence, M. l'Orateur, précédé de la masse et suivi des députés, se rend à la barre du Conseil législatif.

M. l'Orateur de l'Assemblée législative: Monsieur le lieutenant-gouverneur, l'Assemblée législative m'a choisi pour son Orateur, bien que je ne me sente pas très qualifié pour remplir le poste important auquel elle m'a appelé.

Si, dans l'exercice des fonctions de ma charge, il m'arrive de commettre quelque erreur, je désire que ce soit à moi que l'on impute cette erreur et non à la Chambre dont je suis le serviteur.

Et, afin que l'Assemblée législative soit à même de se mieux acquitter de ses devoirs envers son Souverain et son pays, je réclame de sa part tous les droits et tous les privilèges qui ne peuvent lui être contestés; spécialement, je demande qu'elle jouisse de la liberté de discussion, qu'elle ait accès auprès de votre personne en temps opportun, et que vous veuillez bien interpréter favorablement ses délibérations et ses actes.

M. l'Orateur du Conseil législatif: M. l'Orateur, je suis chargé par l'honorable lieutenant-gouverneur de vous exprimer l'entière confiance de Sa Majesté dans vos talents, dans votre intelligence et dans votre aptitude à remplir les importants devoirs du haut poste d'Orateur de l'Assemblée législative auquel vous avez été élu, et de vous informer que Sa Majesté vous reconnaît pour Orateur de l'Assemblée législative.

Je suis aussi chargé de vous assurer que l'Assemblée législative aura libre accès auprès de l'honorable M. le lieutenant-gouverneur en temps opportun et qu'il interprétera toujours de la manière la plus favorable ses délibérations ainsi que vos paroles et vos actes.

Les députés, précédés de M. l'Orateur, reviennent dans la salle de l'Assemblée législative.

M. l'Orateur de l'Assemblée législative: J'ai l'honneur de faire rapport que cette Chambre vient de se rendre dans la salle des séances du Conseil législatif, que là, j'ai informé l'honorable M. le lieutenant-gouverneur que l'Assemblée législative m'avait choisi pour son Orateur; que j'ai aussi, au nom de cette Chambre, réclamé tous ses droits et privilèges et demandé qu'elle jouisse de la liberté de discussion, qu'elle ait accès auprès de M. le lieutenant-gouverneur lorsque les circonstances l'exigeront, et qu'il veuille bien interpréter favorablement tous les actes et délibérations de cette Chambre; que, sur ce, M. le lieutenant-gouverneur a bien voulu déclarer qu'il reconnaissait volontiers à notre Assemblée tous les privilèges que lui accorde la Constitution, qu'elle aurait, en temps opportun, un accès facile auprès de lui, et qu'il interpréterait toujours favorablement nos délibérations, nos paroles et nos actes.

Rapports des comités permanents:

M. Dumoulin (Montmorency): J'ai l'honneur de présenter à la Chambre le dix-neuvième rapport du comité permanent des bills privés en général.

Votre comité a décidé de rapporter, sans amendement, le bill suivant:

- bill 154 donnant un effet légal au changement de nom de Thomas Kerr Stevenson en celui de Thomas Kerr Lachlan White.

Et, avec des amendements, les bills suivants:

- bill 104 modifiant la charte de la ville de Rouyn; le préambule de ce bill a aussi été amendé en retranchant le sixième paragraphe;

- bill 141 concernant la Commission des écoles catholiques de Verdun; le préambule de ce bill a aussi été amendé.

Élection de l'Orateur suppléant et président des comités pléniers

L'honorable M. Godbout (L'Islet) propose, appuyé par le représentant de Montréal-Notre-Dame-

de-Grâce (l'honorable M. Mathewson), que M. Cyrille Dumaine, député du collège électoral de Bagot, soit élu président des comités pléniers de la Chambre.

(Longs applaudissements)

M. Duplessis (Trois-Rivières): Je félicite l'honorable député de Bagot de son élection et je lui offre mes meilleurs vœux. J'attire cependant son attention sur le fait que l'Orateur suppléant ne prend généralement pas part aux débats et qu'il y a une motion importante inscrite à son nom sur le *Feuilleton* de la Chambre.

L'honorable M. Godbout (L'Islet): L'Orateur suppléant de la Chambre peut prendre part aux débats. La motion qu'il a inscrite au *Feuilleton*, c'est une motion importante qui doit être discutée le plus tôt possible; c'est la motion au sujet du service militaire obligatoire. Le mercredi est le jour des députés mais, si l'honorable député est prêt, nous pourrions discuter sa motion dès ce soir.

M. Duplessis (Trois-Rivières): Si la motion est aussi pressante que le dit le premier ministre, nous sommes prêts à la discuter immédiatement. Je remarque que des motions semblables ont déjà été présentées et que le gouvernement les a fait rejeter. Je crois que c'est le devoir de la Chambre de faire entendre immédiatement aux autorités fédérales que nous entendons respecter l'opinion de la province de Québec et que nous entendons la faire respecter.

La motion est adoptée.

Demande et dépôt de documents:

Pont Lizotte, paroisse de Deschaillons comté de Lotbinière

M. Talbot (Chicoutimi) propose qu'il soit déposé sur le bureau de la Chambre un état montrant:

1. Si le gouvernement a fait des travaux au pont Lizotte, sur la rivière Duchesne, dans la paroisse de Deschaillons, comté de Lotbinière, en 1941, de mai à septembre inclusivement.

2. Dans l'affirmative:

a) Quel a été le coût des travaux?

b) Le nom du contremaître?

c) Le salaire payé au contremaître par jour et le montant total qui lui a été payé?

d) Le nom de tous et chacun des travailleurs engagés pour ces travaux?

- e) Le salaire payé à chacun de ces travailleurs?
 - f) Le nom des fournisseurs de matériaux et le montant retiré par chacun d'eux?
 - g) Donner le détail des matériaux fournis par chacun des fournisseurs ci-dessus?
- Adopté.

L'honorable M. Godbout (L'Islet) dépose, sur le bureau de la Chambre, ledit état. (Document de session no 34)

Projets de loi:

Élections

L'honorable M. Godbout (L'Islet) propose, selon l'ordre du jour, que le bill 36 concernant les élections à l'Assemblée législative soit maintenant lu une deuxième fois.

Les principales dispositions de la loi ont trait à la confection des listes électorales. Nous avons accepté la manière choisie par le gouvernement fédéral en 1919 et qui a été éprouvée depuis avec satisfaction. Il y a aussi un autre changement pour sauvegarder le droit de vote des électeurs, en changeant les conditions de rejet des bulletins. Il s'agit de respecter l'opinion des électeurs. Le bill a déjà été étudié par un comité spécial dont faisait partie le député de Kamouraska-Rivière-du-Loup, et j'ai demandé à ce dernier de défendre le bill en Chambre et je suis certain que personne ne pourrait mieux que lui expliquer cette législation.

M. Duplessis (Trois-Rivières): J'espère que le premier ministre ne passera pas toujours son temps à faire travailler le député de Kamouraska-Rivière-du-Loup sans portefeuille. On s'est hâté de remplacer l'Orateur, mais on n'a pas encore remplacé le procureur général.

Ce bill est mauvais. Le droit de vote est un privilège qui est l'essence de la démocratie. Faire de la politique avec le droit de vote, avec une loi électorale, c'est saper les fondements de la démocratie. Le projet de loi actuel sur les listes électorales et sur notre système électoral constitue une œuvre de tyran et de dictateur.

Actuellement, c'est le peuple lui-même qui fait les listes. Les listes sont faites par les conseils municipaux. Le conseil municipal est le représentant du peuple. Il a la charge de préparer les listes électorales et ce système donne beaucoup plus de

garanties qu'une bureaucratie ne pourra jamais en offrir. Un avis de 30 jours est donné pour la révision. Les demandes sont étudiées et décidées par le conseil municipal qui donne des garanties d'impartialité qu'un fonctionnaire ne peut pas donner. Après le jugement du conseil municipal, il y a un autre appel à la Cour.

Avec le présent bill, plus rien de tout cela. On dit qu'on veut imiter le système fédéral. C'est une mauvaise raison, surtout actuellement. En copiant cette loi, le gouvernement libéral adopte des principes tories. La province de Québec doit avoir une politique différente de celle du fédéral. Nous ne devons pas avoir de lois dictatoriales. La province de Québec doit avoir sa législation à elle. Ce qui fait l'affaire d'Ottawa ne peut faire l'affaire de Québec, on l'a vu récemment. Ce projet accentue la tendance vers l'uniformité des lois et fait l'affaire des centralisateurs, des ennemis de la province. C'est dangereux pour l'autonomie provinciale.

La nouvelle loi électorale s'inspire également du faux principe qu'il y a avantage pour nous à uniformiser les lois. Ce qui est bon pour les autres provinces de la Confédération ne correspond pas toujours à la mentalité de notre province. Dans les provinces où l'on prêche l'adoption d'une seule langue, on préconise également l'uniformité des lois dans tout le pays. C'est un principe très dangereux pour nous. C'est une nouvelle tentative pour favoriser la centralisation.

La nouvelle loi s'inspire d'un principe tory combattu par Sir Wilfrid Laurier en 1896. Sir Wilfrid Laurier préférerait l'ancien système de la province de Québec à tout autre parce qu'il le trouvait plus démocratique. Il (M. Duplessis) cite un texte de Sir Wilfrid Laurier. Dans ce discours, l'ancien premier ministre exprime l'avis que c'est aux conseils municipaux que l'on doit confier l'administration de la loi électorale.

Ce bill, dit-il, nous achemine vers la centralisation, crée une bureaucratie détestée et détestable, et nous enlève des libertés chères. Le nouveau système ignore les pratiques jusque-là utilisées par les secrétaires-trésoriers des municipalités dans la préparation des listes, sauf à Montréal, Québec et dans d'autres grands centres où des agents spéciaux sont chargés de faire le travail. De plus, il sera une occasion de dépenses formidables. Il va y avoir au moins 8,000 bureaux de votation. La loi actuelle mine l'autonomie des conseils municipaux. La confection des listes par des énumérateurs va coûter au moins \$400,000, \$500,000 de plus. Est-ce là faire de l'économie?

La loi fédérale donne un délai de 60 jours entre l'émission des brefs et l'élection. On prétend imiter la loi fédérale et on ne donne ici qu'un délai tout à fait insuffisant de 39 jours. On donne aussi au président de l'élection le pouvoir extraordinaire de défranchiser les électeurs et d'ajouter des bulletins de vote. Qu'on donne au moins 50 jours de délai. C'est moins que jamais le temps d'imiter Ottawa. On veut consacrer les officiers d'élection pour en faire des créatures du gouvernement.

Si on veut le respect de la démocratie et de l'autonomie, je dis que l'on prend le mauvais moyen. La nouvelle loi porte une atteinte directe aux droits des gens et chambarde nos institutions. Que le gouvernement n'oublie pas qu'il n'est pas là pour longtemps et que les armes qu'il croit forger contre ses adversaires peuvent tourner contre lui.

L'honorable M. Casgrain (Kamouraska-Rivière-du-Loup): La plus belle partie du discours du chef de l'opposition est son allusion à Laurier. S'il voyait notre projet de loi, il en serait parfaitement satisfait. Le chef de l'opposition fait une tempête dans un verre d'eau. Les tirades du chef de l'opposition sur la démocratie et l'autonomie ne sont pas sérieuses. La loi est très claire et très juste. Au lieu d'avoir des révisions périodiques des listes électorales, nous aurons des énumérateurs pour chaque élection. En quoi les privilèges, les prérogatives du peuple sont-ils menacés par la nouvelle loi électorale?

En faisant cette refonte de la loi électorale, nous avons deux buts. Nous avons d'abord voulu donner à tout le monde le droit d'exercer leur droit de vote. Grâce au système des énumérateurs, personne ne sera défranchisé. Au lieu de listes permanentes qui ne se faisaient que tous les deux ans dans les villes, et tous les ans dans les campagnes, nous aurons des énumérateurs qui iront de porte en porte prendre les noms des électeurs, afin que personne ne soit oublié. L'un des énumérateurs sera nommé par le premier ministre, et l'autre par le chef de l'opposition. Est-ce là saper les bases de la démocratie? Nous imitons une loi qui fonctionne au fédéral depuis 1921 et qui a donné satisfaction à tout le monde. Je ne vois pas comment ce mode d'inscription pourrait être défavorable à qui que ce soit. Ce ne sont pas là des œuvres de tyrans.

Il y a une raison additionnelle d'avoir des énumérateurs; les femmes votent maintenant aux élections. Or, les femmes ne figurent pas sur les rôles d'évaluation. Il est nécessaire de prendre les dispositions voulues pour qu'elles puissent utiliser

les privilèges acquis. Jusqu'ici les listes étaient compilées par les secrétaires municipaux. Or ceux-ci ne prennent que les noms figurant sur les rôles d'évaluation. Ce qui veut dire que la grande majorité des femmes n'y apparaissent pas. Comment pourrions-nous compter sur la coopération des conseils municipaux, dans les circonstances? Le présent système est conçu de façon à éviter toute fraude. Dans les cités de plus de 5,000 âmes, il y aura trois réviseurs, dont l'un nommé par le premier ministre, le deuxième par le chef de l'opposition et le troisième par les deux autres.

Cette loi a été copiée sur celle d'Ottawa qui est en usage depuis longtemps et qui a toujours donné satisfaction. Le système à propos duquel on exprime de si grandes craintes a, du reste, été éprouvé dans six élections partielles provinciales dans Montréal; et il a été employé à la satisfaction de tous, si le chef de l'opposition veut lui pardonner de rappeler quelque chose d'aussi pénible que ces élections partielles. Aucun membre de l'opposition n'a trouvé que les listes étaient mal faites.

Mais ce n'est pas tout de donner le droit de vote. Il faut voir à ce que l'électeur ne soit pas défranchisé. C'est pour cette raison que nous avons pris les moyens voulus pour protéger l'électeur contre les erreurs que pourraient commettre l'officier-rapporteur ou le scrutateur, comme le dit la nouvelle loi. Le bill dit qu'un bulletin ne pourra être rejeté du seul fait qu'il aura été marqué par le scrutateur et non par l'électeur ou, du fait que le scrutateur aura oublié d'enlever le talon.

La loi pourvoit, de plus, à un bureau de réviseurs: l'un nommé par le premier ministre, l'autre par le chef de l'opposition, le troisième par les deux premiers.

Si le chef de l'opposition veut discuter la loi à son mérite et ne pas parler de tyrannie, de dictature, d'uniformité de lois, nous allons parfaitement nous entendre.

M. l'Orateur, nous avons voulu donner à la province une loi réellement démocratique, et ce, dans le meilleur intérêt de l'électorat. Je crois que nous avons réussi.

M. Gagnon (Matane): Il y a de petites canailleries dans la loi. Les délais pour la préparation des listes sont trop courts; 39 jours, ce n'est pas assez. Trente-neuf jours rend l'application de la loi mathématiquement impossible. Songez à la situation dans laquelle se trouvera le représentant de Charlevoix-Saguenay. Dans un comté comme Charlevoix-Saguenay où il y a 500 milles³ de côtes à

couvrir, comment pourra-t-on confectionner les listes en quelques jours? Ce n'est pas une législation libérale, c'est une loi réactionnaire⁴.

L'honorable M. Casgrain (Kamouraska-Rivière-du-Loup): Nous revenons à Bennett, alors!

M. Barrette (Joliette) propose, appuyé par le représentant des Îles-de-la-Madeleine (M. Langlais), Que la motion en discussion soit amendée en retranchant le mot: "maintenant" et en y ajoutant les mots: "dans six mois".

M. Duplessis (Trois-Rivières): Celui qui a été chargé d'appliquer la loi trouve que cette loi est inapplicable. Les délais sont insuffisants. On devrait admettre que quatre jours pour préparer les listes, ça n'a aucun sens. Le bill qu'on propose à la Chambre est un abus de pouvoir et un autre pas vers la centralisation. On veut, dit-il, prendre des méthodes pour étouffer la voix du peuple.

L'honorable M. Godbout (L'Islet): Celui qui est chargé d'appliquer la loi n'a certainement pas dit que la loi était inapplicable, puisqu'il vient de l'appliquer dans six comtés. Le chef de l'opposition a démolé tout à l'heure toute son argumentation. Cela ne prend pas moins de temps pour faire une élection dans une province que dans le pays, a-t-il dit. D'ailleurs, il ne faudra pas plus de temps pour préparer les listes dans un comté que dans tous les comtés de la province. Nous avons fait six élections partielles dans le délai fixé par la loi à l'étude. Personne ne s'est plaint de la brièveté du délai. C'est le même délai pour chaque comté.

Si les délais peuvent être plus courts au provincial qu'au fédéral, c'est qu'il n'y a pas obligation d'imprimer la liste des électeurs et de la distribuer. Et cela permet d'éviter une dépense très considérable. Cette loi donnera entière satisfaction à toute la province. Sous l'ancienne loi, lors de la confection des listes à Montréal, il n'y avait pas 20 %⁵ des électeurs qui allaient s'enregistrer. Dans certains comtés, à peine 12 % des électeurs y apparaissaient. Nous avons voulu corriger cette situation et donner des fondements plus démocratiques à notre loi électorale. Nous voulons que tous les électeurs aient l'occasion de donner leur opinion dans les élections et le moyen d'avoir des listes complètes, c'est d'en confier la préparation à des énumérateurs nommés de telle façon que la politique ne puisse s'introduire dans le système. Avec le système actuel, la population entière pourra s'enregistrer.

M. Lorrain (Papineau): On fait état des élections partielles. Il y a une différence entre des élections complémentaires et des élections générales. On ne peut faire une comparaison raisonnable entre six petits comtés voisins et 86 comtés comme Charlevoix-Saguenay et les Îles-de-la-Madeleine. Il soutient que le délai de 39 jours est insuffisant et que cette disposition n'a d'autre but que de permettre au gouvernement de "paqueter" les listes, comme la chose s'est récemment pratiquée dans le comté de Saint-Jacques, à Montréal, alors que des Caramel, Rossi, Birmo et Tommy Young eurent beau jeu. On devrait faire comme Ottawa et accorder un délai de 60 jours.

M. Langlais (Îles-de-la-Madeleine): Dans certains comtés, tels que les Îles-de-la-Madeleine, Gaspé-Nord, les élections seront impossibles en hiver. Je me demande comment on pourra appliquer la loi dans mon comté alors qu'une lettre met 17 jours à venir à Québec.

L'honorable M. Perrier (Terrebonne): La nouvelle loi n'a d'autre but que de faciliter le droit de vote. En vertu de l'ancienne loi, un grand nombre d'électeurs se trouvaient défranchisés. Le gouvernement ne veut rien autre chose que donner aux électeurs la faculté d'exercer leur droit de vote. Grâce à la confection des listes par des représentants des deux partis à la veille des élections, nous aurons un gage d'impartialité et tous ceux qui auront droit de vote seront inscrits.

On admettra qu'une amélioration s'imposait. Voici un exemple sur cent: en 1939, sur des listes qui comprenaient 16,000 noms, dans la division Montréal-Laurier, il y avait 4,000 électeurs qui avaient démenagé. Cette anomalie causait des ennuis à de nombreux électeurs. La nouvelle loi en ordonnant l'énumération corrigera cette situation.

La loi permettra une énumération, à la veille même des élections, faite par deux officiers représentant les deux partis politiques. Grâce à la confection des listes par des représentants des deux partis à la veille des élections, nous aurons un gage d'impartialité et tous ceux qui auront droit de vote seront inscrits. Cela assurera l'inscription complète des électeurs.

La question du délai n'est pas une question de principe du moment que le délai est suffisant, et l'expérience a démontré dans les six dernières élections que le délai de 39 jours était suffisant; on l'a éprouvé. Aucune plainte n'a été portée. Le seul danger pour l'opposition serait de ne pas trouver deux officiers par "poll".

Quant à l'impression des listes, elle est dispendieuse et ne donne pas satisfaction. La plupart des gens la jettent au panier.

Quant aux comtés très vastes et très éloignés, il y a des dispositions de la loi qui permettent de différer les délais afin que les électeurs ne soient pas défranchisés. C'est ce qui arrive pour l'énumération fédérale.

L'étendue des comtés fédéraux est plus grande que celle des comtés provinciaux, qui sont au nombre de 86 contre 65 au fédéral. Il est normal que les délais soient plus longs. Ainsi, Labelle comprend Labelle et Papineau au fédéral. Ce facteur justifie le raccourcissement du délai. La loi permettra aux électeurs d'exercer leur droit et je ne comprends pas l'insistance de la gauche, à réclamer un plus long délai, à moins que ce ne soit pour éloigner l'heure de la défaite qui les attend. Une élection paralyse la vie économique et c'est pourquoi je suis convaincu que 39 jours, c'est très suffisant.

L'honorable M. Casgrain (Kamouraska-Rivière-du-Loup): Il y a des dispositions spéciales dans la loi pour le comté de Charlevoix-Saguenay où l'élection peut être retardée. Le comté des Îles-de-la-Madeleine est également protégé.

L'amendement est mis aux voix et la Chambre se divise.

Les noms sont appelés et inscrits comme suit:

Pour: MM. Barrette, Beaulieu (Saint-Jean-Napierville), Duplessis, Gagnon (Matane), Labbé, Langlais, Lorrain, Paquette, Sauvé (Deux-Montagnes), 9.

Contre: MM. Allard, Bastien, Beaulac, Beaulieu (Témiscouata), Biron, Bonvouloir, Bouchard (Québec-Comté), Boucher, Caron (Hull), Caron (Maisonnette), Casgrain (Gaspé-Nord), Casgrain (Kamouraska-Rivière-du-Loup), Chaloult, Côté, Delagrave, Desmarais, Duffy, Dufour, Dumaine, Fillion, Fortin, Francoeur (Montréal-Mercier), Gagnon (Frontenac), Gauthier, Godbout, Groulx, Guérin, Hamel, Hartt, Jodoin, Joyal, Kirkland, Lawn, Marler, Mathewson, O'Connor, Perrier, Plamondon, Potvin, Rajotte, Renault, Robidoux, Thisdel, 43.

Ainsi, l'amendement est rejeté.

La motion principale est mise aux voix et la Chambre l'adopte, comme dans le cas du vote précédent, mais en sens inverse.

Le bill est, en conséquence, lu une deuxième fois et est renvoyé à un comité plénier de la Chambre.

L'honorable M. Godbout (L'Islet) propose que la Chambre se forme immédiatement en comité.

Adopté. M. l'Orateur quitte le fauteuil.

En comité⁶:

Présidence de M. Dumaine (Bagot)

M. Duplessis (Trois-Rivières) félicite le député de Bagot et fait observer en souriant que le premier ministre ne l'a pas félicité.

L'honorable M. Godbout (L'Islet): De ce côté-ci de la Chambre, nous sommes démocrates. Nous ne considérons pas qu'une chose est faite simplement parce que le gouvernement veut la faire. Nous attendons que la Chambre se soit prononcée.

Le comité étudie l'article 1 du projet de loi.

M. Duplessis (Trois-Rivières) s'oppose tout d'abord au paragraphe 3 de la clause 2, concernant le domicile de la femme séparée de son mari et des soldats en service actif.

L'honorable M. Casgrain (Kamouraska-Rivière-du-Loup) explique que cette clause n'a pour but que de prévenir des abus.

M. Langlais (Îles-de-la-Madeleine) suggère que, pour l'inscription des noms des femmes, on procède par ordre alphabétique afin d'éviter des ennuis.

(La discussion se poursuit sur les premières clauses)

M. Duplessis (Trois-Rivières) (À un moment donné) dit qu'il serait utile de connaître l'opinion du procureur général, mais malheureusement celui-ci est absent. Incidemment, le chef de l'opposition déclare que la nomination de M. Girouard (procureur général) comme juge de la Cour supérieure est excellente.

L'honorable M. Casgrain (Kamouraska-Rivière-du-Loup): Je remplace ici le procureur général pour les fins de la présente loi.

M. Duplessis (Trois-Rivières): Pour les fins et les autres...

Les articles 1 à 4 du chapitre 5 de la loi concernant les élections à l'Assemblée législative, modifié par l'article 1 du projet de loi, sont adoptés.

Le comité étudie l'article 5 du chapitre 5 de la loi concernant les élections à l'Assemblée législative, modifié par l'article 1 du projet de loi qui se lit comme suit:

"5. La période de la préparation d'une liste se termine à l'expiration des délais pour déposer les demandes en inscription ou en radiation de noms sur cette liste. (Statuts refondus, 1941, chapitre 5, article 5)."

M. Duplessis (Trois-Rivières) fait observer de nouveau qu'au sujet de la nomination des énumérateurs, le délai de 39 jours sera insuffisant.

Rapport du comité plénier:

M. l'Orateur au fauteuil

M. le président fait rapport que le comité n'a pas fini de délibérer et demande la permission de siéger de nouveau.

Il est ordonné que le comité siège de nouveau à la présente séance.

Ajournement

M. l'Orateur prononce l'ajournement.

La séance est levée à 6 heures.

Deuxième séance du 12 mai 1942

Présidence de l'honorable A. Taché

La séance est ouverte à 8 h 30.

Prière.

M. l'Orateur: À l'ordre, Messieurs! Que les portes soient ouvertes!

Décisions de l'Orateur:

Oka-sur-le-Lac

M. l'Orateur: L'initiative de présenter cette loi qui érige une corporation sur des biens de la couronne, sur les terres des Sulpiciens dont le gouvernement est propriétaire, appartient à un ministre et non à un député. C'est l'opinion exprimée

par mon prédécesseur (l'honorable M. Bissonnette), et, après avoir consulté le Règlement, je la partage entièrement. Ainsi aux termes de l'article 538 du Règlement, le bill 181 érigeant la ville d'Oka-sur-le-Lac, qui concerne les biens de la couronne, ne peut être présenté par un simple député et ne pourrait l'être que par un ministre.

L'honorable M. Godbout (L'Islet) propose, du consentement unanime de la Chambre, que le nom de l'honorable M. Drouin (Québec-Est) soit substitué à celui de l'honorable M. Leduc (Laval), comme parrain du bill.

Si le député de Deux-Montagnes a quelques remarques à faire sur ce bill, je serais heureux de l'entendre.

M. Sauvé (Deux-Montagnes): Je ne veux pas faire d'opposition au bill pour éviter des dépenses inutiles à la province.

Projets de loi:

Oka-sur-le-Lac

M. Leduc (Laval) propose qu'il lui soit permis de présenter le bill 181 érigeant la ville d'Oka-sur-le-Lac.

Adopté. Le bill est lu une première fois.

Messages du Conseil législatif:

M. l'Orateur communique à la Chambre que le greffier du Conseil législatif a apporté le message suivant:

Le Conseil législatif informe l'Assemblée législative qu'il a voté le bill 115 modifiant la charte de la cité de Sherbrooke, avec les amendements suivants qu'il la prie d'agréer:

1. L'article 1 est modifié en remplaçant le dernier alinéa, à la page 5, par le suivant:

"Les propriétaires de terres en culture dans la partie du canton d'Ascot décrite au paragraphe d) ci-dessus, ne pourront être appelés à contribuer, à titre de riverains, au coût de pavages faits par la cité de Sherbrooke dans cette partie de son territoire, et l'évaluation actuelle de ces terrains en culture ne sera pas modifiée pour une période de cinq ans.

2. L'article 6 est modifié en remplaçant l'alinéa g du sous-article 128, à la page 7, qui

commence par les mots: "N'étant ni propriétaire," et qui finit par les mots: "réside dans la cité", par le suivant:

g) N'étant ni propriétaire, ni locataire, mais résidant dans la cité, payer une taxe personnelle, une licence, un permis ou une taxe municipale d'au moins deux dollars par année."

Aussi, le bill 136, concernant la Centrale de Chicoutimi, avec les amendements suivants qu'il prie l'Assemblée législative d'agréer:

1. Le préambule est modifié en biffant dans la dernière ligne du premier alinéa de la page 2 les mots suivants: "annexes B et C";

2. L'article 5 est modifié:

a) en biffant, dans la cinquième ligne, les mots suivants:

"annexes B et C";

b) en ajoutant, à la fin dudit article, les mots suivants:

"La corporation devra utiliser ses revenus pour les fins propres de sa création."

3. L'article 6 est remplacé par le suivant:

"La corporation devra transmettre au lieutenant-gouverneur en conseil, chaque année et toutes les fois qu'elle en sera requise, un état de ses biens meubles et immeubles, les noms de ses directeurs et une copie certifiée de ses règlements".

4. L'annexe "A" est modifiée en biffant les derniers mots du troisième alinéa: "(Annexe D du bill)".

5. Les annexes "B", "C" et "D" sont biffées.

Aussi, le bill 151 modifiant la loi constituant en corporation l'Oeuvre de la propagation de la foi de Québec, avec les amendements suivants qu'il prie l'Assemblée législative d'agréer:

Le préambule est modifié:

a) en insérant immédiatement à la suite des mots "Québec a", dans la deuxième ligne du premier alinéa, les mots suivants: "par sa pétition";

b) en biffant le premier mot: "Attendu" des deuxième, troisième, quatrième, cinquième et sixième alinéas respectivement.

M. l'Orateur communique à la Chambre que le greffier du Conseil législatif a apporté le message suivant:

Le Conseil législatif informe l'Assemblée législative qu'il a voté le bill 130 modifiant la charte de la cité de Trois-Rivières, avec les amendements suivants qu'il prie l'Assemblée législative d'agréer:

1. L'article 2 est modifié en remplaçant les mots: "service de téléphone", dans la dernière ligne

de l'alinéa b) du sous-article "526a", par les mots: "service local de téléphone seulement - (*local exchange telephone service only*)" - en remplaçant l'alinéa "i" du même sous-article "526a" par le suivant:

i) "territoire" signifie le territoire des cités de Trois-Rivières et du Cap-de-la-Madeleine";

- en ajoutant, après l'alinéa "j)" du même sous-article "526a", l'alinéa suivant, comme alinéa "k)";

"k) "municipalité" signifie la cité du Cap-de-la-Madeleine;"

- en remplaçant, à la fin du premier alinéa du paragraphe 2, à la page 3, les mots: "de la cité", par les mots: "du territoire";

- en remplaçant, dans la troisième ligne du premier alinéa du paragraphe 5 du sous-article "526a", à la page 6, les mots: "de la cité de Trois-Rivières", par les mots: "du territoire"; et en remplaçant, dans la dernière ligne du premier alinéa de ce même paragraphe 5, les mots: "la cité des Trois-Rivières" par les mots: "le territoire";

- en ajoutant à la fin du paragraphe 7 du sous-article "526a", après le mot: "cité", à la page 7: les mots suivants: "ou par la municipalité";

- en ajoutant à la fin du paragraphe 9 du sous-article "526a", page 7, l'alinéa suivant:

"Tout règlement autorisé par le présent article pourra être adopté par le conseil de la cité sans qu'il soit nécessaire d'en donner préalablement avis, et dès qu'il sera adopté, tel règlement, après avoir été publié deux jours consécutifs dans un journal de langue française et dans un journal de langue anglaise publiés aux Trois-Rivières, aura dans le territoire le même effet et la même force obligatoire que s'il eût été adopté par la cité et par la municipalité."

- en ajoutant, après le paragraphe 21, du sous-article "526a", page 11, les alinéas suivants comme paragraphe 22,;

"22. Le revenu annuel perçu par la cité et provenant de ladite taxe, sera, après déduction des dépenses encourues par la cité pour l'imposition et la perception de ce revenu, partagé tous les trois mois par la cité entre elle et la municipalité à raison de 83 % pour la cité, et 17 % pour la municipalité.

"Si la perception de cette taxe est faite par le trésorier de la province en vertu d'une ou de plusieurs conventions intervenues entre le trésorier de la province et la cité, ce partage sera fait dans les quinze jours des remises par le trésorier de la province à la cité, sujet à ce que ci-dessus."

Le paragraphe 22 du sous-article "526a", à la page 11, devient paragraphe 23.

- en ajoutant, à la fin du paragraphe 22 devenu 23, immédiatement à la suite du mot: "cité", les mots suivants: "ou par la municipalité".

2. L'article suivant est ajouté, après l'article 8, comme article 9:

"9. Le paragraphe 5 de l'article 428 de la Loi des Cités et Villes (S.R.Q. 1941, chapitre 233), tel que remplacé pour la cité par la loi 22 George V, chapitre 108, article 11, est remplacé par le suivant:

"Pour réglementer les cirques, théâtres, spectacles, exhibitions et autres représentations publiques, concerts ou salles de danse ou leur permettre, sur licence, aux conditions jugées convenables, et prohiber toutes représentations ou exhibitions tendant à compromettre la sécurité publique;

"déterminer les heures de la danse ou la prohiber dans les salles de danse, les cafés, les restaurants, les auberges, les hôtels;

"ordonner la fermeture des cafés et restaurants entre minuit et six heures du matin;

"imposer à ces établissements, pour autorisation d'y danser, l'obligation de prendre un permis ou licence pour lequel il pourra être exigé une somme n'excédant pas cent dollars en sus des autres taxes ou licences imposées par la loi."

3. L'article 9 devient l'article 10.

Projets de loi:

Charte de Trois-Rivières

La Chambre prend en considération les amendements que le Conseil législatif a apportés au bill 130 modifiant la charte de la cité des Trois-Rivières.

M. Duplessis (Trois-Rivières) proteste de nouveau contre la taxe de vente qu'il trouve injuste et vexatoire, et lourde de façon particulière pour des familles nombreuses.

Les amendements sont lus.

M. Choquette (Montmagny) propose que ces amendements soient maintenant acceptés.

Adopté après division.

Il est ordonné que le greffier porte le message, avec le bill, au Conseil législatif.

Charte de Sherbrooke

La Chambre prend en considération les amendements que le Conseil législatif a apportés au bill 115 modifiant la charte de la cité de Sherbrooke.

M. Bourque (Sherbrooke) propose que ces amendements soient maintenant lus.

Adopté après division.

Il est ordonné que l'étude des amendements soit remise à la prochaine séance.

Centrale de Chicoutimi

La Chambre prend en considération les amendements que le Conseil législatif a apportés au bill 136 concernant la Centrale de Chicoutimi.

M. Talbot (Chicoutimi) propose que ces amendements soient maintenant lus.

Adopté après division.

M. Talbot (Chicoutimi) propose que ces amendements soient maintenant acceptés.

Adopté après division.

Il est ordonné que le greffier porte le message, avec le bill, au Conseil législatif.

Propagation de la foi

La Chambre prend en considération les amendements que le Conseil législatif a apportés au bill 151 modifiant la loi constituant en corporation l'Oeuvre de la propagation de la foi de Québec.

Les amendements sont lus et acceptés.

Il est ordonné que le greffier porte le message, avec le bill, au Conseil législatif.

Questions et réponses:

Zéphirin Carette

M. Talbot (Chicoutimi): 1. M. Zéphirin Carette, de Deschaillons-sur-Saint-Laurent, comté de Lotbinière, a-t-il travaillé pour l'Office du crédit agricole provincial en 1939-1940-1941?

2. Dans l'affirmative:

a) Pendant combien de temps?

b) Combien lui a-t-il été payé en salaire?

c) Combien en frais de voyage et de déplacement?

L'honorable M. Godbout (L'Islet): 1. Oui, mais en 1940 et 1941 seulement.

2. a) 1940: 129 jrs; 1941: 62 jrs;

b) 1940: \$645.00; 1941: \$310.00;

c) 1940: \$548.66; 1941: \$261.52.

Projets de loi:

Loi des tribunaux judiciaires

L'ordre du jour appelle la prise en considération, en comité plénier, d'un projet de résolution relative au bill 42 modifiant la loi des tribunaux judiciaires.

L'honorable M. Perrier (Terrebonne) informe l'Assemblée que l'honorable lieutenant-gouverneur a pris connaissance dudit projet de résolution et qu'il en recommande l'objet à la Chambre.

L'honorable M. Perrier (Terrebonne) propose que M. l'Orateur quitte maintenant le fauteuil.

Adopté.

En comité:

Présidence de M. Dumaine (Bagot)

L'honorable M. Perrier (Terrebonne) propose: Que l'article 240 de la loi des tribunaux judiciaires (Statuts refondus, 1941, chapitre 15) soit modifié en y ajoutant l'alinéa suivant:

"Si un juge des sessions donne sa démission afin d'accepter une autre charge sous le gouvernement de la province, le lieutenant-gouverneur en conseil peut, par lettres patentes sous le grand sceau, lui accorder une pension égale à celle à laquelle il aurait droit s'il était alors mis à la retraite en vertu de l'un des articles précédents."

M. Duplessis (Trois-Rivières): Cette loi a été passée pour permettre au gouvernement de nommer le juge Desmarais président de la Commission des liqueurs à la place de M. Édouard Tellier qui a démissionné de façon mystérieuse. On veut créer une situation spéciale pour le juge Desmarais. Je m'oppose à ces législations pour favoriser les amis. Je prétends de plus que le juge Desmarais ne devrait pas être président de la Commission des liqueurs. On se rappelle qu'il a été

avocat en chef de la Commission à une époque où elle s'est rendue coupable d'abus criants. Je rappellerai également que M. Desmarais a aussi été organisateur du Parti libéral. Ses activités passées ne le désignent pas pour occuper le poste qu'on veut lui confier. Le gouvernement devrait avoir assez de partisans pour trouver une autre personne qu'un juge.

L'honorable M. Perrier (Terrebonne) admet que la présente loi s'appliquera au juge Desmarais. Ce qui importe, dit-il, c'est de trouver des hommes qualifiés pour occuper une situation importante. Si la loi doit s'appliquer au juge Desmarais, elle ne s'appliquera pas exclusivement à lui.

M. Duplessis (Trois-Rivières): Le gouvernement devrait trouver un autre homme, comme par exemple, M. Phaneuf, un avocat brillant de Montréal.

Il (M. Duplessis) pose ensuite des questions au premier ministre au sujet de la démission de M. Tellier et de son entrée en société avec le sénateur Beaugard qui, dit-il, est intéressé à deux importantes distilleries qui vendent à la Commission des liqueurs.

L'honorable M. Godbout (L'Islet): Il n'y a pas de mal pour deux avocats à s'associer pour exercer leur profession. Quant à la loi elle-même, elle n'occasionne aucune augmentation des dépenses. Le juge Desmarais recevra son salaire comme président de la Commission des liqueurs, moins le montant de sa pension comme juge.

De brillants avocats n'ont pas démérité en montant sur le Banc. Cela leur a permis d'acquérir des connaissances diverses et une qualification spéciale. Le fait d'être hors de la politique et de la partisanerie leur a fait prendre une grande liberté d'esprit. C'est de tout cet actif que fera bénéficier à la province le nouveau président de la Commission des liqueurs.

La loi est une loi générale dans l'intérêt de la province, bien que le juge Desmarais soit cause de sa présentation.

M. Sauvé (Deux-Montagnes): Il n'est pas logique de nommer un juge en charge de la Commission des liqueurs et il (M. Sauvé) s'explique mal qu'on aille chercher M. Desmarais le banc, s'il est aussi compétent que cela. Le banc, dit-il, doit être au moins aussi important que la Commission des liqueurs. On a adopté récemment une loi des pensions qui s'applique à tous les employés du service extérieur, ceux de la Commission des liqueurs comme les autres. Il ne voit pas pourquoi on ferait une exception pour M. Desmarais.

L'honorable M. Perrier (Terrebonne): Le fait de demander à un juge d'occuper un poste important ne veut pas dire que le poste qu'il occupait n'est pas important. En ce qui regarde M. Desmarais, il s'agit d'un homme qui est parfaitement au courant des rouages administratifs de la Commission des liqueurs. M. le juge Desmarais a été longtemps l'avocat de la régie et il a acquis une expérience précieuse, une compétence que peu d'hommes possèdent.

Il (l'honorable M. Perrier) mentionne ensuite des précédents, ceux du juge Carroll, qui est devenu vice-président de la Commission des liqueurs; du juge Laurendeau, qui est devenu avocat en chef de la cité de Montréal; du juge Ferdinand Roy, qui est devenu président de l'Office des salaires raisonnables. Tous ont rendu de grands services à la province.

M. Duplessis (Trois-Rivières) prétend que M. Tellier était organisateur dans Saint-Jean et qu'il y a eu un malentendu entre le premier ministre et M. Tellier à un moment donné.

L'honorable M. Godbout (L'Islet) nie énergiquement. M. Tellier, dit-il, n'était pas organisateur depuis 1939. Les deux positions étaient incompatibles.

M. Duplessis (Trois-Rivières): M. Tellier s'est occupé activement de l'élection de Saint-Jean!

M. Sauvé (Deux-Montagnes): Que M. Desmarais donne tout d'abord sa démission comme juge. Il proteste de nouveau contre la loi qu'il qualifie de "loi spéciale". Le Parlement, dit-il, n'est pas une manufacture de faveurs. Commençons par servir la province avant de servir ses amis. M. Desmarais devrait être sur le même pied que les autres employés du gouvernement.

La résolution est adoptée.

Rapport du comité plénier:

M. l'Orateur au fauteuil

M. le président fait rapport que le comité a adopté une résolution, laquelle est lue.

Il est ordonné que l'étude de ladite résolution soit remise à la prochaine séance.

Motions des députés:

Conscription

M. Dumaine (Bagot) propose, appuyé par le représentant de Roberval (M. Potvin):

Qu'attendu que la province de Québec, par la voix de sa Législature, entend réaffirmer sa ferme détermination de continuer, à l'égal des autres provinces du pays, jusqu'à la victoire finale, l'effort de guerre fait depuis le début des hostilités;

Attendu que la loi de mobilisation et le système de volontariat tel qu'établi depuis le début de la guerre ont tous deux donné des résultats dont l'efficacité a été reconnue encore récemment par les chefs politiques et militaires des divers pays alliés;

Attendu que, particulièrement, le système de volontariat garantit mieux l'étendue et l'efficacité de la production canadienne;

Cette Chambre réitère l'indéfectible volonté de tous ses membres de soutenir le meilleur effort de guerre possible, mais elle exprime le vœu que le gouvernement fédéral s'en tienne à sa politique de volontariat et n'impose pas la conscription pour service outre-mer.

Il (M. Dumaine) présente d'abord ses félicitations au nouvel Orateur, M. Valmore Bienvenue. Je crois exprimer le sentiment général de la Chambre et de la province, dit-il, tel qu'il s'est exprimé au cours du récent plébiscite en présentant une motion contre la conscription pour service outre-mer. Nous sommes prêts à continuer notre effort de guerre, en l'accentuant s'il le faut, mais sans la conscription pour service outre-mer. Voilà pourquoi j'ai proposé cette motion.

Par ses chefs politiques, depuis toujours et depuis quelques mois, la province de Québec et le pays se sont prononcés contre la conscription. En 1939, la population de la province a consenti à la participation parce que ses chefs politiques, à Ottawa, lui garantissaient qu'on n'imposerait jamais la conscription pour service outre-mer et que notre participation resterait volontaire. Nous avons fait notre devoir depuis 1939 et nous sommes prêts à continuer à le faire. Nous avons fourni des hommes en grand nombre, nous fournissons du matériel et nos fermiers, nos ouvriers et nos hommes d'affaires sont prêts à défendre notre pays.

Personne ne songe à restreindre la somme des sacrifices que nous nous sommes imposés pour la défense du pays et de la démocratie occidentale. Nous sommes prêts à continuer cet effort de guerre et

à faire notre devoir encore mieux, si possible. Tous les Canadiens français ont l'amour de leur pays. Cependant, je ne crois pas qu'à l'heure actuelle, il soit nécessaire d'imposer la conscription pour service outre-mer; en l'imposant on mettrait en danger l'unité nationale.

Nous aimons tous le Canada. Nous avons un pays à défendre. Nous voulons tous faire de notre mieux pour sa défense. Nous le défendrons en sauvegardant l'unité nationale et en gardant le système du volontariat pour service outre-mer. La population du Canada n'est pas nombreuse. Malgré tout, nos officiers et nos soldats, nos marins et nos aviateurs se comptent par centaines de mille. Sur les 500,000 enrôlés volontaires, plus de 200,000 hommes se sont engagés pour service n'importe où. Il me semble que notre effort de guerre est magnifique. C'est d'ailleurs ce qu'a admis M. Churchill lui-même à la Chambre des communes.

Les circonstances n'ont pas beaucoup changé depuis une couple de mois. Les Alliés n'ont pas subi de grandes défaites et Churchill vient de dire au monde que nous gagnons du terrain et que nous sommes assurés d'une victoire prochaine. Pourquoi irions-nous changer notre système de recrutement? Il me semble que, depuis deux mois, la situation ne s'est pas modifiée.

La province de Québec est prête à défendre le pays. Avec les lois actuelles, le Canada a fait un effort de guerre qui se compare à celui de n'importe quel pays allié. Pourquoi consentir à une mesure de conscription pour outre-mer quand des pays plus exposés aux coups de l'ennemi que le nôtre n'y ont pas encore consenti?

L'Australie, par un vote de 31 contre 27, vient de rejeter une mesure de conscription pour outre-mer. L'Afrique du Sud, dont les soldats ne sortent pas des frontières continentales, l'Irlande, la Nouvelle-Zélande n'ont pas de loi de conscription. Mais cela ne les empêche pas de faire un gigantesque effort de guerre - effort qui n'est pas meilleur que celui du Canada cependant. Une telle mesure ruinerait notre effort de guerre et détruirait tout ce que nous avons fait de bien, jusqu'ici.

Depuis 1939, King, Lapointe, Cardin, Ian, Mackenzie et d'autres se sont prononcés pour une participation volontaire. Et le colonel Ralston, quelques jours avant le plébiscite, déclarait que le volontariat suffisait à la défense du pays. Avec ce système, on obtenait plus d'hommes qu'on ne pouvait en enrôler. On demandait 7,000 enrôlements par mois. Or, en janvier, février et mars, 42,000 hommes se sont enrôlés volontairement, soit

21,000 de plus que ce que réclamait l'armée. Donc, le volontariat suffit à la défense du Canada.

Sur la question du plébiscite, j'ai pris attitude en me basant sur la parole de nos chefs politiques à Ottawa. Dans son discours à la radio, le 24 avril 1942, M. King disait: "Le plébiscite vise simplement à donner au gouvernement et au Parlement la liberté de s'occuper du problème." Il est clairement démontré que le plébiscite ne porte pas sur la conscription. Un vote positif n'oblige pas le gouvernement à imposer la conscription. Quiconque vous affirme que c'est de la conscription qu'il s'agit vous induit en erreur."

Si l'Angleterre avait commencé l'invasion des pays de l'Axe et si elle avait besoin de beaucoup de soldats pour cette offensive, il serait peut-être temps alors de demander aux Canadiens de lui prêter main-forte. Mais les circonstances actuelles sont différentes et ne se prêtent pas à la conscription. Conséquemment, nous devons nous en tenir au système de volontariat qui a donné d'excellents résultats depuis 1939, et d'autant plus que, si le gouvernement allait imposer une mesure de conscription, il briserait l'unité nationale, et nos alliés seraient les premiers à en souffrir.

La province de Québec va continuer à travailler librement pour la victoire finale. Je crois donc être l'interprète de presque tous mes collègues en réaffirmant que nous sommes contre la conscription pour service outre-mer. J'espère que nous nous prononcerons tous contre la conscription.

M. Lorrain (Papineau): Je suis un peu surpris des affirmations du député de Bagot pour appuyer sa motion. Il y a quelques semaines, la question du plébiscite était soulevée en cette Chambre. Le député de Bagot et ses amis politiques trouvaient alors inconvenant que nous parlions de cette question fédérale à la Législature de Québec. Et voilà qu'aujourd'hui il propose une motion; et ceux qui se taisaient retrouvent l'usage de la parole. Étrange contradiction d'un régime qui s'est spécialisé depuis 25 ans dans les volte-face de toutes sortes inspirées par le souci électoral.

Je tiens à répéter que la loyauté de la province de Québec ne peut être mise en doute. Elle est inscrite dans les pages de notre histoire. Mais sa première loyauté, la province de Québec la consacre au Canada, son pays, comme le lui a conseillé Lord Tweedsmuir, gouverneur général, lorsqu'il disait en 1937: "Le Canada est une nation souveraine et ne peut avec docilité accepter de la Grande-Bretagne, ou des États-Unis, ou de qui ce soit d'autre, l'attitude qu'il lui faut prendre envers le monde. Le premier

devoir de loyalisme d'un Canadien n'est pas envers le Commonwealth britannique des nations, mais envers le Canada et son roi, et ceux qui contestent ceci rendent, à mon avis, un mauvais service au Commonwealth."

En accord avec ce principe, l'Union nationale a pris une attitude logique. Le chef de l'Union nationale ne craignit pas de perdre le pouvoir pour lancer le cri d'alarme et avertir la population des dangers qui s'accumulaient. Il n'a pas alors craint de prendre ses responsabilités. Notre chef doit se sentir fier, aujourd'hui, d'avoir alors exprimé les véritables sentiments de la population de la province de Québec et d'avoir pris ses responsabilités. Il peut constater que la province se rend maintenant compte que l'avertissement qu'il lui donnait en 1939 était sérieux. Malheureusement, toutes ses prédictions se sont réalisées. La population reconnaît aujourd'hui sa prévoyance et son courage.

Demain, l'Union nationale sera appelée de nouveau à présider aux destinées de la province. Le gouvernement actuel, lui, n'a pas craint d'escamoter le pouvoir avec des promesses solennelles contre la conscription, promesses répétées par ce parti pendant 25 ans. En effet, depuis un quart de siècle, le Parti libéral s'est maintenu au pouvoir en exerçant un chantage odieux sur la population. On n'entendait que des déclarations contre la guerre et la conscription. On fustigeait tous les adversaires en parlant des conscriptionnistes de 1917, les désignant comme des "bourreaux dont les mains dégoûtaient du sang de nos enfants". À une élection fédérale, en 1930, le sénateur Dandurand est même allé jusqu'à inventer une menace de conscription au sujet d'une guerre en Égypte.

Depuis 1917, le Parti libéral s'est fait élire sur la promesse solennelle que jamais il n'imposerait la conscription pour service outre-mer. En 1939, pour gagner l'élection, le premier ministre actuel de cette province a même pris un engagement solennel précis. "Je m'engage sur mon honneur, a-t-il déclaré, en pesant chacun de ces mots, à quitter mon parti et même à le combattre si, d'ici la fin des hostilités en Europe, un seul Canadien français est mobilisé contre son gré..." Il (M. Lorrain) donne lecture de déclarations de M. Lapointe.

La province se demande maintenant pourquoi il n'a pas démissionné, car il y en a des milliers de Canadiens qui ont été enrôlés contre leur gré. On leur donne à choisir entre le chômage et la faim d'une part et le service pour outre-mer de l'autre. Mais le premier ministre a prétendu avoir fait serment "par oubli ou distraction". Dernièrement encore, il ne

parlait plus d'oublis ou de distractions, mais de cirage de bottes.

Quoi qu'il en soit, la chose est claire. Le Parti libéral ne veut plus faire honneur à ses engagements. Mais, quand même, encore une fois, le Parti libéral veut faire volte-face pour s'agripper au pouvoir. Mais il est trop tard. Que le premier ministre actuel de Québec aille devant le peuple et il verra ce qu'on pense de sa sincérité politique et de celle de son régime.

Je trouve que la motion présentée vient trop tard. Il y a quelques semaines, on n'avait pas le courage de se prononcer sur la conscription. Et comment peut-on donc être contre la conscription quand on a favorisé tout ce qui mène à la conscription? À peine deux semaines après le vote, on présente à Ottawa une loi de conscription pour outre-mer. Et le gouvernement adopte aujourd'hui la tactique de faire présenter une motion opportuniste pour exprimer faiblement un vœu. La population de la province de Québec ne croira pas à cette conversion plus apparente que réelle. Aujourd'hui, huit provinces du pays disent à Ottawa: Établissez la conscription.

Comment y croirait-elle quand c'est le Parti libéral qui a posé toutes les mesures qui y conduisent? Comment des gens qui ont fait tout leur possible pour faciliter la conscription peuvent soudainement faire demi-tour et vraiment nous convaincre qu'ils sont vraiment contre cette même conscription aujourd'hui?

Comment croirait-elle à la sincérité du régime au pouvoir à Québec qui a refusé, encore la semaine dernière, de discuter de la conscription quand l'honorable chef de l'opposition, en apprenant la mesure annoncée à Ottawa, a proposé de discuter cette question d'urgence? Le gouvernement n'avait pas le temps, alors, d'étudier ce sujet. Et on disait que le plébiscite n'avait rien à faire avec la conscription. Et il a fallu que le chef de l'Union nationale revienne aujourd'hui à la charge pour que cette motion soit discutée.

Cette motion du député de Bagot s'inspire de l'opportunisme et s'avère geste lâche et lamentable pour essayer désespérément de cacher, sans succès, un effort de dernière minute pour sauver un parti politique en déclin. Il (M. Lorrain) critique la rédaction de la motion.

On parle de volontariat. Mais avons-nous un système de volontariat actuellement? Ce que nous avons en réalité, c'est un volontariat obligatoire. Je le répète, on pratique le chantage pour forcer, par la faim et le manque de travail, les jeunes gens à s'enrôler.

La motion contre la conscription, qui revêt un caractère presque officiel, puisqu'elle est présentée par l'Orateur suppléant, est contradictoire. Le premier "attendu" parle de la détermination de la province de Québec de continuer, "à l'égal des autres provinces du pays" l'effort de guerre actuel. Étant donné que les autres provinces veulent la conscription, cette rédaction signifie que la province de Québec est disposée à accepter cette mesure; ce qui est faux. Et ceci fait penser au préambule du bill 33 récemment voté en cette Chambre, préambule qui disait que la province de Québec était en faveur d'un "effort de guerre maximum", donc d'un effort jusqu'au dernier homme et jusqu'au dernier sou.

Le second "attendu" de la motion du député de Bagot dit que le système du volontariat "tel qu'établi" a donné des résultats satisfaisants. Il (M. Lorrain) estime que c'est plutôt du volontariat obligatoire et qu'il a été dénoncé vertement par plusieurs chefs politiques à Ottawa. C'est bien du volontariat obligatoire quand on refuse de donner des positions aux jeunes gens lorsqu'ils n'ont pas leur décharge militaire, lorsqu'on emploie la coercition pour amener les conscrits à signer pour l'armée active. Et c'est ce qui a été déclaré à la Chambre des communes.

Mais les conclusions de la motion apportent une contradiction, bien dans le genre de celles qui sont fréquentes au premier ministre. Les conclusions disent que la Chambre réitère son indéfectible volonté de maintenir le volontariat. Cela est quelque chose de suave. C'est peut-être libéralement habile, mais ce n'est pas vrai, car on n'a jamais voulu que la Chambre se prononce. Avec ses "attendus", la motion ne traduit pas les sentiments de la province de Québec. C'est pourquoi j'ai l'honneur de proposer, appuyé par le député de Mégantic (M. Labbé), l'amendement suivant:

Que la motion en discussion soit amendée en retranchant tous les mots qui suivent le mot: "Attendu", dans le premier paragraphe de cette motion, et en les remplaçant par les suivants:

"Que les membres de l'Assemblée législative sont les serviteurs du peuple, et qu'ils doivent faire écho à ses légitimes revendications clairement exprimées lors du plébiscite tenu le 27 avril 1942:

"L'Assemblée législative de la province de Québec se déclare énergiquement opposée à la conscription pour service outre-mer et affirme que c'est l'impérieux devoir de l'Assemblée législative et du gouvernement de la province d'adopter immédiatement toutes les mesures nécessaires pour faire respecter les droits et l'opinion de la province à

ce sujet et les engagements formels qui ont été contractés envers la province relativement à la conscription."

M. Chaloult (Lotbinière): Victor Hugo dans son poème génial *L'Expiation*, alors qu'il nous représente par étapes la défaite de Napoléon Bonaparte: Moscou, Waterloo et finalement Sainte-Hélène, fait dire à Bonaparte à chaque fois: "Cette fois est-ce la conscription..." Seigneur! M. l'Orateur, ce vers s'applique tellement à la situation, qu'au lieu de dire "châtiment" le mot "conscription" m'est monté aux lèvres.

Car, on n'a cessé de nous dire, aux différentes étapes, depuis le début de la guerre, que ce n'était pas la conscription. Dès septembre 1939, nous disions à la population que la participation à la guerre nous entraînerait fatalement à la conscription, car on ne peut s'engager par avance, à moitié, dans une guerre. Mais on nous répondait que nous tenions des propos dangereux, que nous allions semer la division.

En 1940, lorsqu'on a imposé la loi de mobilisation, nous avons dit ici en Chambre que c'était une nouvelle étape vers la conscription. Et on nous a encore répondu que nous n'aurions pas la conscription, que nous tenions des propos dangereux, qu'il fallait avoir confiance dans le gouvernement King, etc. Or aujourd'hui, on se sert de cette même loi pour imposer la conscription!

Puis est venu le plébiscite. Là encore nous sommes allés au peuple et nous avons dit que c'était un nouvel acheminement vers la conscription, que c'était la dernière étape. Mais de nos ministres, des politiciens nous ont répondu: Ce n'est pas la conscription; prenez notre parole: nous n'aurons pas la conscription. Cependant nous avertissions la population que, si le pays répondait "oui", nous aurions la conscription. D'ailleurs le peuple canadien, citoyens de langue anglaise comme citoyens de langue française, ne se laissa pas prendre à cette argumentation subtile.

Si je rappelle ces faits, ce n'est pas par vanité puérile de dire que nous "l'avions bien dit", mais simplement pour démontrer que, si on pose les prémisses, il faut en accepter les conséquences. Aussi, lorsque le plébiscite a été posé, le peuple de la province de Québec ne s'y est pas trompé, malgré la radio, les journaux, etc.

Tout le peuple canadien, de langue anglaise comme de langue française, a bien compris qu'il s'agissait de la conscription. Voilà pourquoi la population de langue anglaise a voté "oui": c'est

qu'elle le savait qu'il s'agissait de la conscription. Tout le peuple canadien-français a dit que répondre "oui" c'était approuver la conscription, et il a répondu "non" en immense majorité. La population de langue française des autres provinces a voté "non" pour les mêmes raisons. Pendant que les huit autres provinces votaient "oui" en immense majorité, la population canadienne-française de cette province et des autres parties du pays votait "non" dans une proportion de 95 %; elle votait contre la conscription! Le peuple, une fois de plus, avait été plus clairvoyant que ses chefs.

Si les conséquences globales de ce plébiscite peuvent être déplorables à un point de vue, il se demande si le plébiscite n'a pas eu par contre, au point de vue canadien-français, des conséquences heureuses, en réunissant tous les Canadiens français, non seulement dans notre province, mais aussi chez les Acadiens, et chez les autres groupes de l'Ontario et de la Saskatchewan; pour un instant, les Canadiens français ont oublié l'esprit de parti pour donner un vote solidaire de race, qui les honore, dans le plus haut intérêt du Canada.

Ils ont compris que le meilleur moyen pour eux de se faire respecter, c'est d'affirmer leur volonté et de rester unis. C'est l'un des résultats du plébiscite dont je suis le plus heureux. De ce côté, il aura été un bienfait. Il ne faut pas oublier que le meilleur moyen de se faire respecter, pour les Canadiens français, c'est avant tout de rester unis. Et on n'en saurait indiquer de preuve plus intéressante que le fait que les commentaires de la presse sur la population française de Québec ont été plutôt sympathiques de façon surprenante.

Il avoue qu'il envisage la question de conscription avec une certaine sérénité d'esprit. Car contrairement à certaines gens qui pensaient en toute candeur que la conscription ne pouvait être imposée par un gouvernement libéral, il estime qu'elle est la conclusion de notre participation à la guerre. Cela d'ailleurs ne doit pas nous surprendre. L'attitude de la population canadienne-française n'en est pas pour cela illogique; loin de là. Comme je l'ai déjà dit: le peuple canadien-français est aussi anticonscriptionniste qu'il est catholique. Il est contre la conscription comme il parle français. Parce que cela lui est naturel. Et c'est là un état d'esprit créé et développé par le Parti libéral dans un intérêt électoral.

C'est que, pendant un quart de siècle, on a formé le peuple à l'idée que la conscription était une chose monstrueuse, effroyable, et on lui a répété la chose si souvent, si longtemps, que l'opposition à la conscription est devenue une seconde nature chez nous. C'est ce qui explique que le reste du pays

puisse envisager la conscription sous un angle tout à fait différent du nôtre. Cette mentalité a été créée chez nous et développée par le Parti libéral, peut-être, avouons-le, à un point de vue électoral. Lorsqu'on déclare la guerre, il faut en accepter tout ce qu'il s'ensuit. Quand on prétend, à plus forte raison, que c'est la civilisation qui en est cause, il faut aller jusqu'au bout.

La conscription est la conséquence logique de notre participation à la guerre. Car lorsqu'on entre dans la guerre, il faut en accepter les conséquences. Si, comme certaine propagande l'affirme, nous nous battons pour sauver la chrétienté, la civilisation, la liberté religieuse, etc., alors il ne peut y avoir de demi-mesure. Il est logique que l'on soit pour la conscription de tout. Si j'avais été favorable à la déclaration de guerre, je serais favorable à la conscription. Mais tel n'est pas le cas. C'est mon opinion, et je n'hésite pas à ajouter que l'on peut avec une parfaite bonne foi partager l'opinion de ceux qui ont été pour la participation à la guerre à la condition qu'il n'y ait pas de conscription.

La conscription est le résultat de la participation à la guerre. Il me semble que lorsque vous entrez en guerre, vous devez assumer toutes les conséquences. Je justifie mon opposition à la conscription par mon opposition à la déclaration de guerre. Je ne suis pas surpris qu'on parle de la conscription, parce que je savais que plus nous avancerions, plus rapidement elle viendrait.

Après la tenue du plébiscite et le vote qui s'en est suivi, M. King a déclaré qu'il était délié de ses engagements contre la conscription. C'est le contraire qui est vrai. Non seulement M. King n'est pas délié de ses engagements, mais il y est lié plus que jamais. En 1939, un pacte a été passé entre les deux éléments qui composent le Canada, l'élément conscriptionniste et l'élément anticonscriptionniste. Les représentants de la province de Québec, au Parlement, parlant officiellement, au nom de la province de Québec, ont déclaré que les engagements contractés envers la province de Québec étaient un contrat entre les deux races de la nation canadienne et c'était en vertu de ce pacte entre les Canadiens français et les Canadiens anglais, que M. Lapointe déclarait que "jamais", "jamais", "jamais", la conscription ne serait imposée pour service militaire obligatoire outre-mer.

MM. Cardin et King ont aussi dit aux Canadiens français qu'ils n'allaient pas imposer la conscription.

Comme l'obligation a été contractée envers nous, seule la population de Québec pouvait délier

M. King de ses engagements. Ce n'est pas la partie qui a consenti un engagement envers une autre qui a droit de se délier de ses propres obligations, mais bien l'autre partie. Le gouvernement King n'est pas davantage délié de ses engagements. Car seuls les anticonscriptionnistes pouvaient délier M. King. Or les Canadiens français, qui étaient les anticonscriptionnistes, ne l'ont pas fait, mais ils ont voté pour que M. King reste lié. Les Canadiens français, dans une proportion de 95 %, ont voté contre la conscription. M. King est donc lié plus que jamais par les engagements qu'il a pris en cette circonstance. Je ne vois pas comment il peut se sentir délié, aujourd'hui. Si on relit les textes des chefs politiques, on se rend compte que l'engagement a été pris envers Québec et les éléments français du Canada.

Il dit qu'il a toujours eu beaucoup de respect et d'estime pour M. King, et il en a encore, mais il ne peut comprendre l'attitude présente du premier ministre fédéral. Mais à ce sujet, dit-il, je veux citer un article du *Soleil*, article qui est assez direct, pour un journal comme *Le Soleil*, et qu'on s'attendrait à trouver dans *L'Action catholique* ou dans *Le Devoir*. En voici quelques lignes: "En dépit des engagements pris directement envers la province de Québec, l'héritier politique de Wilfrid Laurier expose la jeunesse canadienne-française à une servitude impériale qui lui a toujours répugné. Pour justifier ce manquement à la foi jurée, le premier ministre déclare qu'il est tenu d'obtempérer démocratiquement à la volonté exprimée dans un récent plébiscite par la majorité de ses administrés. M. King oublie qu'il aurait pu se démettre plutôt que d'obéir à un électorat insuffisamment informé et sans responsabilité morale."

M. King, loin d'être délié, est lié davantage par le vote donné au plébiscite. Il nous dit en réponse que le vote majoritaire doit être prépondérant. C'est une théorie qui va loin, car le vote majoritaire, ça peut conduire loin. Prétendre par exemple que 51 % d'un groupe ont toujours droit d'obliger 49 % du groupe de faire toutes ses volontés, c'est affirmer un principe qui peut nous conduire loin et à d'étranges abus parfois. Et cela est encore plus vrai dans une Confédération comme la nôtre, qui a été un pacte, un véritable contrat entre deux peuples de ce pays, pacte conclu à la demande des Canadiens français par Sir George-Étienne Cartier, car les Canadiens français seuls étaient pour le principe confédératif, les autres étant pour l'union législative comme George Brown et Sir J. A. Macdonald.

Si nous avons eu une confédération au lieu d'une union législative, c'est à cause des Canadiens

français. Pour cette raison, Ottawa n'est pas mandataire des provinces et conséquemment ne peut pas imposer sa volonté à une des nationalités canadiennes. Si le principe de ce pacte confédératif doit se continuer, on ne peut alors imposer à l'une des parties contractantes la volonté arbitraire de l'autre partie. La majorité canadienne-anglaise ne peut imposer à la minorité canadienne-française ses volontés du seul fait qu'elle est simplement la majorité, lorsqu'en ce faisant elle viole des engagements nets et catégoriques pris par les deux parties en cause.

Si l'on veut forcer arbitrairement et injustement la minorité à se soumettre à la volonté arbitraire de la majorité, malgré le droit et les engagements solennels, on peut prévoir des résultats malheureux pour l'unité et le bien du pays. Je prétends donc que nous devons commencer par respecter ces droits chez nous. Et ce n'est pas le pouvoir central qui pourra nous priver de ces droits.

Que l'on se reporte plutôt à nos fins de guerre telles qu'édictees à l'article 3 de la charte de l'Atlantique dans la rencontre célèbre de MM. Churchill et Roosevelt, alors qu'on s'engageait à assurer le respect des minorités, le respect des petits peuples. Nous sommes un peuple, nous Canadiens français, et nous avons des droits précis. Si je ne me trompe, nous nous battons en Asie, en Europe, sur les océans, pour défendre la liberté, les minorités, les petits peuples; c'est très bien, mais ces minorités, et cette liberté, qu'on commence par les respecter chez nous. Jamais le peuple canadien-français ne consentira à se laisser mener simplement parce que l'autre groupe prétend qu'il est la majorité, et à abandonner droits et privilèges, parce que la majorité le veut ainsi. Si Ottawa veut nous imposer la conscription, qu'on ne vienne pas nous dire, après cela, que nous nous battons pour les droits des minorités. Nous ne goberons pas cela. Les Canadiens français en ont gobé beaucoup depuis longtemps, mais qu'on se défie d'aller trop loin.

On invoque l'argument du loyalisme, etc., pour justifier la conscription. Mais l'Australie, l'Afrique du Sud, ont refusé la conscription pour service militaire outre-mer; mais l'Irlande du Nord n'a pas la conscription. Et l'exemple le plus révélateur nous vient précisément de l'Irlande du Nord. Alors que son premier ministre, M. Andrews, déclarait dans un article du *Times* de Londres, en janvier, que d'après lui la conscription était le seul mode équitable et qu'il sommait M. Churchill de l'imposer à l'Irlande du Nord, M. Churchill s'y est opposé, à cause de l'Irlande du Sud, afin d'éviter la

division, estimant servir ainsi la grande cause de l'unité. Le *Times*, qui a rapporté ces faits, dit que le gouvernement anglais a fait savoir à M. Andrews qu'après étude approfondie de la situation, il avait décidé de ne pas imposer la conscription, car c'eût été provoquer un conflit dangereux. Et M. Churchill en cela parlait excellemment.

M. King a été habile dans ses procédés pour maintenir l'unité nationale, jusqu'au plébiscite exclusivement. Il eût beaucoup mieux fait d'imiter le sage exemple de M. Churchill. Et ce qui est bon pour l'Ulster doit être au moins bon pour Québec, en cette matière. Québec sera respecté si Québec sait faire entendre sa voix et si Ottawa n'impose pas la conscription, et j'espère qu'Ottawa y pensera à deux fois avant de l'imposer.

Nous ne sommes pas isolés. C'est un groupe de fanatiques de Toronto ou d'ailleurs qui ont toujours essayé d'isoler le Québec du reste du Canada. Je souhaite que les autorités parlent fermement pour éviter la conscription et les dangers de la guerre civile. Laissons la province montrer sa détermination et nous allons éviter la conscription et la menace d'une guerre civile qui pourrait éclater, si la conscription était imposée malgré notre volonté.

En 1917, la même question que celle d'aujourd'hui s'est posée. Sir Lomer Gouin était alors premier ministre et a dénoncé énergiquement la conscription. M. Joseph-Napoléon Francoeur avait alors proposé une motion tendant à la rupture de la Confédération, car on y disait que la Législature de Québec serait disposée à accepter la rupture du lien confédératif si les autres provinces le voulaient ainsi. Et Sir Lomer disait qu'il n'y avait pas un homme assez fort pour imposer la conscription, et que ce n'était pas Québec qui s'isolait, mais les autres provinces qui l'isolaient. Il est vrai que c'était un gouvernement conservateur à Ottawa qui imposait la conscription, et que pour nombre de croyants, c'est toujours plus mal que par un gouvernement libéral. Mais enfin, Sir Lomer n'avait pas peur des préjugés, ni de la désunion, etc.

En fait en 1917, Québec a été isolé, en a-t-il été plus mal?

L'honorable M. Drouin (Québec-Est): Non.

M. Chaloult (Lotbinière): Car si on veut absolument isoler Québec, Québec peut sortir de la Confédération si on nous y force. Québec ne manque pas de ressources, il a une population travailleuse, nous pourrions nous tirer d'affaire. Et puis quand Québec se tient debout, on respecte sa voix. Si

jamais on suscite pareil mouvement, ce n'est pas la province de Québec qui se sera séparée de la Confédération, mais le reste du pays qui se sera séparé de la province de Québec. Nous n'avons pas besoin d'avoir peur d'être isolés, parce que la plupart des Canadiens pensent comme nous, les Canadiens français.

Le Québec a beaucoup d'amis dans toutes les régions du Canada, qui approuvent son attitude en regard de la conscription. Ceux qui ont demandé l'unité nationale ne demanderaient jamais l'isolation d'une partie du pays où tout un peuple de 3,000,000 de personnes y vit et y travaille paisiblement et où une grande partie des ressources du pays y sont développées. Si Québec sait se faire entendre et élever la voix suffisamment haut, Ottawa n'imposera pas la conscription. Qu'on ne craigne pas seulement les événements de 1917, mais aussi la mémoire des Canadiens français. Car enfin, le peuple canadien-français ne dormira pas toujours; et si on ne veut pas de la province de Québec dans la Confédération, qu'on le dise et le peuple canadien-français acceptera. Mais ce ne sera pas lui qui aura provoqué la rupture.

Je souhaite en terminant que le gouvernement fédéral réfléchisse à deux fois avant d'imposer la conscription, que les représentants canadiens-français à Ottawa ne se diviseront pas, que nos compatriotes anglais qui estiment les Canadiens français, et c'est la grande majorité, sauront reconnaître la justice qui est due aux Canadiens français. Si nos députés se tiennent à Ottawa, le gouvernement ne voudra pas en venir là. Les Canadiens de langue anglaise pensent, en majorité, comme nous. Seuls les fanatiques nous font la guerre.

Le vote que nos compatriotes anglais ont donné sur le plébiscite dans les autres provinces n'était pas éclairé, puisqu'ils n'ont pu entendre qu'un côté, puisque la radio était fermée aux tenants de la négative et qu'ils n'avaient pas certaine presse indépendante qui, dans la province de Québec, a pu exposer ses vues. Mais la campagne conscriptionniste est le fait d'un groupe de gens influents, qui contrôlent la finance et la presse. Car ce n'est pas le peuple canadien-anglais qui s'est prononcé contre Québec. Il exprime le vœu que les autorités fédérales et provinciales aient une attitude ferme.

M. Francoeur (Montréal-Mercier): Le député me permettra-t-il une question?

M. Chaloult (Lotbinière): Certainement.

M. Francoeur (Montréal-Mercier): L'honorable député votera-t-il pour l'amendement?

M. Chaloult (Lotbinière): Il n'a pas saisi, dit-il, exactement la portée de l'amendement de l'opposition; il lui paraît de la même nature que la motion principale, bien qu'il puisse être plus catégorique, et il votera pour la motion du gouvernement.

M. Plamondon (Portneuf) et M. Sauvé (Deux-Montagnes) se lèvent ensemble.

M. Plamondon (Portneuf): M. l'Orateur, je demande l'ajournement.

Des voix: Vote!

M. Sauvé (Deux-Montagnes): Tous et chacun des membres de cette Chambre ont probablement réalisé la situation délicate dans laquelle me place ce débat. Ce n'est pas la première fois que mes fonctions dans l'armée active me causent certains embarras. Elles en ont aussi causé à mes électeurs des Deux-Montagnes. Je suis officier dans l'armée active et représentant d'un comté qui a exprimé clairement son attitude. Récemment, j'ai rencontré une délégation représentant toutes les paroisses du comté et je leur ai bien expliqué toute ma situation. On m'a dit qu'on se rendait compte de la situation dans laquelle j'étais placé, mais on a insisté pour que je continue à représenter le comté de Deux-Montagnes à l'Assemblée législative. Ces mêmes électeurs se sont prononcés dans le même sens que la motion.

L'honorable M. Perrier (Terrebonne): Je soulève un point d'ordre. Une motion d'ajournement a été présentée par le député de Portneuf. Elle doit être préalablement discutée, si quelqu'un s'y oppose. L'honorable député n'a pas le droit de prononcer un discours sur la motion principale.

M. Duplessis (Trois-Rivières): On n'a pas le droit de discuter une motion d'ajournement? Le député de Deux-Montagnes allait justement dire pourquoi il s'opposait à cette motion.

L'honorable M. Godbout (L'Islet): L'honorable député a le droit de s'opposer à la motion d'ajournement, mais il ne peut prononcer un discours. Je l'écoute depuis plusieurs minutes et je ne trouve encore rien dans ses paroles qui justifie son

opposition à la motion d'ajournement. Je croyais d'ailleurs qu'il était pour le faire.

M. Sauvé (Deux-Montagnes): Au fait, j'avais cru qu'on ne tenait pas compte de la motion du député de Portneuf. La désinvolture avec laquelle on a traité la motion du député de Portneuf m'a fait croire que sa motion n'était pas considérée. Ce n'est pas sur une motion d'ajournement que j'entends faire mes remarques.

M. Duplessis (Trois-Rivières) fait alors remarquer que la question est tellement urgente qu'on pourrait bien continuer à siéger. Je ne voudrais pas, dit-il, qu'on donne l'impression qu'on veut se retrancher derrière une motion d'ajournement.

M. Plamondon (Portneuf): En proposant l'ajournement, je n'ai pas eu l'intention de retarder le débat. J'avais des remarques à faire et j'aurais aimé obtenir au préalable certaines précisions. Mais si l'on veut que je reprenne le débat...

Une voix: Pas du tout. Nous allons ajourner.

M. Plamondon (Portneuf) propose, appuyé par le représentant de Nicolet (M. Biron), que le débat soit maintenant ajourné.

Adopté. Le débat est ajourné.

Ajournement

M. l'Orateur prononce l'ajournement.

La séance est levée à 11 h 30.

NOTES

1. *La Presse* du 13 mai 1942, à la page 19, écrit: "L'honorable juge Bissonnette avait démissionné comme Orateur quelques minutes avant la séance, après avoir été officiellement prévenu par le premier ministre qu'il avait été nommé juge de la Cour d'appel."

2. Quinze minutes, selon *La Presse* du 13 mai 1942, à la page 19.

3. Six cent milles, selon *Le Soleil* du 13 mai 1942, à la page 8.

4. "Rétrograde", selon *La Presse* du 13 mai 1942, à la page 19.

5. Seize pour cent, selon *La Presse* du 13 mai 1942, à la page 19.

6. Les journaux ne nous donnent pas d'indications précises à savoir à quels articles ou à quels paragraphes ou alinéas d'articles du projet de loi sont rattachées les discussions des députés en comité.

Séance du mercredi 13 mai 1942

Présidence de l'honorable V. Bienvenue

La séance est ouverte à 3 heures.

Prière.

M. l'Orateur: À l'ordre, Messieurs! Que les portes soient ouvertes!

Rapports des comités permanents:

L'honorable M. Côté (Bonaventure): J'ai l'honneur de présenter à la Chambre le neuvième rapport du comité permanent des bills publics en général.

Votre comité fait rapport qu'il a choisi l'honorable M. Côté, pour son président.

Messages du Conseil législatif:

M. l'Orateur communique à la Chambre que le greffier du Conseil législatif a apporté le message suivant:

Le Conseil législatif informe l'Assemblée législative qu'il a voté, sans amendement, les bills suivants:

- bill 30 modifiant la loi des terres de colonisation;
- bill 111 constituant en corporation Jewish Hospital of Hope;
- bill 113 ratifiant la charte de la ville de Malartic pour annexer certain territoire des cantons de Dubuisson et Fournière, comté d'Abitibi;
- bill 138 modifiant la charte de la Société des comptables agréés de la province de Québec;
- bill 142 constituant en corporation la ville de Belletre;
- bill 144 modifiant la charte de la ville de Saint-Joseph d'Alma;
- bill 146 modifiant la charte de la cité de Chicoutimi;
- bill 178 modifiant la loi des constituts ou du régime de tenure dans certains districts électoraux.

Pie XII, 25^e anniversaire de papauté

M. Duplessis (Trois-Rivières): On célèbre aujourd'hui le 25^e anniversaire de la consécration de Sa Sainteté le pape Pie XII comme archevêque, et c'est le devoir de la seule Assemblée législative catholique

de l'Amérique de présenter au Saint-Père des hommages respectueux, son affection, sa filiale soumission et de lui témoigner notre fidèle attachement pour être sûr que le message sera livré à temps. Dans le conflit mondial, la voix du pape se fait entendre de par le monde comme un rayon de soleil. Je demande donc au premier ministre de proposer une motion de souhaits à Sa Sainteté et de soumission.

L'honorable M. Godbout (L'Islet): Bien que je comprenne le principe de la suggestion, je ne crois pas qu'il soit encore nécessaire pour l'Assemblée d'agir en raison du fait qu'au nom de cette Législature le lieutenant-gouverneur a déjà fait parvenir à Sa Sainteté les meilleurs vœux du Canada français et l'hommage de son profond respect et de sa filiale affection. Nous étions sûrs de représenter les sentiments de tous les citoyens. C'est une joie et une source de réconfort pour le monde que de voir les forces spirituelles de la chrétienté échapper au conflit terrible des puissances matérielles. Dans un monde en guerre, Pie XII représente la paix. Et je pense que plus le monde pensera aux valeurs spirituelles, moins il y aura de ces conflits épuisants. Nous sommes fort reconnaissants à Sa Sainteté de l'œuvre qu'elle accomplit dans le monde.

Voici le texte du message, qu'à l'occasion du 25^e anniversaire de la consécration épiscopale de Sa Sainteté Pie XII, Sir Eugène Fiset, lieutenant-gouverneur de la province, a fait parvenir au Saint-Père par l'entremise de la délégation apostolique:

Québec, 7 mai 1942

Son Excellence
Monseigneur Antoniutti,
délégué apostolique au Canada,
Ottawa

Au nom de mon gouvernement, des Chambres d'Assemblée et du peuple de la province de Québec, je prie Votre Excellence de daigner transmettre à Sa Sainteté le pape Pie XII, à l'occasion de son jubilé d'argent épiscopal, l'hommage de notre piété filiale, de notre profonde admiration, de nos félicitations et de nos vœux ardents et très respectueux.

Eugène Fiset,
lieutenant-gouverneur
de la province de Québec

Le délégué apostolique, Mgr Antoniutti, a fait parvenir au lieutenant-gouverneur le message suivant:

Ottawa, 7 mai 1942

Son Excellence
Eugène Fiset,
lieutenant-gouverneur de la province

Remerciant vivement Votre Excellence pour aimable message à Sa Sainteté, je désire l'assurer qu'il sera transmis à sa haute destination.

Délégué apostolique

Projets de loi:

Exemption de taxes de Rock Island

M. Frégeau (Stanstead) propose que le bill 148 autorisant le village de Rock Island, les commissaires d'écoles de Rock Island et les commissaires d'écoles de Notre-Dame-de-la-Merci, à exempter de taxes une certaine propriété ayant été retiré, les droits ordinaires que les promoteurs de ce bill ont payés leur soient remboursés, après déduction de tous frais d'impression et de traduction.

M. Duplessis (Trois-Rivières): Nous devrions discuter la motion Dumaine au sujet de la conscription pour service outre-mer, qui est une motion d'urgence.

Cette motion est plus importante qu'une motion pour faire rembourser les droits sur un bill d'exemption de taxes. Le gouvernement devrait prendre position courageusement. Ces délais pourront être considérés comme une faiblesse ou un acquiescement.

Sur la conscription, il est du devoir de la Législature de prendre position immédiatement. Il ne faut pas retarder davantage à ce sujet. La législature de Québec doit se dresser avec courage contre ceux qui violent leurs promesses de 25 ans.

L'honorable M. Godbout (L'Islet): Le mercredi, c'est la journée des députés et très normalement j'ai appelé la motion d'un député. Ensuite, l'urgence dont parle le chef de l'opposition est très discutable.

J'ai l'intention de demander à la Chambre d'étudier aujourd'hui une mesure qui intéresse

particulièrement un député que nous n'aurons pas avec nous la semaine prochaine (M. Sauvé), pour les raisons que tout le monde sait, et ensuite d'appeler la troisième lecture du bill de Montréal qui doit être envoyé pour étude au Conseil législatif lundi après-midi.

En ce qui concerne la motion contre la conscription pour service outre-mer, plusieurs membres de la Chambre ont eu l'occasion de parler sur la motion, et je crois que l'opinion de la province de Québec est bien connue à Ottawa.

De plus, je suis informé que le débat sur la proposition du premier ministre du Canada, d'après sa déclaration, ne sera pas terminé avant probablement trois ou quatre semaines à la Chambre des communes¹.

De plus, la seule question qui est à l'étude à Ottawa, en ce moment, n'est pas celle de la conscription proprement dite, mais celle de savoir si le gouvernement va avoir la liberté de l'imposer. Nous aurons donc tout le temps qu'il faut pour discuter la motion de l'honorable député de Bagot, et je veux assurer la Chambre que cette motion sera discutée aussi longuement qu'on le voudra la semaine prochaine; les députés provinciaux auront tout le temps voulu pour se faire entendre.

Pour le présent, il importe de discuter quelques projets de loi qui doivent être considérés sans retard.

M. Lorrain (Papineau): La motion Duhaime devrait être appelée aujourd'hui. L'opposition est prête à la discuter. Il est plus important de parler sur la motion Duhaime que sur la motion Frégeau, qui ne consiste qu'à permettre la remise des frais pour un bill retiré.

M. Duplessis (Trois-Rivières): D'ailleurs, c'est aujourd'hui le jour des motions des députés. On veut faire passer une motion de \$300 au lieu d'une motion qui est de nature à empêcher que nos gens aillent verser leur sang.

M. Lorrain (Papineau): Le premier ministre dit qu'il ne s'agit pas de conscription...

M. l'Orateur: La motion Frégeau a été appelée dans l'ordre.

M. Duplessis (Trois-Rivières): On fait passer l'intérêt privé avant l'intérêt public!

La motion est adoptée.

Travaux de la Chambre:**Horaire
des séances**

L'honorable M. Godbout (L'Islet) propose: Que la Chambre tienne, à l'avenir, trois séances tous les jours, sauf le dimanche; la première, de onze heures du matin à une heure de l'après-midi; la seconde, de trois à six heures de l'après-midi; la troisième, de huit heures et demie du soir jusqu'à ce que la chambre décide de s'ajourner; et qu'à chaque séance, l'ordre des affaires soit réglé suivant les dispositions du Règlement qui ont trait aux séances du mardi.

M. Duplessis (Trois-Rivières): Je soulève un point d'ordre. C'est le jour des députés et la motion de l'honorable premier ministre devrait venir après celle de l'honorable député de Bagot. La séance du mercredi doit être réservée aux motions des députés.

M. l'Orateur: Les règlements, en vertu de l'article 115, disent que les mercredi et vendredi sont les jours pour les motions du gouvernement. Je suis obligé de rejeter le point d'ordre.

M. Duplessis (Trois-Rivières): Parlant sur la motion, je dirai que le gouvernement ne devrait pas nous demander de tenir trois séances par jour. Cette façon de procéder ne fait pas honneur au gouvernement. J'ai passé trois mois à l'hôpital et on n'a pas le droit d'abuser des forces physiques des députés. Le gouvernement a eu tout le temps voulu pour étudier ses lois; nous ne sommes pas dans le même cas, de ce côté-ci de la Chambre. Le premier ministre, dans les journaux, avait déclaré que la législation du gouvernement était prête. Mais l'ordre du jour est encore rempli. Je comprends que le gouvernement veut ainsi étouffer la liberté de parole. C'est mal comprendre la liberté de parole de cette Chambre. On ne respecte pas nos droits.

Le gouvernement a peur de l'opposition. Les députés ne sont pas des machines. Ils ne peuvent siéger jour et nuit. Pas un être humain ne peut suffire à la tâche. On nous demande de nous battre pour les droits du peuple et on méprise ceux de ses représentants. Cette motion donne au gouvernement des pouvoirs discrétionnaires et touche aux prérogatives des représentants du peuple. Personne ne me fera croire que trois séances par jour vont faciliter les bonnes législations.

Il (M. Duplessis) accuse le gouvernement de vouloir profiter de sa supériorité numérique et des circonstances pour passer à la vapeur les lois qu'il a

présentées en retard. Tout en voulant aider à accélérer le travail de l'assemblée législative, l'opposition est consciente de la contrainte qu'on impose à ses membres, au nombre de 14 sur 89. On dirait, dit-il, que le gouvernement a quelque chose à cacher. Mais prochainement la province sera délivrée.

L'honorable M. Godbout (L'Islet): Le chef de l'opposition n'est pas à date. La province est délivrée depuis deux ans et demi. L'honorable chef de l'opposition a tort de vouloir laisser croire que le gouvernement veut abuser de son état physique, résultat de sa récente maladie. Il devrait convenir que jamais nous n'avons fait violence à l'opposition. Aucune loi n'a été appelée sans que nous ayons consulté auparavant le leader de la gauche. Cette motion n'a rien d'extraordinaire. La motion ne prive personne de la liberté de parole. Il est amusant de voir le chef de l'opposition dire qu'elle affecte la liberté de parole.

Mon ami n'en a jamais été privé lui-même, car il parle deux fois plus souvent que tout le reste de la Chambre. Pour ma part, du moment que le travail se fait, j'aime autant écouter que parler. Quant à la motion de l'honorable député de Bagot, elle sera discutée la semaine prochaine, je le répète. Je prendrai les moyens voulus pour que les députés aient le temps de discuter de la motion Dumaine avant qu'Ottawa ne dispose de cette question.

Pour le moment, il y a des mesures qui doivent être passées aujourd'hui et je demanderais à la Chambre de procéder avec la motion. La motion n'a d'autre but que de faciliter l'expédition des affaires. Il n'est pas question de batailles. Nous ne ferons jamais siéger les députés de l'opposition s'ils ne le veulent pas.

M. Duplessis (Trois-Rivières): Ceci n'est pas conforme.

L'honorable M. Godbout (L'Islet): Si nous n'avons pas siégé le soir après 11 heures, depuis le retour en Chambre du chef de l'opposition, c'est à cause de son état de santé.

M. Lorrain (Papineau): Nous comprenons le but de la motion du premier ministre, laquelle est à l'effet de nous faire siéger jour et nuit. Le gouvernement veut créer l'impression fausse que ça marche rondement alors que tout traîne en longueur. Si l'on parle longuement, c'est parce que le gouvernement est dur d'oreille. Il nous faut répéter pour le faire comprendre. L'an dernier, l'honorable premier ministre nous a fait siéger toute la nuit. À 1 h 30 cependant, le premier ministre partait pour

aller faire son petit dodo, imitant l'empereur Néron jouant de la harpe...

L'honorable M. Perrier (Terrebonne): Je soulève un point d'ordre.

M. Duplessis (Trois-Rivières): C'est exact. Le premier ministre dormait, alors que nous, nous travaillions.

L'honorable M. Godbout (L'Islet): C'est inexact. Je veux rétablir les faits. J'ai peut-être été absent de la Chambre de 1 heure à 1 h 30, mais j'étais ici quand le chef de l'opposition était parti.

M. Duplessis (Trois-Rivières): Nous avons siégé, l'an dernier, jusqu'à 7 h 30 du matin, alors que le premier ministre a quitté la Chambre à 1 h 30. Et durant ce temps, le chef de l'opposition était à son poste.

M. Lorrain (Papineau): Le premier ministre affirme des choses qu'il n'a pas droit d'affirmer. Le premier ministre a bel et bien quitté la Chambre à 1 h 30 et le chef de l'opposition a siégé toute la nuit. Le premier ministre n'a pas le droit de mettre ma parole en doute. Les députés ont des droits en cette Chambre. Le premier ministre devrait retirer sa motion à l'effet de faire siéger la Chambre trois fois par jour.

M. l'Orateur: Le député de Papineau doit accepter la parole du premier ministre.

M. Lorrain (Papineau): Le premier ministre doit aussi accepter la mienne.

M. Francoeur (Montréal-Mercier): L'opposition qui veut tout réformer devrait se réformer elle-même. L'opposition ne veut pas siéger la nuit et prend des moyens pour nous forcer à prolonger les séances. Ça fait une heure que le député parle. Il devrait commencer par se taire. Voilà une heure que nous perdons.

M. Chaloult (Lotbinière): Il me semble que la discussion est inutile. Théoriquement, le chef de l'opposition a raison en prétendant que l'on devrait d'abord appeler la motion Dumaine. Cette motion pourrait permettre au gouvernement de ne pas appeler les motions des députés. Mais il y a toujours eu en cette Chambre des motions à l'effet qu'on peut siéger trois fois par jour.

L'ancien gouvernement, l'Union nationale, a mauvaise grâce de se plaindre alors qu'elle m'a empêché arbitrairement de discuter des motions que

j'avais présentées, tandis que le gouvernement actuel a appelé toutes mes motions. J'en ai une que je veux discuter avant la fin de la session, et je suis certain que l'honorable premier ministre m'en fournira l'occasion. Je n'ai aucune crainte. Les méthodes du gouvernement actuel ne sont pas les mêmes. Je voterai donc pour la motion des trois séances.

La motion est mise aux voix et la Chambre se divise.

Les noms sont appelés et inscrits comme suit:

Pour: MM. Allard, Bastien, Beaulac, Beaulieu (Témiscouata), Biron, Bonvouloir, Bouchard (Québec-Comté), Boucher, Caron (Hull), Caron (Maisonnette), Casgrain (Gaspé-Nord), Chaloult, Choquette, Côté, Dansereau, Delagrave, Desmarais, Drouin, Duffy, Dumaine, Dumoulin, Duval, Fillion, Fortin, Francoeur (Montréal-Mercier), Frégeau, Gagnon (Frontenac), Gauthier, Godbout, Goulet, Groulx, Guerin, Guibord, Hamel, Hartt, Jodoin, Joyal, Kirkland, Lapointe, Lawn, Marler, Mathewson, Morin (Québec-Centre), O'Connor, Panet, Perrier, Plamondon, Potvin, Robidoux, Rochette, 50.

Contre: MM. Barrette, Beaulieu (Jaint-Jean-Napierville), Bégin, Duplessis, Gagnon (Matane), Labbé, Lorrain, Paquette, Sauvé (Deux-Montagnes), 9.

Ainsi, la motion est adoptée.

Projets de loi:

Oka-sur-le-Lac

M. Leduc (Laval) propose, selon l'ordre du jour, que le bill 181 érigeant la ville d'Oka-sur-le-Lac soit maintenant lu une deuxième fois.

M. Duplessis (Trois-Rivières): Cette ville étant constituée sur des terrains détenus en fiducie par le gouvernement et entraînant des dépenses de deniers publics, le bill doit être accompagné d'une résolution.

L'honorable M. Godbout (L'Islet): Nous allons présenter une résolution, lors de la prochaine séance mardi, mais comme l'honorable député de Deux-Montagnes ne sera pas ici la semaine prochaine - car le major Sauvé appartient à l'armée permanente - je propose que nous étudions le bill en deuxième lecture afin que mon honorable ami puisse prendre part au débat, la nouvelle ville étant située dans son comté.

M. Duplessis (Trois-Rivières): Le gouvernement de l'Union nationale a sauvé les Sulpiciens. Par cette mesure, on veut fonder une ville sur la propriété des Sulpiciens qui est en ce moment propriété de la couronne. On veut faire des dépenses considérables sur des terres de la couronne. Il faudra construire un système d'aqueduc.

Il (M. Duplessis) déclare qu'il n'a guère confiance dans ce projet où l'on voit que l'organisateur général du Parti libéral, M. J.-A.-A. Leclair, est nommé d'office maire de la ville par le bill même, et où les administrateurs sont M. Leclair, l'honorable sénateur Jules-Édouard Prévost et M. Bernard Bourdon, dont deux demeurent à Montréal, un à Saint-Jérôme, et donc aucun dans la ville projetée.

Le conseil municipal va être créé par le gouvernement, fait-il remarquer. C'est une insulte pour les citoyens des Deux-Montagnes qui sont assez intelligents pour administrer leurs affaires eux-mêmes. Ils n'ont pas besoin de gens du dehors. Il fait aussi observer que la nouvelle ville est incorporée hors le consentement des municipalités environnantes, et que celles-ci perdent de substantiels revenus.

L'honorable M. Perrier (Terrebonne): L'opposition se scandalise en vain. La nouvelle ville comprend uniquement les terres des messieurs de Saint-Sulpice. Les messieurs, dont l'honorable chef de l'opposition vient de donner les noms et qui se trouvent être les premiers administrateurs, sont tout simplement les fiduciaires des Sulpiciens et ce bill a pour but d'organiser une station balnéaire à Oka-sur-le-Lac. Aussi longtemps que la corporation municipale ne sera pas créée, ils devront agir comme directeurs.

Après une étude de la question et des expertises, ils nous ont recommandé la fondation de cette ville qui permettra d'augmenter la valeur des biens des Sulpiciens. Il y a des précédents. Ainsi, la ville de Laval-sur-le-Lac a été créée comme centre de villégiature, et c'est un des joyaux de la province qui fait honneur à notre nationalité. Il en a été de même pour une ville au Lac-Saint-Jean, pour Château d'Eau et le Lac Saint-Joseph, près de Québec.

Le projet de loi est fort simple. Les fiduciaires n'ont pas d'autre désir que d'éviter d'être obligés de vendre cette propriété pour une cinquantaine de mille dollars. Ils croient qu'ils pourront retirer des centaines de mille dollars si Oka-sur-le-Lac est bien développée. Si les terrains se vendaient avant que la ville ne soit fondée, les Sulpiciens toucheraient des sommes dérisoires.

Comme cette région présente une des plus belles grèves de la région de Montréal, le gouvernement veut en profiter pour transformer cette région en biens qui produiront des revenus pour les messieurs de Saint-Sulpice et libéreront ainsi plus rapidement leur patrimoine. Cela pourrait permettre aux Sulpiciens de sortir complètement de leurs embarras financiers. Avec ce bill, on pourra disposer de biens à un prix tel que les œuvres éducationnelles des messieurs de Saint-Sulpice seront à l'abri.

M. Sauvé (Deux-Montagnes) se demande la raison d'une pareille précipitation pour incorporer un centre d'amusements à même les deniers publics, précipitation telle et si étrange qu'on n'a averti aucun des intéressés.

J'ai consulté les autorités municipales d'Oka à propos de ce projet de loi. On m'a répondu que l'on n'avait été nullement consulté. Le maire de la municipalité d'Oka, qui est préfet du comté de Deux-Montagnes, m'a envoyé un télégramme me priant de m'opposer au morcellement de la municipalité pour permettre aux fiduciaires des Sulpiciens d'établir une ville nouvelle. Il (M. Sauvé) lit le télégramme du maire d'Oka.

Je me demande s'il n'y a pas anguille sous roche, si, après l'adoption de la loi, on n'organisera pas, parmi les amis du gouvernement, un petit syndicat pour la vente des terrains, et qui contrôlera cette nouvelle ville. Le fait qu'un des administrateurs est l'organisateur en chef du gouvernement n'est pas de nature à faire croire que tout souci politique est banni de ce projet.

On veut développer un centre de villégiature et je n'en vois pas l'urgence au moment où l'effort de guerre nécessite le rationnement et la restriction de matériaux. Or si ces travaux sont exécutés, il en résultera l'emploi d'une foule de matériaux. La loi retranche une région importante de la municipalité agricole d'Oka. Qu'est-ce qui peut bien presser tant?

L'honorable M. Godbout (L'Islet): La partie que le bill retranche n'est pas agricole. C'est du bois.

M. Sauvé (Deux-Montagnes): La partie que l'on retranche est située près de l'Abbaye des Trappistes et du Collège d'agriculture subventionné par le gouvernement. De plus, ces régions sont d'une importance primordiale comme réserves boisées. Sans compter que le voisinage de la Trappe d'Oka et de l'École d'agriculture fait que cette ville d'amusements ne sera pas sise dans un endroit idéal.

Je regrette que le premier ministre ne puisse comprendre, surtout lorsqu'il est à lire son journal. Le lieu est mal choisi pour ériger un centre d'amusements. Ce n'est pas un endroit convenable pour y établir des piscines publiques.

De plus, il y a danger de soustraire ces nouveaux établissements aux autorités locales. Les exemples du passé démontrent que pareille politique conduit à des désagréments sérieux. Il vaut mieux laisser à nos municipalités, qui connaissent nos mœurs rurales, le soin de développer un pareil centre. Je considère que l'on aurait dû d'abord tenter de faire des arrangements avec la municipalité d'Oka avant de présenter le bill. Le conseil de comté de Deux-Montagnes et les municipalités s'opposent à ce projet de loi. Je suis autorisé en leur nom à m'opposer à ce projet de loi.

M. Lorrain (Papineau) propose, appuyé par le représentant de Saint-Jean-Napierville (M. Beaulieu), que la motion en discussion soit amendée en retranchant le mot: "maintenant" et en y ajoutant les mots: "dans six mois".

L'amendement est mis aux voix et la Chambre se divise.

Les noms sont appelés et inscrits comme suit:

Pour: MM. Barrette, Beaulieu (Saint-Jean-Napierville), Duplessis, Gagnon (Matane), Labbé, Langlais, Lorrain, Sauvé (Deux-Montagnes), 8.

Contre: MM. Bastien, Beaulac, Biron, Boucher, Choquette, Côté, Dansereau, Delagrave, Desmarais, Dufour, Dumoulin, Fillion, Fortin, Francoeur (Montréal-Mercier), Gagnon (Frontenac), Gauthier, Godbout, Goulet, Groulx, Guérin, Guibord, Hartt, Jodoin, Lapointe, Lawn, Marler, Mathewson, Morin (Québec-Centre), Perrier, Plamondon, Potvin, Robidoux, Rochette, 33.

Ainsi, l'amendement est rejeté.

La motion principale est mise aux voix et la Chambre l'adopte, comme dans le cas du vote précédent, mais en sens inverse.

Le bill est, en conséquence, lu une deuxième fois et envoyé au comité plénier pour étude à la prochaine séance.

Charte de Montréal

M. Dubreuil (Montréal-Jeanne-Mance) propose, selon l'ordre du jour, que la Chambre se forme en comité plénier pour étudier le bill 100 modifiant la charte de la cité de Montréal.

Adopté. M. l'Orateur quitte le fauteuil.

En comité:

Présidence de M. Choquette (Montmagny)

M. Duplessis (Trois-Rivières) déclare qu'il n'a pas l'intention de reprendre les objections qu'il a formulées lorsque le projet de loi est venu devant le comité des bills privés. Est-ce qu'il y a de grands changements dans le mode d'administration? demande-t-il.

L'honorable M. Drouin (Québec-Est): Les conseillers seront au nombre de 66 au lieu de 99; les membres de l'exécutif 9 au lieu de 6; il y aura un jeton de présence pour les conseillers jusqu'à concurrence de \$1,000 par année. Ce sont là les principaux changements.

M. Duplessis (Trois-Rivières): Je suis en faveur d'une administration autonome à Montréal. On laisse la ville de Montréal sous le contrôle de la Commission municipale. C'est là une injure pour la métropole du Canada. La ville de Montréal paye pour des "rackets" des amis du gouvernement qui ont ruiné Montréal en lui faisant perdre des millions et des millions.

La situation financière de Montréal est due à la législation monstrueuse et à la conduite des précédents gouvernements libéraux et il rappelle les protestations et les déclarations de l'honorable Médéric Martin, en 1918, lorsque Maisonneuve a été annexée à Montréal. Il a déclaré que la ville avait été volée dans le cas de Montréal-Nord, alors que des amis du gouvernement de l'époque ont fait fortune avec les obligations de cette municipalité.

La population de Montréal est interdite. Le conseil n'a aucun pouvoir. Je suis opposé à une telle interdiction de la ville de Montréal. Le gouvernement n'a pas le droit de donner des leçons d'administration aux autres. Prochainement, je serai de nouveau premier ministre de la province. L'on redonnera alors à la ville de Montréal son autonomie. Nous ne procéderons à cet effet que par plébiscite. Nous redonnerons un comité exécutif responsable vis-à-vis du conseil.

Le système actuel n'a pas été approuvé par le peuple. La ville de Montréal ne mérite pas d'être en tutelle. On devrait tenir un référendum à Montréal pour choisir entre divers modes de gestion, et le référendum devrait leur donner toutes les occasions de faire connaître leurs désirs, et de ne pas répéter le précédent référendum où ils devaient choisir entre ce qui était mauvais et ce qui était pire.

L'honorable M. Drouin (Québec-Est): C'est la situation financière de Montréal qui nous a obligés à prendre pareille attitude. Personne plus que moi n'est anxieux de voir la métropole du Canada, aussitôt que sa situation financière sera rétablie, jouir de l'autonomie la plus complète.

J'ai un amendement à proposer pour rendre éligible aux charges de conseillers élus par les propriétaires et les locataires tout citoyen qui est domicilié dans une municipalité sous le contrôle de la Commission métropolitaine. Les conseillers de la classe C devront avoir résidé à Montréal depuis deux ans.

M. Duplessis (Trois-Rivières): Si je comprends bien, le gouvernement veut revenir au Code municipal qui permet à un citoyen d'être conseiller dans une municipalité voisine du moment qu'il y possède des propriétés d'une valeur suffisante. Je n'ai pas d'objection à cela, mais je m'oppose au maintien du système actuel à Montréal.

L'honorable M. Drouin (Québec-Est) propose l'amendement² suivant qui se lit comme suit³:

(Ne peut être candidat) ... "s'il n'est électeur municipal depuis trois ans et

"1° pour la charge de maire, s'il ne réside dans la cité depuis au moins trois ans,

"2° pour la charge de conseillers des catégories A ou B, s'il ne réside depuis au moins deux ans dans la cité ou dans l'une des municipalités sous le contrôle de la Commission métropolitaine de Montréal, et

"3° pour la charge de conseiller de la catégorie C, s'il ne réside dans la cité depuis au moins deux ans;

"Ces deux dernières conditions devant entrer en vigueur à compter des élections générales municipales de 1942."

M. Duplessis (Trois-Rivières) suggère qu'il devrait peut-être y avoir un amendement pour traiter le cas de George C. Marler, vice-président du comité exécutif et député de Westmount-Saint-Georges. Ces deux postes sont considérés comme incompatibles. En tant que député libéral, M. Marler doit suivre le gouvernement, ce qui peut entrer en conflit avec ses fonctions dans l'administration de Montréal. M. Marler pourrait même perdre la chance de devenir trésorier de la province.

L'amendement est adopté.

M. Duplessis (Trois-Rivières): La Chambre devrait conclure le débat sur la conscription pour le service militaire à l'étranger.

L'honorable M. Godbout (L'Islet): Le débat sur la conscription se terminera la semaine prochaine. Le délai est causé par le fait que le gouvernement veut présenter le projet de loi relatif à Montréal ainsi que d'autres lois devant la Chambre haute.

Les articles 1 à 33, ainsi que le préambule, sont adoptés.

Rapport du comité plénier:

M. l'Orateur au fauteuil

M. le président fait rapport que le comité a adopté le bill 100 après l'avoir amendé.

M. Dubreuil (Montréal-Jeanne-Mance) propose que le bill amendé soit maintenant lu.
Adopté après division.

M. Dubreuil (Montréal-Jeanne-Mance) propose que le bill amendé soit maintenant agréé.
Adopté après division.

M. Dubreuil (Montréal-Jeanne-Mance) propose que le bill soit maintenant lu une troisième fois.
Adopté après division.

Il est ordonné que le greffier porte ce bill au Conseil législatif et prie les honorables conseillers de l'adopter.

Messages du Conseil législatif:

M. l'Orateur communique à la Chambre que le greffier du Conseil législatif a apporté le message suivant:

Le Conseil législatif informe l'Assemblée législative qu'il a voté, sans amendement, les bills suivants:

- bill 8 modifiant la loi de l'instruction publique;

- bill 9 modifiant la loi de l'assurance des maris et des parents;

- bill 33 concernant une convention entre le gouvernement fédéral et la province pour la suspension de certaines taxes en temps de guerre;

- bill 38 modifiant la loi concernant les électriciens et les installations électriques;

- bill 44 modifiant la loi des écoles d'industrie.

Messages du lieutenant-gouverneur:**Sanction royale**

M. Arthur Saint-Jacques, huissier à la verge noire, transmet le message suivant⁴:

M. l'Orateur: Messieurs, l'honorable monsieur le lieutenant-gouverneur de la province de Québec désire la présence immédiate de cette Chambre dans la salle des séances du Conseil législatif.

En conséquence, M. l'Orateur et les députés se rendent à la salle du Conseil législatif.

L'honorable Monsieur le lieutenant-gouverneur veut bien donner, au nom de Sa Majesté, la sanction royale aux bills suivants:

- 6 Loi modifiant la loi de la chasse;
- 8 Loi modifiant la loi de l'instruction publique;
- 9 Loi modifiant la loi de l'assurance des maris et des parents;
- 12 Loi concernant les coroners;
- 13 Loi modifiant la loi du paiement des témoins de la couronne;
- 14 Loi modifiant la loi de la pêche;
- 15 Loi modifiant la loi des cités et villes;
- 20 Loi modifiant la loi de la sécurité dans les édifices publics;
- 21 Loi concernant les mécaniciens de machines fixes;
- 23 Loi modifiant la loi des appareils sous pression;
- 24 Loi créant un département des Pêcheries maritimes;
- 26 Loi modifiant la loi des chemins de colonisation;
- 27 Loi modifiant la loi relative au tourisme;
- 30 Loi modifiant la loi des terres de colonisation;
- 32 Loi pour venir en aide à l'Association catholique de la jeunesse canadienne-française;
- 33 Loi concernant une convention entre le gouvernement fédéral et la province pour la suspension de certaines taxes en temps de guerre;
- 35 Loi ratifiant une convention entre Sa Majesté et l'Institution royale pour l'avancement des sciences, concernant l'école normale McGill;
- 37 Loi modifiant la loi concernant les mécaniciens en tuyauterie;
- 38 Loi modifiant la loi concernant les électriciens et les installations électriques;

40 Loi instituant les districts judiciaires de Rouyn-Noranda et de Témiscamingue;

41 Loi pour favoriser l'établissement d'une bibliothèque publique à Québec;

44 Loi modifiant la loi des écoles d'industrie;

105 Loi constituant en corporation Royal Adward Laurentian Hospital et y unissant et fusionnant Royal Edward Institute et The Laurentian Sanatorium Association Incorporated;

106 Loi concernant la Colonie de Vacances Sainte-Jeanne-d'Arc;

107 Loi modifiant la loi concernant la succession Tourville;

111 Loi constituant en corporation Jewish Hospital of Hope;

113 Loi ratifiant la charte de la ville de Malartic pour annexer certain territoire des cantons de Dubuisson et Fourmière, comté d'Abitibi;

119 Loi ratifiant un règlement d'expropriation et un règlement d'emprunt de la Corporation municipale de la paroisse de Saint-Édouard de Gentilly et conférant certains pouvoirs à la Corporation municipale de la paroisse de Saint-Édouard de Gentilly;

127 Loi pour confirmer des résolutions adoptées par le conseil de la cité de Shawinigan Falls relativement à l'imposition de la machinerie de Aluminum Company of Canada, Limited et un règlement adopté par ledit conseil relativement à l'imposition des immeubles de Canadians Resins & Chemicals Limited et pour permettre de payer une pension de retraite à Albert-Joseph Meunier;

128 Loi confirmant des résolutions adoptées par les Commissaires d'écoles pour la municipalité de Shawinigan Falls, dans le comté de Saint-Maurice, relativement à l'imposition de la machinerie de Aluminum Company of Canada, Limited;

130 Loi modifiant la charte de la cité des Trois-Rivières;

134 Loi accordant certains pouvoirs à la cité de Saint-Jean;

135 Loi modifiant la charte de la ville de Saint-Jérôme;

136 Loi concernant la Centrale de Chicoutimi;

138 Loi modifiant la charte de la Société des comptables agréés de la province de Québec;

142 Loi constituant en corporation la ville de Belletre;

144 Loi modifiant la charte de la ville de Saint-Joseph d'Alma;

146 Loi modifiant la charte de la cité de Chicoutimi;

150 Loi concernant la succession de Charles Andrew Pentland;

151 Loi modifiant la loi constituant en corporation l'Oeuvre de la propagation de la foi de Québec;

178 Loi modifiant la loi des constituts ou du régime de tenure dans certains districts électoraux.

Le Greffier du Conseil législatif: Au nom de Sa Majesté, l'honorable Monsieur le lieutenant-gouverneur sanctionne ces bills.

Les députés reviennent à leur salle de séances.

Ajournement

L'honorable M. Godbout (L'Islet) propose que la Chambre, lorsqu'elle s'ajournera aujourd'hui, se trouve ajournée à mardi prochain, à 3 heures de l'après-midi.

Adopté.

La séance est levée à 6 heures.

l'Assemblée après avoir été rejeté par le comité des bills privés.

3. Le *Devoir* du 15 mai 1942, à la page 7, donne les explications suivantes: M. Drouin, ministre des Affaires municipales, propose un amendement. Lors de l'étude du bill en comité des bills privés, on avait adopté la clause 25 de façon à ce que les candidats pour la mairie et les postes de conseillers aient résidé trois ans dans la cité de Montréal, ce qui excluait M. J.-O. Asselin de la future représentation du conseil municipal qui sera élu en décembre prochain. M. Drouin fait adopter un amendement qui rétablit le droit de M. Asselin et d'autres conseillers actuels à être de nouveau candidats. M. Asselin est le président du comité exécutif.

4. Il est 5 h 15, selon *Le Canada* du 15 mai 1942, à la page 1.

NOTES

1. *The Gazette* du 14 mai 1942, à la page 11, rapporte des propos quelque peu différents relativement à cette intervention de M. Godbout: "J'ai des renseignements à l'effet qu'à Ottawa la discussion sur le sujet, qu'énonce la motion Dumaine, pourrait durer deux ou trois semaines, ou plus...".

2. Il s'agit du seul amendement adopté par les députés en comité plénier de la Chambre. Tous les autres amendements, fort nombreux au demeurant, l'ont été en comité des bills privés, selon *The Montreal Daily Star* du 14 mai 1942, à la page 17. *The Gazette* du 14 mai 1942, à la page 13, dit que l'amendement est ramené sur le plancher de

Première séance du mardi 19 mai 1942

Présidence de l'honorable V. Bienvenue

La séance est ouverte à 3 heures.

Prière.

M. l'Orateur: À l'ordre, Messieurs! Que les portes soient ouvertes!

Dépôt de documents:

**Rapport du
ministère de la Voirie, 1941**

L'honorable M. Bouchard (Saint-Hyacinthe)¹:
M. l'Orateur, j'ai l'honneur de présenter le rapport annuel de la Voirie. Il dépose sur le bureau de la Chambre le rapport du ministère de la Voirie, 1941. (Document de session no 35)
(Applaudissements)

Une voix: Prendrez-vous part aux travaux de la session?

L'honorable M. Bouchard (Saint-Hyacinthe):
Certainement.

M. Duplessis (Trois-Rivières): M. l'Orateur, je veux souhaiter la bienvenue à l'honorable ministre au nom de l'opposition. La gauche se réjouit du retour à la santé du député de Saint-Hyacinthe et de son retour dans l'arène politique. Nous sommes heureux de le revoir. Comme lui, j'ai dû faire un long séjour à l'hôpital. J'ai offert mes souffrances, alors, pour obtenir la guérison de mon excellent ami le député de Saint-Hyacinthe. Car il ne faut jamais vouloir la mort du pécheur mais sa conversion.

(Rires)

Le ministre peut être convaincu que nous sommes heureux de le revoir à son poste, car je ferai observer à l'honorable ministre que le gouvernement a profité de son absence pour saboter plusieurs de ses magnifiques efforts.

(Nouveaux rires)

L'honorable M. Godbout (L'Islet): J'ai laissé la Chambre saluer le retour de mon collègue. Je suis heureux d'avoir été devancé par le chef de l'opposition. Mon honorable ami le ministre de la Voirie et des Travaux publics peut être certain qu'il a laissé, pendant son absence, un vide profond non

seulement en cette Chambre, mais dans l'administration de la province. Personne plus que moi n'a été à même de s'en rendre compte, moi qui ai dû accomplir une partie de sa tâche. Nous sommes tous heureux de le revoir. Connaissant son esprit de travail, nous lui donnons tout de suite un avertissement: ne pas abuser de sa santé en se remettant trop tôt à la besogne.

Qu'il n'abuse pas de ses forces avant d'être complètement rétabli. Nous avons besoin de lui. Toute la Chambre a besoin de lui. Et la province a besoin de bénéficier de son travail, de son expérience, de son grand esprit civique. Nous lui souhaitons de longs jours heureux. L'honorable ministre ne peut apporter une contribution plus heureuse à la réalisation d'une politique saine, dans le domaine administratif.

(Applaudissements de toute la Chambre)

L'honorable M. Bouchard (Saint-Hyacinthe):
M. l'Orateur, mes premiers mots seront pour vous féliciter de votre nomination à la présidence. Je me rappelle avec plaisir que celui qui préside aux délibérations de l'Assemblée législative peut être considéré comme un fils du comté de Saint-Hyacinthe.

(Applaudissements)

Je suis heureux de le voir à un poste si élevé et je forme des vœux pour qu'il continue les traditions des meilleurs Orateurs de la Chambre qui l'ont précédé. Je dis des meilleurs Orateurs car, ayant occupé cette haute fonction moi-même, je m'exclus de cette lignée.

Je remercie l'honorable premier ministre de ses bonnes paroles, des paroles élogieuses qu'il a eues à l'égard de l'humble député de Saint-Hyacinthe, paroles qui lui ont été dictées par son cœur généreux.

Il est vrai que l'humble député de Saint-Hyacinthe a peut-être l'avantage d'avoir plus d'expérience que ses collègues; c'est parce que la Providence l'a gardé ici plus longtemps. Il y aura 30 ans cette année que j'ai été élu député de Saint-Hyacinthe. Je n'ai fait jusqu'ici que mon devoir et si ma santé est aussi bonne qu'elle s'annonce, j'espère que je pourrai continuer la tâche entreprise comme je l'ai toujours fait. Je continuerai à donner le meilleur de moi-même à ma province.

Je remercie aussi mon excellent ami l'honorable chef de l'opposition. Au cours de ma

longue maladie de quatre mois, il m'a rendu visite en ami et en camarade de l'Assemblée législative. Cela m'a causé un vif plaisir. Lui aussi avait fait un stage à l'hôpital. Comme une belle fille ne peut donner que ce qu'elle a, il m'a offert ses souffrances. Je les ai ajoutées aux miennes et cela ne m'a pas empêché de passer à travers cette épreuve. Nous avons uni nos souffrances et tout a été pour le mieux. Sa visite m'a causé un grand plaisir.

L'honorable chef de l'opposition a dit que ma politique avait été sabotée. Il a sans doute fait allusion aux ponts de péage. Il n'y a pas eu de sabotage. Bien au contraire. Je dois lui dire que le ministre de la Voirie et des Travaux publics est pour l'abolition des péages non seulement sur les ponts provinciaux, mais sur les ponts fédéraux comme les ponts Victoria et Jacques-Cartier. L'avenir le prouvera.

(Applaudissements)

Des démarches ont été entreprises à ce sujet. Je crois que bientôt nous pourrions faire cesser les péages que nous payons depuis 50 ans dans la région de Montréal. Ce sera rendre justice aux citoyens de la rive sud. L'heure est arrivée où la population de la rive sud du Saint-Laurent et des Cantons de l'Est devrait être débarrassée de ce fardeau. La circulation devrait être libre. Je crois que nous nous entendrons avec le gouvernement fédéral pour faire disparaître tous les péages. Nous trouverons un moyen de faire disparaître le dernier péage sur les ponts fédéraux de la province. Nous rendrons ainsi justice à une population qui le mérite. Le chef de l'opposition comprendra alors qu'on n'a pas saboté ma politique des ponts, mais qu'on n'a fait que la continuer.

(Applaudissements de toute la Chambre)

Questions et réponses:

Chèques émis à Sherrington

M. Bégin (Dorchester): 1. Faisant suite à la réponse donnée le 21 avril dernier, quels sont les noms des personnes de Sherrington à qui il a été fait des chèques le 29 décembre et le 30 décembre 1941?

2. De tous les chèques adressés à Sherrington, y en a-t-il qui ont été adressés à M. Armand Pinsonneault, maire de la paroisse et organisateur politique, pour être remis aux destinataires?

3. Si oui, quels sont les noms des personnes à qui étaient destinés les chèques adressés ou remis à M. Pinsonneault?

L'honorable M. Godbout (L'Islet): 1. Alcide Beaudin, René Roy;
2. Non;
3. Répondu par no 2.

Projets de loi:

Élections

L'honorable M. Godbout (L'Islet) propose, selon l'ordre du jour, que la Chambre se forme en comité plénier pour étudier le bill 36 concernant les élections à l'Assemblée législative.

Adopté. M. l'Orateur quitte le fauteuil.

En comité:

Présidence de M. Dumaine (Bagot)

Le comité étudie l'article 1 du projet de loi.

Le comité poursuit l'étude de l'article 5 du chapitre 5 de la loi concernant les élections à l'Assemblée législative, modifié par l'article 1 du projet de loi, qui se lit comme suit:

"5. La période de la préparation d'une liste se termine à l'expiration des délais pour déposer les demandes en inscription ou en radiation de noms sur cette liste. S. R. 1941, c. 5, a. 5."

M. Duplessis (Trois-Rivières) rappelle qu'il n'accepte pas le principe de ce bill qui crée un nouveau mode de confection des listes électorales. Si on veut absolument imiter Ottawa, dit-il, qu'on garde au moins le même délai, c'est-à-dire 60 jours. Mais si le gouvernement veut accepter deux amendements que je propose, dit-il, la discussion en sera simplifiée et cela hâtera d'autant le travail de la Chambre.

D'abord, que l'on donne un délai de 50 jours entre l'émission des brefs d'élection et le jour du scrutin. Le bill ne donne qu'un délai de 39 jours. C'est très insuffisant. Si l'on prétend imiter la loi fédérale qu'on l'imité dans ses bons côtés. La loi fédérale donne 50 jours de délai.

De plus, le bill donne au président d'élection et à l'officier-rapporteur des pouvoirs dictatoriaux en ce qui concerne l'insertion des noms sur les listes électorales. Ils peuvent mettre de côté le travail des énumérateurs; ils peuvent rayer un nom d'une liste quand ils le veulent. Autrefois quand les listes étaient faites par les conseils municipaux, il y avait appel à la Cour.

Je suggère, comme deuxième amendement, que l'on crée une révision devant les tribunaux. Le droit de vote est une chose si importante qu'il n'est pas permis de laisser cela entre les mains d'un seul homme.

L'honorable M. Casgrain (Kamouraska-Rivière-du-Loup): Le délai de 39 jours est très suffisant ainsi que l'ont démontré les récentes élections complémentaires.

Les périodes ne doivent pas être trop longues, dit-il, car elles provoquent généralement un ralentissement des affaires. Quant au président d'élection, il n'a aucun pouvoir en ce qui concerne la confection des listes qui est laissée aux énumérateurs nommés par les deux partis. D'ailleurs l'opposition aura toujours le loisir de nommer à l'avance ses représentants dans les différents comtés.

Ils pourront faire le choix des énumérateurs. C'est seulement dans le cas où les deux énumérateurs ne s'entendent pas sur un nom qu'il peut décider. Le député des Trois-Rivières devrait se rappeler d'ailleurs qu'en 1939 l'Union nationale ordonna la dissolution des Chambres le 23 septembre et fixa la date des élections au 25 octobre. Le ministre répond au deuxième point du chef de l'opposition en disant que le gouvernement ne fait que retranscrire un article de la loi électorale de l'Union nationale, en 1936.

Il ajoute que le cabinet a voulu prendre dans la loi fédérale les meilleurs articles, ceux qui ont subi l'expérience du temps. D'une façon générale, la nouvelle loi n'apporte que peu de changements à l'ancienne.

M. Duplessis (Trois-Rivières): En 1936, nous avons donné un délai de 35 jours pour la tenue d'une élection pendant la période de l'année la plus propice à une élection. Le Parti libéral, lui, faisait ses élections l'hiver, au point que deux députés en sont morts.

L'honorable M. Casgrain (Kamouraska-Rivière-du-Loup): En 1939 c'est l'Union nationale qui est morte.

L'article 5 du chapitre 5 de la loi concernant les élections à l'Assemblée législative, modifié par l'article 1 du projet de loi, est mis au vote et est adopté par 24 voix contre 9.

Les articles 6 à 9 du chapitre 5 de la loi concernant les élections à l'Assemblée législative, modifié par l'article 1 du projet de loi, sont adoptés.

Le comité étudie l'article 10 du chapitre 5 de la loi concernant les élections à l'Assemblée législative, modifié par l'article 1 du projet de loi, qui se lit comme suit:

"10. En cas de maladie, d'absence ou d'empêchement du secrétaire de la chancellerie, il est loisible au lieutenant-gouverneur en conseil de lui nommer un suppléant.

"Ce suppléant exerce tous les pouvoirs et remplit tous les devoirs que la présente loi confère ou impose au secrétaire de la chancellerie.

"Le lieutenant-gouverneur en conseil peut également nommer un adjoint à Québec et un adjoint à Montréal du secrétaire de la chancellerie.

"Sous la direction de ce dernier, ces adjoints sont chargés spécialement de la surveillance, de la confection des listes électorales et de l'établissement des sections de vote dans le territoire qui leur est respectivement assigné (Statuts refondus, 1941, chapitre 5, article 10, *mod.*)"

L'honorable M. Casgrain (Kamouraska-Rivière-du-Loup): Cet article décrète que le lieutenant-gouverneur en conseil pourra nommer un adjoint à Québec et un adjoint à Montréal pour aider le secrétaire de la chancellerie, M. Louis-Ph. Geoffrion.

M. Gagnon (Matane): Je proteste contre cet article. Nommer des adjoints au secrétaire de la chancellerie, c'est faire insulte à cet officier qui a toujours dirigé les élections avec un esprit de justice et une intégrité au-dessus de tout soupçon. Je suis sûr qu'on n'a jamais consulté le secrétaire en chancellerie sur cet article.

L'honorable M. Casgrain (Kamouraska-Rivière-du-Loup): Je suis surpris des remarques du député de Matane. Personne n'en veut au secrétaire de la chancellerie. Tout le monde en cette Chambre est d'accord pour louer l'impartialité et l'intégrité du secrétaire de la chancellerie. Ce n'est pas faire injure à M. le secrétaire que de lui nommer deux adjoints. Le travail sera dorénavant plus considérable: on devra même l'exécuter dans un délai plus court. Il convient donc de donner de l'aide à M. Goeffrion.

L'article 10 du chapitre 5 de la loi concernant les élections à l'Assemblée législative, modifié par l'article 1 du projet de loi, est adopté.

Les articles 11 à 19 du chapitre 5 de la loi concernant les élections à l'Assemblée législative, modifié par l'article 1 du projet de loi, sont adoptés.

Le comité étudie l'article 20 du chapitre 5 de la loi concernant les élections à l'Assemblée législative, modifié par l'article 1 du projet de loi, qui se lit ainsi:

"20. Dans les élections générales, tous les brefs doivent être émis le même jour et porter la même date.

"Quand une vacance se produit dans l'Assemblée législative, un nouveau bref doit être émis de façon que l'élection ait lieu dans les cinq mois qui suivent le jour où le secrétaire de la chancellerie a reçu un mandat lui enjoignant d'émettre un nouveau bref d'élection pour remplir la vacance, à moins que la durée de la Législature en cours ne doive expirer dans les six mois suivants. Si la Législature est dissoute avant que l'élection partielle ait eu lieu, le bref émis est dès lors réputé nul (Statuts Refondus, 1941, chapitre 5, article 135)."

M. Duplessis (Trois-Rivières): Est-il vrai qu'il est question d'élection générale?

L'honorable M. Casgrain (Kamouraska-Rivière-du-Loup): Il en est toujours question, mais nous attendons que le chef de l'opposition soit complètement rétabli.

M. Duplessis (Trois-Rivières): Le chef de l'opposition à demi rétabli est encore mieux qu'un ministre en parfaite santé.

L'honorable M. Casgrain (Kamouraska-Rivière-du-Loup): Nous ne voudrions pas battre encore une fois un homme qui n'est qu'à demi rétabli.

L'article 20 du chapitre 5 de la loi concernant les élections à l'Assemblée législative, modifié par l'article 1 du projet de loi, est adopté.

Les articles 21 à 29 du chapitre 5 de la loi concernant les élections à l'Assemblée législative, modifié par l'article 1 du projet de loi, sont adoptés.

Le comité étudie l'article 5 du chapitre 5 de la loi concernant les élections à l'Assemblée législative, modifié par l'article 1 du projet de loi, qui se lit comme suit:

"30. Le président d'élection, par une commission, sous sa signature et suivant la formule 3, doit nommer un secrétaire d'élection.

"Il peut, en tout temps au cours de l'élection, nommer de la même manière un nouveau secrétaire si

celui qu'il a ainsi nommé démissionne, ou bien refuse ou est incapable de remplir les devoirs qui lui sont assignés (Statuts Refondus, 1941, chapitre 5, article 147)."

M. Gagnon (Matane): L'Union nationale, dans sa loi électorale, avait confié à l'opposition le soin de nommer les greffiers du bureau d'élection. Dans cette nouvelle loi, le gouvernement devrait décréter que le secrétaire général d'élection devrait être nommé par l'opposition.

L'honorable M. Casgrain (Kamouraska-Rivière-du-Loup): Nous conservons une disposition de l'ancienne loi. Si elle est mauvaise, pourquoi l'Union nationale ne l'a-t-elle pas modifiée?

M. Gagnon (Matane): Nous ne pouvons réparer, en quelques années, les méfaits d'un régime de 40 ans.

(On discute assez longuement. À un moment donné il est question de conscription, et la gauche proteste.)

M. Duplessis (Trois-Rivières) propose alors que le comité rapporte progrès pour permettre à la Chambre de discuter la motion Dumaine relative à la conscription.

L'honorable M. Casgrain (Kamouraska-Rivière-du-Loup): Je soulève un point d'ordre. Cette proposition est inopportune.

M. Duplessis (Trois-Rivières): Nous siégeons en comité pour étudier une loi qui ne presse pas du tout. Il y a quelque chose qui est plus important que ce bill: la vie de milliers de jeunes gens de cette province et les engagements pris. Nous voulons que la Législature fasse entendre sa voix immédiatement.

L'honorable M. Casgrain (Kamouraska-Rivière-du-Loup): Point d'ordre. Le député des Trois-Rivières ne peut faire un discours sur une motion d'ajournement.

M. Duplessis (Trois-Rivières): J'ai droit d'en parler sur une motion d'ajournement. Je propose tout simplement que le comité rapporte progrès et que la Chambre étudie une question très urgente. Il ne faut pas que l'on ait à Ottawa l'impression que le gouvernement de la province de Québec a peur de prendre ses responsabilités. La loi électorale peut attendre. Il est beaucoup plus urgent et plus

important de faire écho aux revendications de la province de Québec. Je propose que nous discussions immédiatement de la question de la conscription, avant que la trahison des engagements les plus solennels ne soit consommée à Ottawa.

L'honorable M. Perrier (Terrebonne): Le chef de l'opposition sait que sa déclaration est inopportune. La question de la conscription est ajournée pour au moins une semaine à Ottawa. Ici même, le premier ministre a donné à la Chambre l'assurance que la motion serait discutée avant qu'Ottawa ne se prononce sur la question.

La motion d'ajournement est mise aux voix et est rejetée par 22 voix contre 9.

L'article 30 du chapitre 5 de la loi concernant les élections à l'Assemblée législative, modifié par l'article 1 du projet de loi, est adopté.

Les articles 31 à 35 du chapitre 5 de la loi concernant les élections à l'Assemblée législative, modifié par l'article 1 du projet de loi, sont adoptés.

Le comité étudie l'article 36 du chapitre 5 de la loi concernant les élections à l'Assemblée législative, modifié par l'article 1 du projet de loi, qui se lit comme suit:

"36. Le trente et unième jour avant la date fixée pour le scrutin, le président de l'élection doit nommer, par écrit, selon la formule 5, deux énumérateurs pour dresser la liste des électeurs de chaque section de vote, l'un sur la recommandation du premier ministre et l'autre sur la recommandation du chef de l'opposition officielle.

"À défaut de recommandation, le président de l'élection doit faire la nomination de façon que les deux énumérateurs appartiennent, l'un au parti ministériel, l'autre au parti de l'opposition.

"Les mêmes énumérateurs peuvent être préposés à la préparation de plusieurs listes dans le même district électoral. (5 George VI, chapitre 19, article 4)."

M. Gagnon (Matane) proteste contre le délai de cinq jours accordé pour la nomination des énumérateurs et la préparation des listes.

L'article 36 du chapitre 5 de la loi concernant les élections à l'Assemblée législative, modifié par l'article 1 du projet de loi, est mis aux voix et est adopté par 21 voix contre 10.

Les articles 37 à 40 du chapitre 5 de la loi concernant les élections à l'Assemblée législative, modifié par l'article 1 du projet de loi, sont adoptés.

Le comité étudie l'article 41 du chapitre 5 de la loi concernant les élections à l'Assemblée législative, modifié par l'article 1 du projet de loi, qui se lit comme suit:

"41. Les énumérateurs nommés pour chaque section de vote doivent toujours agir conjointement et non séparément.

"Ils doivent immédiatement soumettre tout désaccord au président de l'élection, qui décide aussitôt et ils doivent accepter cette décision comme la leur. (5 George VI, chapitre 19, article 7)."

M. Duplessis (Trois-Rivières) réclame un amendement disant qu'après l'élection il pourra y avoir appel devant les tribunaux.

L'article 41 du chapitre 5 de la loi concernant les élections à l'Assemblée législative, modifié par l'article 1 du projet de loi, est adopté.

Les articles 42 à 62 du chapitre 5 de la loi concernant les élections à l'Assemblée législative, modifié par l'article 1 du projet de loi, sont adoptés.

Le comité étudie l'article 63 du chapitre 5 de la loi concernant les élections à l'Assemblée législative, modifié par l'article 1 du projet de loi, qui se lit comme suit:

"63. Les réviseurs doivent être choisis parmi les électeurs qui n'ont pas été candidats depuis 10 ans aux élections fédérales, provinciales ou municipales dans la province. Les membres du Sénat ou du Conseil législatif ne peuvent être réviseurs. (5 George VI, chapitre 19, article 3, (*partie*), *mod*)."

M. Duplessis (Trois-Rivières) pose une objection de principe. Selon lui on devrait interdire cette charge à tout homme qui a été mêlé directement aux luttes politiques.

L'article 63 du chapitre 5 de la loi concernant les élections à l'Assemblée législative, modifié par l'article 1 du projet de loi, est adopté.

Les articles 64 à 67 du chapitre 5 de la loi concernant les élections à l'Assemblée législative, modifié par l'article 1 du projet de loi, sont adoptés.

Le comité étudie l'article 68 du chapitre 5 de la loi concernant les élections à l'Assemblée législative, modifié par l'article 1 du projet de loi, qui se lit comme suit:

"68. Toute question soumise à l'adjudication des réviseurs est décidée à la majorité des voix.

" Au cas de partage des voix, le président, ou, en son absence, le vice-président a un vote prépondérant. (Statuts refondus, 1941, chapitre 5, article 83, *mod.*)."

M. Duplessis (Trois-Rivières): En donnant une voix prépondérante au président du scrutin advenant le cas d'un partage égal des votes, on admet que dorénavant les énumérateurs et les officiers du gouvernement auront le contrôle d'une élection.

L'honorable M. Casgrain (Kamouraska-Rivière-du-Loup): C'était en fait la même chose dans l'ancienne loi et toujours le président du scrutin eut un vote prépondérant.

L'article 68 du chapitre 5 de la loi concernant les élections à l'Assemblée législative, modifié par l'article 1 du projet de loi, est adopté.

Les articles 69 à 108 du chapitre 5 de la loi concernant les élections à l'Assemblée législative, modifié par l'article 1 du projet de loi, sont adoptés.

Rapport du comité plénier:

M. l'Orateur au fauteuil

M. le président fait rapport que le comité n'a pas fini de délibérer et qu'il demande la permission de siéger de nouveau.

Il est ordonné que le comité siéger de nouveau à la prochaine séance.

Dépôt de documents:

Enseignement secondaire et classique

L'honorable M. Perrier (Terrebonne) dépose sur le bureau de la Chambre la réponse à un ordre de l'Assemblée, en date du 29 avril 1942, pour la production d'une copie de toute correspondance

échangée entre l'honorable secrétaire de la province et les autorités de toute université, institution d'enseignement secondaire ou toute autre personne en vue de favoriser l'enseignement secondaire, dans les collèges classiques de la province de Québec, par une plus grande collaboration des professeurs laïques avec la direction et les professeurs religieux de ces collèges. (Document de session no 36)

Ordres en conseil, Chapitre 25, Statuts refondus, 5 George VI

L'honorable M. Perrier (Terrebonne) dépose sur le bureau de la Chambre la réponse à un ordre de l'Assemblée, en date du 8 mai 1942, pour la production d'une copie de tous ordres en conseil, adoptés par le gouvernement de la province de Québec, depuis le 1^{er} janvier 1941, inclusivement, jusqu'au 5 mai 1942, inclusivement, se rapportant au, ou concernant le chapitre 27 des Statuts refondus de la province, 5 George VI. (Document de session no 37)

Dépôt de documents:

Rapport du ministre des Terres et Forêts

L'honorable M. Côté (Bonaventure) dépose sur le bureau de la Chambre le rapport du ministre des Terres et Forêts de la province de Québec pour l'année finissant le 31 mars 1941. (Document de session no 38)

Ajournement

M. l'Orateur prononce l'ajournement.

La séance est levée à 6 heures.

Deuxième séance du 19 mai 1942

Présidence de l'honorable V. Bienvenue

La séance est ouverte à 8 h 30.

Prière.

M. l'Orateur: À l'ordre, Messieurs! Que les portes soient ouvertes!

Projets de loi:**Succession
de J.-B.-R. Fiset**

M. Delagrave (Québec-Ouest) propose, selon l'ordre du jour, que la Chambre se forme en comité plénier pour étudier le bill 123 concernant la succession de feu l'honorable J.-B.-R. Fiset.

Adopté. M. l'Orateur quitte le fauteuil.

Le comité étudie le bill article par article et le président fait rapport que le comité a adopté le bill 123 sans l'amender.

M. Delagrave (Québec-Ouest) propose que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Adopté après division.

Il est ordonné que le greffier porte ce bill au Conseil législatif et prie les honorables conseillers de l'adopter.

**Charte
de la ville Lasalle**

M. Kirkland (Jacques-Cartier) propose, selon l'ordre du jour, que la Chambre se forme en comité plénier pour étudier le bill 114 modifiant la charte de la ville Lasalle.

Adopté. M. l'Orateur quitte le fauteuil.

Le comité étudie le bill article par article et le président fait rapport que le comité a adopté le bill 114 sans l'amender.

M. Kirkland (Jacques-Cartier) propose que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Adopté après division.

Il est ordonné que le greffier porte ce bill au Conseil législatif et prie les honorables conseillers de l'adopter.

Charte de Lachine

M. Kirkland (Jacques-Cartier) propose, selon l'ordre du jour, que la Chambre se forme en comité plénier pour étudier le bill 124 modifiant la charte de la cité de Lachine.

Adopté. M. l'Orateur quitte le fauteuil.

Le comité étudie le bill article par article et le président fait rapport que le comité a adopté le bill 124 sans l'amender.

M. Kirkland (Jacques-Cartier) propose que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Adopté après division.

Il est ordonné que le greffier porte ce bill au Conseil législatif et prie les honorables conseillers de l'adopter.

Berthier

M. Gauthier (Montréal-Laurier) propose, selon l'ordre du jour, que la Chambre se forme en comité plénier pour étudier le bill 153 concernant la ville de Berthier et ratifiant une convention intervenue entre les Commissaires d'écoles pour la municipalité de Berthierville et celle de Berthier, paroisse.

Adopté. M. l'Orateur quitte le fauteuil.

Le comité étudie le bill article par article et le président fait rapport que le comité a adopté le bill 153 sans l'amender.

M. Gauthier (Montréal-Laurier) propose que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Adopté après division.

Il est ordonné que le greffier porte ce bill au Conseil législatif et prie les honorables conseillers de l'adopter.

Thomas Kerr Stevenson

M. Frégeau (Stanstead) propose, selon l'ordre du jour, que la Chambre se forme en comité plénier pour étudier le bill 154 donnant un effet légal au changement de nom de Thomas Kerr Stevenson en celui de Thomas Kerr Lachlan White.

Adopté. M. l'Orateur quitte le fauteuil.

En comité:

Présidence de M. Dumaine (Bagot)

M. Duplessis (Trois-Rivières) demande des détails et exige la production du testament, puisqu'il s'agit d'une affaire de donation. La Chambre doit rapporter progrès pour permettre de retracer le testament en question qui n'est pas annexé au bill comme il aurait dû l'être.

Rapport du comité plénier:

M. l'Orateur au fauteuil

M. le président fait rapport que le comité n'a pas fini de délibérer et demande la permission de siéger de nouveau.

Il est ordonné que le comité siége de nouveau à la prochaine séance.

Commission scolaire de Verdun

M. Comeau (Montréal-Verdun) propose, selon l'ordre du jour, que la Chambre se forme en comité plénier pour étudier le bill 141 concernant la Commission des écoles catholiques de Verdun.

Adopté. M. l'Orateur quitte le fauteuil.

En comité:

Présidence de M. Dumaine (Bagot)

M. Duplessis (Trois-Rivières): Dans notre province le problème scolaire est surtout sérieux au point de vue financier. Le gouvernement ne fait rien pour régler le problème scolaire dans la province. Les ministres ne font que des discours. Or, on a choisi ce moment pour leur enlever les ressources dont elles pouvaient disposer en négociant un accord avec Ottawa. Bien plus, dit-il, par suite de l'entente intervenue entre le provincial et le fédéral au sujet du transfert des taxes, les commissions scolaires se trouvent privées des revenus provenant de la taxe sur les corporations cédée à Ottawa. C'est pour cela que le gouvernement est obligé de permettre aux commissions scolaires d'emprunter.

L'honorable M. Perrier (Terrebonne): Il est vrai que les commissions scolaires de l'Île de Montréal, surtout celles de Montréal et de Verdun, sont dans une impasse financière. Le problème scolaire existe depuis plusieurs années. Mais la différence qu'il y a entre l'Union nationale et le gouvernement libéral, c'est que le gouvernement actuel se préoccupe de ce problème qui existe depuis plusieurs années alors que l'Union nationale n'a rien fait de 1936 à 1939. Verdun demande le droit d'emprunter. Nous lui accordons ce droit tout en sachant que ce n'est pas un moyen de corriger d'une façon permanente la situation financière de cette Commission.

Nous connaissons l'étendue de ce problème et je puis donner l'assurance à cette Chambre que dès la session terminée, nous ferons plus pour venir en aide aux commissions scolaires de nos grandes villes que l'Union nationale n'a jamais songé à faire.

La convention entre le gouvernement du Québec et les autorités fédérales n'affecte en rien les revenus des Commissions; la suspension temporaire de certaines taxes ne dérangera d'aucune façon les commissions scolaires.

M. Paquette (Labelle): Le secrétaire provincial répète depuis trois ans les mêmes discours tout comme s'ils étaient enregistrés sur disques. Il nous annonce des projets de loi qui ne viennent jamais. Il n'a encore rien fait pour l'enseignement, alors que l'Union nationale a fait quelque chose. L'argent roule plus que jamais, et les difficultés augmentent.

Est-ce que le secrétaire provincial peut se vanter d'une situation dont il est l'auteur? Il devrait cesser de faire des discours et présenter les lois qu'il annonce depuis si longtemps. Au lieu de répéter la même chose à chaque session, le ministre devrait avoir le courage de dire que c'est l'Union nationale qui a augmenté le traitement des institutrices. C'est à l'Union nationale que les institutrices doivent leur salaire de \$300.

L'honorable M. Perrier (Terrebonne) reproche au député de Labelle (M. Paquette) de ne pas vouloir admettre des faits. C'est ainsi que l'an dernier, la taxe du milliard a valu un excédent de \$800,000 aux commissions scolaires de Montréal, et que cette année le gouvernement a promis de doubler le montant de \$700,000 qui sera payé par la cité à ces mêmes commissions.

Quant au salaire des institutrices, l'ancien secrétaire provincial a eu la bonne intention de le payer, rien de plus; car il n'a rien prévu dans son budget pour faire face à la dépense supplémentaire. Plus tard, il fit adopter une ordonnance fixant à \$300 le traitement annuel des institutrices. Mais son collègue, le pédagogue William Tremblay, annula l'ordonnance avec un arrêté ministériel.

M. Paquette (Labelle): Je défie le ministre de prouver ce qu'il avance. Le secrétaire provincial a l'audace de sept chiens pour prendre de telles libertés avec la vérité. Le ministre devrait circuler ailleurs que dans son comité.

Il (M. Paquette) ajoute que l'an dernier, lors de l'étude du budget, il a produit des documents fournis par le ministre lui-même qui attestent le mode de distribution des montants mis à la disposition des commissions scolaires pour payer le salaire de \$300 sous l'Union nationale. Le problème avec le ministre, c'est qu'il prend trop de libertés avec la vérité. Depuis que ce gouvernement est au

pouvoir, les commissaires d'écoles ont reçu moins de subventions, des réductions s'échelonnant de 25 % à 40 %; et si le ministre circulait dans son propre comté de Terrebonne, dit-il, et il se rendrait compte du fait. Les commissions scolaires sont moins aidées qu'elles ne l'étaient sous l'Union nationale. Depuis l'avènement du régime actuel, les montants que reçoivent les commissions scolaires ont constamment été réduits.

L'honorable M. Perrier (Terrebonne): Le député de Labelle est bien mal renseigné. Les renseignements que le député de Labelle a pu obtenir au sujet de la situation des commissions scolaires de Terrebonne sont inexacts.

Mais il n'y a pas de traitement de faveur pour mon comté. Toutes les commissions scolaires de la province sont traitées avec justice et une générosité plus grande que sous l'Union nationale de 1936 à 1939.

Je reconnais que mon honorable ami a fixé un salaire de \$300, qu'il a eu la bonne intention de se conformer aux recommandations du Conseil de l'instruction publique pour faire face à l'excédent de dépenses, mais je répète qu'il a oublié d'y donner suite. Je répète également qu'un deuxième arrêté ministériel a été passé pour faire considérer le premier comme inexistant.

M. Duplessis (Trois-Rivières): Le ministre n'a pas le droit de faire de fausses déclarations et les procédures du Parlement l'empêchent d'en dire plus. Par ailleurs, le ministre devrait apprendre que le premier symptôme de l'éducation est le respect de la vérité. On n'a qu'à consulter les Statuts pour se rendre compte des montants mis à la disposition des commissions scolaires.

Sous mon règne, 90 % ou 92 % des municipalités scolaires ont pu donner un traitement minimum de \$300 à leurs institutrices grâce à l'encouragement reçu des autorités provinciales. Quant à la convention intervenue entre Ottawa et Québec au sujet du transfert des taxes, il cite au ministre les articles qui privent les commissions scolaires des revenus provenant des taxes sur les corporations.

Il (M. Duplessis) passe ensuite en revue les œuvres de l'Union nationale dans le domaine de l'éducation et conclut en disant que ceux qui ne voient pas les faits manifestent un aveuglement inexplicable.

Les articles 1 à 3, ainsi que le préambule, sont adoptés.

Rapport du comité plénier:

M. l'Orateur au fauteuil

M. le président fait rapport que le comité a adopté le bill 141 sans l'amender.

M. Comeau (Montréal-Verdun) propose que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Adopté.

Il est ordonné que le greffier porte ce bill au Conseil législatif et prie les honorables conseillers de l'adopter.

Élections

Conformément à l'ordre du jour, la Chambre se forme de nouveau en comité plénier pour étudier le bill 36 concernant les élections à l'Assemblée législative.

En comité:

Présidence de M. Dumaine (Bagot)

Les articles 109 à 217 du chapitre 5 de la loi concernant les élections à l'Assemblée législative, modifié par l'article 1 du projet de loi, sont adoptés.

Le comité étudie l'article 218 du chapitre 5 de la loi concernant les élections à l'Assemblée législative, modifié par l'article 1 du projet de loi, qui se lit comme suit:

"218. Tout employeur doit, le jour du scrutin, accorder à chaque électeur à son emploi au moins deux heures pour voter (en outre du temps normalement accordé pour le repas du midi) et il ne doit faire aucune déduction sur le salaire de cet électeur, ni lui imposer de peine par suite de son absence durant ces heures.

"Le présent article s'applique aux compagnies de chemin de fer et à leurs employés, à l'exception des employés chargés de la circulation des trains et auxquels ce temps ne peut être accordé sans nuire au service.

"Toute contravention au présent article est une infraction qui fait encourir une amende de cent à cinq cents dollars ainsi qu'un emprisonnement de quinze jours à douze mois, et à défaut de paiement de l'amende et des frais, un emprisonnement additionnel de huit jours à six mois. (*nouveau*)"

M. Duplessis (Trois-Rivières) trouve que ce n'est pas suffisant. Les ouvriers, dit-il, qui travaillent à 25 ou 30 milles de Montréal, par exemple, n'auront pas le temps de venir voter. Il cite le cas des employés de Saint-Paul-l'Ermite de Sainte-Thérèse. On devrait donner trois heures, déclare-t-il.

L'honorable M. Casgrain (Kamouraska-Rivière-du-Loup): Il faut faire une loi générale et non d'exception. Ces ouvriers peuvent venir voter à l'heure de leur dîner. Ces deux heures s'ajoutent au temps qui leur est réservé pour le repas du midi. En fait, je ne connais pas de cas où les électeurs n'ont pu voter faute de temps.

M. Duplessis (Trois-Rivières) et **l'honorable M. Bastien (Berthier)** s'interpellent.

L'honorable M. Bastien (Berthier) rappelle avec humour qu'en 1936 il a été élu avec une voix de majorité, mais que cette majorité a augmenté de 4,000 voix en 1939. Trois ans d'Union nationale ont suffi pour multiplier par 4,000 ma majorité, dit-il. Il demande au chef de l'opposition de citer le fameux *Petit catéchisme électoral* qui fut mis en circulation au temps de l'alliance avec M. Gouin.

M. Duplessis (Trois-Rivières) et **l'honorable M. Bastien (Berthier)** discutent de la question des assurances.

L'honorable M. Casgrain (Kamouraska-Rivière-du-Loup): Si j'avais l'assurance que ma loi serait votée ce soir, je serais bien content.

M. Talbot (Chicoutimi) soumet de son côté le cas des ouvriers qui travaillent à Arvida et qui viennent des comtés avoisinants. Ils n'auront pas le temps, en deux heures de venir voter.

L'article 218 du chapitre 5 de la loi concernant les élections à l'Assemblée législative, modifié par l'article 1 du projet de loi, est adopté.

Le comité poursuit l'étude du projet de loi.

M. Duplessis (Trois-Rivières) revient à la charge et semble s'inquiéter de certaines dispositions de la nouvelle loi. Mais je n'ai pas peur de ces dispositions parce que je sais que l'opinion publique est en notre faveur.

L'honorable M. Godbout (L'Islet): Le chef de l'opposition sent-il des courants d'air?

M. Duplessis (Trois-Rivières) proteste contre les prévisions qui permettent à l'officier scrutateur de détacher le talon ou d'initialer le bulletin après coup.

L'honorable M. Casgrain (Kamouraska-Rivière-du-Loup) explique qu'il s'agit de protéger l'électeur.

Rapport du comité plénier:

M. l'Orateur au fauteuil

M. le président fait rapport que le comité n'a pas fini de délibérer et demande la permission de siéger de nouveau².

Il est ordonné que le comité siège de nouveau à la prochaine séance.

Questions et réponses:

M. Lorrain (Papineau): 1. Y a-t-il des fonctionnaires ou employés qui ont été nommés dans le service civil, autrement que par arrêté ministériel, depuis le 24 février 1942 jusqu'au 17 avril, inclusivement?

2. Dans l'affirmative, quels sont ces fonctionnaires?

3. Quel salaire recevra chacun d'eux?

L'honorable M. Mathewson (Montréal-Notre-Dame-de-Grâce): (Voir le tableau ci-dessous)

Nom	Prénom	Salaire	Détails de l'emploi
<i>Affaires municipales, Industrie et Commerce:</i>			
Pesant.....	Géraldine	\$ 75.00	Par mois
<i>Agriculture:</i>			
Bouchard.....	François	1,200.00	Par an
Choquette.....	Lionel	75.00	Par mois
Gauvreau.....	E.-W.	2,200.00	Par an
Godbout	Gérard.....	1,600.00	Par an
Greene.....	Gerald.....	1,200.00	Par an
Généreux.....	Henriette	50.00	Par mois
Grignon.....	Pauline.....	900.00	Par an
Laflamme.....	René.....	1,200.00	Par an
Lalumière.....	Élie	1,500.00	Par an

<i>Nom</i>	<i>Prénom</i>	<i>Salaire</i>	<i>Détails de l'emploi</i>	<i>Nom</i>	<i>Prénom</i>	<i>Salaire</i>	<i>Détails de l'emploi</i>
Levac	Marcel	900.00	Par an	<i>Centrale électrique:</i>			
Milette	Gertrude	840.00	Par an	Forgues	J.-A.	3,600.00	Par an
Méthot	Albert	1,200.00	Par an	Karch	Marcel	125.00	Par mois
Poulin	Ls-E.	50.00	Par mois	<i>Chasse et pêche:</i>			
Veilleux	Henri	1,200.00	Par an	Côté	Joseph	864.00	Par an
<i>Aide à la jeunesse:</i>				Duguay	Jean	1,800.00	Par an
Beaudry	Roméo	150.00	Par mois	Gagnon	Laurent	150.00	Par an
Bastien	Marcel	100.00	Par mois	Pepin	Antonio	864.00	Par an
Auger	Roland	125.00	Par mois	<i>Colonisation:</i>			
Bélanger	Alph.	200.00	Par mois	Bolduc	Joseph	1,200.00	Par an
Clément	Gérard	90.00	Par mois	<i>Commission des accidents du travail:</i>			
Culet	Philippe	150.00	Par mois	Crête	Gisèle	720.00	Par an
Cadorette	Paul	100.00	Par mois	Laurence	Gilbert	720.00	Par an
Dansereau	Clovis	250.00	Par mois	Levasseur	Marc	720.00	Par an
Davis	A.-A.	160.00	Par mois	Ouellet	Fernande	720.00	Par an
Duquette	J.-P.	150.00	Par mois	Rioux	Jeannine	720.00	Par an
Dupuis	Luc	150.00	Par mois	<i>Commission du salaire minimum:</i>			
Fortin	Édouard	75.00	Par mois	Simard	Gérard	1,500.00	Par an
Fortier	Henri	150.00	Par mois	<i>Instruction publique:</i>			
Furlong	F.-T.	125.00	Par mois	Poulin	Angèle	20.00	Par semaine
Gagnon	Léo	125.00	Par mois	Roy	M.-Rose	20.00	Par semaine
Giroux	Jacques	65.00	Par mois	<i>Pêcheries maritimes:</i>			
Gravel	Roland	150.00	Par mois	Huet	Thomas	50.00	Par mois du 31 mars au 1 ^{er} déc. et \$25 par mois du 1 ^{er} déc. au 31 mars
Lalonde	J.-P.	125.00	Par mois	Féquet	Peter	1,020.00	Par an
Labrie	Gérard	100.00	Par mois	Poirier	Alfred	50.00	Par mois
Larocque	Louis	125.00	Par mois	<i>Procureur Général (divers bureaux de justice):</i>			
Martel	Roméo	90.00	Par mois	Beaudry	Donat	900.00	Par an
Michaud	Antonio	110.00	Par mois	Couture	Paul-E.	1,000.00	Par an - Pour 3 mois
Nadeau	Donat	150.00	Par mois	Dugas	Gisèle	900.00	Par an
Nutley	M ^{me} J.	100.00	Par mois	Doherty	Patrick	1,100.00	Par an
Phaneuf	J.-A.	90.00	Par mois	Francoeur	Adjutor	850.00	Par an
Pellerin	Roland	225.00	Par mois	Gamache	Gérard	1,100.00	Par an
Ricard	Robert	125.00	Par mois	<i>Assemblée législative:</i>			
Rodrigue	Lucien	250.00	Par mois	Bonenfant	J.-C.	100.00	Par mois (durant session)
St-Laurent	P.-E.	150.00	Par mois	Lapointe	P.-E.	75.00	Par mois (durant session)
St-Pierre	Armand	80.00	Par mois	<i>Bibliothèque de la Législature:</i>			
Turcot	Roland	100.00	Par mois	Parizeau	Annette	100.00	Par mois (durant session)
Wilson	S. T.	125.00	Par mois				

<i>Nom</i>	<i>Prénom</i>	<i>Salaire</i>	<i>Détails de l'emploi</i>	<i>Nom</i>	<i>Prénom</i>	<i>Salaire</i>	<i>Détails de l'emploi</i>
Girard	Mme Émile ..	494.00	Par an	Levesque	James	4.00	Par jour
Geary	Lucette	600.00	Par an				(3 mois)
Harding	H.-Charles....	1,100.00	Par an	Maher	Peter	4.00	Par jour (x)
Julien	Jeannine	600.00	Par an	McCarthy	Eileen	2.70	Par jour (x)
Langlais	Alfred	1,100.00	Par an	McCaffrey	Raymond	4.00	Par jour (x)
Pelletier	M ^{me} Paul	1,200.00	Par an	O'Connell	Daniel	4.00	Par jour (x)
Rivest	Hermas	1,000.00	Par an	Provancher	Yvette	900.00	Par an
Royer	Napoléon	1,200.00	Par an	Pepin	Henri	4.00	Par jour (x)
Sarrazin	Joseph	1,100.00	Par an	Perrault	J.-P.	4.00	Par jour (x)
Sikorski	Gérard	1,200.00	Par an	Pigeon	Madeleine	2.70	Par jour (x)
Shulman	Louis	1,200.00	Par an	Perreault	J.-Donat	4.00	Par jour (x)
St-Pierre	Rose	660.00	Par an	Robillard	Paul	4.00	Par jour (x)
Tremblay	Jos.	900.00	Par an - Du 30 mars au 6 avril	Scott	Fred-D.	4.00	Par jour (x)
				Valois	Paul	4.00	Par jour (x)
				Vanier	Rita	2.70	Par jour (3 mois)
Tremblay	Antonio	950.00	Par an				
Thibault	Josaphat	1,000.00	Par an	Keough	Peter	4.00	Par jour (x)
Turcotte	Laurence	600.00	Par an	(x) - Employé pour la durée de l'émission des licences.			
Vézina	Pierre-Jos.	75.00	Par mois				
<i>Revenu, Bureau du:</i>				<i>Santé:</i>			
Barolet	R.-Y.	4.00	Par jour (x)	Baron	Marguerite	1,000.00	Par an
Beauchesne ...	Maurice	4.00	Par jour (3 mois)	Blais	Denise	960.00	Par an
Beaupré	Rose	2.70	Par jour (3 mois)	Couturier	Laura	600.00	Par an
				Chevalier	Henriette	600.00	Par an
Belisle	Donat-Jean ...	4.00	Par jour (x)	Desjardins	D'. A.	300.00	Par an
Baillard	Z.-Roméo	4.00	Par jour (x)	Duford	Charles	1,200.00	Par an
Bellefeuille ...	L.	4.00	Par jour (3 mois)	Dunn	Thomas	1,200.00	Par an
				Fauteux	Corinne	600.00	Par an
Claude	Marguerite ...	2.70	Par jour (x)	Genest	D'. Jacques ...	1,500.00	Par an
Crônier	Patrick	1,500.00	Par an	Gauvreau	Antonia	1,000.00	Par an
Caron	Bernard		Par jour (1 mois)	Guilbault	Mariette	600.00	Par an
		3.00		Lespérance ...	Jeanne	600.00	Par an
Drouin	Fernand	4.00	Par jour (x)	Pelletier	Rolande	960.00	Par an
Descarries	Léon	4.00	Par jour (x)	Plourde	D'. Gérard	600.00	Par an
Denault	Noël	4.00	Par jour (x)	Royer	Alexandrine ..	960.00	Par an
Drummond ...	John-S.	4.00	Par jour (x)	Verge	D'. E.	3,600.00	Par an
Désilets	Edmond	4.00	Par jour (3 mois)	Wight	W. J.	1,500.00	Par an
				<i>Secrétariat provincial:</i>			
Fournier	Raoul	4.00	Par jour (x)	Angers	Léon	8.00	Par mois
Fleury	Roland	4.00	Par jour (x)				
Gingras	L.-E.	4.00	Par jour (x)	<i>Terres et Forêts:</i>			
Gleason	Owen	4.00	Par jour (x)				
Levesque	Charlotte	2.70	Par jour (3 mois)	Campeau	Jean-Paul	75.00	Par mois
Lecavalier	Léopold	4.00	Par jour (x)	<i>Travail:</i>			
Leclaire	Rose	2.70	Par jour (x)				
Laroche	Marielle	2.70	Par jour (x)	Berthelot	Willie	150.00	Par mois
Lapointe	Georges	4.00	Par jour (x)				Par an -
Lepage	Pierre	4.00	Par jour (x)	Murphy	Robert	1,200.00	Quitte le 15 mai

<i>Nom</i>	<i>Prénom</i>	<i>Salaire</i>	<i>Détails de l'emploi</i>
<i>Travaux publics:</i>			
Beauchamp ... W.....		43.33	Par quinzaine

Travaux de la Chambre

M. Duplessis (Trois-Rivières) demande si la motion Dumaine sera appelée à la prochaine séance.

L'honorable M. Godbout (L'Islet) répond dans l'affirmative.

Ajournement

L'honorable M. Godbout (L'Islet) propose que la Chambre, lorsqu'elle s'ajournera, se trouve ajournée à demain après-midi.

Adopté.

La séance est levée à 11 h 40³.

NOTES

1. *Le Soleil* du 20 mai 1942, à la page 3, écrit que M. Bouchard "n'a été en Chambre qu'une dizaine de minutes".

2. *Le Soleil* du 20 mai 1942, à la page 5, indique "qu'à minuit moins vingt, le comité plénier arrive au terme des 385 articles modifiés par l'article 1 du projet de loi. Six avaient été laissés de côté parce qu'ils entraînent des dépenses et que, conséquemment, ils doivent être présentés par autant de résolutions.

3. Minuit, selon *La Patrie* du 20 mai 1942, à la page 11.

Première séance du mercredi 20 mai 1942

Présidence de l'honorable V. Bienvenue

La séance est ouverte à 3 heures

Prière.

M. l'Orateur: À l'ordre, Messieurs! Que les portes soient ouvertes!

Rapports des comités permanents:

L'honorable M. Côté (Bonaventure): J'ai l'honneur de présenter à la Chambre le dixième rapport du comité permanent des bills publics en général.

Attendu que le délai pour la réception des rapports sur les bills privés est expiré, votre comité désire recommander la suspension de la règle 639, afin de lui permettre de rapporter, avec des amendements, le bill suivant:

- bill 117 concernant la Corporation de prêt et revenu.

Le rapport est adopté après division.

Messages du Conseil législatif:

M. l'Orateur communique à la Chambre que le greffier du Conseil législatif a apporté le message suivant:

Le Conseil législatif informe l'Assemblée législative qu'il a voté le bill 16 modifiant le Code municipal, avec l'amendement suivant qu'il la prie d'agréer:

1. L'article 6 est remplacé par le suivant:

"6. L'article 654 dudit code, modifié par l'article 36 de la loi 8 George V, chapitre 20; l'article 2 de la loi 15 George V, chapitre 84; l'article 16 de la loi 18 George V, chapitre 94; l'article 10 de la loi 2 George VI, chapitre 103, et l'article 1 de la loi 4 George VI, chapitre 73, est de nouveau modifié en retranchant le paragraphe 8."

Le Conseil législatif informe l'Assemblée législative qu'il a voté le bill 112 modifiant la charte de Les Prévoyants du Canada, avec les amendements suivants qu'il la prie d'agréer:

1. L'article 2 est modifié en remplaçant, dans les lignes 1 et 2 du sous-article 4, page 1, les mots: "Le Fonds de Pension créé", par les mots:

"Les Prévoyants du Canada Fonds de pension corporation créée".

2. L'article 3 est modifié en remplaçant, dans le sous-article 4c, paragraphe 3, dans l'avant-dernière et la dernière ligne de la page 3, les mots: "Fonds de pension", par les mots:

"Les Prévoyants du Canada Fonds de pension".

3. L'article 4 est modifié en remplaçant, dans la ligne 1 du sous-article 5, les mots: "Le Fonds de pension", par les mots:

"Les Prévoyants du Canada Fonds de pension".

4. L'article 5 est biffé.

5. L'article 6, qui devient article 5, est amendé:

a) en biffant, dans le paragraphe 13, lignes 1 et 2, les mots:

"secrétaire, après vingt ans de secrétariat, devient";

b) en biffant, dans le paragraphe 13, ligne 2, le mot: "et" qui suit immédiatement le mot: "secrétaire trésorier".

6. L'article 7, qui devient article 6, est modifié:

a) en remplaçant, dans la ligne 12, les mots: "du Fonds de pension", par les mots:

"de Les Prévoyants du Canada Fonds de pension".

b) en remplaçant, dans la ligne 18, les mots: "Fonds de pension", par les mots:

"fonds de pension".

c) en remplaçant, dans la dernière ligne, les mots: "Fonds de pension", par les mots:

"fonds de pension".

7. Les articles 8 et 9 deviennent respectivement articles 7 et 8.

8. L'article 10, qui devient article 9, est modifié en remplaçant, dans les lignes 2, 3 et 4, les mots: "la "Caisse de remboursement" et "Caisse de retraite" établies", par les mots:

"Les Prévoyants du Canada "Caisse de remboursement" et "Les Prévoyants du Canada "Caisse de retraite", corporations créées".

9. Les articles 11 et 12 deviennent respectivement articles 10 et 11.

Le Conseil législatif informe l'Assemblée législative qu'il a voté le bill 177 constituant la Corporation des agronomes de la province de Québec, avec les amendements suivants qu'il la prie d'agréer:

1. L'article 6 est modifié en remplaçant les mots: "d'une valeur réelle n'excédant pas deux cent

mille dollars", aux lignes 5, 6 et 7 du paragraphe 1, page 3, par les mots suivants:

"mais la valeur réelle des immeubles possédés par la Corporation ne doit pas excéder deux cent mille dollars";

2. L'article 25 est modifié en biffant le paragraphe (2), page 9, qui commence par le mot: "Cependant" et qui finit par le mot: "application"; et le paragraphe (3), qui suit immédiatement ledit paragraphe (2), devient le paragraphe (2).

3. L'article 39 est modifié en ajoutant immédiatement après les mots: "aux ingénieurs civils", dans le paragraphe 5, les mots suivants:

"aux arpenteurs géomètres,"

4. L'article 42 est modifié en ajoutant immédiatement à la suite du mot: "pendant", dans la troisième ligne, les mots suivants:

"une période n'excédant pas".

5. L'article 44 est modifié:

a) en biffant, dans les lignes 3 et 4, les mots suivants:

"ainsi que les dettes et obligations de";

b) en ajoutant à la fin, immédiatement à la suite du mot: "Québec" les mots suivants:

"laquelle sera responsable des dettes et obligations de ladite corporation".

Projets de loi:

Code municipal

La Chambre prend en considération l'amendement que le Conseil législatif a apporté au bill 16 modifiant le Code municipal.

L'honorable M. Drouin propose que cet amendement soit maintenant lu.

Adopté après division.

Il est ordonné que l'examen dudit amendement soit remis à la prochaine séance.

Les Prévoyants du Canada

La Chambre prend en considération les amendements que le Conseil législatif a apportés au bill 112 modifiant la charte de Les Prévoyants du Canada.

M. Delagrave (Québec-Ouest) propose que ces amendements soient maintenant lus.

Adopté après division.

Il est ordonné que l'examen desdits amendements soit remis à la prochaine séance.

Corporation des agronomes

La Chambre prend en considération les amendements que le Conseil législatif a apportés au bill 177 constituant la Corporation des agronomes de la province de Québec.

M. Potvin (Roberval) propose que ces amendements soient maintenant lus.

Adopté après division.

Il est ordonné que l'examen desdits amendements soit remis à la prochaine séance.

Vacances dans les districts électoraux:

Districts électoraux d'Arthabaska et L'Assomption

M. Barrette (Joliette), parlant de son siège, notifie à M. l'Orateur la vacance des sièges d'Arthabaska et de l'Assomption, par suite de l'acceptation, par l'honorable M. Wilfrid Girouard et par l'honorable M. Bernard Bissonnette, des fonctions de juge.

Questions et réponses:

Zéphirin Carette

M. Talbot (Chicoutimi): 1. M. Zéphirin Carette, de Deschailions-sur-Saint-Laurent, comté de Lotbinière, a-t-il travaillé pour le ministère de la Voirie, comme surveillant ou contremaître, sur la route Québec-Montréal-New York, en 1941?

2. Dans l'affirmative:

a) Pendant combien de temps?

b) Combien lui a-t-il été payé en salaire?

c) Combien en frais de voyage et de déplacement?

L'honorable M. Godbout (L'Islet): 1. Oui;

2. a) 14 jours.

b) 56.

c) 19.60.

Questions de privilège:

Article du *Montral Star*

M. Chaloult (Lotbinière): Le *Star*, de Montréal, a donné un compte rendu inexact d'un récent

discours que j'ai prononcé à Montréal. Il ajoute que ce journal lui fait dire que M. J.-N. Francoeur, en 1917, a présenté et fait adopter une motion contre la conscription. Cela n'est pas conforme aux faits et ce n'est pas ce qu'il a dit. Il est parfaitement au courant de la motion Francoeur et de sa portée. Cette motion tendait plutôt à demander que la province sorte de la Confédération si elle était une entrave au progrès du pays. Je fais ces remarques, dit-il, en toute justice pour l'honorable juge Francoeur.

Mais il y a plus que cela. Le même journal, le *Star*, en date du 13 mai dernier, dans sa page éditoriale, publie un article qui me concerne tout particulièrement. On y dit, entre autres choses que les partisans de Chaloult sont les véritables amis d'Hitler et de Mussolini.

Il cite les principaux passages de cet article et déclare que le reste est un tissu d'injures comme savent en faire certaines gens qui se prétendent pourtant gentlemen. Je proteste contre cet article injurieux.

Ce que j'ai dit et que je répète, M. l'Orateur, c'est tout le contraire des propos qu'on m'a attribués. J'ai soutenu que le fédéral devait refuser d'imposer la conscription parce qu'il importait de prévenir des disputes, des querelles et même des émeutes, dans notre province et qu'il fallait à tout prix maintenir la paix. Je voudrais bien savoir ce qu'il y a de préhensible dans ces paroles.

L'article du *Star* a été écrit avec mauvaise foi, avec des intentions malhonnêtes et on a pris pour m'injurier des manières basses. Je ne veux pas confondre l'auteur de cet article avec le représentant du même journal à Québec.

Cet article est en violation des privilèges des membres de la Législature. Il (M. Chaloult) cite la loi de l'indépendance de la Législature:

"56. Les actes suivants sont défendus et considérés comme infraction aux dispositions du présent paragraphe:

"1° Commettre des voies de faits sur la personne d'un conseiller législatif ou d'un député, ou proférer des injures ou publier des écrits diffamatoires à son adresse, pendant la session, ou pendant les vingt jours qui précèdent et les vingt jours qui suivent chaque session;

"2° Molester, menacer ou tenter de violenter ou d'intimider un conseiller législatif ou un député;

"60. Quiconque commet une infraction au présent paragraphe devient passible d'un emprisonnement pour une période n'excédant pas un an, qui est déterminée par la Chambre qui s'est enquis de cette infraction."

C'est du chantage et de la diffamation, dit-il. Des sanctions sont prévues. On se rappelle l'affaire Roberts. L'auteur avait attaqué la Législature dans son journal *The Axe*. Ses attaques étaient moins graves que celles que je signale à cette Chambre. Je pourrais traîner à la barre l'auteur de l'article du *Star*, poursuivre une enquête et demander son emprisonnement pour un an. Mais la session est déjà longue et je ne veux pas la prolonger; les députés ont, avec raison, hâte d'en finir. J'avertis cependant les intéressés que la prochaine fois, je me prévaudrai de la loi de la Législature.

Les menaces du *Star* et autres pareils ne m'intimideront pas. Ces racistes intolérants, qui prétendent défendre la démocratie, voudraient envoyer dans les camps de concentration tous ceux qui ne pensent pas comme eux. Qu'ils aillent donc vivre au pays d'Hitler, puisqu'ils tiennent à adopter des méthodes d'Hitler. Encore une fois, ils ne m'intimideront pas. Je les méprise profondément et leur chantage ne m'empêchera pas de continuer la lutte contre la conscription.

Motions des députés:

Conscription

Conformément à l'ordre du jour, la Chambre reprend le débat, ajourné mardi le 12 mai courant, sur l'amendement proposé par le représentant de Papineau (M. Lorrain) à la motion proposée par le représentant de Bagot (M. Dumaine) dont elle a été saisie le même jour et qui se lit comme suit: Attendu que la province de Québec, par la voix de sa Législature, entend réaffirmer sa ferme détermination de continuer, à l'égal des autres provinces du pays, jusqu'à la victoire finale, l'effort de guerre fait depuis le début des hostilités;

Attendu que la loi de mobilisation et le système de volontariat, tel qu'établi depuis le début de la guerre, ont tous deux donné des résultats dont l'efficacité a été reconnue encore récemment par les chefs politiques et militaires des divers pays alliés;

Attendu que, particulièrement, le système de volontariat garantit mieux l'étendue et l'efficacité de la production canadienne:

Cette Chambre réitère l'indéfectible volonté de tous ses membres de soutenir le meilleur effort de guerre possible, mais elle exprime le vœu que le gouvernement fédéral s'en tienne à sa politique de volontariat et n'impose pas la conscription pour service outre-mer.

Lequel amendement se lit comme suit:

Que la motion en discussion soit amendée en retranchant tous les mots qui suivent le mot: "Attendu", dans le premier paragraphe de cette motion, et en les remplaçant par les suivants:

"Que les membres de l'Assemblée législative sont les serviteurs du peuple et qu'ils doivent faire écho à ses légitimes revendications clairement exprimées lors du plébiscite tenu le 27 avril 1942;

"L'Assemblée législative de la province de Québec se déclare énergiquement opposée à la conscription pour service outre-mer et affirme que c'est l'impérieux devoir de l'Assemblée législative et du gouvernement de la province d'adopter, immédiatement, toutes les mesures nécessaires pour faire respecter les droits et l'opinion de la province à ce sujet et les engagements formels qui ont été contractés envers la province relativement à la conscription."

M. Plamondon (Portneuf), après avoir félicité M^e Valmore Bienvenue de sa nomination comme Orateur de la Chambre, et MM. Bernard Bissonnette et Wilfrid Girouard nommé juges, dit que la motion Dumaine contre la conscription est en réalité la motion du gouvernement. Tous savent, dit-il, que c'est la motion du gouvernement et je suis assuré que de ce côté-ci de la Chambre, elle sera adoptée à l'unanimité.

Le député de Bagot (M. Dumaine), en présentant cette motion, donne raison aujourd'hui à ceux qui, il y a quelques semaines, se prononçaient ouvertement et catégoriquement pour un "non" sur le plébiscite. Je suis heureux de constater que l'honorable député admet maintenant notre point de vue et admet aussi que nous n'étions pas trop aveugles après tout.

Sur le grand nombre des députés libéraux provinciaux, deux seulement se sont prononcés officiellement pour le "oui", huit se sont prononcés officiellement pour le "non" et la presque totalité des libéraux provinciaux ont voté "non".

Ce n'est pas la première fois que la question de la conscription se pose en cette Chambre. En 1939, les étudiants de l'Université Laval sont venus demander au premier ministre du temps, qui est le chef actuel de l'opposition, s'il était pour ou contre la conscription. Il a refusé de se prononcer en disant que c'était une question fédérale.

M. Duplessis (Trois-Rivières): Je soulève un point d'ordre. J'ai toujours été contre la conscription.

M. Plamondon (Portneuf): En 1911, lorsque Sir Wilfrid Laurier a voulu créer une marine de guerre canadienne, les ancêtres tories du député de Papineau, qui a proposé un amendement à la motion, se sont emparés du pouvoir, et plus tard, ils nous ont imposé la conscription. Les descendants des Borden et des Meighen oublient que, s'ils étaient au pouvoir à Ottawa, comme en 1917, il y a longtemps que nous aurions la conscription. L'on n'a pas droit, dit-il, de faire retomber sur le Parti libéral provincial la tangente politique que prend le gouvernement d'Ottawa; que le parti provincial reste comme il était auparavant, opposé à la conscription. Les promesses faites par les députés provinciaux seront respectées et la preuve en est que la motion Dumaine est devant la Chambre.

Il déclare qu'il veut aller encore plus loin que la motion Dumaine qui demande que le gouvernement King s'en tienne à sa politique du volontariat et n'impose pas la conscription pour service outre-mer. Pour ma part, dit-il, j'irai plus loin et je prierai M. Mackenzie King de ne pas tant écouter quelques collègues à l'âme impérialisante qui, cachés sous le beau manteau libéral, de connivence avec les "restants" du vieux parti moribond conservateur, veulent briser l'unité nationale et verser dans les excès malheureux que nous avons connus en 1917. Mais que M. King prête plutôt l'oreille à ceux qui sont sympathiques à notre province, à ceux aussi qui font honneur aux serments prêtés et qui lui indiquent l'écueil sur lequel peut sombrer le navire de l'unité et de la paix canadiennes.

Nous avons à Ottawa plus d'amis qu'on semble le croire en différents endroits. Il cite le témoignage de M. Gardiner et d'autres députés anglais en hommage à notre province pour sa loyauté et son courage.

On constate aussi le fait de l'éducation faite depuis 25 ans contre la conscription pour service militaire outre-mer, et qu'on ne peut changer cette éducation nationale du jour au lendemain, et que, si l'on prétend qu'elle a été faussée, on n'a pas le droit d'en tenir les seuls Canadiens français responsables. Que les vrais responsables, dit-il, politiciens et autres, car les hommes politiques ne sont pas seuls là-dedans, réalisent la situation et prennent leurs responsabilités. N'allons pas par le silence permettre une confusion encore plus grande.

Il a été éduqué dans la doctrine anticonscriptionniste, dit-il, et il y croit encore comme légitime et fondée: ces principes, il les a transmis à d'autres et il professe les sentiments de la

véritable démocratie qui exige le respect des opinions honnêtes des autres. Il rappelle les campagnes politiques du temps passé et dit qu'aujourd'hui on n'a pas le droit d'abandonner le peuple à son destin. Ceux qui l'ont formé, mal ou bien, doivent demeurer avec lui. Il fait la défense des institutions démocratiques qu'il faut protéger, dit-il, en ne donnant pas au peuple l'impression que les promesses électorales sont faites pour être violées.

Je prie tous ceux qui peuvent se faire entendre à la Chambre des communes de s'objecter à une mesure qui serait un désastre national dans bien des domaines. Avant toute autre considération, on doit chercher à sauvegarder l'unité et la paix canadiennes. Il est excessivement urgent que l'on mette de côté cette question de conscription et que l'on cesse d'en parler. Il faut éviter les paroles et les actes impulsifs qui pourraient briser l'unité nationale - ce qui ferait le jeu de l'Allemagne impie et totalitaire. Si dans l'intérêt de notre pays elle est trouvée essentielle, eh bien, que l'on ait le courage de nous l'avouer sans ambages et trouver des arguments assez forts pour nous convaincre.

Lorsque notre peuple aura cette conviction, sa générosité, son courage et sa loyauté lui feront accepter n'importe quel sacrifice pour l'amour et la gloire de notre patrie. Qu'on se garde aussi de pêcher en eau trouble: depuis le plébiscite surtout, certaines figures, d'anciens acteurs politiques, qui avaient cru sage de rester dans l'ombre en attendant le verdict populaire, se sentent tout à coup une âme chevaleresque et viennent sur les estrades publiques prononcer des discours contre la conscription et surtout contre le gouvernement au pouvoir.

Dimanche dernier, nous avions dans mon comté un de ces revenants ou de ces ouvriers de la dernière heure: il s'était juste assez prononcé pour avoir une porte ouverte de deux côtés pour pouvoir après se laver les mains en toutes circonstances, comme il en a si bien l'habitude. La question de conscription n'est plus devant le peuple, elle est devant les Parlements et c'est du côté des parlementaires que le travail doit se faire.

Je voterai contre l'amendement de l'opposition, car celui-ci ne fait que réaffirmer la motion Dumaine. Cet amendement s'inspire de la petite politique et peut nuire à la province. Nous devrions être tous unis contre la conscription et l'opposition devrait retirer son amendement; ce n'est qu'une manœuvre politique.

M. Paquette (Labelle) félicite le député de Portneuf de son courageux discours.

Quand les membres du parti ministériel demandent que nous fassions l'unanimité devant la motion Dumaine, on peut se demander pourquoi ils n'ont pas fait l'unanimité devant la motion Chaloult, il y a un mois. À ce moment la population s'attendait à cela, car elle avait besoin de directives; de plus, le geste aurait eu son importance, car si le gouvernement avait averti ses amis d'Ottawa que, s'il imposait la conscription, il le trouverait fermement sur sa route, il aurait hésité. Mais à ce moment, c'était le temps où l'on dansait sur la corde, le temps où l'on espérait encore se faire délier de ses engagements par la province de Québec.

On jouait à l'équilibriste pour sauver le Parti libéral. On s'est promené avec des arguments différents, selon l'endroit où l'on se trouvait. Chez les Canadiens français, on se déclarait farouchement anticonscriptionnistes, et chez les Anglais, on tentait de paraître impérialistes. On disait tantôt "oui", tantôt "non", selon les milieux où l'on parlait. Le premier ministre faisait des déclarations catégoriques qu'il s'empressait de nier le lendemain.

Aujourd'hui, le Parti libéral est dans une impasse. Pourquoi une deuxième motion sur la même chose? Pourquoi n'avoir pas appuyé la motion Chaloult? La raison, c'est qu'on veut sauver le Parti libéral. Et si le Parti libéral est aujourd'hui dans l'impasse, c'est qu'avant tout on a été des suiveux et qu'on n'a eu qu'un unique but: sauver le parti. Au diable le reste! On est avant tout des suiveux: suiveux avant le plébiscite, suiveux après le plébiscite, suiveux toujours.

Pendant 25 ans, M. Cardin, pour un, suppliait, à chaque élection, ses chers compatriotes de voter pour son parti pour s'épargner la conscription. Lors de la campagne du plébiscite, il les supplia encore de voter "oui"; mais, au lendemain, il se détache, apparemment, de son chef. Ainsi, l'homme qui à Ottawa venait implorer à genoux, avec des trémolos dans la voix, ses chers compatriotes de faire confiance à M. King en disant qu'il n'était absolument pas question de conscription dans le plébiscite, M. Cardin a démissionné quelques jours après avoir trompé ses compatriotes. Il s'est rendu compte qu'il y avait pour lui comme pour bien d'autres, dans le résultat du plébiscite, un vote de non-confiance.

Il faut à tout prix renflouer le Parti libéral. Ça passe avant l'Empire. C'est une manœuvre d'envergure. On veut que le gouvernement de cette province donne la main à M. Cardin pour faire revivre, pour une union Cardin-Godbout, l'aile du Parti libéral de la province de Québec. Ainsi l'on a maintenant deux

groupes fédéraux, dans le dessein de renflouer le Parti libéral avant l'Empire. M. Mackenzie King ira rencontrer les citoyens d'une partie du pays avec des arguments, pendant que l'alliance Cardin-Godbout cherchera à surprendre, une fois de plus, la bonne foi des nôtres avec des arguments opposés.

Une voix: Pas bête!

M. Paquette (Labelle): Mais il est trop tard. On ne peut plus tromper l'opinion de la province de Québec. Le truc a réussi pendant 25 ans. À chaque élection, on sortait de l'armoire le spectre de la conscription afin de gagner des votes. Ça prenait. Après l'élection, on remettait le spectre dans sa boîte. On peut maintenant le mettre dans sa boîte pour toujours. Le stratagème est fatigué de réussir. Aujourd'hui, la farce tragique se retourne contre ses auteurs. Tous nos remparts sont tombés. Le dernier d'entre eux, le premier ministre actuel, disait, à un auditoire anglais, lors des élections d'Huntingdon: "Hitler me déteste, moi. Si vous votez pour le candidat de Duplessis, vous faites le jeu de Hitler".

Il y a une panique parmi les députés libéraux. Ils sont affolés. On les a fait voter contre la motion Dumaine. Ils n'y comprennent plus rien. Ils ont raison de ne plus rien y comprendre.

Le premier ministre nous disait il y a quelques jours qu'il fallait y penser longtemps avant de donner un vote de non-confiance à M. King, l'homme qui possède des renseignements que nul autre au monde ne possède. Aujourd'hui, comme les autres, le premier ministre veut renflouer son bateau. Eh bien, ce même homme a voté, récemment, contre une motion condamnant la conscription, et, aujourd'hui, épouvanté par l'attitude du peuple, il change de méthode et en fait présenter une par un de ses députés. Il veut faire oublier par un vote contraire, son attitude d'il y a quelques jours.

Il (M. Paquette) rappelle ensuite que les membres de l'opposition, eux, n'ont pas à se contredire. Ils ont toujours été contre la conscription et, seuls, ils représentent l'opinion de la province de Québec.

La motion Dumaine est trop élastique, comme celle du programme de son parti: ni chair ni poisson. Ce n'est pas suffisant, elle laisse des échappatoires au gouvernement fédéral. Nous voulons quelque chose de net, de catégorique. C'est pour cela que nous avons présenté un amendement.

Si nos politiciens avaient eu plus de courage avant le plébiscite, s'ils avaient dit à M. King que le gouvernement de la province de Québec n'approuverait

jamais la conscription, la face des choses aurait changé. Mais on voulait servir un peu M. King et servir un peu le peuple.

Il rappelle le discours du premier ministre devant la Chambre sur la motion Chaloult, où le premier ministre s'indigne à la possibilité que la population pourrait hésiter à voter confiance à l'honorable Mackenzie King. Le peuple a voté "non" avec une immense majorité dans notre province. C'est donc une manifestation de non-confiance. Pourquoi le premier ministre ne respecte-t-il pas ses engagements et ne vient-il pas devant l'électorat? Le temps est venu pour le premier ministre, qui a promis de démissionner si le Parti libéral imposait la conscription, de prendre une grande décision. Qu'il fasse un tout petit plébiscite dans la province de Québec. Le peuple décidera.

Pourquoi toutes ces pirouettes? Il s'est emporté, un jour, en parlant de politicaillerie. Mais comment appelle-t-il ce qu'il fait en ce moment dans le seul but de sauver le Parti libéral au détriment du pays? Pourtant, l'heure est trop grave pour risquer ce jeu criminel. Ce n'est pas un parti qu'il importe de renflouer, mais l'unité canadienne que l'on a démolie le jour du plébiscite. Sauvons donc notre pays; montrons que nous pouvons être autre chose que des opportunistes.

Si la province avait eu à sa tête des hommes de courage qui ne s'étaient pas dérobés à leurs responsabilités, on aurait maintenu l'unité nationale, et certains politiciens ne se débattraient pas aujourd'hui dans une honte profonde. Hélas, ils ont la corde au cou et ils sont forcés d'agir comme des esclaves. Pendant 25 ans, ils n'ont pas hésité à exploiter les sentiments les plus sacrés. La justice immanente accomplit maintenant son œuvre et ils doivent payer leurs trahisons. Après les remparts, ce sont les toutous ministériels qui vont disparaître dans l'abîme du mépris populaire.

On a ri de la volonté du peuple, on a trahi les engagements les plus solennels, et maintenant les masses sorties de leur léthargie méprisent les hommes qui ont compromis l'avenir du pays, et troublé la paix de l'unité canadienne. Que les arrivistes politiques qui nous ont fait tant de mal en supportent les conséquences. Nous n'avons pas de leçons de patriotisme à recevoir de la droite. Nous avons des principes rigides. C'est nous qui représentons, cette année, le sentiment du peuple sur la conscription. Nous voulons renflouer l'unité canadienne.

M. Leduc (Laval): L'âme canadienne est actuellement hésitante, troublée et inquiète de

l'avenir. Allons-nous, dans un but politique, renoncer à un passé que l'on était fier de rappeler dimanche dernier à Montréal, ou bien allons-nous être assez courageux pour assumer de plus grandes responsabilités? Allons-nous continuer à marcher vers le progrès ou bien si nous allons rompre avec un passé consacré au devoir et à l'unité canadienne? Allons-nous continuer ce que nous avons commencé ou renier l'effort patriotique de ceux qui nous ont précédés?

Un moment, j'ai craint de diviser la grande famille libérale mais, après avoir mûrement réfléchi, je suis heureux de dire que je vais appuyer, dans la crise qu'il traverse, celui qui a toujours été l'ami des Canadiens français, M. King. Il déclare qu'il croit mieux servir sa province et son parti en se rangeant immédiatement du côté du premier ministre King à Ottawa, sans restriction.

Dans un grand geste démocratique M. King a demandé au peuple de le délier des engagements pris envers la province de Québec et envers le pays, en raison des conditions actuelles qui sont menaçantes. J'ai déclaré, dans le temps, que j'étais en faveur de le libérer de ses promesses. Le Québec a eu une chance inouïe de le libérer de sa promesse et, en même temps, de lui montrer son appréciation pour l'attitude amicale qu'il a adoptée envers les Canadiens français tout au long de sa carrière.

Je veux être conséquent avec moi-même. Je dis que son geste de demander le rappel de l'article 3 de la loi de mobilisation générale, en raison de son caractère restrictif sur le gouvernement à l'égard de la conduite de la guerre, est un geste normal, conséquent avec le verdict qui vient d'être rendu par l'électorat canadien.

Lui-même entend se conformer à cette volonté parce qu'avant d'être Canadien français, je suis Canadien tout court. J'ai été formé ainsi et je vais rester ainsi. Au Mont-Saint-Louis, mon collège, on nous a enseigné à être Canadiens, à défendre notre pays, à combattre le séparatisme. On nous a appris que lorsque Honoré Mercier a dit: "Cessons nos luttes fratricides", il parlait pour tous les Canadiens et non pas seulement pour les Canadiens français.

Le vrai patriotisme n'est ni un nationalisme étroit ni une ambitieuse extension de l'opinion publique. Personnellement, il aurait honte de prendre part à des activités visant à séparer le Québec de la Confédération. Il est un Canadien, dont le pays va d'un océan à l'autre, et il veut se sentir chez lui dans n'importe quelle région du Canada. Ce programme était le plus important à l'égard du mouvement visant

à faire du Québec une entité distincte de l'Empire britannique et du Canada. Il est temps que nous soyons Canadiens non seulement des lèvres, mais également de cœur. Je veux être Canadien afin que lorsque mon fils ira suivre un cours en Colombie-britannique il se sente chez lui là-bas comme au Québec et aussi parce que je n'ai pas le droit de renier les millions de Canadiens qui vivent dans les autres parties du pays. Je veux être Canadien pour transmettre à mes enfants l'héritage que j'ai reçu. Il est temps que nous parlions fermement aux gens de la province de Québec en réponse à ceux qui ne craignent pas de soulever la question du séparatisme.

Nous avons déjà, dans la province, des exemples de l'anarchie qui nous menace. N'avons-nous pas eu le spectacle d'un procureur général incapable de garder les prisonniers dans les prisons? Quand la foule peut monter à l'assaut de nos prisons et se faire justice à elle-même, c'est le temps pour nous de prendre des décisions énergiques et courageuses. Si ce n'est pas le temps, je me demande quand ce le sera.

Vous avez livré la province de Québec à ceux qui voulaient ruiner son prestige à travers le pays. J'ai dit à la Chambre que nous devons répondre "oui" au plébiscite parce que l'anarchie nous menacerait. Voilà que dimanche prochain se tiendra à Montréal un congrès où la Ligue pour la défense du Canada se choisira un chef et un programme, afin de renverser l'autorité établie.

On ne peut plus jouer avec cette question. Je ne veux pas que, demain, les Canadiens français soient montrés du doigt. Quelle excuse avons-nous? Une seule: que depuis 25 ans, nos hommes politiques ont fait des déclarations contre la conscription sous n'importe quelle forme et ceux qui en sont responsables méritent leur peine. Hélas, pendant 25 ans, nous nous sommes trompés. Et aujourd'hui, que voyons-nous? Une manifestation orgueilleuse et vaniteuse de la part de ces mêmes hommes qui tentent de démontrer que leur parole est respectée. Je n'ai pas écouté cette démagogie. Puisse le pays pourvu que le respect de la parole donnée soit porté jusqu'à la limite de ses conséquences.

Puisse la nation canadienne, pour eux, pourvu que nous restions des parias. Qu'importent les conséquences de leurs actes pourvu que la parole donnée qu'il n'y aurait pas de conscription soit respectée. Et cependant, n'avait-on pas donné sa parole sur le suffrage féminin? N'avait-on pas donné sa parole d'abolir le Conseil législatif? Sur ces questions, on comprend qu'il faut faire la part des choses, se plier aux événements.

Et quand il s'agit d'une question nationale, vous hésitez parce que vous avez déjà promis d'être contre la conscription. Le peuple peut comprendre que l'on change d'opinion. Ce qu'il veut, c'est de la franchise. Il veut que les politiciens lui disent: nous nous sommes trompés, nous sommes obligés d'évoluer, car il s'agit du salut de la patrie canadienne, nous vous demandons un sacrifice au nom de la patrie canadienne.

Il y en a qui sont éblouis par le mot "conscription". On a peur de la conscription. Nous souffrons pourtant d'un mal plus grand. Aujourd'hui, pas un jeune homme de 17 à 35 ans n'est capable d'avoir du travail s'il n'est pas libéré du service militaire. Ça, c'est grave. C'est pire que la conscription. Ça crie vengeance. Mais on ne proteste pas parce qu'on n'a pas fait de promesse là-dessus. Il a fallu qu'un C.C.F. se lève à Ottawa pour revendiquer les droits du travail dans la province de Québec. Il y en a qui veulent jouer une partie politique avec cette question. Ne soyez pas surpris qu'on parle avec sympathie des C.C.F. dans la province de Québec. Dans les événements, il y a une logique dont on ne peut se départir. Il est fatal que cela arrive.

Revenons à la question. Que demande M. King? La mesure présentée à Ottawa par M. King n'est que la conclusion logique du verdict du pays. M. King veut que le contrôle du gouvernement sur nos ressources humaines et matérielles ne soit pas limité. Il ajoute que l'abrogation de l'article 3 ne veut pas encore dire la conscription immédiate. Mais dans un moment d'urgence, le gouvernement fédéral aura le pouvoir de l'imposer. Faut-il que nous soyons bombardés ici même pour comprendre le danger? Tant que nous pourrons envoyer des soldats outre-mer, le danger sera plus loin de nous. Le premier ministre de cette province n'a-t-il pas déclaré déjà que, si la conscription devenait le dernier moyen de gagner la guerre, il serait en faveur de la conscription? C'est le privilège que M. King réclame. M. King ne veut pas autre chose. Pouvons-nous lui refuser ce droit alors que le bon sens et la majorité des citoyens canadiens nous le commandent?

Si nous sommes si ardents à défendre les nôtres, pourquoi n'a-t-on pas demandé à Ottawa d'enlever cette restriction qui empêche les jeunes gens d'avoir du travail s'ils ne s'enrôlent pas? Pourquoi ne pas revendiquer pour les nôtres la représentation à laquelle ils ont droit dans les postes de commande? La province aurait la chance de faire un compromis avec Ottawa en lui disant: Nous

sommes prêts à assumer de nouveaux sacrifices à condition que vous vous engagiez à donner aux nôtres la part qui leur revient dans les postes administratifs et les faveurs ministérielles. Exigeons du premier ministre du Canada notre part dans la haute direction de l'administration, mais ne lui refusons pas notre coopération.

On a promené pendant 25 ans le spectre de la conscription. Malheureusement, c'est vrai. Maintenant, on le remplace par un autre spectre: celui d'une parole donnée sans connaissance suffisante des événements qui pourraient se produire. Pendant la campagne sur le plébiscite, pas un député ne pouvait parler en public sans s'exposer à des injures. Il a été impossible pour les députés de notre province de tenir des réunions publiques en faveur du plébiscite. C'est vers cet état des choses que la province a été guidée. L'incident à Asbestos a été révélateur et devrait porter à réflexion. N'est-ce pas de l'anarchie quand pas un orateur n'a pu adresser la parole pour le "oui" devant une assemblée publique dans toute la province de Québec?

Avant d'être battu aux prochaines élections, j'aurai eu au moins le plaisir de dire ce que je pense; j'aurai eu le courage de donner franchement mon opinion. On lui a enseigné cette sorte de courage au Mont-Saint-Louis. On m'y a enseigné à détester les peureux et à admirer le courage. Son collègue ne reçoit pas de subvention du gouvernement et c'est peut-être pour ça qu'il n'a pas été déformé. On y enseigne la philosophie en français et c'est peut-être pour cela qu'on la comprend mieux.

Il (M. Leduc) regrette que pas un seul député fédéral du Québec ne soit venu parler à la population de la province pendant la campagne du plébiscite. Qu'il y ait dans la province de Québec 500 personnes¹ décidées à appuyer dans les assemblées les orateurs disposés à préconiser la politique de M. King et, dans moins d'un mois, on changera l'opinion de la province. Dans moins d'un mois, tous ces fantoches de la négative disparaîtront. On ne construit rien sur la négative. Lors du dernier plébiscite, les partisans du "oui" ne purent même pas faire valoir leur point de vue. Le Parti libéral en 1917 sauva la province de Québec. Si le parti allait crouler, Québec allait se voir dans une position désastreuse. Cette motion a été amenée dans un seul but politique, mais je préfère sauver mon pays plutôt qu'un grand parti.

Notre jeunesse est capable d'héroïsme. Les jeunes ne sont pas des peureux. Ils suivront l'autorité. Malheureusement, on l'a mal renseignée sur une question. Les Canadiens français ont du

talent. Mais où sont leurs œuvres? dit-on. Nous répondrons: Nous n'avons pas d'argent. Nous avons des œuvres d'écrivains. Il y en a une qui s'est bien vendue, *Menaud, maître-draveur*, parce qu'on y parle contre les Anglais.

Nous lisons des déclarations, et quelques minutes après, nous ne savons plus quel en est le sens. L'attitude de M. King est logique. Jamais je n'ai eu autant d'estime pour M. King que depuis le plébiscite; je ne l'ai jamais tant admiré.

(Quelques membres de la droite applaudissent)

Mackenzie King a gagné encore plus d'estime qu'avant au Canada, et non seulement au Canada, mais partout dans le monde. Si vous aimez Mackenzie King, si vous êtes loyal envers lui, il est temps de le prouver suite au verdict du 27 avril; les gens ont parlé et nous les saluons. Il n'y a pas deux lignes de conduite à suivre. Il n'y a qu'une attitude logique: se conformer à la volonté exprimée par la majorité. Nous devons nous entendre maintenant. D'ailleurs M. King va surmonter cette crise. En tous les cas, s'il échoue, on pourra se battre la poitrine.

Tout en n'approuvant pas l'ensemble de ce qui a été dit dans les autres provinces contre le Québec et son attitude à l'égard du plébiscite, il est prêt à faire des concessions, en raison du nombre de discours faits ici par les chefs du mouvement nationaliste. Ce qui ne peut pas être compris dans les autres provinces, c'est l'allégation que le Québec n'a aucune raison de se soumettre au vote de la majorité des électeurs canadiens, et qu'ils ont utilisé leur droit de veto en regard de la décision de la population canadienne en général. Par exemple, un journal a dit: "Depuis quand la province de Québec a-t-elle un droit de veto sur la politique canadienne?" Il n'est pas facile de répondre à cette question.

Pour certaines personnes, la haine envers les Anglais, c'est le facteur le plus important parmi toutes les autres considérations. On peut facilement comprendre pourquoi, aux États-Unis, cette attitude semble relever du mystère.

Selon lui, puisque la majorité des Québécois se sont prononcés sur la question, la minorité n'a eu d'autre choix que d'accepter la décision. C'est le cas pour le Québec, comme pour les autres provinces. Si nous voulons la révolte, allons-y, mais, dans 100 ans, nos descendants en subiront encore les conséquences. L'histoire vous tiendra compte de votre faiblesse.

Cette motion de l'honorable député de Bagot n'aurait jamais dû être proposée à la Chambre. Ou alors, on aurait dû proposer un amendement disant: "Ce n'est pas de nos affaires".

M. Kirkland (Jacques-Cartier), M. Frégeau (Stanstead), M. Bullock (Shefford) et M. Hartt (Montréal-Saint-Louis) applaudissent.

M. Leduc (Laval): On m'a dit: "Ne craignons pas l'isolement car, en 1917, nous nous sommes isolés". Mais, en 1917, nous avions un Parti libéral national dirigé par Sir Wilfrid Laurier pour nous défendre.

M. Boucher (Montréal-Saint-Henri): Est-ce qu'il était pour la conscription?

M. Leduc (Laval): Sir Wilfrid a dit qu'il respecterait la volonté du peuple exprimée dans un plébiscite. C'est une vérité historique. En 1917, il demandait un référendum et il se disait prêt à s'en remettre au verdict.

M. Boucher (Montréal-Saint-Henri): Jamais, jamais.

M. Kirkland (Jacques-Cartier): Oui, c'est vrai.

M. Leduc (Laval): Le Parti libéral a repris le pouvoir en 1921, mais ce n'est qu'en 1935 qu'il a eu la majorité absolue. Avant cela, il gouvernait, non pas par l'influence canadienne-française mais avec l'appui des fermiers de l'Ouest. Présentement, si la province de Québec s'isole, il n'y aura aucun parti politique auquel elle pourra se rattacher. Personne ne sympathisera avec eux.

Notre élite, la plus courageuse, la plus vaillante, est partie outre-mer. Devons-nous les abandonner? Attendez qu'elle revienne, elle demandera des comptes sévères aux "nationaux".

M. Francœur (Montréal-Mercier): Qu'est-ce que l'honorable député entend par les "nationaux"?

M. Leduc (Laval): J'entends tous ceux dont le patriotisme est tellement étroit que je ne peux pas le définir dans une Assemblée comme celle-ci. Si nous abandonnons M. King, nous resterons seuls comme cette minorité d'Irlande, qui n'a jamais pu rien faire.

Nous n'avons pas le droit d'enlever à notre jeunesse le pays qui lui appartient. Je ne veux pas que mes enfants et les enfants de mes électeurs soient persécutés, mais qu'ils soient chez eux partout au Canada, que ce soit en Colombie-Britannique ou en Nouvelle-Écosse.

Je veux que ceux qui partagent ma religion et ma langue se sentent à l'aise peu importe où ils se trouvent au Canada. Je veux que ceux qui reviennent avec le sourire de la victoire retrouvent les institutions démocratiques telles qu'elles étaient lorsqu'ils sont partis. C'est pour cela que, courageusement, contrairement à l'opinion publique, je vais voter contre la motion et contre l'amendement.

L'opinion publique peut avoir été trompée, mais pour ma part, je ne vais pas reculer devant ce que je considère être une obligation, peu important les conséquences pour moi-même ou mon avenir. C'est pour cela que, courageusement, contrairement à l'opinion publique, je vais voter contre la motion et contre l'amendement.

Je voterai ainsi pour rester fidèle à celui dont la politique nous éclaire et éclaire nos alliés, à celui qui a créé des réformes sociales et monétaires imitées partout. Je ne le frapperai pas dans le dos. Je demande aux 50 députés canadiens-français d'Ottawa de lui rester fidèles et de demander à M. Cardin de revenir sur sa décision.

Il risque, dit-il, d'être battu aux prochaines élections, mais à l'encontre de bien d'autres, il ne craint pas de dire ce qu'il pense et de faire connaître ses idées. Si je tombe, je pourrai dire au moins que je me suis battu. Si mon attitude m'oblige à retourner dans la vie privée, je n'aurai pas honte de regarder mes enfants. Je leur dirai: "J'ai fait un sacrifice pour votre avenir et pour l'avenir du pays". Personne ici ne peut m'en vouloir de ma franchise.

Si les Québécois veulent aider les autres Canadiens en ce temps de crise, ils devraient le faire sans réserve et en toute honnêteté, sans se cacher derrière des intentions moins patriotiques.

Mon dernier mot sera pour l'honorable premier ministre. Je lui demande d'être le patriote qu'il s'est révélé en toute occasion, de continuer le bon travail qu'il a fait à Toronto et ailleurs, et de prendre les moyens nécessaires pour sauver l'unité canadienne. Au besoin, je lui demande de se sacrifier pour sa nationalité. Enfin qu'il me pardonne si j'ai parlé trop franchement. Et je demande à la Chambre de rejeter ces deux motions.

M. Boucher (Montréal-Saint-Henri): Si le député de Laval est pour la conscription, pourquoi ne s'est-il pas enrôlé?

M. Bullock (Shefford) et M. Kirkland (Jacques-Cartier) protestent.

M. Leduc (Laval): Lors de la dernière guerre, j'ai servi dans le domaine où j'étais capable de le

faire. J'étais fondeur. En dépit d'une infirmité de naissance, qui m'a empêché de marcher pendant longtemps et que j'ai surmontée grâce à la bonté de ma mère et aux soins des médecins, j'ai pu gagner ma vie. Il termine en demandant au premier ministre une déclaration nette, catégorique et en demandant à la Chambre de rejeter la motion et l'amendement.

M. Duplessis (Trois-Rivières): Clémenceau, à l'adresse du socialiste Jean Jaurès, champion d'une politique internationale et qui était allé remplir une mission en Allemagne, Clémenceau disait: "Avec le talent que vous avez, avec l'éloquence que vous possédez, je ne serais jamais allé faire un voyage en Allemagne pour abandonner un droit, mais pour demander le sacrifice d'une tyrannie."

M. l'Orateur, il est pénible d'entendre un député de cette Chambre, un compatriote, s'ingénier à détruire la réputation de sa race et de sa province; il est pénible, dans la seule Législature catholique et française, d'entendre un membre dire que les Canadiens français ne sont pas respectueux des lois, que les Canadiens français sont mal guidés dans leurs décisions, que les Canadiens français sont, pour ainsi dire, des émeutiers. Oui, c'est pénible de voir, dans la seule Législature française et catholique de l'Amérique, un député salir sa race. C'est pénible pour celui qui a prononcé ces paroles. Je ne lui souhaite qu'une chose: d'avoir, un jour, un moment de réflexion et qu'il revienne à de meilleurs sentiments; je sais que le remords se chargera de lui infliger sa punition.

Nous sommes chez nous partout en ce pays, nous ne demandons de faveurs à personne. Nous sommes chez nous dans la province de Québec; nous sommes les doyens; c'est nous qui avons découvert, non seulement la province de Québec, mais c'est nous qui avons colonisé un peu partout au Canada et même aux États-Unis. Nous ne demandons la charité à personne. Nous ne sollicitons aucun privilège. Mais nous entendons rester maîtres chez nous et de nos destinées.

(Applaudissements)

L'héroïsme des Canadiens français, la loyauté des Canadiens français, la valeur et le courage de notre race - l'histoire le mentionne en lettres d'or - et ce ne peut être des paroles comme celles qui viennent d'être prononcées qui peuvent faire changer un jugement. Ces pages historiques, qui sont nombreuses, parlent mieux que des discours d'abandon ou des discours que les règlements de la Chambre ne me donnent pas le droit de qualifier comme je le voudrais.

Il y a 25 ans que le Parti libéral, fédéral, provincial, fait ses élections sur la conscription, sur la guerre, sur la participation à la guerre; dans les élections provinciales et fédérales, on a toujours parlé de la conscription et de la guerre, même 20 ans après la fin de l'autre tragédie. Faut-il s'étonner de la situation actuelle?

Je ne veux pas citer toutes les déclarations qui ont été faites, déclarations qui sont bien connues. Je vais remonter simplement à 1938, et donner à la Chambre certaines explications qui s'imposent.

En 1939, alors que j'étais premier ministre, nous étions en paix. Une motion fut présentée, que je considérais et que je considère encore comme inopportune; je l'ai dit. J'ai eu le courage de mes convictions et me suis prononcé en conséquence. En septembre 1939, le gouvernement fédéral déclara la guerre. Quelques jours après, le gouvernement fédéral, en vertu des pouvoirs qu'il possédait, contracta auprès des banques un emprunt de \$200,000,000, représentant 28 % de l'actif liquide des banques et 25 % de l'actif total des banques.

J'étais premier ministre à ce moment-là. Nous avions été élus pour cinq ans. Lorsque j'ai vu que l'on avait décidé de prendre part au conflit, après consultation, après réflexion, j'ai dit; il faut que quelqu'un ait le courage de ses convictions, il faut que quelqu'un sonne le clairon, se lève et dise: C'est assez. J'ai préféré la défaite glorieuse, j'ai préféré perdre le pouvoir pour faire mon devoir.

(Applaudissements)

(Mouvements de protestations à droite)

J'ai dit au peuple: Faites attention, soyez sur vos gardes; ceux en qui vous avez confiance s'apprennent à vous trahir, non seulement dans les droits fondamentaux de la province, non seulement en sapant l'autonomie de la province, en paralysant les revenus de la province, mais en s'emparant de votre vie même et de votre sang. J'ai demandé au peuple de nous donner un mandat pour revendiquer ce qui nous appartient. On sait ce qui s'est passé. Mes adversaires politiques ont commencé par m'empêcher de parler à la radio, ils ont défendu d'irradier les assemblées.

Puis on a fait des déclarations. À Trois-Rivières, lors de l'ouverture de la campagne, j'ai dit: "Le gouvernement fédéral vous dit qu'il n'y aura pas de conscription: je vous dis que vous ne pouvez pas vous fier à eux et que la conscription allait venir avec eux." J'ai mis alors la population sur ses gardes: "Je vous dis que vous aurez la conscription et je vais vous le prouver." J'ai cité les déclarations suivantes qui avaient été faites en 1938 et en 1939.

Le 16 janvier 1938, à Saint-Henri, M. Cardin déclarait: "Voilà 10 fois que je le déclare: "Le Canada ne va pas participer aux guerres extérieures. Voilà 10 fois que M. Rinfret vous le déclare aussi; voilà 10 fois que M. Mackenzie King le dit au Parlement canadien. Il l'a dit d'abord à Genève, à la face du monde entier, et des représentants de l'Angleterre. Le Canada ne sera pour rien dans les guerres en dehors du territoire canadien. Que voulez-vous de plus? Que voulez-vous de mieux? Je me suis engagé personnellement contre toute participation extérieure. Je fais partie d'un gouvernement où la majorité des ministres sont anglais, car nous sommes dans un pays où la majorité est anglaise. Mais je n'ai jamais eu peur de faire respecter mon point de vue. Je suis pour la défense de mon pays 100 %, 150 % même s'il y avait moyen, mais quand il s'agit d'autres nations en guerre, je suis 0 % pour cela."

En 1938, le 14 janvier, M. Rinfret déclarait: "Il n'y a pas un seul libéral qui serait prêt à engager le pays dans une guerre extérieure. Quand cela s'est fait, c'est malgré nous et en dépit de la politique libérale qui a toujours été le Canada d'abord, le Canada ensuite et seulement le Canada." Le 16 janvier de la même année, M. Rinfret déclarait encore ce qui suit:

"Nous sommes contre la participation à toute guerre extérieure: nous ne dépenserons pas un sou pour une guerre étrangère. Si jamais il y avait une seule dépense consacrée, non pas à la défense du pays, mais à une guerre extérieure, M. Bonnier et moi, nous serions les deux premiers avec les députés qui m'entourent, à voter contre cette mesure. Que ce soient des Latins, des Grecs, des Saxons, des Japonais, des Chinois, nous les libéraux nous sommes contre toute participation à toute guerre extérieure, quel que soit le pays."

Voici ce que disait Lapointe, à Limoilou, le 13 décembre 1938: "Au lieu d'aller à la guerre en pays étranger nous resterons ici, et nous défendrons le Canada que nous aimons."

Lors de la campagne électorale de 1939, j'ai dit aux électeurs: "Je vous mets sur vos gardes; voici des gens qui ont promis et juré qu'il n'y aurait pas de participation aux guerres extérieures. On vous a parlé, après la déclaration de la guerre de participation modérée, et on est en train de ruiner le pays en partant." Pourtant, nous avions des moyens légaux de mettre les gens d'Ottawa à la raison et je l'ai dit au peuple. "Donnez-moi le mandat que je vous demande, donnez à l'Union nationale ce mandat, et je vous garantis que nous avons les moyens constitutionnels d'empêcher les hommes

publics de violer des engagements sacrés comme ceux-là."

Au cours de la campagne, nous avons eu un spectacle extraordinaire. Le premier ministre a fait une déclaration qui est bien connue. Non seulement il l'a faite, il a pris soin de la faire publier dans les journaux ministériels: Il a dit ceci: "Comme chef du Parti libéral de la province de Québec, et je suis sûr d'exprimer le sentiment de tous vos ministres canadiens-français dans le cabinet fédéral, je vous affirme avec toute la force dont je suis capable que le gouvernement d'Ottawa ne décrètera jamais la conscription militaire tant que vous laisserez la politique libérale diriger vos destinées. Et si mes paroles ne sont pas assez vigoureuses, si vous pensez qu'elles sont peut-être dictées par les circonstances, je m'engage, sur l'honneur, en pesant chacun de mes mots, à quitter mon parti et même à le combattre si un seul Canadien français, d'ici la fin des hostilités en Europe, est mobilisé contre son gré sous un régime libéral ou même un régime provisoire auquel participeraient nos ministres actuels dans le cabinet King."

Nous avons à la tête de l'administration de la province de Québec, non pas un champion des revendications de la province, nous avons à la tête de l'administration, l'homme dont les actes politiques et dont les relations avec Ottawa ont coûté cher à la race, à la province, au point de vue constitutionnel: abandon de nos revenus, sabotage de l'autonomie provinciale, en faveur d'Ottawa, comme jamais un premier ministre n'a pensé de le faire.

En le voyant agir, je me rappelle une parole d'un roi de France qui, considérant le cadavre de son ennemi qu'il avait fait tuer: "Je ne savais pas qu'il fut si grand". Je ne suis pas capable d'en dire autant du premier ministre. Jamais la province, au point de vue constitutionnel, au point de vue prérogatives, n'a reculé autant qu'avec le premier ministre actuel. Dans ses relations avec Ottawa, il a consenti un abandon que les règlements de la Chambre n'empêchent de qualifier comme il mérite de l'être. Le machiavélisme politique du chef du gouvernement n'a conduit qu'à l'abandon.

Il y a à peine un mois, à minuit, l'heure du crime, le 10 avril 1942, le gouvernement a fait adopter par sa majorité ministérielle une motion qui disait: "Que cette Chambre estime qu'elle n'a pas à se prononcer comme telle, mais qu'il importe de laisser à chacun de ses membres, comme à tous les citoyens de la province, la liberté absolue d'exprimer leur opinion personnelle à l'occasion du prochain plébiscite".

On consacrait le principe que la Législature n'a pas droit de se prononcer et aujourd'hui on fait tout le contraire. On fait présenter par le député de Bagot une motion qui est absolument contraire à l'amendement apporté à la motion Chaloult qu'on a fait voter par la majorité ministérielle.

La province de Québec a des ennemis, elle a des adversaires; nous n'en avons pas peur. L'isolement le plus à craindre est celui qui consiste dans l'abandon, la trahison. L'isolement ne consiste pas dans le fait d'un homme qui se dresse fièrement pour revendiquer ses droits. L'isolement consiste dans une politique ni chair ni poisson et de tergiversations continues.

Le premier ministre a coopéré avec Ottawa. Si le premier ministre avait eu le courage de se dresser devant Ottawa; si le premier ministre et le gouvernement avaient réclamé justice du gouvernement d'Ottawa au lieu de toujours être à la remorque du gouvernement fédéral, nous ne serions pas dans la situation où nous sommes aujourd'hui. Nous n'aurions pas cette motion.

La Chambre n'a pas d'affaire à ces questions qui relevaient du fédéral, disait-on, dans la motion qu'on a fait adopter par la majorité ministérielle, il y a un mois. Et aujourd'hui tout est changé. On présente une motion qui vient après un acte que la majorité a accepté pour le transfert de nos revenus à Ottawa, dont nous avons besoin pour administrer la province. Après avoir sacrifié nos revenus, nous sommes dans une position telle que les millions que nous avons donnés à Ottawa vont permettre au gouvernement d'imposer la conscription que la province de Québec ne veut pas.

Par suite du transfert des taxes à Ottawa, on sacrifie le plus clair de nos revenus, et ce sont ces mêmes revenus qui vont servir à imposer la conscription dont la province de Québec ne veut pas. Le gouvernement n'aurait jamais dû céder à Ottawa ses droits sur certaines taxes sans avoir une promesse formelle que la conscription ne serait pas imposée.

Si le premier ministre et le gouvernement avaient eu l'idée de réfléchir quelque peu, jamais ils n'auraient abandonné des revenus aussi importants que cela, sans imposer la condition du respect de la parole donnée. Aujourd'hui, nous perdons nos revenus, nous perdons notre jeunesse, notre droit de vivre parce que nous avons un gouvernement qui a manqué de courage.

La motion présentée par le député de Papineau, c'est une motion claire, qui ne prête pas à équivoque; celle du député de Bagot prête à équivoque, et je le prouve. Elle dit: "La province de

Québec veut continuer son effort de guerre à l'égal des autres provinces".

Voix à droite: Ce n'est pas ce que la motion dit. Lisez tout le premier "Attendu".

M. Duplessis (Trois-Rivières): La motion dit ceci: "Qu'attendu que la province de Québec, par la voix de sa Législature, entend réaffirmer sa ferme détermination de continuer à l'égal des autres provinces du pays, jusqu'à la victoire finale, l'effort de guerre fait depuis le début des hostilités."

L'honorable M. Godbout (L'Islet): Est-ce que le chef de l'opposition est pour ou contre cet effort de guerre qui nous permettra de gagner la victoire finale?

M. Duplessis (Trois-Rivières): Je vais parler comme un homme qui a le courage de ses opinions. Je n'ai pas peur de répondre que je suis contre.

(Mouvements de stupeur)

Nous, de l'Union nationale, nous sommes en faveur du respect des engagements contractés; l'Union nationale a été loyale à ses engagements, comme elle est loyale à la couronne britannique. Notre premier devoir est envers notre province. Nous ne pouvons accepter cet attendu, qui dit: à l'égal des autres provinces, alors que les autres provinces réclament la conscription.

L'Union nationale a été loyale dans sa lutte contre nos ennemis de toujours. Mais je dirai ceci, par exemple. C'est l'Union nationale qui a empêché un syndicat allemand de s'emparer de l'île d'Anticosti, en 1938.

(Mouvements et rires à droite)

C'est nous qui avons fait saisir un film de propagande nazie montré à Montréal par le consul allemand; c'est nous qui avons passé une loi contre les menées communistes. La motion dit que la province est prête à un effort à l'égal des autres provinces. Or, les autres provinces veulent la conscription. Le gouvernement n'a pas d'autre chose à faire que de suivre la volonté du peuple.

Je suis de l'opinion de Lord Tweedsmuir qui disait que: "Le premier devoir d'un citoyen canadien est envers son pays". Le premier ministre et le gouvernement n'ont pas le droit de faire autre chose que de répondre au désir du peuple. Il y a un mois, le premier ministre ne voulait pas que la Législature se prononce, en disant que ce n'était pas son affaire. Qu'est-ce qui est arrivé? Dans une de ses multiples contradictions, le premier ministre disait, mardi, le

19 mai 1942: "Il y a quelques semaines, la population du pays fut invitée à se prononcer sur un sujet de grande importance".

La majorité des citoyens de la province de Québec, influencée par leur propre histoire et leurs convictions profondes, ne votèrent pas de la même façon que la majorité des citoyens des autres provinces, mais je ne crois pas pour un instant que ce résultat d'ailleurs connu à l'avance doive être interprété, tel qu'il l'est par certaines gens au Canada et ailleurs, comme une marque de division dans notre groupe politique, comme une désunion."

Le premier ministre a dit alors qu'il fallait respecter les électeurs. Dans son discours de Hull, ces jours derniers, le premier ministre aurait dit que le "non" reflétait ses convictions profondes. Et le premier ministre admettait en même temps que ce "non" était connu d'avance. Si le "non" était connu d'avance, si le "non" donné par la province reflétait l'opinion de la province, pourquoi le premier ministre a-t-il eu l'audace de présenter une motion pour dire que la Législature n'avait pas droit de se prononcer?

Pourquoi le premier ministre s'est-il opposé à la motion relative au plébiscite? Pourquoi n'a-t-on pas respecté l'opinion du peuple ici? N'est-ce pas le devoir de la Législature de faire écho aux revendications du peuple?

La motion du député de Bagot se termine ainsi: "Cette Chambre réitère l'indéfectible volonté de tous ses membres de soutenir le meilleur effort de guerre possible, mais elle exprime le vœu que le gouvernement fédéral s'en tienne à la politique de volontariat et n'impose pas la conscription pour service outre-mer." Si jamais un régime a été hypocrite, si jamais un régime a été fourbe dans ses actes, c'est le gouvernement fédéral, lorsqu'il a imposé la conscription d'une manière inhumaine, dénaturée.

Le premier ministre doit savoir que nous avons, depuis quelque temps, pire que la conscription, nous avons la conscription de la faim et de la misère. C'est une forme de conscription qui empêche les jeunes gens de gagner leur vie. Le gouvernement fédéral a passé des lois pour empêcher les jeunes de se trouver de l'emploi; on a refusé de nourrir les chômeurs pour les décourager et les faire enrôler; on a refusé aux jeunes, qui voulaient utiliser l'aide à la jeunesse, le droit d'avoir des professeurs à moins d'avoir un certificat déclarant qu'ils étaient inaptes au service militaire.

Je ne puis accepter la loi de mobilisation générale qui force les jeunes gens à s'enrôler. Je suis

contre cette loi de mobilisation générale. Le gouvernement d'Ottawa est le gouvernement le plus hypocrite. C'est la conscription la plus malhonnête. C'est l'acte le plus repoussant, l'acte le plus fourbe, l'acte le plus malicieux que je connaisse. On demande au gouvernement fédéral de continuer à encourager cette politique-là. Nous ne pouvions pas faire cela.

L'honorable M. Casgrain (Kamouraska-Rivière-du-Loup): Hitler va être content de vous!

M. Duplessis (Trois-Rivières): Hitler est encore plus content du gouvernement actuel. Sa force, c'est d'avoir à la tête des administrations des gouvernements mous et sans principes. Nous avons déjà une conscription odieuse, provocatrice déguisée.

L'honorable M. Bastien (Berthier): L'honorable chef de l'opposition me permettra-t-il une question?

M. Duplessis (Trois-Rivières): Oui, si cela peut éclairer la Chambre.

L'honorable M. Bastien (Berthier): Comment se fait-il que votre ancien ministre, l'honorable sénateur Chapais, ne se soit jamais prononcé au Sénat contre la loi de mobilisation? Pourquoi n'a-t-il pas combattu la loi de mobilisation à Ottawa?

M. Duplessis (Trois-Rivières): Dans l'Union nationale, chacun parle pour soi et l'honorable M. Chapais est assez vieux pour savoir ce qu'il dit. S'il n'a pas pris l'attitude qu'il devait prendre, je ne l'approuverai certainement pas.

L'honorable M. Casgrain (Kamouraska-Rivière-du-Loup): L'honorable chef de l'opposition est en train de condamner Sir Thomas Chapais.

M. Duplessis (Trois-Rivières): M. l'Orateur, il est 6 heures.

Le débat est suspendu.

Ajournement

M. l'Orateur prononce l'ajournement du débat en cours.

La séance est levée à 6 heures.

Deuxième séance du 20 mai 1942

Présidence de l'honorable V. Bienvenue

La séance est ouverte à 8 h 30.

Prière.

M. l'Orateur: À l'ordre, Messieurs! Que les portes soient ouvertes!

Projets de loi:

Wartime Housing Limited

L'honorable M. Drouin (Québec-Est) propose qu'il lui soit permis de présenter le bill 52 pour permettre aux municipalités de faire des conventions avec Wartime Housing Limited.

Adopté. Le bill est lu une première fois.

Rôle d'évaluation

L'honorable M. Drouin (Québec-Est) propose qu'il lui soit permis de présenter le bill 53 modifiant le Code municipal au sujet du rôle d'évaluation.

Adopté. Le bill est lu une première fois.

Loi du moratoire

L'honorable M. Drouin (Québec-Est) propose qu'il lui soit permis de présenter le bill 54 modifiant la loi du moratoire.

Adopté. Le bill est lu une première fois.

Institut de microbiologie de Montréal

L'honorable M. Perrier (Terrebonne) propose qu'il lui soit permis de présenter le bill 58 constituant en corporation l'Institut de microbiologie et d'hygiène de l'Université de Montréal.

Adopté. Le bill est lu une première fois.

Responsabilité civile au cas d'assurance

L'honorable M. Mathewson (Montréal-Notre-Dame-de-Grâce) propose qu'il lui soit permis de présenter le bill 59 concernant l'étendue de la responsabilité civile au cas d'assurance.

Adopté. Le bill est lu une première fois.

Motions des députés:**Conscription**

Conformément à l'ordre du jour, la Chambre reprend le débat, suspendu ce jour, sur l'amendement proposé mardi le 12 mai courant par le représentant de Papineau (M. Lorrain) à la motion proposée par le représentant de Bagot (M. Dumaine) dont elle a été saisie le même jour et qui se lit comme suit: Attendu que la province de Québec, par la voix de sa Législature, entend réaffirmer sa ferme détermination de continuer, à l'égal des autres provinces du pays, jusqu'à la victoire finale, l'effort de guerre fait depuis le début des hostilités;

Attendu que la loi de mobilisation et le système de volontariat tel qu'établi depuis le début de la guerre ont tous deux donné des résultats dont l'efficacité a été reconnue encore récemment par les chefs politiques et militaires des divers pays alliés;

Attendu que, particulièrement, le système de volontariat garantit mieux l'étendue et l'efficacité de la production canadienne:

Cette Chambre réitère l'indéfectible volonté de tous ses membres de soutenir le meilleur effort de guerre possible, mais elle exprime le vœu que le gouvernement fédéral s'en tienne à sa politique de volontariat et n'impose pas la conscription pour service outre-mer.

Lequel amendement se lit comme suit:

Que la motion en discussion soit amendée en retranchant tous les mots qui suivent le mot: "Attendu", dans le premier paragraphe de cette motion, et en les remplaçant par les suivants:

"Que les membres de l'Assemblée législative sont les serviteurs du peuple et qu'ils doivent faire écho à ses légitimes revendications clairement exprimées lors du plébiscite tenu le 27 avril 1942;

"L'Assemblée législative de la province de Québec se déclare énergiquement opposée à la conscription pour service outre-mer et affirme que c'est l'impérieux devoir de l'Assemblée législative et du gouvernement de la province d'adopter, immédiatement, toutes les mesures nécessaires pour faire respecter les droits et l'opinion de la province à ce sujet et les engagements formels qui ont été contractés envers la province relativement à la conscription."

M. Duplessis (Trois-Rivières)²: La Chambre est appelée à décider entre deux motions, l'une présentée par le député de Bagot (M. Dumaine) et l'autre par le député de Papineau (M. Lorrain). Il

s'agit d'une question d'intérêt vital, d'intérêt primordial et pour la province et pour la population.

Le Parti libéral, tant provincial, fédéral que municipal, s'est nourri des déclarations contre la conscription qui fut l'inspiration de leurs campagnes électorales pendant un quart de siècle.

En 1939, le gouvernement fédéral a déclaré la guerre. C'est le devoir de tout citoyen de respecter les lois, quitte à condamner ceux qui les appliquent, de façon appropriée. En 1939, on avait décrété une participation volontaire. Le gouvernement fédéral nous a dit qu'il s'agissait d'un effort de guerre modéré. Mais dès le début on emprunta aux banques une somme de \$200,000,000 qui représentait 28 % de tout l'actif des banques, ce qui signifie qu'avec trois emprunts semblables, l'actif des banques du Canada était épuisé. On était loin déjà de l'effort modéré que l'on avait annoncé.

M. Woodsworth, dont je ne partage pas les opinions, mais qui était un homme sincère, un homme de talent, disait le 12 septembre 1939: "Le gouvernement a dit qu'il n'établira pas la conscription maintenant. Avant de chercher à conscrire les gens, nous devrions conscrire la richesse entière. Nous avons beau ne pas établir aujourd'hui juridiquement la conscription, quand je lis que certaines municipalités rayent des cadres de l'assistance les hommes qui refusent de s'enrôler, je me dis que c'est là une conscription morale, qu'elle n'est pas justifiable et qu'elle est tout aussi efficace que le serait la conscription juridique". Nous avons actuellement une conscription odieuse, une conscription provocatrice, hypocrite, déguisée, que le député de Bagot nous demande d'encourager.

Il est bon de répéter que la province de Québec et les Canadiens français, en particulier, n'ont de leçon à recevoir de personne quant à la loyauté, au courage et au patriotisme. Nous avons toujours respecté les lois et les contrats librement intervenus entre le Canada et la Grande-Bretagne. Mais est-il besoin de dire que la loyauté bien ordonnée, comme la charité bien ordonnée, commence chez soi?

Aussi, quand j'ai constaté, étant premier ministre de la province, que le gouvernement fédéral s'engageait dans une voie qui me paraissait être le prélude de la violation d'engagements considérables, qui semblait un danger pour la véritable unité nationale, j'ai décidé, après consultation avec mes collègues, d'en appeler au peuple afin de recevoir de ceux dont nous sommes les serviteurs, dans les conditions nouvelles qui étaient surgies, le mandat, l'autorité nécessaire pour protester avec tous les moyens constitutionnels à notre disposition contre

l'empiétement sur l'autonomie de la province, contre la violation d'engagements solennels et pour exiger le respect des engagements constitutionnels.

On sait le résultat de la lutte. Je ne regrette pas d'avoir consulté le peuple, mais je regrette l'erreur de la province. Je regrette que la population ait été trompée, et c'est le seul regret qui nous est resté. En toutes circonstances, chaque fois qu'il s'agira des intérêts supérieurs de la province et de nos compatriotes, je serai prêt à sacrifier le pouvoir pour l'intérêt de la province, pour accomplir mon devoir.

Le pouvoir de donner des faveurs personnelles ou politiques ne m'a jamais intéressé et ne m'intéresse pas. Le pouvoir de faire le bien, le pouvoir de revendiquer les droits des miens, c'est cela qui m'intéresse. En 1939, nous avons sonné un cri d'alarme, nous avons averti la population du danger qui s'amenait. Nous avons dit que nous n'avions pas mandat pour régler une question nouvelle d'importance vitale, et nous avons demandé à la population de nous donner un mandat explicite pour la régler et que nous le ferions.

Nous avons dit que ce qu'il fallait pour maintenir l'Unité nationale, ce n'était pas un gouvernement moche, vacillant, incertain, fuyant toute responsabilité, mais un gouvernement ferme, énergique, capable de se tenir debout. On sait la campagne qui a été faite, et on sait aussi ce que l'on va dire encore.

Je sais qu'on va prétendre que l'élection de 1939 a été décrétée parce que l'Union nationale ne pouvait pas emprunter. Le gouvernement de l'Union nationale, s'il avait voulu emprunter du patriotisme, qu'il avait d'ailleurs, n'aurait pas été chez le Parti libéral. Mais chacun sait aussi que nous voulions obtenir un mandat nouveau pour régler une question nouvelle et d'importance vitale.

Le chef du Parti libéral provincial, sentant l'insuffisance de sa cause et son impopularité, pour tâcher de sauver son parti, n'a eu que le souci de s'attacher et de suivre ses amis fédéraux, qui sont intervenus dans la lutte en faisant les belles promesses que l'on sait.

Il (M. Duplessis) cite alors les promesses catégoriques de MM. Cardin, Lapointe et King contre la conscription.

Le gouvernement fédéral est sur le point de mettre de côté tous les engagements sacrés pour imposer la conscription, qui existe déjà. Sous le déguisement d'un faux volontariat, il a imposé la conscription. Nous avons actuellement la plus odieuse des conscriptions qui puisse exister dans

aucun pays. Nous avons la conscription de la faim, lorsqu'on refuse de l'ouvrage à quelqu'un pour le forcer à s'enrôler; nous avons la conscription de la misère, pour forcer un père de famille ou un soutien de famille à s'enrôler; la conscription d'intimidation, de chantage.

Il est indéniable que depuis un an toutes les grandes industries de la province de Québec ont reçu des ordres indirects de ne pas employer des gens qui étaient d'âge militaire, de 18 à 45 ans. À l'heure qu'il est, par tous les moyens, par le chantage, par l'intimidation, on veut faire enrôler les gens pour service au pays à s'inscrire pour service militaire outre-mer. Je proteste contre cela.

Je crois que le monde a besoin, que la province a besoin, de franchise et de vérité. Nous combattons un régime monstrueux, un régime de perfidie, le régime d'Hitler, et nous ne devons pas l'imiter. Contre ce régime, tout le pays se révolte et nous n'avons aucune raison de suivre le régime de Hitler.

Il y a actuellement deux motions devant la Chambre. Nous avons donc deux motions devant nous. Je vais dire maintenant au gouvernement que je suis prêt à accepter n'importe quelle motion présentée par n'importe qui, motion qui aurait pour effet de revendiquer fièrement les droits de la province de Québec et pour protester contre la conscription pour service outre-mer.

Si nous avions voulu faire du capital politique, nous aurions pu depuis longtemps présenter une motion contre la conscription pour en recueillir le mérite au point de vue électoral, mais nous ne l'avons pas voulu parce que nous considérons qu'il s'agissait d'une question primordiale et que la petite gloriole de la paternité d'une telle motion devait passer au second rang. Nous ne tenons pas à la paternité d'une motion.

La conduite de l'Union nationale est connue. Nous n'avons jamais cherché la gloriole d'une motion, mais la satisfaction du devoir accompli. Nous n'avons pas voulu qu'on pût nous accuser de faire de la politique. Et nous disons que nous sommes prêts à accepter n'importe quelle motion pourvu qu'elle soit carrément, énergiquement contre la conscription.

Telle a été la largeur de vue des adversaires lors de l'élection de 1939. Je n'ai pas besoin de rappeler à la Chambre les déclarations qui ont été faites par les libéraux contre la conscription. Pendant la campagne de 1939, j'ai voulu faire publier des pamphlets pour reproduire les discours des chefs libéraux, MM. Lapointe, Cardin et autres. La censure d'Ottawa m'a empêché de reproduire ces discours.

Donc, le Parti libéral, pendant 25 ans, a fait des discours qui étaient séditieux, puisque la propre censure imposée par le Parti libéral les considérait comme tels! On a empêché les journaux de publier ces discours, toujours sous la raison que d'après la censure, c'étaient des propos séditieux qui méritaient le camp de concentration à ceux qui les auraient répétés.

La motion du député de Bagot est une motion tardive. Elle ne représente pas l'opinion de la province de Québec. C'est le temps de dire à l'ennemi: halte-là! Lorsque l'on veut faire reconnaître les droits de la province, lorsque nous sentons que ce que nous avons de plus cher est menacé, ce n'est pas le temps d'hésiter, de tergiverser. La province de Québec ne veut mener personne, mais elle n'entend pas se faire mener par qui que ce soit.

Mais la province a le malheur d'avoir comme premier ministre un homme dont le manque d'énergie n'a d'égal que sa partisanerie farouche envers les députés du fédéral. Tout ce qu'il a trouvé de grand pour manifester son dévouement, ça a été de dire, lui premier ministre de la province que, si M. King le lui demandait, qu'il était prêt à se faire cireur de bottes des soldats outre-mer. Nous n'avons pas besoin de cela. Ce n'est pas avec cela que nous allons défendre les droits de la province.

Je ne veux pas faire de peine à personne, mais il pourra dire qu'il a été cité de son vivant. Nous n'avons pas besoin d'hommes qui s'accroupissent, qui s'abaissent, mais nous avons besoin d'hommes qui se tiennent debout. Il nous faut moins de cirage de bottes et plus de crânerie et d'énergie. Ce que la province demande, c'est un gouvernement dirigé non par des moutons mais par des hommes courageux qui s'assurent du respect des droits de la population.

On dira, comme argument, que la province de Québec va s'isoler; et nous entendons d'avance les vacillants trémolos envers la pauvre province qui s'isole. Mais le moins que l'on puisse dire c'est que l'isolement dans le droit et la justice vaut mieux que l'avachissement dans le déshonneur.

Sir Lomer Gouin répondait très bien à cette prétention d'isolement, lorsqu'il disait, en 1917, dans un article publié dans la *Canadian Annual Review*: "Nous ne pouvons être effrayés par la menace de l'isolement. Personne n'est notre gardien. En Canada, nous sommes les doyens. C'est ici notre demeure, notre terre natale et, ici, notre peuple demeurera comme le compagnon et l'égal des autres Canadiens." Sir Lomer Gouin protestait contre les

tentatives d'accaparement monstrueuses de 1917, alors qu'il disait que ce n'était pas Québec qui s'isolait, mais que c'étaient les autres provinces qui l'isolaient et que Québec ne craignait pas de se tenir droite, fière dans le sentiment de la justice et de ses droits. Personne, dit-il, ne peut trouver à redire à ces paroles énergiques et fières qui traduisaient toute l'opinion de la province de Québec.

En 1939, on a fait des promesses à l'effet qu'il n'y aurait pas de conscription pour service outre-mer et ces promesses ont été faites non aux autres provinces, mais bien à la seule province de Québec, et personne n'a pu s'y tromper. Cet engagement était fait spécialement pour elle seule. Aux élections fédérales de 1940, la même promesse a été répétée à la province de Québec, non seulement par M. King et ses ministres, mais aussi par le chef du Parti conservateur au nom de son parti.

Ils ont déclaré solennellement que c'était un compromis par lequel on s'engageait à ne pas imposer la conscription et, à une participation modérée. Aussi personne autre que Québec n'a le droit de délier le gouvernement de ses engagements. Je suis prêt à rencontrer le gouvernement provincial à mi-chemin, s'il veut se dresser comme un patriote contre ceux qui empiètent sur les droits de notre race et de notre province.

Il rappelle que sa dernière maladie l'a entraîné à deux doigts de la mort, et que ses médecins lui ont interdit tout travail parlementaire, mais il serait heureux si, par son dernier soupir, il pouvait convaincre le gouvernement que la lutte est vitale et qu'il faut se battre pour la province, et que le rouge ou le bleu ne comptent plus lorsque la patrie est menacée. Je suis prêt à rencontrer le gouvernement à moitié chemin pour protester - sans blesser personne - contre la conscription outre-mer. Nous avons toujours dit qu'il n'y a pas de parti politique qui possède le monopole du patriotisme et de la vérité. C'est conscient de cette vérité qu'après avoir constaté les abus des autres partis, nous avons formé l'Union nationale, qui place l'intérêt supérieur de la nation bien au-dessus des intérêts de parti.

C'est comme chef de l'Union nationale que je m'adresse à la Législature et que je dis: la motion du député de Bagot est une motion qui ne répond pas à l'opinion de la province de Québec. Car la province de Québec est non seulement contre la conscription pour service militaire outre-mer, mais elle est aussi opposée à la conscription déguisée qui se pratique sous forme de volontariat, la conscription de la faim et de la misère. La province de Québec est loyale: personne plus que nous souhaite autre chose que

l'écrasement d'Hitler, parce qu'Hitler est un fourbe, parce qu'Hitler n'a pas de parole, parce qu'Hitler met de côté les serments, parce qu'il méprise les droits des minorités, parce qu'il est l'ennemi de la vérité. Et c'est pourquoi les citoyens de la province demandent que l'on place la vérité au-dessus des contingences politiques.

La motion du député de Bagot dit: "Attendu que la province de Québec, par la voix de sa Législature, entend réaffirmer sa ferme détermination de continuer, à l'égard des autres provinces du pays, jusqu'à la victoire finale, l'effort de guerre fait depuis le début des hostilités." Cette motion condamne la motion adoptée il y a quelques semaines, dans laquelle on disait que la Législature de la province de Québec n'avait pas le droit de se prononcer. Les considérants de la motion Dumaine se contredisent, car l'on demande de ne pas imposer la conscription, on approuve par contre le gouvernement fédéral d'avoir pris les moyens qu'il a pris, soit la conscription déguisée, pour parvenir à ses fins.

C'est pourquoi il ne peut accepter un amendement rédigé de cette façon. Car Québec ne veut pas continuer suivant ce que dit la motion, avec les méthodes de guerre que veulent les autres provinces, puisque celles-ci veulent la conscription. Il n'est pas vrai que la province de Québec veut les méthodes de guerre que les autres provinces veulent. La province de Québec ne veut pas la conscription pour service outre-mer.

Québec est loyal; Québec veut la victoire des alliés; Québec veut le triomphe de la justice, mais par des moyens volontaires, par les moyens au sujet desquels des engagements ont été pris. Si on n'est pas loyal à soi, à sa province, on n'est pas loyal à sa patrie. Si on n'est pas loyal à sa patrie, on n'est pas loyal à la justice. Nous sommes prêts à respecter nos engagements, mais je suis, pour une fois, de l'opinion de M. King qui disait que l'unité nationale était nécessaire, mais qu'il y avait quelque chose de plus important. L'existence de la province de Québec est plus importante que l'unité nationale. Québec veut la défaite d'Hitler, et elle y travaille, mais par des moyens plus appropriés et en sauvegardant l'unité nationale. Le Québec doit prendre ses précautions avec un premier ministre qui fait des serments par oubli ou distraction.

Je ne suis pas capable d'admettre, le peuple de Québec n'admettra pas, que le volontariat pratiqué sous M. King est un vrai volontariat. La motion Dumaine dit en somme que Québec approuve les méthodes de conscription déguisée

prises par Ottawa, autrement dit un volontariat à base de chantage, d'intimidation et de fourberie, une véritable conscription de la misère et de la faim, de l'anxiété, de l'angoisse. C'est un volontariat le plus répugnant possible. Il n'est pas prêt à voter une motion favorable à la continuation de cette politique.

Adopter la motion induirait les autres provinces en erreur quant aux désirs du Québec. La motion réaffirme la détermination de la province, mais jusqu'à quel point? Est-ce jusqu'au dernier homme et jusqu'au dernier dollar? Pour une fois, il est d'accord avec M. King en regard de la nécessité d'une unité nationale, mais avant tout, l'existence de la province de Québec est essentielle et cette existence passe avant l'unité. Il ne peut pas y avoir de vraie unité sans collaboration, sans bienveillance et sans le respect de toutes les régions du pays.

Si le député veut retrancher ces allégations de nature à fournir des arguments à ceux qui veulent nous imposer la conscription, nous sommes prêts à adopter la motion. La motion du député de Papineau dit: "Que les membres de l'Assemblée législative sont les serviteurs du peuple et qu'ils doivent faire écho à ses légitimes revendications clairement exprimées lors du plébiscite tenu le 27 avril 1942." Est-il possible de voter contre une proposition qui dit que les députés sont les serviteurs du peuple? Tous les députés sont les serviteurs du peuple, il ne peut pas y avoir d'objection à cela.

L'amendement Lorrain est une formule qui donne pleinement satisfaction, car elle reflète pleinement l'opinion du peuple, la franchise et la droiture. Il lit l'amendement et expose que tous et chacun des considérants ne sont que l'expression de l'absolue vérité. L'amendement dit que la province doit prendre les moyens nécessaires pour faire respecter les engagements. Ces moyens, elle les a par le transfert des droits de taxation. Il est inutile de se battre pour les démocraties et les minorités, si on ne commence pas par faire respecter les droits des minorités chez nous.

N'est-il pas vrai que, le 27 avril 1942, la province de Québec s'est prononcée, dans une proportion de plus de 80 %, carrément, contre la conscription et contre tout système de conscription? Est-ce que le gouvernement ne réalise pas qu'en votant contre cette application de principe, il se trouverait à voter contre l'expression de la volonté populaire? Notre motion est la seule qui reflète l'opinion du peuple; la seule qui ne fait pas de politique, qui affirme simplement un principe. Nous disons que c'est le devoir du gouvernement de

prendre toutes les mesures nécessaires pour faire respecter les droits et l'opinion de la province.

Il est inutile de lutter pour les Alliés, pour les autres pays si nous avons l'esclavage dans notre pays. Le président Roosevelt disait que l'un des principaux buts de la guerre est d'établir le principe "self-determination". Les petites nations, qui ont besoin de protection, auront droit de s'administrer comme elles le désirent. La province de Québec est puissante par ses traditions, par son histoire, par ses possibilités; c'est une minorité numérique mais dont les droits doivent être respectés.

La conscription du sang est assez sérieuse pour qu'on ne touche pas à nos droits, au plus clair de nos revenus. Je suis contre l'entente intervenue avec Ottawa. J'espère que le premier ministre et le gouvernement étudient la question fortement et ne poseront pas un acte qui pourrait constituer un encouragement à Ottawa pour imposer la conscription. Nous avons des ennemis à Ottawa, et dans les partis, nous avons des ennemis fanatiques et nous ne devons pas donner, par des hésitations, l'impression d'une faiblesse qui ne correspond pas à la majorité de Québec.

J'assure le gouvernement de ma collaboration s'il veut faire entendre énergiquement sa voix pour faire respecter l'opinion de la province de Québec et faire respecter les engagements pris par Ottawa. Je crois qu'on ne devrait pas signer l'accord tant que le gouvernement ne respectera ses promesses envers Québec. Il (M. Duplessis) adjure le premier ministre de défendre les droits de la province, de se tenir debout, dans la défense du droit et de la justice.

L'honorable M. Godbout (L'Islet)³: M. l'Orateur, en continuant la discussion de cette motion, je voudrais le faire de la façon la plus objective possible parce que la situation est grave, même si quelqu'un feint de l'ignorer de l'autre côté de la Chambre. Je voudrais discuter cette motion en homme sensé, comme un citoyen d'un pays menacé, très prochainement menacé, doit le faire sans se laisser aller à la petite politique.

Je pense avoir donné la preuve que, pour moi et mes partisans, la patrie passe avant le parti. Je ne veux pas mériter les reproches faits aux politiciens de certains pays d'Europe aujourd'hui sous la botte d'Hitler et qui, à l'heure où ils étaient menacés comme nous le sommes faisaient ce que nous faisons ici même aujourd'hui: de la petite politique. Je ne ferais pas cela.

La motion est celle d'un député, le député de Bagot, et tous les membres de la Chambre sont

absolument libres de donner leur opinion comme ils l'entendront. Mais la question est tellement sérieuse que je voudrais qu'elle fût débattue par tous avec l'image de la patrie sous les yeux.

(Applaudissements à droite)

A entendre parler certaines gens, on se demande si la guerre n'est pas entre les Canadiens français eux-mêmes, ou entre les Canadiens français et les Canadiens des autres provinces. Alors qu'Hitler nous menace chez nous, en notre province, on n'a pas le droit d'essayer de gagner un vote sur le sang de la patrie. L'ennemi est à nos portes. Il est rendu chez nous et on cherche encore à gagner un vote, à faire de la petite politique; on cherche des raisons qui n'existent pas de blâmer un adversaire politique.

Attaquer les adversaires sur des questions politiques ne sera pas utile. Ce n'est pas ma méthode d'attaquer. C'est le devoir de l'Assemblée législative de guider les gens et de leur montrer la vérité. Mais j'ai le droit de me défendre et je suivrai l'honorable chef de l'opposition sur le terrain qu'il a choisi.

La motion réaffirme la détermination de la province de Québec de continuer son effort de guerre jusqu'à la victoire finale. C'est l'opinion de tous les chefs politiques et militaires des pays alliés que le Canada a fait jusqu'ici un effort qui n'est surpassé par celui d'aucun autre pays au monde, toutes proportions gardées.

(Applaudissements à droite)

Tous reconnaissent qu'il n'y a pas d'effort mieux équilibré, mieux balancé que le nôtre.

(Nouveaux applaudissements)

La motion affirme de plus que le système du volontariat garantit mieux l'étendue et l'efficacité de notre effort de guerre. Qu'est-ce qui manque dans cette motion? Nous disons que notre effort est magnifique et que nous ne voyons pas de moyen de l'organiser plus efficacement. Nous disons que la conscription pour outre-mer serait un mauvais moyen de poursuivre efficacement la victoire finale; la conscription affaiblirait notre effort de guerre et nous demandons au gouvernement fédéral de ne pas changer sa politique de volontariat qui permettra la production maximum de nos fermes et de nos industries.

Nous voulons continuer de servir d'exemple aux autres pays, puisque les produits de la province de Québec en particulier sont reconnus partout comme les meilleurs produits au monde. Pourquoi modifier notre effort de guerre qui assure une production d'armements dont les plus grands généraux disent qu'il n'y en a pas de meilleurs au

monde? Et il se trouve des Canadiens français pour critiquer cet effort de guerre d'un petit pays qui donne l'exemple aux autres nations!

On n'avait jamais pensé que les horreurs de la guerre nous atteindraient si directement. Personne ne s'attendait à cela. Même en 1939 et en 1940, le chef de l'opposition ne s'y attendait pas non plus, puisque, dans tous ses discours, il reprochait au gouvernement fédéral de fabriquer des canons pour nous défendre dans la guerre qui, hélas, s'en venait, au lieu de donner du pain. Le gouvernement canadien faisait son devoir en faisant des armements, car la meilleure façon de vouloir la paix, c'est encore de préparer la guerre.

Pendant que le gouvernement canadien faisait son effort, faisait son devoir, le chef de l'opposition le lui reprochait. Pendant toute la session de 1940, le chef de l'opposition n'a pas fait autre chose que de critiquer le gouvernement qui se préparait à résister à l'ennemi.

Les gens qui, comme le chef de l'opposition, ne veulent pas admettre que nous devons nous défendre, ne veulent pas reconnaître les sacrifices des familles qui ont donné à la patrie un fils, deux fils, pendant que la fille ou la maman se chargeaient, patriotiquement, de faire le travail des braves qui défendent la patrie menacée.

On nous reproche de nous contredire en disant que la motion Chaloult était de même nature. La seule contradiction est dans l'esprit du chef de l'opposition qui parle toujours de son attachement à la démocratie et n'en a jamais compris le premier mot.

(Applaudissements)

Si quelqu'un a jamais eu les méthodes d'Hitler, c'est bien le chef de l'opposition, quand il était premier ministre, de 1936 à 1939. Il n'a pas donné la dictature à la taille d'Hitler parce qu'il n'avait pas sa taille, mais il y a mis le même esprit. Il n'y a pas eu de période où on a plus soulevé les classes les unes contre les autres que pendant son stage à la tête de la province. Il a jeté les patrons et les ouvriers les uns contre les autres. Lorsque les représentants du peuple réclamaient, ici même, le privilège de se faire entendre, c'est encore à la façon d'Hitler qu'il les bâillonnait.

M. Duplessis (Trois-Rivières): Point d'ordre. Le premier ministre n'a pas le droit de changer la nature du débat. Je suis prêt à discuter cette question, mais, pour le moment, il s'agit de la motion Dumaine et de l'amendement Lorrain. On en est rendu à parler de la législation ouvrière.

L'honorable M. Godbout (L'Islet): Mon honorable ami a l'épiderme sensible. Je le comprends. Il a fait illusion à la faiblesse de mon caractère, à la méthode hitlérienne de mon administration, et je vais lui répondre. Le chef de l'opposition est hors du sujet dans 99 % de son discours et je suis bien obligé de le suivre sur son propre terrain. Dans ce débat, chaque député a le droit de dire ce que sa conscience lui dicte.

M. Duplessis (Trois-Rivières): Il n'appartient pas au premier ministre, qui veut maintenir le décorum, de régler lui-même un point d'ordre.

L'honorable M. Godbout (L'Islet): Le chef de l'opposition croit-il qu'il pourra me bâillonner comme il l'a fait pour d'autres députés et m'empêcher de parler sur le point d'ordre?

M. Duplessis (Trois-Rivières) demande une décision de l'Orateur.

M. l'Orateur: Pour le moment le premier ministre ne fait que répondre au discours du chef de l'opposition, et s'il s'écarte trop du sujet, je me chargerai de le rappeler à l'ordre.

L'honorable M. Godbout (L'Islet): Le chef de l'opposition est bien malvenu de dire que la motion Dumaine est tardive quand lui-même, en 1939, alors qu'il était premier ministre, n'a jamais permis la discussion de la motion Chaloult relative à la participation. Aujourd'hui, chaque député peut exprimer librement l'avis que sa conscience lui dictera sur la motion. Sous un régime libéral, tout le monde peut donner son opinion.

Les nations de l'Europe croyaient aussi que la guerre était celle du voisin. Elles étaient trop confiantes et ont été réduites à l'esclavage. Nous les avons vues tomber les unes après les autres. Les gouvernants de ces pays ne mériteraient pas les reproches que tout le monde a sur les lèvres s'ils s'étaient préparés. Si on avait dit la vérité aux citoyens de ce pays plus tôt, ils auraient réclamé des préparatifs de défense. Hitler achève de dominer la moitié du monde. Il est ici dans le fleuve Saint-Laurent, coulant nos bateaux, nos barques de pêche et on nous dit encore: "C'est la guerre des autres; ce n'est pas notre guerre".

Nous ne voulons pas nous battre pour les pays étrangers. Ce ne sont pas les pays étrangers qui sont en guerre, c'est la nation canadienne. Cet après-midi, j'ai demandé directement au chef de

l'opposition: Êtes-vous pour ou contre l'effort de guerre qui nous permettra de gagner la victoire finale?". Il m'a répondu: "Je n'ai pas peur; j'aurai le courage de dire que je suis contre".

Voix à droite: Honte, honte!

M. Duplessis (Trois-Rivières): Le premier ministre affirme quelque chose qui est contraire à la vérité. Le premier ministre m'a demandé si j'étais pour le premier attendu de la motion de l'honorable député de Bagot.

Des voix à droite: Non, non!

M. Duplessis (Trois-Rivières): Quelle bravoure! J'ai dit que j'étais contre le premier attendu de la motion et j'ai donné les motifs. C'est parce que...

Les députés de la droite protestent, disant que le chef de l'opposition n'a pas le droit de recommencer son discours.

M. Lorrain (Papineau) soulève un point d'ordre. Ses paroles se perdent dans le bruit.

M. Barrette (Joliette): Les règlements de la Chambre obligent le premier ministre à accepter le démenti du chef de l'opposition.

M. Labbé (Mégantic) tente aussi d'intervenir à plusieurs reprises.

Les députés ministériels continuent de protester.

M. l'Orateur: Je vais être obligé de nommer le député de Mégantic (M. Labbé) s'il n'obéit pas à mes ordres.

(Le calme finit par se rétablir)

L'honorable M. Godbout (L'Islet): J'ai noté ma question et la réponse du chef de l'opposition. C'est exactement ce que je viens de répéter. Mon ami a dit que je n'aurais jamais dû dire que j'étais prêt - si on me le commandait pour gagner la guerre - à aller cirer les bottes de nos soldats outre-mer. Je lui répondrai que de cirer les bottes de ceux qui donnent leur sang, leur vie pour leur pays, est une tâche plus noble que celle de l'homme qui est contre l'effort nécessaire pour que son pays gagne la guerre.

(Longs applaudissements à droite, tumulte à gauche)

M. Labbé (Mégantic): Point d'ordre. Le premier ministre ne devrait pas avoir la lâcheté de refuser la parole du chef de l'opposition.

M. l'Orateur: Je demande au député de Mégantic de retirer ses paroles.

L'honorable M. Godbout (L'Islet): Ça fait mal à nos amis, mais ça va faire plus mal que cela tout à l'heure.

Il faut que la province sache que le pays est menacé. Beaucoup de politiciens parlent de la période de guerre comme s'il s'agissait d'un bal en Europe. La guerre est rendue chez nous. Ce sont nos familles qu'Hitler veut rouler sous sa botte, comme il a roulé celles des pays d'Europe qu'il a conquis au mépris de toutes les lois de la guerre elles-mêmes. Ce sont nos foyers, nos familles qu'Hitler menace. Le chef de l'opposition pense-t-il que Hitler aura des méthodes différentes pour la province de Québec? Pense-t-il que lorsque Hitler parle de race, il s'agit de la même race que celle dont nous entretenit le chef de l'opposition?

Je ne crois pas qu'il aurait des méthodes différentes pour les Canadiens français. Suivant ses propres prédictions, la race qui dominera le monde pour au moins 1,000 ans, ce sera la race aryenne et c'est la nôtre qui sera sous sa domination si nous perdons cette guerre. Et c'est pour l'empêcher de nous soumettre à l'esclavage que nous sommes prêts à nous battre jusqu'à la dernière boutonnière.

Le chef de l'opposition parle de bravoure. M. l'Orateur, la bravoure du chef de l'opposition, nous la connaissons. Elle va le maintenir longtemps à la place qu'il occupe actuellement, à moins que son voisin ne la lui enlève.

(Rires à droite)

Le peuple canadien-français est contre la conscription pour service outre-mer. Moi aussi, je suis contre la conscription pour service outre-mer. Un bon nombre croient que la conscription n'est pas le meilleur moyen de gagner la guerre et ils l'ont fait savoir au plébiscite.

(Longs applaudissements à droite)

L'unité canadienne est essentielle à ce pays. Si la conscription pour service outre-mer est imposée contre les désirs de certains, cela pourra signifier le sabotage de notre unité nationale. Je m'y oppose aujourd'hui comme hier.

(Nouveaux applaudissements)

Mais on préservera l'unité nationale en donnant aux autres la mesure de justice que nous voulons avoir.

Il y a à la tête du pays un homme dont toute la vie politique ne s'est jamais démentie, un véritable démocrate qui, sans être de notre nationalité et de notre religion, s'est fait le protecteur de nos idéaux et de nos sentiments et qui a toujours mieux interprété que tout autre le sentiment canadien-français. A-t-il différé d'opinion avec les Canadiens français sur toutes les grandes questions? Non, jamais. Si ses partisans le tiennent, jamais nous n'aurons la conscription, parce que ce n'est pas le meilleur moyen de gagner la guerre.

(Longs applaudissements à droite)

Il (M. Godbout) signale les avantages du volontariat, qui répartit les tâches selon les aptitudes de chacun. Le système de recrutement volontaire a donné de bons résultats et doit être maintenu. Il ajoute que nous ne devons pas nous contenter de sacrifices personnels, mais que nous devons faire contribuer à l'effort commun la richesse de la nation. C'est encore, dit-il, le sacrifice le moins lourd.

Il (M. Godbout) répète que la conscription n'est pas imposée par Ottawa actuellement et que, si M. King est tenu par ses partisans, nous n'aurons pas la conscription. Nous aurons au Canada la conscription des services personnels, des richesses matérielles de la nation. Voilà la politique de M. King. Il ne s'en est jamais départi. L'honorable chef de l'opposition peut sourire. Jamais un chef politique fédéral n'a été autant contre la conscription que M. King.

M. Gagnon (Matane): Blâmez-vous M. Cardin?

L'honorable M. Godbout (L'Islet): Vous, blâmez-vous M. Cardin? Blâmez-vous M. Bennett que vous avez suivi après sa conscription? Les députés de l'opposition ne nous parlent plus que de Laurier, Lapointe, Gouin. Autrefois, ils les abreuyaient d'injures.

Il y a deux ans, Lapointe, Cardin, d'après nos amis d'en face, étaient des traîtres. Ils les ont empêchés d'accomplir toute leur œuvre. Pour tenter d'établir une contradiction qui n'existe pas, ils les citent aujourd'hui, ils ont constamment leurs noms sur les lèvres.

Nos grands chefs avaient notre politique. Ils étaient pour la liberté. Que réclamait Laurier en 1917? Qu'on n'impose pas la conscription. Il disait: le seul moyen, c'est de demander au peuple son sentiment par un plébiscite. Je ne suis pas surpris que nos amis de l'Union nationale ne soient pas capables d'interpréter la pensée de Laurier. Ils n'ont pas le cerveau fait de la même manière.

Laurier n'était pas seul alors. Henri Bourassa, dont beaucoup de gens se réclament, était contre la conscription, mais il disait dans un article: "L'opinion du peuple ne peut s'exprimer librement que dans un plébiscite, et si la majorité est pour la conscription, il ne nous reste qu'à obéir à la loi." Consultés dans un plébiscite, nous avons donné notre avis. Cela ne veut pas dire que nous ne soyons pas capables de faire un effort égal à celui des autres, que nous ne voulons pas faire notre part pour vaincre nos ennemis.

Nous avons fondé ce pays. C'est nous qui avons défriché ce pays. C'est nous qui l'avons gardé à la couronne britannique. Les fils ne mériteront pas de leurs pères. Nous ne ferons pas moins que nos pères. Le Canada est plus à nous, peut-être parce que nous l'habitons depuis plus longtemps et que nous avons fait plus de sacrifices. Les Canadiens français à titre de premiers occupants du pays ont raison de dire que le pays leur appartient avant tout autre.

Les Canadiens français ne veulent pas faire moins que les autres pour garder notre patrimoine national, qui est fait non seulement de nos immenses ressources mais du beau renom de galanterie, de vaillance et de générosité de notre race, et ils tiennent à le garder. Cela peut faire sourire quelques personnes, mais cela fait du bien au cœur des véritables Canadiens.

(Applaudissements prolongés)

Le chef de l'opposition a parlé de mes promesses et de mes abandons. Lui qui se scandalise, a eu à mon endroit des expressions que l'Orateur a été généreux de laisser passer, probablement parce qu'il était libéral. Il a dit que depuis deux ans j'aurais abandonné des prérogatives constitutionnelles et cédé des parcelles de notre patrimoine. Le chef de l'opposition a déclaré lui-même qu'il avait fait des élections pour accomplir un beau geste. La vérité, c'est que tout le monde sait que l'Union nationale a abandonné le pouvoir en 1939 parce qu'elle ne pouvait emprunter 30 sous du voisin. Mon bon ami n'avait même pas consulté tous ses collègues sur la dissolution.

M. Duplessis (Trois-Rivières): Je soulève un point d'ordre. Tous les ministres ont été consultés.

(Rires à droite)

L'honorable M. Godbout (L'Islet): Les élections furent déclenchées un samedi après-midi, alors que plusieurs ministres étaient absents et le lundi suivant, à Montréal, M. Fisher, le trésorier de la

province, disait qu'il n'en avait jamais entendu parler. Il fut tout surpris d'apprendre la chose.

M. Duplessis (Trois-Rivières): Le premier ministre dénature les faits. M. Fisher avait accepté d'être nommé conseiller législatif quelques jours auparavant.

L'honorable M. Godbout (L'Islet): La province de Québec avait perdu son crédit lorsque nous sommes arrivés au pouvoir. Nous étions cités comme un déshonneur dans toute l'Amérique et même en Europe. C'est dans de telles conditions et à la veille de la plus grande guerre de tous les temps que j'ai pris le pouvoir.

Tout en collaborant avec Ottawa - c'était notre devoir pour le bien de la province - en pleine guerre, nous avons restauré les finances. Le chef de l'opposition trouve que la collaboration avec Ottawa, c'est de la faiblesse. Ce que le chef de l'opposition appelle de la faiblesse, c'est de la gentilhommerie, telle que se la doivent les hommes dans leurs relations. Je n'ai pas conclu de traité avec le fédéral, avec les autres races, en manifestant l'arrogance qu'on avait connue avant 1939, mais j'ai agi avec fermeté, en conservant la bonne réputation de la province.

La situation financière a été rétablie. Aujourd'hui, notre province est citée en exemple partout pour sa bonne finance et il me fait plaisir d'en rendre témoignage au trésorier. C'est l'œuvre de deux ans. La province a reconquis sa bonne réputation. Nous avons accompli tout cela en dépit des embûches qu'on nous a tendues.

Dans cette Chambre, on m'a appelé le ministre de la guerre. J'aime mieux cette appellation que celle que l'on place au front de certains citoyens qui veulent régner par la haine, qui sont contre notre effort de guerre, qui font un effort de guerre pour les traîtres et qui tendent à détruire l'unité nationale.

Nous avons des droits et des devoirs. Pour la grandeur du Canada, nous sommes prêts à collaborer avec tous les citoyens de ce pays qui acceptent de leur côté leurs responsabilités. Je ne veux rien céder de nos droits, mais je veux que nous fassions notre devoir.

Le peuple de la province de Québec a une intelligence assez haute et un cœur assez bien placé pour commencer à douter de la sincérité des gens qui ne lui parlent que de ses droits et feignent d'ignorer que tous les hommes ont un devoir à accomplir.

Ce n'est pas ma doctrine personnelle. C'est la doctrine humaine, la doctrine chrétienne. Nous

devons accomplir nos devoirs avec générosité. Aussi longtemps que je serai chef du gouvernement de cette province, mon devoir, je n'y faillirai point.

(Applaudissements à droite)

Le chef de l'opposition nous a dit qu'il avait abandonné son poste de premier ministre par devoir. Si le chef de l'opposition croyait réellement en 1939 que le fédéral empiétait sur nos droits, son devoir n'était pas de se sauver, mais de rester à son poste. Quand sa province est menacée, est-ce que le devoir d'un premier ministre n'est pas de tenter de la sauver? Le chef de l'opposition sait l'expression que l'on donne au capitaine qui quitte son vaisseau avant le dernier matelot. Lui, il a quitté le sien avant le dernier matelot.

(Applaudissements à droite)

Enfin le chef de l'opposition nous a dit que c'est lui qui a empêché Hitler de s'établir sur l'Île d'Anticosti. Quand on connaît l'histoire, ce n'est pas tout à fait la même chose. La vérité est que pendant un an, une compagnie allemande a fait des explorations à Anticosti, dans le golfe et sur la Côte-Nord. Le premier ministre d'alors n'en avait aucune nouvelle. Il n'en savait rien. Je crois même que c'est le révérend Scott qui l'a prévenu.

M. Duplessis (Trois-Rivières): Non, cette déclaration est inexacte. C'est M. F. E. Meredith, de Montréal, avocat de la Consolidated Paper, qui m'a averti le premier. C'était la première nouvelle que j'en avais. Il voulait vendre l'île d'Anticosti à un syndicat allemand et j'ai dit que jamais, tant que je serais premier ministre, cela ne se ferait.

L'honorable M. Godbout (L'Islet): J'ai des documents pour prouver ce que j'avance. En 1937, le chef de l'Union nationale m'injurait et me faisait injurier par sa presse, parce que j'avais prétendu que la plus grande menace sur le monde était le nazisme et le fascisme. Pendant ce temps-là, il vendait des cartes, des plans et des photographies des territoires en question.

M. Duplessis (Trois-Rivières): C'est faux!

L'honorable M. Godbout (L'Islet): J'ai ici les pièces.

M. Duplessis (Trois-Rivières): Je demande qu'elles soient produites et je veux les voir.

L'honorable M. Godbout (L'Islet): Je vais montrer ces factures au chef de l'opposition⁴.

M. Duplessis (Trois-Rivières) examine les factures.

L'honorable M. Godbout (L'Islet): Le chef de l'opposition constate que ce que j'ai dit est bien exact.

M. Duplessis (Trois-Rivières): Les pièces prouvent que le 16 octobre, on a vendu 6 cartes. C'est le ministre des Terres et Forêts d'alors, le député de Québec-Est (l'honorable M. Drouin), ministre actuel des Affaires municipales, qui les a vendues. Ce n'est pas moi.

(Rires)

L'honorable M. Godbout (L'Islet): Le chef de l'Union nationale était responsable de son gouvernement. Peu de temps après cela, mon ami me faisait injurier par sa presse parce que j'avais dénoncé le fascisme.

À la fin de ses remarques, le chef de l'opposition est sorti encore du sujet pour critiquer une entente entre Ottawa et la province. Cette entente, loin de sacrifier nos droits, les confirme. Nous n'avons rien cédé. Jamais nos droits et nos privilèges n'ont été aussi sauvegardés que sous le régime actuel.

En cette occasion comme en toute autre, nous avons fait notre devoir. Nous allons continuer dans l'intérêt du peuple, sans rechercher ses applaudissements. Nous allons assurer le bon ordre dans toutes les classes de la société. Nous allons coopérer avec les autres provinces pour faire du Canada un grand pays où tous les citoyens, s'aimant et s'aidant les uns les autres, travailleront pour le progrès, l'avenir et le bonheur de toute la population.

(Longs applaudissements à droite)

M. Beaulieu (Saint-Jean-Napierville) fait l'éloge de l'acte posé par l'honorable Duplessis, en 1939, en décidant d'en appeler au peuple et de le consulter à une heure grave pour l'avenir de la province et des nôtres. Au sujet de l'attitude que prit alors le chef de l'Union nationale, il (M. Beaulieu) estime qu'elle fut courageuse et logique. L'Union nationale n'avait pas de mandat pour diriger les affaires publiques en temps de guerre.

Les Anglais, tout comme les nôtres, préfèrent de beaucoup un homme qui, comme le premier ministre d'alors le fit, dit franchement ce qu'il pense à un homme qui se rend ridicule par ses attitudes contradictoires de semaine en semaine, et de discours en discours.

Si la province de Québec est jamais "boycottée" par les autres provinces, les grands coupables en seront ceux qui ont décidé de tenir un plébiscite qui mettait en danger l'unité nationale. Il (M. Beaulieu) accuse les chefs libéraux du Québec d'avoir mis la province dans une position ridicule en laissant M. King tenir son plébiscite. Eux, dit-il, qui avouent maintenant avoir prévu le résultat auraient dû mieux conseiller le premier ministre du Canada. Quant à ceux qui ont porté M. King à user d'un tel stratagème, il estime que le premier ministre actuel de Québec en est, pour avoir dit: "Nous sommes prêts à tous les sacrifices, même la conscription s'il le faut, pour gagner la guerre". Car, de telles paroles pouvaient être interprétées par M. King comme reflétant l'opinion de notre province.

Il accuse le premier ministre d'une nouvelle contradiction. Il se prétend aujourd'hui contre la conscription, dit-il, et l'autre soir, sur une autre motion, le premier ministre disait qu'il serait en faveur de n'importe quoi demandé par M. King, même cireur de bottes. Aujourd'hui, nous voyons ceux qui ont demandé au peuple de voter "oui" appuyer la motion Dumaine pour sauver le Parti libéral. Une telle manœuvre est indigne des véritables chefs politiques. Comment se fait-il que le premier ministre laisse aujourd'hui tomber M. King et quelle sera l'attitude du trésorier (l'honorable M. Mathewson)?

Tout comme on ne peut demander à un enfant l'effort d'un adulte, on ne peut demander à une petite nation comme la nôtre le même effort que peut produire une nation plus puissante. C'est l'opinion exprimée par Québec et par les 500,000 citoyens d'en dehors de notre province qui ont voté "non" au plébiscite. Et si la population des autres provinces n'avait pas été trompée, les résultats du vote auraient été égaux, ce qui aurait démontré la profonde division qui règne dans le pays.

Beaucoup de ceux qui prônaient de voter "oui" au plébiscite, n'ont plus aujourd'hui le même courage. Mais les Anglais eux-mêmes demandent plus de franchise de la part des hommes publics. Ils demandent aussi l'exemple du respect de la parole donnée. Quant à nous, nous avons le droit de demander le respect des engagements pris envers le Québec qui représente le tiers de la population du pays.

Si Québec est contre la conscription, c'est qu'elle comprend que cette mesure est absolument injuste pour ses familles nombreuses qui ont parfois 3, 4 et 5 fils d'âge militaire, ce qui n'existe pas dans les autres provinces.

Revenant sur le terme de "nationaux" employé par un orateur précédent, il déclare que, si on entend par là des gens qui aiment mieux leur race, leur province et leur pays que les partis politiques, des gens qui préfèrent l'autonomie de leur province à la centralisation, il n'y voit aucune objection, il est même heureux d'en être.

Parlant de l'achat de cartes de la province auquel le premier ministre avait fait allusion, il dit que de telles cartes sont vendues chez tous les libraires. Et si ce sont des cartes plus spéciales, si elles furent vendues par quelqu'un qu'on veut faire passer pour un ami d'Hitler, elles le furent par le seul député de l'Union nationale que le premier ministre actuel a choisi dans son cabinet.

Le chef de l'Union nationale a pris position quand il était temps de le faire et la caravane venue d'Ottawa pour les élections de 1939 n'a fait que renchérir sur ses déclarations.

M. Marler (Westmount-Saint-Georges)⁵:

La motion maintenant présentée devant la Chambre est un préambule et une conclusion. Le préambule affirme la détermination inaltérable de la province à poursuivre l'effort qui a été déployé depuis le début des hostilités et ce, jusqu'à la victoire. Puis, il fait ensuite référence aux résultats favorables obtenus sous le système volontaire qui prévaut depuis le début de la guerre et à la reconnaissance de l'efficacité de ces résultats par les chefs politiques et militaires. La conclusion est en deux parties, la première est la réitération de la volonté de tous les membres de la Chambre d'appuyer le mieux possible l'effort de guerre. La deuxième est l'expression de la volonté du gouvernement fédéral qui respectera sa politique d'engagement volontaire et n'imposera pas la conscription pour le service à l'étranger.

Il (M. Marler) dit qu'il admet tous les allégués de la motion où il est question de la détermination de la province de Québec de poursuivre son effort de guerre jusqu'à la victoire; mais il n'admet pas la dernière conclusion qui demande au gouvernement fédéral de ne pas imposer la conscription pour outre-mer.

Pour ce qui est de l'effort de guerre, dans cette province, comme partout au Canada, la politique du Parti libéral de la province a toujours été de multiplier chaque effort déployé pour gagner la guerre. Personne ayant les intérêts du Canada à cœur ne voudra imposer la moindre restriction à ses propres efforts ni à ceux des autres, et personne qui tient à l'honneur de la province de Québec ne voudra être ailleurs qu'au premier rang, lorsque l'effort

commun permettra à nos troupes de remporter la victoire finale sur nos ennemis. Je souscris entièrement et sans restriction à la première conclusion de la motion, mais j'ai quelques observations à formuler devant la Chambre au sujet de la seconde conclusion de la motion.

La loi sur la mobilisation, dans sa seconde section, stipule que le gouverneur en conseil peut autoriser de tels actes. A l'occasion, pour répondre aux besoins de ces règlements, il peut exiger que des personnes et leurs biens soient mis au service de leur pays pour assurer la sécurité de la population et défendre le Canada. J'allègue que l'adoption de ce projet de loi règle et détermine la méthode à suivre pour l'entraînement des hommes et des femmes au service militaire dans les forces navales ou aériennes du Canada. La loi confère au gouvernement du Canada l'autorité de demander à toute personne d'aller défendre le Canada et, dans l'exercice de ce pouvoir, le gouvernement demande le service et la formation militaire d'un grand nombre de jeunes hommes de notre pays. La disposition de la troisième section de la loi est la seule restriction dans l'autorité du gouvernement qui stipule que le pouvoir que je viens de décrire ne peut pas être exercé dans le but de demander à des personnes de faire leur service militaire dans les forces navales ou aériennes à l'extérieur du Canada et de ses eaux territoriales.

Autrement dit, tout en conférant tous les pouvoirs au gouvernement pour exiger que les gens se mettent au service et à la disposition du pays, le gouvernement, pour autant que la section 3 de la loi reste en vigueur, ne peut pas demander à ces gens d'aller servir à l'extérieur du Canada, peu importe que ceci puisse être vital ou non à la défense du Canada.

Ceci signifie que, si l'ennemi devait établir des bases aériennes ou baser des sous-marins au Labrador, le gouvernement ne pourrait pas exiger que des personnes enrôlées pour servir au Canada prennent part à des activités militaires ou navales dirigées contre ces bases, si ces activités devaient se dérouler à l'extérieur des limites du Canada et de ses eaux territoriales, et ce serait la même chose si ces bases étaient établies à Saint-Pierre et Miquelon ou à Terre-Neuve.

Il est invraisemblable que le gouvernement de notre pays, auquel le peuple a confié la conduite de la guerre et la direction de notre effort de guerre, n'ait pas le pouvoir d'exiger que nos forces militaires puissent servir à ces endroits, même s'ils sont à l'extérieur du Canada et de ses eaux territoriales. Je doute également que les citoyens de notre province

acceptent que les forces militaires, navales et aériennes, constituées en vertu de la loi de la mobilisation, soient obligées de servir à l'Île d'Anticosti, à l'Île-du-Prince-Édouard, sur la Côte-Est du pays et dans les régions reculées de l'Est de la province, mais ne puissent pas légalement servir la même cause à Saint-Pierre et Miquelon, Terre-Neuve et au Labrador. Je ne peux croire qu'une telle distinction juridique soit acceptée dans cette province, et je suis sincèrement convaincu que, s'il est dans l'intérêt de la défense du Canada que les forces constituées en vertu de la loi de la mobilisation se déplacent à l'extérieur du Canada, il est impératif d'abolir toute restriction à cet égard. Nous devons délier les mains du pouvoir central conformément au vœu exprimé par la grande majorité des citoyens canadiens.

Il ne faut pas oublier que la loi sur la mobilisation a été adoptée en juin 1940 et, lorsque nous traversons des jours sombres, la guerre, jusqu'à ce moment, s'était déroulée principalement en Europe, et aucune activité n'avait été menacée dans le théâtre de la guerre dans lequel le Japon joue présentement un rôle important. Il y a une leçon importante à tirer des hostilités qui ont éclaté en Extrême-Orient et du succès remporté par les Japonais. Ils nous ont appris que la distance qui nous tenait à l'écart des champs de bataille de France et des Flandres, lors de la dernière guerre, n'est plus un rempart protecteur.

Nous savons trop bien maintenant que les bombardiers basés loin de nos côtes peuvent amener la guerre à nos portes et que les sous-marins peuvent déployer leurs sinistres activités sur les côtes de notre province.

En de telles circonstances, je crois que nous devrions être prêts à considérer et à accepter l'idée qu'il serait avantageux pour notre défense nationale de commencer à repousser les activités de l'ennemi plus loin que le Labrador, Terre-Neuve et les côtes de l'Est.

C'est dans l'intérêt du Canada et de la province de Québec que la guerre demeure loin de nos côtes et loin de nos maisons. Nos défenses devraient peut-être s'établir au Groenland ou même en Islande ou encore plus loin de l'autre côté de l'océan. La question visant à déterminer où la défense du Canada doit commencer relève essentiellement de l'armée et la distinction entre les mesures défensives du Canada et les mesures offensives qui peuvent mener à la victoire finale doit être posée par ceux qui sont directement responsables de la poursuite de la guerre.

Ce n'est pas à la Chambre de décider où la défense du Canada commence ni de faire des distinctions entre les mesures défensives et les mesures offensives. J'ai une confiance totale envers le premier ministre King et son gouvernement, en collaboration avec l'état-major de nos forces militaires, navales et aériennes, qui est entièrement capable de décider de toutes les questions relevant des règlements et des stratégies militaires. Les décisions relatives à l'endroit où seront basées les forces constituées selon la loi de la mobilisation doivent être prises par le gouvernement fédéral dans l'intérêt de la nation.

Puis-je vous rappeler que c'était la politique de notre glorieux Dollard des Ormeaux. Vous vous souvenez tous qu'il avait décidé que la défense de Montréal commençait, non pas aux portes de la ville même, mais plusieurs milles à l'ouest, à Long Sault. Vous vous souviendrez aussi que Montréal a été sauvée grâce à ses efforts personnels et à ceux de ses vaillants camarades. Dollard des Ormeaux était un grand Canadien et son expérience a toujours été une source d'inspiration, aujourd'hui comme par le passé.

La motion présentée devant la Chambre vise à imposer ce qui en fait serait une restriction morale sur la liberté de décider dont le gouvernement fédéral a terriblement besoin en tout temps. Pour cette raison et pour d'autres raisons que j'ai déjà expliquées, je dois voter contre la motion.

L'amendement déposé par le député de Papineau (M. Lorrain) indique clairement où se situe l'opposition à l'égard de la poursuite de la guerre. L'amendement efface de la motion toute référence à l'effort de guerre de la province et particulièrement l'expression de sa détermination à fournir le meilleur effort possible. Je n'ai aucune hésitation à voter contre l'amendement.

M. Caron (Hull): Si j'ai présenté un amendement à la motion Chaloult, ce n'est pas que je prétendais que la Législature ne devait pas se préoccuper des problèmes fédéraux. Ma motion disait simplement que le peuple seul était appelé à se prononcer et que ce n'était pas à la Législature de lui dicter sa ligne de conduite.

Il a voté confiance à M. King croyant, dit-il, avec d'autres qu'il ne s'agissait pas de la conscription. Aujourd'hui, on pose brutalement la question et il reste fidèle aux engagements qu'il a pris. Il regrette que sur des questions d'intérêt national comme celle-là, l'opposition ait transporté la question sur le terrain de la politique étroite et d'en avoir fait une question électorale alors que se joue le destin du Canada.

Il accuse le député de Papineau (M. Lorrain) d'avoir présenté un amendement uniquement en vue d'ennuyer le gouvernement au pouvoir.

M. Lorrain (Papineau) soulève un point d'ordre.

M. Caron (Hull) dit qu'il ne juge pas des intentions du député, mais qu'il analyse la portée de l'amendement.

M. Duplessis (Trois-Rivières) défend le député de Papineau (M. Lorrain) et fait remarquer que le vice-président (M. Dumaine) et proposeur de la motion n'a pas le droit de présider aux délibérations.

M. l'Orateur (l'honorable M. Bienvenue) regagne son fauteuil.

M. Caron (Hull): Est-ce le premier ministre de cette province qui est en cause, dit-il? Et pourtant, le chef de l'opposition a consacré 95 % de son discours à des attaques personnelles contre le premier ministre. Ce n'est pas une question que l'on peut discuter en partisans. Je diffère d'opinion avec le député de Laval (M. Leduc). Je diffère partiellement d'opinion avec le premier ministre. Mais je respecte leurs opinions. En faisant de cette discussion une question politique, le chef de l'opposition rend un mauvais service à son parti, à la province et à la politique.

Tout ce que veut la province de Québec, c'est de ne pas être forcée. Elle est prête à tout pour défendre le Canada, le Labrador, l'Alaska et même les États-Unis. Mais elle veut que le volontariat soit maintenu pour le service outre-mer, parce que c'est le seul système qui puisse sauvegarder l'unité nationale. Il est temps pour nous de nous unir dans une seule pensée et un seul sentiment afin de décider les autorités fédérales à maintenir ce système.

M. Labbé (Mégantic): L'Union nationale reste fidèle à sa politique passée, alors que le gouvernement continue à naviguer. Il (M. Labbé) parle d'événements désagréables qui se sont produits récemment dans son comté alors que quelques anticonscriptionnistes sont allés libérer deux internés accusés de manifestations intempestives. Il fait remarquer que c'est le Parti libéral qui a toujours dressé l'électorat de la province contre la conscription et qui lui a façonné une mentalité antimilitariste. Dans mon comté, dit-il, ce ne sont pas

les bleus qui ont manifesté leur indignation récemment contre le député fédéral, mais bien les fils des organisateurs rouges qui protestaient avec raison contre la façon dont on les avait indignement trompés.

Il rappelle que, dans l'élection partielle de Mégantic, les agents du premier ministre se promenaient pour dire que c'est le premier ministre qui les protégerait contre la conscription. La population sait maintenant à quoi s'en tenir.

On applique présentement une sorte de conscription déguisée des plus condamnables, n'en déplaise au premier ministre qui veut défendre ses amis d'Ottawa. C'est d'ailleurs son propre député de Laval qui, au cours de l'après-midi, a dénoncé cette conscription. Depuis 1917, certain grand orateur libéral disait qu'en 1917 on avait traité les conscrits comme des bêtes de somme. Aujourd'hui ce sont ses amis qui traitent nos jeunes gens comme des bêtes de somme. On a trompé le peuple par tous les moyens.

On a commencé à les endormir par la conscription d'un mois, puis de trois mois, puis de quatre mois, pour les détenir ensuite de façon illimitée et on projette maintenant de les envoyer outre-mer au besoin. Il (M. Labbé) dit qu'il est un ancien libéral: il était contre la conscription en 1917 et il l'est encore. Si le premier ministre était sincère, lorsqu'il a accusé le gouvernement de l'Union nationale de vendre des cartes de 30 sous aux Allemands, alors il devrait dénoncer son propre ministre (l'honorable M. Drouin) qui les a vendues.

Le député de Wolfe (M. Lapointe), lors du plébiscite, a dit en public qu'il ne savait pas quoi faire, mais que dans quelques jours le premier ministre allait parler et qu'alors il le saurait. Malheureusement pour lui, le premier ministre ne s'est pas prononcé et le député est resté avec lui sur la clôture depuis ce temps-là.

Il cite le cas des quatre héros de Thetford. C'étaient quatre hommes qui avaient perdu, qui un bras, qui une jambe, dans les accidents de mines à Thetford. Mais en temps d'élections, les organisateurs rouges venaient les chercher et les exhibaient dans Montmagny-L'Islet, et ailleurs, comme des victimes des bleus qui avaient établi la conscription en 1917.

M. Comeau (Montréal-Verdun) déclare qu'il a reçu un mandat pour s'occuper des affaires provinciales et non pour dicter une ligne de conduite aux 65 députés qui représentent Québec aux Communes fédérales. La question de guerre relève exclusivement du fédéral et des députés fédéraux.

Les députés provinciaux n'ont pas d'affaires à s'en mêler. Si l'on veut, dit-il, qu'Ottawa respecte l'autonomie provinciale, que Québec commence par respecter l'autonomie fédérale.

On devrait aussi faire une différence entre la conscription de 1917 et le service sélectif que l'on va appliquer maintenant. Il (M. Comeau) dit qu'il reste fidèle à son attitude passée: il a voté lors du plébiscite pour qu'on relève le gouvernement des engagements pris. Aujourd'hui, M. King pose un geste conforme au vœu de la majorité. Personne n'a le droit de lui lancer la pierre.

Il déclare qu'il votera et contre l'amendement de l'opposition et contre la motion Dumaine.

M. Guerin (Montréal-Saint-Anne): Le vote donné le 27 avril dernier signifie clairement que le peuple canadien entend accorder à son gouvernement une entière liberté d'action. Il (M. Guerin) reconnaît que le point de vue du dominion peut différer de celui de la province de Québec. Fier de son passé, le Canada français entend suivre sa propre route. Mais il ne faut pas oublier qu'en 1942 la province de Québec est devenue le front occidental du Canada et que cela pose plusieurs problèmes.

Bientôt nous verrons des régiments canadiens se fondre dans des divisions américaines et servir sous les ordres d'un officier étranger. Les 26 Nations Unies ont formé un tout compact. La guerre change bien des choses et nous ne pouvons nous fermer les yeux.

D'ailleurs, il ne faut pas commettre d'impair. La révision de l'acte de mobilisation - rendue obligatoire par le vote donné le 27 avril dernier et par les circonstances nouvelles - ne veut pas dire la conscription immédiatement.

Les gens qui m'ont élu comme député l'ont fait pour que je les serve uniquement dans les domaines qui touchent la province. Ces mêmes personnes ont élu d'autres personnes pour les représenter à Ottawa dans les domaines qui touchent le dominion. De plus, je dois considérer que j'irais au-delà du mandat qu'ils m'ont donné si j'intervenais dans les affaires relevant des députés du fédéral.

Cette guerre a atteint un stade où les côtes de la province sont déjà menacées par les navires de guerre de l'ennemi. Il est donc inutile de faire de longs discours lorsque nous sommes menacés d'une attaque imminente. Que nous le voulions ou pas, la province est sans défense face à l'ennemi.

Nous ne pouvons plus considérer les distances en termes de milles, mais en termes d'heures de vol. Si l'ennemi nous attaquait, l'attaque

viendrait de pilotes venant de très loin de nos côtes. Les villages du Québec seraient transformés en ruines historiques et nous ne pourrions rien y faire.

Le type de guerre que nous avons connu a disparu. Aujourd'hui, les balles et les baïonnettes ont été remplacées par les bombes et la guerre-éclair. Les tactiques de Courcellette et Vimy sont aussi surannées que celles de Malplaquet et de Quatre-Bras. Les avant-postes de la province ne sont pas dans la province, mais à Terre-Neuve, au Groenland et en Islande. Si ces postes sont maintenus, nous avons une chance, mais s'ils tombaient aux mains de l'ennemi, le temps de vol serait réduit et nous serions confrontés à la réalité que nous ne sommes plus une province isolée au passé glorieux et à l'histoire romantique.

Il n'a pas été question à Ottawa de l'introduction de la conscription pour un tel service à l'étranger par l'élimination de la clause 3 de la loi sur la mobilisation canadienne. Il est seulement naturel que cette clause soit retirée afin que des mesures soient prises pour coordonner l'action unifiée des troupes canadiennes qui doivent jouer un rôle dans la préparation de la défense adéquate du pays.

Que nous le voulions ou pas, les bombardiers ennemis peuvent atteindre nos côtes n'importe quand. Seul un moyen peut sauver le Canada: il s'agit d'atteindre le point vital des attaques avant que l'ennemi n'arrive ici. Les frontières de l'Ouest canadien ne sont pas les côtes de la Colombie-Britannique, mais un point éloigné en Alaska, les îles Aléoutiennes, près des côtes au nord de la Sibérie ainsi que les îles qui longent l'océan Pacifique, qui peuvent être occupées par l'ennemi.

Pour ce qui est du Québec, le danger est près de nos maisons. Le fleuve Saint-Laurent, dont nous entendons tellement parler et qui fait partie de notre patrimoine, est en fait une cible importante pour l'ennemi, car il est beaucoup plus que le berceau de notre civilisation, c'est beaucoup plus que le majestueux fleuve qui nous a permis d'établir la culture française dans la province. Le fleuve est en fait une route internationale sur laquelle nous, les Québécois, avons peu de contrôle.

Comme vous le savez, le fleuve prend sa source aux États-Unis, le fleuve est la délimitation entre l'Ontario et New York avant même d'atteindre nos frontières. L'Amérique a des droits sur ses eaux, non seulement par coutume, mais des droits qui sont aussi confirmés par un traité et, lorsque la voie maritime du Saint-Laurent verra le jour, nous serons de véritables partenaires de notre fleuve. Alors, il leur incombe de voir à la sécurité adéquate du fleuve.

Nous, les Québécois, devons faire face aux faits suivants: nous devons prendre position à l'égard de la défense de notre pays avec les autres provinces du dominion.

Personne ne désire plus que moi que la conscription ne soit pas nécessaire, mais je ne pense pas qu'il serait opportun que la Chambre se prononce sur les questions d'ordre fédéral, car j'ai entièrement confiance en mon premier ministre fédéral, Mackenzie King.

Il (M. Guerin) déclare qu'il votera contre la motion principale et contre l'amendement.

L'amendement est mis aux voix⁶ et la Chambre se divise.

Les noms sont appelés et inscrits comme suit:

Pour: MM. Barrette, Beaulieu (Saint-Jean-Napierville), Bégin, Bourque, Duplessis, Élie, Gagnon (Matane), Labbé, Langlais, Lorrain, Paquette, Pouliot, Sauvé (Beauharnois), Talbot, 14.

Contre: MM. Allard, Bastien, Beaulac, Biron, Bonvouloir, Bouchard (Québec-Comté), Boucher, Bullock, Caron (Hull), Caron (Maisonnette), Casgrain (Gaspé-Nord), Casgrain (Kamouraska-Rivière-du-Loup), Chaloult, Choquette, Comeau, Côté, Dansereau, Delagrave, Desmarais, Drouin, Duffy, Dumaine, Duval, Fillion, Fortin, Francoeur (Lévis), Francoeur (Montréal-Mercier), Frégeau, Gagnon (Frontenac), Gauthier, Godbout, Gosselin, Goulet, Guerin, Guibord, Hamel, Jodoin, Joyal, Lapointe, Lawn, Leduc, Marler, Mathewson, Nadon, O'Connor, Panet, Perrier, Plamondon, Potvin, Rajotte, Renault, Robidoux, Rochette, Thisdel, 54.

Ainsi, l'amendement est rejeté.

(Applaudissements)

M. Duplessis (Trois-Rivières): L'amendement était le véritable reflet de l'esprit de la province. Il a été défait. J'ai prétendu et je prétends encore que la motion est incomplète et ne reflète pas le sentiment général de la province. Comme un peu vaut mieux que rien du tout, je voterai pour la motion principale.

(Applaudissements à droite)

La motion principale est mise aux voix et la Chambre se divise.

Les noms sont appelés et inscrits comme suit:

Pour: MM. Allard, Barrette, Bastien, Beaulac, Beaulieu (Saint-Jean-Napierville), Bégin, Biron, Bonvouloir, Bouchard (Québec-Comté), Boucher, Bourque, Caron (Hull), Caron (Maisonnette), Casgrain (Gaspé-Nord), Casgrain (Kamouraska-Rivière-du-Loup), Chaloult, Choquette, Côté, Dansereau,

Delagrave, Desmarais, Drouin, Duffy, Dumaine, Duplessis, Duval, Élie, Fillion, Fortin, Francoeur (Lévis), Francoeur (Montréal-Mercier), Gagnon (Frontenac), Gagnon (Matane), Gauthier, Godbout, Gosselin, Goulet, Guibord, Hamel, Jodoin, Joyal, Labbé, Langlais, Lapointe, Lawn, Lorrain, Nadon, O'Connor, Panet, Paquette, Perrier, Plamondon, Potvin, Pouliot, Rajotte, Renault, Robidoux, Rochette, Sauvé (Beauharnois), Talbot, Thisdel, 61.

Contre: MM. Bullock, Comeau, Frégeau, Guerin, Leduc, Marler, Mathewson, 7.

Ainsi, la motion principale est adoptée.

Ajournement

M. l'Orateur prononce l'ajournement.

La séance est levée à 1 h 10.

NOTES

1. *Le Canada* du 21 mai 1942, à la page 9, rapporte des propos différents: "Si 50 députés de notre province appuyaient M. King et parlaient à la population, la situation changerait." C'est le seul journal qui rapporte cette version.

2. M. Duplessis, tout en continuant son discours entrepris lors de la séance de l'après-midi, revient sur les thèmes qu'il avait abordés. Il ne s'agit pas de répétitions de notre part. Les journaux sont très précis à ce sujet.

3. "Il est 10 heures moins cinq lorsque le premier ministre se lève", selon *Le Soleil* du 21 mai 1942, à la page 3.

4. *Le Canada* du 21 mai 1942, à la page 9, donne les précisions suivantes: "Le premier ministre envoie au chef de l'opposition deux factures datées du 16 et 17 octobre 1936 du ministère des Terres et Forêts à Zchuder & Krebs, pour des cartes de Van-Dyke, Natashquan, Agnunun, un plan général de chacune, 6 cartes de la province de Québec, 3 cartes de la Côte-Nord, 3 cartes de Gaspé, 3 cartes de Matane, le tout pour \$55.45."

5. Selon *L'Action catholique* du 21 mai 1942, à la page 13, M. Marler s'exprime en anglais.

6. Il est 1 h 30, selon *L'Action catholique* du 21 mai 1942, à la page 13. *Le Soleil* du 21 mai 1942, à la page 6, écrit qu'il est 1 heure.

Première séance du jeudi 21 mai 1942

Présidence de l'honorable V. Bienvenue

La séance¹ est ouverte à 11 heures².

Prière.

M. l'Orateur: À l'ordre, Messieurs! Que les portes soient ouvertes!

Projets de loi:

**Détournement des eaux
dans la rivière Saint-Maurice**

L'honorable M. Côté (Bonaventure) propose que la Chambre, à sa prochaine séance, se forme en comité plénier pour prendre en considération un projet de résolutions relatives au bill 55 accordant certains pouvoirs à la Commission des eaux courantes de Québec, pour détourner dans la rivière Saint-Maurice une partie des eaux de la rivière Mégiscane.

Adopté.

Salles de danse

L'honorable M. Mathewson (Montréal-Notre-Dame-de-Grâce) propose que la Chambre, à sa prochaine séance, se forme en comité plénier pour prendre en considération un projet de résolutions relatives au bill 57 relatif aux salles de danse.

Adopté.

**Claims miniers
en temps de guerre**

L'honorable M. Rochette (Charlevoix-Saguenay) propose que la Chambre, à sa prochaine séance, se forme en comité plénier pour prendre en considération un projet de résolution relative au bill 56 concernant les claims miniers en temps de guerre.

Adopté.

Charte de Sherbrooke

La Chambre prend en considération les amendements que le Conseil législatif a apportés au bill 115 modifiant la charte de la cité de Sherbrooke.

M. Bourque (Sherbrooke) s'objecte à un amendement du Conseil législatif au bill de

Sherbrooke décrétant que la ville devrait faire les travaux prévus dans le canton Ascot au cours des deux prochaines années. L'annexion ne nous intéressait pas, dit-il, et on ne devrait pas nous fixer un délai pour les travaux. D'ailleurs notre budget est voté et il est absolument impossible de construire un aqueduc et des égouts d'ici deux ans. Un minimum de trois ans serait nécessaire.

L'honorable M. Drouin (Québec-Est) fait remarquer que l'amendement contre lequel le député de Sherbrooke proteste n'apparaît pas dans la rédaction définitive du bill.

M. Bourque (Sherbrooke) examine le bill et en convient en souriant.

Il (M. Bourque) propose que ces amendements soient maintenant acceptés.

Adopté.

Il est ordonné que le greffier porte le message, avec le bill, au Conseil législatif.

**Loi des
tribunaux judiciaires**

L'honorable M. Girouard (Arthabaska) propose, selon l'ordre du jour, que le bill 42 modifiant la loi des tribunaux judiciaires soit maintenant lu une deuxième fois.

Adopté après division. Le bill est renvoyé à un comité plénier de la Chambre, pour étude au cours de la présente séance.

L'honorable M. Girouard (Arthabaska) propose, selon l'ordre du jour, que la résolution relative au bill 42 modifiant la loi des tribunaux judiciaires soit maintenant agréée.

L'honorable M. Mathewson (Montréal-Notre-Dame-de-Grâce): En vertu de cette loi, le juge Desmarais qui deviendra gérant général de la Commission des liqueurs pourra retirer sa pension comme magistrat, mais cette pension sera déduite du traitement attaché à ses nouvelles fonctions. Il ne pourra non plus se prévaloir de la loi générale des pensions.

M. Gagnon (Matane): Dans la loi des pensions, on parle nommément du gérant de la Commission

des liqueurs comme ayant droit à la pension. Par conséquent, on pourra ajouter 10 années supplémentaires à sa pension.

L'honorable M. Mathewson (Montréal-Notre-Dame-de-Grâce): La loi des tribunaux judiciaires exclut expressément M. Desmarais de la pension générale.

M. Gagnon (Matane) s'objecte à la loi parce qu'elle comporte un traitement de faveur pour le juge Desmarais. Il est injuste, dit-il, que le juge Ferdinand Roy de la Commission du salaire minimum soit exclu de la pension, alors que le gérant de la Commission des liqueurs peut en bénéficier.

La résolution est agréée après division.

Il est ordonné que ladite résolution soit renvoyée au comité plénier de la Chambre chargé d'étudier le bill 42 modifiant la loi des tribunaux judiciaires.

L'honorable M. Girouard (Arthabaska) propose, selon l'ordre du jour, que la Chambre se forme en comité plénier pour étudier le bill 42 modifiant la loi des tribunaux judiciaires.

Adopté. M. l'Orateur quitte le fauteuil.

Le comité étudie le bill article par article et le président fait rapport que le comité a adopté le bill 42 sans l'amender.

École d'industrie The Girls' Cottage

L'ordre du jour appelle la prise en considération, en comité plénier, d'un projet de résolution relative au bill 45 ratifiant le contrat passé par le gouvernement de la province avec The Girls' Cottage Industrial School relativement à la garde, au soin et à l'entretien des enfants dans cette école d'industrie.

L'honorable M. Perrier (Terrebonne) informe l'Assemblée que l'honorable lieutenant-gouverneur a pris connaissance dudit projet de résolution et qu'il en recommande l'objet à la Chambre.

L'honorable M. Perrier (Terrebonne) propose que M. l'Orateur quitte maintenant le fauteuil.

Adopté.

En comité:

Présidence de M. Marler (Westmount-Saint-Georges)

L'honorable M. Perrier (Terrebonne) propose: Que le contrat relatif à la garde, au soin et à l'entretien des enfants du sexe féminin dans l'école d'industrie connue sous le nom de The Girls' Cottage Industrial School, passé le vingt-septième jour d'avril 1942 devant G. L. Van Vliet, notaire, sous le numéro 12,722 de ses minutes, entre le gouvernement de la province de Québec et The Girls' Cottage Industrial School, reproduit comme annexe de la loi qui sera basée sur la présente résolution, soit approuvé et ratifié.

Adopté.

Rapport du comité plénier:

M. l'Orateur au fauteuil

M. le président fait rapport que le comité a adopté une résolution, laquelle est lue et agréée.

L'honorable M. Perrier (Terrebonne) propose qu'il lui soit permis de présenter le bill 45 ratifiant le contrat passé par le gouvernement de la province avec The Girls' Cottage Industrial School relativement à la garde, au soin et à l'entretien des enfants dans cette école d'industrie.

Adopté. Le bill est lu une première fois.

Code municipal

La Chambre prend en considération l'amendement que le Conseil législatif a apporté au bill 16 modifiant le Code municipal.

L'honorable M. Drouin (Québec-Est) propose que cet amendement soit maintenant accepté.

Adopté après division.

Il est ordonné que le greffier porte le message, avec le bill, au Conseil législatif.

Écoles de réforme et d'industrie des sœurs du Bon-Pasteur

L'ordre du jour appelle la prise en considération, en comité plénier, d'un projet de résolution relative au bill 51 ratifiant le contrat passé par le gouvernement de la province avec les dames religieuses de Notre-Dame de Charité du Bon-

Pasteur relativement à leur école de réforme et leur école d'industrie appelées Maison de Lorette et Maison Sainte-Domitille.

L'honorable M. Perrier (Terrebonne) informe l'Assemblée que l'honorable lieutenant-gouverneur a pris connaissance dudit projet de résolution et qu'il en recommande l'objet à la Chambre.

L'honorable M. Perrier (Terrebonne) propose que M. l'Orateur quitte maintenant le fauteuil.

Adopté.

En comité:

Présidence de M. Dumaine (Bagot)

L'honorable M. Perrier (Terrebonne) propose: Que le contrat relatif à la garde, au soin et à l'entretien des enfants du sexe féminin dans l'école de réforme connue sous le nom de Maison de Lorette et l'école d'industrie connue sous le nom de Maison Sainte-Domitille, passé le vingt-neuvième jour du mois d'avril 1942, entre le gouvernement de la province et les dames religieuses de Notre-Dame de Charité du Bon-Pasteur, reproduit comme annexe de la présente loi, soit approuvé et ratifié.

Un député de l'opposition prétend que l'on devrait payer un boni de vie chère aux employés de cette institution.

La résolution est adoptée.

Rapport du comité plénier:

M. l'Orateur au fauteuil

M. le président fait rapport que le comité a adopté une résolution, laquelle est lue et agréée.

L'honorable M. Perrier (Terrebonne) propose qu'il lui soit permis de présenter le bill 51 ratifiant le contrat passé par le gouvernement de la province avec les dames religieuses de Notre-Dame de Charité du Bon-Pasteur relativement à leur école de réforme et leur école d'industrie appelées Maison de Lorette et Maison Sainte-Domitille.

Adopté. Le bill est lu une première fois.

L'honorable M. Perrier (Terrebonne) propose que le bill soit maintenant lu une deuxième fois.

Adopté après division.

Institut de microbiologie de Montréal

L'honorable M. Perrier (Terrebonne) propose, selon l'ordre du jour, que le bill 58 constituant en corporation l'Institut de microbiologie et d'hygiène de l'Université de Montréal soit maintenant lu une deuxième fois.

Adopté. Le bill est renvoyé à un comité plénier de la Chambre, pour étude à la prochaine séance.

Caisses populaires

L'ordre du jour appelle la prise en considération, en comité plénier, d'un projet de résolutions relatives au bill 48 pour favoriser la diffusion des caisses populaires.

L'honorable M. Mathewson (Montréal-Notre-Dame-de-Grâce) informe l'Assemblée que l'honorable lieutenant-gouverneur a pris connaissance dudit projet de résolutions et qu'il en recommande l'objet à la Chambre.

L'honorable M. Mathewson (Montréal-Notre-Dame-de-Grâce) propose que M. l'Orateur quitte maintenant le fauteuil.

Adopté.

En comité:

Présidence de M. Dumaine (Bagot)

L'honorable M. Mathewson (Montréal-Notre-Dame-de-Grâce) propose: 1. Que le lieutenant-gouverneur en conseil pourra autoriser le ministre de l'Agriculture à accorder une subvention annuelle à la Fédération de Québec des unions régionales de caisses populaires Desjardins, corporation constituée en vertu de l'article 49 de la loi des syndicats coopératifs de Québec (Statuts refondus, 1941, chapitre 290), pour la diffusion, le soutien et la surveillance de ces caisses dans la province.

2. Que cette subvention pourra être accordée pour un montant annuel n'excédant pas quatre-vingt mille dollars pendant une période de cinq ans comme

suit: cent dollars par caisse affiliée à ladite Fédération jusqu'à concurrence de six cent cinquante dollars par caisse affiliée au-delà de ce nombre, jusqu'à mille en tout.

3. Que le lieutenant-gouverneur en conseil pourra autoriser le ministre de l'Agriculture à signer un contrat fixant les conditions et les termes de paiement de cette subvention qui sera payable sur le fonds consolidé du revenu.

L'honorable M. Mathewson (Montréal-Notre-Dame-de-Grâce): Le projet permettra au gouvernement de venir en aide à la Fédération des caisses populaires en lui accordant une subvention annuelle pour la diffusion, le soutien et la surveillance de ces caisses. La subvention est portée de \$40,000 à \$80,000, pour une période de cinq ans, comme suit: \$100 par caisse affiliée à la Fédération jusqu'à concurrence de 600 caisses dans la province, et \$50 par caisse affiliée au-delà de ce nombre jusqu'à un total de 1,000.

M. Gagnon (Matane): On augmente les dépenses et cela n'est pas contenu dans le budget. L'Union nationale a travaillé à la diffusion des caisses populaires et nous voulons certes que le gouvernement encourage les caisses populaires le plus possible. Mais je n'aime pas la résolution 3 qui stipule qu'un contrat pourra être passé fixant les conditions du paiement de la subvention. C'est une porte ouverte à la mainmise du gouvernement sur ces organisations qui doivent être autonomes.

Nous ne savons pas quels seront les termes du contrat. Le gouvernement pourra en profiter pour imposer ses conditions. Nous ne voulons pas prêter de mauvaises intentions au gouvernement actuel, mais si après la guerre, nous avons un gouvernement de Crédit social, il pourrait se prévaloir de cette disposition pour ruiner l'autonomie des caisses.

L'honorable M. Mathewson (Montréal-Notre-Dame-de-Grâce): Le député de Matane peut être assuré que nous ne ferons pas de mal aux caisses populaires. Le gouvernement présente ce bill pour venir en aide aux caisses et non pour leur faire du mal.

Il s'agit tout simplement de pourvoir à l'inspection de ces institutions, et cela, dans leur intérêt même. Comme il y a \$20,000,000 de dépôts dans les caisses actuellement, il faut s'assurer que ces millions seront bien administrés. Le gouvernement ne veut pas enlever l'autonomie des caisses.

M. Talbot (Chicoutimi): C'est un cadeau de Grecs que l'on fait aux caisses.

M. Langlais (Îles-de-la-Madeleine): Le montant de \$80,000 a-t-il été prévu dans le budget? Je demande à l'honorable trésorier de nous parler franchement.

En second lieu, le projet m'a l'air d'être du camouflage. Pourquoi le gouvernement contrôlerait-il les caisses populaires, les tiendrait sous sa tutelle?

M. Gagnon (Matane): Encore une fois, le contrat que l'on veut signer aura pour effet de permettre au gouvernement de contrôler les caisses populaires.

L'honorable M. Mathewson (Montréal-Notre-Dame-de-Grâce): Je tiens à attirer l'attention du député des Îles-de-la-Madeleine sur un item du budget de \$60,000 pour les caisses populaires. Elles peuvent compter sur nous d'ici à cinq ans et, après cela, nous verrons. Le député des Îles-de-la-Madeleine n'a aucune raison d'être inquiet.

(Rires)

M. Lorrain (Papineau): (Encore soupçonneux) Seraient-ce les banques qui auraient demandé au gouvernement de surveiller les caisses populaires?

M. Talbot (Chicoutimi): (Renchérissant) Le projet de loi n'aurait-il pas, par hasard, été inspiré par la Banque de Montréal?

L'honorable M. Mathewson (Montréal-Notre-Dame-de-Grâce): (Bondissant cette fois) Je ne puis laisser passer ces remarques sans protester. Je ne représente ici aucune banque. Comme trésorier, je représente mes électeurs et je travaille en ce moment pour la diffusion des caisses populaires et dans l'intérêt de la province.

Les résolutions sont adoptées.

Rapport du comité plénier:

M. l'Orateur au fauteuil

M. le président fait rapport que le comité a adopté plusieurs résolutions, lesquelles sont lues après division.

L'honorable M. Mathewson (Montréal-Notre-Dame-de-Grâce) propose que ces résolutions soient maintenant agréées.

Adopté après division. Les résolutions relatives au bill 48 pour favoriser la diffusion des caisses populaires sont agréées.

L'honorable M. Mathewson (Montréal-Notre-Dame-de-Grâce) propose qu'il lui soit permis de présenter le bill 48 pour favoriser la diffusion des caisses populaires.

Adopté. Le bill est lu une première fois.

Wartime Housing Limited

L'honorable M. Drouin (Québec-Est) propose, selon l'ordre du jour, que le bill 52 pour permettre aux municipalités de faire des conventions avec Wartime Housing Limited soit maintenant lu une deuxième fois.

Adopté. Le bill est renvoyé à un comité plénier de la Chambre.

L'honorable M. Drouin (Québec-Est) propose que la Chambre se forme immédiatement en comité.

Adopté. M. l'Orateur quitte le fauteuil.

En comité:

Présidence de M. Dumaine (Bagot)

L'honorable M. Drouin (Québec-Est): Cette corporation veut remédier à la pénurie de logements provoquée par les conditions de guerre. Les municipalités qui passeront des conventions avec elle le feront aux conditions suivantes: 1. l'évaluation pour fins municipales et scolaires sera: a) \$1,200 pour chaque maison de moins de 2 chambres à coucher; b) \$1,500 pour une maison de plus de 2 chambres à coucher; c) \$1,200 et \$1,500 pour chaque logement d'une maison comprenant plusieurs logements; 2. le taux des taxes municipales, générales ou spéciales de même que le taux des taxes scolaires sera, dans chaque cas, d'un dollar par cent d'évaluation.

La Wartime Housing Limited devra assumer seule le coût de l'installation des lumières de rues, des services d'aqueduc et d'égout, de construction de rues et trottoirs, etc. Enfin, les conditions spéciales accordées par la municipalité à cette corporation cesseront automatiquement six mois après la fin des hostilités.

M. Gagnon (Matane) s'oppose à la clause qui fixe l'évaluation municipale et scolaire. On porte

atteinte à l'autonomie des municipalités. C'est un mauvais principe que le gouvernement s'ingère dans les affaires des municipalités en disant à ces dernières qu'elles ne devront pas charger plus qu'un certain montant pour l'évaluation.

Rapport du comité plénier:

M. l'Orateur au fauteuil

M. le président fait rapport que le comité n'a pas fini de délibérer et qu'il demande la permission de siéger de nouveau.

Il est ordonné que le comité siége de nouveau à la prochaine séance.

Ajournement

M. l'Orateur prononce l'ajournement.

La séance est levée à 1 heure.

Deuxième séance du 21 mai 1942

Présidence de l'honorable V. Bienvenue

La séance est ouverte à 3 heures.

Prière.

M. l'Orateur: À l'ordre, Messieurs! Que les portes soient ouvertes!

Projets de loi:

École d'arts et métiers de Rimouski

L'honorable M. Perrier (Terrebonne) propose qu'il lui soit permis de présenter le bill 60 concernant l'École d'arts et métiers de Rimouski, inc..

Adopté. Le bill est lu une première fois.

Loi de la protection des animaux

L'honorable M. Godbout (L'Islet) propose qu'il lui soit permis de présenter le bill 61 modifiant la loi de la protection sanitaire des animaux.

M. Gagnon (Matane): (Qui dirige l'opposition) Explications!

L'honorable M. Godbout (L'Islet) Il s'agit d'un projet de loi pour protéger la santé des animaux et maintenir la qualité des reproducteurs de l'espèce chevaline.

Adopté. Le bill est lu une première fois.

Questions et réponses:

M. Bégin (Dorchester): Relativement aux réponses données le 31 (sic) avril dernier au sujet des demandes d'octrois faites à la section des terres libres, comment expliquer que le nombre total des demandes refusées ou payées en 1940 et 1941 paraisse plus considérable que le nombre total de demandes non payées le 31 décembre 1939 et le nombre de demandes reçues en 1940 et 1941?

L'honorable M. Godbout (L'Islet): La différence provient du fait que des demandes, classées comme refusées au 31 décembre 1939, ont été plus tard reconsidérées et acceptées.

Projets de loi:

École d'arts et métiers de Rimouski

L'honorable M. Perrier (Terrebonne) propose que la Chambre, à sa prochaine séance, se forme en comité plénier pour prendre en considération un projet de résolution relative au bill 60 concernant l'École d'arts et métiers de Rimouski, inc.

Adopté.

Élections

L'ordre du jour appelle la prise en considération, en comité plénier, d'un projet de résolutions relatives au bill 36 concernant les élections à l'Assemblée législative.

L'honorable M. Godbout (L'Islet) informe l'Assemblée que l'honorable lieutenant-gouverneur a pris connaissance dudit projet de résolutions et qu'il en recommande l'objet à la Chambre.

L'honorable M. Godbout (L'Islet) propose que M. l'Orateur quitte maintenant le fauteuil.
Adopté.

En comité:

Présidence de M. Dumaine (Bagot)

L'honorable M. Godbout (L'Islet) propose:

1. Que les sommes fixées dans la deuxième annexe de la loi qui accompagne les présentes résolutions seront allouées aux personnes qui y sont mentionnées, pour leurs services et déboursés respectifs à une élection.

2. Que le lieutenant-gouverneur en conseil pourra, s'il est d'avis que les allocations et rémunérations mentionnées dans la deuxième annexe de ladite loi ne sont pas suffisantes pour récompenser les services requis dans les districts électoraux de Charlevoix et Saguenay, autoriser le paiement des sommes additionnelles qu'il croira juste de payer.

3. Que le lieutenant-gouverneur en conseil pourra, s'il croit que le tarif prescrit par l'article 391 de ladite loi n'est pas convenable ou suffisant, établir un nouveau tarif des rémunérations, frais et dépenses à payer.

Il pourra aussi, en tout temps et à différentes reprises, réviser et modifier le tarif. Le tarif modifié sera substitué au tarif porté à la deuxième annexe de ladite loi et s'appliquera à toute élection subséquente.

Une copie de tout nouveau tarif et de toute modification d'un tarif devra être soumise à l'Assemblée législative à la première session subséquente de la Législature.

4. Que le président d'une élection transmettra au trésorier de la province des comptes détaillés, avec pièces justificatives, de tous les frais encourus à l'occasion de cette élection. Ces comptes, après avoir été vérifiés, seront payés sur le fonds consolidé du revenu directement aux personnes auxquelles ils sont dus.

5. Que les dépenses que l'exécution de la loi qui accompagne les présentes résolutions occasionnera au gouvernement et à ses fonctionnaires, de même que le traitement et les dépenses du secrétaire de la chancellerie et de ses aides, seront payés par le trésorier de la province sur le fonds consolidé du revenu.

6. Que les rémunérations et dépenses, qui seront allouées par la deuxième annexe de la loi qui accompagne les présentes résolutions, seront les suivantes:

I. Aux présidents et secrétaires d'élections, aux constables.

1. Pour tous les services personnels du président d'élection:

S'il y a scrutin, deux cents par électeur inscrit sur les listes (minimum: cent dollars; maximum: quatre cents dollars);

S'il n'y a pas de scrutin, les deux tiers de la rémunération ci-dessus.

2. Pour tous les services personnels du secrétaire d'élection:

S'il y a scrutin, un demi-cent par électeur inscrit sur les listes (minimum: vingt-cinq dollars; maximum: cent dollars);

S'il n'y a pas de scrutin, les deux-tiers de la rémunération ci-dessus.

3. Pour l'usage d'un bureau, y compris l'ameublement, l'éclairage, le chauffage et le téléphone, la dépense réelle, pourvu qu'elle n'excède pas cinquante dollars dans les cités et vingt-cinq dollars ailleurs.

4. Pour un constable, s'il est jugé nécessaire: deux dollars.

5. Pour impression des bulletins de vote: la valeur réelle suivant le tarif du gouvernement de Québec.

6. Pour la confection ou réparation de boîtes à scrutin, si elle est nécessaire, le coût réel.

7. Pour chaque mille nécessairement parcouru ensemble par le président d'élection et par le secrétaire d'élection pour se rendre au lieu de la présentation des candidats et pour en revenir: le coût réel, pourvu qu'il n'excède pas quinze cents par mille nécessairement parcouru.

8. Pour aller établir les bureaux de vote, nommer et assermenter les scrutateurs et les greffiers de scrutin et leur distribuer les boîtes de scrutin, les bulletins de vote, les listes électorales, les instructions et les avis aux électeurs, etc. (ce qui doit se faire dans un seul voyage): dans les cités et villes, cinquante cents par bureau nécessairement établi; partout ailleurs, le coût réel, pourvu qu'il n'excède pas quinze cents par mille nécessairement parcouru.

9. Pour copie certifiée conforme d'une liste électorale, y compris le certificat: cinq huitièmes de cent par nom.

10. Pour recueillir les boîtes de scrutin après la clôture du scrutin, dans les cités et villes: cinquante cents par bureau; partout ailleurs, le coût réel, pourvu qu'il n'excède pas quinze cents par mille nécessairement parcouru.

11. Pour l'usage d'une salle particulière, pour la présentation des candidats, lorsqu'on ne peut

obtenir une salle publique: le coût réel, pourvu qu'il n'excède pas cinq dollars.

12. Pour tous autres articles absolument nécessaires et auxquels il n'est pas prévu ci-dessus: les déboursés réels.

13. Pour les services du président d'élection pour assister à une nouvelle addition ou à un nouveau dépouillement des votes devant un juge, en conformité des articles 267 à 293: cinq dollars par jour.

14. Pour les services du secrétaire d'élection pour assister à une nouvelle addition ou à un nouveau dépouillement des votes devant un juge: deux dollars par jour.

15. Dans les cas mentionnés aux paragraphes 13 et 14, le président et le secrétaire d'élection ont droit, en outre, à trois dollars par jour chacun pour leurs frais d'hôtellerie, en plus de leurs frais réels de déplacement par chemin de fer, autobus ou bateau.

II. Aux énumérateurs

16. Pour tous les services et toutes les dépenses de chaque énumérateur nommé pour préparer la liste électorale d'une section de vote dans une cité de plus de cinq mille âmes, cinq cents par nom régulièrement inscrit.

17. Pour tous les services et toutes les dépenses de chaque énumérateur nommé pour préparer et réviser la liste électorale d'une section de vote dans une cité de pas plus de cinq mille âmes, une ville ou un village, cinq cents par nom régulièrement inscrit, plus cinq dollars.

18. Pour tous les services et toutes les dépenses de chaque énumérateur nommé pour préparer et réviser la liste électorale de toute autre section de vote, sept cents par nom régulièrement inscrit, plus cinq dollars.

III. Aux réviseurs et à tout locateur de bureaux de révision

19. Pour tous les services et toutes les dépenses de chaque réviseur, quinze dollars.

20. Pour l'usage exclusif d'un bureau de révision (y compris le chauffage, l'éclairage et l'ameublement nécessaire), le coût réel n'excédant pas quinze dollars.

IV. Aux scrutateurs, greffiers, constables et locateurs de bureaux ordinaires de vote

21. Pour tous les services de chaque scrutateur, y compris la réception de serment du

greffier de scrutin avant et après le scrutin et les frais de route: six dollars cinquante.

22. Pour tous les services du greffier de scrutin, y compris les frais de route: trois dollars et cinquante.

23. Pour les services d'un constable, s'ils sont considérés nécessaires, mais payables seulement si le scrutateur déclare par écrit, sous son serment d'office, que les services du constable étaient nécessaires pour le maintien de la paix durant le scrutin: deux dollars.

24. Les dépenses réellement faites pour l'usage des bureaux de vote, pourvu qu'elles n'excèdent pas dix dollars dans les cités, sept dollars dans les villes, ou cinq dollars dans les autres municipalités, cette allocation devant couvrir le chauffage, la lumière, le mobilier et la division ou l'écran, si cela est nécessaire.

V. Aux scrutateurs, greffiers, constables et locateurs des bureaux spéciaux de vote

25. Pour tous les services de chaque scrutateur, y compris la réception du serment du greffier de scrutin, avant et après le scrutin et les frais de route: douze dollars.

26. Pour tous les services du greffier de scrutin y compris les frais de route: six dollars.

27. Pour les services d'un constable, s'ils sont considérés nécessaires, mais payables seulement si le scrutateur déclare par écrit, sous son serment d'office, que les services du constable étaient nécessaires pour le maintien de la paix durant le scrutin: quatre dollars.

28. Les dépenses réellement faites pour l'usage des bureaux spéciaux de vote, pourvu qu'elles n'excèdent pas quinze dollars dans les cités ou dix dollars dans les autres municipalités, cette allocation devant couvrir le chauffage, la lumière, le mobilier et la division ou l'écran, si cela est nécessaire.

L'honorable M. Casgrain (Kamouraska-Rivière-du-Loup) explique que les six résolutions ont été présentées parce que six articles du bill déjà voté en deuxième lecture comportent le principe d'une dépense additionnelle.

M. Gagnon (Matane): Nous avons longuement discuté cette loi et nous avons fait une forte opposition lorsque la loi fut présentée. Je laisserai passer les résolutions sur division, pourvu qu'à la troisième lecture on puisse discuter le principe même du bill.

L'honorable M. Casgrain (Kamouraska-Rivière-du-Loup) fournit de nouvelles explications à la Chambre et précise la portée des résolutions.

M. Gagnon (Matane): Nous allons adopter les résolutions, car je devine que le gouvernement veut faire prochainement des élections. Nous avons hâte.

L'honorable M. Godbout (L'Islet): (Souriant) Pourquoi cette hâte de l'opposition qui vient de perdre quatre élections? (Rires à droite)

M. Gagnon (Matane): Nous en avons gagné deux sur sept.

Les résolutions sont adoptées.

Rapport du comité plénier:

M. l'Orateur au fauteuil

M. le président fait rapport que le comité a adopté plusieurs résolutions, lesquelles sont lues après division.

L'honorable M. Mathewson (Montréal-Notre-Dame-de-Grâce) propose que ces résolutions soient maintenant agréées.

Adopté après division. Les résolutions relatives au bill 36 concernant les élections à l'Assemblée législative sont agréées.

Il est ordonné que lesdites résolutions soient renvoyées au comité plénier de la Chambre chargé d'étudier le bill 36 concernant les élections à l'Assemblée législative.

L'honorable M. Godbout (L'Islet) propose, selon l'ordre du jour, que la Chambre se forme en comité plénier,

Adopté. M. l'Orateur quitte le fauteuil.

Le comité étudie le bill article par article et le président fait rapport que le comité a adopté le bill 36 après l'avoir amendé.

L'honorable M. Godbout (L'Islet) propose que le bill amendé soit maintenant lu.

Adopté sur division.

Il est ordonné que l'examen du bill amendé soit remis à la prochaine séance.

Écoles de réforme et d'industrie des sœurs du Bon-Pasteur

L'honorable M. Perrier (Terrebonne) propose, selon l'ordre du jour, que le bill 51 ratifiant le contrat passé par le gouvernement de la province avec les dames religieuses de Notre-Dame de Charité du Bon-Pasteur, relativement à leur école de réforme et leur école d'industrie appelées Maison de Lorette et Maison Sainte-Domitille soit maintenant lu une troisième fois.

Adopté après division.

Il est ordonné que le greffier porte ce bill au Conseil législatif et prie les honorables conseillers de l'adopter.

École d'industrie The Girls' Cottage

L'honorable M. Perrier (Terrebonne) propose, selon l'ordre du jour, que le bill 45 ratifiant le contrat passé par le gouvernement de la province avec The Girls' Cottage Industrial School relativement à la garde, au soin et à l'entretien des enfants dans cette école d'industrie soit maintenant lu une deuxième fois.

Adopté après division.

L'honorable M. Perrier (Terrebonne) propose que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Adopté après division.

Il est ordonné que le greffier porte ce bill au Conseil législatif et prie les honorables conseillers de l'adopter.

Loi des tribunaux judiciaires

L'honorable M. Girouard (Arthabaska) propose, selon l'ordre du jour, que le bill 42 modifiant la loi des tribunaux judiciaires soit maintenant lu une troisième fois.

Adopté après division.

Il est ordonné que le greffier porte ce bill au Conseil législatif et prie les honorables conseillers de l'adopter.

Salles de danse

L'ordre du jour appelle la prise en considération, en comité plénier, d'un projet de résolutions relatives au bill 57 relatif aux salles de danse.

L'honorable M. Mathewson (Montréal-Notre-Dame-de-Grâce) informe l'Assemblée que l'honorable lieutenant-gouverneur a pris connaissance dudit projet de résolutions et qu'il en recommande l'objet à la Chambre.

L'honorable M. Mathewson (Montréal-Notre-Dame-de-Grâce) propose que M. l'Orateur quitte maintenant le fauteuil.

Adopté.

En comité:

Présidence de M. Dumaine (Bagot)

L'honorable M. Mathewson (Montréal-Notre-Dame-de-Grâce) propose: 1. Que l'article 45 de la loi des licences (Statuts refondus, 1941, chapitre 76) soit modifié en insérant dans la dixième ligne, après les mots: "vues animées" les mots: "ou une salle de danse".

2. Que l'article 46 de ladite loi soit modifié en remplaçant le paragraphe 4 par le suivant:

"4 Définir ce qui constitue un siège ou son équivalent dans un lieu d'amusements; ou déterminer le nombre de sièges qui, dans un lieu d'amusements, doit servir de base au calcul des droits; ou établir un droit de licence fixe n'excédant pas cent dollars, pour un lieu d'amusements non imposable d'après le nombre de sièges."

L'honorable M. Mathewson (Montréal-Notre-Dame-de-Grâce): L'article 1 a pour but d'obliger toutes les salles de danse à obtenir un permis. À l'heure actuelle, le permis n'est pas requis pour les lieux d'amusements dans une municipalité de canton ou de paroisse, ou dans un village ou une ville d'une population de moins de mille âmes.

L'article 2 accorde au lieutenant-gouverneur en conseil de plus amples pouvoirs pour la détermination du montant à être chargé pour le permis.

Dans le cas des salles de danse, le tarif d'après le nombre de sièges n'est pas satisfaisant. Le nouveau texte permettra de fixer un montant fixe n'excédant pas cent dollars.

Ce projet de loi a pour but de régulariser une situation de fait.

M. Gagnon (Matane): Il y a des endroits où il n'y a 1,000 âmes qu'en été, à Métis par exemple, où le trésorier passe l'été.

M. Paquette (Labelle): Il ne faudrait pas que cette loi empêche les municipalités de légiférer en la matière. C'est encore le conseil municipal qui est le meilleur juge pour recommander ou non l'octroi d'une licence pour salle de danse. Le trésorier, qui est un gentilhomme, devrait laisser aux municipalités le soin de donner les permis.

Le gouvernement ne doit pas accorder de licence pour salle de danse lorsque le conseil municipal de l'endroit s'y oppose et qu'on devrait conditionner l'octroi d'une licence ou consentement préalable et écrit des autorités municipales. Il (M. Paquette) demande qu'on modifie le bill en conséquence.

L'honorable M. Mathewson (Montréal-Notre-Dame-de-Grâce): On n'accorde pas de licence de ce genre lorsque le conseil municipal s'y oppose. Nous plaçons les petites municipalités sur le même pied que les grandes. Si jamais un conseil municipal nous demande de ne pas accorder une licence ou de la retirer à celui qui l'a obtenue, nous nous rendrons à sa demande.

M. Paquette (Labelle) insiste pour qu'on inscrive cette disposition dans la loi.

L'honorable M. Mathewson (Montréal-Notre-Dame-de-Grâce) refuse.

M. Paquette (Labelle) et **M. Gagnon (Matane)** disent que l'idée de contrôler les salles de danse dans les petites localités qui jusqu'ici échappaient à tout contrôle est bonne, mais qu'on devrait reconnaître l'autonomie des conseils municipaux en la matière.

Les résolutions sont adoptées.

Rapport du comité plénier:

M. l'Orateur au fauteuil

M. le président fait rapport que le comité a adopté plusieurs résolutions, lesquelles sont lues après division.

L'honorable M. Mathewson (Montréal-Notre-Dame-de-Grâce) propose que ces résolutions soient maintenant agréées.

Adopté après division. Les résolutions relatives au bill 57 relatif aux salles de danse sont agréées.

L'honorable M. Mathewson (Montréal-Notre-Dame-de-Grâce) propose qu'il lui soit permis de présenter le bill 57 relatif aux salles de danse.

Adopté. Le bill est lu une première fois.

L'honorable M. Mathewson (Montréal-Notre-Dame-de-Grâce) propose le bill soit maintenant lu une deuxième fois.

Adopté après division.

Wartime Housing Limited

L'honorable M. Drouin (Québec-Est) propose, selon l'ordre du jour, que la Chambre se forme en comité plénier pour étudier le bill 52 pour permettre aux municipalités de faire des conventions avec Wartime Housing Limited.

Adopté. M. l'Orateur quitte le fauteuil.

En comité:

Présidence de M. Casgrain (Gaspé-Nord)

L'honorable M. Drouin (Québec-Est): Cette corporation, créée pour le temps des hostilités par le gouvernement fédéral, veut remédier à la pénurie de logements causés par la guerre. Les municipalités qui passeront des conventions avec la corporation accepteront l'évaluation suivante pour fins municipales et scolaires: (A) \$1,200 pour maisons de moins de 2 chambres à coucher; (B) \$1,500 pour maisons de plus de 2 chambres à coucher; (C) \$1,200 et \$1,500 pour chaque logement d'une maison qui en comprend plusieurs.

Le taux des taxes municipales, générales et spéciales de même que le taux des taxes scolaires seront, dans chaque cas, d'un dollar par cent dollars d'évaluation.

La Wartime Housing devra assumer seule le coût de l'installation des lumières des rues, des services d'aqueduc et d'égout, des constructions de rues et trottoirs, etc. Naturellement, les conditions spéciales accordées par la municipalité cesseront automatiquement six mois après la guerre.

M. Caron (Hull) expose à la Chambre le travail fait à Hull, dans ce sens. Une délégation de mon comté est venue demander au gouvernement de consentir à donner une évaluation fixe pour permettre au Wartime Housing Limited de construire ces maisons dans la ville. La compagnie construit suivant trois plans, dont deux plans pour des maisons

séparées et un plan pour des maisons en séries. Les maisons qu'on y a construites, dit-il, sont calorifugées avec de la laine métallique, tant sous les planchers que dans les murs et sous le toit. Le dehors est en bois et le dedans en panneaux faits de produits du gypse. Les panneaux sont assemblés sur les lieux mêmes. Ces maisons sont hautement calorifugées. La moyenne du coût de construction est d'environ \$5,000.

M. Gagnon (Matane): Le ministre des Affaires municipales devrait demander à son collègue de Québec-Est à Ottawa (l'honorable Louis Saint-Laurent), qui est un avocat distingué, de faire traduire le nom de cette corporation Wartime Housing, en français.

La Wartime Housing étant une institution gouvernementale devrait avoir un nom français correspondant. Les "One-dollar-a-year men" devraient pouvoir faire cette traduction.

L'honorable M. Drouin (Québec-Est): Je ferai les représentations nécessaires. Il (l'honorable M. Drouin) signale que la province de Québec est représentée dans la Wartime Housing par M. David, architecte de Montréal.

M. Gagnon (Matane): Il faut prendre toutes les précautions pour que ces maisons soient construites suivant les données modernes de l'hygiène et du confort. La ville de Québec va sans doute bénéficier de cette loi et j'espère que la Commission d'embellissement nommée par le gouvernement aura son mot à dire à ce sujet.

Il (M. Gagnon) proteste de nouveau contre le fait que la loi impose des conditions aux municipalités pour l'évaluation des maisons.

M. Lorrain (Papineau): Le ministre s'est-il assuré que les matériaux qui serviront à la construction de ces maisons seront achetés dans la province de Québec? Il faudrait spécifier dans la loi qu'il sera nécessaire d'acheter les matériaux dans la province de Québec.

L'honorable M. Drouin (Québec-Est): La corporation fédérale donne des contrats pour la construction de ces maisons. Je ne sais où les entrepreneurs achètent des matériaux, mais je ne manquerai pas de faire des représentations à la corporation.

M. Lorrain (Papineau): Je fais cette demande parce que je suis informé que la Wartime Housing

achète tous ses matériaux en Ontario. Les maisons sont construites en pièces et l'assemblage se fait ensuite sur place.

M. Hartt (Montréal-Saint-Louis): Pourquoi ne pas obliger les entrepreneurs à acheter tous les matériaux dans les paroisses où les maisons sont construites? Ainsi, on trouve de l'amiante partout.

(Murmures d'indignation à gauche)

M. Lorrain (Papineau) riposte en formulant l'espoir qu'on n'achète rien de Maurice Pollack qui a eu plus que sa part du gouvernement fédéral.

M. Caron (Hull): À Hull, nous avons bâti déjà 100 de ces maisons et nous allons en bâtir une cinquantaine d'autres. Je dois dire que les entrepreneurs ont acheté tous les matériaux qu'ils ont pu trouver à Hull, à prix égal bien entendu³. C'est aux députés des localités à y voir.

M. Talbot (Chicoutimi): J'approuve la loi, du moins en principe, mais elle ne va pas assez loin. En établissant ses grandes usines, le gouvernement n'a pas prévu en même temps les conditions de logement des ouvriers, comme cela a malheureusement été le cas dans mon comté.

À Chicoutimi, Arvida, Jonquière, on a obtenu 300 maisons. Ce n'est pas le dixième de ce qu'il faut. La population ouvrière y vit dans des conditions déplorables pour sa santé. Les entrepreneurs locaux n'osent s'aventurer dans la construction, car on ne sait pas si cette population restera après la guerre.

Il est de nécessité impérieuse que le gouvernement, s'il veut maintenir à un haut degré l'effort de guerre, traite le mieux possible la main-d'œuvre de guerre, celle dont dépend dans une très large mesure le succès de la guerre.

M. Paquette (Labelle) insiste pour qu'on rende aussi claire que possible une loi d'exception comme celle-là. Il demande spécialement que les promoteurs de l'entreprise soient assujettis à toutes les lois provinciales concernant les conditions de travail et d'hygiène.

M. Francœur (Montréal-Mercier): Le gouvernement doit prévoir la possibilité d'épidémies d'après-guerre et, pour cela, veiller de façon jalouse à la santé de la population, particulièrement celle qui travaille dans les usines. L'ouvrier joue l'un des plus grands rôles pour nous aider à remporter la victoire.

On devrait faire en sorte de lui procurer des conditions de vie raisonnables.

M. Gagnon (Matane): Je félicite le député de Mercier de s'intéresser au sort de l'ouvrier.

M. Francœur (Montréal-Mercier): Ces constructions seront-elles soumises aux lois provinciales et municipales?

L'honorable M. Drouin (Québec-Est): Certainement. La construction de ces maisons sera régie par les règlements de construction de chaque municipalité intéressée.

M. Gagnon (Matane): Alors, adopté.

M. Beaulieu (Témiscouata): Ah non! Je tiens à faire remarquer que, pour \$1,500, on ne pourra jamais construire une maison; on ne fera pas une maison de plus de 2 chambres à coucher convenable. La loi donne à la Wartime Housing Limited des avantages exceptionnels qui lui permettront de faire une concurrence injuste aux propriétaires qui paient toutes leurs taxes. Je crois qu'Ottawa devrait plutôt encourager les entrepreneurs en les aidant.

Il se demande si le gouvernement n'aurait pas avantage à s'entendre avec les particuliers qui désirent construire, en y ajoutant simplement sa garantie. De cette façon, le fédéral ne débourserait pas un sou et, de plus, on obvierrait à nombre d'inconvénients.

L'honorable M. Drouin (Québec-Est): Ce n'est pas le coût de la construction qui sera de \$1,500, mais cette somme représente le montant de l'évaluation municipale pour fins de taxation pendant la guerre. C'est une entente que nous passons avec Ottawa. Nous devons la respecter.

M. Talbot (Chicoutimi): Avant de passer cette entente avec Ottawa, le ministre aurait dû consulter la Législature.

Les articles 1 à 3 ainsi que le préambule sont adoptés.

Rapport du comité plénier:

M. l'Orateur au fauteuil

M. le président fait rapport que le comité a adopté le bill 52 sans l'amender.

Études médicales en temps de guerre

M. Kirkland (Jacques-Cartier) propose, selon l'ordre du jour, que la Chambre se forme en comité plénier pour étudier le bill 180 pour faciliter les études médicales en temps de guerre.

Ce bill est présenté à la demande du collège des médecins. Le projet de loi a pour but, comme on le sait, de permettre aux élèves de terminer leurs études en quatre ans au lieu de cinq, à cause du besoin urgent que l'on a de nouveaux médecins pour l'armée. Mais on a ajouté un article à la loi: diminuer les vacances de quatre à deux mois.

Adopté. M. l'Orateur quitte le fauteuil.

Le comité étudie le bill article par article et le président fait rapport que le comité a adopté le bill 180 sans l'amender.

M. Kirkland (Jacques-Cartier) propose que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Adopté.

Il est ordonné que le greffier porte ce bill au Conseil législatif et prie les honorables conseillers de l'adopter.

Loi du moratoire

L'honorable M. Drouin (Québec-Est) propose, selon l'ordre du jour, que le bill 54 modifiant la loi du moratoire soit maintenant lu une deuxième fois.

En vertu d'une loi adoptée l'an dernier, le bénéfice du moratoire n'est plus automatique. La loi fut passée stipulant que, pour obtenir un délai, le débiteur serait dorénavant obligé de s'adresser à un juge de la Cour supérieure et prouver qu'il est incapable de rencontrer ses obligations. Le moratoire était techniquement supprimé.

Mais un doute est demeuré quant à l'interprétation de la loi. On se demandait si le débiteur pouvait faire appel au tribunal avant d'avoir reçu avis de son créancier hypothécaire pour obtenir un sursis. L'amendement actuel aura pour effet de clarifier une situation.

L'article 1 de ce projet a pour objet de permettre aux débiteurs de demander le délai prévu à l'article 8 de la loi du moratoire, même lorsque le créancier ne leur a pas donné l'avis prévu à l'article 1. À cette fin, la définition de "débiteur" est

modifiée de façon à ne pas s'appliquer seulement à celui qui a reçu un avis, et la rédaction de l'article 8 est changée de façon à être clairement applicable en l'absence d'un tel avis.

En tout temps, jusqu'au 1^{er} juillet 1943, le débiteur pourra s'adresser au juge pour faire retarder son échéance, même s'il n'a pas eu d'avis de son créancier. L'amendement actuel aura pour effet de clarifier une situation.

Adopté après division. Le bill est renvoyé à un comité plénier de la Chambre.

L'honorable M. Drouin (Québec-Est) propose que la Chambre se forme immédiatement en comité.

Adopté. M. l'Orateur quitte le fauteuil.

Le comité étudie le bill article par article et le président fait rapport que le comité a adopté le bill 54 sans l'amender.

L'honorable M. Drouin (Québec-Est) propose que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Adopté après division.

Il est ordonné que le greffier porte ce bill au Conseil législatif et prie les honorables conseillers de l'adopter.

Claims miniers en temps de guerre

L'ordre du jour appelle la prise en considération, en comité plénier, d'un projet de résolution relative au bill 56 concernant les claims miniers en temps de guerre.

L'honorable M. Rochette (Charlevoix-Saguenay) informe l'Assemblée que l'honorable lieutenant-gouverneur a pris connaissance dudit projet de résolution et qu'il en recommande l'objet à la Chambre.

L'honorable M. Rochette (Charlevoix-Saguenay) propose que M. l'Orateur quitte maintenant le fauteuil.

Adopté.

En comité:

Présidence de M. Caron (Maisonneuve)

L'honorable M. Rochette (Charlevoix-Saguenay) propose: Que l'article 8 de la loi 5 George VI, chapitre 35, soit remplacé par le suivant:

"8. Par dérogation aux dispositions de la loi des mines de Québec (Statuts refondus, 1941, chapitre 196), tout détenteur de claims ou de permis de mise en valeur est soustrait à l'obligation d'effectuer les travaux requis par l'article 79 de ladite loi, et cela, même pour les fins de la réduction de rente annuelle que le lieutenant-gouverneur en conseil peut accorder.

La présente disposition s'applique aux permis de mise en valeur dont la date d'émission ou de renouvellement tombe après le premier avril 1942, jusqu'à l'expiration d'une période d'un an après la fin de la présente guerre."

La loi que j'ai l'honneur de présenter à la Chambre est une mesure remédiatrice devenue nécessaire à cause de la guerre. Lorsqu'un terrain minier a été "piqué", le détenteur de "claim" est tenu de faire un minimum de travail de 25 jours par année. Il y a présentement un manque sérieux de main-d'œuvre. La production minière a même diminué.

La main-d'œuvre est rare dans la région minière et les compagnies ont, en conséquence, arrêté le travail de prospection. Les compagnies n'ont plus la possibilité de faire exécuter des travaux de prospection.

Pour maintenir une mine en valeur, il faut compter sur le travail des prospecteurs dont l'activité doit être incessante. Or, si nous maintenons la loi actuelle, les prospecteurs abandonneront tout travail et il s'ensuivra une perturbation dans l'industrie minière; les compagnies menacent de cesser toute prospection si on ne leur enlève pas cette obligation de faire des travaux. En conséquence, nous demandons d'exempter les "claims" miniers des travaux statutaires de 25 jours par an pour jusqu'à un an après la fin de la guerre.

M. Gagnon (Matane): L'an dernier nous avons adopté une loi similaire, mais qui ne s'appliquait qu'aux prospecteurs en service actif. Si tous sont exemptés, comment l'industrie va-t-elle prospérer si les détenteurs de "claims" profitent de cette loi pour ne rien faire?

Le délai d'un an après la guerre est trop long. Deux mois suffiraient.

L'honorable M. Rochette (Charlevoix-Saguenay): Il faut toujours une période de réadaptation après la guerre et le délai d'un an n'est vraiment pas trop long. Une compagnie minière a dû réduire sa production de 1,200 tonnes à cause du manque de main-d'œuvre. Nous allons perdre des

revenus. C'est un sacrifice assez coûteux, mais nous y consentons à cause de la guerre.

La résolution est adoptée.

Rapport du comité plénier:

M. l'Orateur au fauteuil

M. le président fait rapport que le comité a adopté une résolution, laquelle est lue après division.

L'honorable M. Rochette (Charlevoix-Saguenay) propose que cette résolution soit maintenant agréée.

Adopté après division.

L'honorable M. Rochette (Charlevoix-Saguenay) propose qu'il lui soit permis de présenter le bill 56 concernant les claims miniers en temps de guerre.

Adopté après division. Le bill est lu une première fois.

L'honorable M. Rochette (Charlevoix-Saguenay) propose que le bill soit maintenant lu une deuxième fois.

Adopté. Le bill est en conséquence lu une deuxième fois.

École du meuble

L'honorable M. Perrier (Terrebonne) propose, selon l'ordre du jour, que le bill 43 autorisant l'acquisition d'un immeuble pour l'École du meuble soit maintenant lu une deuxième fois.

Ce bill a pour but d'autoriser le gouvernement à verser à l'école de Rimouski une somme de \$180,000 en vingt versements annuels égaux et consécutifs.

Adopté après division. Le bill est renvoyé à un comité plénier de la Chambre.

L'honorable M. Perrier (Terrebonne) propose que la Chambre se forme immédiatement en comité.

Adopté. M. l'Orateur quitte le fauteuil.

Le comité étudie le bill article par article et le président fait rapport que le comité a adopté le bill 43 sans l'amender.

L'honorable M. Perrier (Terrebonne) propose que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Adopté après division.

Il est ordonné que le greffier porte ce bill au Conseil législatif et prie les honorables conseillers de l'adopter.

Responsabilité civile au cas d'assurance

L'honorable M. Mathewson (Montréal-Notre-Dame-de-Grâce) propose, selon l'ordre du jour, que le bill 59 concernant l'étendue de la responsabilité civile au cas d'assurance soit maintenant lu une deuxième fois.

Adopté. Le bill est renvoyé à un comité plénier de la Chambre.

L'honorable M. Mathewson (Montréal-Notre-Dame-de-Grâce) propose que la Chambre se forme immédiatement en comité.

Adopté. M. l'Orateur quitte le fauteuil.

En comité:

Présidence de M. Dumaine (Bagot)

L'honorable M. Mathewson (Montréal-Notre-Dame-de-Grâce): Par ce projet, on voudrait que la responsabilité civile ne soit nullement atténuée ou modifiée par l'effet des contrats d'assurance.

M. Gagnon (Matane): Comme l'a déclaré, hier soir, le chef de l'opposition, il s'agit d'une excellente loi que le gouvernement présente et je l'en félicite. Dernièrement, une cause a été plaidée en Cour supérieure à Montréal par l'honorable Philippe Brais, leader du gouvernement au Conseil législatif. Mesdames Davidson et Côté poursuivaient une compagnie de service aérien à la suite de la mort tragique de leur mari. La Cour supérieure, présidée par l'honorable juge en chef R. A. E. Greenshields, a accordé \$50,000 de dommages civils à Mme Davidson et \$25,000 à Mme Côté. Avec répugnance, l'honorable juge Greenshields a déduit des deux montants accordés les sommes de \$25,000 et \$12,500, qui représentaient les assurances sur la vie des deux maris que les veuves ont retirées.

J'aurais voulu que la Cour suprême me donnât son opinion sur ce point. Il n'est pas juste que les assurances qui sont des économies accumulées par un mari pour sa veuve et ses enfants soient déduites de la responsabilité civile.

La loi à l'étude fait disparaître cette injustice et elle doit être adoptée. Ainsi, par ce projet de loi, on veut que la responsabilité civile ne soit nullement atténuée ou modifiée par l'effet des contrats d'assurance. J'en félicite le trésorier et le gouvernement. Mais on devrait y insérer une clause à l'effet que la loi aura un effet rétroactif. S'il y a un cas de rétroactivité qui s'impose, c'est bien celui-là. Il y a présentement devant les tribunaux plusieurs causes pendantes qui ne seraient pas couvertes par la loi telle que rédigée.

L'honorable M. Mathewson (Montréal-Notre-Dame-de-Grâce): Je remercie le député de Matane. Je vais faire examiner le point qu'il a soulevé par nos avocats et, s'il y a possibilité d'amender la loi dans ce sens, je présenterai un amendement. En attendant, je propose que le comité rapporte progrès et nous étudierons la loi de nouveau⁴.
(Applaudissements de la gauche)

Rapport du comité plénier:

M. l'Orateur au fauteuil

M. le président fait rapport que le comité n'a pas fini de délibérer et qu'il demande la permission de siéger de nouveau.

Il est ordonné que le comité siége de nouveau à la prochaine séance.

Ajournement

M. Gagnon (Matane) déclare que les sessions sont trop longues. Elles ne devraient pas durer plus de six semaines, dit-il.

M. l'Orateur prononce l'ajournement.

La séance est levée à 6 heures.

Troisième séance du 21 mai 1942

Présidence de l'honorable V. Bienvenue

La séance est ouverte à 8 h 30.

Prière.

M. l'Orateur: À l'ordre, Messieurs! Que les portes soient ouvertes!

Projets de loi:

Les Prévoyants du Canada

La Chambre prend en considération les amendements que le Conseil législatif a apportés au bill 112 modifiant la charte de Les Prévoyants du Canada.

M. Delagrave (Québec-Ouest) propose que ces amendements soient maintenant acceptés.

Ce texte a été soumis à M. Lafrance, surintendant des Assurances. Il a donné son assentiment.

Adopté après division.

Il est ordonné que le greffier porte le message, avec le bill, au Conseil législatif.

Corporation de Prêt et Revenu

M. Delagrave (Québec-Ouest) propose, selon l'ordre du jour, que la Chambre se forme en comité plénier pour étudier le bill 117 concernant la Corporation de Prêt et Revenu.

Adopté. M. l'Orateur quitte le fauteuil.

Le comité étudie le bill article par article et le président fait rapport que le comité a adopté le bill 117 sans l'amender.

Corporation des agronomes

La Chambre prend en considération les amendements que le Conseil législatif a apportés au bill 177 constituant la Corporation des agronomes de la province de Québec.

M. Potvin (Roberval) propose que ces amendements soient maintenant acceptés.

M. Gagnon (Matane): Où est le parrain du bill? Il n'y est pas, je crois.

Un député: Il est dans la galerie des dames.

L'honorable M. Godbout (L'Islet): Le député qui a dit qu'il n'y est pas s'est trompé. Je crois même qu'il y est un peu.

Adopté après division.

Il est ordonné que le greffier porte le message, avec le bill, au Conseil législatif.

Élections

L'honorable M. Godbout (L'Islet) propose, selon l'ordre du jour, que le bill 36 concernant les élections à l'Assemblée législative soit maintenant lu une troisième fois.

M. Beaulieu (Témiscouata): Nous demandons simplement que le délai de 39 jours pour le choix des énumérateurs et la préparation des listes soit porté à 60 jours comme cela se fait pour les élections fédérales. Étant donné la rareté de la main-d'œuvre actuellement, et en plus, étant donné qu'il s'agit d'une nouvelle loi, les énumérateurs ne seront pas habitués de faire ce travail. On ne pourra procéder assez rapidement à la nomination des énumérateurs pour leur permettre d'accomplir un travail complet et consciencieux.

Et même dans un comté aussi compact que le sien, dit-il, cela voudrait dire que 70 personnes de la ville de Saint-Jean seraient obligées de quitter leur travail pour être sur la liste et la situation serait pire dans les comtés éloignés.

M. Gagnon (Matane): Le gouvernement a aussi oublié que l'essence est rationnée de nos jours et que ce rationnement ne permettra pas aux candidats de se déplacer aisément et de trouver des énumérateurs parmi les gens. Le gouvernement affirme avoir copié la loi du fédéral pour ce qui est des énumérateurs, mais Ottawa permet un délai de 60 jours.

Ce n'est pas une loi libérale, déclare-t-il, et elle aura de très mauvais effets. Pourquoi chambarder le système que nous avons jusqu'ici et qui consistait principalement dans la préparation des listes électorales par les conseils municipaux? Il (M. Gagnon) craint que ce soit là un moyen dont se sert le gouvernement pour escamoter le vote. C'est évident que le gouvernement cherche à s'emparer de la victoire électorale et veut empêcher que la loi opère correctement. En 1939, les libéraux ont seulement obtenu 5 % de votes de plus que le parti de l'Union nationale et ce pourcentage a disparu dans les flammes de la conscription.

L'honorable M. Casgrain (Kamouraska-Rivière-du-Loup): Si cette loi n'est pas libérale, elle devrait lui convenir parfaitement. Le délai de 39 jours donnera satisfaction à tout le monde. La loi proposée comporte une grande amélioration sur l'ancienne. En vertu de la loi actuelle, les listes étaient confectionnées tous les deux ans dans les campagnes, et tous les ans dans les villes par les secrétaires-trésoriers des municipalités. Or, il est arrivé dans certaines municipalités rurales, comme dans Rivière-du-Loup aux élections de 1939, que l'on a voté d'après les listes de 1936. Avec notre loi, les listes seront faites à chaque élection.

Le député de Matane a prétendu que nous voulons escamoter le vote. C'est précisément le contraire. On fait une tempête dans un verre d'eau. Le système des énumérateurs est de beaucoup le meilleur, puisqu'il permet à tous les électeurs d'être inscrits sur les listes. Nous donnons le droit de vote au plus grand nombre de personnes possible, car nous savons que plus les gens voteront, plus notre majorité sera considérable. Les réformes apportées auront pour effet de libéraliser et de démocratiser notre système électoral en permettant à plusieurs électeurs qui ne le faisaient pas jusqu'ici de pouvoir voter, puisqu'ils seront dorénavant inscrits sur les listes.

M. Langlais (Îles-de-la-Madeleine) intervient.

M. Lorrain (Papineau): Le ministre ne devrait pas parler de tempête dans un verre d'eau, quand la confection des listes, avec le nouveau système coûtera \$300,000 à la province.

L'honorable M. Casgrain (Kamouraska-Rivière-du-Loup): Ça vaut bien quelques centaines de mille dollars pour permettre à tous les électeurs d'exercer leur droit de suffrage.

M. Lorrain (Papineau): Ce que nous craignons, ce n'est pas le vote des vivants, mais bien le vote des morts, avec le système électoral proposé.

La motion est mise aux voix et la Chambre se divise.

Les noms sont appelés et inscrits comme suit:

Pour: MM. Bastien, Beaulac, Beaulieu (Témiscouata), Bonvouloir, Bouchard (Québec-Comté), Caron (Maisonnette), Casgrain (Gaspé-Nord), Casgrain (Kamouraska-Rivière-du-Loup), Chaloult, Côté, Delagrave, Desmarais, Drouin, Dubreuil, Duffy, Dufour, Francoeur (Lévis),

Francoeur (Montréal-Mercier), Gagnon (Frontenac), Godbout, Gosselin, Guerin, Guibord, Hamel, Jodoin, Mathewson, Panet, Perrier, Plamondon, Potvin, Rochette, Sabourin, Thisdel, 33.

Contre: MM. Barrette, Beaulieu (Saint-Jean-Napierville), Gagnon (Matane), Labbé, Langlais, Lorrain, Paquette, Talbot, 8.

Ainsi, la motion est adoptée.

Il est ordonné que le greffier porte ce bill au Conseil législatif et prie les honorables conseillers de l'adopter.

Wartime Housing Limited

L'honorable M. Drouin (Québec-Est) propose, selon l'ordre du jour, que le bill 52 pour permettre aux municipalités de faire des conventions avec Wartime Housing Limited soit maintenant lu une troisième fois.

Adopté après division.

Il est ordonné que le greffier porte ce bill au Conseil législatif et prie les honorables conseillers de l'adopter.

Claims miniers en temps de guerre

L'honorable M. Rochette (Charlevoix-Saguenay) propose, selon l'ordre du jour, que le bill 56 concernant les claims miniers en temps de guerre soit maintenant lu une troisième fois.

Adopté après division.

Il est ordonné que le greffier porte ce bill au Conseil législatif et prie les honorables conseillers de l'adopter.

Salle de danse

L'honorable M. Mathewson (Montréal-Notre-Dame-de-Grâce) propose, selon l'ordre du jour, que le bill 57 relatif aux salles de danse soit maintenant lu une troisième fois.

M. Paquette (Labelle): C'est, en réalité, une nouvelle taxe qu'on impose en obligeant les propriétaires de ces établissements, dans les petits centres, à se procurer une licence.

Adopté après division.

Il est ordonné que le greffier porte ce bill au Conseil législatif et prie les honorables conseillers de l'adopter.

Oka-sur-le-Lac

M. Leduc (Laval) propose, selon l'ordre du jour, que la Chambre se forme en comité plénier pour étudier le bill 181 érigeant la ville d'Oka-sur-le-Lac.

Adopté. M. l'Orateur quitte le fauteuil.

En comité⁵:

Présidence de M. Bienvenue (Bellechasse)

M. Gagnon (Matane): Ce projet de loi a été présenté à la dernière minute. Le préfet du comté s'y est objecté énergiquement et le député des Deux-Montagnes a défendu ce point de vue. D'ailleurs s'il y a lieu de vendre des lots à bâtir, les restrictions empêcheront la construction.

L'honorable M. Perrier (Terrebonne): On ne détache d'Oka aucune partie dont l'enlèvement pourrait causer un préjudice. Il s'agit d'une propriété des Sulpiciens sur laquelle aucune taxe n'était perçue. On ne prive donc pas la municipalité d'Oka d'une source de revenus. J'ajoute que ce bill a été rédigé à la demande des Sulpiciens pour hâter le règlement de leurs difficultés financières. Les fiduciaires espèrent réaliser par la vente des lots une somme de \$300,000⁶.

Il est urgent de donner suite aux recommandations des fiduciaires des Sulpiciens qui ont suggéré la création de cette ville. Il s'agit de faire à Oka un centre de villégiature qui deviendra l'un des joyaux de la province. L'endroit est idéal pour une ville de villégiature.

M. Gagnon (Matane) taquine le ministre (l'honorable M. Drouin) à propos de la vente des cartes et des plans de la Côte-Nord et du golfe au syndicat allemand qui voulut en 1937 acheter l'île d'Anticosti.

L'honorable M. Drouin (Québec-Est) demande à l'opposition de ne pas l'obliger à révéler que c'est sur l'ordre du chef de l'Union nationale, alors premier ministre, qu'il a vendu ces documents.

M. Lorrain (Papineau) demande s'il (l'honorable M. Drouin) peut affirmer cela sous serment.

L'honorable M. Drouin (Québec-Est): Jusqu'à date, j'ai compris qu'il s'agissait d'un badinage.

M. Labbé (Mégantic) semble prendre la chose au sérieux et tente de démontrer que le ministre doit quitter le cabinet.

Plusieurs députés se lèvent.

M. le président lance des rappels à l'ordre.

L'honorable M. Mathewson (Montréal-Notre-Dame-de-Grâce) soulève un point d'ordre pour faire revenir les députés à l'étude du projet de loi d'Oka.

(De nombreux points d'ordre sont soulevés).

M. Labbé (Mégantic) parle sans interruption.

M. le président l'avertit qu'il se verra forcé de le nommer.

M. Labbé (Mégantic) répond qu'il n'a pas honte de son nom.

(Finalement le calme se rétablit)

Les articles 1 à 26, ainsi que le préambule, sont adoptés.

Rapport du comité plénier:

M. l'Orateur au fauteuil

M. le président fait rapport que le comité a adopté le bill 181 après l'avoir amendé.

M. Leduc (Laval) propose que le bill amendé soit maintenant lu.

Adopté après division.

M. Leduc (Laval) propose que le bill amendé soit maintenant agréé.

Adopté après division⁷.

Subsides:

Budget des dépenses 1942-1943

L'honorable M. Mathewson (Montréal-Notre-Dame-de-Grâce) propose, selon l'ordre du jour, que M. l'Orateur quitte maintenant le fauteuil.

Adopté. La Chambre se forme de nouveau en comité des subsides.

En comité:

Présidence de M. Bienvenue (Bellechasse)

L'honorable M. Mathewson (Montréal-Notre-Dame-de-Grâce) propose: 1. Qu'un crédit suffisant soit ouvert à Sa Majesté pour compléter la somme de cent soixante-quinze mille dollars, nécessaire pour couvrir les dépenses prévues à l'article: "Loi du service civil (département de l'Instruction publique", du budget de l'année financière se terminant le 31 mars 1943.

Adopté.

2. Qu'un crédit suffisant soit ouvert à Sa Majesté pour compléter la somme de vingt mille dollars, nécessaire pour couvrir les dépenses prévues à l'article: "Dépenses d'administration", du budget de l'année financière se terminant le 31 mars 1943.

Adopté.

3. Qu'un crédit suffisant soit ouvert à Sa Majesté pour compléter la somme de six mille dollars, nécessaire pour couvrir les dépenses prévues à l'article: "Conseil de l'Instruction publique", du budget de l'année financière se terminant le 31 mars 1943.

Adopté.

4. Qu'un crédit suffisant soit ouvert à Sa Majesté pour compléter la somme de deux cent mille dollars, nécessaire pour couvrir les dépenses prévues à l'article: "Assistance aux corporations scolaires rurales", du budget de l'année financière se terminant le 31 mars 1943.

Adopté.

5. Qu'un crédit suffisant soit ouvert à Sa Majesté pour compléter la somme de quarante-cinq mille dollars, nécessaire pour couvrir les dépenses prévues à l'article: "Écoles dans les municipalités pauvres", du budget de l'année financière se terminant le 31 mars 1943.

M. Langlais (Îles-de-la-Madeleine) demande l'aide du ministre pour les municipalités pauvres des Îles-de-la-Madeleine. Elles n'ont pas les moyens de construire de nouvelles écoles, et les écoles actuelles sont encombrées.

L'honorable M. Perrier (Terrebonne) rappelle que le surintendant de l'Instruction publique, M. Victor Doré, est allé faire enquête sur la situation scolaire dans ces îles et est revenu avec des données

précises du problème. Il (l'honorable M. Perrier) assure le député des Îles-de-la-Madeleine qu'il ne négligera rien pour venir en aide à ces municipalités.

La résolution est adoptée.

L'honorable M. Mathewson (Montréal-Notre-Dame-de-Grâce) 6. Qu'un crédit suffisant soit ouvert à Sa Majesté pour compléter la somme de cent cinquante mille dollars, nécessaire pour couvrir les dépenses prévues à l'article: "Écoles dans les centres de colonisation", du budget de l'année financière se terminant le 31 mars 1943.

Adopté.

7. Qu'un crédit suffisant soit ouvert à Sa Majesté pour compléter la somme de cinquante mille dollars, nécessaire pour couvrir les dépenses prévues à l'article: "Gratifications pour succès dans l'enseignement", du budget de l'année financière se terminant le 31 mars 1943.

Adopté.

8. Qu'un crédit suffisant soit ouvert à Sa Majesté pour compléter la somme de trois cent quatre-vingt mille dollars, nécessaire pour couvrir les dépenses prévues à l'article: "Inspection des écoles", du budget de l'année financière se terminant le 31 mars 1943.

Adopté.

9. Qu'un crédit suffisant soit ouvert à Sa Majesté pour compléter la somme de cinq cent cinq mille dollars, nécessaire pour couvrir les dépenses prévues à l'article: "Écoles normales", du budget de l'année financière se terminant le 31 mars 1943.

Adopté.

10. Qu'un crédit suffisant soit ouvert à Sa Majesté pour compléter la somme de vingt mille dollars, nécessaire pour couvrir les dépenses prévues à l'article: "Journaux d'éducation", du budget de l'année financière se terminant le 31 mars 1943.

Adopté.

11. Qu'un crédit suffisant soit ouvert à Sa Majesté pour compléter la somme de mille dollars, nécessaire pour couvrir les dépenses prévues à l'article: "Loi du mérite scolaire", du budget de l'année financière se terminant le 31 mars 1943.

Adopté.

12. Qu'un crédit suffisant soit ouvert à Sa Majesté pour compléter la somme de soixante-seize mille deux cents dollars, nécessaire pour couvrir les dépenses prévues à l'article: "Instruction publique en général", du budget de l'année financière se terminant le 31 mars 1943.

Adopté.

13. Qu'un crédit suffisant soit ouvert à Sa Majesté pour compléter la somme de cinq mille dollars, nécessaire pour couvrir les dépenses prévues à l'article: "Loi des subventions aux collèges classiques", du budget de l'année financière se terminant le 31 mars 1943.

Adopté.

14. Qu'un crédit suffisant soit ouvert à Sa Majesté pour compléter la somme de cent mille dollars, nécessaire pour couvrir les dépenses prévues à l'article: "Écoles primaires complémentaires et primaires supérieures catholiques", du budget de l'année financière se terminant le 31 mars 1943.

Adopté.

15. Qu'un crédit suffisant soit ouvert à Sa Majesté pour compléter la somme de soixante-quinze mille dollars, nécessaire pour couvrir les dépenses prévues à l'article: "Cours de perfectionnement pour les instituteurs", du budget de l'année financière se terminant le 31 mars 1943.

L'honorable M. Perrier (Terrebonne):

Quatre cents instituteurs de Montréal ont déjà sacrifié une partie de leurs vacances pour se perfectionner dans l'étude de la langue seconde. Des centaines d'autres veulent suivre les mêmes cours. Ce système a déjà donné des résultats pratiques et patents et il (l'honorable M. Perrier) assure que l'enseignement de l'anglais dans nos écoles a déjà subi de ce fait une très notable amélioration.

Il déclare que l'organisation des bibliothèques scolaires, dans les municipalités, est une initiative qui a été très bien vue partout. On organisera 1,000 bibliothèques, les commissions scolaires fournissant \$5 par classe.

La résolution est adoptée.

L'honorable M. Mathewson (Montréal-Notre-Dame-de-Grâce) propose: 16. Qu'un crédit suffisant soit ouvert à Sa Majesté pour compléter la somme de soixante-quinze mille dollars, nécessaire pour couvrir les dépenses prévues à l'article: "Municipalités qui emploient des maîtres pour les garçons", du budget de l'année financière se terminant le 31 mars 1943.

Adopté.

17. Qu'un crédit suffisant soit ouvert à Sa Majesté pour compléter la somme de cent trente mille dollars, nécessaire pour couvrir les dépenses prévues à l'article: "Enseignement ménager (catholiques)", du budget de l'année financière se terminant le 31 mars 1943.

Adopté.

18. Qu'un crédit suffisant soit ouvert à Sa Majesté pour compléter la somme de soixante mille dollars, nécessaire pour couvrir les dépenses prévues à l'article: "Écoles des sourds-muets et des sourdes-muettes", du budget de l'année financière se terminant le 31 mars 1943.

Adopté.

19. Qu'un crédit suffisant soit ouvert à Sa Majesté pour compléter la somme de vingt-cinq mille dollars, nécessaire pour couvrir les dépenses prévues à l'article: "Enquête scolaire", du budget de l'année financière se terminant le 31 mars 1943.

M. Casgrain (Gaspé-Nord): L'opinion publique réclame des réformes et c'est le but de l'enquête qui se poursuit. Est-ce que l'enquête approuvée par le comité catholique donne de bons résultats?

L'honorable M. Perrier (Terrebonne): Cette enquête a été entreprise pour avoir des données précises et certaines en ce qui concerne l'enseignement primaire dans la province. Vingt-six mille à 30,000 questionnaires - un questionnaire approuvé par le comité catholique de l'instruction publique - ont été adressés touchant la fréquentation, le traitement des instituteurs, etc. Quatre-vingt-dix pour cent des corporations scolaires ont déjà répondu et nous espérons que les autres feront diligence. D'ici quelques mois, la province de Québec possédera les statistiques scolaires les plus complètes de tout le dominion. Ces statistiques seront éminemment utiles lors du prochain congrès de l'éducation qui sera tenu en notre province.

La résolution est adoptée.

L'honorable M. Mathewson (Montréal-Notre-Dame-de-Grâce) propose: 20. Qu'un crédit suffisant soit ouvert à Sa Majesté pour compléter la somme de quatre-vingt-quinze mille dollars, nécessaire pour couvrir les dépenses prévues à l'article: "Écoles supérieures protestantes", du budget de l'année financière se terminant le 31 mars 1943.

Adopté.

Et la Chambre continue à siéger après minuit.

Vendredi, 22 mai 1942

22. Qu'un crédit suffisant soit ouvert à Sa Majesté pour compléter la somme de deux mille dollars, nécessaire pour couvrir les dépenses prévues à l'article: "Comité protestant (aide supplémentaire)",

du budget de l'année financière se terminant le 31 mars 1943.

Adopté.

23. Qu'un crédit suffisant soit ouvert à Sa Majesté pour compléter la somme de deux mille quatre cent soixante-dix dollars, nécessaire pour couvrir les dépenses prévues à l'article: "High Schools (Québec et Montréal)", du budget de l'année financière se terminant le 31 mars 1943.

Adopté.

24. Qu'un crédit suffisant soit ouvert à Sa Majesté pour compléter la somme de vingt-cinq mille dollars, nécessaire pour couvrir les dépenses prévues à l'article: "Enseignement du français", du budget de l'année financière se terminant le 31 mars 1943.

Adopté.

25. Qu'un crédit suffisant soit ouvert à Sa Majesté pour compléter la somme de cinquante mille dollars, nécessaire pour couvrir les dépenses prévues à l'article: "Centralisation des écoles rurales protestantes", du budget de l'année financière se terminant le 31 mars 1943.

Adopté.

26. Qu'un crédit suffisant soit ouvert à Sa Majesté pour compléter la somme de quarante mille dollars, nécessaire pour couvrir les dépenses prévues à l'article: "Construction de maisons d'écoles centralisées et établissement de la douzième année d'études", du budget de l'année financière se terminant le 31 mars 1943.

Adopté.

27. Qu'un crédit suffisant soit ouvert à Sa Majesté pour compléter la somme de dix mille dollars, nécessaire pour couvrir les dépenses prévues à l'article: "Enseignement ménager dans les écoles protestantes", du budget de l'année financière se terminant le 31 mars 1943.

Adopté.

28. Qu'un crédit suffisant soit ouvert à Sa Majesté pour compléter la somme de cinq mille dollars, nécessaire pour couvrir les dépenses prévues à l'article: "Bourses d'études (High Schools)", du budget de l'année financière se terminant le 31 mars 1943.

Adopté.

Rapport du comité des subsides:

M. l'Orateur au fauteuil

M. le président fait rapport que le comité a adopté plusieurs résolutions et demande la permission de siéger de nouveau.

Il est résolu que la Chambre, à sa prochaine séance, se formera de nouveau en comité des subsides.

Les résolutions du comité sont lues et agréées.

Ajournement

M. l'Orateur prononce l'ajournement.

La séance est levée à minuit douze minutes.

NOTES

1. *La Patrie* du 21 mai 1942, à la page 6, souligne que la séance de la matinée s'est déroulée en l'absence de MM. Duplessis et Godbout.

2. Il s'agit de l'heure indiquée au procès-verbal de l'Assemblée législative. *La Patrie* du 21 mai 1942, à la page 6, indique 11 h 30.

3. *L'Événement-Journal* du 22 mai 1942, à la page 13, rapporte différemment les propos de M. Caron: "Nous avons réussi, chez nous, à faire acheter à Hull même les matériaux que l'on pouvait trouver au même prix qu'ailleurs."

4. *Le Soleil* du 22 mai 1942, à la page 8, écrit une version diamétralement opposée des propos de M. Mathewson: "Que le député de Matane propose un amendement à cet effet et nous serons heureux de l'accepter." Nous avons choisi la version du *Canada* parce que ce quotidien rapporte de façon plus complète le débat entourant ce projet de loi.

5. *Le Soleil* du 22 mai 1942, à la page 8, écrit: "Ce projet soulève une longue discussion."

6. *La Presse* et *Le Devoir* dans leur édition du 22 mai 1942, respectivement aux pages 14 et 7, écrivent \$350,000.

7. Il est 11 h 30, selon *Le Devoir* du 22 mai 1942, à la page 7.

Première séance du vendredi 22 mai 1942

Présidence de l'honorable V. Bienvenue

La séance est ouverte à 11 heures¹.

Prière.

M. l'Orateur: À l'ordre, Messieurs! Que les portes soient ouvertes!

Dépôt de documents:

Rapport de la
Commission des eaux courantes

L'honorable M. Côté (Bonaventure) dépose sur le bureau de la Chambre le trentième rapport de la Commission des eaux courantes de Québec, 1941. (Document de session no 39)

Projets de loi:

Oka-sur-le-Lac

M. Leduc (Laval) propose, selon l'ordre du jour, que le bill 181 érigeant la ville d'Oka-sur-le-Lac soit maintenant lu une troisième fois.

M. Duplessis (Trois-Rivières) s'oppose au bill, notant que l'un des fiduciaires des Sulpiciens, M. J.-A.-A. Leclair, est aussi organisateur libéral dans le district de Montréal. Il soumet également que le bill devrait être accompagné de résolutions.

L'honorable M. Drouin (Québec-Est): Pour un bill de cette nature, le consentement du lieutenant-gouverneur suffit et on a obtenu le consentement du lieutenant-gouverneur.

Adopté après division.

Il est ordonné que le greffier porte ce bill au Conseil législatif et prie les honorables conseillers de l'adopter.

Rôle
d'évaluation

L'honorable M. Drouin (Québec-Est) propose, selon l'ordre du jour, que le bill 53 modifiant le Code municipal au sujet du rôle d'évaluation soit maintenant lu une deuxième fois.

Il s'agit d'une mesure de concordance. Nous devons modifier le Code municipal en conformité avec la nouvelle loi électorale. En vertu de cette loi, le système de préparation des listes électorales a été changé. Au lieu d'être faites par les secrétaires-trésoriers des municipalités, ce sont deux énumérateurs, représentant chaque parti, qui passeront de porte en porte, à la veille des élections pour dresser la liste. Les dispositions concernant la préparation de ces listes par les secrétaires-trésoriers ne sont plus nécessaires dans le Code municipal et on les fait disparaître.

Adopté. Le bill est renvoyé à un comité plénier de la Chambre.

L'honorable M. Drouin (Québec-Est) propose que la Chambre se forme immédiatement en comité.

Adopté. M. l'Orateur quitte le fauteuil.

Le comité étudie le bill article par article et le président fait rapport que le comité a adopté le bill 53 sans l'amender.

Entente au sujet d'immeubles
entre le gouvernement et Montréal

L'ordre du jour appelle la prise en considération, en comité plénier, d'un projet de résolution relative au bill 49 concernant une entente entre le gouvernement et la cité de Montréal.

L'honorable M. Godbout (L'Islet) informe l'Assemblée que l'honorable lieutenant-gouverneur a pris connaissance dudit projet de résolution et qu'il en recommande l'objet à la Chambre.

L'honorable M. Godbout (L'Islet) propose que le nom de l'honorable M. Mathewson (Montréal-Notre-Dame-de-Grâce) soit substitué à celui de l'honorable M. Girouard (Arthabaska) comme auteur du projet de résolution.

L'honorable M. Mathewson (Montréal-Notre-Dame-de-Grâce) propose que M. l'Orateur quitte maintenant le fauteuil.

Adopté.

En comité:

Présidence de M. Gauthier (Montréal-Laurier)

L'honorable M. Girouard (Arthabaska) propose: Que le ministre des Travaux publics soit autorisé à signer, avec la cité de Montréal, un contrat par lequel

a) la cité de Montréal cèdera au gouvernement de cette province l'immeuble connu sous le nom de "Cour des jeunes délinquants" avec l'entente que ladite cité continuera, comme elle le fait actuellement, de payer l'intérêt et l'amortissement de la dette qu'elle a contractée pour la construction de l'immeuble cédé, qu'elle paiera, en plus, pour chaque enfant de Montréal qui sera traduit devant cette cour, soixante cents par jour de détention jusqu'à concurrence d'un montant total de six mille dollars par année et que, lorsque ladite dette sera complètement amortie, le gouvernement de la province pourra demander à la cité de Montréal de conclure une nouvelle entente;

b) en retour, le gouvernement cèdera à la cité de Montréal tous les bâtiments du Jardin botanique et du centre sportif et ceux qui lui appartiennent sur l'île Sainte-Hélène et sur la place du marché de Maisonneuve dans l'état où ils sont, avec les matériaux, appareils, instruments et accessoires qui s'y trouvent ou qui y sont contenus, pour leur parachèvement, avec l'entente que le gouvernement ne cède à la cité de Montréal que des constructions et n'encourra aucune responsabilité à raison du fait que quelque autre personne pourrait être propriétaire du terrain où ces constructions sont érigées, la cité de Montréal devant être seule responsable de tout recours qu'un propriétaire de terrain pourrait avoir à exercer en raison de ces constructions.

M. Duplessis (Trois-Rivières): Le gouvernement provincial fait là un curieux de cadeau. Il s'agit en somme des travaux exécutés par le gouvernement de l'Union nationale pour le profit de la population de Montréal, et que le gouvernement d'alors entretenait de ses deniers. Aujourd'hui, le bill revient à dire que ce n'est plus le gouvernement provincial qui assume les frais d'entretien, mais uniquement la ville de Montréal.

Par ailleurs, on oblige la ville à payer pour l'immeuble de la Cour des jeunes délinquants. Je considère cette convention comme ruineuse pour Montréal. Il accuse le gouvernement actuel de vouloir détruire l'une des œuvres les plus importantes de l'Union nationale.

Il estime qu'à l'occasion du troisième centenaire de Montréal, le gouvernement provincial aurait pu faire un autre cadeau au lieu d'imposer à la population montréalaise de nouvelles charges.

Il parle du Jardin botanique et observe que par le bill on en reconnaît la valeur, contrairement aux critiques que certains libéraux ont faites.

Il taquine le premier ministre et lui demande pourquoi, à l'occasion du troisième centenaire de Montréal, il n'est pas allé parler au Forum, comme il y était invité, mais a envoyé le secrétaire provincial. Il laisse entendre que le premier ministre était incertain de la réception qu'il y recevrait et qu'il n'a pas voulu courir le risque de l'aventure.

M. Boucher (Montréal-Saint-Henri): La loi a tout simplement pour objet de permettre à Montréal de conclure une entente avec le gouvernement. Je ne vois pas pourquoi on empêcherait deux parties de faire un contrat. Montréal n'y est donc pas obligé et, si elle ne trouve pas le marché avantageux, elle n'a qu'à ne pas le conclure.

M. Duplessis (Trois-Rivières): La ville, étant en tutelle, ce sont les autorités de la Commission municipale qui décident en dernier ressort.

La résolution est adoptée.

Rapport du comité plénier:

M. l'Orateur au fauteuil

M. le président fait rapport que le comité a adopté une résolution, laquelle est lue après division.

Il est ordonné que l'examen de ladite résolution soit remis à la prochaine séance.

Institut de microbiologie de Montréal

L'honorable M. Perrier (Terrebonne) propose, selon l'ordre du jour, que la Chambre se forme en comité plénier pour étudier le bill 58 constituant en corporation l'Institut de microbiologie et d'hygiène de l'Université de Montréal.

Ce projet est présenté à la demande de la Commission administrative de l'Université de Montréal. Il s'agit de faire de cet institut une entité distincte.

L'Université de Montréal a déjà fait des dépenses considérables pour créer le laboratoire de recherches dont l'Institut prendra la direction.

Adopté. M. l'Orateur quitte le fauteuil.

Le comité étudie le bill article par article et le président fait rapport que le comité a adopté le bill 58 sans l'amender.

L'honorable M. Perrier (Terrebonne) propose que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Adopté après division.

Il est ordonné que le greffier porte ce bill au Conseil législatif et prie les honorables conseillers de l'adopter.

Loi du département de l'Agriculture

L'ordre du jour appelle la prise en considération, en comité plénier, d'un projet de résolution relative au bill 47 modifiant la loi du département de l'Agriculture.

L'honorable M. Godbout (L'Islet) informe l'Assemblée que l'honorable lieutenant-gouverneur a pris connaissance dudit projet de résolution et qu'il en recommande l'objet à la Chambre.

L'honorable M. Godbout (L'Islet) propose que M. l'Orateur quitte maintenant le fauteuil.

Adopté.

En comité²:

Présidence de M. Dumaine (Bagot)

L'honorable M. Godbout (L'Islet) propose: Que l'article 14 de la loi du département de l'agriculture (Statuts refondus, 1941, chapitre 111) soit modifié en remplaçant les mots "cent cinquante mille", dans les première et deuxième lignes, par les mots "trois cent mille".

M. Duplessis (Trois-Rivières): C'est l'Union nationale qui a aidé les coopératives agricoles. Le gouvernement n'aide que la Coopérative Fédérée qui est une réunion de trustards qu'il ne faut pas "truster".

L'honorable M. Godbout (L'Islet): Je pensais que cette loi passerait sans aucune opposition. Son objet est de porter de \$150,000 à \$300,000 la subvention aux coopératives agricoles. Le gouvernement de mon ami n'a pas eu une politique heureuse à l'égard des coopératives. Je tiens à rendre ici hommage à M. Desmarais, de la Coopérative fédérée, qui a donné le meilleur de lui-même, qui a donné sa santé à la Coopérative.

Durant les trois années de gouvernement de l'honorable chef de l'opposition, l'agriculture a reculé de 53 ans.

Je ne fais de reproches à personne, car on avait supprimé le chef des services. Et les employés, avec la meilleure volonté du monde, ne pouvaient servir leur province.

Nous avons rétabli l'ordre.

La résolution est adoptée.

Rapport du comité plénier:

M. l'Orateur au fauteuil

M. le président fait rapport que le comité a adopté une résolution, laquelle est lue et agréée.

L'honorable M. Godbout (L'Islet) propose qu'il lui soit permis de présenter le bill 47 modifiant la loi du département de l'Agriculture.

Adopté. Le bill est lu une première fois.

L'honorable M. Godbout (L'Islet) propose que le bill soit maintenant lu une deuxième fois.

Adopté.

L'honorable M. Godbout (L'Islet) propose que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Adopté.

Il est ordonné que le greffier porte le bill au Conseil législatif et prie les honorables conseillers de l'adopter.

Loi de la protection des animaux

L'honorable M. Godbout (L'Islet) propose, selon l'ordre du jour, que le bill 61 modifiant la loi de la protection sanitaire des animaux soit maintenant lu une deuxième fois.

Adopté après division. Le bill est renvoyé à un comité plénier de la Chambre.

L'honorable M. Godbout (L'Islet) propose que la Chambre se forme immédiatement en comité.

Adopté. M. l'Orateur quitte le fauteuil.

Le comité étudie le bill article par article et le président fait rapport que le comité a adopté le bill 61 sans l'amender.

Crédit agricole

L'honorable M. Godbout (L'Islet) propose, selon l'ordre du jour, que le bill 46 concernant le crédit agricole provincial soit maintenant lu une deuxième fois.

M. Duplessis (Trois-Rivières) reproche au gouvernement d'avoir imposé des conditions trop onéreuses aux cultivateurs qui veulent se prévaloir du prêt rural. Il suggère qu'on rétablisse à 2.5 % le taux d'intérêt, qu'on fixe à 1 % le fonds d'amortissement et qu'on prolonge le délai pour le remboursement qui est actuellement de 25 ans. Il demande aussi de mettre un montant supérieur à \$2,000,000 à la disposition des cultivateurs.

L'honorable M. Godbout (L'Islet): Le taux d'intérêt ayant augmenté d'une façon considérable sur le marché monétaire. Nous sommes plus généreux pour le cultivateur en prêtant à 3 % que nos amis d'en face ne l'étaient en prêtant à 2½ %, car l'argent coûte plus cher en ce moment. Un taux de 3 % est un taux raisonnable, surtout depuis la guerre. Il y a 160,000 cultivateurs dans la province de Québec. Le gouvernement veut les aider tous, dans les différents domaines de l'agriculture. Le chef de l'opposition oublie de dire que si nous avons augmenté le taux de ½ %, nous avons réduit la période de remboursement de 40 à 25 ans.

Nous avons choisi cinq ou six agronomes et nous les avons chargés d'aider les cultivateurs ayant emprunté au crédit agricole et qui pourraient avoir besoin de leur expérience pour améliorer leur culture. Nous aidons les cultivateurs sans recherche de gloriole parce que c'est notre devoir. S'ils sont satisfaits, c'est tout ce que nous demandons.

Au crédit agricole, l'Union nationale avait voté \$35,000,000 et le ministre de l'Agriculture disait que cela devrait suffire. Nous avons porté cette somme à \$48,000,000.

Il faut bien se rendre compte que tous les cultivateurs n'empruntent pas et qu'il ne faut pas mettre tout l'argent sur une seule entreprise. Le délai de 25 ans est amplement suffisant. Avec 40 ans, on engage trois générations.

Adopté. Le bill est renvoyé à un comité plénier de la Chambre.

L'honorable M. Godbout (L'Islet) propose que la Chambre se forme immédiatement en comité.

Adopté. M. l'Orateur quitte le fauteuil.

Le comité étudie le bill article par article et le président fait rapport que le comité n'a pas fini de délibérer et qu'il demande la permission de siéger de nouveau.

Il est ordonné que le comité siége de nouveau au cours de la présente séance.

L'ordre du jour appelle la prise en considération, en comité plénier, d'un projet de résolution relative au bill 46 concernant le crédit agricole provincial.

L'honorable M. Godbout (L'Islet) informe l'Assemblée que l'honorable lieutenant-gouverneur a pris connaissance dudit projet de résolution et qu'il en recommande l'objet à la Chambre.

L'honorable M. Godbout (L'Islet) propose que M. l'Orateur quitte maintenant le fauteuil.

Adopté.

En comité:

Présidence de M. Dumaine (Bagot)

L'honorable M. Godbout (L'Islet) propose: Que l'article 8 de la loi du crédit agricole du Québec (Statuts refondus, 1941, chapitre 113) soit modifié:

a. en remplaçant le paragraphe *a* par le suivant:

"*a*) Emprunter par émission d'obligations ou autrement jusqu'à concurrence de quarante-huit millions de dollars;"

b. en y ajoutant l'alinéa suivant:

"*n*) Constituer un fonds de roulement n'excédant pas cent mille dollars pour les déboursés nécessaires à la protection des prêts, savoir le paiement des primes d'assurance, taxes et cotisations, l'exercice du retrait, l'acquisition, la conservation, l'administration, la remise en état et la revente des immeubles garantissant les prêts. Aussitôt recouvrées, les sommes ainsi déboursées devront être remises dans ce fonds de roulement."

La résolution est adoptée.

Rapport du comité plénier:

M. l'Orateur au fauteuil

M. le président fait rapport que le comité a adopté une résolution, laquelle est lue.

L'honorable M. Godbout (L'Islet) propose que cette résolution soit maintenant agréée.

Adopté après division. La résolution relative au bill 46 est agréée.

Il est ordonné que ladite résolution soit renvoyée au comité plénier de la Chambre chargé d'étudier le bill 46 concernant le crédit agricole provincial.

L'honorable M. Godbout (L'Islet) propose, selon l'ordre du jour, que la Chambre se forme en comité plénier pour étudier le bill 46 concernant le crédit agricole provincial.

Adopté. M. l'Orateur quitte le fauteuil.

Le comité étudie le bill article par article et le président fait rapport que le comité a adopté le bill 46 sans l'amender.

L'honorable M. Godbout (L'Islet) propose que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Adopté après division.

Il est ordonné que le greffier porte ce bill au Conseil législatif et prie les honorables conseillers de l'adopter.

Ajournement

M. l'Orateur prononce l'ajournement.

La séance est levée à 1 heure.

Deuxième séance du 22 mai 1942

Présidence de l'honorable V. Bienvenue

La séance est ouverte à 3 heures.

Prière.

M. l'Orateur: À l'ordre, Messieurs! Que les portes soient ouvertes!

Questions de privilège:

Articles du *Star* et de la *Gazette*

M. Chalout (Lotbinière): Je regrette d'être obligé de retenir encore aujourd'hui le temps de la

Chambre sur une question de privilège. Je réclamerai l'indulgence de mes collègues, si mes remarques sont un peu longues: c'est parce qu'il importe de vider la question. Avant-hier le *Star* est revenu à la charge pour demander mon arrestation à la suite des discours que j'ai prononcés à la Chambre et dans des assemblées publiques. Hier matin, la *Gazette* a écrit un article à peu près dans le même sens. Le *Globe and Mail*, de Toronto, réclame aussi mon arrestation.

Évidemment, ces journaux devaient être inspirés par la même personne ou le même groupe de personnes. Aujourd'hui encore, la *Gazette* revient à la charge avec des propos analogues à mon sujet. Hier après-midi, à la Chambre des communes, M. Grote Stirling, un député tory, a demandé à M. Saint-Laurent s'il avait l'intention de me faire interner. Je suis informé qu'on envoie au ministère de la Justice des chaînes de lettres pour demander mon arrestation. Ces lettres partent tout particulièrement de la région de Montréal.

Je veux donner des précisions sur les accusations que l'on porte. D'abord, je n'ai rien à retirer de ce que j'ai dit. Mais, je ne veux pas qu'on m'attribue des paroles que je n'ai pas prononcées. Dans mes discours, ici ou en dehors, on détache des phrases ou des bouts de phrase, sans tenir compte des autres choses que j'ai dites et on dénature ma pensée. Il arrive aussi qu'on me fait dire des choses que je n'ai pas dites.

J'ai parlé dans cette Chambre et on m'a félicité de ma modération, au moins relative. C'est ce que j'ai dit ici que j'ai répété au marché Saint-Jacques.

J'ai tout simplement réclamé pour l'après-guerre l'application pratique du Statut de Westminster au Canada, que la Chambre obtienne tous les privilèges d'une nation souveraine, que notre pays fasse partie du groupe de nations panaméricaines. J'ai donc revendiqué les principes déjà défendus par MM. King et Lapointe pendant 20 ans, qui ont toujours été en faveur de l'émancipation de notre pays. Je ne sache pas qu'il y ait de mal à cela.

On me reproche d'avoir fait l'éloge du maréchal Pétain. En effet, j'ai fait l'éloge du maréchal Pétain. Je n'ai absolument rien à retirer de ce que j'ai dit. Sur cette question, on peut différer d'opinion. On peut trouver que mes paroles sont inopportunes et on peut préférer le général de Gaulle au maréchal Pétain, mais je crois que, dans une démocratie, il est autant permis de faire l'éloge de Pétain que celui de Joseph Staline, comme on a pu le lire même dans les journaux de Québec. À la

demande de M. Churchill, le Canada entretient des relations diplomatiques avec Vichy, à la demande même de Londres, et je ne vois pas comment on pourrait s'opposer à ce qu'on fasse l'éloge du chef d'une nation qui a son représentant à Ottawa.

J'ai dit que les Canadiens français sont contre la conscription et que l'une des raisons est qu'ils prévoient le jour où ils seraient obligés de se battre contre la France³. J'ai ajouté que les Canadiens français ne veulent pas traverser les mers de force pour aller se battre contre leur pays d'origine, la France. De cela aussi, je n'ai rien à retirer. Et à ce point de vue, en supposant que les rôles seraient changés, je me demande si les gens de Toronto consentiraient à aller jeter des bombes sur l'Angleterre. Je pense que poser la question c'est y répondre. J'imagine que notre démocratie nous permet d'avoir les mêmes droits que nos amis à Toronto.

Au sujet des formules que j'ai employées, elles ne sont pas plus catégoriques que celles dont se servait M. Lapointe, qui disait: La conscription, jamais Québec l'acceptera! On n'a jamais songé à faire arrêter M. Lapointe.

La *Gazette*⁴, en particulier, me reproche d'avoir parlé des communistes en termes amicaux. "Nos excellents amis, les communistes" ai-je dit. Ce sont nos alliés. Auraient-ils préféré que je les appelle "nos ennemis les communistes", eux qui sont actuellement nos alliés? On m'a reproché des propos contre l'unité du pays. J'ai dit et je le répète, que je suis favorable, d'abord, à une unité canadienne-française et que nous voulions d'abord l'unité canadienne-française. Je n'ai jamais dit que j'étais contre l'unité canadienne. Il n'y a pas de mal à attacher plus d'importance à l'unité canadienne-française. On ne peut reprocher à un peuple de tenir plus à sa peau qu'à sa chemise. Je n'ai rien à retirer.

J'ai également parlé de l'Angleterre. J'ai dit que peu de soldats anglais s'étaient battus à Hong-Kong, à Singapour, dans le Proche-Orient, en Chine et en Russie, en Birmanie et ailleurs. C'est parfaitement vrai. Sur les 3,000,000 de soldats que possède l'Angleterre, l'immense majorité est en Angleterre même. Ce qu'on n'a pas dit, par exemple, c'est que j'appuyais l'attitude de l'Angleterre. Si elle était menacée, et elle l'est, son premier devoir est de songer à sa propre défense et de garder ses soldats.

Puis j'ai dit que c'est exactement la même chose qu'on doit faire au Canada. J'ai ajouté que c'était un compliment; que le meilleur compliment que nous pouvions faire à l'Angleterre, c'était d'imiter leur politique. Encore une fois, ma pensée est allée au-delà de ma déclaration.

On a faussé ma pensée. On a cité mes paroles d'une façon incomplète. Les autres griefs qu'on a contre moi sont d'ordre secondaire. Les idées que j'ai exprimées peuvent être discutables, mais j'étais libre de les exprimer, puisqu'on se bat pour la liberté de parole et la démocratie. J'ai exercé un droit et j'entends continuer à l'exercer. S'il y a quelqu'un qui admet les idées des autres, c'est bien moi. D'ailleurs, il n'y a rien dans mes discours qui aille à l'encontre des règlements de guerre du Canada.

Il (M. Chalout) cite les articles des règlements de la Défense du Canada qu'on avait invoqués contre lui et demande en quoi les paroles qu'il a prononcées pourraient violer ces mêmes règlements. Ses propos, dit-il, ne sont aucunement de nature à causer de la désaffectation à l'égard de Sa Majesté. Il a insisté, dans ses discours, pour qu'on agisse suivant des moyens légaux et constitutionnels.

On s'est bien gardé cependant de dire que j'avais demandé à la population de rester calme, d'agir suivant les moyens légaux et constitutionnels. Maxime Raymond et Jean-François Pouliot étaient présents. J'ai dit à l'auditoire d'agir selon les formalités constitutionnelles et l'exercice du droit. Je l'ai répété plusieurs fois.

On a dit qu'un des buts de la guerre est la démocratie et la liberté de parole. Je demande qu'on accorde ce privilège de liberté de parole à tous les groupes de notre population. Je voudrais souligner la manière dont on respecte la liberté de parole en Angleterre.

M. Duplessis (Trois-Rivières): Point d'ordre. Le député s'éloigne, ici, de la question de privilège. Il ne doit pas se laisser aller à des dissertations, mais se contenter de répondre aux accusations portées contre lui. Les règlements de la Chambre disent que, sur une question de privilège, on doit se borner à un simple exposé des faits et qu'on ne doit rien déclarer qui puisse ouvrir la porte à des dissertations ou des débats.

M. Chalout (Lotbinière): Je pourrais conclure par une motion et parler pendant une heure sur ma motion. Je ne veux pas retenir le temps de la Chambre. On admettra cependant qu'il s'agit d'un cas particulier et on devrait me permettre de me justifier. Même s'il fallait avoir l'unanimité de la Chambre, je crois que, dans les circonstances, j'obtiendrais même du chef de l'opposition la permission de rétablir les faits.

M. l'Orateur: Je veux simplement faire remarquer au député de Lotbinière qu'en vertu des

règlements de la Chambre, sur une question de privilège, il faut être bref. Il doit se contenter de répondre aux accusations portées contre lui et ne pas provoquer de débat.

M. Chaloult (Lotbinière): Je crois qu'il y a lieu de me justifier contre les attaques qui ont été portées contre moi. En Angleterre, la liberté de parole est extrêmement grande et elle devrait être la même, ici. Ainsi, ces jours derniers, les journaux ont publié un discours du duc de Bedford qui a parlé de façon sympathique des Allemands. Il n'a pas été question de l'arrêter et de l'envoyer dans un camp de concentration.

Il (M. Chaloult) cite les passages en question et signale les déclarations faites par un député anglais, M. McGovern, prononcées en dehors de la Chambre. Je n'ose les citer textuellement, dit-il, pour ne pas scandaliser la Chambre. Il rappelle les déclarations de Gandhi et de Nehru aux Indes, et cela, dans une colonie anglaise et non dans un dominion. En 1917, les libéraux du temps sont allés beaucoup plus loin que je n'ai pu le faire.

Puisqu'on a parlé d'arrestation, il conviendrait qu'on demande d'abord l'arrestation du pasteur Shields, qui, depuis les deux dernières années, lance sans cesse des appels passionnés contre les Canadiens français, et il ne cesse de nous injurier.

M. Francœur (Montréal-Mercier): Le député de Lotbinière ne peut pas dire qu'il a fait la déclaration qui lui est attribuable. Il peut avoir ses opinions, mais la Chambre partage ses opinions sur la conscription. On a discuté de la question devant la Chambre, mais lorsqu'est venu le temps de faire des rencontres publiques et de prendre position contre la loi sur la mobilisation, lorsqu'il dit que le Canada n'aurait pas dû entrer en guerre, c'était une toute autre question, parce qu'alors, le député de Lotbinière incitait les jeunes hommes à ne pas respecter la loi.

M. Chaloult (Lotbinière): Toute cette campagne dans les journaux me semble un complot tramé contre moi et tous ceux qui poursuivent les mêmes luttes.

Les attaques en question sont inspirées par des motifs de haine contre la France et les Canadiens français, parce que nous sommes contre la conscription et que nous réclamons nos droits. Pas un journal français n'a eu de remarques désagréables à mon sujet et n'a demandé mon arrestation.

Il attire l'attention de toutes les sections de la Ligue pour la défense du Canada sur le complot dont il est actuellement l'objet et dont tous sont également menacés après lui.

Quant à moi, je continuerai à dire ce que j'ai dit dans le passé, à revendiquer les droits des Canadiens français au prix même de ma liberté, si cela devenait nécessaire et, dès dimanche prochain, je tiendrai une autre assemblée à Québec, à l'occasion de la fête de Dollard; mais je resterai dans les limites de la loi.

Je compte sur le bon sens de l'honorable ministre de la Justice, son sens de la justice, pour que celui-ci n'écoute pas ceux qui lui font des requêtes à mon sujet en ce moment. Il (M. Chaloult) ne cédera pas aux pressions d'une poignée de fanatiques anticanadiens-français qui cherchent la désunion du pays.

Projets de loi:

Rôle d'évaluation

L'honorable M. Drouin (Québec-Est) propose, selon l'ordre du jour, que le bill 53 modifiant le Code municipal au sujet du rôle d'évaluation soit maintenant lu une troisième fois.

Adopté après division.

Il est ordonné que le greffier porte ce bill au Conseil législatif et prie les honorables conseillers de l'adopter.

Loi de la protection des animaux

L'honorable M. Godbout (L'Islet) propose, selon l'ordre du jour, que le bill 61 modifiant la loi de la protection sanitaire des animaux soit maintenant lu une troisième fois.

M. Gagnon (Matane): (Qui dirige l'opposition) Explications!

L'honorable M. Godbout (L'Islet): Il s'agit d'un projet de loi pour protéger la santé des animaux et maintenir la qualité des reproducteurs de l'espèce chevaline.

Adopté après division.

Il est ordonné que le greffier porte ce bill au Conseil législatif et prie les honorables conseillers de l'adopter.

Demandes de documents:**L'éclairage
à fluorescence**

Conformément à l'ordre du jour, la Chambre reprend le débat, ajourné mercredi le 29 avril dernier, sur la motion du représentant de Matane (M. Gagnon) proposant que: Copies soient produites de l'ordonnance de la Régie des services publics relativement à l'usage des lampes à fluorescence, aussi bien que copie de la correspondance échangée entre le gouvernement de la province de Québec ou aucun de ses membres, officiers ou employés, la Régie des services publics ou aucun de ses membres, officiers ou employés, et toute personne, société, compagnie ou corporation relativement à l'usage de l'éclairage à fluorescence.

L'honorable M. Godbout (L'Islet): C'est l'honorable M. Girouard qui avait ajourné ce débat. Je dois informer la Chambre que le gouvernement étudie avec soin cette question. Les lampes à fluorescence n'affectent en rien le coût de l'éclairage et le gouvernement entend protéger le public consommateur contre toute exploitation.

La motion est adoptée après division.

Motions des députés:**Loi des accidents du travail,
cité de Saint-Jean**

M. Beaulieu (Saint-Jean-Napierville) propose, appuyé par le représentant de Joliette (M. Barrette): Que l'Assemblée législative de la province de Québec considère qu'il est du devoir du gouvernement de la province d'adopter, sans délai additionnel, les mesures qui s'imposent pour que les ouvriers employés aux travaux qui s'exécutent dans les poteries, particulièrement et sans restriction, dans la cité de Saint-Jean, soient protégés par la loi des accidents du travail, et soient traités avec justice.

Je ne veux par cette motion embarrasser d'aucune façon le gouvernement, car il s'agit d'une question qui doit rester au-dessus des considérations politiques. Mais je veux simplement lui exposer les faits, afin qu'il puisse prendre immédiatement les mesures qui s'imposent.

La loi actuelle des compensations ouvrières contre les accidents de travail comprend la silicose

infectieuse parmi les maladies pour lesquelles les ouvriers peuvent réclamer compensation. Mais elle ne comprend pas la silicose pure, maladie dont souffrent en particulier les ouvriers en poterie.

Il y a, dans la ville de Saint-Jean, une industrie de la poterie et malheureusement la maladie des potiers, qui est en somme la silicose pure, y fait des ravages parmi les ouvriers potiers. Depuis 1938, il s'est produit dans la ville de Saint-Jean six morts par silicose pure ou maladie des potiers. Les familles de ces infortunés n'ont pu bénéficier de la loi des accidents du travail et n'ont reçu aucune compensation, se trouvant ainsi dans la misère.

Cette maladie comporte trois périodes habituellement. Elle est insidieuse, attaquant le sujet pendant de nombreuses années, sans qu'il s'en doute. La première manifestation se produit lorsque l'ouvrier est pris d'évanouissement à son travail, puis s'il continue le travail, arrive la période aiguë, et alors, dans les douze mois, la mort se produit de façon inévitable.

Non seulement il y a eu six⁵ morts à Saint-Jean, depuis 1938, mais il y a 10 autres cas sous traitement.

Or, il est manifeste que la maladie des potiers est véritablement une maladie industrielle, suivant l'esprit de la loi des compensations ouvrières, mais elle n'a pas été incluse dans la liste. Des 35 industries de la ville Saint-Jean, c'est la seule qui n'a pas été incluse dans les compensations ouvrières, quant à la silicose. Elle mérite d'être classée parmi celles qui sont couvertes par la loi des compensations ouvrières.

Il (M. Beaulieu) cite à l'appui de sa demande une lettre⁶ du Dr Louis Verschelden, spécialiste des maladies pulmonaires, dans le cas d'un potier, M. Joseph Goyette, tenu sous observation pendant deux mois. C'est un homme de 41 ans, de six pieds de hauteur, bâti en force, mais qui dans six mois sera au tombeau, condamné sans rémission par la silicose pure à l'état aigu, qu'il a contractée dans les 19 ans qu'il a travaillés comme potier.

S'il avait été admis à bénéficier de la loi des accidents du travail, il eût pu s'en aller à la campagne, lorsque la maladie à un certain degré lui eût laissé l'espoir de prolonger sa vie. Mais il a six enfants, une femme, et son manque de ressources l'a forcé à continuer quand même son travail où il va inexorablement laisser sa vie.

Son cas n'est pas unique. Il s'agit ici de la cause de tous les ouvriers en poterie. Il cite à l'appui de ses avancés les lettres de nombreux médecins qui en viennent aux mêmes conclusions: MM. le

Dr Alexis Bouthillier, ancien député du comté, Laflamme, Perrier, Ferland, Manseau, Sénécal et autres.

Il n'y a pas de raison de tergiverser davantage sur cette question, car la cause est prouvée hors de tout doute. C'est la première fois que les potiers ont la chance de présenter directement une motion à la Chambre. Ce n'est pas une question de salaires, mais une question de vie et de mort pour les ouvriers intéressés, et aussi de misère, d'angoisse et de souffrances pour les familles.

Le gouvernement est tenu moralement à rendre immédiatement justice à ces gens. Je fais appel tout particulièrement à l'honorable député et ministre de Saint-Sauveur (M. Hamel), représentant les ouvriers dans le cabinet qui, venu à Saint-Jean à l'occasion de l'élection complémentaire, a reçu une requête au sujet de la silicose pure et a répondu qu'il s'emploierait à faire rendre justice aux intéressés. Rien ne peut retarder plus longtemps une action du gouvernement. La silicose pure doit être classée parmi les maladies qui méritent compensation à ceux qui en sont atteints.

Certains intérêts peuvent chercher à retarder l'action remédiate du gouvernement, mais je suis convaincu qu'elles ne pourront empêcher que justice soit rendue.

On demande aux ouvriers de travailler à plein rendement, dans l'harmonie, au prix de sacrifices nombreux, à l'effort de guerre et ils donnent cet effort sans marchander et généreusement. Par contre, la justice demande qu'ils soient protégés dans leurs droits, dans leur vie et leur famille. Aussi ne craint-il pas d'affirmer que, dans toute lutte des potiers de Saint-Jean pour revendiquer justice, il sera entièrement avec eux. Au prochain accident, je sais que nous assisterons à un mouvement de colère. Si on ne veut pas classer la silicose au nombre des maladies industrielles pour des raisons que j'ignore, que l'on classe la maladie des poteries comme affection industrielle. Il demande qu'on leur accorde justice immédiatement en modifiant la loi dès cette session-ci.

M. Francoeur (Montréal-Mercier): Je félicite le député de Saint-Jean-Napierville d'avoir présenté cette motion qui fera disparaître une des lacunes de la loi des accidents du travail. Le cas Goyette est patent et il mérite toute considération de la part de ceux qui veulent aider les ouvriers. Il (M. Francoeur) rappelle la loi des accidents du travail de 1919, puis la loi de 1930. Elle comporte encore des lacunes regrettables. Notre loi des accidents du travail ne rend pas toujours justice aux ouvriers par la façon

dont elle est mise en pratique. Il cite plusieurs cas où des ouvriers accidentés ont été traités de façon la plus injuste.

Il y a un grand nombre d'ouvriers qui ne sont pas protégés, surtout dans les nouvelles industries de guerre et il importe que le gouvernement s'intéresse aux cas d'accidentés de façon encore plus particulière dans les temps que nous traversons, à cause des travaux dans les explosifs, les armements, etc. Les accidents ont été fort nombreux, et avec l'accroissement du rythme de fabrication, ils vont augmenter. Or il importe de sauver le capital humain. S'il est un capital sur lequel il faut compter dans l'effort de guerre, c'est l'ouvrier de l'usine, car sans lui où irons-nous? C'est pourquoi, il faut donner à la classe ouvrière les éléments nécessaires pour assurer sa santé, sa sécurité, son logement, son hygiène. Nous gagnerons la guerre en autant que nous donnerons aux ouvriers ce qu'ils méritent.

L'honorable M. Rochette (Charlevoix-Saguenay): Je suis heureux de féliciter à mon tour l'honorable député de Saint-Jean-Napierville d'avoir attiré l'attention du gouvernement sur cette question. Mais je tiens à dire que le gouvernement n'est pas en retard. Nous nous préoccupons du sort de tous nos ouvriers. Depuis 1940, dès notre arrivée au pouvoir, nous avons inscrit un grand nombre de maladies industrielles dans la liste des maladies compensables: durcite, dermite, infections d'ampoules, rétinite, cas d'empoisonnement par l'oxyde de carbone, le cuivre, le nickel, le zinc, les vapeurs nitreuses. Il ne s'arrêtera pas là pour protéger les ouvriers.

La silicose simple ou pure n'a pas encore été inscrite. Mais nous avons inscrit la silicose infectieuse, avec le résultat qu'un grand nombre d'ouvriers qui travaillaient en Ontario sont venus travailler dans Québec après avoir été assurés de la protection de la Commission des accidents du travail dans notre province contre cette maladie.

Il se présente certaines difficultés du fait de la similitude de notre loi avec la loi ontarienne, en ce que l'industrie ontarienne ayant plus de patrons et dans une situation parfois différente, il se trouve que la contribution des patrons québécois se trouve plus élevée, toutes proportions gardées.

En ce qui concerne la silicose simple, qui est la maladie des potiers et d'autres travailleurs, nous avons fait depuis deux ans une enquête approfondie. Elle sera terminée sous peu. N'oublions pas cependant, et les difficultés proviennent de là, qu'il y a trois phases d'infections. C'est une maladie d'un dépistage particulièrement difficile.

Je puis assurer la Chambre qu'une loi sera présentée à la prochaine session, une loi qui inclura la silicose pure dans la liste des accidents du travail. Alors, toutes les maladies industrielles seront couvertes par notre législation.

M. Jodoin (Montréal-Saint-Jacques)⁷: L'intervention du député de Saint-Jean-Napierville est venue au bon moment et je l'en félicite. Il y a un grand nombre de débardeurs qui sont affligés de silicose pure. Les unions ouvrières ont réclamé depuis des années que les cas de silicose pure soient indemnisés comme les maladies industrielles. Le ministre nous donne l'assurance que le problème sera réglé à la satisfaction générale, non seulement dans la belle ville de Saint-Jean, mais dans toute la province. Cela doit nous satisfaire.

M. Duplessis (Trois-Rivières): Je félicite le député de Saint-Jean-Napierville. Dans un pareil cas où il s'agit de la vie et de la mort des ouvriers, où l'octroi d'une indemnité signifie la prolongation de la vie d'êtres humains, où il s'agit aussi de misères et de souffrances pour leur famille, tout souci politique doit être écarté.

La question a été discutée sans considération politique, mais le gouvernement devrait passer immédiatement un amendement à la loi, dès cette session - d'ici à un an, les ravages de la maladie peuvent s'accroître - afin que les ouvriers atteints de silicose pure soient protégés et que, si on ne veut pas tout faire cette année, au moins qu'on protège les potiers et les débardeurs dont on vient d'exposer la situation. Si l'ouvrier risque sa santé et sa vie pour le compte de l'employeur, celui-ci doit par contre lui assurer une protection raisonnable. Il aura l'appui entier de l'opposition.

La motion est adoptée.

Projets de loi:

Centrale de Chicoutimi

M. Talbot (Chicoutimi) propose que le bill 136 concernant la Centrale de Chicoutimi ayant pour objet l'expansion de bienfaisance publique, les droits ordinaires que les promoteurs de ce bill ont payés leur soient remboursés, après déduction de tous frais d'impression et de traduction.

Adopté.

Corporation de Prêt et Revenu

M. Delagrave (Québec-Ouest) propose, selon l'ordre du jour, que le bill 117 concernant la Corporation de Prêt et Revenu soit maintenant lu une troisième fois.

Adopté après division.

Il est ordonné que le greffier porte ce bill au Conseil législatif et prie les honorables conseillers de l'adopter.

Thomas Kerr Stevenson

M. Frégeau (Stanstead) propose, selon l'ordre du jour, que la Chambre se forme en comité plénier pour étudier le bill 154 donnant un effet légal au changement de nom de Thomas Kerr Stevenson en celui de Thomas Kerr Lachlan White.

Adopté. M. l'Orateur quitte le fauteuil.

Le comité étudie le bill article par article et le président fait rapport que le comité a adopté le bill 154 après l'avoir amendé.

Le bill amendé est lu et agréé.

M. Frégeau (Stanstead) propose que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Adopté après division.

Il est ordonné que le greffier porte ce bill au Conseil législatif et prie les honorables conseillers de l'adopter.

Ajournement

L'honorable M. Godbout (L'Islet) propose que la Chambre, lorsqu'elle s'ajournera, se trouve ajournée à mardi prochain à 3 heures.

Adopté.

La séance est levée à 5 heures.

NOTES

1. Il s'agit de l'heure officielle du procès-verbal de l'Assemblée législative. Cette heure d'ouverture est confirmée par *Le Soleil* du 22 mai 1942, à la page 17.

Toutefois, dans son édition du 22 mai 1942, *Le Devoir*, à la page 3, indique que la séance a débuté à 11 h 40, tandis que *La Presse*, du même jour, à la page 3, fixe le début de la séance à 11 h 45.

2. *La Presse* du 22 mai 1942, à la page 32, écrit: "Il s'ouvrit un débat sur ce que le gouvernement de l'Union nationale a fait pour l'agriculture et ce que fit le gouvernement actuel." Malheureusement, les journaux ne font presque pas état de ce débat.

3. Dans *Le Nouvelliste* du 23 mai 1942, à la page 11, la phrase est sensiblement pareille, mais c'est M. Chaloult qui est opposé à la conscription et non les Canadiens français.

4. Dans *Le Nouvelliste* du 23 mai 1942, à la page 11, et *La Tribune* du 23 mai 1942, à la page 10, c'est plutôt le *Globe and Mail*.

5. Huit personnes en seraient décédées, selon *Le Soleil* du 23 mai 1942, à la page 4.

6. *Le Soleil* du 23 mai 1942, à la page 4, écrit que M. Beaulieu cite un article du *Standard*.

7. *Le Soleil* du 23 mai 1942, à la page 4, signale que M. Jodoin est l'un des leaders de la Fédération provinciale du travail.

Première séance du mardi 26 mai 1942

Présidence de l'honorable V. Bienvenue

La séance est ouverte à 3 heures.

Prière.

M. l'Orateur: À l'ordre, Messieurs! Que les portes soient ouvertes!

Questions et réponses:

M. Gagnon (Matane): Combien ont coûté les travaux exécutés sur la route nationale, à l'ouest de l'église de Saint-Moïse, comté de Matapédia, par le contre-maître Émile Sirois, hôtelier de Saint-Moïse Station, au cours de l'année 1940?

Quel a été le montant dépensé pour refaire le même chemin, par contracteur, dans le cours de l'année 1931?

L'honorable M. Godbout (L'Islet): Le gouvernement n'a pas fait deux fois la route nationale à Saint-Moïse. Le ministère de la Voirie a, en 1940, entrepris la construction de 3.65 milles de chemin sur le parcours de la route no 6. Il a fait une partie des travaux en 1940, à la journée et, en 1941, il a confié le parachèvement de ces travaux à un entrepreneur. Le montant dépensé en 1940 fut de \$28,156.55. Le montant dépensé en 1941 fut de \$16,870.52.

Projets de loi:

Responsabilité civile au cas d'assurance

Conformément à l'ordre du jour, la Chambre se forme de nouveau en comité plénier pour étudier le bill 59 concernant l'étendue de la responsabilité civile au cas d'assurance.

En comité:

Présidence de M. Dumaine (Bagot)

L'article 1 est adopté.

L'honorable M. Mathewson (Montréal-Notre-Dame-de-Grâce) propose un nouvel article 2 qui se lit comme suit:

"2. La présente loi est déclaratoire, mais ne s'applique pas aux causes jugées en première instance avant sa sanction."

La législation faisait défaut depuis longtemps. Dans bien des cas présentés devant les tribunaux de la province, les veuves et les enfants ont obtenu des jugements pour des montants déterminés, contre les personnes responsables de la mort de leur mari et de leur père, mais le montant de l'assurance versé à la veuve et aux enfants a été déduit de cette somme, ainsi les prestations de l'assurance sont donc attribuées aux personnes responsables de l'accident. Ceci est maintenant aboli. La mesure vise à indiquer clairement que les montants reçus des compagnies d'assurance ne doivent pas être déduits du montant des dommages prescrit par les tribunaux dans les cas d'accidents. Ceci s'appliquera maintenant aux cas présentés devant les tribunaux.

M. Duplessis (Trois-Rivières) dit qu'il n'y a pas le moindre doute relativement à la jurisprudence pour de tels dommages qui se voient diminués par le montant de l'assurance. Ceci peut sembler extraordinaire, mais c'est la jurisprudence. Le but de la loi paraît excellent, mais le moyen qu'on prend ne paraît pas clair. Depuis que des changements ont été apportés au sein du cabinet d'avocats qui rédige les lois, beaucoup de lois sont mal rédigées. L'amendement relatif aux causes en première instance ne vaudra guère, puisqu'il suffira qu'on aille en appel pour que la nouvelle loi s'applique.

Le nouvel article 2 est adopté.

En conséquence, l'article subséquent est renuméroté.

L'article 3 est adopté.

Rapport du comité plénier:

M. l'Orateur au fauteuil

M. le président fait rapport que le comité a adopté le bill 59 après l'avoir amendé.

L'honorable M. Mathewson (Montréal-Notre-Dame-de-Grâce) propose que le bill amendé soit maintenant lu.

Adopté après division.

L'honorable M. Mathewson (Montréal-Notre-Dame-de-Grâce) propose que le bill amendé soit maintenant agréé.

Adopté après division.

L'honorable M. Mathewson (Montréal-Notre-Dame-de-Grâce) propose que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Adopté après division.

Il est ordonné que le greffier porte ce bill au Conseil législatif et prie les honorables conseillers de l'adopter.

École d'arts et métiers de Rimouski

L'ordre du jour appelle la prise en considération, en comité plénier, d'un projet de résolution relative au bill 60 concernant l'École d'arts et métiers de Rimouski, inc..

L'honorable M. Perrier (Terrebonne) informe l'Assemblée que l'honorable lieutenant-gouverneur a pris connaissance dudit projet de résolution et qu'il en recommande l'objet à la Chambre.

L'honorable M. Perrier (Terrebonne) propose que M. l'Orateur quitte maintenant le fauteuil.

Adopté.

En comité:

Présidence de M. Dumaine (Bagot)

L'honorable M. Perrier (Terrebonne) propose: Qu'à la demande du secrétaire de la province, le trésorier de la province soit autorisé à payer, sur le fonds consolidé du revenu, à l'École d'arts et métiers de Rimouski inc., une somme de cent quatre-vingt mille dollars en vingt versements annuels égaux et consécutifs, dont le premier sera payé au cours de l'année financière 1942-1943.

M. Casgrain (Gaspé-Nord): M. le président, si l'honorable député de Rimouski (M. Moreault), dont je regrette vivement l'absence, était à son siège en ce moment, il serait déjà levé pour remercier le gouvernement de l'acte qu'il pose aujourd'hui en présentant cette mesure. Comme citoyen de Rimouski, c'est un agréable devoir pour moi de féliciter ceux qui sont responsables de la création et des progrès de l'École des arts et métiers, à laquelle le gouvernement s'intéresse avec tant de raison.

La fondation de cette école est l'un des plus beaux exemples de contribution et de collaboration entre les autorités religieuses et éducationnelles et des citoyens privés animés d'un véritable esprit civique qui, après avoir réussi dans la vie, ont assez d'envergure pour aider leurs compatriotes à se trouver des carrières nouvelles.

Je suis heureux de féliciter les autorités du Séminaire de Rimouski qui ont facilité et même rendu possible la construction de cette école en l'aidant financièrement. Le directeur de cette école et du Séminaire de Rimouski, l'abbé Antoine Gagnon, qui par son intelligence et son travail a réussi à en faire un grand succès, mérite les mêmes félicitations, de même que l'honorable Jules Brillant, conseiller législatif, qui a donné généreusement une somme de \$6,000 pour aider à la réalisation de cette belle œuvre.

Son Excellence Mgr. Georges Courchesne, évêque de Rimouski, a toujours encouragé cette École d'arts et métiers; l'honorable J.-A. Brillant, son fondateur, a non seulement fourni l'argent, mais a largement contribué à son progrès; enfin l'honorable secrétaire de la province (M. Perrier) lui apporte une aide généreuse qui assurera sa permanence. Je devrais associer l'honorable premier ministre à ceux qui méritent notre gratitude, mais on sait qu'il préfère entendre l'éloge de ses collègues plutôt que celui que nous pouvons lui décerner. Tous ceux qui ont participé à la fondation ou à l'épanouissement de cette œuvre ont droit à nos remerciements et à nos félicitations.

M. Duplessis (Trois-Rivières): L'encens qu'on vient de brûler, noircit les idoles. Est-ce une loi d'ostensoir? Je comprends que le député de Gaspé-Nord vient de faire des félicitations au secrétaire provincial et au nouveau conseiller législatif. Mais il s'agit de l'argent du peuple et non des représentants du peuple.

Nous voulons que l'enseignement technique soit diffusé et je conviens qu'il faut louer M. Brillant d'avoir donné \$6,000 pour la fondation de cette institution, mais somme toute, ce sont les autorités du Séminaire qui ont droit surtout à des félicitations, parce qu'elles ont pris l'initiative de doter la région de Rimouski de cette école. Le bill permet à l'école de transporter cet octroi en garantie pour emprunt, mais les résolutions n'en parlent pas. Il serait préférable qu'on en parle.

L'honorable M. Perrier (Terrebonne): Tout le monde sait que l'argent versé par le gouvernement

est en fait l'argent des contribuables qui est prélevé du revenu général de la province.

Cette école a été ouverte en 1935 grâce au beau travail du Séminaire de Rimouski et grâce à l'initiative de M. Brillant et au dévouement d'un groupe de citoyens à l'esprit éclairé et progressif. S'il se trouvait dans toutes les régions de la province, un citoyen qui serait prêt à donner \$5,000 ou \$6,000 pour rendre possible la fondation d'une école d'arts et métiers, ce citoyen aurait droit à la reconnaissance des siens. Mais il faut rendre justice à qui justice est due. Dans le cas de M. Brillant, je dois à la vérité de dire que sa contribution à la fondation de l'école de Rimouski n'a pas été de \$6,000, mais d'au moins \$40,000. L'argent de la province, les ministres veulent l'employer pour des fins utiles.

On voit là la formule la plus heureuse qui se puisse voir au point de vue éducatif, puisqu'à Rimouski on a en quelque sorte une université rurale, par le Séminaire, l'École d'agriculture et l'École des arts et métiers, qui fournissent le meilleur choix possible dans l'orientation professionnelle des jeunes. À l'École des arts et métiers, l'on y trouve présentement 300 élèves.

La construction du nouvel édifice a été rendue possible grâce à un octroi de \$9,000 consenti par le gouvernement de la province.

M. Duplessis (Trois-Rivières): Puisque nous parlons de Rimouski, il conviendrait, je crois, que la Chambre exprime les regrets que lui cause la maladie du Dr Moreault et lui exprime ses meilleurs vœux de rétablissement complet.

(Applaudissements)

Le premier ministre n'a rien à dire pour son député libéral?

L'honorable M. Godbout (L'Islet): La Chambre sait combien, de ce côté-ci, nous déplorons la maladie du Dr Moreault. J'ai déjà eu l'occasion d'exprimer personnellement les regrets que me cause la maladie du Dr Moreault et le désir que nous éprouvons tous de le voir revenir le plus tôt possible participer à nos travaux.

M. Duplessis (Trois-Rivières) dit qu'il est surpris de constater que cet octroi n'a pas été inscrit dans le budget. Pourtant, dit-il, nous avons déjà voté une loi qui oblige le gouvernement à limiter ses dépenses aux montants inscrits dans le budget.

L'honorable M. Mathewson (Montréal-Notre-Dame-de-Grâce): Le chef de l'opposition a beaucoup d'imagination, mais peu de mémoire. Il

devrait se souvenir qu'il a lui-même voté un article budgétaire de \$350,000 pour les écoles d'arts et métiers.

La résolution est adoptée.

Rapport du comité plénier:

M. l'Orateur au fauteuil

M. le président fait rapport que le comité a adopté une résolution, laquelle est lue et agréée.

Il est ordonné que lesdites résolutions soient renvoyées au comité plénier de la Chambre chargé d'étudier le bill 60 concernant l'École d'arts et métiers de Rimouski, inc.

L'honorable M. Perrier (Terrebonne) propose, selon l'ordre du jour, que le bill 60 concernant l'École d'arts et métiers de Rimouski, inc., soit maintenant lu une deuxième fois.

M. Duplessis (Trois-Rivières) et M. Lorrain (Papineau) se plaignent que le gouvernement ne présente pas une image réelle des finances de la province. L'honorable trésorier de la province (M. Mathewson) dit à la Chambre qu'il va obtenir \$80,000,000 en revenu et qu'il va en dépenser autant, ou un peu moins, et que tout se passera bien financièrement. Cependant, le gouvernement présente un projet de loi après l'autre pour dépenser de l'argent. Le budget n'était donc pas représentatif du portrait réel des finances de la province.

Adopté. Le bill est renvoyé à un comité plénier de la Chambre.

L'honorable M. Perrier (Terrebonne) propose que la Chambre se forme immédiatement en comité. Adopté. M. l'Orateur quitte le fauteuil.

Le comité étudie le bill article par article et le président fait rapport que le comité a adopté le bill 60 sans l'amender.

L'honorable M. Perrier (Terrebonne) propose que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Adopté après division.

Il est ordonné que le greffier porte ce bill au Conseil législatif et prie les honorables conseillers de l'adopter.

Entente au sujet d'immeubles entre le gouvernement et Montréal

L'honorable M. Girouard (Arthabaska) propose, selon l'ordre du jour, que la résolution relative au bill 49 concernant une entente entre le gouvernement et la cité de Montréal soit maintenant agréée.

Adopté après division.

Il est ordonné que lesdites résolutions soient renvoyées au comité plénier de la Chambre chargé d'étudier le bill 49 concernant une entente entre le gouvernement et la cité de Montréal.

L'honorable M. Girouard (Arthabaska) propose, selon l'ordre du jour, que le bill 49 concernant une entente entre le gouvernement et la cité de Montréal soit maintenant lu une deuxième fois.

M. Duplessis (Trois-Rivières): Il s'agit d'un mauvais bill. Le gouvernement actuel a interdit la ville de Montréal, ce qui veut dire que Montréal a besoin de tous ses argents. D'après le gouvernement, la cité de Montréal est en mauvaise situation au point de vue financier. Or, le gouvernement oblige la cité à payer une somme considérable que le gouvernement provincial payait jusqu'ici; la ville de Montréal devra payer toutes les charges qui affectent actuellement l'édifice de la Cour des jeunes délinquants.

Ces immeubles ont été construits par l'Union nationale, à titre de travaux de chômage, ce qui a employé des milliers d'ouvriers, a permis la réhabilitation du travail de milliers de gens, a soulagé le Trésor municipal montréalais d'une forte contribution de secours directs, tout en dotant la ville d'une magnifique institution qui fait maintenant son orgueil. Les adversaires de l'Union nationale n'ont pas trouvé d'expressions assez fortes pour critiquer le Jardin botanique.

Mais aujourd'hui, on le trouve assez beau pour le donner en cadeau à Montréal, qui est en tutelle. Pourquoi alors a-t-on critiqué le gouvernement de l'Union nationale? On fait de même pour l'île Sainte-Hélène. Le gouvernement reconnaît maintenant que le Jardin botanique est un actif précieux. Il s'agit à ces deux endroits de travaux de support provincial. Il est injuste que l'on mette ces travaux ou l'entretien de ces deux endroits à la charge de la ville de Montréal, qui n'est pas en mesure de supporter de nouvelles obligations. Que l'on rende donc justice à la ville de Montréal!

M. Paquette (Labelle) fait un vif éloge du Jardin botanique, reconnu, dit-il, comme une des plus magnifiques institutions d'enseignement et de

recherches scientifiques de l'Amérique du Nord. C'est une institution d'ordre provincial et le gouvernement devrait continuer à en assurer l'entretien au lieu d'en rejeter le fardeau sur la ville.

L'honorable M. Perrier (Terrebonne): Les libéraux n'ont pas critiqué le Jardin botanique, mais seulement le coût. En fait, il aurait pu être aussi beau et coûter cinq fois moins cher.

M. Duplessis (Trois-Rivières): Il convient mal au secrétaire provincial de parler de la sorte, quand lui, alors qu'il faisait partie de la Commission des écoles catholiques de Montréal, a ruiné ladite commission et imposé de lourds fardeaux aux contribuables montréalais.

Adopté après division. Le bill est renvoyé à un comité plénier de la Chambre.

L'honorable M. Girouard (Arthabaska) propose que la Chambre se forme immédiatement en comité.

Adopté. M. l'Orateur quitte le fauteuil.

Le comité étudie le bill article par article et le président fait rapport que le comité a adopté le bill 49 sans l'amender.

Détournement des eaux dans la rivière Saint-Maurice

L'ordre du jour appelle la prise en considération, en comité plénier, d'un projet de résolutions relatives au bill 55 accordant certains pouvoirs à la Commission des eaux courantes de Québec, pour détourner dans la rivière Saint-Maurice une partie des eaux de la rivière Mégiscane.

L'honorable M. Côté (Bonaventure) informe l'Assemblée que l'honorable lieutenant-gouverneur a pris connaissance dudit projet de résolutions et qu'il en recommande l'objet à la Chambre.

L'honorable M. Côté (Bonaventure) propose que M. l'Orateur quitte maintenant le fauteuil.

Adopté.

En comité:

Présidence de M. Boucher (Montréal-Saint-Henri)

L'honorable M. Côté (Bonaventure) propose:

1. Que la Commission des eaux courantes du

Québec, après avoir produit au ministère des Terres et Forêts tous les plans et détails nécessaires pour indiquer d'une façon précise les travaux qu'elle désire entreprendre sous l'autorité de la loi qui sera basée sur les présentes résolutions et le coût probable d'iceux, pourra être autorisée par le lieutenant-gouverneur en conseil, aux conditions et pour la période de temps jugées opportunes, à faire les travaux requis pour établir des barrages-réservoirs et autres ouvrages dans la rivière Mégiscane et ses tributaires afin de détourner dans le réservoir Gouin les eaux provenant d'une certaine superficie du bassin de drainage de la rivière précitée et de régulariser cet écoulement pour l'accroissement et la meilleure utilisation des forces hydrauliques de la rivière Saint-Maurice.

2. Qu'après avoir produit les plans et devis mentionnés dans la résolution 1, et entendu les intéressés, il sera du devoir de la Commission de soumettre au ministre des Terres et Forêts:

a) Tout projet de contrat à intervenir entre la Commission et toute personne, compagnie ou association qui bénéficiera des travaux présentement autorisés;

b) Le tarif général fixant les taux, prix et conditions qui pourront être exigés de toute personne, compagnie ou association qui ne sera pas régie par le contrat mentionné dans le paragraphe 1 de la présente résolution, pour l'utilisation des eaux coulant dans la rivière Saint-Maurice et provenant du bassin de la rivière Mégiscane.

Les contrats passés en vertu dudit paragraphe 1 n'auront effet qu'à compter de leur approbation par le lieutenant-gouverneur en conseil.

Le tarif fixé en vertu du paragraphe 2 de la présente résolution, n'aura effet, une fois approuvé par le lieutenant-gouverneur en conseil, qu'à compter de sa publication dans la *Gazette officielle du Québec*.

Dans l'un et l'autre cas, une redevance eu égard à l'accroissement d'énergie hydroélectrique rendue disponible pourra être exigée indépendamment de tout contrat existant relatif à la régularisation du débit de la rivière Saint-Maurice ou à l'exploitation de ses forces hydrauliques.

c) Que les propriétaires, les concessionnaires ou locataires de forces hydrauliques de la rivière Saint-Maurice n'auront droit au bénéfice de l'accroissement et de la régularisation du débit de cette rivière provenant des travaux présentement autorisés qu'à la condition suivante: au cas où leur entreprise serait acquise ou expropriée, en tout ou en partie, par cette province ou par une corporation

publique par elle formée à cette fin; ils n'auront droit à aucun accroissement de valeur de ce chef, mais seulement au coût réel (moins dépréciation) des installations additionnelles faites pour utiliser l'accroissement de débit.

d) Que, pour le surplus, les dispositions de la section IX de la loi du régime des eaux courantes (Statuts refondus, 1941, chapitre 98, articles 78 à 85 incl.) s'appliqueront aux travaux visés par les présentes résolutions.

L'honorable M. Côté (Bonaventure): Deux compagnies, l'Aluminum Company of Canada et la Shawinigan Chemicals Company, ont besoin d'une quantité additionnelle d'énergie électrique pour leurs industries affectées à la production de guerre. À l'heure actuelle les eaux coulent vers la baie James en provenance d'une partie du bassin de drainage de la rivière Mégiscane.

Le projet a pour but d'augmenter la capacité du barrage-réservoir Gouin sur le Saint-Maurice. La capacité du barrage sera augmentée de 150,000 pieds cubes d'eau par seconde et la production de l'électricité pourra ainsi être augmentée de 22,000 chevaux-vapeur. La quantité des eaux détournées ne représente que 7 % de la capacité éventuelle du bassin de la rivière Mégiscane. Il s'agit de divertir environ un septième des eaux de la rivière Mégiscane, ce qui donnera environ 22,000 chevaux-vapeur de plus aux industries de guerre. Cette entreprise s'effectuera au coût de \$7,000,000. À l'heure actuelle, les eaux coulent vers la baie James et ne servent à rien. Nous faisons donc fructifier un capital inutile en le faisant servir à l'augmentation de la capacité du réservoir. Et en outre nous mettons ce capital au service d'une cause sacrée, qui nous est chère: gagner la guerre.

M. Duplessis (Trois-Rivières): Je trouve ce projet inopportun. Nous avons actuellement un surplus d'électricité. Des quantités de pouvoirs d'eau existent dans la région du Saint-Maurice. Pourquoi en créer d'autres? Je dis au gouvernement qu'il ne devrait pas assumer des dépenses considérables pour créer un surplus d'électricité qui fera tort à la province après la guerre.

M. Langlais (Îles-de-la-Madeleine) demande des détails sur les travaux qui seront exécutés.

L'honorable M. Côté (Bonaventure): En vertu du projet, il faudra construire trois écluses et des canaux d'une longueur totale de 2,300 pieds.

M. Langlais (Îles-de-la-Madeleine): Le ministre ne semble pas avoir de données précises à ce sujet. Il suggère (M. Langlais) qu'on envoie de nouveau les ingénieurs du ministère sur les lieux afin d'étudier davantage ce projet d'envergure.

M. Duplessis (Trois-Rivières): Qui a demandé cela?

L'honorable M. Côté (Bonaventure): Tous les usagers du barrage Gouin, deux compagnies surtout; l'Aluminium Company of Canada et la Shawinigan Chemicals, qui ont besoin d'une plus grande quantité d'électricité pour exécuter des contrats de guerre.

M. Duplessis (Trois-Rivières): Ça va coûter combien?

L'honorable M. Côté (Bonaventure): Le coût des travaux est estimé à \$700,000.

M. Duplessis (Trois-Rivières): Le gouvernement se fait de plus en plus l'esclave de l'Aluminium Company qui a fait insulter les ouvriers d'Arvida par un ministre fédéral. Il y a actuellement un surplus d'électricité dans la province de Québec. Sous prétexte de la guerre, on s'engage dans des dépenses considérables et on crée, pour après la guerre, une surproduction d'électricité qui causera de graves problèmes. Pourquoi ce développement? À quelle distance est située la rivière du barrage?

L'honorable M. Côté (Bonaventure): À 20 ou 25 milles. Le projet est très simple. Le barrage aura pour conséquence de détourner vers le réservoir Gouin une partie des eaux de la rivière Mégiscane qui ne sont pas utilisées et vont se jeter dans la baie James et la baie d'Hudson. Nous prenons un capital inutile et nous le rendons utile en augmentant la capacité du réservoir Gouin. Nous mettons donc en valeur une rivière, et cela, sans préjudice à la culture des terres. L'opposition n'a aucune raison de combattre ce projet. Il n'y a pas de justification à une tempête dans un verre d'eau.

M. Duplessis (Trois-Rivières): En outre cette diversion des eaux va provoquer des inondations. A-t-on pensé aux conséquences que ces inondations auront sur la colonisation et l'agriculture dans cette région?

L'honorable M. Côté (Bonaventure): Il ne peut être question d'inondations puisqu'on ne crée

pas de nouveau réservoir. D'ailleurs tout cela est situé dans le grand nord. La Mégiscane traverse une région inhabitée où il n'y aura pas de possibilités de colonisation avant une centaine d'années, peut-être. Et d'ailleurs nous ne faisons que détourner une partie des eaux et il n'y aura pratiquement pas d'inondation. Il n'y aura pas de refoulement et d'inondation comme lors de la construction du réservoir Gouin, par exemple. Lorsque le prix de la location aura couvert l'intérêt sur le capital investi et l'amortissement, il restera à la province un revenu annuel important.

M. Duplessis (Trois-Rivières): Le gouvernement semble bien dévoué à l'Aluminium.

M. Talbot (Chicoutimi): L'exécution de ce projet ne manquera pas de se traduire par des pertes forestières puisqu'il y aura des inondations.

L'honorable M. Côté (Bonaventure): Contrairement à ce qui s'est passé à Passe Dangereuse, il n'y aura pas d'inondation.

M. Duplessis (Trois-Rivières): Quels travaux a-t-on l'intention d'exécuter?

L'honorable M. Côté (Bonaventure): Ça dépendra des revenus.

M. Langlais (Îles-de-la-Madeleine): Quel sera le prix du barrage?

L'honorable M. Côté (Bonaventure): On a fixé un prix maximum de \$700,000.

M. Langlais (Îles-de-la-Madeleine): Ce barrage sera-t-il construit en bois ou en béton?

L'honorable M. Côté (Bonaventure): Je ne sais pas. La question n'a pas encore été décidée, cela dépendra des constatations des ingénieurs, des sondages qui seront faits.

M. Langlais (Îles-de-la-Madeleine): Dans ce cas, on ne peut pas affirmer que ça coûtera \$700,000; car on ne fera croire à personne que le prix d'un barrage en bois sera le même que celui d'un barrage en béton.

M. Lorrain (Papineau): Comment le ministre peut affirmer que les travaux coûteront \$700,000 quand il ne sait même pas s'ils seront en béton ou en ciment?

M. Langlais (Îles-de-la-Madeleine): Le ministre devrait tirer une leçon du passé et prévoir l'avenir. Avant la guerre, l'Aluminum Company, qui est un trust international, envoyait de l'aluminium en Allemagne. En accordant des avantages à cette compagnie, nous travaillons inconsciemment à fabriquer des armes de guerre qui servent aujourd'hui à tuer nos soldats et nos populations civiles. Après la présente guerre, étant donné que la compagnie aura un capital de tant, investi en notre pays, il faudra trouver d'autres débouchés pour ses produits. C'est ainsi qu'elle financera d'autres belligérants et suscitera d'autres guerres. Les grosses organisations internationales sont la cause de la guerre d'aujourd'hui.

L'honorable M. Côté (Bonaventure): Depuis trois quarts d'heure nous perdons notre temps. Je dis que ce prix de \$700,000 est un chiffre maximum. Il sera moindre si on construit en bois. Mais le chiffre tel que donné représente un maximum. Depuis trois quarts d'heure on prétend que le ministre des Terres et Forêts est un incompetent parce qu'il n'a pu répondre immédiatement à deux questions techniques; on parle des trusts et on s'acharne sur la compagnie Aluminum. Le gouvernement n'a jamais fait de faveur à cette corporation, bien au contraire. Celle-ci n'a reçu qu'une juste part. D'ailleurs il est intéressant de noter que le chef de l'opposition oublie de parler des autres compagnies.

M. Duplessis (Trois-Rivières): Lesquelles?

L'honorable M. Côté (Bonaventure): Le chef de l'opposition les connaît mieux que moi. Nous perdons notre temps. On critique ce projet de loi en disant qu'une fois la guerre finie, on ne saura que faire avec les pouvoirs électriques ainsi harnachés. Pour ce qui est des problèmes d'après-guerre, les plus grands économistes sont impuissants à les prévoir. Je répondrai, comme mon chef, que j'aimerais mieux mettre en valeur tous les pouvoirs hydrauliques de la province et gagner la guerre que de calculer et de perdre la guerre. Les questions de partis et d'animosité personnelle doivent disparaître quand il s'agit de gagner la guerre.

Je suis tenté de me demander si l'attitude de l'opposition n'est pas l'écho d'un incident qui s'est déroulé en cette Chambre la semaine dernière, lorsque quelqu'un de ce côté-ci a demandé à quelqu'un de l'autre côté s'il était pour un effort afin de gagner la guerre et qu'il a eu la réponse: "non". J'ai donné tous les renseignements nécessaires. Le gouvernement ne fait de faveur à personne dans ce projet.

Si nous ne voulons pas tomber sous la domination d'Hitler, si nous ne voulons pas être un peuple d'esclaves, utilisons ce que la Providence nous a donné; servons-nous de nos ressources naturelles et forgeons des armes de guerre. Que vaudraient nos pouvoirs d'eau si nous étions demain sous la botte d'Hitler? Ceux qui disent: "Ça ne servira à rien après la guerre" ne nous empêcheront pas de faire un effort national pour gagner la guerre.

(Applaudissements à droite)

M. Duplessis (Trois-Rivières): On semble vouloir insinuer que seul le gouvernement est désireux de gagner cette guerre. Personne n'a de leçon à me faire sur la loyauté. Si on devait donner des leçons à quelqu'un, ce ne serait pas à un membre de l'opposition, mais bien à un membre du gouvernement. Le gouvernement se couvre du prétexte de la guerre pour couvrir ses projets les plus audacieux.

Le Parti libéral mène aujourd'hui la pire campagne de préjugés et de fourberie dont nous n'ayons jamais été témoins. Bien je dis que, si Hitler avait besoin, dans cette province, d'un parti, de partisans, il pourrait les recruter au sein du Parti libéral et parmi les membres du gouvernement qui emploient les mêmes méthodes que lui.

L'honorable M. Côté (Bonaventure): Je soulève un point d'ordre. Le chef de l'opposition n'a pas le droit d'affirmer qu'Hitler pourrait trouver des alliés de ce côté-ci de la Chambre. Je demande qu'il retire ses paroles.

M. Duplessis (Trois-Rivières): Je n'ai rien à retirer. On ne s'est pas gêné pour dire que le chef de l'opposition était tiède envers l'effort de guerre...

L'honorable M. Côté (Bonaventure): Je soulève un nouveau point d'ordre: le chef de l'opposition n'a pas le droit de parler comme il le fait sur un point d'ordre.

(À ce moment le débat s'anime au point qu'on ne peut plus suivre la marche des points d'ordre.)

Des voix rappellent le chef de l'opposition (M. Duplessis) à l'ordre.

M. Lorrain (Papineau) se choque et sa voix couvre un moment le tumulte.

M. le président laisse passer l'orage.

L'honorable M. Côté (Bonaventure): Je soulève un nouveau point d'ordre, le député n'a pas le droit de prêter des intentions aux députés de la droite, d'insinuer...

(Il est impossible de saisir le reste de la phrase. Tumulte dans la Chambre.)

M. Duplessis (Trois-Rivières): Le ministre a parlé de certaines compagnies. Qu'il les nomme.

M. le président se lève et rétablit le calme. D'un côté comme de l'autre, dit-il, on a beaucoup parlé de la guerre. Je demande qu'on s'en tienne à la question. Il y a tellement de points d'ordre, que je peux difficilement m'y retrouver. Les deux côtés de la Chambre se sont écartés des règlements et du débat. Je demande aux députés de bien vouloir revenir aux résolutions.

Le calme se rétablit.

M. Hartt (Montréal-Saint-Louis): Si la question est tellement compliquée qu'on ne peut rendre une décision, je proposerais que l'on fasse revenir le président de la Chambre.

(Un nouveau coup de vent passe sur l'Assemblée.)

M. le président dit qu'il a rendu sa décision et que si l'on n'est pas satisfait, on n'a qu'à en appeler à la Chambre.

On reprend l'étude du projet de loi.

M. Hartt (Montréal-Saint-Louis): (Avec humour) Le gouvernement devrait bien harnacher les chutes de l'opposition et cela suffirait pour fournir à la province toute l'électricité dont elle a besoin.

M. Duplessis (Trois-Rivières): Le ministre dit que ça va coûter \$700,000 mais il ne connaît pas la profondeur de la rivière Mégiscane. Il ne connaît pas les possibilités minières et forestières de l'endroit; il ne connaît pas la nature des arbres.

L'honorable M. Perrier (Terrebonne): (Souriant), Ni combien il y a de goglus sous les arbres.

(Rires)

M. Duplessis (Trois-Rivières): Nous sommes en faveur du développement de nos pouvoirs d'eau, mais pas du développement prématuré de ces mêmes

pouvoirs. Nous aurons assez de problèmes à régler après la guerre sans en créer d'autres. Nous avons demandé en vain les renseignements légitimes et indispensables, que nous sommes en droit d'obtenir.

Il faut donc prendre avec un grain de sel la déclaration du ministre à l'effet que le coût sera de \$700,000. Je préviens le ministre qu'il ne passera pas ses résolutions, s'il refuse de nous donner les renseignements dont nous avons besoin.

Il (M. Duplessis) fait ensuite remarquer qu'il est six heures moins quelques minutes et qu'il conviendrait d'ajourner pour permettre au ministre d'aller chercher les renseignements demandés.

L'honorable M. Perrier (Terrebonne): L'horloge est comme l'opposition, elle retarde. D'ailleurs vous devez être bon pour deux minutes de plus...

M. Duplessis (Trois-Rivières): J'espère que le ministre aura les renseignements que nous demandons.

L'honorable M. Casgrain (Kamouraska-Rivière-du-Loup): Ce soir, on va apporter la rivière...

L'honorable M. Perrier (Terrebonne): ... pour voir s'il y a autant de petits poissons qu'aux Trois-Rivières.

Rapport du comité plénier:

M. l'Orateur au fauteuil

M. le président fait rapport que le comité n'a pas fini de délibérer et demande la permission de siéger de nouveau.

Il est ordonné que le comité siège de nouveau à la prochaine séance.

Ajournement

M. l'Orateur prononce l'ajournement.

La séance est levée à 6 heures.

Deuxième séance du 26 mai 1942

Présidence de l'honorable V. Bienvenue

La séance est ouverte à 9 heures¹.

Prière.

M. l'Orateur: À l'ordre, Messieurs! Que les portes soient ouvertes!

Projets de loi:**Rivière Outaouais**

L'honorable M. Côté (Bonaventure) propose qu'il lui soit permis de présenter le bill 62 concernant les forces hydrauliques de la rivière Outaouais.
Adopté. Le bill est lu une première fois.

**Conservatoire
de la province de Québec**

L'honorable M. Perrier (Terrebonne) propose qu'il lui soit permis de présenter le bill 63 instituant le Conservatoire de musique et d'art dramatique de la province de Québec.
Adopté. Le bill est lu une première fois.

**Gulf Pulp and Paper
Company**

L'honorable M. Côté (Bonaventure) propose qu'il lui soit permis de présenter le bill 66 concernant un échange de concessions forestières avec Gulf Pulp & Paper Company.
Adopté. Le bill est lu une première fois.

**Rivière
Outaouais**

L'honorable M. Côté (Bonaventure) propose que la Chambre, à sa prochaine séance, se forme en comité plénier pour prendre en considération un projet de résolutions relatives au bill 62 concernant les forces hydrauliques de la rivière Outaouais.
Adopté.

**Conservatoire
de la province de Québec**

L'honorable M. Perrier (Terrebonne) propose que la Chambre, à sa prochaine séance, se forme en comité plénier pour prendre en considération un projet de résolution relative au bill 63 instituant le Conservatoire de musique et d'art dramatique de la province de Québec.
Adopté.

**Commission
des eaux courantes**

L'honorable M. Côté (Bonaventure) propose que la Chambre, à sa prochaine séance, se forme en comité plénier pour prendre en considération un projet de résolutions relatives au bill 65 accordant de plus amples pouvoirs à la Commission des eaux courantes de Québec.
Adopté.

**Gulf Pulp and Paper
Company**

L'honorable M. Côté (Bonaventure) propose que la Chambre, à sa prochaine séance, se forme en comité plénier pour prendre en considération un projet de résolution relative au bill 66 concernant un échange de concessions forestières avec Gulf Pulp & Paper Company.
Adopté.

**Charte
de Québec**

M. Delagrave (Québec-Ouest) propose, selon l'ordre du jour, que la Chambre se forme en comité plénier pour étudier le bill 109 modifiant la charte de la cité de Québec.
Adopté. M. l'Orateur quitte le fauteuil.

En comité:

Présidence de M. Dumaine (Bagot)

M. Duplessis (Trois-Rivières): Le bill contient plusieurs clauses relatives à des commutations de taxes. Je m'oppose à ces amendements et j'entends m'y opposer avec fermeté. Si les ouvriers payent des taxes, il est juste que les clubs sociaux, comme l'Army & Navy et le Winter Club en paient également.

Le Winter Club a déjà tenté d'en obtenir. S'il prend aujourd'hui un moyen détourné pour arriver à ses fins, je m'oppose énergiquement à la demande. Les clubs sociaux ne doivent pas jouir d'un traitement de faveur.

Pour ce qui a trait à la clause accordant un privilège à la maison Pollack, soit de fermer la ruelle Octave, le député des Îles-de-la-Madeleine (M. Langlais) proposera un amendement en vue d'abroger l'article.

L'honorable M. Drouin (Québec-Est): Il n'est pas du tout question dans le bill de commutations de taxes en faveur du Winter Club. Il y en a pour le club Army & Navy et autres organisations, qui ne sont pas directement des clubs sociaux, puisqu'ils contribuent directement à l'effort de guerre.

Quant à la clause relative à la maison Pollack, je constate qu'on présente un amendement destiné à faire abroger une loi passée en 1916. Dans l'attitude que j'ai prise personnellement, il ne peut être question d'antisémitisme ou de prosémitisme. J'ai été opposé, au comité, à la clause permettant à la maison Pollack de faire dévier la rue Octave. Mais je dois dire que je suis opposé à cet amendement.

M. Pollack a obtenu des contrats importants puis il a loué des bureaux au gouvernement fédéral. Il se voit dans l'obligation d'agrandir son établissement. Mais il y a un obstacle à l'exécution de ses projets: la rue Octave. En vertu de l'article 351 de la charte, explique-t-il, la ville peut fermer toute rue ou partie de rue du moment qu'on obtient le consentement des propriétaires riverains. S'il y a opposition, le projet ne peut être exécuté. Or, dans le cas présent, il y eut opposition. Huit riverains s'opposèrent à la demande de M. Pollack. Des procédures furent même intentées. M. Pollack décida alors de formuler sa demande à la Législature. Elle fut placée dans le bill de Québec. La demande n'a pas été faite par la ville, mais par M. Pollack lui-même.

Le comité des bills privés, malgré mon opposition, a accordé à la compagnie Pollack le droit de fermer ou de faire dévier la ruelle Octave. Pour ma part j'ai voté contre cette proposition au comité et je vais maintenir mon attitude ce soir. Je m'oppose encore à ce droit. Mais je ne puis accepter l'amendement du député des Îles-de-la-Madeleine. Il s'agit d'une loi de 1916 qui autorisait une compagnie québécoise, la maison F.-X. Drolet "à bâtir une construction au-dessus de la ruelle Octave pour faire communiquer des propriétés entre elles". Il est vrai que cet article n'a pas été reproduit dans la charte de la ville refondue en 1929. Les opinions sont donc partagées sur la validité de ce vieil article: les uns disent qu'il ne fait pas partie de la charte, d'autres opinent dans le sens contraire.

À tout événement, l'article 10, passé en 1916, a donné le pouvoir de construire au-dessus de la rue Octave. Dans ce temps-là, il n'était pas question de M. Pollack. Ce dernier a acquis les droits qu'avait obtenus la compagnie F.-X. Drolet. On n'a pas usé de ces droits, mais ils existent quand même. Il ne serait pas juste d'en priver M. Pollack, en retranchant

l'article 10. Je m'opposerai à cet amendement parce qu'il priverait M. Pollack d'un droit acquis.

M. Langlais (Îles-de-la-Madeleine): Ces droits ne sont pas clairs. Ils donneront lieu à des procès et il importe de régler la question une fois pour toutes.

Il propose formellement de biffer l'article.

L'honorable M. Drouin (Québec-Est): Il appartient aux tribunaux de décider. On ne peut refuser un droit à quelqu'un parce qu'un progrès s'en vient. Je suis contre l'amendement Pollack, tel que demandé au comité, et contre l'amendement du député des Îles-de-la-Madeleine. Nous voulons rendre justice à ceux qui ne veulent pas que la rue Octave soit déviée, mais d'autre part, nous ne voulons pas commettre d'injustice envers ceux qui ont des droits acquis.

M. Duplessis (Trois-Rivières): Je suis surpris de l'attitude du ministre. Il ne doit pas vouloir indirectement ce qu'il dénonce directement. L'article 10 ne dit pas à quelle hauteur on pourra construire. Il est si embrouillé qu'il ne confère pas de droits en réalité. La Législature n'a pas à intervenir pour favoriser M. Pollack. Il vaut mieux prendre tout de suite les moyens d'éviter des procès. Nous ne sommes pas ici pour créer des procès.

Je crois que l'amendement du député des Îles-de-la-Madeleine s'impose. Construire au-dessus de la rue équivalait à fermer la rue et constituerait un danger public.

Les droits acquis que l'on invoque sont désuets. Ces droits acquis n'ont pas été utilisés depuis 26 ans. Il y a donc lieu de croire qu'ils sont devenus inutiles. Si la situation doit être clarifiée, c'est à nous de le faire. La Législature n'est pas obligée de forcer la population de Québec à donner un avantage particulier à M. Pollack, qui reçoit déjà des faveurs extraordinaires d'Ottawa. La ville de Québec dans son ensemble s'oppose aux demandes de Pollack.

M. Chaloult (Lotbinière) dit d'abord qu'il entend s'opposer aux commutations de taxes. Le bill, dit-il, accorde ce privilège à quatre compagnies: l'Army & Navy, l'Anglo Pulp, la Morton Engineering et la Cie F.-X. Drolet. Il n'a pas été démontré qu'il y avait urgence de les accorder dans ce cas-ci.

Je me suis permis de faire une étude du problème et j'ai fait le relevé suivant: à Québec, il y

a pour \$194,000,000 de propriétés imposables et il y en a pour \$80,000,000 qui sont exemptées de taxes. Ces biens non-taxés se divisent comme suit:

\$62,000,000 de propriétés religieuses, du gouvernement fédéral et du gouvernement provincial;
\$4,000,000 de propriétés partiellement taxées;
\$6,000,000 de commutations de taxes;
\$8,000,000 de propriétés municipales.

On ne peut donc taxer que sur \$114,000,000. Cela est dû au grand nombre d'institutions catholiques et protestantes, d'édifices appartenant au gouvernement provincial et au gouvernement fédéral, sans compter les commutations de taxes. C'est donc dire que 41 % des propriétés de la ville de Québec sont exemptes de taxes. Il n'y a pas une seule ville dans tout le Canada qui ait un si fort pourcentage de biens non-imposables. C'est abusif et contraire à l'intérêt des citoyens.

Il faut au moins s'opposer aux commutations quand il s'agit de compagnies riches. Il (M. Chaloult) a obtenu, dit-il, des chiffres sur la situation financière de l'Anglo Pulp: ces chiffres sont loin de justifier une commutation de taxes. L'avocat de la compagnie a reconnu que les dirigeants de l'entreprise se payaient des salaires allant jusqu'à \$20,000. Il est permis de croire que, dans certains cas, ces salaires peuvent être considérablement accrus, sinon doublés. À tout événement, une compagnie qui peut payer des salaires de \$20,000 n'est pas une compagnie pauvre. Les autres compagnies qui demandent des exemptions sont à peu près dans le même cas.

Il est impossible que la ville de Québec soit administrée à l'avantage des citoyens dans de telles conditions. C'est certainement abuser. Il est contraire à l'intérêt des citoyens de maintenir de telles exemptions. Les nouvelles demandes de commutations sont en somme une nouvelle menace qui pèse sur nous. Il faut que les compagnies, qui sont généralement puissantes et qui fournissent à la caisse électorale, paient des taxes à la ville de Québec.

J'ai déjà entendu le ministre des Travaux publics s'opposer à ces demandes de commutations et je partage entièrement son avis. Les compagnies qui veulent se faire exempter de taxes ont toujours une excuse prête: elles ne peuvent arriver et seront obligées de s'en aller en Ontario si on ne fait pas droit à leur demande. C'est une espèce de chantage; cela peut conduire à des abus considérables.

Je reconnais la bonne volonté du gouvernement qui a consenti à réduire les exemptions. Les menaces dont nous avons été l'objet, au comité, ne sont pas fondées. Au comité, nous ne sommes pas toujours

capables de nous renseigner sur la situation financière de ces compagnies.

En ce qui concerne le privilège demandé par la compagnie Pollack je dirai ceci: Je suis absolument opposé à tout antisémitisme. Les Canadiens français ont autre chose à faire que d'être contre les juifs, contre les Irlandais ou contre les Anglais. Mais le meilleur moyen de favoriser l'antisémitisme, c'est d'accorder des privilèges comme ceux que demande à la Législature la compagnie de M. Pollack. La demande est injuste et injustifiable. Tout le monde doit être traité sur le même pied.

Je suis contre le droit de fermer la ruelle Octave. Les voisins de M. Pollack se servent de cette ruelle pour recevoir leurs marchandises, pour l'enlèvement de leurs vidanges.

M. Delagrave (Québec-Ouest): Comme parrain du bill, j'ai consenti à ce que ce droit accordé par le comité soit biffé. L'amendement Pollack est retiré.

M. Chaloult (Lotbinière): Alors inutile d'insister davantage. Il nous reste alors l'amendement du député des Îles-de-la-Madeleine à considérer. Cet amendement a pour but d'enlever ce droit acquis aux propriétaires riverains de la ruelle Octave. Ce droit a été acquis par la compagnie F.-X. Drolet, et je ne vois pas pourquoi nous l'enlèverions à M. Pollack parce que c'est M. Pollack. En acquérant les propriétés de la compagnie F.-X. Drolet, M. Pollack a acquis les mêmes droits. On ne peut les lui enlever parce qu'il s'agit de M. Pollack. Le chef de l'opposition a prétendu que l'article 10 ne confère pas de droits à M. Pollack. Dans ce cas, pourquoi supprimer cet article?

M. Duplessis (Trois-Rivières) Pour rendre la situation plus claire.

M. Chaloult (Lotbinière): Si M. Pollack a des droits acquis, nous ne pouvons l'en priver. Si je votais pour cet amendement du député des Îles-de-la-Madeleine, je ferais de l'antisémitisme, chose qui me répugne autant que le prosémitisme.

M. Hartt (Montréal-Saint-Louis) applaudit bruyamment.

M. Langlais (Îles-de-la-Madeleine): Il s'agit simplement d'empêcher que certains marchands ne se trouvent dans une situation inférieure vis-à-vis M. Pollack et non d'antisémitisme. Il s'agit de rendre

justice aux citoyens de Saint-Roch, propriétaires voisins de M. Pollack, qui sont les électeurs du député de Québec et ministre des Affaires municipales (l'honorable M. Drouin).

La loi de 1916 n'est pas claire. Les mots "bâtir pour communiquer" peuvent s'interpréter de diverses façons. La loi peut donner lieu à bien des procès. Pourquoi ne pas y remédier tout de suite en faisant disparaître une disposition qui donne droit de construire au-dessus de la rue Octave sans spécifier à quelle hauteur?

M. Talbot (Chicoutimi): Mon honorable ami peut-il me dire quels sont les propriétaires riverains qui lui ont demandé de présenter cet amendement?

M. Langlais (Îles-de-la-Madeleine): Un grand nombre de personnes m'ont demandé de m'opposer au projet. J'ai cru que le meilleur moyen de régler la question était d'agir comme je l'ai fait. Les propriétaires riverains peuvent s'éveiller un beau matin avec un mastodonte de viaduc sur la rue Octave.

Le ministre des Affaires municipales (l'honorable M. Drouin) et le député de Lotbinière (M. Chaloult) étaient plus violents que cela au comité.

M. Chaloult (Lotbinière): Je ne puis continuer à m'opposer à l'amendement Pollack, puisqu'il a été retiré.

L'honorable M. Drouin (Québec-Est): Mon honorable ami des Îles-de-la-Madeleine me permettra-t-il une remarque? Comment peut-il proposer un amendement à une clause qui a été retirée?

M. Duplessis (Trois-Rivières): La population de Québec ne veut pas de la fermeture de la rue Octave. D'ailleurs, nous l'enrichissons en faisant disparaître une servitude. De plus, le fait de n'avoir pas usé d'un droit pendant 26 ans est une admission que la clause est non exécutoire.

L'amendement de M. Langlais est alors mis aux voix et rejeté par un vote de 27 contre 9.

L'honorable M. Drouin (Québec-Est): Au cas où il y aurait un doute, je propose que l'article qui accorde le droit à la compagnie Pollack de fermer ou de faire dévier la ruelle Octave soit biffé.

La motion est adoptée à l'unanimité.

L'honorable M. Bouchard (Saint-Hyacinthe) propose alors un nouvel amendement qui permettra à M. Pollack de construire au-dessous de la ruelle Octave pourvu que les plans aient été approuvés par l'ingénieur de la ville.

M. Duplessis (Trois-Rivières) s'oppose à cet amendement et veut le faire déclarer hors d'ordre. L'amendement laisse à M. Pollack le pouvoir de construire au-dessus de la rue Octave et il ajoute le privilège de construire au-dessous.

L'honorable M. Drouin (Québec-Est): Lors de l'étude du bill au comité des bills privés, j'ai demandé à plusieurs reprises pourquoi M. Pollack ne construisait pas au-dessous de la rue, comme l'a fait le Syndicat de Québec, plutôt que de demander un privilège extraordinaire. Les délégations qui se sont opposées à M. Pollack ont aussi posé la même question. Logiquement, je dois donc approuver l'amendement du ministre de la Voirie et des Travaux publics (l'honorable M. Bouchard).

M. Chaloult (Lotbinière) parle dans le même sens.

M. Lorrain (Papineau): M. Pollack est un homme très puissant, puisqu'en plus d'obtenir des contrats fabuleux du gouvernement fédéral, il obtient du gouvernement de la province deux privilèges au lieu d'un, en plus d'avoir retardé de deux mois l'adoption du bill de Québec. On a tout simplement retardé l'étude du bill pour pouvoir amener cet amendement. Le gouvernement est plein de sollicitude pour M. Pollack.

L'honorable M. Drouin (Québec-Est): C'est tout le contraire. Nous lui avons refusé ce qu'il nous avait demandé.

M. Chaloult (Lotbinière): C'est ce que j'avais suggéré moi-même au comité.

M. Langlais (Îles-de-la-Madeleine): Au droit de construire au-dessus, j'ajoute le droit de construire au-dessous.

M. Bouchard (Québec-Comté): À Québec, personne ne s'oppose à ce qu'on construise au-dessous.

M. Lorrain (Papineau): J'étais absent d'une séance, mais on a "railroadé" ce bill en comité.

L'honorable M. Drouin (Québec-Est): Je l'ai combattu et j'ai voté contre le droit de fermer la ruelle.

M. Renault (Beauce): Si les députés de l'opposition avaient été présents au comité, l'article autorisant la fermeture de la ruelle Octave n'aurait jamais été adopté.

L'amendement du ministre de la Voirie et des Travaux publics (l'honorable M. Bouchard) est mis aux voix. Il est adopté par 35 voix contre 8.

Les articles 1 à 12, ainsi que le préambule, sont adoptés.

Rapport du comité plénier:

M. l'Orateur au fauteuil

M. le président fait rapport que le comité a adopté le bill 109 après l'avoir amendé.

M. Delagrave (Québec-Ouest) propose que le bill amendé soit maintenant lu.

Adopté après division.

Il est ordonné que l'examen du bill amendé soit remis à la prochaine séance.

Charte de Rouyn

M. Goulet (Témiscamingue) propose, selon l'ordre du jour, que la Chambre se forme en comité plénier pour étudier le bill 104 modifiant la charte de la ville de Rouyn.

Adopté. M. l'Orateur quitte le fauteuil.

Le comité étudie le bill article par article et le président fait rapport que le comité a adopté le bill 104 sans l'amender.

M. Goulet (Témiscamingue) propose que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Adopté après division.

Il est ordonné que le greffier porte ce bill au Conseil législatif et prie les honorables conseillers de l'adopter.

Détournement des eaux dans la rivière Saint-Maurice²

Conformément à l'ordre du jour, la Chambre se forme de nouveau en comité plénier pour étudier

le projet de résolutions relatives au bill 55 accordant certains pouvoirs à la Commission des eaux courantes de Québec, pour détourner dans la rivière Saint-Maurice une partie des eaux de la rivière Mégiscane.

En comité:

Présidence de M. Renault (Beauce)

Le comité poursuit l'étude du projet de résolutions soumis par le représentant de Bonaventure (l'honorable M. Côté), et dont le texte se lit comme suit:

1. Que la Commission des eaux courantes du Québec, après avoir produit au ministère des Terres et Forêts tous les plans et détails nécessaires pour indiquer d'une façon précise les travaux qu'elle désire entreprendre sous l'autorité de la loi qui sera basée sur les présentes résolutions et le coût probable d'iceux, pourra être autorisée par le lieutenant-gouverneur en conseil, aux conditions et pour la période de temps jugées opportunes, à faire les travaux requis pour établir des barrages-réservoirs et autres ouvrages dans la rivière Mégiscane et ses tributaires afin de détourner dans le réservoir Gouin les eaux provenant d'une certaine superficie du bassin de drainage de la rivière précitée et de régulariser cet écoulement pour l'accroissement et la meilleure utilisation des forces hydrauliques de la rivière Saint-Maurice.

2. Qu'après avoir produit les plans et devis mentionnés dans la résolution 1, et entendu les intéressés, il sera du devoir de la Commission de soumettre au ministre des Terres et Forêts:

1) Tout projet de contrat à intervenir entre la Commission et toute personne, compagnie ou association qui bénéficiera des travaux présentement autorisés;

2) Le tarif général fixant les taux, prix et conditions qui pourront être exigés de toute personne, compagnie ou association qui ne sera pas régie par le contrat mentionné dans le paragraphe 1 de la présente résolution, pour l'utilisation des eaux coulant dans la rivière Saint-Maurice et provenant du bassin de la rivière Mégiscane.

Les contrats passés en vertu dudit paragraphe 1 n'auront effet qu'à compter de leur approbation par le lieutenant-gouverneur en conseil.

Le tarif fixé en vertu du paragraphe 2 de la présente résolution, n'aura effet, une fois approuvé par le lieutenant-gouverneur en conseil, qu'à compter de sa publication dans la *Gazette officielle du Québec*.

Dans l'un et l'autre cas, une redevance eu égard à l'accroissement d'énergie hydroélectrique rendue disponible pourra être exigée indépendamment de tout contrat existant relatif à la régularisation du débit de la rivière Saint-Maurice ou à l'exploitation de ses forces hydrauliques.

3. Que les propriétaires, les concessionnaires ou locataires de forces hydrauliques de la rivière Saint-Maurice n'aient droit au bénéfice de l'accroissement et de la régularisation du débit de cette rivière provenant des travaux présentement autorisés qu'à la condition suivante: au cas où leur entreprise serait acquise ou expropriée, en tout ou en partie, par cette province ou par une corporation publique par elle formée à cette fin; ils n'aient droit à aucun accroissement de valeur de ce chef, mais seulement au coût réel (moins dépréciation) des installations additionnelles faites pour utiliser l'accroissement de débit.

4. Que, pour le surplus, les dispositions de la section IX de la loi du régime des eaux courantes (Statuts refondus, 1941, chapitre 98, articles 78 à 85 incl.) s'appliquent aux travaux visés par les présentes résolutions.

M. Duplessis (Trois-Rivières): L'honorable ministre des Terres (M. Côté) nous a dit qu'il fallait passer ces résolutions afin que l'entreprise soit réalisée de façon à ce que les compagnies puissent fabriquer des armements pour gagner la guerre. Ce n'est pas sérieux.

M. Langlais (Îles-de-la-Madeleine): Il s'agit de donner à deux grosses compagnies le droit de se développer davantage. Or, il y a dans l'Abitibi, une petite compagnie composée presque exclusivement de Canadiens français, la La Sarre Power Company, qui a été forcée d'ouvrir ses écluses en décembre dernier. On dira que les terres étaient menacées d'inondation, peut-être. Mais cette compagnie fournit de l'énergie à la Cor-Metal qui, en conséquence, dut se servir de moteurs Diesel.

L'honorable M. Côté (Bonaventure): Je répondrai ceci: premièrement, nous ne donnons aucun privilège particulier aux usagers du réservoir Gouin; deuxièmement, en ce qui concerne la Cie Électrique de La Sarre, dont le président, M. Poudrier, est venu à mon bureau récemment, je suis heureux de dire qu'elle a obtenu le traitement le plus juste qu'elle pouvait désirer. Si nous avons été obligés d'ouvrir les écluses de la compagnie, c'est que l'Union catholique des cultivateurs nous a représenté que les terres des colons étaient inondées

même en hiver. Il n'y a pas deux poids et deux mesures au ministère des Terres et Forêts.

M. Talbot (Chicoutimi): Pourquoi ne pas compléter le développement des usines hydrauliques de Chicoutimi au lieu de développer de nouveaux pouvoirs ailleurs?

L'honorable M. Côté (Bonaventure): Mon honorable ami a inscrit une motion au *Feuilleton* de la Chambre à ce sujet. Je ne peux en parler maintenant.

M. Duplessis (Trois-Rivières): La résolution 3 n'est qu'un beau bluff imaginé en vue des prochaines élections. Si le gouvernement décidait d'exproprier les compagnies hydroélectriques, il n'aurait aucun besoin de cet article. Mais il n'a pas plus l'intention d'exproprier qu'il n'a l'intention de dire la vérité. Seulement, ça fait beau dans le tableau.

L'honorable M. Côté (Bonaventure): L'article peut être utile, car s'il y a expropriation, les compagnies ne pourront réclamer pour l'accroissement de valeur déterminée pour ces travaux.

Les résolutions sont adoptées.

Rapport du comité plénier:

M. l'Orateur au fauteuil

M. le président fait rapport que le comité a adopté plusieurs résolutions, lesquelles sont lues après division.

Il est ordonné que l'examen de ces résolutions soit remis à la prochaine séance.

Charte de Québec

De consentement unanime, la Chambre prend en considération le bill 109 amendé modifiant la charte de la cité de Québec.

M. Delagrave (Québec-Ouest) propose que le bill amendé soit maintenant agréé.
Adopté après division.

M. Delagrave (Québec-Ouest) propose, selon l'ordre du jour, que le bill soit maintenant lu une troisième fois.
Adopté après division.

Il est ordonné que le greffier porte ce bill au Conseil législatif et prie les honorables conseillers de l'adopter.

Loi des sociétés d'agriculture

L'honorable M. Godbout (L'Islet) propose, selon l'ordre du jour, que le bill 50 modifiant la loi des sociétés d'agriculture soit maintenant lu une deuxième fois.

Adopté après division. Le bill est renvoyé à un comité plénier de la Chambre.

L'honorable M. Godbout (L'Islet) propose que la Chambre se forme immédiatement en comité.

Adopté. M. l'Orateur quitte le fauteuil.

En comité:

Présidence de M. Casgrain (Gaspé-Nord)

M. Barrette (Joliette) accuse le gouvernement de faire de la politique par le truchement des inspecteurs du ministère de l'Agriculture.

L'honorable M. Godbout (L'Islet): Jamais on n'a demandé aux agronomes de faire de la politique. Au contraire. Des ordres absolument opposés ont été donnés.

M. Duplessis (Trois-Rivières) dit qu'il accepte la parole du premier ministre, mais qu'il tient à citer un cas qui semble prouver le contraire. Il nomme un certain M. Leclerc qui est agronome dans la Mauricie.

L'honorable M. Godbout (L'Islet): M. Leclerc a fait de la politique, mais alors qu'il n'était pas à l'emploi de la province, soit en 1939, après que l'Union nationale l'eut mis, sans raison, à la porte du ministère de l'Agriculture.

Les articles 1 à 7 sont adoptés.

Rapport du comité plénier:

M. l'Orateur au fauteuil

M. le président fait rapport que le comité a adopté le bill 50 sans l'amender.

L'honorable M. Godbout (L'Islet) propose que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Adopté après division.

Il est ordonné que le greffier porte ce bill au Conseil législatif et prie les honorables conseillers de l'adopter.

Entente au sujet d'immeubles entre le gouvernement et Montréal

L'honorable M. Girouard (Arthabaska) propose, selon l'ordre du jour, que le bill 49 concernant une entente entre le gouvernement et la cité de Montréal soit maintenant lu une troisième fois.

Adopté après division.

Il est ordonné que le greffier porte ce bill au Conseil législatif et prie les honorables conseillers de l'adopter.

Caisses populaires

L'honorable M. Mathewson (Montréal-Notre-Dame-de-Grâce) propose, selon l'ordre du jour, que le bill 48 pour favoriser la diffusion des caisses populaires soit maintenant lu une deuxième fois.

Adopté. Le bill est renvoyé à un comité plénier de la Chambre.

Et la Chambre continue de siéger après minuit.

Mercredi, 27 mai 1942

L'honorable M. Mathewson (Montréal-Notre-Dame-de-Grâce) propose que la Chambre se forme immédiatement en comité.

Adopté. M. l'Orateur quitte le fauteuil.

En comité:

Présidence de M. Dumaine (Bagot)

M. Duplessis (Trois-Rivières): L'Union nationale a favorisé la diffusion des caisses. L'octroi de \$20,000 a été augmenté de \$40,000. Le bill présenté est de nature à continuer l'œuvre commencée et je crois que nous pouvons l'adopter.

L'honorable M. Godbout (L'Islet) précise que le bill a été introduit à la demande des caisses

populaires. Il exprime sa foi dans ces institutions de crédit et déclare que, dans une paroisse, elles peuvent subvenir aux besoins locaux. C'est donc le devoir du gouvernement de les encourager. Il explique la façon dont les octrois seront distribués.

M. Langlais (Îles-de-la-Madeleine) demande qu'on songe à son comté qui est très éloigné et souligne le rôle admirable joué par les caisses populaires aux Îles-de-la-Madeleine.

M. Beaulac (Saint-Maurice)³: Les caisses populaires ont été fondées en 1900 par Alphonse Desjardins qui a établi la première caisse populaire à Lévis. Malgré de nombreuses difficultés, elles firent rapidement leur chemin. En 1925, il y eut un grand mouvement pour obtenir la Fédération des caisses populaires. En 1932, devant le résultat admirable qu'elles avaient donné, le gouvernement s'y intéressa de façon active et vota un octroi annuel de \$20,000 pour en aider la diffusion.

En 1937, l'Union nationale portait cet octroi à \$40,000, puis en 1938, à \$50,000, et en 1939, à \$60,000. Il y eut \$300,000 donnés ainsi en octrois par le gouvernement. Cela n'a pas été vain, car au rapport du 31 décembre 1941, les caisses populaires avaient un actif de \$32,000,000, détenu par 601 caisses populaires.

Depuis 10 ans, 400 nouvelles caisses populaires ont été fondées, et l'actif a été augmenté de \$22,000,000 depuis 10 ans. Le fonds de réserve qui était de \$1,000,000 en 1932 est maintenant de \$2,000,000. Le nombre des sociétaires a augmenté de 105,000 en 10 ans et les caisses en ces 10 années ont distribué en bons et intérêts à leurs membres une somme de \$3,400,000.

Il (M. Beaulac) rappelle les succès que la caisse de Shawinigan avait obtenus avec les concours d'épargne de \$1 par semaine, au point que 90 % des concurrents d'alors sont maintenant des déposants réguliers. Les octrois du gouvernement sont payés à la Fédération qui engage les inspecteurs et les propagandistes. Il y a 13 inspecteurs qui, depuis 10 ans, ont fait 12,000 inspections, et il y a 6 propagandistes.

Depuis 10 ans, les caisses populaires ont prêté \$100,000,000 à leurs membres, dont \$80,000,000 ont été remboursés. Des caisses ont été établies en Ontario, aux États-Unis, et, à Boston, on a même élevé un monument à Desjardins. Les caisses ont souscrit un demi-million au premier emprunt de la Victoire et \$2,000,000 aux obligations de la province.

Il (M. Beaulac) cite comme exemple de grand progrès les caisses de Trois-Rivières, dont l'une a 1,334 membres avec un actif de \$651,000 et 150 emprunteurs.

La caisse de Shawinigan, dont il est gérant depuis 1929, date de sa fondation, avait au 30 avril 1942, un actif de \$200,000, un fonds de réserve de \$5,000, 856 sociétaires et 99 emprunteurs.

Il termine en formulant le vœu que chaque paroisse ait sa caisse. Il ajoute que 7,000 personnes dans la province travaillent aux caisses populaires.

Les articles 1 à 4, ainsi que le préambule, sont adoptés.

Rapport du comité plénier:

M. l'Orateur au fauteuil

M. le président fait rapport que le comité a adopté le bill 48 sans l'amender.

L'honorable M. Mathewson (Montréal-Notre-Dame-de-Grâce) propose que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Adopté après division.

Il est ordonné que le greffier porte ce bill au Conseil législatif et prie les honorables conseillers de l'adopter.

Gaston Sainte-Marie

M. Francœur (Montréal-Mercier) propose que les droits ordinaires payés par le promoteur du bill 102 autorisant la Corporation des ingénieurs professionnels de Québec à admettre Gaston P. Sainte-Marie à l'exercice de la profession d'ingénieur civil, lui soient remboursés, après déduction de tous frais d'impression et de traduction.

Adopté.

Subsides:

Budget des dépenses 1942-1943

L'honorable M. Mathewson (Montréal-Notre-Dame-de-Grâce) propose, selon l'ordre du jour, que M. l'Orateur quitte maintenant le fauteuil.

Adopté. La Chambre se forme de nouveau en comité des subsides.

En comité:

L'honorable M. Mathewson (Montréal-Notre-Dame-de-Grâce) propose: 1. Qu'un crédit suffisant soit ouvert à Sa Majesté pour compléter la somme de trois cent quatre-vingt-quatre mille quatre cents dollars, nécessaire pour couvrir les dépenses prévues à l'article: "Encouragement au développement de l'agriculture dans les centres de colonisation- (département de la Colonisation)", du budget de l'année financière se terminant le 31 mars 1943.

Adopté.

2. Qu'un crédit suffisant soit ouvert à Sa Majesté pour compléter la somme de vingt-quatre mille trois cents dollars, nécessaire pour couvrir les dépenses prévues à l'article: "Propagande et publicité", du budget de l'année financière se terminant le 31 mars 1943.

Adopté.

3. Qu'un crédit suffisant soit ouvert à Sa Majesté pour compléter la somme de trente-cinq mille dollars, nécessaire pour couvrir les dépenses prévues à l'article: "Dépenses imputables aux mouvements de colonisation en général", du budget de l'année financière se terminant le 31 mars 1943.

Adopté.

4. Qu'un crédit suffisant soit ouvert à Sa Majesté pour compléter la somme de soixante-seize mille dollars, nécessaire pour couvrir les dépenses prévues à l'article: "Sociétés de colonisation", du budget de l'année financière se terminant le 31 mars 1943.

Adopté.

5. Qu'un crédit suffisant soit ouvert à Sa Majesté pour compléter la somme de deux mille cinq cents dollars, nécessaire pour couvrir les dépenses prévues à l'article: "Cie de Navigation Charlevoix-Saguenay", du budget de l'année financière se terminant le 31 mars 1943.

Adopté.

6. Qu'un crédit suffisant soit ouvert à Sa Majesté pour compléter la somme de deux mille cinq cents dollars, nécessaire pour couvrir les dépenses prévues à l'article: "Cie de Navigation Charlevoix-Saguenay", du budget de l'année financière se terminant le 31 mars 1943.

Adopté.

7. Qu'un crédit suffisant soit ouvert à Sa Majesté pour compléter la somme de quatre cent cinq mille cinq cents dollars, nécessaire pour couvrir les dépenses prévues à l'article: "Établissement des colons (entente fédérale-provinciale)", du budget de l'année financière se terminant le 31 mars 1943.

Adopté.

8. Qu'un crédit suffisant soit ouvert à Sa Majesté pour compléter la somme de cent quatre-

vingt-cinq mille dollars, nécessaire pour couvrir les dépenses prévues à l'article: "Loi du service civil (département du Conseil exécutif)", du budget de l'année financière se terminant le 31 mars 1943.

Adopté.

9. Qu'un crédit suffisant soit ouvert à Sa Majesté pour compléter la somme de neuf mille dollars, nécessaire pour couvrir les dépenses prévues à l'article: "Dépenses d'administration", du budget de l'année financière se terminant le 31 mars 1943.

Adopté.

10. Qu'un crédit suffisant soit ouvert à Sa Majesté pour compléter la somme de vingt-trois mille huit cents dollars, nécessaire pour couvrir les dépenses prévues à l'article: "Ministres sans portefeuille, et secrétaires", du budget de l'année financière se terminant le 31 mars 1943.

Adopté.

11. Qu'un crédit suffisant soit ouvert à Sa Majesté pour compléter la somme de trente-quatre mille dollars, nécessaire pour couvrir les dépenses prévues à l'article: "Bureau du lieutenant-gouverneur", du budget de l'année financière se terminant le 31 mars 1943.

Adopté.

12. Qu'un crédit suffisant soit ouvert à Sa Majesté pour compléter la somme de quatre-vingt-quinze mille dollars, nécessaire pour couvrir les dépenses prévues à l'article: "Service des impressions", du budget de l'année financière se terminant le 31 mars 1943.

Adopté.

13. Qu'un crédit suffisant soit ouvert à Sa Majesté pour compléter la somme de cinquante mille dollars, nécessaire pour couvrir les dépenses prévues à l'article: "Service de ciné-photographie", du budget de l'année financière se terminant le 31 mars 1943.

Adopté.

14. Qu'un crédit suffisant soit ouvert à Sa Majesté pour compléter la somme de quarante-cinq mille dollars, nécessaire pour couvrir les dépenses prévues à l'article: "Divers en général", du budget de l'année financière se terminant le 31 mars 1943.

Adopté.

Rapport du comité des subsides:

M. l'Orateur au fauteuil

M. le président fait rapport que le comité a adopté plusieurs résolutions et demande la permission de siéger de nouveau.

Il est résolu que la Chambre, à sa prochaine séance, se formera de nouveau en comité des subsides.

Les résolutions du comité sont lues et agréées.

Ajournement

M. l'Orateur prononce l'ajournement.

La séance est levée à minuit douze minutes.

NOTES

1. *La Patrie* du 27 mai 1942, à la page 7, écrit: "L'on remarque que l'honorable T.-D. Bouchard, ministre de la Voirie et des Travaux publics, est présent. Mais il siège avec son chapeau sur la tête, comme le lui permet le Règlement de la Chambre."

2. Il est 10 heures, selon *Le Soleil* du 27 mai 1942, à la page 13.

3. M. Beaulac est gérant de la Caisse populaire de Shawinigan, rappelle *Le Devoir* du 27 mai 1945, à la page 7.

Première séance du mercredi 27 mai 1942

Présidence de l'honorable V. Bienvenue

La séance est ouverte à 11 heures.

Prière.

M. l'Orateur: À l'ordre, Messieurs! Que les portes soient ouvertes!

Questions et réponses:

M. Gagnon (Matane): 1. Des contrats ont-ils été accordés par l'un quelconque des départements de l'administration provinciale à la compagnie Drummond Construction depuis le premier novembre 1939 au 15 mai 1942, inclusivement?

2. Dans l'affirmative, par quel département?

3. Pour quels montants, et dans quels comtés les travaux ont-ils été exécutés?

4. Des soumissions ont-elles été demandées?

L'honorable M. Godbout (L'Islet): 1. Oui.

2. Ministère de l'Agriculture.

3. \$260,630.55; Napierville.

4. Non.

Projets de loi:

**Détournement des eaux
dans le chenal Grand Calumet**

L'honorable M. Côté (Bonaventure) propose que la Chambre, à sa prochaine séance, se forme en comité plénier pour prendre en considération un projet de résolutions relatives au bill 64 accordant certains pouvoirs à la Commission des eaux courantes de Québec pour détourner dans le chenal Grand Calumet une partie des eaux de la rivière Outaouais.

Adopté.

Subsides:

Budget des dépenses 1942-1943

L'honorable M. Mathewson (Montréal-Notre-Dame-de-Grâce) propose, selon l'ordre du jour, que M. l'Orateur quitte maintenant le fauteuil.

Adopté. La Chambre se forme de nouveau en comité des subsides.

En comité:

Présidence de M. Dumaine (Bagot)

L'honorable M. Mathewson (Montréal-Notre-Dame-de-Grâce) propose: 1. Qu'un crédit suffisant soit ouvert à Sa Majesté pour compléter la somme de cinquante-cinq mille dollars, nécessaire pour couvrir les dépenses prévues à l'article: "Impression et reliure pour les deux Chambres de la Législature (législation)", du budget de l'année financière se terminant le 31 mars 1943.

M. Duplessis (Trois-Rivières): Le gouvernement semble oublier que *Le Soleil* est l'organe du Parti libéral, possédé par un homme désintéressé et dévoué qui a sacrifié son argent et son intérêt personnel pour assurer le succès du parti. Il est temps que ces choses soient reconnues. Il faut être juste pour *Le Soleil*.

On dit que *L'Action catholique* a des contrats imposants?

L'honorable M. Godbout (L'Islet): *L'Action catholique* a eu des contrats comme les autres maisons d'impressions. *Le Nouvelliste* en a eus.

M. Langlais (Îles-de-la-Madeleine): Lequel a eu le plus de contrats? *Le Soleil* ou *L'Action catholique*?

L'honorable M. Godbout (L'Islet): Je n'ai pas les chiffres. Vous pouvez trouver cela dans les *Comptes publics*.

L'honorable M. Mathewson (Montréal-Notre-Dame-de-Grâce): Le chef de l'opposition ne devrait pas nous reprocher de donner des contrats à *L'Action catholique*, car elle donne un très bon service; elle imprime bien.

M. Duplessis (Trois-Rivières): Si le premier ministre veut nous promettre d'être juste pour *Le Soleil*, nous allons voter l'item tout de suite.

L'honorable M. Godbout (L'Islet): La demande du chef de l'opposition sera prise en très sérieuse considération.

La résolution est adoptée.

L'honorable M. Mathewson (Montréal-Notre-Dame-de-Grâce) propose: 2. Qu'un crédit suffisant soit ouvert à Sa Majesté pour compléter la somme de un million deux cent mille dollars, nécessaire pour couvrir les dépenses prévues à l'article: "Allocations de vie chère", du budget de l'année financière se terminant le 31 mars 1943.

M. Duplessis (Trois-Rivières): Je ne critique pas le boni, mais on fait payer trop de choses aux fonctionnaires pour les timbres d'épargne de guerre, les emprunts de la Victoire, le fonds de pension, etc. Le résultat, c'est que l'administration provinciale coûte beaucoup plus cher aujourd'hui que sous l'Union nationale.

L'honorable M. Godbout (L'Islet): Je veux profiter de l'occasion pour féliciter de nouveau les employés de la province de ce qu'ils ont fait librement et de bon cœur en faveur des certificats de guerre et des emprunts de la Victoire. Le service civil de la province a dépassé en générosité ceux des autres provinces et même du dominion, toutes proportions gardées.

(Applaudissements)

M. Duplessis (Trois-Rivières): Le gouvernement taxe à tour de bras. Le gouvernement taxe tout: l'eau, le bois, les chapelets, la misère, la mort, etc. Jamais gouvernement n'a été aussi taxueux.

L'honorable M. Perrier (Terrebonne): On devrait surtout taxer les paroles inutiles.

M. Duplessis (Trois-Rivières): À ce compte, le ministre serait ruiné!

(On parle ensuite des péages)

M. Duplessis (Trois-Rivières): Le gouvernement a déclaré qu'il s'était résolu à l'abolition des péages après de profondes études du sujet. Or, il était tellement résolu que, ce printemps, le département de la Voirie a envoyé les permis de circuler sur les ponts de péage aux députés; que, dans certains cas, il écrit de nouveau à certains députés pour changer leur permis à la suite d'erreurs d'écriture.

En réalité, c'est que le rationnement de l'essence et des pneus rendait la perception des péages plus coûteuse que payante. D'où le "beau geste" du gouvernement.

La résolution est adoptée.

L'honorable M. Mathewson (Montréal-Notre-Dame-de-Grâce) propose: 3. Qu'un crédit suffisant soit ouvert à Sa Majesté pour compléter la somme de trois cent quinze mille dollars, nécessaire pour couvrir les dépenses prévues à l'article: "Loi du service civil", du budget de l'année financière se terminant le 31 mars 1943.

M. Duplessis (Trois-Rivières): Je voudrais savoir pourquoi on s'est dispensé des services de M. Ashley (Joseph) Cooper, qui était du secrétariat de la traduction anglaise au bureau du premier ministre. M. Cooper a été destitué sans la moindre raison. Non seulement c'était le type du parfait honnête homme, mais il était journaliste remarquable, d'une haute culture et qui présentait d'exceptionnelles qualifications.

L'honorable M. Mathewson (Montréal-Notre-Dame-de-Grâce): En effet, et c'est pour cela que le gouvernement l'a gardé. Si M. Cooper n'est plus au service de la province, c'est qu'il est Américain. Il a lui-même démissionné. C'est un homme que je tiens en haute estime. Nous l'avons remplacé récemment par le Dr Laurence Tombs, qui a été pendant longtemps attaché à la Société des Nations et qui est aussi un homme de grande valeur.

M. Duplessis (Trois-Rivières): M. Tombs peut avoir toutes les qualités, et je n'en doute pas, mais on conviendra que ce n'est pas là une recommandation, puisqu'il fit partie du service financier de la Société des Nations. La Société des Nations n'a pas été un grand succès.

L'honorable M. Godbout (L'Islet): (Souriant)
On nous a dit que ça ne dépendait pas de lui.

L'honorable M. Mathewson (Montréal-Notre-Dame-de-Grâce): Je ne peux passer sous silence les paroles du chef de l'opposition à l'égard de la Société des Nations. Il est vrai que l'idée qui a fait naître cette ligue n'a pas été entièrement réalisée, mais je crois que la Société des Nations a été l'essai d'une idée noble et généreuse. Elle n'a pas obtenu tout le succès que le monde espérait, mais on peut dire que des hommes généreux nous ont montré la route à suivre pour en arriver au règne de la paix entre les nations. Le monde ne connaîtra la paix qu'en suivant les principes du Christ et ils sont à la base de la Société des Nations.

M. Duplessis (Trois-Rivières): Le respect de la vérité, de la justice est à la base de toute véritable

entente durable et, ces principes, il ne suffit pas de les énoncer dans un Parlement, mais il faut les appliquer dans la vie courante.

La résolution est adoptée.

L'honorable M. Mathewson (Montréal-Notre-Dame-de-Grâce) propose: 4. Qu'un crédit suffisant soit ouvert à Sa Majesté pour compléter la somme de un million trois cent soixante-quinze dollars, nécessaire pour couvrir les dépenses prévues à l'article: "Administration et entretien des palais de justice et prisons - (département du procureur général)", du budget de l'année financière se terminant le 31 mars 1943.

M. Duplessis (Trois-Rivières) se plaint que le budget du ministère est proposé sans qu'il y ait de procureur général. Ceci, dit-il, va à l'encontre de l'esprit de la loi, car le procureur général en vertu de la loi est le conseiller de tous les ministères et aucun procureur général n'a été nommé pour remplacer l'honorable M. Girouard qui a été nommé juge.

Il (M. Duplessis) ne comprend pas, dit-il, pourquoi le premier ministre hésite à nommer un procureur général, étant donné qu'il y a plusieurs candidats.

Il y a, par exemple, l'honorable député de Rivière-du-Loup (M. Casgrain), ministre sans portefeuille, qui est prêt à accepter le poste et il y a aussi l'Orateur de la Chambre (l'honorable M. Bienvenue) qui représente un excellent choix. Qui remplace M. Girouard, ex-procureur général?

L'honorable M. Godbout (L'Islet): Aucun ministre intérimaire n'a été nommé. En attendant, moi-même et l'honorable trésorier (M. Mathewson) répondons aux questions.

M. Duplessis (Trois-Rivières) fait observer qu'à Montréal et aux Trois-Rivières, on a doublé le nombre des substituts du procureur général.

La résolution est adoptée.

L'honorable M. Mathewson (Montréal-Notre-Dame-de-Grâce) propose: 5. Qu'un crédit suffisant soit ouvert à Sa Majesté pour compléter la somme de cent cinquante mille dollars, nécessaire pour couvrir les dépenses prévues à l'article: "Poursuites au criminel", du budget de l'année financière se terminant le 31 mars 1943.

Adopté.

6. Qu'un crédit suffisant soit ouvert à Sa Majesté pour compléter la somme de un million deux cent cinquante mille dollars, nécessaire pour couvrir les dépenses prévues à l'article: "Loi relative à la Sûreté provinciale", du budget de l'année financière se terminant le 31 mars 1943.

M. Duplessis (Trois-Rivières) critique la police provinciale, disant qu'elle n'aura jamais la confiance du public, à Montréal, tant qu'elle sera sous la direction de M. Jargailles. Il y a des escroqueries, des maisons de jeux, des preneurs de paris.

L'honorable M. Godbout (L'Islet): Je suis sûr que le chef de l'opposition n'est pas juste pour M. Jargailles. M. Jargailles est un homme honnête, un homme qui dirige honnêtement la police provinciale. Jamais les maisons de jeux n'ont été aussi peu nombreuses à Montréal; jamais on n'a sévi contre elles avec plus de vigueur. Il les a poursuivies jusqu'à l'extrême. Il a apporté la justice à tout le monde. Il fait son travail et le fait intelligemment et honnêtement. Jamais, dans les forces policières, y a-t-il eu une personne pouvant faire preuve d'autant d'habileté et d'honnêteté dans l'exécution des travaux. Encore dernièrement, les autorités religieuses de Montréal m'ont fait les plus grands éloges de M. Jargailles.

M. Duplessis (Trois-Rivières): Mon opinion sur Jargailles n'est pas fondée sur la rancœur mais sur des faits et des dénonciations. Laissons le premier ministre assumer cette responsabilité.

Il souligne le fait qu'il y a eu une augmentation de \$50,000. Pourquoi cette augmentation?

L'honorable M. Mathewson (Montréal-Notre-Dame-de-Grâce): Les frais ont augmenté.

M. Duplessis (Trois-Rivières) croit que c'est une mauvaise réponse et il souligne qu'il y a un autre point relatif aux officiers de la circulation. Il n'y a pas beaucoup de circulation d'automobiles sur les routes de la province et il y en aura moins. Cette situation ne devrait pas engendrer beaucoup plus de dépenses. Sous ce gouvernement, les frais liés à la gestion de la justice ont augmenté et la justice obtenue a baissé. Le problème avec la police provinciale sous le régime de Taschereau et présentement, vient du fait qu'il s'agit d'une machine électorale. La police est occupée à organiser du "télégraphisme" lors des élections et Jargailles est une figure particulièrement importante dans cette affaire.

Il (M. Duplessis) critique aussi la Commission des tramways de Montréal.

L'honorable M. Godbout (L'Islet) la défend en disant qu'elle fait preuve de beaucoup de compétence et donnera d'excellents résultats.

La résolution est adoptée.

L'honorable M. Mathewson (Montréal-Notre-Dame-de-Grâce) propose: 7. Qu'un crédit suffisant soit ouvert à Sa Majesté pour compléter la somme de trois cent cinquante mille dollars, nécessaire pour couvrir les dépenses prévues à l'article: "Police des liqueurs; Québec et Montréal", du budget de l'année financière se terminant le 31 mars 1943.

Adopté.

8. Qu'un crédit suffisant soit ouvert à Sa Majesté pour compléter la somme de dix-neuf mille cinq cents dollars, nécessaire pour couvrir les dépenses prévues à l'article: "Comité de protection civile - (département du procureur général)", du budget de l'année financière se terminant le 31 mars 1943.

M. Langlais (Îles-de-la-Madeleine): Comment se fait-il que la province soit obligée de déboursier \$19,500 pour la protection civile? La province ne devrait pas être obligée de payer cela. Il me semble que le gouvernement fédéral, à qui nous donnons tous nos revenus, devrait s'occuper lui-même de la protection des civils.

L'honorable M. Mathewson (Montréal-Notre-Dame-de-Grâce): Il y a des comités de protection civile dans toutes les provinces. Ils ont mission de venir en aide à la police et aux brigades du feu en cas de bombardements aériens. Le gouvernement fournit l'équipement dont les membres peuvent avoir besoin.

M. Langlais (Îles-de-la-Madeleine): Quel salaire recevait M. Gordon Ross, l'ancien président du comité?

L'honorable M. Mathewson (Montréal-Notre-Dame-de-Grâce): Il recevait un salaire de major dans l'armée.

M. Langlais (Îles-de-la-Madeleine): Quel est le salaire de M. Gaboury, le nouveau président?

L'honorable M. Mathewson (Montréal-Notre-Dame-de-Grâce): Il est employé civil et reçoit un salaire comme tel.

M. Duplessis (Trois-Rivières) fait observer que le comité de protection civile n'a pas encore prouvé son efficacité. Un médecin américain, fait-il remarquer, a découvert que les obscurcissements, les "black outs", sont dommageables pour le système nerveux.

Une voix: Moins que les bombardements.

M. Duplessis (Trois-Rivières): J'ai reçu par la poste une carte imprimée en Allemagne qui donne des renseignements sur la ville de Sorel.

Des voix à droite: Produisez les documents.

M. Duplessis (Trois-Rivières): Je vais produire la carte, mais la lettre qui l'accompagne est personnelle.

L'honorable M. Godbout (L'Islet): C'est un brave celui-là qui vous a écrit. Il porte des accusations et cache son nom.

M. Duplessis (Trois-Rivières): C'est mon gouvernement qui a empêché un syndicat allemand de s'emparer d'Anticosti.

L'honorable M. Côté (Bonaventure): En vertu de quelle loi l'Union nationale avait-elle pu empêcher la Consolidated de vendre les terrains qui lui appartenaient?

M. Duplessis (Trois-Rivières): En vertu du pouvoir que possédait le gouvernement de faire respecter les droits sacrés de sa province.

L'honorable M. Godbout (L'Islet): (Après avoir consulté la carte) Tout ce que cette carte mentionne, c'est que Sorel est située au confluent du Saint-Laurent et de la rivière Richelieu et que c'est une ville de 10,000 âmes. Tout le monde sait cela. Il n'y a probablement pas un écolier en Allemagne qui ne sait pas cela.

Je ne vois pas en quoi ces renseignements peuvent nuire à la défense du pays. Ce qui est plus grave, c'est d'avoir vendu aux Allemands des plans de la Côte-Nord, du Bas-Saint-Laurent et de l'Île d'Anticosti dont les Allemands peuvent se servir aujourd'hui pour faire remonter leurs sous-marins dans le Saint-Laurent et leur permettre de s'y ravitailler.

L'étude de la résolution est suspendue.

Rapport du comité plénier:

M. l'Orateur au fauteuil

M. le président fait rapport que le comité a adopté plusieurs résolutions et demande la permission de siéger de nouveau.

Il est résolu que la Chambre, à sa prochaine séance, se formera de nouveau en comité des subsides.

Les résolutions du comité sont lues et agréées.

Ajournement

M. l'Orateur prononce l'ajournement.

La séance est levée à 1 heure¹.

Deuxième séance du 27 mai 1942**Présidence de l'honorable V. Bienvenue**

La séance est ouverte à 3 heures.

Prière.

M. l'Orateur: À l'ordre, Messieurs! Que les portes soient ouvertes!

Demandes de documents:**Traitement de la
minorité française au Canada**

M. Chaloult (Lotbinière) propose, appuyé par le représentant de Saint-Jean-Napierville (M. Beaulieu), qu'il soit présenté à l'honorable lieutenant-gouverneur une adresse, le priant de faire déposer sur le bureau de la Chambre une copie de toute correspondance échangée entre le gouvernement de la province de Québec et celui d'Ottawa ou de tout membre et employé de l'un ou de l'autre, relativement à un traitement plus équitable de la minorité française au Canada dans l'armée, dans les usines de guerre et dans le fonctionnarisme.

Il a l'impression qu'avant longtemps, sa place sera mieux à Ottawa qu'à Québec. Il n'attend aucune mesure de justice des journaux anglais de sa province, dit-il.

Pendant que mon sort se décide à Ottawa, on me permettra de réclamer, peut-être pour la dernière fois, les droits de mes compatriotes. C'est peut-être les dernières paroles que je prononce en cette Chambre².

Depuis longtemps déjà on se plaint chez mes compatriotes que nous n'avons pas ce à quoi nous avons droit de la part d'Ottawa.

Avant de réclamer les droits de mes compatriotes, il s'agit de savoir d'abord s'ils remplissent leur devoir. Je ne sais pas que, dans aucun milieu canadien, on reproche aux Canadiens français de ne pas accomplir leur devoir.

Or, s'ils ont des devoirs, et s'ils les accomplissent, l'élémentaire équité exige des droits correspondants.

On a constaté, et moi-même je l'ai constaté, qu'il y a du malaise, dans la population, du mécontentement, du scepticisme même dans la collaboration qui convient normalement à un pays comme le nôtre. Si les droits des nôtres étaient mieux respectés, la plupart de ces causes de mécontentement disparaîtraient. Quelles peuvent être les causes de ce malaise? Ces causes sont multiples et il en est une que je veux mentionner en particulier. J'étudierai, le plus brièvement possible, de quelle façon on respecte les droits des Canadiens français dans le fonctionnarisme, dans les industries de guerre et dans l'armée. Les faits que je vais citer parlent suffisamment par eux-mêmes et se passent de commentaires.

Le Daily News, de New York, du 16 avril 1942, citait une déclaration de M. Herbert Lash, directeur de l'information publique du Canada en ajoutant qu'il était le porte-parole du gouvernement:

"Le porte-parole du gouvernement a discuté librement le grief des Canadiens français qu'ils ont été exploités sans merci par les Anglais pendant des centaines d'années. Les Français prétendent qu'ils ont vécu dans la pauvreté pendant que leurs voisins de langue anglaise se sont enrichis à même leur travail dans les forêts, les mines et les pêcheries. C'est un triste fait, mais qui est vrai, dit M. Lash. Les Anglo-Saxons ont pris tout ce qui était à leur portée. Ils n'ont laissé que la politique et les Français s'en sont emparés et en ont fait leur chose".

Un pareil débat devrait avoir lieu à Ottawa, et je devrais prononcer mon discours en anglais, car il s'adresse à nos compatriotes de langue anglaise. Je voudrais aussi m'adresser à la *Gazette* et au *Star*, mais après la mesure de justice dont ils ont fait preuve à mon égard, je sais d'avance que c'est une chose impossible. Je ne m'attendais pas à des propos

empreints de justice de la part du *Star* et de la *Gazette* sur cette question. Je sais qu'ils vont continuer à déformer tout ce que je dis pour me faire paraître comme un ennemi de l'unité nationale et des Anglais. Rien n'est plus contraire à la vérité. Je ne suis pas un antisémite, et je ne suis pas contre les Anglais ni contre la Grande-Bretagne. Cependant, je veux que la minorité canadienne-française soit traitée avec respect et de façon équitable comme toutes les autres minorités dans le monde pour lesquelles les Nations Unies se battent présentement.

Mais parce que je sais qu'une grande partie de nos compatriotes de langue anglaise sont sympathiques aux Canadiens français et que certaine presse anglaise ne représente pas du tout leur sentiment, c'est à eux que je m'adresse. Je citerai donc quelques faits et des chiffres pour démontrer clairement, mais sans passion, ce que j'avance.

Les Canadiens français représentent 30 % de la population canadienne. Cependant ils n'ont que 18 % des emplois dans le service civil fédéral et seulement 11 % des salaires, parce que, dans une bonne partie, ils ont surtout les petits salaires. Ces chiffres parlent par eux-mêmes.

À la Commission des prix et du commerce en temps de guerre, suivant les chiffres cités par le *Canadian Business*, numéro de février, il y a 222 emplois dont 20 à des Canadiens français, soit moins de 10 %.

Le journal *Le Canada*, autrefois journal libéral, devenu aujourd'hui, organe tory, impérialiste et pro conscriptionniste, disait récemment que si dans certains domaines les Canadiens français n'avaient pas leur part, c'était par manque de compétence. Si vraiment pareille assertion du *Canada* est vraie, il y a alors lieu de pousser le cri d'alarme pour que les autorités d'enseignement et ceux qui ont charge de la formation de nos jeunes corrigent la situation.

Mais, même si l'on admet qu'il y a insuffisance d'enseignement technique, cette insuffisance n'est certainement pas assez grande pour que l'on enlève aux nôtres plus de la moitié des emplois auxquels le chiffre de leur population et de leurs impôts payés au fédéral leur donne normalement droit. Que l'on nous donne donc justice comme cela se fait dans les autres provinces.

Si l'on se reporte au domaine des droits scolaires, il est un fait patent pour tout le pays, c'est que la population canadienne-française a traité très généreusement les minorités, et j'en suis. Mais dans les autres provinces, est-ce qu'on nous accorde un traitement équivalent à celui que nous donnons aux

écoles protestantes? Dans le Manitoba, la minorité canadienne-française ne jouit pas des droits auxquels elle a droit, bien qu'en pratique un régime de tolérance s'est établi qui rend à peu près justice aux nôtres. C'est la même situation qui prévaut en Ontario, au Nouveau-Brunswick et dans les autres provinces anglaises du Canada.

Si l'on veut avoir une idée de l'état d'esprit qui prévaut dans certains groupes à notre égard, je citerai la nouvelle suivante parue dans *Le Soleil*, du 8 mai 1942:

"Un avis de motion pour éliminer l'enseignement du français dans les écoles de l'Ontario a été déposé hier soir au cours d'une séance de la Commission scolaire de Toronto par un membre, le Dr William H. Butt. Cette motion, qui sera débattue à la prochaine séance de la Commission, demande aux commissaires de déclarer que l'enseignement du français en Ontario est contraire aux meilleurs intérêts du peuple canadien, et de faire pression auprès du groupement ontarien pour en obtenir l'interdiction".

Un tel geste n'est pas sans doute le fait du gouvernement mais d'un certain groupe. Et je ne veux pas en exagérer l'importance, mais signaler simplement les sentiments d'un certain groupe d'Ontario à notre égard. En Ontario, il s'y trouve un groupe qui cherche à éliminer la langue française. S' imagine-t-on le tollé qui s'élèverait chez nos compatriotes anglophones de Québec, si quelqu'un se levait pour faire une telle proposition contre l'enseignement de l'anglais? Et je serais avec ceux qui s'indigneraient d'une telle proposition. Mais tout de même il faut bien constater certains faits.

Il est aussi un autre cas que je voudrais signaler. Il résulte de l'enquête sur les loyers, et des séances du comité de révision des loyers, aux Trois-Rivières. Alors que la cité de Trois-Rivières avait officiellement demandé deux bilingues, on leur a envoyé deux unilingues anglophones. M. J. D. Hyndman et le juge Barton, d'Ottawa. Imagine-t-on, encore une fois, les violentes protestations qui se seraient élevées à Toronto si on avait eu l'audace de leur envoyer deux unilingues francophones. Et les citoyens de Toronto auraient eu raison.

En ce moment où les intérêts des Canadiens français sont intéressés de façon vitale, il n'y a présentement dans le ministère King que M. Louis Saint-Laurent à représenter les intérêts des Canadiens français, les autres représentants étant absents par suite de divers événements. Cependant, à cette heure civique entre toutes, on n'a pas encore nommé d'autres représentants de notre race.

Un autre fait: M. le notaire Joseph Sirois avait été nommé président de la Commission de l'assurance-chômage. Lorsqu'il mourut, on prit une longue année pour lui nommer un successeur canadien-français. On m'assure qu'on vient de nommer trois nouveaux sous-ministres et qu'il n'y a pas un seul Canadien français sur les trois.

Je pourrais citer une infinité de cas de ce genre et mes dossiers abondent en représentations de ce genre. Il est par exemple un fait que, depuis deux ans, le traitement que fait Ottawa aux Canadiens français est de moins en moins favorable alors que, depuis deux ans, jamais nous n'avons autant contribué à l'effort de guerre. Ce n'est pas la bonne façon de s'y prendre. On aurait toutes les raisons du monde de nous traiter avec plus de justice.

Dans le comité des industries de guerre nommé par M. C. D. Howe, on remarque que, sur les 18 membres qui le composaient au début, il ne s'y trouvait pas un seul Canadien français. Sur les 130 chefs des industries de guerre aujourd'hui, il n'y a seulement que huit Canadiens français. Et dans cette affaire, on ne peut certainement pas invoquer la question de compétence, car sur les 130 membres, on peut relever un tas de gens qui n'ont aucune compétence particulière. Ce qui prouve que l'incompétence des Canadiens français ne devrait pas être une objection.

Doit-on faire remarquer également que les industries de guerre, surtout les industries lourdes qui emploient le plus de main-d'œuvre exemptée du service militaire, sont en Ontario, alors que Québec a surtout l'industrie légère qui emploie la main-d'œuvre féminine, ou la main-d'œuvre qui n'a pas droit à l'exemption. C'est ce qui explique qu'il y a eu sept fois plus d'exemptions en Ontario que dans Québec.

M. A. M. Nicholson, député de Mackenzie, a dit à ce sujet aux Communes: "Je ne puis comprendre comment une telle différence puisse se produire entre Ontario et Québec, alors que les conditions ne peuvent varier considérablement dans ces provinces. L'Ontario a sept fois plus d'exemptions que la province de Québec".

De même on comprend mal que les ouvriers de la province de Québec, travaillant pour les services de guerre, et accomplissant la même besogne dans les mêmes conditions, à rendement égal, retirent un salaire moindre dans la province de Québec que dans la province d'Ontario. Ce n'est pas de nature à stimuler les Canadiens français en faveur de l'unité nationale. Que l'on donne donc aux Canadiens français justice, si l'on veut qu'ils

puissent continuer à donner leur plein appui à l'effort de guerre. Plus que tous les autres, les Canadiens français sont favorables à l'unité nationale. Mais que l'on reconnaisse leurs droits.

Tous ces faits, encore une fois parlent par eux-mêmes. Ce sont des faits prouvés. Il serait utile que le *Star* et la *Gazette* mettent ces chiffres devant leurs lecteurs, au lieu de se livrer à des campagnes d'injures aussi néfastes qu'inconsidérées contre ceux qui ne partagent pas leur point de vue sur la conscription.

Il cite une lettre qu'il a reçue de la part de Canadiens anglais et qui montre une évidente sympathie pour les Canadiens français. Il y a dit-il, un bon nombre d'anglais qui ont le souci de la justice à notre égard.

Il parle de l'armée et dit que c'est peut-être dans ce domaine que nous sommes traités le plus injustement. Les chiffres qu'il cite sont de 1940, mais il n'y a pas apparence qu'ils aient changé beaucoup quant à la proportion.

Le ministre de la Défense nationale, répondant à une question de M. Wilfrid Lacroix, a dit que l'État-major compte 33 officiers anglais et 1 français; chez l'adjudant-général, 84 anglais et 6 français; chez le quartier-maître général, 19 anglais et aucun français; chez le général major de l'Artillerie, 40 anglais et 3 français. Il ajoutait que depuis le mois de septembre précédent, 30 promotions avaient été accordées à des officiers anglais et 2 à des français.

Si l'on veut invoquer l'argument de la compétence pourquoi n'a-t-on pas voulu fonder dans la province de Québec, comme la chose a été demandée, une école militaire comme celle de Kingston.

On sait de plus que, dans nombre de régiments en grande partie canadiens-français, presque tous ont des chefs non canadiens-français. M. Jean-François Pouliot, a dit en Chambre, ce qui suit: "Les Canadiens français ne se sont pas enrôlés que dans leurs propres régiments, mais on en compte beaucoup aussi dans les régiments de langue anglaise. On devrait former aussi des régiments de langue française dans les autres provinces, afin que les Canadiens français des autres provinces du pays aient leurs propres officiers. Au lieu de cela, on a affecté des officiers de langue anglaise aux régiments canadiens-français de la province de Québec". Les commandements se donnent d'ailleurs exclusivement en anglais. Pourquoi pareille chose?

Je proteste contre cette injustice dont nous sommes victimes. Il est vrai que M. Ralston a fait

des efforts pour corriger cette situation, pour qu'on nous accorde une certaine mesure d'équité dans l'armée, mais l'écart reste encore très considérable. Il y a encore une marge entre cela et ce que nous méritons. Je me demande par exemple si on envoyait le général Vanier, qui est un brave homme, quoiqu'un peu politicien, ce qui cadre plus ou moins dans l'armée, comme chef d'un régiment anglais à Toronto, ce qui arriverait; on le renverrait chez lui, sans délai, et on ferait bien. Mais ici nous tolérons la même injustice.

Il (M. Chaloult) parle du bilinguisme dans l'armée et cite le cas des formules d'enregistrement à l'Université de Montréal libellées exclusivement en anglais. On a demandé des formules françaises, mais on a répondu qu'il n'y en avait pas et qu'il n'en aurait pas. De même on a donné aux soldats des feuilles de route libellées exclusivement en anglais, quand il serait si simple d'avoir des formules bilingues. M. Chaloult cite un cas particulier.

Dans la marine, le bilinguisme n'est guère mieux traité, et en certains endroits, des affiches sont placées portant "Speak white". Il y a eu aussi l'incident du train-exposition dans la province de Québec, où l'un a répondu à des Canadiens français, qu'ils ne parlaient pas les langues étrangères. De même l'enseignement militaire se donne exclusivement en anglais. Pourtant les soldats de de Gaulle, les Tchécoslovaques, les Yougoslaves font leur entraînement dans leur propre langue. Est-ce qu'un peuple fier peut accepter d'être commandé autrement que dans sa propre langue? Est-ce que pareil système est de nature à favoriser l'enrôlement des nôtres et à promouvoir l'effort de guerre au maximum?

Il parle ensuite de la conférence d'aviation militaire, où M. C. G. Power, élu par un comté en grande majorité canadienne-française, sur 16 membres n'a pas voulu nommer un seul Canadien français. Pourtant, lors de la conférence interimpériale de 1931, toute la presse canadienne-française de la province s'était élevée avec raison parce que M. Bennett n'avait pas nommé un seul Canadien français. Ceux qui protestaient autrefois se taisent aujourd'hui. Car l'esprit de parti a parlé.

Il cite le cas d'un soldat rapporté par *La Feuille d'Érable* qui, de retour au camp après une maladie chez lui, produisit un certificat rédigé en français. L'officier commandant refusa carrément de l'accepter parce que rédigé en français, en disant que l'on était dans une province anglaise.

Il cite aussi une lettre du Dr J. Gagnon qui, étant allé pour s'enrôler dans la marine canadienne,

fut refusé simplement parce qu'il ne parlait pas correctement en anglais. On lui dit qu'il était impossible d'entrer dans la marine si on ne possédait pas la langue anglaise.

Ce n'est pas le seul incident du genre, d'ailleurs. Est-ce par de tels moyens que l'on entend amener les Canadiens français à s'enrôler? Si je cite ces faits, ce n'est pas pour soulever les passions ou parce que j'éprouve des sentiments anti-anglais. D'ailleurs, lui-même n'est ni antianglais ni antisémite. Non, mais c'est simplement parce que les droits de nos compatriotes sont ouvertement violés et que j'en réclame le respect, au mépris même de la prison et de l'internement.

Il parle ensuite de la façon dont on traite l'hymne national "Ô Canada" en certains milieux militaires. L'État-major des forces canadiennes de l'Air a donné un ordre décrétant que les aviateurs devaient saluer uniquement à l'hymne "God save the King" et non à des chansons patriotiques telles que "Ô Canada", etc.

Exclure l'hymne national canadien, en pleine terre canadienne, c'est scandaleux et une injure aussi stupide que gratuite.

Si l'on croit que j'exagère, dit M. Chaloult, écoutez plutôt ce qu'a déclaré M. Tucker, député de Saskatchewan, le 25 octobre 1940:

"Ce n'est qu'à contrecoeur qu'un grand nombre de Canadiens de langue anglaise admettent les droits de Canadiens français en dehors du Québec. Ils semblent oublier que le pacte confédératif a établi deux langues officielles au pays et non seulement dans Québec; et ces deux langues sont l'anglais et le français.

"Nous sommes dans un pays bilingue. Nous ne réaliserons l'unité de la nation que si nous acceptons tous les articles de la Constitution et que si nous leur donnons, à chacun d'eux, une application pratique.

"Bien des fois j'ai été littéralement stupéfié de l'esprit de tolérance des Canadiens français, toujours prêts à oublier de bonne grâce les tentatives répétées des Canadiens anglais, afin de leur enlever leurs droits garantis par le pacte confédératif. Nous avons conclu une entente avec les Canadiens français, et - en véritables britanniques - nous devrions nous y tenir intégralement."

Une foule d'Anglo-Canadiens sont bien disposés à notre égard, dit-il, et il cite les paroles de M. Arthur Mathewson, trésorier provincial, le 23 septembre 1941. "Laissez-moi vous dire qu'il n'y a pas d'autre groupe au Canada qui fasse sa part d'un meilleur cœur. Les Canadiens français comprennent

le sens de la lutte qui se déroule actuellement, et ils sont loin de s'en désintéresser. N'ayez aucune crainte, faites-leur confiance; ils en sont dignes".

Une majorité des Anglais n'est pas antipathique aux Canadiens français. Mais je dénonce une minorité agressive, bruyante et haineuse qui veut la disparition de tout ce qui est français en ce pays. Il cite alors un article du *Globe and Mail* à ce sujet.

Les Canadiens français ne réclament pas seulement des privilèges, ce sont des droits qu'ils réclament; ils veulent être traités sur le même pied que tous les autres Canadiens.

Il cite la Charte de l'Atlantique où MM. Roosevelt et Churchill déclaraient solennellement que leurs pays combattaient pour le respect des minorités et de leurs droits. Il est beau et noble de se battre pour le respect des minorités en Europe, mais que l'on commence par les respecter ici même. La participation canadienne-française à la guerre serait beaucoup plus facile, si on commençait par respecter leurs droits les plus élémentaires.

On dira qu'il est inopportun de soulever ces questions. Mais, si c'est inopportun de le faire, en pleine guerre alors que nos gens sont appelés au sacrifice du sang, quand donc sera-ce le temps? La question est de savoir si les Canadiens français sont considérés comme des parasites dans leur propre pays, qu'ils ont fondé et développé depuis les 150 dernières années. Ils ont les droits du premier occupant, ces droits ont été reconnus par l'Angleterre et par les chartes constitutionnelles. Ce ne sont pas des privilèges, mais des droits.

C'est le temps plus que jamais de revendiquer nos droits sans être taxé, pour cela, de vouloir provoquer qui que ce soit. Nous ne demandons pas que l'on prive les autres, mais simplement qu'on nous donne nos droits.

Si l'on veut l'unité nationale, qu'on se rende compte enfin que l'union ne peut réellement exister que dans le respect mutuel de chacune des parties intéressées et de leurs droits respectifs. C'est peut-être la dernière fois que j'ai l'occasion de parler en cette Chambre, et ceci, pour un certain temps. Mais, si j'en ai l'occasion, je répéterai en dehors de la Chambre ce que je viens de dire.

La motion est adoptée.

Administration de la Société des Artisans canadiens-français

M. Langlais (Îles-de-la-Madeleine) propose, appuyé par le représentant de Chicoutimi (M. Talbot):

Attendu qu'il est dans l'intérêt public de vérifier si l'administration des compagnies d'assurances est faite conformément à la loi;

Qu'il soit déposé, sur le bureau de cette Chambre, copies de toute correspondance échangée entre le gouvernement de la province de Québec ou aucun de ses membres, officiers ou employés, et toute personne, société, compagnie ou corporation, ainsi que des copies de tout rapport, d'enquête, faits pour ou au gouvernement de la province de Québec, ou aucun de ses membres, officiers ou employés, relativement à l'administration de la Société des Artisans canadiens-français.

Je me contenterai pour le moment d'exiger la production des documents demandés. J'espère, cependant, que les officiers de la Société des Artisans canadiens-français profiteront de leur prochaine convention, en août 1942, pour rendre justice à tout le monde et, surtout, pour apporter la protection la plus efficace à leurs porteurs de polices, de même que pour mettre fin aux abus.

La motion est adoptée.

Réouvertures des usines de Chicoutimi

M. Langlais (Îles-de-la-Madeleine) propose, appuyé par le représentant de Chicoutimi (M. Talbot), conformément à l'ordre du jour, que la Chambre reprenne le débat ajourné mercredi le 6 mai courant, sur la motion du représentant de Chicoutimi (M. Talbot) proposant qu'il soit déposé, sur le bureau de la Chambre, copie de toute correspondance entre le gouvernement de la province, aucun de ses membres, officiers ou employés, et tous gouvernements, personnes, compagnies ou corporations, relativement à la réouverture des usines de la région de Chicoutimi, depuis le 1^{er} janvier 1922 jusqu'à date.

L'honorable M. Drouin (Québec-Est): C'est le vœu unanime que ces usines puissent ouvrir leurs portes bientôt. Des efforts ont été faits par l'ancien gouvernement et par le gouvernement actuel pour la réouverture de ces moulins. Une loi a été passée en 1937 dans ce but, mais des difficultés se sont élevées, puisqu'en 1939 l'Union nationale n'avait pas encore atteint son but. Le présent gouvernement a fait de nombreuses représentations à Ottawa par l'entremise de l'agent général de la province.

Il (l'honorable M. Drouin) rappelle la déclaration qu'il a faite l'an dernier et dans laquelle

il annonçait qu'un comité avait été formé par l'Association des producteurs de papier pour aviser sur les moyens à prendre afin de permettre la réouverture de ces usines. Je n'ai jamais eu, déclare-t-il, la prétention d'annoncer que ces usines rouvriraient leurs portes. Tout ce que j'ai dit, c'est que l'atelier de mécanique, où l'on exécute actuellement un contrat de guerre et où 27 ouvriers ont du travail, serait rouvert pour l'exécution d'un contrat de \$250,000 pour le compte de la Défense nationale.

Il assure qu'il continuera à travailler pour que l'activité renaisse dans ces usines, conformément au vœu de toute la population de la région. Le député de Chicoutimi, dit-il, qui a été élu en 1938, aurait pu, au temps de l'Union nationale, réclamer la mise en vigueur d'une loi qui avait été adoptée justement pour faciliter la réouverture des usines maintenant désaffectées.

M. Duplessis (Trois-Rivières): Si l'Union nationale n'a pas pu tout faire en trois ans, elle a cependant sauvé l'existence de plusieurs autres usines de la région. L'industrie de la pulpe traversait alors une sorte de crise. Mais aujourd'hui, alors que l'on ouvre partout des industries de guerre qui déracinent les cultivateurs, le gouvernement n'est pas excusable de laisser fermées les usines de Chicoutimi au détriment des ouvriers de la région. On bâtit dans la région de Chicoutimi à gauche et à droite des usines de guerre et l'on ne fait rien pour les usines déjà construites.

Le ministre (l'honorable M. Drouin) nous dit qu'il a fait son possible. Mais je comprends que le possible du ministre n'est pas favorable ni à la province ni à la région de Chicoutimi. Il devrait faire ses représentations énergiques auprès d'Ottawa. Nous avons eu à Ottawa toutes sortes de murailles: des murailles de pierre, des murailles de ciment, des murailles "si menteuses". Le gouvernement provincial se doit de prendre les mesures nécessaires pour faire rouvrir les usines.

Je crois qu'il est du devoir du gouvernement de prendre les moyens voulus pour que ces usines soient utilisées. On prétend que tout doit servir à l'effort de guerre, qu'on ne doit rien négliger pour augmenter notre production, mais on laisse ces usines fermées.

M. Talbot (Chicoutimi): Le ministre n'a rien dit qui justifiait le gouvernement de n'avoir rien fait pour la réouverture des usines, alors que toutes les circonstances s'y prêtent pourtant. Je dois ajouter pour ma part que la situation n'est pas la même aujourd'hui. En 1938, le Canada traversait toujours

une période de crise. Maintenant nous sommes en guerre et il devrait être facile de réouvrir ces usines qui sont bien outillées et à proximité des voies de communication.

La motion est adoptée après division.

Projets de loi:

Détournement des eaux dans la rivière Saint-Maurice

L'honorable M. Côté (Bonaventure) propose, selon l'ordre du jour, que les résolutions relatives au bill 55 accordant certains pouvoirs à la Commission des eaux courantes de Québec, pour détourner dans la rivière Saint-Maurice une partie des eaux de la rivière Mégiscane, soient maintenant agréées.

Adopté après division.

L'honorable M. Côté (Bonaventure) propose qu'il lui soit permis de présenter le bill 55 accordant certains pouvoirs à la Commission des eaux courantes de Québec, pour détourner dans la rivière Saint-Maurice une partie des eaux de la rivière Mégiscane.

Adopté. Le bill est lu une première fois.

Conservatoire de la province de Québec

L'ordre du jour appelle la prise en considération, en comité plénier, d'un projet de résolution relative au bill 63 instituant le Conservatoire de musique et d'art dramatique de la province de Québec.

L'honorable M. Perrier (Terrebonne) informe l'Assemblée que l'honorable lieutenant-gouverneur a pris connaissance dudit projet de résolution et qu'il en recommande l'objet à la Chambre.

L'honorable M. Perrier (Terrebonne) propose que M. l'Orateur quitte maintenant le fauteuil.
Adopté.

En comité:

Présidence de M. Dumaine (Bagot)

L'honorable M. Perrier (Terrebonne) propose: Que, par dérogation à l'article 18 de la loi qui

accompagne la présente résolution, les dépenses encourues pendant la présente année financière seront payables, sur le fonds consolidé du revenu jusqu'à concurrence de trente mille dollars.

M. Duplessis (Trois-Rivières): Le Conservatoire sera-t-il établi à Québec ou à Montréal?

L'honorable M. Perrier (Terrebonne): C'est un bill d'harmonie. Le siège social du Conservatoire sera dans l'immeuble de la bibliothèque Saint-Sulpice, à Montréal. Depuis des années, ceux qui sont chargés de la formation de la jeunesse réclament un conservatoire qui permettra de développer de façon plus complète l'enseignement de la musique et de l'art. Nous avons dans la province d'excellentes institutions pour l'enseignement de la musique et de l'art dramatique, mais la création d'un conservatoire est réclamée depuis longtemps. Il a pour but de coordonner les efforts et de diriger les talents pour leur faire donner leur plein rendement. Les débuts seront modestes mais, avec le temps, on fera quelque chose de très pratique.

M. Duplessis (Trois-Rivières): Est-ce que cela répond à un besoin?

L'honorable M. Perrier (Terrebonne): Le Conservatoire rendra des services incalculables aux institutions d'enseignement à la jeunesse et à toute la province. On fera une enquête sur les activités musicales qui s'exercent dans la province et le Conservatoire pourra ensuite appuyer certaines écoles.

M. Duplessis (Trois-Rivières): Alors, si le Conservatoire va rendre de si grands services, pourquoi n'y a-t-on pas pensé plus tôt? Qui sera directeur du Conservatoire?

L'honorable M. Perrier (Terrebonne): Le choix n'est pas fait encore. Nous faisons d'abord adopter la loi, et nous sommes assurés de pouvoir trouver dans notre province tous ceux dont nous aurons besoin pour constituer le personnel compétent qui saura faire un succès de l'œuvre.

(Rires)

M. Duplessis (Trois-Rivières): Le ministre ne pourrait pas nous donner les noms de personnes qu'il juge compétentes pour des postes de professeurs?

L'honorable M. Perrier (Terrebonne): Il y a évidemment mes bons amis le chef de l'opposition

et le député de Matane qui feraient d'excellents professeurs d'harmonie. (Rires)

M. Duplessis (Trois-Rivières): C'est déjà beau que le secrétaire puisse trouver deux personnes compétentes de ce côté-ci de la Chambre. Nous ne pourrions en nommer une, de l'autre côté.

L'honorable M. Perrier (Terrebonne): De ce côté-ci, nous formons un orchestre complet.

M. Duplessis (Trois-Rivières): Pour un conservatoire, il faudra un conservateur.

L'honorable M. Perrier (Terrebonne): Le chef de l'opposition en a-t-il un à suggérer?

M. Duplessis (Trois-Rivières): Oui, M. Meighen. Qu'est-ce que l'on va enseigner à ce Conservatoire?

L'honorable M. Perrier (Terrebonne): On enseignera pour commencer le piano, le violon et le chant. La loi dit qu'il y aura des commissions d'études qui élaboreront des programmes. On agrandira les cadres de l'institution au fur et à mesure que les besoins s'en feront sentir. La commission d'étude dont la loi autorise la formation avisera le gouvernement sur le nombre des institutions où l'on dispense l'enseignement de la musique et de l'art dramatique. Sur réception de son rapport, on décidera s'il y a lieu d'affilier au Conservatoire telle ou telle école.

M. Lorrain (Papineau): C'est encore une loi de camouflage. Le montant de \$30,000 que le gouvernement est autorisé à dépenser, cette année, pour la fondation de ce conservatoire n'a pas été prévu dans le budget. Les élections s'en viennent et le gouvernement veut se faire du capital politique, sans réaliser jamais son projet.

L'honorable M. Perrier (Terrebonne): Le Conservatoire sera ouvert dès septembre.

Les résolutions sont adoptées.

Rapport du comité plénier:

M. l'Orateur au fauteuil

M. le président fait rapport que le comité a adopté une résolution, laquelle est lue et agréée.

Il est ordonné que ladite résolution soit renvoyée au comité plénier de la Chambre chargé d'étudier le bill 63 instituant le Conservatoire de musique et d'art dramatique de la province de Québec.

L'honorable M. Perrier (Terrebonne) propose, selon l'ordre du jour, que le bill 63 instituant le Conservatoire de musique et d'art dramatique de la province de Québec soit maintenant lu une deuxième fois.

Adopté. Le bill est renvoyé à un comité plénier de la Chambre.

L'honorable M. Perrier (Terrebonne) propose que la Chambre se forme immédiatement en comité.

Adopté. M. l'Orateur quitte le fauteuil.

En comité:

Présidence de M. Dumaine (Bagot)

L'honorable M. Mathewson (Montréal-Notre-Dame-de-Grâce): Je dois dire à la Chambre que le gouvernement y a pensé à deux fois avant de décider une dépense initiale de \$30,000 pour la fondation d'un conservatoire de musique et d'art dramatique, dans les temps que nous traversons. La première raison pour laquelle nous avons décidé d'aller de l'avant, c'est que la création d'un conservatoire n'entrave pas l'effort de guerre, puisqu'il est nécessaire de soutenir le moral des populations et que, dans ce domaine, la musique peut jouer un rôle important.

Tout le monde reconnaît que la musique est nécessaire dans les temps troubles et angoissants. "Qui de nous n'a connu le charme dans un chant", a dit le poète.

"Nous savons qu'il y aura encore des jours d'inquiétude à traverser et un peu d'harmonie réchauffera nos cœurs."

M. Paquette (Labelle): Les remarques du trésorier provincial font sourire. Il faut avoir de l'imagination pour prétendre que ce Conservatoire va aider à notre effort de guerre. Je comprends qu'il faut maintenir le moral du peuple. Je suis un musicophile ardent. Mais rien ne pressait. Je suis de tout cœur pour le projet. La création d'un conservatoire s'impose. Les jeunes gens sont envoyés à la guerre, dans l'armée, dans l'aviation, les jeunes filles sont appelées dans les usines de munitions, des millions

sont dépensés pour l'effort de guerre, et c'est le moment que l'on choisit pour créer un conservatoire; il y aura très peu d'élèves.

Qu'on trouve un autre argument pour justifier la fondation du Conservatoire que celui de prétendre que ça aidera à notre effort de guerre. C'est un argument qui fera rire nos ennemis qui, eux, se préoccupent avant tout de faire des munitions. Pour maintenir le moral du peuple, cessons donc de lui demander chaque jour des sacrifices d'argent. Cependant je sais que l'institution doit être créée un jour ou l'autre. Il y a trois ans, lorsque j'étais secrétaire de la province, on m'a soumis un projet.

Il reproche au gouvernement de multiplier les dépenses qui ne sont pas prévues au budget. J'ai constaté qu'il faudrait dépenser \$150,000 tout de suite, dont \$125,000 pour remettre en bon état la salle de la bibliothèque de Saint-Sulpice et les chambres nécessaires aux leçons. Avec les \$30,000 que le gouvernement nous demande, on aura à peine assez d'argent pour payer des salaires à des amis. Pour être contre le projet, il faudrait être contre le développement artistique d'un peuple. Mais le projet n'est pas viable et il devrait être ajourné. Comme le principe est adopté, qu'on remette donc le bill à l'an prochain et qu'on revienne avec un montant plus considérable.

L'honorable M. Perrier (Terrebonne): Je ne connais pas le projet que l'on a soumis au député de Labelle. Sous l'Union nationale, le gouvernement ne pouvait disposer de Saint-Sulpice. Aujourd'hui la bibliothèque appartient à la province et je dois dire que toutes les réparations qu'il comportait à l'immeuble de la bibliothèque de Saint-Sulpice sont faites maintenant. Le député de Labelle a peut-être rêvé de faire grand, mais il n'a rien fait du tout. Il faut donc déduire cette somme du \$125,000 dont il a parlé. Le député de Labelle a mal interprété les paroles du trésorier.

Il nous a dit: "Les élèves seront peu nombreux." Je crois qu'ils seront tellement nombreux qu'il faudra que la direction du Conservatoire s'entende avec ceux qui diffusent l'art musical dans la province pour faire une sélection. Le trésorier l'a laissé entendre avec raison: l'art musical est une source de richesse pour un peuple.

L'art musical peut aider indirectement à notre effort de guerre parce que c'est un art productif. C'est pour cette raison que les services auxiliaires de l'armée organisent des manifestations artistiques qui suscitent des élans de charité.

Comme je l'ai déclaré, nous voulons commencer modestement, mais c'est déjà quelque chose de pouvoir réaliser ce projet, dont, dit-il, il attend les meilleurs résultats. Nous n'imiterons pas le gouvernement qui a érigé les dispendieuses et prétentieuses constructions du Jardin botanique ou des écuries de Trois-Rivières. Nous ferons les choses avec discrétion et nous réussirons.

M. Duplessis (Trois-Rivières): La somme de \$30,000 qui doit être dépensée cette année dans le cadre du projet de loi est considérable lorsque l'on considère cette somme en terme d'intérêt et de fonds d'amortissement. Cette somme sera affectée à une dépense en capital importante. Nous ne sommes pas contre le projet; le principe est bon. Mais le temps est mal choisi. Il vaudrait mieux suspendre le projet, en attendant des jours meilleurs. On devrait accepter la suggestion du député de Labelle et l'ajourner.

M. Talbot (Chicoutimi): Je me demande si le secrétaire de la province a pris connaissance d'un article de M. Frédéric Pelletier sur la fondation d'un conservatoire. Le ministre a dû aussi consulter quelques-uns de nos grands musiciens comme Jean Dansereau, nos professeurs, les directeurs d'école de musique comme celle d'Outremont. J'aimerais savoir ce qu'ils en pensent. M. Pelletier a émis l'opinion qu'il faudrait faire les choses très bien ou ne rien faire du tout.

L'honorable M. Perrier (Terrebonne): J'ai eu l'occasion de causer avec M. Pelletier. Je me suis inspiré de ses idées et de celles de tous les mélomanes de la province. Il existe de merveilleuses écoles de musique dans la province. En ce qui concerne M. Jean Dansereau, je dois dire au député de Chicoutimi que nous lui avons confié la tâche de faire des conférences de propagande musicale. Nous voulons coordonner tous les efforts qui se font déjà avec la création d'un conservatoire.

M. Talbot (Chicoutimi): Il faudra des instruments de musique.

L'honorable M. Perrier (Terrebonne): Nous développerons l'œuvre comme il le faut.

M. Talbot (Chicoutimi): Le sénateur Athanase David, ancien secrétaire de la province, a voulu fonder un conservatoire de musique et son sous-ministre, feu M. C.-Jos. Simard, disait lui aussi qu'il ne fallait pas faire les choses à moitié.

L'honorable M. Perrier (Terrebonne): Nous voulons concrétiser la pensée de tous ceux qui veulent assurer une formation artistique à la jeunesse. L'attitude de l'opposition me rend perplexe cependant. Mes amis d'en face sont incapables d'accorder leurs violons. Je travaille pour la jeunesse et le député de Labelle, tout en admettant que le projet s'impose, veut qu'on le retarde. Il est vrai que son incompétence a ruiné l'Union nationale en trois ans.

M. Gagnon (Matane): Je soulève un point d'ordre. Le secrétaire de la province n'a pas le droit de parler de l'incompétence d'un collègue.

M. Casgrain (Gaspé-Nord): Je voudrais soulever un point d'orgue...

(Rires)

... car le point d'ordre est vraiment mal soulevé. Les expressions "incompétent" et "incompétence" sont courantes dans les débats et l'opposition en use largement.

M. le président: Je constate que l'on parle d'incompétence si souvent que le point d'ordre est rejeté.

M. Lorrain (Papineau): Est-ce que le secrétaire de la province a consulté des artistes et des organisations artistiques au sujet de son projet?

L'honorable M. Perrier (Terrebonne): Oui, j'ai consulté des artistes, je l'ai dit.

M. Lorrain (Papineau): Quels sont ceux que le ministre a consultés?

L'honorable M. Perrier (Terrebonne): (Souriant) Juliette Béliveau, Fridolin et le député de Papineau.

(Rires)

M. Lorrain (Papineau): Je vois que l'honorable ministre s'y connaît en fait de comédiens. Est-ce qu'il a consulté des musiciens?

L'honorable M. Perrier (Terrebonne): Oui, mais pour les musiciens je serai plus discret que pour l'art dramatique, je n'en nommerai pas d'autres que ceux que j'ai déjà nommés.

M. Gagnon (Matane): Je veux signaler au ministre l'œuvre modeste mais féconde du

Conservatoire de musique du Dr Dussault, de Québec, qui a produit des artistes distingués, parmi lesquels Mlle Marthe Lapointe.

M. Talbot (Chicoutimi): Le secrétaire provincial a-t-il consulté M. Wilfrid Pelletier? On sait quelle œuvre M. Pelletier a faite à Montréal.

L'honorable M. Perrier (Terrebonne): J'ai eu l'occasion de parler du principe du conservatoire avec M. Pelletier. Je sais qu'il serait très heureux de la fondation d'un conservatoire.

M. Talbot (Chicoutimi): Tout le monde réclame ce conservatoire depuis 10 ans, mais le ministre devrait avoir fait une étude complète du projet. M. Désiré Defauw, par exemple, aurait dû être consulté.

L'honorable M. Perrier (Terrebonne): M. Defauw a été consulté.

M. Gagnon (Matane): Je recommande au ministre de consulter M. Defauw.

M. Talbot (Chicoutimi): Est-ce qu'il est question de nommer M. Désiré Defauw ou M. Wilfrid Pelletier au poste de directeur?

L'honorable M. Perrier (Terrebonne): Le choix n'est pas fait.

M. Talbot (Chicoutimi): La loi dit que quatre des neuf membres du conseil du Conservatoire seront nommés par les trois universités et l'Académie de musique. Qui nommera les cinq autres?

L'honorable M. Perrier (Terrebonne): Ils seront choisis parmi les membres de nos meilleures organisations et parmi nos meilleurs mélomanes.

M. Gagnon (Matane): L'arbitre musical sera le secrétaire provincial, puisque tout devra lui être soumis pour l'approbation du lieutenant-gouverneur en conseil.

Rapport du comité plénier:

M. l'Orateur au fauteuil

M. le président fait rapport que le comité n'a pas fini de délibérer et demande la permission de siéger de nouveau.

Il est ordonné que le comité siège de nouveau à la prochaine séance.

Ajournement

M. l'Orateur prononce l'ajournement.

La séance est levée à 6 heures.

Troisième séance du 27 mai 1942

Présidence de l'honorable V. Bienvenue

La séance est ouverte à 8 h 30.

Prière.

M. l'Orateur: À l'ordre, Messieurs! Que les portes soient ouvertes!

Questions de privilège:

Procédures intentées contre M. Chalout

M. Chalout (Lotbinière): M. l'Orateur, pendant mon discours de cet après-midi, on m'a annoncé que des procédures seraient intentées contre moi. J'ai voulu vérifier cette nouvelle avant de faire une déclaration. Ottawa a donc en effet cédé aux clameurs de la presse anglaise, qui contrôle la dictature économique et qui a réclamé mon arrestation. Je n'en suis guère surpris. C'est le résultat d'un complot ourdi dans l'ombre pour réduire au silence, en dénaturant les faits, la voix de ceux qui expriment le sentiment de la province de Québec. Un mot de commentaire seulement. Je continuerai dans les limites permises par les lois du pays à combattre la censure et à défendre les droits de mes compatriotes tant que je resterai en liberté.

Le pasteur Shields

M. Bourque (Sherbrooke) se lève aussi sur une question de privilège. Le député de Lotbinière vient de déclarer que, sous la pression des journaux anglais, Ottawa a décidé de prendre des procédures contre lui. Je me demande alors si l'on ne pourrait pas inviter Ottawa à faire quelque chose contre le

pasteur Shields de Toronto. Le gouvernement d'Ottawa aurait dû depuis longtemps tenter des procédures contre le pasteur Shields. Cette propagande inonde le pays. Je reçois très régulièrement les sermons qu'il prononce. Chaque dimanche, le pasteur en question déverse l'injure sur la race canadienne-française. C'est là une disgrâce.

Les autres membres de cette Chambre doivent recevoir, comme moi, des copies de ses discours. D'ailleurs ils sont reproduits partout. C'est une honte que des choses pareilles puissent être dites et écrites. Je voudrais que le gouvernement de la province de Québec fasse quelque chose pour l'empêcher au moins de publier ses discours. Je crois que nous devrions prier les autorités fédérales d'empêcher ce pasteur d'utiliser les postes de radio pour se livrer à son œuvre de désunion.

M. Bullock (Shefford): La Chambre commet une erreur en discutant cette question qui est du ressort du gouvernement d'Ottawa. La Législature devrait cesser de s'intéresser à ces questions qui ne sont pas de son ressort. Je pense que cette Chambre n'a rien à voir avec la décision qui sera peut-être prise, non celle qui vient d'être prise, contre le député de Lotbinière. Je sou mets que la Chambre devrait laisser toute cette affaire à Ottawa.

M. l'Orateur: En vertu des règlements, il ne peut y avoir de débat sur une question de privilège et l'incident est clos.

Projets de loi:

Emprunts des commissions scolaires de Montréal

L'honorable M. Perrier (Terrebonne) propose qu'il lui soit permis de présenter le bill 68 concernant les emprunts des commissions scolaires de Montréal.

Ce projet a pour but d'apporter certaines précisions. Plusieurs dispositions permettent des emprunts pour des termes successifs et l'on s'est demandé si les dispositions qui empêchent de fixer une durée de moins de cinq ans ne s'appliqueraient pas dans le cas de ces termes successifs. Le projet a pour but de décréter expressément que ces emprunts pour termes successifs ne peuvent être faits pour une durée quelconque de pas moins d'un an.

Adopté. Le bill est lu une première fois.

École technique de Saint-Hyacinthe

L'honorable M. Perrier (Terrebonne) propose que la Chambre, à sa prochaine séance, se forme en comité plénier pour prendre en considération un projet de résolutions relatives au bill 67 concernant l'École technique de Saint-Hyacinthe.

La construction de cette école est promise depuis 1919. Ce projet a pour but de porter de \$200,000 à \$300,000 le montant maximum de l'emprunt qui peut être contracté pour la construction d'une école technique à Saint-Hyacinthe, avec la garantie du gouvernement de la province, et d'augmenter de \$20,000 à \$30,000 par année la subvention annuelle accordée à cette école.

Adopté.

Conservatoire de la province de Québec

Conformément à l'ordre du jour, la Chambre se forme de nouveau en comité plénier pour étudier le bill 63 instituant le Conservatoire de musique et d'art dramatique de la province de Québec.

Le comité étudie le bill article par article et le président fait rapport que le comité a adopté le bill 63 sans l'amender.

Détournement des eaux dans la rivière Saint-Maurice

L'honorable M. Côté (Bonaventure) propose, selon l'ordre du jour, que le bill 55 accordant certains pouvoirs à la Commission des eaux courantes de Québec, pour détourner dans la rivière Saint-Maurice une partie des eaux de la rivière Mégiscane soit maintenant lu une deuxième fois.

Adopté après division. Le bill est renvoyé à un comité plénier de la Chambre.

L'honorable M. Côté (Bonaventure) propose que la Chambre se forme immédiatement en comité.

Adopté. M. l'Orateur quitte le fauteuil.

En comité:

Présidence de M. Dumaine (Bagot)

M. Talbot (Chicoutimi): Ce projet n'a qu'un seul but: aider le trust de l'électricité. Loin d'étatiser

l'électricité, le gouvernement actuel passe des lois pour favoriser les grosses compagnies. D'ailleurs les plans sont vagues et le ministre ne peut pas dire que les travaux coûteront \$700,000.

L'honorable M. Côté (Bonaventure): J'ai donné, hier soir, tous les renseignements nécessaires sur le coût de ces travaux. Il a alors dit, rappelle-t-il, que les ingénieurs avaient procédé aux travaux préliminaires et a donné les dimensions des barrages et des canaux qui seront construits; il a aussi ajouté que tous ces travaux ont été soumis au contrôle de la Régie des services publics. Maintenant, on nous accuse d'aider le trust de l'électricité. Le député de Chicoutimi devrait se rappeler qu'en 1937 le gouvernement de l'Union nationale a passé un arrêté ministériel pour permettre l'exportation aux États-Unis, pendant cinq ans, par la Montreal Power³, de 40,000 chevaux-vapeur devant être utilisés par l'Aluminium Corporation.

Voilà, dit-il, la sincérité des gens de l'Union nationale qui nous reprochent de favoriser les compagnies. J'aime mieux voir les industries américaines venir s'installer dans la province que d'exporter l'énergie électrique aux États-Unis.

M. Talbot (Chicoutimi): Je n'étais pas en Chambre à ce moment-là.

L'honorable M. Côté (Bonaventure): Oui, mais en mars 1938, le même gouvernement adoptait un autre arrêté pour autoriser l'exportation en Ontario de 110,000 chevaux-vapeur pour compenser une quantité égale de chevaux-vapeur que l'Ontario exportait aux États-Unis.

M. Bourque (Sherbrooke): La province de Québec et l'Ontario n'étaient pas alors engagées dans un effort de guerre. En effet, en 1937, la province de Québec a cru bon d'exporter son surplus d'électricité aux États-Unis. Ce qui était mal, alors, devrait l'être encore cette année. Et pourtant, le ministre a un projet de loi devant la Chambre qui autorise la province à louer à la Commission hydroélectrique de l'Ontario des forces hydrauliques de la rivière Outaouais.

M Gagnon (Matane): Il n'y avait rien de mal à ce que la province, la guerre n'étant pas alors déclarée, exportât une partie de son surplus d'électricité.

Il (M. Gagnon) demande qu'on lui prête la copie de l'arrêté ministériel.

Après l'avoir lu, il déclare que jamais le gouvernement actuel n'a passé un arrêté ministériel sauvegardant mieux les droits du peuple. Il est vrai, dit-il, que nous avons autorisé la Montreal Power à exporter 40,000 chevaux-vapeur aux États-Unis, car alors il y avait surproduction d'électricité dans la province, mais l'arrêté fixait comme conditions:

1. Que la compagnie accorde aux consommateurs de Montréal une réduction réelle de \$340,000 sur ses taux d'électricité;

2. Qu'elle paye une taxe additionnelle de 50 cents le cheval-vapeur;

3. Que 90 % des employés soient pris dans la province de Québec;

4. Que le matériel utilisé, autant que possible, soit manufacturé et acheté dans la province de Québec.

Il y est dit de plus que l'électricité exportée ne devra pas être utilisée pour concurrencer les industries de la province de Québec ou celles qui pourraient s'y établir. La réduction des taux faisait partie du programme de l'Union nationale. Le chef de l'Union nationale avait pris pour politique de faire baisser les taux dans la province. À preuve, la réduction de \$300,000 imposée à la Quebec Power.

L'honorable M. Côté (Bonaventure): Qu'est-il advenu de ce projet?

M Gagnon (Matane): Le ministre, qui était alors député à Ottawa, pourrait nous le dire. Je ne sais pas, moi, quelle décision le fédéral a prise.

L'honorable M. Côté (Bonaventure): Le projet du gouvernement Duplessis fut bloqué par Ottawa. Moi-même, j'estimais qu'il valait mieux attirer chez nous les industries américaines que de leur donner notre pouvoir électrique.

M Gagnon (Matane): Le ministre a changé d'idée, puisqu'il a présenté un bill favorable à la canalisation qui donne aux États-Unis une grande partie de nos pouvoirs. Le ministre disait qu'il fallait canaliser le Saint-Laurent pour aider les usines des États-Unis. Je ne comprends plus rien aux déclarations du ministre des Terres et Forêts. (L'honorable M. Côté).

L'honorable M. Côté (Bonaventure): Quand les États-Unis et le Canada ne forment plus qu'un pays pour leur défense commune, les conditions ne sont plus les mêmes. Je puis dire au député de Matane, aussi, que le petit cadeau de la Montreal Power à la ville Montréal, dont il vient de parler, n'eut pas de suite parce qu'Ottawa s'est opposé à ce projet.

Les articles 1 à 5, ainsi que le préambule, sont adoptés.

Rapport du comité plénier:

M. l'Orateur au fauteuil

M. le président fait rapport que le comité a adopté le bill 55 sans l'amender.

Gulf Pulp and Paper Company

L'ordre du jour appelle la prise en considération, en comité plénier, d'un projet de résolution relative au bill 66 concernant un échange de concessions forestières avec Gulf Pulp & Paper Company.

L'honorable M. Côté (Bonaventure) informe l'Assemblée que l'honorable lieutenant-gouverneur a pris connaissance dudit projet de résolution et qu'il en recommande l'objet à la Chambre.

L'honorable M. Côté (Bonaventure) propose que M. l'Orateur quitte maintenant le fauteuil.
Adopté.

En comité:

Présidence de M. Dumaine (Bagot)

L'honorable M. Côté (Bonaventure) propose: Que, par dérogation à l'article 98 de la loi des terres et forêts (Statuts refondus, 1941, chapitre 93), le lieutenant-gouverneur en conseil pourra autoriser le ministre des Terres et Forêts à accorder à Gulf Pulp & Paper Company des permis de coupe renouvelables sur les terres de la couronne décrites à l'annexe I de la loi qui accompagne la présente résolution, en retour des terres qui ont été concédées par semblables permis et qui sont décrites à l'annexe II de ladite loi. Les permis ainsi accordés auront le même effet que ceux résultant d'une vente à l'enchère faite sous l'article 98.

La Gulf Pulp & Paper Co. a ses usines à Clarke City et la majeure partie de la population vit de son industrie. Or, ses limites sont à une grande distance de ses moulins. L'exploitation en devient très onéreuse. Pour cette raison, le gouvernement a consenti à échanger des limites à proximité des moulins avec celles que possède la compagnie. On

donne acre pour acre. Des inventaires détaillés ont permis de conclure que, dans un endroit comme dans l'autre, on obtient 6.8 cordes de bois à l'acre. De plus, comme les limites échangées par le gouvernement sont situées près du fleuve et que des parties sont favorables à la colonisation, on garde la partie colonisable. Pour cette raison, la compagnie donne 150,000 milles carrés et le gouvernement 135,000.

La résolution est adoptée.

Rapport du comité plénier:

M. l'Orateur au fauteuil

M. le président fait rapport que le comité a adopté une résolution, laquelle est lue après division.

L'honorable M. Côté (Bonaventure) propose que cette résolution soit maintenant agréée.

Adopté après division. La résolution relative au bill 66 est agréée.

Il est ordonné que ladite résolution soit renvoyée au comité plénier de la Chambre chargé d'étudier le bill 66 concernant un échange de concessions forestières avec Gulf Pulp & Paper Company.

L'honorable M. Côté (Bonaventure) propose, selon l'ordre du jour, que le bill 66 concernant un échange de concessions forestières avec Gulf Pulp & Paper Company soit maintenant lu une deuxième fois.

Adopté après division. Le bill est renvoyé à un comité plénier de la Chambre.

L'honorable M. Côté (Bonaventure) propose que la Chambre se forme immédiatement en comité.

Adopté. M. l'Orateur quitte le fauteuil.

Le comité étudie le bill article par article et le président fait rapport que le comité a adopté le bill 66 sans l'amender.

Subsides:

Budget des dépenses 1942-1943

L'honorable M. Mathewson (Montréal-Notre-Dame-de-Grâce) propose, selon l'ordre du jour, que M. l'Orateur quitte maintenant le fauteuil.

Adopté. La Chambre se forme de nouveau en comité des subsides.

En comité:

L'honorable M. Mathewson (Montréal-Notre-Dame-de-Grâce) propose: 1. Qu'un crédit suffisant soit ouvert à Sa Majesté pour compléter la somme de dix-neuf mille cinq cents dollars, nécessaire pour couvrir les dépenses prévues à l'article: "Comité de protection civile - (département du procureur général)", du budget de l'année financière se terminant le 31 mars 1943.

M. Gagnon (Matane): Le comité de protection civile de Québec devrait s'occuper lui-même de la défense de cette province. Il n'est pas contre un comité de protection civile. Il ne suffit pas pour protéger les civils de faire une obscuration de temps à autre. Mais je crois que leur tâche la plus importante devrait être de trouver des canons anti-avions et des canons pour la défense de nos côtes. Dans toute la région de Québec, il n'y en a qu'un seul canon antiaérien et il est démodé. Nous donnons \$300,000 en subventions aux compagnies de transport. Il faudrait au moins que le fleuve soit protégé.

L'honorable M. Mathewson (Montréal-Notre-Dame-de-Grâce): La défense du golfe et du Saint-Laurent ne relève pas du provincial. La défense militaire relève d'Ottawa, mais le fédéral s'est occupé de la protection de nos côtes. Cependant, je crois comprendre que ce ne sont pas seulement les plans pour la défense du golfe mais aussi les moyens de défense qui sont prêts. J'ai vu la défense aérienne que l'on a organisée. Je ne crois pas que nous puissions dire que nos côtes ne sont pas défendues. Ce serait induire la population en erreur.

M. Langlais (Îles-de-la-Madeleine): On dit couramment que des gens entrent dans le Comité de protection civile (C.P.C.) parce que cela leur permet d'obtenir de la gazoline.

L'honorable M. Mathewson (Montréal-Notre-Dame-de-Grâce): C'est une affirmation gratuite. On ne donne pas de gazoline aux gens parce qu'ils sont dans le C.P.C. D'ailleurs, je ne puis croire que des membres du C.P.C. soient assez peu patriotes pour abuser de leur situation afin d'obtenir de petites faveurs.

M. Langlais (Îles-de-la-Madeleine): J'ai posé la question pour que le ministre puisse couper la queue à un canard. Il y a d'autres canards du même genre qui nous causent du tort. Il importerait de leur couper aussi la queue.

M. Bourque (Sherbrooke): Je suis président du Comité de protection civile à Sherbrooke et je puis dire que personne n'a de gazoline parce qu'il fait partie de cette organisation.

M. Langlais (Îles-de-la-Madeleine): On n'a pas tenu compte des plans que j'ai soumis pour la protection de mon comté. Comme résultat, les sous-marins ennemis peuvent s'y arrêter pour s'approvisionner, réparer leurs avaries et personne ne peut les en empêcher. Aux Îles-de-la-Madeleine, nous n'avons même pas de fusil à bouchon. En fait, nous avons moins que rien.

S'il était possible d'avoir une session secrète en Chambre, il pourrait, dit-il, donner aux membres beaucoup de renseignements sur la situation du Saint-Laurent et on pourrait gérer la situation de manière à ce que même s'il y avait une fuite d'information, cela n'aidera pas l'ennemi. Cependant, il reconnaît que de tenir une session secrète pour défendre nos côtes ne sera pas considéré. Si c'était possible d'avoir une session secrète de la Chambre, nous pourrions gérer les événements dirigés vers un tel événement, et une fuite de renseignements n'aiderait pas l'ennemi. Cependant, il reconnaît que l'idée d'une session secrète sur la défense de nos côtes est du ressort du gouvernement fédéral.

M. Gagnon (Matane) dit que trois navires ont été coulés dans le Saint-Laurent sur les côtes de son comté et il ne pense pas que les \$19,500 qui ont été votés vont tellement aider à protéger les côtes.

M. Langlais (Îles-de-la-Madeleine) fait référence à ces mêmes navires qui ont été coulés et dit que des mesures doivent être prises à des fins de protection. Il dit que le trésorier de la province est un vieux soldat qui a joué un rôle important lors de la dernière guerre et qu'il devrait comprendre qu'il est nécessaire d'adopter des mesures de protection.

L'honorable M. Mathewson (Montréal-Notre-Dame-de-Grâce) dit que ce n'est pas prudent de parler de telles choses, car certaines informations pourraient être transmises sans le vouloir à l'ennemi, qui pourrait s'en servir.

M. Langlais (Îles-de-la-Madeleine) dit que tout le monde dans la province, et particulièrement dans le Bas-du-Fleuve, parle de plusieurs questions qu'il ne peut pas révéler relativement à la défense.

L'honorable M. Mathewson (Montréal-Notre-Dame-de-Grâce) dit qu'il comprend que des mesures de défense ont été prises pour protéger les côtes du fleuve. J'ai vu que des défenses aériennes ont été organisées. Je ne pense pas que l'on puisse dire que nos côtes ne sont pas protégées.

M. Langlais (Îles-de-la-Madeleine) termine en disant qu'il va remettre des renseignements personnels à M. Mathewson.

La résolution est adoptée.

L'honorable M. Mathewson (Montréal-Notre-Dame-de-Grâce) propose: 2. Qu'un crédit suffisant soit ouvert à Sa Majesté pour compléter la somme de deux cent cinquante mille dollars, nécessaire pour couvrir les dépenses prévues à l'article: "Loi relative au tourisme - (département du Conseil exécutif)", du budget de l'année financière se terminant le 31 mars 1943.

M. Paquette (Labelle): Pourquoi le gouvernement a abandonné la louable habitude de donner la carte touristique aux automobilistes qui vont chercher leur licence?

L'honorable M. Mathewson (Montréal-Notre-Dame-de-Grâce) déclare qu'il n'est pas au courant de ce fait et qu'il prendra des mesures pour qu'on revienne à l'ancienne coutume.

M. Langlais (Îles-de-la-Madeleine) réclame un contrôle plus sévère sur les compagnies d'assurance.

L'honorable M. Mathewson (Montréal-Notre-Dame-de-Grâce): Notre système d'inspection est excellent et on n'a encore aucune irrégularité.

La résolution est adoptée.

L'honorable M. Mathewson (Montréal-Notre-Dame-de-Grâce) propose: 3. Qu'un crédit suffisant soit ouvert à Sa Majesté pour compléter la somme de quinze mille dollars, nécessaire pour couvrir les dépenses prévues à l'article: "Imprimeur du Roi - (département du Secrétariat de la province)",

du budget de l'année financière se terminant le 31 mars 1943.

Adopté.

4. Qu'un crédit suffisant soit ouvert à Sa Majesté pour compléter la somme de deux mille cent dollars, nécessaire pour couvrir les dépenses prévues à l'article: "Collège de Victoriaville", du budget de l'année financière se terminant le 31 mars 1943.

M. Bourque (Sherbrooke): Le collège est-il assuré?

L'honorable M. Perrier (Terrebonne): Je ne crois pas que les autorités fédérales l'aient assuré.

M. Bourque (Sherbrooke): Il a été loué au fédéral, mais il reste la propriété du gouvernement de la province.

L'honorable M. Perrier (Terrebonne): Oui.

M. Paquette (Labelle): Que ce collège, construit en bois dans une proportion d'au moins 50 %, brûle et c'est une perte sèche.

L'honorable M. Bastien (Berthier) et M. Paquette (Labelle) en viennent alors aux prises au sujet des assurances, et cette vigoureuse passe d'armes soulève des points d'ordre.

La résolution est adoptée.

L'honorable M. Mathewson (Montréal-Notre-Dame-de-Grâce) propose: 5. Qu'un crédit suffisant soit ouvert à Sa Majesté pour compléter la somme de quatre millions quatre cent mille dollars, nécessaire pour couvrir les dépenses prévues à l'article: "Aide aux corporations scolaires - (département de l'Instruction publique)", du budget de l'année financière se terminant le 31 mars 1943.

Adopté.

6. Qu'un crédit suffisant soit ouvert à Sa Majesté pour compléter la somme de deux cent cinquante et un mille dollars, nécessaire pour couvrir les dépenses prévues à l'article: "Loi du service civil - (département de la Santé et du Bien-être social)", du budget de l'année financière se terminant le 31 mars 1943.

Adopté.

7. Qu'un crédit suffisant soit ouvert à Sa Majesté pour compléter la somme de trois cent quarante-six mille dollars, nécessaire pour couvrir les dépenses prévues à l'article: "Loi du service civil -

(département des Travaux publics)", du budget de l'année financière se terminant le 31 mars 1943.

Adopté.

8. Qu'un crédit suffisant soit ouvert à Sa Majesté pour compléter la somme de neuf mille dollars, nécessaire pour couvrir les dépenses prévues à l'article: "Dépenses d'administration", du budget de l'année financière se terminant le 31 mars 1943.

Adopté.

9. Qu'un crédit suffisant soit ouvert à Sa Majesté pour compléter la somme de cent mille dollars, nécessaire pour couvrir les dépenses prévues à l'article: "Aide à la recherche des mines - (département des Mines et des Pêcheries maritimes)", du budget de l'année financière se terminant le 31 mars 1943.

Adopté.

10. Qu'un crédit suffisant soit ouvert à Sa Majesté pour compléter la somme de six mille cinq cents dollars, nécessaire pour couvrir les dépenses prévues à l'article: "Loi des conventions collectives, conciliation et arbitrage - (département du Travail)", du budget de l'année financière se terminant le 31 mars 1943.

Adopté.

11. Qu'un crédit suffisant soit ouvert à Sa Majesté pour compléter la somme de deux millions sept cent soixante et onze mille huit cents dollars, nécessaire pour couvrir les dépenses prévues à l'article: "Loi des pensions de vieillesse de Québec", du budget de l'année financière se terminant le 31 mars 1943.

Adopté.

12. Qu'un crédit suffisant soit ouvert à Sa Majesté pour compléter la somme de deux cent quatre-vingt-quinze mille dollars, nécessaire pour couvrir les dépenses prévues à l'article: "Agriculture en général - (département de l'Agriculture)", du budget de l'année financière se terminant le 31 mars 1943.

Adopté.

13. Qu'un crédit suffisant soit ouvert à Sa Majesté pour compléter la somme de soixante mille dollars, nécessaire pour couvrir les dépenses prévues à l'article: "Octroi à la Fédération des caisses populaires Desjardins", du budget de l'année financière se terminant le 31 mars 1943.

Adopté.

14. Qu'un crédit suffisant soit ouvert à Sa Majesté pour compléter la somme de six cent mille dollars, nécessaire pour couvrir les dépenses prévues à l'article: "Établissement d'une manufacture de sucre de betterave", du budget de l'année financière se terminant le 31 mars 1943.

Adopté.

15. Qu'un crédit suffisant soit ouvert à Sa Majesté pour compléter la somme de quatre cent quatre-vingt-quinze mille dollars, nécessaire pour couvrir les dépenses prévues à l'article: "Dépenses générales - (département de la Voirie)", du budget de l'année financière se terminant le 31 mars 1943.

Adopté.

16. Qu'un crédit suffisant soit ouvert à Sa Majesté pour compléter la somme de cinq cent mille dollars, nécessaire pour couvrir les dépenses prévues à l'article: "Ponts et chemins de colonisation", du budget de l'année financière se terminant le 31 mars 1943.

Adopté.

17. Qu'un crédit suffisant soit ouvert à Sa Majesté pour compléter la somme de trois cent quatre-vingt mille dollars, nécessaire pour couvrir les dépenses prévues à l'article: "Loi du service civil - (département des Terres et Forêts)", du budget de l'année financière se terminant le 31 mars 1943.

Adopté.

18. Qu'un crédit suffisant soit ouvert à Sa Majesté pour compléter la somme de deux cent vingt mille dollars, nécessaire pour couvrir les dépenses prévues à l'article: "Chasse et pêche - (département de la Chasse et de la Pêche)", du budget de l'année financière se terminant le 31 mars 1943.

Adopté.

19. Qu'un crédit suffisant soit ouvert à Sa Majesté pour compléter la somme de trois cent cinquante-sept mille cinq cents dollars, nécessaire pour couvrir les dépenses prévues à l'article: "Loi du service civil - (département de la Colonisation)", du budget de l'année financière se terminant le 31 mars 1943.

Adopté.

20. Qu'un crédit suffisant soit ouvert à Sa Majesté pour compléter la somme de quatre cent vingt-cinq mille dollars, nécessaire pour couvrir les dépenses prévues à l'article: "Service du personnel extérieur", du budget de l'année financière se terminant le 31 mars 1943.

Adopté.

21. Qu'un crédit suffisant soit ouvert à Sa Majesté pour compléter la somme de quatorze mille cinq cents dollars, nécessaire pour couvrir les dépenses prévues à l'article: "Garanties données par le ministère de la Colonisation en 1937 et 1938", du budget de l'année financière se terminant le 31 mars 1943.

Adopté.

22. Qu'un crédit suffisant soit ouvert à Sa Majesté pour compléter la somme de neuf cent mille dollars, nécessaire pour couvrir les dépenses prévues

à l'article: "Service des travaux de colonisation", du budget de l'année financière se terminant le 31 mars 1943.

Adopté.

23. Qu'un crédit suffisant soit ouvert à Sa Majesté pour compléter la somme de cent cinquante-trois mille dollars, nécessaire pour couvrir les dépenses prévues à l'article: "Loi du service civil - (département des Affaires municipales, Industrie et Commerce)", du budget de l'année financière se terminant le 31 mars 1943.

Adopté.

Rapport du comité des subsides:

M. l'Orateur au fauteuil

M. le président fait rapport que le comité a adopté plusieurs résolutions et demande la permission de siéger de nouveau.

Il est résolu que la Chambre, à la prochaine séance, se formera de nouveau en comité des subsides.

Les résolutions du comité sont lues et agréées.

Ajournement

M. l'Orateur prononce l'ajournement.

La séance est levée à minuit quinze minutes.

NOTES

1. Une heure cinq, d'après *L'Événement-Journal* du 28 mai 1942, à la page 5.

2. Pendant que M. Chaloult s'adresse à la Chambre, il apprendra qu'Ottawa venait de décréter sa mise en accusation. Voici en quels termes *The Quebec Chronicle Telegraph* du 28 mai 1942, à la page 3, rapporte l'événement: "Il était debout et parlait rapidement en français lorsqu'un préposé lui remet une note. Il s'arrêta de parler pour lire en silence, puis il continua son discours. La note l'informait que, quelques minutes auparavant, à la Chambre des

communes à Ottawa, un autre chef canadien-français, le ministre de la Justice Louis Saint-Laurent, venait d'annoncer que Chaloult serait traduit en justice à Montréal pour des déclarations que le ministère de la Justice considérait comme l'évidence d'une "intention subversive".

3. *Le Soleil* du 28 mai 1942, à la page 4, et *L'Événement-Journal* du même jour, à la page 10, écrivent que c'est la Cedar Rapids.

Première séance du jeudi 28 mai 1942

Présidence de l'honorable V. Bienvenue

La séance est ouverte à 11 h 30.

Prière.

M. l'Orateur: À l'ordre, Messieurs! Que les portes soient ouvertes!

Projets de loi:

**Orphelinat
Notre-Dame-de-la-Merci d'Huberdeau**

L'honorable M. Perrier (Terrebonne) propose que la Chambre, à sa prochaine séance, se forme en comité plénier pour prendre en considération un projet de résolutions relatives au bill 69 pour aider à la construction de l'Orphelinat Notre-Dame-de-la-Merci d'Huberdeau.

Adopté.

**Conservatoire
de la province de Québec**

L'honorable M. Perrier (Terrebonne) propose, selon l'ordre du jour, que le bill 63 instituant le Conservatoire de musique et d'art dramatique de la province de Québec soit maintenant lu une troisième fois.

M. Duplessis (Trois-Rivières): L'opposition est favorable au principe du projet de loi. Mais le temps n'est pas opportun pour faire de telles dépenses.

Adopté après division.

Il est ordonné que le greffier porte ce bill au Conseil législatif et prie les honorables conseillers de l'adopter.

**Détournement des eaux
dans la rivière Saint-Maurice**

L'honorable M. Côté (Bonaventure) propose, selon l'ordre du jour, que le bill 55 accordant certains pouvoirs à la Commission des eaux courantes de Québec, pour détourner dans la rivière Saint-Maurice une partie des eaux de la rivière Mégiscane soit maintenant lu une troisième fois.

Adopté après division.

Il est ordonné que le greffier porte ce bill au Conseil législatif et prie les honorables conseillers de l'adopter.

**Gulf Pulp and Paper
Company**

L'honorable M. Côté (Bonaventure) propose, selon l'ordre du jour, que le bill 66 concernant un échange de concessions forestières avec Gulf Pulp & Paper Company soit maintenant lu une troisième fois.

Adopté après division.

Il est ordonné que le greffier porte ce bill au Conseil législatif et prie les honorables conseillers de l'adopter.

**École technique
de Saint-Hyacinthe**

L'ordre du jour appelle la prise en considération, en comité plénier, d'un projet de résolutions relatives au bill 67 concernant l'École technique de Saint-Hyacinthe.

L'honorable M. Perrier (Terrebonne) informe l'Assemblée que l'honorable lieutenant-gouverneur a pris connaissance dudit projet de résolutions et qu'il en recommande l'objet à la Chambre.

L'honorable M. Perrier (Terrebonne) propose que M. l'Orateur quitte maintenant le fauteuil.

Adopté.

En comité:

Présidence de M. Gauthier (Montréal-Laurier)

L'honorable M. Perrier (Terrebonne) propose
1. Que l'article 5 de la loi constituant en corporation l'École technique de Saint-Hyacinthe (9 George V, chapitre 41), modifié par l'article 1 de la loi 4 George VI, chapitre 50, soit de nouveau modifié en remplaçant, dans la septième ligne, les mots "deux cent" par les mots "trois cent".

2. Que l'article 6 de ladite loi, modifié par l'article 2 de la loi 4 George VI, chapitre 50, soit de nouveau modifié en remplaçant, dans la troisième ligne, les mots "deux cent" par les mots "trois cent".

3. Que l'article 7 de ladite loi, modifié par l'article 3 de la loi 4 George VI, chapitre 50, soit de nouveau modifié en remplaçant, dans la cinquième ligne, le mot "vingt" par le mot "trente".

L'honorable M. Perrier (Terrebonne): Nous avons dit, hier, que ce projet a pour but de porter de \$200,000 à \$300,000 le maximum de l'emprunt qui pourra être contracté pour la construction de cette école, avec la garantie du gouvernement de la province et d'augmenter de \$20,000 à \$30,000 par année la subvention annuelle accordée à cette école. Je suis heureux d'informer la Chambre que la ville de Saint-Hyacinthe accordera elle-même une subvention de \$20,000 à l'École technique. Le terrain est acheté, les plans sont prêts et la construction commencera incessamment. Il y aura quatre ou cinq classes d'enseignement technique spécialisé et le nombre des élèves, au début, sera d'une cinquantaine.

M. Duplessis (Trois-Rivières): Je ne m'oppose pas au principe de ce projet. Je suis même favorable à l'ouverture d'une École technique à Saint-Hyacinthe. On devrait multiplier les écoles techniques dans la province pour permettre aux nôtres d'acquérir des compétences nécessaires dans l'industrie.

Cependant le gouvernement présente un pareil projet de loi à la dernière minute et n'a pas inclus dans le budget la dépense qui sera faite. Incidemment, on profite de l'absence du député de Saint-Hyacinthe (l'honorable M. Bouchard) pour saboter l'œuvre qu'il a entreprise dans les meilleurs intérêts de l'opposition.

(Rires)

Il (M. Duplessis) demande si le ministre (l'honorable M. Perrier) a l'intention de faire quelque chose pour Saint-Jérôme.

L'honorable M. Perrier (Terrebonne): Dans le moment, il y aurait lieu d'organiser des centres d'apprentissage.

M. Gagnon (Matane): Les élèves de l'École polytechnique peuvent-ils seuls devenir directeurs des écoles techniques ou si les postes sont accessibles à tous les techniciens?

L'honorable M. Perrier (Terrebonne): Nous prendrons les valeurs où les valeurs se trouvent.

Les résolutions sont adoptées.

Rapport du comité plénier:

M. l'Orateur au fauteuil

M. le président fait rapport que le comité a adopté plusieurs résolutions, lesquelles sont lues.

L'honorable M. Perrier (Terrebonne) propose que ces résolutions soient maintenant agréées.

Adopté après division. Les résolutions relatives au bill 67 sont agréées.

L'honorable M. Perrier (Terrebonne) propose qu'il lui soit permis de présenter le bill 67 concernant l'École technique de Saint-Hyacinthe.

Adopté. Le bill est lu une première fois.

L'honorable M. Perrier (Terrebonne) propose que le bill soit maintenant lu une deuxième fois.

Adopté.

L'honorable M. Perrier (Terrebonne) propose que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Adopté après division.

Il est ordonné que le greffier porte ce bill au Conseil législatif et prie les honorables conseillers de l'adopter.

Emprunts des commissions scolaires de Montréal

L'honorable M. Perrier (Terrebonne) propose, selon l'ordre du jour, que le bill 68 concernant les emprunts des commissions scolaires de Montréal soit maintenant lu une deuxième fois.

Adopté après division. Le bill est renvoyé à un comité plénier de la Chambre, pour étude à la prochaine séance.

Subsides:

Budget des dépenses 1942-1943

L'honorable M. Mathewson (Montréal-Notre-Dame-de-Grâce) propose, selon l'ordre du jour, que M. l'Orateur quitte maintenant le fauteuil.

M. Lorrain (Papineau) propose, appuyé par le représentant de Beauharnois (M. Sauvé): Que tous les mots après "Que", dans la motion en discussion, soient retranchés et remplacés par les suivants:

Tout en étant prête à voter les subsides nécessaires à l'administration de la province, l'Assemblée législative de la province de Québec exprime l'opinion que le gouvernement devrait, sans délai, prendre les mesures nécessaires pour empêcher la concentration de la richesse entre les mains d'un petit nombre, et, particulièrement, pour venir en aide à la petite propriété, gage de stabilité et de sécurité.

L'amendement est mis aux voix et la Chambre se divise.

Les noms sont appelés et inscrits comme suit:

Pour: MM. Barrette, Bégin, Bourque, Duplessis, Élie, Gagnon (Matane), Langlais, Lorrain, Morin (Champlain), Paquette, Pouliot, Sauvé (Beauharnois), Talbot, 13.

Contre: MM. Allard, Bastien, Beaulieu (Témiscouata), Biron, Bonvouloir, Boucher, Bullock, Caron (Maisonnette), Casgrain (Gaspé-Nord), Casgrain (Kamouraska-Rivière-du-Loup), Côté, Dansereau, Desmarais, Drouin, Dubreuil, Duffy, Dumaine, Fillion, Francoeur (Lévis), Gauthier, Godbout, Goulet, Groulx, Guerin, Hamel, Hartt, Jodoin, Joyal, Lawn, Mathewson, Panet, Perrier, Potvin, Rochette, Sabourin, 35.

Ainsi, l'amendement est rejeté.

La motion principale est mise aux voix et la Chambre se divise et l'adopte.

La Chambre se forme de nouveau en comité des subsides.

En comité:

Présidence de M. Dumaine (Bagot)

L'honorable M. Mathewson (Montréal-Notre-Dame-de-Grâce) propose: 1. Qu'un crédit suffisant soit ouvert à Sa Majesté pour compléter la somme de cent quarante mille dollars, nécessaire pour couvrir les dépenses prévues à l'article: "Éducation en général (département du Secrétaire de la province)", du budget de l'année financière se terminant le 31 mars 1943.

M. Duplessis (Trois-Rivières): L'Union nationale, plaçant la question au-dessus des intérêts de partis avait nommé bleus et rouges à la Commission qui étudie la refonte du régime de taxation provinciale, et ce, en fonction de leur compétence. Cette Commission se composait de MM. Édouard Montpetit, Macdonald et Arthur Larue.

Or l'*État des Comptes publics*, page 86, indique que l'on a remplacé M. Arthur Larue, comptable de la ville de Québec, par M. H. E. Goldenberg, de Montréal, et qu'il est payé bien plus cher que le président. C'est une injustice et une insulte à la ville de Québec de remplacer M. Arthur Larue par un M. Goldenberg, de Montréal.

Pourquoi a-t-on nommé M. H. E. Goldenberg, de Montréal, membre de la Commission de la refonte des taxes pour remplacer feu J.-A. Larue, de Québec?

L'honorable M. Mathewson (Montréal-Notre-Dame-de-Grâce): M. Goldenberg n'a pas été nommé membre de la Commission et ne remplace pas M. Larue, maintenant décédé, mais il a été engagé comme expert. La Commission a simplement chargé M. Goldenberg de faire un travail spécial.

M. Duplessis (Trois-Rivières): Pourquoi l'État des *Comptes publics* préparé par le ministère mentionne M. Goldenberg comme commissaire?

L'honorable M. Mathewson (Montréal-Notre-Dame-de-Grâce): Le gouvernement de l'Union nationale n'a pas été logique avec les représentations de la Commission, surtout dans la loi des taxes sur les corporations qui laissait discrétion au gouvernement de les diminuer ou de les augmenter.

M. Duplessis (Trois-Rivières): Ce pouvoir a toujours existé et, de plus, le gouvernement actuel a trouvé la chose si juste qu'il s'est bien gardé d'y toucher.

M. Hartt (Montréal-Saint-Louis): On s'en prend à M. Goldenberg à tort. C'est un économiste des plus distingués qui a été employé par le gouvernement du Manitoba et par le gouvernement du dominion. On ne devrait pas l'attaquer à cause de son nom.

M. Duplessis (Trois-Rivières): M. Thomas Caron, de Saint-Cyprien, m'écrit que les fils de cultivateurs ne sont pas exemptés du service militaire. En dépit des assertions du premier ministre, les fils de cultivateurs sont appelés en grand nombre. Ils essaient de se faire exempter, mais sans réussir.

Incidemment, M. Caron note que l'été dernier, deux grosses automobiles chargées de fonctionnaires sont passées par Saint-Cyprien. Ils venaient détruire "l'herbe à poux" parce qu'elle est nuisible. M. Caron est d'avis qu'il vaudrait mieux

commencer par détruire "l'herbe à taxes" qui fait bien plus de tort à la population.

L'honorable M. Godbout (L'Islet): (Souriant) M. Caron est un excellent citoyen, mais bien bleu. La province a commencé à détruire "l'herbe à taxes" semée par l'Union nationale en 1936. Dès 1939, elle en a arraché les racines.

(Rires et applaudissements à droite)

Quant au service militaire des fils de cultivateurs, la situation est claire. Il faut se rappeler que le gouvernement fédéral ne peut exempter de l'appel même les fils de cultivateurs. La loi de la mobilisation générale des ressources nécessite l'appel de tous les jeunes gens enregistrés en 1940, car on ne sait pas ce qu'ils font actuellement.

Depuis, ils ont pu devenir chauffeurs de taxi ou autre chose. Le gouvernement doit être certain qu'ils sont encore sur la ferme et qu'on en a besoin sur la ferme. Les cas sont étudiés et ceux dont on a besoin sur la ferme sont exemptés. Dès qu'ils sont appelés, les fils de cultivateurs qui ont droit d'obtenir leur exemption n'ont qu'à la réclamer.

M. Paquette (Labelle): Dans mon comté, 240 fils de cultivateurs ont été appelés au service et 10 seulement ont réussi à se faire exempter. Il cite le cas du fils unique d'un cultivateur bien connu de son comté, M. Aristide Massé, président de la Société d'agriculture de Labelle, qui n'a pas réussi à se faire exempter. Certains fermiers abandonnent leurs fermes parce que l'aide dont ils ont besoin leur est enlevée.

M. Langlais (Îles-de-la-Madeleine): Six pêcheurs de mon comté seulement, dit-il, ont réussi à obtenir le congé saisonnier promis par Ottawa à tous les pêcheurs.

L'honorable M. Godbout (L'Islet): Je me méfie un peu des histoires de mon ami de Labelle, qui me semble mal informé. Ainsi, il nous a raconté l'histoire d'un colon qui avait été mis à la porte de sa propriété sous la pluie, alors qu'il pleuvait à plein ciel.

Le lendemain, j'ai appris que le ministère de la Colonisation n'avait jamais eu rien à faire avec ce colon. Il nous a également cité le cas d'un colon de 79 ans qui était dépossédé. Ce colon avait trois lots. Il en a vendu deux et, au bout de 19 ans, il n'avait défriché que 7 arpents du troisième.

Mais je suis en faveur de l'exemption des fils de cultivateurs et de ceux qui s'adonnent à l'agriculture. Ils sont plus nécessaires là que n'importe où ailleurs.

Nourrir nos armées, c'est une tâche de guerre essentielle et je ferai toujours toutes les démarches qui s'imposent pour conserver à la terre ceux qui sont indispensables à la production agricole. Je crois avoir d'ailleurs contribué, dans une certaine mesure, à faire accepter le principe de l'exemption. J'ai fait des efforts et je les ai renouvelés pour que tous ceux dont on a besoin sur la ferme soient exemptés. Cependant, cette question ne relève pas du provincial.

M. Paquette (Labelle) revient sur le cas qu'il a cité et affirme de nouveau que ce qu'il a déjà dit au sujet des deux colons est véridique. Son intervention, dit-il, a empêché que le lot enlevé à un colon octogénaire soit donné à un peintre célibataire de 58 ans.

La résolution est adoptée.

L'honorable M. Mathewson (Montréal-Notre-Dame-de-Grâce) propose: 2. Qu'un crédit suffisant soit ouvert à Sa Majesté pour compléter la somme de vingt mille dollars, nécessaire pour couvrir les dépenses prévues à l'article: "École technique des Trois-Rivières", du budget de l'année financière se terminant le 31 mars 1943.

Adopté.

(Le comité entreprend l'étude d'un troisième crédit. Une altercation subvient entre M. Duplessis (Trois-Rivières) et M. Bastien (Berthier).

M. Duplessis (Trois-Rivières): Nous allons garder le troisième, car j'ai des comptes à régler avec le député de Berthier (M. Bastien).

Rapport du comité des subsides:

M. l'Orateur au fauteuil

M. le président fait rapport que le comité a adopté plusieurs résolutions et demande la permission de siéger de nouveau.

Il est résolu que la Chambre, à sa prochaine séance, se formera de nouveau en comité des subsides.

Les résolutions du comité sont lues et agréées.

Ajournement

M. l'Orateur prononce l'ajournement.

La séance est levée à 1 heure.

Deuxième séance du 28 mai 1942**Présidence de l'honorable V. Bienvenue**

La séance est ouverte à 3 heures.

Prière.

M. l'Orateur: À l'ordre, Messieurs! Que les portes soient ouvertes!

Messages du Conseil législatif:

M. l'Orateur communique à la Chambre que le greffier du Conseil législatif a apporté le message suivant:

Le Conseil législatif informe l'Assemblée législative qu'il a voté, sans amendement, les bills suivants:

- bill 123 concernant la succession de feu l'honorable J.-B.-R. Fiset;
- bill 42 modifiant la loi des tribunaux judiciaires;
- bill 43 autorisant l'acquisition d'un immeuble pour l'École du meuble;
- bill 45 ratifiant le contrat passé par le gouvernement de la province avec The Girls' Cottage Industrial School relativement à la garde, au soin et à l'entretien des enfants dans cette école d'industrie;
- bill 46 concernant le crédit agricole provincial;
- bill 47 modifiant la loi du département de l'Agriculture;
- bill 50 modifiant la loi des sociétés d'agriculture;
- bill 51 ratifiant le contrat passé par le gouvernement de la province avec les dames religieuses de Notre-Dame de Charité du Bon-Pasteur relativement à leur école de réforme et leur école d'industrie appelées Maison de Lorette et Maison Sainte-Domitille;
- bill 52 pour permettre aux municipalités de faire des conventions avec Wartime Housing Limited;
- bill 53 modifiant le Code municipal au sujet du rôle d'évaluation;
- bill 56 concernant les claims miniers en temps de guerre;
- bill 57 relatif aux salles de danse;
- bill 58 constituant en corporation l'Institut de microbiologie et d'hygiène de l'Université de Montréal;
- bill 61 modifiant la loi de la protection sanitaire des animaux.

Projets de loi:**Rivière Outaouais**

L'ordre du jour appelle la prise en considération, en comité plénier, d'un projet de résolutions relatives au bill 62 concernant les forces hydrauliques de la rivière Outaouais.

L'honorable M. Côté (Bonaventure) informe l'Assemblée que l'honorable lieutenant-gouverneur a pris connaissance dudit projet de résolutions et qu'il en recommande l'objet à la Chambre.

L'honorable M. Côté (Bonaventure) propose que M. l'Orateur quitte maintenant le fauteuil.
Adopté.

En comité:

Présidence de M. Caron (Hull)

L'honorable M. Côté (Bonaventure) propose:

1. Que le lieutenant-gouverneur en conseil pourra autoriser le ministre des Terres et Forêts à louer, pour la période de temps et aux conditions qu'il déterminera, à "The Hydro-Electric Power Commission of Ontario", corporation ayant son siège social à Toronto, ou à toute autre corporation formée par la province d'Ontario pour lui succéder, la partie située en cette province des forces hydrauliques de la rivière Outaouais connues sous le nom de Cave & Fourneaux, Des Joachims et Chenaux, y compris le terrain requis pour l'emplacement des constructions nécessaires pour l'aménagement de ces forces hydrauliques et tous les droits dépendant de l'autorité législative de cette province requis pour utiliser ces forces hydrauliques en élevant l'eau de la rivière aux niveaux de retenue suivants (au-dessus du niveau moyen de la mer), savoir:

Cave & Fourneaux.....	575
Des Joachims.....	500
Chenaux.....	285

Cette location pourra comprendre le droit d'utiliser, avec les forces hydrauliques Des Joachims, la moitié de la hauteur de chute du site connu sous le nom de Paquette.

2. Que la location ci-dessus ne pourra être consentie qu'en retour de la location par Sa Majesté, au nom de la province d'Ontario, pour une égale période de temps et à des conditions analogues, à la Commission des eaux courantes de Québec ou à

toute autre corporation formée par cette province pour lui succéder, la partie située en la province d'Ontario des forces hydrauliques de la rivière Outaouais connues sous le nom de Rocher Fendu et Carillon, y compris le terrain requis pour l'emplacement des constructions nécessaires pour l'aménagement de ces forces hydrauliques et tous les droits dépendant de l'autorité législative de ladite province requis pour utiliser ces forces hydrauliques en élevant l'eau de la rivière aux niveaux de retenue suivants (au-dessus du niveau moyen de la mer), savoir

Rocher Fendu	350
Carillon	135

Cette location pourra comprendre le droit d'utiliser, avec les forces hydrauliques de Rocher Fendu, la moitié de la hauteur de chute du site connu sous le nom de Paquette.

3. Que les conditions suivantes, entre autres, pourront être insérées dans le bail prévu à la résolution 1:

1° Le locataire aura droit de changer ou détourner le cours de l'eau de la rivière à la condition de rendre l'eau au chenal naturel en bas du site faisant l'objet de la location;

2° En considération des prestations stipulées au bail, le bailleur sera tenu d'acquiescer, s'il ne les possède lors de la signature du contrat, tous les terrains et droits appartenant à des tiers et faisant l'objet de la location, et faute d'avoir acquis des droits suffisants, devra acquiescer tous dommages résultant, dans son territoire, de l'aménagement au niveau prévu. Le locataire devra fournir une description complète et détaillée des terrains et droits requis pour l'aménagement et à défaut de ce faire, il sera responsable de toutes dépenses additionnelles en résultant;

3° Les droits loués ni aucune partie essentielle de l'aménagement ne pourront être expropriés à l'encontre du locataire par le bailleur ou sous son autorité. Le locataire ne sera pas assujéti au contrôle prévu par la loi de l'électricité (Statuts refondus, 1941, chapitre 99) ou par toute loi analogue, sauf en ce qui concerne l'énergie électrique distribuée ou vendue dans cette province;

4° Au cas où l'autorisation prévue à l'article 6 de la loi du régime des eaux courantes (Statuts refondus, 1941, chapitre 98) ou à toute disposition analogue serait refusée pour la construction de digues ou autres ouvrages pour l'aménagement des forces hydrauliques faisant l'objet desdits baux, le locataire pourra appeler de cette décision au tribunal arbitral prévu à l'article 4 de la loi qui accompagne les présentes résolutions;

5° Le locataire sera tenu de payer de justes redevances annuelles pour compenser tous frais encourus par le bailleur pour tous travaux existants ou à venir destinés à augmenter ou régulariser le débit de la rivière au site loué et cela, en tenant compte de l'aménagement total dans les deux provinces bénéficiant de ces travaux. Avant que des travaux de ce genre ne soient exécutés, le locataire devra en être informé par écrit; et s'il s'y oppose, le litige sera soumis au tribunal arbitral prévu à l'article 4 de ladite loi qui accompagne les présentes résolutions. La présente disposition ne pourra être considérée comme une autorisation d'exécuter de tels travaux dans la section interprovinciale de la rivière;

6° Le locataire sera exempt de toutes taxes provinciales et nonobstant toute loi générale ou spéciale, ne sera, en ce qui concerne les biens loués et les constructions érigées pour le développement d'énergie hydroélectrique, assujéti aux taxes municipales ou scolaires que dans la mesure où le bail y pourvoira;

7° Nonobstant toute loi de mainmorte présente ou à venir, le locataire aura droit de posséder, en cette province, les biens loués et toutes constructions et améliorations requises pour la pleine utilisation et la production d'énergie électrique;

8° Le bail sera censé avoir été fait dans la province du bailleur et sera régi par ses lois.

4. Que ce sera une condition des baux prévus aux résolutions 1 et 2, que la Commission des eaux courantes de Québec devra établir un tarif général adéquat fixant les taux qui devront être exigés de tout usager des eaux de la rivière Outaouais en cette province pour compenser tous frais encourus par Sa Majesté, au nom de la province d'Ontario ou toute corporation agissant pour elle, à cette fin, pour tous travaux destinés à augmenter ou régulariser le débit de la rivière, et cela, en tenant compte de tous les aménagements, dans les deux provinces, bénéficiant de ces travaux. Ce tarif sera soumis à l'approbation du lieutenant-gouverneur en conseil. Tous montants perçus par la Commission des eaux courantes de Québec en vertu d'un tel tarif seront remis au trésorier de la province d'Ontario ou à la corporation susdite.

Au cas où la Commission des eaux courantes de Québec exploiterait elle-même certaines forces hydrauliques de la rivière Outaouais autres que celles visées à la résolution 2, elle sera tenue de payer elle-même un montant égal à celui qu'elle devrait percevoir d'un autre usager.

La présente disposition n'aura d'effet qu'à la condition qu'une disposition analogue soit décrétée et

mise à effet par la province d'Ontario pour la répartition des frais encourus par cette province ou par la Commission des eaux courantes de Québec ou toute autre corporation agissant pour cette province aux mêmes fins, pour des travaux en cette province destinés à augmenter ou régulariser le débit de la rivière Outaouais.

Tout litige résultant de la présente résolution sera décidé par le tribunal d'arbitrage prévu à l'article 4 de la loi qui accompagne les présentes résolutions.

5. Que, quand le bail prévu à la résolution 1 aura été signé, le ministre des Terres et Forêts pourra acquérir, à l'amiable ou par expropriation, tous terrains ou droits réels requis pour l'aménagement prévu et pour tous travaux accessoires, y compris le rétablissement en nouvel emplacement de chemins, voies ferrées ou autres constructions.

Toutes sommes dues en vertu de la présente résolution seront payables sur le fonds consolidé du revenu.

Il y a entre la ville de Montréal et la rivière Témiscamingue six chutes hydrauliques qui sont propriété indivisée des provinces d'Ontario et de Québec. La province d'Ontario a besoin de nouvelles sources d'électricité et elle a demandé à la province de Québec s'il était possible d'en arriver à une entente pour développer ces pouvoirs hydrauliques au profit commun des deux provinces.

Les ingénieurs des deux provinces ont étudié la question, et finalement ils sont tombés d'accord sur cette conclusion: le Québec et l'Ontario feront l'échange de certains sites de la rivière Outaouais, qui constitue la ligne de démarcation entre les deux provinces. Il est entendu, aussi, que chaque province aura le droit d'utiliser la moitié de la chute du site connu sous le nom de "Paquette". On a décidé d'attribuer à Ontario les chutes situées dans le haut de la rivière et à Québec les chutes de la section inférieure, sauf la rivière Paquette qui reste divisée à raison de 50 %. Dans ce dernier cas, la raison est que la rivière Paquette ne prête qu'à la construction d'un réservoir et non d'une usine hydroélectrique.

L'accord prévoit en outre que l'Ontario devra payer tous les frais d'expropriation dans la partie que nous lui cédon. Comme la province de Québec n'a pas l'intention de harnacher immédiatement les pouvoirs qu'elle obtient, il est entendu que le gouvernement n'aura pas à payer la plus-value qui ne manquera pas de s'accumuler entre la valeur actuelle et celle qui pourra exister au moment de l'expropriation. C'est l'Ontario qui devra payer cette plus-value, Québec expropriant au prix actuel. Pour

compenser la province, le gouvernement québécois accepte d'abandonner le loyer qui sera exigible sur les sites que nous louons à l'Ontario. Cela représente environ \$75,000 par année.

Nous avons fait un accord avec l'Ontario pour que le rapide de Carillon et le Rocher Fendu soit transféré à Québec, à condition que nous cédions à la province voisine nos droits sur le pouvoir hydraulique des Joachims, Cave et Fourneaux et les Chenaux situés plus près du grand marché de l'électricité de l'Ontario, soit Toronto, tandis que l'autre est à proximité du plus grand marché d'électricité de la province de Québec, Montréal.

Comme la grande chute de Carillon est située seulement à 40 milles de Montréal, tandis que la chute Des Joachims concédée à l'Ontario est à 260 milles de Montréal, il est clair que l'entente profite aux deux provinces, quand on songe par exemple que, pour amener à Montréal la partie du pouvoir qui appartient présentement à Québec, dans la chute Des Joachims, il en coûterait \$6,000,000 rien que pour les lignes de transmission. La chute Des Joachims peut fournir 345,000¹ chevaux-vapeur, et celle de Carillon 361,000. Le coût d'exécution de chacune des entreprises serait d'environ \$40,000,000.

Nous avons donc fait un bon marché pour la province et je crois que la Chambre devrait l'approuver avec empressement. Tout litige résultant de l'un ou l'autre des baux prévus à cette loi sera décidé par un tribunal arbitral composé de trois membres, dont l'un sera choisi par le lieutenant-gouverneur en conseil de la province de Québec, l'autre par le gouvernement de l'Ontario et le troisième par les deux autres. Toutes les réclamations pour dommages résultant d'inondations seront jugées selon la loi du bailleur; les tribunaux du Québec jugeront si les dommages ont été causés dans le Québec et vice-versa. Il est entendu que la Cour d'appel de chaque province aura juridiction. En final, advenant un conflit, la Cour suprême décidera.

J'ai confiance que l'opposition nous donnera son adhésion.

M. Duplessis (Trois-Rivières): Le ministre se trompe s'il croit avoir l'adhésion entière de l'opposition sur son projet de loi. Le projet ne donne aucun avantage à la province de Québec et compromet inutilement des droits importants.

Comme, lors des séances précédentes, on a dit que le gouvernement de l'Union nationale avait permis l'exportation de 100,000 chevaux-vapeur.

Il (M. Duplessis) fait l'historique de la question. Il y a quelques années, on avait décidé de

développer le pouvoir hydraulique de la Beauharnois qui, au maximum, peut donner plus de 1,000,000 de chevaux-vapeur. La province de Québec, dans le temps, a consenti à en laisser exporter 250,000 chevaux-vapeur en Ontario sur lesquels elle retenait un droit de \$1 le cheval-vapeur. Plus tard, la province a décidé d'annuler le contrat que l'Hydro ontarienne avait passé avec la Beauharnois, la Gatineau et la McLaren. Cela plaçait notre province dans une situation défavorable.

Il ne veut pas en dire plus sur le sujet, car il ne veut pas traverser la vallée de l'humiliation, mais il rappelle que le gouvernement de l'Ontario, sous les auspices d'Arthur Roebuck, alors procureur général de l'Ontario, avait soudainement questionné la validité du contrat avec Beauharnois et un certain nombre d'autres compagnies québécoises et qu'il avait dénoncé les contrats. La situation était devenue grave, partiellement en raison du fait que le Québec avait perdu ses redevances de \$1 par cheval-vapeur pour cause d'annulations.

Lorsque l'Union nationale est arrivée au pouvoir, j'ai entrepris des démarches auprès du gouvernement de l'Ontario pour faire rescinder cette décision. J'ai communiqué avec le premier ministre d'Ontario et lui ai demandé de collaborer avec la province de Québec, car l'union des deux vieilles provinces pour faire respecter leurs droits s'imposait dans l'intérêt même de l'unité et de la prospérité nationale. Le premier ministre d'Ontario partageait les mêmes sentiments et a bien voulu collaborer dans le même esprit.

À la suite des démarches faites, un nouvel arrangement a été conclu qui donnait à notre province divers avantages: le gouvernement provincial recouvrait son droit de \$1 par cheval-vapeur: la Beauharnois consentait une réduction annuelle de \$425,000², sur l'électricité vendue à Montréal, réduction qui est allée aux consommateurs moyens, c'est-à-dire à la petite industrie de la région; enfin Ontario s'est entendue avec Québec pour stabiliser l'industrie du papier, où 51 % des industries papetières étaient situées et qui subissait une crise grave par suite de l'accumulation de stocks par divers acheteurs qui menaçaient d'avilir les prix. La coopération avec l'Ontario a rendu inoffensifs les consommateurs de papier des États-Unis qui essayaient de dicter les prix et de diminuer les conditions de travail ici, même s'ils avaient accumulé un surplus de papier journal pendant six mois.

Mes démarches auprès du gouvernement ontarien ont eu aussi comme résultat pratique de

raffermir l'amitié qui doit exister entre les deux grandes races. À ce sujet, les deux grandes provinces doivent marcher la main dans la main, mais sans que l'une cherche à dominer l'autre, sans sacrifice aucun pour l'une ou l'autre race.

Aujourd'hui, on nous demande d'abandonner une partie de notre patrimoine. Les avantages que nous semblons en retirer sont d'ailleurs plus apparents que réels. Le ministre admet lui-même qu'actuellement nous n'avons pas besoin de nouveaux pouvoirs d'eaux. Si l'Ontario a un besoin immédiat d'électricité, je suis prêt à rencontrer ses vues, sur une base raisonnable sans sacrifice de nos droits. Pourquoi abandonner une partie de notre domaine? Nous pouvons négocier une entente. Mais je ne suis pas en faveur de permettre à l'Ontario de faire une concurrence ruineuse à la province de Québec. Le projet actuel consiste à vouloir aliéner une partie importante du domaine québécois.

Le ministre admet que la province de Québec n'est pas prête à faire ses développements hydroélectriques et qu'au surplus, elle n'en a pas besoin. Ontario a besoin d'électricité. La province doit consentir à aider Ontario, toujours bien entendu sur des bases raisonnables et dans l'intérêt de notre province, mais par contre, elle ne doit pas fournir aux autres le moyen de faire à notre province une concurrence ruineuse. Or, il est d'autres moyens d'y arriver.

Sous mon gouvernement, il y a eu un développement dans le Nord-Ouest de la province, à Noranda, une tâche qui a nécessité initiative et courage. La Cie Nesbitt-Thompson, propriétaire du système électrique de l'Abitibi, reçoit de l'Ontario entre 10,000 et 15,000 chevaux-vapeur. L'Ontario pourrait reprendre les installations de la compagnie Nesbitt, Thompson and Company, ce qui compenserait d'autant son déficit d'électricité et la Noranda pourrait fournir l'éclairage à l'Abitibi. Ceci va aider un peu.

Québec pourrait développer chez elle, et à bien meilleur marché, le pouvoir nécessaire dont l'Ontario a besoin, et à meilleur marché aussi pour la province d'Ontario. Nous avons également la Beauharnois. Pourquoi ne pas développer nos ressources et vendre de l'électricité à l'Ontario à bien meilleur compte? Ainsi les intérêts des deux provinces y trouveraient leur compte et la province n'abandonnerait aucun de ses droits. Les lignes de transmission entre les deux provinces sont installées. Il n'y aurait qu'à compléter l'installation. Il y a, dans la province, des possibilités de développement que l'on pourrait utiliser avec profit pour l'Ontario.

Je ne crois pas que le ministre ait raison lorsqu'il dit que l'accord profitera à la province. Ce projet ne rend pas justice à la province de Québec. Qu'est-ce que l'Ontario va penser de la déclaration du ministre à l'effet que la province voisine a fait un marché de dupe alors que nous, nous avons conclu un marché avantageux?

La plus grande partie de la population ontarienne n'est pas fanatique et est amie du Québec. Le gouvernement ontarien est formé d'hommes aux vues larges, mais il se trouve malheureusement certain groupe de fanatiques qui défigurent le visage ontarien, et injustement. Il y a quelques fanatiques qui veulent faire disparaître le Québec. C'est ainsi qu'un fanatique, comme le Dr Butt, réclamaient récemment la suppression de l'enseignement du français dans la province d'Ontario.

Ce matin même, les journaux rapportaient la déclaration du grand maître de la grande loge orangiste de l'Ontario-Est, foyer de mesquinerie et de fanatisme et de désunion au pays. Il vient de déclencher des diffamations contre nous. À l'occasion du 83^e congrès annuel de la loge, tenu à Toronto, M. J. W. Carson, le grand maître de la loge orangiste d'Ontario-Ouest, s'est attaqué hier aux tentatives persistantes pour élever la langue française à un degré de parité avec la longue anglaise au Canada, et il a déclaré que cela était contraire à l'esprit et à la lettre de la Constitution.

Il a également protesté contre l'emploi d'annonceurs et d'artistes français à Radio-Canada. Finalement Carson a prié ses confrères de lutter contre l'influence des Canadiens français, afin que le Canada ne passe pas aux mains d'une force réactionnaire comme l'Église catholique romaine et que le dominion conserve son caractère anglais et protestant.

Je suis contre tous les extrémistes, ceux de Québec comme ceux d'ailleurs, car l'unité nationale exige que les citoyens puissent vivre en paix, en sécurité, et la meilleure façon d'y arriver est de respecter les droits des uns des autres. Ce n'est pas le temps pour Ontario et Québec de soulever des luttes de races, de classes et de religion. Qu'on favorise la coopération avec l'Ontario, mais je ne suis pas en faveur de céder nos droits au profit de quelqu'un d'autre.

Voilà des perfidies contre lesquelles il faut protester.

Nous pourrions profiter d'une entente avec Ontario pour protéger du coup ces droits sacrés. Car les droits du Québec ne se résument pas uniquement à une question économique.

L'honorable M. Côté (Bonaventure): Tout cela ne se rapporte pas au bill en discussion.

M. Duplessis (Trois-Rivières): Je regrette que lorsqu'on réclame la paix et la justice, le ministre croit devoir intervenir pour qu'on parle d'autre chose.

Il (M. Duplessis) dit qu'il est favorable à la collaboration sur des bases justes et équitables avec l'Ontario.

L'an dernier, le gouvernement disait qu'on avait un pressant besoin d'électricité additionnelle. Cette année, il prétend que nous n'en aurons pas besoin avant plusieurs années. Quelle contradiction! Si Ontario a réellement besoin d'électricité, qu'on lui en fournisse en développant le pouvoir de la Beauharnois. Il est plus avantageux d'obtenir de l'électricité en poursuivant le développement d'un pouvoir qui est déjà harnaché qu'en organisant un nouveau pouvoir.

L'honorable M. Côté (Bonaventure): Le chef de l'opposition suggère que l'on complète le développement hydraulique de la Beauharnois. Le chef de l'opposition est-il au courant que, si nous développons les 600,000 ou 700,000 chevaux-vapeur additionnels de la Beauharnois, on assécherait le pouvoir des Cèdres et on serait forcé de produire du 25 cycles pour l'Ontario au lieu du 60 cycles pour répondre aux besoins de Québec?

M. Duplessis (Trois-Rivières): C'est exactement l'argument qu'il apportait l'an dernier pour s'opposer à la canalisation de la Beauharnois. Le ministre admet, alors, indirectement, le bien-fondé des arguments que nous apportons contre la canalisation du Saint-Laurent. Je ne prétends pas être un expert, mais le bon sens a toujours ses droits. Quand un pouvoir est aux trois quarts développé, on doit s'en servir surtout quand cela presse.

L'honorable M. Côté (Bonaventure) produit ensuite des chiffres pour démontrer qu'en vertu de l'échange, l'Ontario s'assurera 345,100 chevaux-vapeur au débit ordinaire de six mois, et Québec, 361,00 chevaux-vapeur au débit ordinaire de six mois également.

M. Duplessis (Trois-Rivières) soulève alors le côté légal de la question. Il déclare que, par suite des travaux, des terrains seront inondés et qu'au rapide Des Joachims, les citoyens de la province de Québec seront soumis aux lois de l'Ontario.

L'honorable M. Côté (Bonaventure): Le chef de l'opposition a-t-il bien lu la loi? Le bill dit tout le contraire. Les intéressés devront se présenter devant le tribunal de la province du bailleur. Or, le bailleur, c'est la province de Québec. Pour ce qui est des dommages résultant des inondations dans notre province, le litige sera soumis à nos tribunaux, et vice versa pour l'Ontario.

M. Duplessis (Trois-Rivières): Les provinces étant devenues propriétaires conjointes des pouvoirs d'eau, il y aura, en dépit de tout, deux bailleurs. Donc, on ne peut faire la distinction établie par le ministre pour ce qui a trait au partage de la juridiction des tribunaux entre chacune des deux provinces.

M. Pouliot (Gaspé-Sud): À l'occasion d'un marché de cette importance on devrait exiger de l'Ontario, au moins tacitement, que les droits des nôtres soient respectés.

M. Duplessis (Trois-Rivières): Il serait en effet possible de faire cesser les agissements du pasteur anglais Shields et d'un groupe de fanatiques du même acabit.

M. Pouliot (Gaspé-Sud) pose une question.

L'honorable M. Côté (Bonaventure): Il me semble que j'ai démontré qu'il était sage de céder des droits sur 347,000 chevaux-vapeur à 260 milles de Montréal pour avoir en échange 361,000 chevaux-vapeur à 40 milles de Montréal. J'ai dit la vérité à la Chambre et, au risque de déplaire au chef de l'opposition, je réponds que nous avons fait un bon marché avec Ontario. L'Ontario va développer son nouveau pouvoir d'ici deux ans et, parce qu'on en a besoin pour les usines de guerre, nous utiliserons le nôtre quand nous en aurons besoin.

Les résolutions sont adoptées.

Rapport du comité plénier:

M. l'Orateur au fauteuil

M. le président fait rapport que le comité a adopté plusieurs résolutions.

L'honorable M. Côté (Bonaventure) propose, selon l'ordre du jour, que les résolutions relatives au bill 62, soient maintenant lues.

La motion est mise aux voix et la Chambre se divise.

Les noms sont appelés et inscrits comme suit:

Pour: MM. Allard, Bastien, Beaulac, Beaulieu (Témiscouata), Bouchard (Québec-Comté), Boucher, Caron (Hull), Caron (Maisonnette), Casgrain (Gaspé-Nord), Casgrain (Kamouraska-Rivière-du-Loup), Côté, Dansereau, Desmarais, Dubreuil, Duffy, Dumaine, Duval, Fillion, Francoeur (Lévis), Gagnon (Frontenac), Gauthier, Godbout, Gosselin, Guerin, Guibord, Hamel, Hartt, Jodoin, Joyal, Lapointe, Lawn, Mathewson, Panet, Perrier, Plamondon, Potvin, Rajotte, Renault, Rochette, Sabourin, 40.

Contre: MM. Barrette, Beaulieu (Saint-Jean-Napierville), Bégin, Bourque, Duplessis, Élie, Gagnon (Matane), Labbé, Langlais, Lorrain, Morin (Champlain), Pouliot, Sauvé (Beauharnois), Talbot, 14.

Ainsi, la motion est adoptée. Lesdites résolutions sont, en conséquence, lues.

Il est ordonné que l'examen de ces résolutions soit remis à la prochaine séance.

Orphelinat

Notre-Dame-de-la-Merci d'Huberdeau

L'ordre du jour appelle la prise en considération, en comité plénier, d'un projet de résolutions relatives au bill 69 pour aider à la construction de l'Orphelinat Notre-Dame-de-la-Merci d'Huberdeau.

L'honorable M. Perrier (Terrebonne) informe l'Assemblée que l'honorable lieutenant-gouverneur a pris connaissance dudit projet de résolutions et qu'il en recommande l'objet à la Chambre.

L'honorable M. Perrier (Terrebonne) propose que M. l'Orateur quitte maintenant le fauteuil.
Adopté.

En comité:

Présidence de M. Dumaine (Bagot)

L'honorable M. Perrier (Terrebonne) propose:
1. Que le lieutenant-gouverneur en conseil soit autorisé à garantir, aux conditions qu'il déterminera, jusqu'à concurrence d'un capital de cinq cent mille dollars et d'un taux d'intérêt ne dépassant pas quatre pour cent, le remboursement de tout emprunt que l'Institut des frères de Notre-Dame-de-la-Miséricorde

pourront contracter, sous forme d'obligations ou autrement, pour la reconstruction de leur école d'industrie à Huberdeau.

Les montants requis pour faire face à cette garantie seront retenus sur les sommes payables à cette institution pour la garde, le soin et l'entretien d'enfants dans ladite école d'industrie.

Adopté.

2. Que les sommes que le gouvernement pourra être appelé à payer, en vertu de la loi qui sera basée sur les présentes résolutions, seront prises sur le fonds consolidé du revenu.

Adopté.

3. Que le lieutenant-gouverneur en conseil pourra autoriser le secrétaire de la province à signer, aux conditions qu'il déterminera, un contrat avec l'Institut des frères de Notre-Dame-de-la-Miséricorde relativement à la garde, aux soins et à l'entretien des enfants dans leur école d'industrie connue sous le nom d'Orphelinat Notre-Dame-de-la-Merci d'Huberdeau.

Adopté.

Les résolutions sont adoptées.

Rapport du comité plénier:

M. l'Orateur au fauteuil

M. le président fait rapport que le comité a adopté plusieurs résolutions, lesquelles sont lues et agréées.

L'honorable M. Perrier (Terrebonne) propose qu'il lui soit permis de présenter le bill 69 pour aider à la construction de l'Orphelinat Notre-Dame-de-la-Merci d'Huberdeau.

Adopté. Le bill est lu une première fois.

L'honorable M. Perrier (Terrebonne) propose que le bill soit maintenant lu une deuxième fois.

M. Duplessis (Trois-Rivières) demande que le gouvernement soit plus généreux et qu'il donne un certain montant, au lieu de se contenter de garantir un emprunt.

Adopté. Le bill est lu une deuxième fois.

L'honorable M. Perrier (Terrebonne) propose que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Adopté.

Il est ordonné que le greffier porte le bill au Conseil législatif et prie les honorables conseillers de l'adopter.

Commission des eaux courantes

L'ordre du jour appelle la prise en considération, en comité plénier, d'un projet de résolutions relatives au bill 65 accordant de plus amples pouvoirs à la Commission des eaux courantes de Québec.

L'honorable M. Côté (Bonaventure) informe l'Assemblée que l'honorable lieutenant-gouverneur a pris connaissance dudit projet de résolutions et qu'il en recommande l'objet à la Chambre.

L'honorable M. Côté (Bonaventure) propose que M. l'Orateur quitte maintenant le fauteuil.

Adopté.

En comité:

Présidence de M. Dumaine (Bagot)

L'honorable M. Côté (Bonaventure) propose:

1. Que l'article 78 de la loi du régime des eaux courantes (Statuts refondus, 1941, chapitre 98) soit modifié en remplaçant le paragraphe *c* par le suivant:

"*c*. À vendre et distribuer de l'énergie électrique et à acheter de toute centrale électrique de l'énergie pour ses propres fins ou pour la revendre."

Adopté.

2. Que l'article 80 de ladite loi soit modifié en y ajoutant les paragraphes suivants:

"3. Les pouvoirs ci-dessus peuvent être exercés en vue de travaux projetés et avant que l'exécution de ces travaux ne soit autorisée.

"4. L'exécution des travaux autorisés par le lieutenant-gouverneur en conseil en vertu de la présente section ne pourra être arrêtée par injonction ou par autre bref et on ne pourra réclamer que des dommages, s'il y a lieu.

"5. La Commission des eaux courantes de Québec, avec l'autorisation du lieutenant-gouverneur en conseil, peut acheter ou louer ou autrement se procurer toutes forces hydrauliques, immeubles ou droits réels situés dans une province voisine et y exécuter tous travaux du genre de ceux autorisés par la présente section et faire, à cette fin, tout contrat jugé opportun.

"6. En ce qui concerne des travaux dans des rivières navigables, la Commission des eaux

courantes de Québec pourra, avec l'autorisation du lieutenant-gouverneur en conseil, faire avec le gouvernement du dominion du Canada toutes ententes jugées opportunes et accomplir toutes formalités jugées nécessaires."

Adopté.

Rapport du comité plénier:

M. l'Orateur au fauteuil

M. le président fait rapport que le comité a adopté plusieurs résolutions, lesquelles sont lues après division.

L'honorable M. Côté (Bonaventure) propose que ces résolutions soient maintenant agréées.

M. Duplessis (Trois-Rivières): Ce projet de loi n'apporte aucun pouvoir nouveau à la Commission. La Commission a déjà tous ces pouvoirs, et le bill n'a d'autre objet que celui de jeter de la poudre aux yeux. C'est de la bouillie pour les chats.

Et afin d'éviter une plus ample dépense de papier, nous allons voter toutes les lectures immédiatement.

Adopté après division. Les résolutions relatives au bill 65 accordant de plus amples pouvoirs à la Commission des eaux courantes de Québec sont agréées.

L'honorable M. Côté (Bonaventure) propose qu'il lui soit permis de présenter le bill 65 accordant de plus amples pouvoirs à la Commission des eaux courantes de Québec.

Adopté après division. Le bill est lu une première fois.

L'honorable M. Côté (Bonaventure) propose que le bill soit maintenant lu une deuxième fois.

Adopté après division.

L'honorable M. Côté (Bonaventure) propose que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Adopté après division.

Il est ordonné que le greffier porte le bill au Conseil législatif et prie les honorables conseillers de l'adopter.

Messages du Conseil législatif:

M. l'Orateur communique à la Chambre que le greffier du Conseil législatif a apporté le message suivant:

Le Conseil législatif informe l'Assemblée législative qu'il a voté, sans amendement, les bills suivants:

- bill 104 modifiant la charte de la ville de Rouyn;
- bill 117 concernant la Corporation de Prêt et Revenu;
- bill 154 donnant un effet légal au changement de nom de Thomas Kerr Stevenson en celui de Thomas Kerr Lachlan White;
- bill 180 pour faciliter les études médicales en temps de guerre;
- bill 181 érigeant la ville d'Oka-sur-le-Lac.

Projets de loi:

Emprunts des commissions scolaires de Montréal

L'honorable M. Perrier (Terrebonne) propose, selon l'ordre du jour, que la Chambre se forme en comité plénier pour étudier le bill 68 concernant les emprunts des commissions scolaires de Montréal.

Adopté. M. l'Orateur quitte le fauteuil.

Le comité étudie le bill article par article et le président fait rapport que le comité a adopté le bill 68 sans l'amender.

L'honorable M. Perrier (Terrebonne) propose que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

M. Duplessis (Trois-Rivières): Ce projet de loi ne changera rien à la situation financière intenable des commissions scolaires de Montréal. En fait, la générosité du gouvernement se résume à rien du tout. De même, on se vante depuis trois ans de régler le problème des commissions scolaires et rien ne se fait; on a parlé de grandes réformes et rien n'a encore été annoncé. La situation est cependant très grave: certaines écoles sont incapables de payer leurs professeurs.

Cette loi ne corrige pas la situation puisqu'elle autorise simplement la Commission à emprunter davantage. Le trésorier passera à l'histoire comme le ministre des taxes, et le secrétaire provincial sera connu comme le ministre des

emprunts. Le gouvernement devrait faire autre chose que de permettre des emprunts.

D'ailleurs, le bill ne veut rien dire et n'ajoute rien aux pouvoirs des commissions scolaires.

L'honorable M. Perrier (Terrebonne) rappelle brièvement tout le travail accompli par le gouvernement pour améliorer notre enseignement. Le budget de l'éducation, dit-il, qui était de \$5,500,000 il y a trois ans est maintenant de \$14,000,000. Cela veut dire quelque chose.

M. Duplessis (Trois-Rivières): Montréal ne pourra pas aider les commissions scolaires, parce qu'on a enlevé à la ville le droit de percevoir l'impôt sur le revenu.

L'honorable M. Perrier (Terrebonne): Cela est inexact, puisque la province qui reçoit d'Ottawa une compensation monétaire remettra à la ville de Montréal une somme égale à celle qu'elle recevait dans le passé.

Adopté après division.

Il est ordonné que le greffier porte ce bill au Conseil législatif et prie les honorables conseillers de l'adopter.

Subsides:

Budget des dépenses 1942-1943

L'honorable M. Mathewson (Montréal-Notre-Dame-de-Grâce) propose, selon l'ordre du jour, que M. l'Orateur quitte maintenant le fauteuil.

Adopté. La Chambre se forme de nouveau en comité des subsides.

En comité:

L'honorable M. Mathewson (Montréal-Notre-Dame-de-Grâce) propose: Qu'un crédit suffisant soit ouvert à Sa Majesté pour compléter la somme de huit cent mille dollars, nécessaire pour couvrir les dépenses prévues à l'article: "Service des achats - (département du procureur général)", du budget de l'année financière se terminant le 31 mars 1943.

M. Duplessis (Trois-Rivières) rappelle que le service des achats a été organisé par l'Union

nationale, mais que le gouvernement actuel a multiplié les dépenses. Relativement à l'usine du sucre de betterave, le gouvernement, dit-il, a d'abord fait voter un montant de \$150,000 qui devait payer toute la machinerie.

Mais plus tard, on fit adopter un mandat spécial de \$300,000 pour couvrir les déboursés subséquents. Ce procédé est antidémocratique. Il accuse le gouvernement de se transformer en manufacturier de sucre de betterave.

M. Paquette (Labelle): Le ministre du Commerce (l'honorable M. Drouin) pourrait-il nous dire comment il se fait que les dépenses de son département ont augmenté de 300 %?

L'honorable M. Drouin (Québec-Est): Le budget de 1940-1941 n'était que pour une période de neuf mois. Lorsque vint le budget de 1941-1942, on fixa le même montant sans songer que cette fois l'exercice serait de douze mois. Nous avons eu également des dépenses imprévues comme le recensement industriel.

L'opposition taquine le ministre des Affaires municipales, de l'Industrie et du Commerce au sujet de Charlevoix-Saguenay. (Un journal a prétendu qu'il serait candidat dans ce comté)

L'honorable M. Drouin (Québec-Est) déclare qu'il n'est pas au courant.

Le débat se poursuit.

M. Duplessis (Trois-Rivières) remet sur le tapis la question de l'Île d'Anticosti. Il affirme de nouveau que l'Union nationale a barré la route aux Allemands en refusant de vendre cette île à un syndicat boche.

M. Beaulieu (Saint-Jean-Napierville) veut ensuite savoir du ministre de l'Agriculture (l'honorable M. Godbout) si les règlements relatifs à la pyrale du maïs sont toujours en vigueur.

L'honorable M. Godbout (L'Islet): Ces règlements restent en vigueur parce qu'ils sont un préventif. Ils seront appliqués énergiquement. On ne pourra contrôler la pyrale du maïs que si tous les cultivateurs font leur part. Si l'on cessait d'appliquer les règlements, on serait bientôt au même point qu'il y a trois ans, alors qu'on commence à entrevoir le succès.

M. Beaulieu (Saint-Jean-Napierville): Comment il se fait que des actions prises contre des cultivateurs de Saint-Jean ont été retirées. Un groupe de cultivateurs a décidé d'ignorer le règlement. D'une part, ils pourront s'en tirer avec \$10 d'amende et, d'autre part, s'ils ont de l'influence, ils ne paieront rien.

L'honorable M. Godbout (L'Islet): Si le cultivateur trouve plus pratique de payer \$10 d'amende que de payer \$15 ou \$20 pour faire nettoyer son champ, il se trompe, car il perdra \$100 ou \$150 sur sa récolte.

Relativement aux causes retirées, aucun ordre n'a été donné à cet effet. C'est absolument faux, déclare-t-il, et je suis prêt à discuter avec le député de Saint-Jean chacune des causes et, s'il peut établir que je suis intervenu, je lui céderai ma place.

Il n'y a eu aucune partisanerie politique et il n'y en aura pas. Quant aux règlements, ils s'appliqueront dans toute la province, sans exception pour personne.

La résolution est adoptée.

Rapport du comité des subsides:

M. l'Orateur au fauteuil

M. le président fait rapport que le comité a adopté une résolution et qu'il demande la permission de siéger de nouveau.

Il est résolu que la Chambre, à sa prochaine séance, se formera de nouveau en comité des subsides.

La résolution du comité est lue et agréée.

Voies et moyens:

Budget des dépenses 1942-1943

L'honorable M. Mathewson (Montréal-Notre-Dame-de-Grâce) propose, selon l'ordre du jour, que M. l'Orateur quitte maintenant le fauteuil.

Adopté. La Chambre se forme de nouveau en comité des voies et moyens.

En comité:

L'honorable M. Mathewson (Montréal-Notre-Dame-de-Grâce) propose que, pour pourvoir

au paiement des subsides qui ont été accordés à Sa Majesté pour la dépense de l'année financière se terminant le 31 mars 1943, il soit permis de tirer du fonds consolidé du revenu de la province une somme additionnelle ne dépassant pas \$45,518,433,34.

Adopté.

Rapport du comité des voies et moyens:

M. l'Orateur au fauteuil

M. le président fait rapport que le comité a adopté une résolution, et qu'il demande la permission de siéger de nouveau.

Il est résolu que la Chambre, à la prochaine séance, se formera de nouveau en comité des voies et moyens.

La résolution du comité est lue et agréée.

Projets de loi:

Loi des subsides No 4

L'honorable M. Mathewson (Montréal-Notre-Dame-de-Grâce) propose qu'il lui soit permis de présenter le bill 34 octroyant à Sa Majesté des deniers requis pour les dépenses du gouvernement pour l'année financière se terminant le 31 mars 1943 et pour d'autres fins.

Adopté. Le bill est lu une première fois.

L'honorable M. Mathewson (Montréal-Notre-Dame-de-Grâce) propose que le bill soit maintenant lu une deuxième fois.

Adopté.

L'honorable M. Mathewson (Montréal-Notre-Dame-de-Grâce) propose que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Adopté.

Il est ordonné que le greffier porte ce bill au Conseil législatif et prie les honorables conseillers de l'adopter.

Messages du Conseil législatif:

M. l'Orateur communique à la Chambre que le greffier du Conseil législatif a apporté le message suivant:

Le Conseil législatif informe l'Assemblée législative qu'il a voté le bill 36 concernant les élections à l'Assemblée législative, avec les amendements suivants qu'il la prie d'agréer:

1. L'article 15 est modifié en remplaçant, dans l'avant-dernière ligne du premier alinéa, les mots: "trois cent cinquante" par "trois cents".

2. L'article 20 est modifié en biffant le second alinéa.

Aussi, le bill 109 modifiant la charte de la cité de Québec, avec les amendements suivants qu'il prie l'Assemblée législative d'agréer:

1. L'article 5 est remplacé par le suivant:

"5. La cité de Québec, le Bureau des commissaires d'écoles catholiques romaines de la cité de Québec et le Bureau des commissaires d'écoles protestantes de la cité de Québec sont autorisés à fixer, pour fins municipales et scolaires, l'évaluation actuelle des immeubles de Anglo Canadian Pulp & Paper Mills, Ltd., et à fixer, en conséquence, par résolutions, ladite évaluation à trois millions de dollars pour une période de cinq années à compter du 1^{er} mai 1942. Cette évaluation fixe ne comprendra pas les propriétés de la compagnie qui servent d'habitation.

2. L'article 10 est biffé.

3. Les articles 11, 12, 13 et 14 deviennent respectivement articles 10, 11, 12 et 13.

4. L'article suivant est ajouté après l'article 14 devenu 13 comme article 14:

"14. En considération de certaines concessions à être faites à la cité de Québec par le gouvernement de la puissance du Canada, la cité de Québec est autorisée à accorder, par résolution de son conseil, des exemptions de taxes sur toutes propriétés occupées gratuitement par le gouvernement fédéral pour fins de guerre.

"Le Bureau des commissaires d'écoles catholiques romaines de la cité de Québec et le Bureau des commissaires d'écoles protestants de la cité de Québec peuvent aussi, par résolution, accorder des exemptions de taxes scolaires sur lesdites propriétés."

Aussi, le bill 114 modifiant la charte de la ville de Lasalle, avec les amendements suivants qu'il prie l'Assemblée législative d'agréer:

1. L'article 1 est modifié en biffant, dans les lignes 2 et 3, les mots suivants:

"(reproduit comme annexe de la présente loi)"

2. L'article 2 est modifié en biffant le paragraphe a) qui commence par les mots: "a) en ajoutant" et qui finit par les mots: "les dépenses encourues à cet effet".

3. L'article 3 est modifié en remplaçant, dans la dernière ligne, page 3, les mots: "cent dollars", par les mots: "cinquante dollars."

4. L'article 4 est biffé.

5. L'article 5 qui devient article 4 est modifié:

a) en ajoutant immédiatement à la suite du mot: "biens-fonds", dans l'avant-dernière ligne de la page 3, les mots: "de la municipalité";

b) en biffant, dans la dernière ligne de la page 3, les mots: "de la municipalité".

6. L'article 6 devient article 5.

7. L'article suivant est ajouté comme article 6:

"6. La ville est autorisée à rembourser, par paiements annuels étendus sur une période de trente-cinq ans, tout montant dont elle peut ou pourra être redevable à la cité de Montréal pour la construction de l'égout de la rivière Saint-Pierre, en vertu de l'ordonnance numéro 3 de la Commission des services publics ou de toute autre ordonnance.

"Ce remboursement se fera par annuités comprenant à la fois les intérêts et une fraction du capital, et représentées par des titres ou obligations à échéance annuelle.

"Le taux d'intérêt, frais d'escompte et autres accessoires compris, sera celui effectivement payé par la cité de Montréal, sur ses propres débentures, lorsque la ville LaSalle souscrita en faveur de la cité de Montréal une ou des obligations en vertu de la présente loi."

8. L'annexe est biffée.

Aussi, le bill 124 modifiant la charte de la cité de Lachine, avec les amendements suivants qu'il prie l'Assemblée législative d'agréer:

1. Le préambule est modifié en biffant, dans les lignes 22, 23, 24 et 25, les mots suivants:

"d'augmenter la qualification foncière pour l'exercice des charges de maire et d'échevin de six cents dollars à deux mille dollars;"

2. Les articles 7 et 8 sont biffés.

3. L'article 9 devient article 7.

4. Les articles 10, 11, 12 et 13 deviennent respectivement articles 8, 9, 10 et 11.

Aussi, le bill 141 concernant la Commission des écoles catholiques de Verdun, avec les amendements suivants qu'il prie l'Assemblée législative d'agréer:

1. Le préambule est modifié en remplaçant, dans les lignes 2, 3 et 4 du quatrième alinéa: "vingt-cinq mille six cent quatre-vingts dollars et quatre-vingt-dix cents", par:

"vingt-cinq mille six cent quatre dollars et soixante cents".

2. L'article 1 est modifié:

a) en remplaçant, dans la ligne 2 du paragraphe c): "quatre-vingt-quatre", par:

"quatre".

b) en remplaçant, dans la ligne 3 du paragraphe c): "quatre-vingt-dix", par:

"soixante".

Aussi, le bill 153 concernant la ville de Berthier et ratifiant une convention intervenue entre les commissaires d'écoles pour la municipalité de Berthierville et celle de Berthier, paroisse, avec les amendements suivants qu'il prie l'Assemblée législative d'agréer:

1. L'article 2 est modifié en ajoutant, à la fin, ce qui suit comme paragraphe c):

"c) L'article 488 de ladite loi des cités et villes est remplacé, pour la ville, par le suivant:

"488. Les immeubles imposables dans la municipalité comprennent les terrains, les constructions et les usines qui y sont érigées et toutes les améliorations qui y ont été faites (mais non les machineries et outillages)."

2. L'article 22 est modifié en biffant, dans les lignes 6 et 7, les mots suivants:

"(annexée à la présente loi comme annexe "A")."

3. L'article 12 est modifié en biffant, dans la ligne 4, les mots suivants:

"(Annexe "A")."

4. L'annexe "A" est biffée.

Projets de loi:

Élections

La Chambre prend en considération les amendements que le Conseil législatif a apportés au bill 36 concernant les élections à l'Assemblée législative.

L'honorable M. Godbout (L'Islet) propose que ces amendements soient maintenant lus.

Adopté après division.

Il est ordonné que l'examen de ces amendements soit remis à la prochaine séance.

Charte de Québec

La Chambre prend en considération les amendements que le Conseil législatif a apportés au bill 109 modifiant la charte de la cité de Québec.

M. Delagrave (Québec-Ouest) propose que ces amendements soient maintenant lus.

Adopté après division.

Il est ordonné que l'examen de ces amendements soit remis à la prochaine séance.

Charte de Lasalle

La Chambre prend en considération les amendements que le Conseil législatif a apportés au bill 114 modifiant la charte de la ville Lasalle.

M. Kirkland (Jacques-Cartier) propose que ces amendements soient maintenant lus.

Adopté après division.

M. Kirkland (Jacques-Cartier) propose que les amendements soient maintenant acceptés.

Adopté après division.

Il est ordonné que le greffier porte le message, avec le bill, au Conseil législatif.

Charte de Lachine

La Chambre prend en considération les amendements que le Conseil législatif a apportés au bill 124 modifiant la charte de la cité de Lachine.

M. Kirkland (Jacques-Cartier) propose que ces amendements soient maintenant lus.

Adopté après division.

M. Kirkland (Jacques-Cartier) propose que les amendements soient maintenant acceptés.

Adopté après division.

Il est ordonné que le greffier porte le message, avec le bill, au Conseil législatif.

Commission scolaire de Verdun

La Chambre prend en considération les amendements que le Conseil législatif a apportés au bill 141 concernant la Commission des écoles catholiques de Verdun.

M. Comeau (Montréal-Verdun) propose que ces amendements soient maintenant lus.

Adopté après division.

M. Comeau (Montréal-Verdun) propose que les amendements soient maintenant acceptés.

Adopté après division.

Il est ordonné que le greffier porte le message, avec le bill, au Conseil législatif.

Berthier

La Chambre prend en considération les amendements que le Conseil législatif a apportés au bill 153 concernant la ville de Berthier et ratifiant une convention intervenue entre les commissaires d'écoles pour la municipalité de Berthierville et celle de Berthier, paroisse.

M. Gauthier (Montréal-Laurier) propose que ces amendements soient maintenant lus.
Adopté après division.

M. Gauthier (Montréal-Laurier) propose que les amendements soient maintenant acceptés.
Adopté après division.

Il est ordonné que le greffier porte le message, avec le bill, au Conseil législatif.

Dépôt de documents:

**Augmentation de salaire
des employés du gouvernement
du Québec**

L'honorable M. Perrier (Terrebonne) dépose sur le bureau de la Chambre la réponse à un ordre de l'Assemblée, en date du 30 avril 1942, pour la production d'une copie de tout arrêté ministériel passé par le Conseil exécutif, depuis le 24 février 1942, jusqu'au 17 avril inclusivement, relativement à toute augmentation de salaire accordée aux employés ou fonctionnaires à l'emploi du gouvernement de la province de Québec, ou de toute commission, office, ou autre organisme, relevant du gouvernement de la province de Québec, tant dans le service intérieur que dans le service extérieur. (Document de session no 40)

Ajournement

M. l'Orateur prononce l'ajournement.

La séance est levée à 6 heures.

Troisième séance du 28 mai 1942**Présidence de l'honorable V. Bienvenue**

La séance est ouverte à 8 h 30.

Prière.

M. l'Orateur: À l'ordre, Messieurs! Que les portes soient ouvertes!

Messages du Conseil législatif:

M. l'Orateur communique à la Chambre que le greffier du Conseil législatif a apporté le message suivant:

Le Conseil législatif informe l'Assemblée législative qu'il a voté, sans amendement, les bills suivants:

- bill 48 pour favoriser la diffusion des caisses populaires;
- bill 49 concernant une entente entre le gouvernement et la cité de Montréal;
- bill 55 accordant certains pouvoirs à la Commission des eaux courantes de Québec, pour détourner dans la rivière Saint-Maurice une partie des eaux de la rivière Mégiscane;
- bill 59 concernant l'étendue de la responsabilité civile au cas d'assurance;
- bill 60 concernant l'École d'arts et métiers de Rimouski, Inc.;
- bill 63 instituant le Conservatoire de musique et d'art dramatique de la province de Québec;
- bill 66 concernant un échange de concessions forestières avec Gulf Pulp & Paper Company;
- bill 67 concernant l'École technique de Saint-Hyacinthe.

Dépôt de documents:

**Commission d'enquête
sur le prix des bois de pulpe**

L'honorable M. Côté (Bonaventure) dépose sur le bureau de la Chambre le rapport préliminaire de la Commission d'enquête sur les prix des bois à pulpe vendus par les colons et les cultivateurs (Document de session no 41)

Projets de loi:**Élections**

La Chambre prend en considération les amendements que le Conseil législatif a apportés au bill 36 concernant les élections à l'Assemblée législative.

L'honorable M. Godbout (L'Islet) propose que ces amendements soient maintenant acceptés.

M. Duplessis (Trois-Rivières): Le Conseil législatif a apporté deux amendements à la loi. Le premier est un article de concordance, relativement à la réduction du nombre d'électeurs dans chaque "poll".

L'autre amendement est plus important. Il fait douter de l'utilité du Conseil législatif. La loi électorale disait que, lorsqu'il se produisait une vacance, le gouvernement devait tenir des élections dans les cinq mois qui suivaient l'avis.

Le Conseil législatif a fait disparaître cette disposition. Nommé par le gouvernement et non élu par le peuple, je lui nie le droit d'intervenir pour saboter la loi électorale.

Dans le passé, des comtés étaient des mois et même des années sans député, et l'Union nationale a fait disparaître cette anomalie en fixant un délai de cinq mois. En vertu de l'ancienne loi, lorsqu'un siège était vacant, le gouvernement était forcé de tenir des élections dans le délai de cinq mois qui suivait l'avis de vacances. On se rappelle que, tout récemment, le député de Joliette (M. Barrette) a donné un avis de vacances pour Arthabaska et L'Assomption, ce qui forçait le gouvernement à faire des élections au plus tard le 20 octobre.

J'aime à croire que le gouvernement n'est pas intervenu pour faire adopter cet amendement par le Conseil. C'eût été un manque de courage qui ne serait pas à son honneur. Un gouvernement qui a peur d'aller devant le peuple n'est pas un gouvernement démocrate. Même si le gouvernement avait peur d'aller devant le peuple, il n'a pas le droit de violer les droits du peuple.

À l'heure actuelle, deux sièges sont vacants. Deux comtés importants, Arthabaska et L'Assomption, se trouvent sans représentants. Ils ont le droit d'être représentés. Nous avons donné un avis. Avec un tel amendement, on peut retarder les élections indéfiniment. Au-dessus des craintes du gouvernement, il y a les droits des contribuables.

Les électeurs sont taxés. Ils ont le droit d'être représentés en cette Chambre. Je demande au chef du gouvernement d'avoir le courage de faire face aux électeurs. Pour ma part, je m'oppose à l'amendement du Conseil législatif.

L'honorable M. Godbout (L'Islet): Le Conseil législatif a prouvé son utilité en agissant comme il l'a fait. Il a apporté à la loi électorale un amendement qu'il lui était permis d'accorder; il a agi

dans les limites de sa juridiction. Il a fait disparaître l'obligation de faire des élections dans un temps déterminé, après l'avis de vacance. Nous traversons une période très difficile. Nous ne savons pas ce que nous réserve l'avenir. Il se peut que des circonstances imprévues viennent créer une situation embarrassante, non pour le gouvernement, mais pour la tenue d'une élection.

Grâce à cette loi, on pourra différer la tenue des élections dans Arthabaska et L'Assomption. Cela ne veut pas dire que nous ne tiendrons pas d'élections dans Arthabaska et L'Assomption. Il est probable que nous en tiendrons avant l'expiration du délai que prévoyait l'ancienne loi. Nous sommes anxieux de conserver à la population de ces deux comtés ses prérogatives. Je suis sûr, M. l'Orateur, que nous ramènerons à vos côtés des députés libéraux, comme ce fut le cas au cours des dernières élections. Ces élections verront un triomphe libéral.

(Applaudissements)

Le chef de l'opposition n'était pas sérieux quand il a parlé de craintes.

Au cours des élections complémentaires, nous avons consulté les divers éléments de la population. Nous avons entendu l'opinion de tous les groupes et de toutes les races. Cette opinion a été unanime. Quand nous ferons d'autres élections, le résultat sera le même. Nous n'avons aucune raison de craindre la population.

S'il nous est arrivé des accidents au cours d'élections complémentaires, tout le monde sait que c'est à cause de petites affaires locales. Nous considérons que ce sera pour nous un devoir, à moins de raisons très sérieuses et d'ordre public, de tenir des élections dans un délai raisonnable même moins grand que celui que prévoyait l'ancienne loi.

Mais nous devons aussi envisager la question telle qu'elle est dans le monde et dans tout le Canada. Je n'ai aucune raison de craindre des troubles sérieux. Notre population est calme et elle a prouvé son respect des lois.

Cependant, nous ne pouvons prévoir ce qui arrivera dans six mois. Il est possible qu'à ce moment-là il ne soit pas sage de déclencher des élections. C'est la seule raison pour laquelle nous sommes disposés à accepter cet amendement.

M. Beaulieu (Saint-Jean-Napierville): Le chef de l'opposition dirigeait personnellement la lutte dans mon comté et c'est là la principale cause de ma victoire. Lors des dernières élections complémentaires, le chef de l'opposition était malade. D'où les victoires du gouvernement.

M. Lorrain (Papineau) et **M. Labbé (Mégantic)** participent au débat.

La motion est mise aux voix et la Chambre se divise.

Les noms sont appelés et inscrits comme suit:

Pour: MM. Allard, Bastien, Beaulieu (Témiscouata), Bonvouloir, Bouchard (Québec-Comté), Boucher, Caron (Maisonneuve), Casgrain (Kamouraska-Rivière-du-Loup), Côté, Delagrave, Duffy, Francoeur (Lévis), Francoeur (Montréal-Mercier), Gagnon (Frontenac), Gauthier, Godbout, Goulet, Guérin, Hamel, Jodoin, Joyal, Lapointe, Lawn, Mathewson, Perrier, Rochette, 26.

Contre: MM. Barrette, Beaulieu (Saint-Jean-Napierville), Bourque, Duplessis, Élie, Gagnon (Matane), Labbé, Langlais, Lorrain, Paquette, Pouliot, Sauvé (Beauharnois), Talbot, 13.

Ainsi, la motion est adoptée.

Les amendements sont, en conséquence, acceptés.

Il est ordonné que le greffier porte le message, avec le bill, au Conseil législatif.

Charte de Québec

La Chambre prend en considération les amendements que le Conseil législatif a apportés au bill 109 modifiant la charte de la cité de Québec.

M. Delagrave (Québec-Ouest) propose que ces amendements soient maintenant acceptés.

M. Duplessis (Trois-Rivières): Ce troisième amendement est très mauvais. Le Conseil législatif est un pouvoir régulateur, pas un pouvoir incompatible avec les intérêts du peuple. Depuis plusieurs années, le Winter Club, appartenant à des gens riches, est venu devant le Parlement pour demander des exemptions de taxes. Chaque fois, nous avons dénoncé le cynisme de ces gens qui veulent être exemptés de taxes quand l'ouvrier est taxé. Des exemptions de taxes pour danser, pour donner des thés et des réceptions, c'est une provocation à la classe laborieuse, c'est un défi à la morale et à la justice. Quel abandon, quel recul, quel manque de courage! Exemptions de taxes sous prétexte de faveurs plus prévues que réalisées? Le Conseil législatif se constitue prophète!

En vertu de cet amendement, la ville et les commissions scolaires pourront exempter de taxes toutes les propriétés que le fédéral voudra employer pour fins de guerre. Si le fédéral veut employer le

Winter Club pour des danses, des thés, des réceptions, la ville et les commissions scolaires pourront l'exempter de taxes. Les temps sont trop sombres pour qu'il nous soit permis de donner des primes aux danses, aux thés et aux réceptions, alors que l'ouvrier paie 100 sous dans la piastre. Est-il vrai que, dans la province de Québec, nous en serions rendus à un tel degré d'erreur et d'incompréhension de la cause éducative, que les danseurs seraient exemptés de taxes au détriment de la cause scolaire, des professeurs et des élèves? L'amendement qu'on nous propose est injuste, inique et provocateur. Il ne s'apparente pas avec les fonctions du Conseil législatif.

M. Delagrave (Québec-Ouest): Le chef de l'opposition n'est pas très bien informé. Le Winter Club n'appartient pas à des richards. Il a été acheté par une compagnie privée dont les membres ne sont pas fortunés. Cette compagnie l'a offert au fédéral. Le Winter Club est exempté de taxes parce que cette propriété est actuellement occupée par la Royal Canadian Army. Le club est devenu une véritable caserne et il est raisonnable qu'il soit exempté puisque le syndicat qui l'opère n'a plus aucune source de revenus.

Nous avons actuellement dans la ville un nombre considérable de matelots. Le Sailors Club est beaucoup trop petit. Or, le Winter Club a été cédé gratuitement au fédéral pour les marins. Ces derniers y suivent des cours, ont accès aux salles de natation, de lecture, etc. On les reçoit tous, sans distinction de race ou de religion.

Le club est rempli chaque soir, à pleine capacité. C'était un besoin urgent pour la ville de Québec. Il remplit auprès des marins un rôle analogue à celui de l'Army & Navy pour les soldats.

Cet amendement a été demandé par la ville. Le comité l'a rejeté mais le Conseil l'a rétabli. La cité de Québec a certaines faveurs à demander à Ottawa. C'est ainsi qu'elle est en pourparlers pour l'achat de terrains à proximité du Palais Montcalm, du côté de la rue d'Youville et de l'autre côté. Dans les circonstances, il me semble que des faveurs qui seront accordées au fédéral le disposeront à notre égard.

Quant aux danses et autres distractions qui sont offertes au Winter Club, elles sont organisées uniquement pour la distraction des marins. Après leurs périlleux voyages en mer, ces derniers sont heureux de trouver un bon accueil à Québec.

M. Lorrain (Papineau), M. Paquette (Labelle) et M. Pouliot (Gaspé-Sud) adressent aussi quelques mots³.

La motion est mise aux voix et la Chambre se divise.

Les noms sont appelés et inscrits comme suit:

Pour: MM. Allard, Bastien, Beaulac, Beaulieu (Témiscouata), Bonvouloir, Bouchard (Québec-Comté), Boucher, Caron (Hull), Caron (Maisonnette), Casgrain (Gaspé-Nord), Casgrain (Kamouraska-Rivière-du-Loup), Côté, Dansereau, Delagrave, Desmarais, Drouin, Duffy, Francoeur (Lévis), Francoeur (Montréal-Mercier), Gagnon (Frontenac), Gauthier, Godbout, Goulet, Groulx, Guerin, Guibord, Hamel, Jodoin, Joyal, Lapointe, Lawn, Mathewson, Perrier, Potvin, Rajotte, Renault, Rochette, 37.

Contre: MM. Barrette, Beaulieu (Saint-Jean-Napierville), Bourque, Duplessis, Élie, Gagnon (Matane), Labbé, Langlais, Lorrain, Paquette, Pouliot, Talbot, 12.

Ainsi, la motion est adoptée.

Les amendements sont, en conséquence, acceptés.

Il est ordonné que le greffier porte le message, avec le bill, au Conseil législatif.

Messages du Conseil législatif:

M. l'Orateur communique à la Chambre que le greffier du Conseil législatif a apporté le message suivant:

Le Conseil législatif informe l'Assemblée législative qu'il a voté le bill 100 modifiant la charte de la cité de Montréal, avec les amendements suivants qu'il la prie d'agréer:

1. L'article suivant est ajouté après l'article 3 comme article 3a:

"3a. L'article 300 de la loi 62 Victoria, chapitre 58, tel que modifié, est de nouveau modifié en y insérant le paragraphe suivant:

"177. Pour décréter que les enfants âgés de moins de 14 ans, sauf s'ils sont inscrits à des cours du soir dûment reconnus comme tels et suivant lesdits cours, ne devront pas circuler dans les rues et places publiques de la cité, entre neuf heures du soir et cinq heures du matin le lendemain (heure normale de l'Est), sans être accompagnés de leur père ou de leur mère, ou de leur tuteur ou d'autre parent ou gardien majeurs, ou d'un adulte chargé par lesdits parents, tuteur ou gardien, d'accompagner tel enfant; et pour pourvoir à une pénalité pour infraction à un tel règlement."

2. L'article 8 est biffé.

3. Les articles 9, 10, 11 et 12 deviennent respectivement articles 8, 9, 10 et 11.

4. Les articles 13, 14, 15, 16, 17 et 18 sont biffés.

5. L'article 19, qui devient article 12, est modifié en remplaçant le sous-article "17" par ce qui suit:

"17. La charge de conseiller sera gratuite, et un conseiller n'aura droit de recevoir aucune rémunération ni indemnité quelconque, soit directement ou indirectement, pour ses services comme conseiller, sauf tel que prévu par l'alinéa suivant:

"Chaque conseiller a droit à une indemnité de six cents dollars par année. Il est retranché de cette indemnité vingt dollars pour chaque jour pendant lequel le conseil a siégé si le conseiller n'a pas assisté à la séance ou n'a pas voté sur toute question mise aux voix ce jour-là.

"Le greffier donne à chaque conseiller, à la demande de celui-ci, un certificat établissant son assistance aux séances du conseil au sens de l'alinéa précédent."

6. Les articles 20 et 21 sont biffés.

7. L'article 22, qui devient article 13, est modifié en remplaçant, dans la ligne 7, les mots: "trois mille" par les mots: "deux mille quatre cents".

8. L'article 23 est biffé.

9. L'article 24, qui devient article 14, est remplacé par ce qui suit:

"14. L'article 46 de la loi 4 George VI, chapitre 75, est modifié en y ajoutant les alinéas suivants:

"Si, dans le cours d'un exercice financier, le possesseur d'un véhicule automobile est imposé et paie la taxe d'eau mentionnée ci-dessus, aucun autre possesseur subséquent du même véhicule automobile ne peut être imposé pour ladite taxe.

"La taxe d'eau ci-dessus mentionnée n'est pas exigible à raison d'un véhicule automobile dont il n'est fait aucun usage et qui n'a pas été enregistré suivant la loi des véhicules automobiles pour l'année courante."

10. L'article 25, qui devient article 15, est remplacé par ce qui suit:

"15. L'article 41 de la loi 4 George VI, chapitre 75, est abrogé à compter du 1^{er} mai 1942, et, à compter de cette même date, l'article 517 de la loi des cités et villes (Statuts refondus 1941, chapitre 233), s'applique à la cité de Montréal."

11. L'article 26, qui devient article 16, est modifié en remplaçant le sous-article "49" par ce qui suit:

"49. La cité peut imposer et prélever une taxe annuelle sur toute pompe à essence en usage. Le

taux de cette taxe peut être différent selon que la pompe est installée dans un bâtiment ou en plein air, que la livraison de l'essence se fait dans la rue ou sur un terrain particulier."

12. Les articles 27, 28 et 29 deviennent respectivement articles 17, 18 et 19.

13. L'article 30, qui devient article 20, est modifié en biffant, dans la ligne 3, les mots: "(reproduite comme Annexe)".

14. Les articles 31 et 32 deviennent articles 21 et 22.

15. Les articles suivants sont ajoutés après l'article 32, devenu article 22;

"23. L'article suivant est ajouté après l'article 477a de la charte de la cité:

"477b. Tout recorder de la cité qui occupe cette charge depuis vingt-cinq ans doit cesser de l'occuper lorsqu'il atteint l'âge de soixante-cinq ans ou immédiatement s'il a déjà atteint cet âge, et il lui est accordé une pension annuelle égale aux trois quarts du traitement qu'il recevait au moment de sa retraite.

"Cette pension lui sera servie par versements mensuels, sa vie durant, et sera insaisissable."

"24. Lorsque la cité, ayant acquis un immeuble affecté de taxes d'améliorations locales ou de taxes consolidées, le vend à charge desdites taxes, le privilège de la cité pour le paiement des versements desdites taxes d'améliorations locales ou des taxes consolidées à échoir après ladite vente renaît et affecte l'immeuble.

"25. Nonobstant les dispositions de l'article 43 de la loi de la Commission municipale de Québec, la demande d'autorisation de poursuivre la cité, à la suite de délits ou de quasi-délits, doit être adressée à la Commission municipale de Québec avant l'expiration des six mois de prescription fixée par les articles 536 et 537 de la charte, et une fois cette autorisation obtenue, l'action doit être intentée dans les deux mois de la date de cette autorisation, et à défaut par le réclamant de ce faire, il perd son droit d'action.

"Dans les cas de délits ou de quasi-délits antérieurs à la présente loi, le délai de six mois susmentionné court à compter de la sanction de la présente loi.

"26. L'acte suivant est déclaré valide et légal:

"1. Acte de vente par la cité de Montréal à l'Union économique d'habitations, passé devant M^{re} Jean Baudouin, le 13 mai 1942, sous le numéro 15405 des minutes de son répertoire.

"27. L'immeuble suivant, connu et désigné sous les numéros 535, 536, 537, 538 pt. et 539, 635,

636, 637, 638 et 639 de la subdivision du lot originaire numéro 8 aux plan et livre de renvoi officiels du village incorporé d'Hochelaga, avec bâtisses dessus érigées portant le numéro civique 2427, rue Letourneux, en les cité et district de Montréal, appartenant à la Commission des écoles catholiques de Montréal, continuera à être exempt de taxes scolaires tant et aussi longtemps qu'il sera occupé par la Clinique B.C.G. de Montréal, Incorporée pour fins d'hôpital."

16. L'article 33 devient article 28.

17. L'annexe est biffée.

Projets de loi:

Charte de Montréal

La Chambre prend en considération les amendements que le Conseil législatif a apportés au bill 100 modifiant la charte de la cité de Montréal.

M. Dubreuil (Montréal-Jeanne-Mance) propose que ces amendements soient maintenant lus.

M. Duplessis (Trois-Rivières): Plusieurs de ces amendements sont très sérieux. On fixe à \$2,400 le salaire du leader du conseil municipal. On accorde des exemptions de taxes, etc. On ratifie un contrat sans le produire. Il n'y a rien dans la clause qui explique la nature du contrat. Les règlements de la Chambre exigent que les contrats approuvés soient joints et il n'y a même pas une copie dactylographiée pour les aider.

M. Francœur (Montréal-Mercier) propose que l'étude de l'amendement soit remise à la prochaine séance.

L'honorable M. Godbout (L'Islet): La session tire à sa fin, elle doit se terminer à midi. Le député de Mercier devrait retirer sa motion.

M. Duplessis (Trois-Rivières) approuve la motion du député de Montréal-Mercier, étant donné le nombre et la complexité des amendements du Conseil.

M. Francœur (Montréal-Mercier) se dit disposé à retirer sa motion, pour se rendre au désir du premier ministre.

M. Duplessis (Trois-Rivières) s'oppose à l'adoption des amendements.

Adopté après division. Les amendements sont lus.

Il est ordonné que l'examen de ces amendements soit remis au cours de la présente séance.

Rivière Outaouais

L'honorable M. Côté (Bonaventure) propose, selon l'ordre du jour, que les résolutions relatives au bill 62 concernant les forces hydrauliques de la rivière Outaouais soient maintenant agréées.

La motion est mise aux voix et la Chambre se divise.

Les noms sont appelés et inscrits comme suit:

Pour: MM. Allard, Bastien, Beaulac, Beaulieu (Témiscouata), Bonvouloir, Bouchard (Québec-Comté), Boucher, Caron (Hull), Caron (Maisonneuve), Casgrain (Gaspé-Nord), Casgrain (Kamouraska-Rivière-du-Loup), Côté, Dansereau, Delagrave, Desmarais, Drouin, Duffy, Francoeur (Lévis), Francoeur (Montréal-Mercier), Gagnon (Frontenac), Godbout, Goulet, Groulx, Guerin, Guibord, Hamel, Jodoin, Joyal, Lapointe, Lawn, Mathewson, Potvin, Rajotte, Renault, Rochette, 35.

Contre: MM. Barrette, Beaulieu (Saint-Jean-Napierville), Bourque, Duplessis, Élie, Gagnon (Matane), Labbé, Langlais, Lorrain, Paquette, Pouliot, Talbot, 12.

Ainsi, la motion est adoptée.

Les résolutions sont, en conséquence, agréées.

Il est ordonné que lesdites résolutions soient renvoyées au comité plénier de la Chambre chargé d'étudier le bill 62 concernant les forces hydrauliques de la rivière Outaouais.

L'honorable M. Côté (Bonaventure) propose, selon l'ordre du jour, que le bill 62 concernant les forces hydrauliques de la rivière Outaouais soit maintenant lu une deuxième fois.

M. Duplessis (Trois-Rivières): On a tort de charger la Cour suprême du Canada de nommer le troisième arbitre du tribunal d'arbitrage. Il ne faut pas oublier qu'il y a tendance à la centralisation et à la subordination des droits des provinces à ceux du fédéral, sans compter que la Cour suprême siège en Ontario. Il conviendrait de choisir ailleurs celui qui nommera le tiers-arbitre.

Le déni au bref d'injonction est illogique. Ou le particulier aura la justice pour lui et alors on ne doit pas lui refuser le bref d'injonction, ou il a tort et alors les tribunaux renverront sa requête.

La motion est mise aux voix et la Chambre se divise.

Les noms sont appelés et inscrits comme suit:

Pour: MM. Allard, Bastien, Beaulac, Beaulieu (Témiscouata), Bonvouloir, Bouchard (Québec-Comté), Boucher, Caron (Hull), Caron (Maisonneuve), Casgrain (Gaspé-Nord), Casgrain (Kamouraska-Rivière-du-Loup), Côté, Dansereau, Delagrave, Desmarais, Drouin, Duffy, Francoeur (Lévis), Francoeur (Montréal-Mercier), Gagnon (Frontenac), Godbout, Goulet, Groulx, Guerin, Guibord, Hamel, Jodoin, Joyal, Lapointe, Lawn, Mathewson, Potvin, Rajotte, Renault, Rochette, 35.

Contre: MM. Barrette, Beaulieu (Saint-Jean-Napierville), Bourque, Duplessis, Élie, Gagnon (Matane), Labbé, Langlais, Lorrain, Paquette, Pouliot, Talbot, 12.

Ainsi, la motion est adoptée. Le bill est, en conséquence, lu une deuxième fois et renvoyé à un comité plénier de la Chambre.

L'honorable M. Côté (Bonaventure) propose que la Chambre se forme immédiatement en comité.

Adopté. M. l'Orateur quitte le fauteuil.

Le comité étudie le bill article par article et le président fait rapport que le comité a adopté le bill 62 sans l'amender.

L'honorable M. Côté (Bonaventure) propose que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Adopté après division.

Il est ordonné que le greffier porte ce bill au Conseil législatif et prie les honorables conseillers de l'adopter.

Détournement des eaux dans le chenal Grand Calumet

L'ordre du jour appelle la prise en considération, en comité plénier, d'un projet de résolutions relatives au bill 64 accordant certains pouvoirs à la Commission des eaux courantes de Québec pour détourner dans le chenal Grand Calumet une partie des eaux de la rivière Outaouais.

L'honorable M. Côté (Bonaventure) informe l'Assemblée que l'honorable lieutenant-gouverneur a pris connaissance dudit projet de résolutions et en recommande l'objet à la Chambre.

L'honorable M. Côté (Bonaventure) propose que M. l'Orateur quitte maintenant le fauteuil.
Adopté.

En comité:

Présidence de M. Caron (Hull)

L'honorable M. Côté (Bonaventure) propose:

1. Que la Commission des eaux courantes de Québec, après avoir produit au ministère des Terres et Forêts tous les plans et détails nécessaires pour indiquer, d'une façon précise, les travaux qu'elle désire entreprendre sous l'autorité de la loi qui sera basée sur les présentes résolutions, et le coût probable d'iceux, pourra être autorisée, par le lieutenant-gouverneur en conseil, aux conditions et pour la période de temps jugées opportunes, à établir un barrage dans le chenal Rocher Fendu de la rivière Outaouais et à faire, dans ladite rivière, tous autres travaux requis afin d'accroître et régulariser le débit pouvant s'écouler par le Chenal Grand Calumet et d'accroître et mieux utiliser les forces hydrauliques de la rivière Outaouais, à cet endroit.

L'autorisation ci-dessus sera subordonnée à l'acquisition, par ladite commission, du gouvernement de la province d'Ontario, de tous les droits dépendant de l'autorité législative de ladite province requis pour l'exécution desdits travaux.

2. Que, après avoir produit les plans et devis mentionnés dans la résolution 1 et entendu les intéressés, il sera du devoir de la Commission de soumettre au ministre des Terres et Forêts tout projet de contrat à intervenir entre la Commission et toute personne, compagnie ou association qui bénéficiera des travaux présentement autorisés.

Tout contrat passé en vertu de la présente résolution devra être autorisé par le lieutenant-gouverneur en conseil.

Une redevance eu égard à l'accroissement d'énergie hydroélectrique rendue disponible devra être exigée, en tenant compte tant de l'accroissement et de la régularisation du débit que de la hauteur de charge additionnelle sous laquelle l'exploitation des forces hydrauliques du chenal Grand Calumet pourra être permise par tel contrat avec l'autorisation susdite.

3. Que les propriétaires concessionnaires ou locataires de forces hydrauliques du chenal Grand Calumet de la rivière Outaouais n'auront droit au bénéfice de l'accroissement, de la régularisation et de la hauteur de charge additionnelle provenant des travaux présentement autorisés qu'à la condition suivante: au cas où leur entreprise serait acquise ou expropriée, en tout ou en partie, par cette province ou par une corporation publique par elle formée à cette fin; ils n'auront droit à aucun accroissement de valeur de ce chef, mais seulement au coût réel (moins dépréciation) des installations additionnelles faites pour utiliser l'accroissement de débit et de hauteur de charge.

4. Que, pour le surplus, les dispositions de la section IX de la loi du régime des eaux courantes (Statuts refondus, 1941, chapitre 98, articles 78 à 85 inclusivement) s'appliquent aux travaux visés par la loi qui sera basée sur les présentes résolutions.

M. Duplessis (Trois-Rivières): Je suis surpris qu'on apporte à la dernière minute des bills d'une telle importance, alors que le premier ministre s'est vanté de préparer toute sa législation pour l'ouverture de la session.

L'honorable M. Côté (Bonaventure): À l'extrémité en amont de l'Île Calumet, la rivière Outaouais se divise en deux manches dont l'une appelée Grand-Calumet, située entièrement dans la province de Québec, et l'autre appelée Rocher Fendu, située partie en Ontario, partie dans Québec.

Certaines forces hydrauliques dans le chenal Grand-Calumet ont été concédées à C. Bryson, en 1907, et aménagées en 1925. On veut construire un barrage pour augmenter de 25,000 chevaux-vapeur le pouvoir de la compagnie Bryson, au coût de \$250,000.

M. Duplessis (Trois-Rivières): En réalité, on veut accorder une faveur à la Gatineau Power et à la Canadian International Paper.

Il est illogique de permettre à une compagnie de pulpe et de papier de développer les pouvoirs hydroélectriques à cause du danger de nuisance aux concurrents.

L'honorable M. Côté (Bonaventure): On veut y développer une usine de magnésium, qui fabriquera un métal trois fois plus léger que l'aluminium.

Les résolutions sont adoptées.

Rapport du comité plénier:

M. l'Orateur au fauteuil

M. le président fait rapport que le comité a adopté plusieurs résolutions, lesquelles sont lues après division.

L'honorable M. Côté (Bonaventure) propose que ces résolutions soient maintenant agréées.

La motion est mise aux voix et la Chambre se divise.

Les noms sont appelés et inscrits comme suit:

Pour: MM. Allard, Bastien, Beaulac, Beaulieu (Témiscouata), Bonvouloir, Bouchard (Québec-Comté), Boucher, Caron (Hull), Caron (Maisonnette), Casgrain (Gaspé-Nord), Casgrain (Kamouraska-Rivière-du-Loup), Côté, Dansereau, Delagrave, Desmarais, Drouin, Duffy, Francoeur (Lévis), Francoeur (Montréal-Mercier), Gagnon (Frontenac), Godbout, Goulet, Groulx, Guerin, Guibord, Hamel, Jodoin, Joyal, Lapointe, Lawn, Mathewson, Potvin, Rajotte, Renault, Rochette, 35.

Contre: MM. Barrette, Beaulieu (Saint-Jean-Napierville), Bourque, Duplessis, Élie, Gagnon (Matane), Labbé, Langlais, Lorrain, Paquette, Pouliot, Talbot, 12.

Ainsi, la motion est adoptée.

Les résolutions sont, en conséquence, agréées.

L'honorable M. Côté (Bonaventure) propose qu'il lui soit permis de présenter le bill 64 accordant certains pouvoirs à la Commission des eaux courantes de Québec pour détourner dans le chenal Grand Calumet une partie des eaux de la rivière Outaouais.

Adopté. Le bill est lu une première fois.

L'honorable M. Côté (Bonaventure) propose que le bill soit maintenant lu une deuxième fois.

La motion est mise aux voix et la Chambre se divise.

Les noms sont appelés et inscrits comme suit:

Pour: MM. Allard, Bastien, Beaulac, Beaulieu (Témiscouata), Bonvouloir, Bouchard (Québec-Comté), Boucher, Caron (Hull), Caron (Maisonnette), Casgrain (Gaspé-Nord), Casgrain (Kamouraska-Rivière-du-Loup), Côté, Dansereau, Delagrave, Desmarais, Drouin, Duffy, Francoeur (Lévis), Francoeur (Montréal-Mercier), Gagnon

(Frontenac), Godbout, Goulet, Groulx, Guerin, Guibord, Hamel, Jodoin, Joyal, Lapointe, Lawn, Mathewson, Potvin, Rajotte, Renault, Rochette, 35.

Contre: MM. Barrette, Beaulieu (Saint-Jean-Napierville), Bourque, Duplessis, Élie, Gagnon (Matane), Labbé, Langlais, Lorrain, Paquette, Pouliot, Talbot, 12.

Ainsi, la motion est adoptée.

Le bill est, en conséquence, lu une deuxième fois.

L'honorable M. Côté (Bonaventure) propose que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Adopté après division.

Il est ordonné que le greffier porte le bill au Conseil législatif et prie les honorables conseillers de l'adopter.

Charte de Montréal

La Chambre prend de nouveau en considération les amendements que le Conseil législatif a apportés au bill 100 modifiant la charte de la cité de Montréal.

L'honorable M. Godbout (L'Islet) fait référence à l'article qui ratifie le mystérieux contrat, dit que la Chambre ne pouvait pas le faire sans connaître sa nature.

En raison de circonstances exceptionnelles qui ont eu lieu il y a deux ans, dit-il, il était nécessaire de changer la façon d'administrer Montréal; les gens sont satisfaits du résultat et ils sont aussi heureux que le système reste en place. Ce ne serait pas une bonne chose d'apporter un changement lorsque les affaires vont bien, particulièrement lorsque l'administration civique négocie avec les porteurs d'obligations pour un ajustement financier. Le nouveau régime à Montréal n'est pas parfait, c'est entendu, mais il a donné de bons résultats, puisque la ville a déclaré un surplus de \$3,000,000. Ce n'est pas le temps de faire des modifications profondes.

M. Francoeur (Montréal-Mercier): Le changement apporté au système administratif actuel à Montréal a été fait parce que la ville n'était pas capable de respecter ses obligations. Ce n'était pas l'ancienne administration qui était fautive, mais la précédente, sous laquelle des expropriations ont été entreprises et qui ont coûté des millions à la ville, comme le parc Maisonneuve et l'achat de Montreal Water et de la Water Company. Les expropriations

ont coûté \$20,000,000. Un autre facteur a été le fait que le gouvernement de l'Union nationale n'a pas payé sa dette envers la ville et, lorsque le gouvernement libéral actuel a pris le pouvoir en 1939, la province devait plusieurs millions à Montréal pour le chômage.

L'administration actuelle était bonne. Nous avons confiance dans tous les membres de l'administration actuelle de Montréal. Nous ne voulons pas y permettre d'ingérence politique et les chiffres que l'on nous donne indiquent que l'intervention de la Commission municipale a été heureuse pour l'administration. Nous espérons que, l'an prochain, il sera possible de donner à Montréal une administration plus démocratique.

(Applaudissements à droite)

M. Duplessis (Trois-Rivières): La présente administration de Montréal est antidémocratique et despotique. Des promesses ont été faites lors des dernières élections partielles à Montréal et celles-ci ont été ignorées. Il dit qu'il a été surpris par un incident qui a eu lieu au Conseil législatif. L'honorable P. R. DuTremblay a proposé un amendement pour reprendre des mains de l'administration civique les négociations avec les porteurs d'obligations et les transférer à la Commission municipale de Québec, si l'administration n'avait pas pris d'arrangements d'ici au 1^{er} septembre. Après la discussion, l'honorable Philippe Brais, leader du gouvernement, a demandé à M. DuTremblay de retirer l'amendement et il a fait la remarque à l'effet que cela servira d'avertissement à l'administration de Montréal. Ceci, pour l'opposition, est une forme de chantage.

Le Conseil législatif a ajouté une clause pour permettre au conseil de la ville de mettre à la retraite le "recorder" M. Semple. Je n'en connais pas les raisons. C'est une procédure extraordinaire que de passer une loi pour faire congédier un rédacteur de comptes rendus.

Les règlements de la Chambre exigent que le contrat de la Compagnie d'habitation soit inclus avec la clause annexée au bill.

L'honorable M. Godbout (L'Islet) reconnaît le bien-fondé de cette remarque et déclare qu'il a lui-même préparé une motion pour demander le retrait de cette clause.

Il (l'honorable M. Godbout) propose, appuyé par le représentant de Montréal-Notre-Dame-de-Grâce (l'honorable M. Mathewson), qu'un message soit envoyé au Conseil législatif pour l'informer que

l'Assemblée législative agréé les amendements que le Conseil législatif a apportés au bill 100 modifiant la charte de la cité de Montréal, mais en les amendant ainsi qu'il suit:

En retranchant de l'amendement 15 le texte suivant:

"26. L'acte suivant est déclaré valide et légal:

"1. Acte de vente par la cité de Montréal à l'Union économique d'habitations, passé devant Me Jean Beaudoin, le 13 mai 1942, sous le numéro 15405 des minutes de son répertoire."

Que le greffier porte ce message au Conseil législatif.

Adopté.

Il est ordonné que le greffier porte de nouveau le bill au Conseil législatif et informe les honorables Conseillers que l'Assemblée législative a accepté leurs amendements, tels qu'amendés.

Ajournement

M. l'Orateur prononce l'ajournement.

La séance est levée à 1 h 15.

NOTES

1. *Le Canada* du 29 mai 1942, à la page 14, écrit "347,000 chevaux-vapeur"; *L'Événement* du 29 mai 1942, à la page 4, écrit "335,000 chevaux-vapeur".

2. \$450,000, selon *Le Soleil* du 29 mai 1942, à la page 3 et *L'Événement* du 29 mai 1942, à la page 15.

3. Contrairement à l'ensemble des journaux, le *Quebec Chronicle Telegraph*, du 29 mai 1942, à la page 2, affirme que MM. Pouliot, Paquette et Lorrain "ont demandé au gouvernement de nombreuses questions au sujet des privilèges d'exonération fiscale dont le club bénéficiait".

Séance du vendredi 29 mai 1942

Présidence de l'honorable V. Bienvenue

La séance est ouverte à 11 h 30.

Prière.

M. l'Orateur: À l'ordre, Messieurs! Que les portes soient ouvertes!

Questions de privilège:

Décorum de la Chambre

M. Duplessis (Trois-Rivières): Je tiens à protester contre les désordres qui se sont produits hier soir en cette Chambre, dans le cours de la séance. On a lancé en pleine Chambre un crachoir enveloppé de papier qui a atteint un député. On a aussi lancé du côté de la droite vers la gauche de grosses boules de papier. De pareils actes commis du côté de la droite sont une violation aux règlements et à l'ordre qui doit régner dans cette Chambre, et je proteste énergiquement.

Les députés ministériels applaudissent ironiquement la déclaration.

Messages du Conseil législatif:

M. l'Orateur communique à la Chambre que le greffier du Conseil législatif a apporté le message suivant:

Le Conseil législatif informe l'Assemblée législative qu'il a voté le bill 54 modifiant la loi du moratoire, avec les amendements suivants qu'il la prie d'agréer:

1. L'article suivant est ajouté après l'article 2 comme article 3:

"3. L'article 15 de ladite loi est remplacé par le suivant:

"15. Les dispositions des articles 3, 4 et 5 ont cessé d'être en vigueur le 1^{er} juillet 1941.

"Les dispositions de l'article 1, sauf le dernier alinéa, cesseront d'être en vigueur le 1^{er} septembre 1942; le débiteur conservant néanmoins le droit de se prévaloir des dispositions de l'article 8, et cela même après l'institution d'une poursuite, mais sans préjudice des frais encourus."

2. L'article 3 devient article 4.

Aussi, le bill 176 modifiant la loi du Barreau, avec les amendements suivants qu'il prie l'Assemblée législative d'agréer:

1. L'article 1 est modifié:

a) en remplaçant le premier alinéa par ce qui suit:

"1. L'article 8 de la loi du barreau (Statuts refondus, 1941, chapitre 262) est modifié en remplaçant le paragraphe e) par le suivant:

b) en biffant le paragraphe "f)".

"2. L'article 3 est modifié en remplaçant les 6^e et 7^e alinéas du sous-article "48", qui commencent par les mots: "Le conseil régional nomme", et qui finissent par les mots: "de Montréal et de Québec", par ce qui suit:

"Les examinateurs, au nombre de dix, sont nommés pour trois ans.

"En juin 1943, et tous les trois ans dans la suite, le conseil de la section de Montréal nomme quatre examinateurs, dont l'un doit être choisi parmi les professeurs de la faculté de droit de l'Université McGill et un autre parmi les professeurs de la faculté de droit de l'Université de Montréal; en juin 1943, et tous les trois ans dans la suite, le conseil de la section de Québec nomme deux examinateurs, dont l'un doit être choisi parmi les professeurs de la faculté de droit de l'Université Laval; en juin 1943, et tous les six ans dans la suite, le conseil de chacune des sections des Trois-Rivières, de Saint-François, de Saguenay et de Richelieu nomme un examinateur; en juin 1946, et tous les six ans dans la suite, le conseil de chacune des sections du Bas-Saint-Laurent, de Hull, d'Arthabaska et de Bedford nomme un examinateur.

"Toute vacance survenant avant l'expiration de la durée des fonctions d'un examinateur est remplie, pour le temps qui reste à courir, de la même manière que la nomination avait été faite."

3. L'article 7 est biffé.

4. L'article 8 devient article 7.

Projets de loi:

Loi du moratoire

La Chambre prend en considération les amendements que le Conseil législatif a apportés au bill 54 modifiant la loi du moratoire.

L'honorable M. Drouin (Québec-Est) propose que ces amendements soient maintenant lus.

Adopté après division.

L'honorable M. Drouin (Québec-Est) propose que ces amendements soient maintenant acceptés.

M. Duplessis (Trois-Rivières): Le gouvernement sacrifie les petits propriétaires au bénéfice des trusts et des prêteurs d'argent. Le gouvernement fédéral, en fixant le prix des loyers, empiète sur les droits de la province de Québec et le gouvernement provincial devrait protester contre cette mesure. Il s'oppose donc à ces amendements en disant que non seulement ils auraient pour effet de tuer le moratoire, mais encore de faire augmenter le prix des loyers malgré la commission de contrôle. Ce sont les petits propriétaires qui sont le meilleur rempart de la paix sociale. Au lieu de restreindre l'application du moratoire, on devrait en rendre l'exercice plus facile afin de combattre la concentration des richesses entre les mains d'un petit nombre.

L'honorable M. Godbout (L'Islet): Le prêteur n'est pas toujours un gros capitaliste. C'est la plupart du temps un rentier ou un petit propriétaire économe qui a besoin de son argent, après un certain temps. De plus, l'emprunteur peut être lui-même un gros propriétaire qui profite du moratoire pour agrandir ou multiplier ses immeubles au détriment de son prêteur. La loi du moratoire était une loi d'exception, faite pour un temps de crise et il est temps qu'on pose les jalons qui permettront de l'abolir. Sans le savoir, le discours du chef de l'opposition, dépouillé de ses dénonciations exagérées, constitue le meilleur plaidoyer en faveur des amendements apportés à la loi du moratoire. La petite propriété entre les mains de la masse populaire constitue la meilleure garantie de paix sociale et de développement économique.

Avec cette loi, le gouvernement ne fait pas seulement que protéger les intérêts et le crédit des propriétaires, mais il les protège eux-mêmes contre ceux qui tentent de spéculer avec l'argent qu'ils doivent à leurs créanciers. La petite propriété répartie entre le plus grand nombre constitue aussi une richesse spirituelle, et c'est quand les gens sont satisfaits et confiants en l'avenir que les doctrines subversives ont le moins de chances de se répandre. D'ici à l'an prochain, le gouvernement sera en mesure de savoir si la loi du moratoire profite réellement aux petits propriétaires ou aux exploiters des petits propriétaires.

Grâce à une politique prudente et sage, le gouvernement fédéral a su protéger contre les fluctuations de la guerre les bases de notre économie nationale et préparer le retour à la paix. L'action du gouvernement fédéral visant à stabiliser les loyers a

pour but d'épargner au pays le tumulte qui a régné lors de la dernière guerre et particulièrement suite à la dernière guerre. En raison de la stabilisation des loyers, les profiteurs de guerre n'ont pas la même chance qu'ils avaient eue lors de la dernière guerre. Il ne veut pas critiquer le gouvernement, qui s'était occupé du dossier pendant la dernière guerre, étant donné qu'on a admis que, dans le cadre de la présente guerre, nous profitons de l'expérience acquise lors de la dernière.

Il n'y a pas de prospérité factice. Cette guerre n'est pas en train de créer une classe de millionnaires. Mais justement parce qu'on a su employer des moyens énergiques, le coût de la vie est resté sensiblement le même et les classes laborieuses pourront facilement passer au stade de la guerre à celui de la paix retrouvée.

Il (l'honorable M. Godbout) rappelle au chef de l'opposition qu'il fit lui-même voter cette loi du moratoire il y a quelques années. Mais le temps est venu de faire le point, et d'autant plus que les modifications que l'Union nationale lui fit subir ont mis en danger l'épargne populaire qui se trouve justement prêtée sur la petite propriété. Il reconnaît que cette loi du moratoire était absolument nécessaire; mais il convient qu'elle a considérablement réduit le crédit de l'emprunteur. C'est pourquoi il votera en faveur des amendements du Conseil, parce qu'en prolongeant quelque peu le délai de remboursement, il permettra à la province de réunir d'ici juillet 1943 les chiffres et les faits nécessaires pour savoir qui, dans cette province, a profité le plus du moratoire: du prêteur ou de l'emprunteur.

M. Gagnon (Matane): C'est comme dire à un homme qui monte à l'échafaud qu'il a encore deux mois à vivre avant qu'il doive être pendu. La loi du moratoire actuelle n'a rien réglé. C'est le crédit agricole qui a sauvé le petit propriétaire de la campagne. Il réclame l'institution d'un crédit urbain.

M. Duplessis (Trois-Rivières): La loi fédérale sur les loyers est une autre atteinte à l'autonomie de la province; elle est contraire au Code civil et le résultat de la cessation aura pour résultat la ruine des petits propriétaires.

L'honorable M. Godbout (L'Islet) dit que les gens qui seront probablement touchés sont les spéculateurs immobiliers. Toute personne ayant prêté son argent pour une hypothèque, souvent le seul argent pour subvenir à sa vieillesse, devrait aussi être protégée.

L'honorable M. Drouin (Québec-Est): On nous dit que des propriétaires spéculent sur la loi du moratoire. J'espère que cette accusation n'est pas fondée. Nous le saurons, car nous avons l'intention de faire effectuer une enquête à ce sujet, dans toute la province. Nous connaissons les conclusions de cette enquête avant la fin de la session et nous agissons en conséquence. Le projet de loi actuel donnera la chance au gouvernement de connaître la vraie situation, d'obtenir des renseignements tout en protégeant les propriétaires. Et s'il s'avérait que le moratoire devrait être prolongé, ceci pourrait être fait l'année prochaine à la prochaine session.

La motion est mise aux voix et la Chambre se divise.

Les noms sont appelés et inscrits comme suit:

Pour: MM. Allard, Bastien, Beaulac, Beaulieu (Témiscouata), Bullock, Caron (Hull), Caron (Maisonneuve), Casgrain (Gaspé-Nord), Casgrain (Kamouraska-Rivière-du-Loup), Chaloult, Choquette, Comeau, Côté, Dansereau, Delagrave, Desmarais, Drouin, Duffy, Dufour, Dumaine, Francoeur (Montréal-Mercier), Gagnon (Frontenac), Gauthier, Godbout, Goulet, Groulx, Guérin, Hamel, Joyal, Lawn, Mathewson, Panet, Perrier, Potvin, Rajotte, Rochette, 36.

Contre: MM. Barrette, Beaulieu (Saint-Jean Napierville), Bourque, Duplessis, Élie, Gagnon (Matane), Labbé, Langlais, Lorrain, Pouliot, Sauvé (Beauharnois), Talbot, 12.

Ainsi, la motion est adoptée. Les amendements sont, en conséquence, acceptés.

Il est ordonné que le greffier porte le message, avec le bill, au Conseil législatif.

Loi du Barreau

La Chambre prend en considération les amendements que le Conseil législatif a apportés au bill 176 modifiant la loi du Barreau.

Les amendements sont lus.

M. Bienvenue (Bellechasse) propose que ces amendements soient maintenant acceptés.

Adopté après division.

Il est ordonné que le greffier porte le message, avec le bill, au Conseil législatif.

Messages du Conseil législatif:

M. l'Orateur communique à la Chambre que le greffier du Conseil législatif a apporté le message suivant:

Le Conseil législatif informe l'Assemblée législative qu'il a voté, sans amendement, les bills suivants:

- bill 62 concernant les forces hydrauliques de la rivière Outaouais;

- bill 64 accordant certains pouvoirs à la Commission des eaux courantes de Québec pour détourner dans le chenal Grand Calumet une partie des eaux de la rivière Outaouais;

- bill 65 accordant de plus amples pouvoirs à la Commission des eaux courantes de Québec;

- bill 68 concernant les emprunts des commissions scolaires de Montréal;

- bill 69 pour aider à la construction de l'Orphelinat Notre-Dame-de-la-Merci d'Huberdeau.

M. l'Orateur communique à la Chambre que le greffier du Conseil législatif a apporté le message suivant:

Conseil législatif

Le 29 mai 1942

Le Conseil législatif informe l'Assemblée législative qu'il n'insiste pas sur le paragraphe 26 de l'amendement 15 et qu'il l'a retiré de ses amendements au bill 100 amendant la charte de la cité de Montréal.

M. l'Orateur communique à la Chambre que le greffier du Conseil législatif a apporté le message suivant:

Conseil législatif

Le 29 mai 1942

Il est ordonné que le greffier reporte à l'Assemblée législative le bill 34 octroyant à Sa Majesté des deniers requis pour les dépenses du gouvernement pour l'année financière se terminant le 31 mars 1943 et pour d'autres fins, et informe cette Chambre que le Conseil législatif l'a voté sans amendement.

Messages du lieutenant-gouverneur:

Sanction royale

M. Arthur Saint-Jacques, huissier à la verge noire, transmet le message suivant dont M. l'Orateur fait lecture:

M. l'Orateur: Messieurs, l'honorable Monsieur le lieutenant-gouverneur de la province de Québec désire la présence immédiate de cette Chambre dans la salle des séances du Conseil législatif.

En conséquence, M. l'Orateur et les députés se rendent à la salle du Conseil législatif.

L'honorable Monsieur le lieutenant-gouverneur veut bien donner, au nom de Sa Majesté, la sanction royale aux bills suivants:

- 16 Loi modifiant le Code municipal;
- 36 Loi concernant les élections à l'Assemblée législative;
- 42 Loi modifiant la loi des tribunaux judiciaires;
- 43 Loi autorisant l'acquisition d'un immeuble pour l'École du meuble;
- 45 Loi ratifiant le contrat passé par le gouvernement de la province avec The Girls' Cottage Industrial School relativement à la garde, au soin et à l'entretien des enfants dans cette école d'industrie;
- 46 Loi concernant le crédit agricole provincial;
- 47 Loi modifiant la loi du département de l'Agriculture;
- 48 Loi pour favoriser la diffusion des caisses populaires;
- 49 Loi concernant une entente entre le gouvernement et la cité de Montréal;
- 50 Loi modifiant la loi des sociétés d'agriculture;
- 51 Loi ratifiant le contrat passé par le gouvernement de la province avec les dames religieuses de Notre-Dame de Charité du Bon-Pasteur relativement à leur école de réforme et leur école d'industrie appelées Maison de Lorette et Maison Sainte-Domitille;
- 52 Loi pour permettre aux municipalités de faire des conventions avec Wartime Housing Limited;
- 53 Loi modifiant le Code municipal au sujet du rôle d'évaluation;
- 54 Loi modifiant la loi du moratoire;
- 55 Loi accordant certains pouvoirs à la Commission des eaux courantes de Québec, pour détourner dans la rivière Saint-Maurice une partie des eaux de la rivière Mégiscane;
- 56 Loi concernant les claims miniers en temps de guerre;
- 57 Loi relative aux salles de danse;
- 58 Loi constituant en corporation l'Institut de microbiologie et d'hygiène de l'Université de Montréal;

59 Loi concernant l'étendue de la responsabilité civile au cas d'assurance;

60 Loi concernant l'École d'arts et métiers de Rimouski, inc.;

61 Loi modifiant la loi de la protection sanitaire des animaux;

62 Loi concernant les forces hydrauliques de la rivière Outaouais;

63 Loi instituant le Conservatoire de musique et d'art dramatique de la province de Québec;

64 Loi accordant certains pouvoirs à la Commission des eaux courantes de Québec pour détourner dans le chenal Grand Calumet une partie des eaux de la rivière Outaouais;

65 Loi accordant de plus amples pouvoirs à la Commission des eaux courantes de Québec;

66 Loi concernant un échange de concessions forestières avec Gulf Pulp & Paper Company;

67 Loi concernant l'École technique de Saint-Hyacinthe;

68 Loi concernant les emprunts des commissions scolaires de Montréal;

69 Loi pour aider à la construction de l'Orphelinat Notre-Dame-de-la-Merci d'Huberdeau;

100 Loi modifiant la charte de la cité de Montréal;

104 Loi modifiant la charte de la ville de Rouyn;

109 Loi modifiant la charte de la cité de Québec;

112 Loi modifiant la charte de Les Prévoyants du Canada;

114 Loi modifiant la charte de la ville Lasalle;

115 Loi modifiant la charte de la cité de Sherbrooke;

117 Loi concernant la Corporation de Prêt et Revenu;

123 Loi concernant la succession de feu l'honorable J.-B.-R. Fiset;

124 Loi modifiant la charte de la cité de Lachine;

141 Loi concernant la Commission des écoles catholiques de Verdun;

153 Loi concernant la ville de Berthier et ratifiant une convention intervenue entre les commissaires d'écoles pour la municipalité de Berthierville et celle de Berthier, paroisse;

154 Loi donnant un effet légal au changement de nom de Thomas Kerr Stevenson en celui de Thomas Kerr Lachlan White;

176 Loi modifiant la loi du Barreau;

177 Loi constituant la Corporation des agronomes de la province de Québec;

180 Loi pour faciliter les études médicales en temps de guerre;

181 Loi érigeant la ville d'Oka-sur-le-Lac.

Le Greffier du Conseil législatif: Au nom de Sa Majesté, l'honorable Monsieur le lieutenant-gouverneur sanctionne ces bills.

M. l'Orateur de l'Assemblée législative s'adresse alors à l'honorable Monsieur le lieutenant-gouverneur et lui présente le bill suivant pour qu'il veuille bien y donner sa sanction:

34 Loi octroyant à Sa Majesté des deniers requis pour les dépenses du gouvernement pour l'année financière se terminant le 31 mars 1943 et pour d'autres fins.

Le Greffier du Conseil législatif: Au nom de Sa Majesté, l'honorable Monsieur le lieutenant-gouverneur remercie ses loyaux sujets, accepte leur *benevolence* et sanctionne ce bill.

Après quoi, il a plu à l'honorable Monsieur le lieutenant-gouverneur de clore la troisième session de la vingt et unième législature de la province de Québec par le discours suivant:

L'honorable Monsieur le lieutenant-gouverneur:

Honorables Messieurs du Conseil législatif,
Messieurs de l'Assemblée législative,

Il m'a été particulièrement agréable de donner, au nom de Sa Majesté, la sanction royale aux lois que vous avez adoptées au cours de la session qui se termine aujourd'hui.

Messieurs de l'Assemblée législative,

Je vous remercie de la générosité avec laquelle vous avez voté les crédits qui vous ont été demandés pour les besoins du service public.

Honorables Messieurs du Conseil législatif,
Messieurs de l'Assemblée législative,

Vous avez mis beaucoup de soin à étudier les problèmes que suscitent les temps graves et difficiles que nous traversons. Je prie la Providence de rendre vos travaux parlementaires fructueux, et je forme des

vœux pour que la paix et la justice règnent de nouveau dans le monde.

M. l'Orateur du Conseil législatif:

C'est la volonté et le désir de l'honorable Monsieur le lieutenant-gouverneur de la province que cette législature soit prorogée *sine die*, et cette législature est, en conséquence, prorogée *sine die*.

La séance est levée à 1 h 15.

